



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Aug 18th.

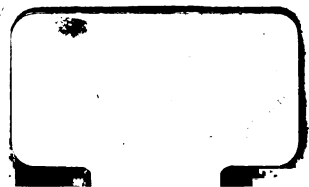
Cent. 3 20  
lig 2 12

~~76. a. t~~



Vet. Fr. II A. 504

1874.

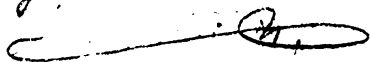


*F. H. Hall*

*April. 1803*



Princ 2 - g. u. L. i. sing 900  
ist eine alte, kleine, kleine  
Karte unter No. LXXXVII zu  
sehen.



**HISTOIRE**  
**GENERALE**  
**DE**  
**L'EUROPE**  
**SOUS**  
**LE REGNE**  
**DE**  
**LOUIS XIII.**



# HISTOIRE DE LOUIS XIII.

A AMSTERDAM chez ZACHARIE CHÂTELAIN.

# HISTOIRE DU REGNE DE LOUIS XIII.

ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE,

**TOME PREMIER,**

Contenant les choses les plus remarquables arrivées en France & en Europe durant la Minorité de ce Prince.

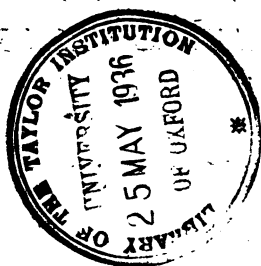
Par Mr. MICHEL LE VASSOR.

*Dernière Edition, revue, & plus exactement corrigée que les précédentes.*



**A AMSTERDAM,**  
**Chez ZACHARIE CHATELAIN.**  
**MDCCL.**

*Jean Louis Scheinmann*



A  
MYLORD VICOMTE  
DE  
WOODSTOCK.

 Y L O R D,

*Dans le tems que je commençois de  
travailler au Livre que je vous pré-  
sente , MYLORD COMTE  
DE PORTLAND, votre ill-*  
\* 2 *lustre*

# E P I T R E.

*lustre Père me fit l'honneur de m'envoyer auprès de vous, pour vous entretenir de l'Histoire. Je fus bien-aise alors, que la Providence Divine me destinant à cet emploi, elle m'eût engagé à écrire des choses, dont la connoissance vous est absolument nécessaire, si vous voulez profiter, comme il faut, des grandes instructions qu'un Père qui vous aime tendrement, vous donnera un jour, sur les évènements extraordinaires, que l'Europe voit avec étonnement depuis trente ans.*

*Il en connoit les motifs & les ressorts les plus cachés; il a toujours été le dépositaire des secrets du grand Prince qui y a eu plus de part qu'aucun autre; il l'a servi dans ses belles & périlleuses entreprises avec autant de zèle que de courage. C'est d'un Père si consommé dans les affaires du Cabinet & de la Guerre, que vous apprendrez, MYLORD, les intrigues des négociations impor-  
tan-*

# E P I T R E.

*tantes qui se sont faites de son tems ; les intérêts présens des Souverains , le détail des batailles , des sièges , des marches d'Armée , où il avoit les emplois les plus considérables. En vous faisant le recit de ses propres actions , il vous enseignera comment une personne de votre rang peut aimer également & la Patrie & le Prince qui l'honore de sa confiance ; quelles mesures il faut prendre pour bien servir l'un , sans manquer à la fidélité inviolable que vous devez à l'autre , enfin , ce qu'un Pair d'Angleterre est obligé de faire pour être utile au Roi dans le Parlement , & pour mériter en même tems l'estime & l'aprobation d'un peuple extrêmement jaloux de ses droits & de ses privilèges.*

*D'autres que MY LORD COMTE DE PORTLAND, pourroient peut-être vous donner de bons avis sur toutes ces choses. Mais il y en a une que votre incompara-*



## E P I T R E

*ble Père est lui seul capable de vous apprendre. C'est, MYLORD, la modération dans une grande fortune. Il vous en a donné depuis peu un exemple bien rare. Sa magnanimité en cette rencontre, est quelque chose de si extraordinaire, qu'à peine trouverez-vous rien de semblable dans l'Histoire ancienne & moderne, que vous avez dessein de parcourir. Ne le perdez jamais de vue, cet exemple domestique. Il doit imprimer cette importante vérité dans votre esprit, qu'en donnant des bornes à votre ambition, quoique juste & raisonnable, vous acquerrerez une gloire plus solide, qu'en parvenant à de plus grandes dignités.*

*Je vous l'ai dit, MYLORD, l'Histoire du Règne de Louis XIII. vous sera d'un grand secours pour l'intelligence des révolutions arrivées depuis quelque tems en Europe. Vous y verrez comment les affaires de l'Empire prirent une nouvelle*

## E P I T R E.

*velle face par la Paix de Munster. Vous y trouverez les causes & les commencemens de la décadence de la Monarchie d'Espagne, auparavant redoutable à tous ses voisins. Vous y lirez les premiers progrès de la France, qui devient supérieure par l'habileté d'un Cardinal, dont la fine & violente politique rend son Maître puissant en dedans, en humiliant les Princes & les grands Seigneurs; & formidable au dehors, en s'alliant à propos avec la Couronne de Suède & avec les Provinces-Unies. La bonne correspondance que le grand Frédéric-Henri Prince d'Orange, & ce Ministre intelligent lièrent ensemble, servit beaucoup au Cardinal pour venir à bout de ses vastes projets.*

*Les Suédois n'étoient encore connus que par leurs guerres contre le Dannemark, la Pologne, la Moscovie, & par quelques évènements extraordinaires que la Reli-*

## E P I T R E.

*gion, ou les intérêts du Roi & des Sujets avoient causés en Suède. Dans la suite de cet Ouvrage, un nouveau Guerrier sortira du Nord avec un petit nombre de Troupes, pour délivrer l'Allemagne presque entièrement assujettie par l'ambition & par les armes de Ferdinand II. Gustave Adolphe Roi de Suède fera trembler l'Empereur pour ses païs héréditaires. La rapidité de ses victoires & de ses conquêtes poussées jusqu'au Rhin, donnera de l'ombre aux Princes qui l'ont appelé à leur secours, & aux Souverains qui ont recherché son alliance.*

*Ce qui doit vous toucher davantage, MYLORD, c'est la lecture des efforts courageux de votre chere & illustre Patrie, pour maintenir sa liberté, dès que la trêve de douze ans est expirée. Les Espagnols se flatoient de profiter des divisions élevées en Hollande & dans quelques autres Provinces, depuis  
la*

# E P I T R E

*la conclusion de la trêve : mais la valeur & la sage conduite de Maurice & de Frédéric-Henri Princes d'Orange, renversent des espérances qui ne paroissent pas trop mal fondées. Que vous serez content de trouver les sièges formés par ces deux grands Maîtres dans l'art de prendre les places, les victoires remportées par deux fameux Généraux, sous lesquels on venoit de toutes parts apprendre le métier de la guerre ; enfin ce courage comparable à celui des anciens Romains, que les Provinces-Unies témoignent, jusques à ce que le Roi d'Espagne ait renoncé à toutes ses prétensions sur elles, & qu'il les ait reconnues, dans un Traité solennel, pour une République libre.*

*Je croi que vous n'aurez pas oublié ce que MYLORD votre Père vous aprit en un de ces agréables & utiles entretiens, qu'il avoit avec vous l'été dernier, dans les al-*

## E P I T R E.

*lées de l'aimable solitude qu'il s'est faite auprès de la Haie. Il vous racontoit un jour cette prédiction du Prince Frédéric-Henri peu de tems avant sa mort : Que ses Enfans seroient un jour dans la nécessité de se déclarer contre la France , de même qu'il avoit été contraint de s'opposer aux desseins ambitieux de la Maison d'Autriche. Les choses sont arrivées comme ce Politique judicieux & pénétrant l'avoit prédit. La Maison d'Orange a l'honneur d'avoir porté les premiers coups qui ont ébranlé la puissance de l'Espagne. Et par une révolution surprenante, le seul & précieux rejetton , qui nous reste d'une branche fertile en Héros, se peut vanter aujourd'hui d'avoir soutenu par sa valeur , cette même Monarchie menacée d'une ruine prochaine. L'auroit-il jamais pensé , ce fier & sanguinaire Philippe II. que la postérité de celui qu'il a fait lâchement assassi-*

*sa*

# E P I T R E.

*assiner après une proscription indigne & ridicule , seroit un jour le plus ferme apui de sa Couronne chancelante ? L'Histoire du Règne de Louis XIII. vous découvrira, MYLORD, les raisons que le Prince Frédéric-Henri avoit de prédire la gloire réservée à un GRAND ROI héritier de son sang & de ses vertus, qui vous donne déjà des marques signalées de distinction & de faveur.*

*Ce seroit peu que vous aprissiez dans l'Histoire les intérêts des Souverains, le détail des batailles & des sièges, les intrigues des Traités & des Négociations, les bonnes ou les mauvaises qualités des Acteurs différens. Elle doit servir principalement à vous confirmer dans les bons sentimens de Religion, de vertu, & de probité, que MYLORD votre Père a eu soin de vous inspirer. Ils m'ont charmé dès les premiers jours que j'ai eu l'honneur d'être auprès de*

\* 6

*vous.*

# E P I T R E.

*vous. Je bénis Dieu de tout mon cœur de ce qu'ils paroissent si purs & si bien gravés dans votre ame, que nous avons tout sujet d'espérer que l'air contagieux & pénétrant de la Cour & du monde, ne sera pas capable de les corrompre, ni de les effacer, & que vous ne vous écarterez point du chemin que la pitié, la prudence, & la valeur de MYLORD COMTE DE PORTLAND, vous ont tracé. Fasse le Ciel qui vous destine à jouir des plus grands avantages qu'un Père puisse laisser à son Fils, que vous en usiez d'une manière digne de la pureté de la sainte Religion que nous professons. Ce sont les vœux les plus ardens de celui qui sera toute sa vie avec un profond respect & avec un attachement inviolable,*

MYLORD,

Votre très-humble & très-obéissant Serviteur,

MICHEL LE VASSOR.  
PRE-



# P R E F A C E.

**J**usque tous ceux qui ont écrit l'Histoire avant nous, disoit un Auteur habile & judicieux, ont eu soin de montrer l'utilité de la connoissance des choses passées, il est désormais inutile d'exciter la curiosité du Lecteur par une semblable Préface. Tout le monde sait que la lecture de l'Histoire est le moien le plus propre à former l'esprit & le cœur, quand on s'y applique avec réflexion & avec discernement. Les personnes destinées aux premiers emplois de l'Etat y apprennent à bien gouverner ceux que la Providence Divine leur a soumis, & les particuliers y trouvent de fréquentes instructions pour la conduite de leur vie. Lire les Anciens & les Modernes, & ne remplir sa tête que d'un amas confus de faits différens, c'est la chose du monde la moins nécessaire, & la plus capable de gâter l'esprit. Mais parcourir l'Histoire, afin d'apprendre à connoître l'homme, à réfléchir sur le déreglement & sur l'injustice de ses passions, & à discerner la vertu solide & réelle, de celle qui ne consiste que dans



## P R E F A C E.

dans la fausse opinion des hommes ; c'est l'étude la plus propre à se former pour le monde & pour les affaires.

Cependant quelque utile que soit la lecture de l'Histoire, peu de gens en profitent. Il en est souvent de ceux qui s'y adonnent, comme des personnes qui voient, ou qui vivent à la Cour & dans le grand Monde. Un homme qui fait faire bon usage de son esprit & de sa raison, se perfectionne beaucoup dans les pays étrangers, par la fréquentation des Courtisans & de ceux qui ont part aux affaires. Mais il arrive ordinairement que les Voyageurs ne cherchent qu'à se divertir dans les villes où ils vont. Un Jeune-homme revient d'Italie, de France, d'Allemagne, d'Angleterre, aussi ignorant qu'il y étoit allé. Et souvent même, au lieu de se corriger des défauts ordinaires à sa nation, il y ajoute encore ceux des endroits, où il a séjourné. La plupart des gens qui entrent à la Cour & dans le grand Monde, ne pensent aussi qu'à se dissiper, & à passer agréablement quelques heures de tems. Bien loin d'être attentif à la manière, dont l'amour propre & les passions jouent sur la Scène ; de se demander à soi-même la raison des allures différentes des personnes qu'on voit, & de remarquer utilement leurs bonnes, ou leurs mauvaises qualités, on ne s'occupe qu'à leur plaire, & à se lier à elles par quelque raison d'intérêt, ou de plaisir. Le plus grand nombre de ceux qui lisent

## P R E F A C E.

sent l'Histoire, en usent à-peu-près de même. On veut tuer le tems & se desennuier. Il suffit qu'un livre soit agréable & divertissant. On ne se met nullement en peine de profiter des exemples de vertu qui s'y rencontrent, ni de réfléchir sur les fautes de ceux dont il y est parlé. Cela vient de ce qu'on n'a pas assez de soin de faire connoître l'homme aux Jeunes-gens, ni de leur inspirer de bons principes de Morale, avant que de leur donner l'Histoire à lire, de les envoyer dans les païs étrangers, & de les mettre dans le grand Monde. Si les Précepteurs, ou les Gouverneurs qui sont chargés de leur éducation, les avoient accoutumés à méditer sur ce que l'incomparable Auteur *de la Recherche de la Vérité* a remarqué des erreurs & des illusions des Sens, de l'Imagination, & des Passions; sur les Maximes de Mr. de la Rochefoucault, & sur quelques autres bons livres de Morale qu'on a publiés en nos jours, je ne doute point que les esprits bien préparés par cette lecture précédente, ne tirassent un fruit merveilleux des voyages, de l'usage du monde, & de l'Histoire ancienne & moderne.

Peut-être aussi que le petit nombre des bons Auteurs qui ont écrit dans ce siècle & avant nous, est une autre cause du peu de progrès que font ceux qui parcourent tout indifféremment, sans choix & sans réflexion. Hérodote que les Anciens nomment le *Père de l'Histoire*, est un Ecrivain

# P R E F A C E

Cicero  
Lib. I.  
de Legi-  
bus.

vain poli & agréable à lire. On y peut apprendre le bel *Ionique*. Il sera, si vous le voulez, un bon modèle pour l'élégance & pour la netteté du stile: mais que peut-on apprendre de solide dans un Auteur rempli de fables & de faussetés, qui pense uniquement à plaire, & nullement à instruire? On dit que l'Histoire de Cyrus est un Roman fait à plaisir par Xénophon. Je ne sai si le fonds de l'Ouvrage n'est pas plus exactement vrai que ce qu'Hérodote nous débite de la naissance, des conquêtes, & de la mort de Cyrus. L'un est du moins plus vraisemblable que l'autre. Quoi qu'il en soit, un homme de bon sens préférera toujours la lecture de Xénophon à celle d'Hérodote. Si le premier n'a pas voulu donner une Histoire exacte de la vie de Cyrus, il trace du moins *l'idée d'un bon & juste Gouvernement*. Cela suffit pour estimer davantage les huit livres de la *Cyropédie* de Xénophon, que les neuf de l'Histoire d'Hérodote, quoi qu'on leur ait donné le nom des *Neuf Muses*. Celle-ci peut me divertir, il est vrai: mais l'autre m'instruit. J'y trouve mille maximes, mille réflexions capables d'ouvrir l'esprit & de régler le cœur. Thucydide connut fort bien le défaut d'Hérodote. Quelque grande que fût la réputation de celui qui avoit commencé d'écrire l'Histoire parmi les Grecs, *j'aime mieux, disoit-il, au rapport de Lucien, déplaire en disant la vérité, que plaire en contant des fables. Si je suis moins*  
agréable

Traité de  
la manière  
d'écrire  
de l'Histoire.

# P R E F A C E.

*agréable au Lecteur, je lui serai plus utile.  
Je ne veux pas lui faire du mal, en m'ac-  
commodant à son mauvais goût.*

Cet admirable Auteur que Salluste, Tite-Live, & tous les bons maîtres, ont pris pour modèle, s'apperçut encore, qu'un parfait Historien ne doit pas seulement rapporter les faits avec la dernière sincérité, mais qu'il doit s'appliquer particulièrement à l'instruction du Lecteur. Et c'est ce qu'il fait dans ses Harangues avec un art, dont Cicéron étoit charmé. *Il y a, disoit-il, pres- que autant de sentences que de paroles.* Cicero Lib. II. de Oratore. Cette manière d'instruire par les Harangues convenoit fort bien dans l'Histoire de la République d'Athènes, ou de Rome. Les Généraux d'Armée, & les premiers Magistrats y parloient dans le Sénat, & dans l'assemblée du peuple, des plus grandes affaires de l'Etat. Ces sortes de Discours ne pourroient trouver maintenant leur place, que dans l'Histoire d'Angleterre, ou dans celle de la République de Venise. Au défaut des Harangues, les Auteurs modernes doivent, à l'imitation de Tacite, tâcher d'instruire dans le Corps de l'Histoire. De son tems on faisoit encore quelques Harangues dans le Sénat. Mais outre que les Successeurs d'Auguste n'y propoient pas les choses les plus importantes, leur tyrannie ne permettoit pas que les Sénateurs opinassent librement. On n'y parloit guère que pour flater le Prince. Et c'est-  
pour-

## P R E F A C E.

pourquoi Tacite prit une route différente de Salluste & de Tite-Live. Au-lieu d'instruire par les Harangues, il le fait par ses réflexions sur les événemens qu'il raconte, ou bien en donnant le portrait des principaux Acteurs qu'il produit sur la Scène.

Je me suis demandé quelquefois à moi-même, pourquoi les Historiens ont été si rares dans tous les siècles. Polybe en cite plusieurs qui avoient écrit les mêmes choses que lui, & il n'en trouve pas un, dont il soit content. On en peut donner plusieurs raisons. Certains cherchent à flatter ceux dont ils attendent quelque récompense. D'autres veulent seulement divertir le Lecteur, faire des livres de grand & de prompt débit, acquérir la réputation d'écrire avec beaucoup de politesse & de facilité. Il y en a qui font des Histoires *de commande*, s'il m'est permis de parler de la sorte. Telle devoit être celle que Cicéron vouloit avoir de son Consulat, dont l'Auteur ne fit pas scrupule de louer son Héros *un peu plus que la vérité ne le permettoit*. Les Princes, les grands Seigneurs gagent des gens d'esprit pour écrire la vie de leurs Ancêtres. Nous en connoissons même qui font travailler sous leurs yeux à leur propre Histoire. Quelle sincérité, quelle exactitude, quelle instruction devons-nous attendre de ces Auteurs, qui nous donneront des portraits hideux ou flatés de ceux qu'ils représentent bons ou méchants, selon que leur intérêt, leurs passions, leur envie

Cicero  
*ad Famil.*  
Lib. V.  
Epist. 12.

## P R E F A C E.

vie de plaire à leur Patron, ou bien au Lecteur, les y engagent ? Outre ces raisons, j'en trouve encore une pourquoi les bonnes Histoires ont été, & seront toujours extrêmement rares. C'est que cette sorte d'Ouvrage semble demander un trop grand nombre d'excellentes qualités dans celui qui l'entreprend.

Cicéron soutient qu'un bon Historien doit être un excellent Orateur. Et combien de choses, bon Dieu ! n'exige-t-il pas lui-même pour former un Orateur accompli ? Quintilien veut que le stile de l'Histoire soit plus relevé que celui de la Tribune & du Barreau, & qu'il approche du Poétique. Quel soin, qu'elle application ne faudroit-il pas apporter pour atraper ce milieu d'un stile encore plus sublime que celui des Orateurs, sans donner dans le dithyrambique des Poètes ? Quelque habiles connoisseurs qu'aient été ces deux grands-hommes, je ne sai si leur jugement est une règle bien sûre en cette rencontre. Il me semble que Lucien a parlé plus juste du stile historique. Cet Auteur veut qu'il soit *clair, intelligible, & naturel, sans être bas, & que les figures, qui sont comme l'assaisonnement du discours, ne soient ni trop sublimes, ni trop recherchées.* Il permet à la vérité qu'on enfle son stile en certaines occasions, pourvu qu'on en retranche tout ce qui approche de l'enthousiasme & de la fureur poétique. L'excès & le mensonge, ajoute Lucien, sont les deux plus grands vices de l'Histoire. Si l'Ecrivain veut s'élever, que ce soit par

Lib. II.  
De Oratore.

Lib. X.  
Institus.  
Cap 1.

Traité de la manière d'écrire l'Histoire.

## P R E F A C E.

*ce qu'il représente , plutôt que par les paroles. Il vaut mieux dire des choses extraordinaires d'une manière simple & commune que d'affoiblir sa pensée en voulant donner un trop grand effort à son imagination. Je veux aussi que les périodes ne soient ni trop longues , ni trop étudiées , & que le discours ne soit ni trop nombreux , ni trop négligé ; que les pensées aient plus de solidité que de brillant ; qu'elles approchent plus du raisonnement d'un Politique sage , que des jeux d'esprit d'un Déclamateur. Enfin les sentences ne doivent être ni trop fréquentes , ni trop détachées. Il faut qu'elles se trouvent comme encaissées dans le corps de l'Ouvrage. Lucien en demande beaucoup moins que Cicéron & Quintilien. Mais qu'il est difficile encore de parvenir à cette juste médiocrité dont il se contente ! Thucydide & Tacite ont voulu se distinguer par une éloquence mâle , qui prétend dire beaucoup de choses en peu de mots. Mais ils se sont rendus obscurs , & souvent inintelligibles. Tite-Live au contraire s'embarrasse dans ses périodes mesurées. En cherchant à donner du nombre & de l'harmonie à son discours , il fait perdre de vue ce qui devoit se présenter d'abord à l'esprit de son Lecteur. Polybe voudroit qu'un Historien fût un grand homme d'Etat. On ne sera jamais capable d'écrire bien une Histoire , dit-il , on ne laissera point de faire des fautes , jusques à ce qu'on ait acquis une prudence consommée par un long usage , & par une grande expérience dans les affaires du monde. C'est pourquoi cet Auteur , qui étoit lui-même excellent homme*

me

# P R E F A C E.

me de guerre, & habile politique tout ensemble, souhaitoit que ceux qui avoient eu part au Gouvernement & aux Négociations importantes, & qui savent les raisons & les motifs des entreprises, *s'appliquassent de telle sorte à donner l'Histoire de leur tems, qu'ils ne quittassent jamais une occupation si utile & si nécessaire au public.* Le souhait de Polybe étoit bon dans une République. Les gens de bien & de lettres y étant assez ordinairement employés au maniment des affaires, ils pouvoient raconter avec art & avec sincérité celles auxquelles ils avoient eu part, & découvrir à la postérité les motifs véritables des entreprises, & les intérêts différens de ceux qui y étoient entrés. C'est par-là que les Histoires de Thucydide & de Polybe mêmes sont si recommandables. Leur probité se fait assez sentir dans leurs Ouvrages. Le premier vivoit au tems de la guerre du Péloponèse qu'il a décrite : il eut de l'emploi, & il fut fort considéré dans la République d'Athènes, dont il connoissoit parfaitement la politique & le gouvernement. L'autre avoit été *le spectateur de la plupart des choses qu'il raconte; il avoit aidé à l'exécution de quelques-unes; enfin, il con-*

Polybe;  
L. III.  
& V.

*duisit certaines entreprises qu'il avoit conseillées.* Ce que Polybe n'avoit pas vu lui-même, il le raporte sur le récit que les témoins oculaires lui en avoient fait.

Il seroit inutile de souhaiter maintenant que les Ministres d'Etat écrivissent l'Histoire de leur tems. Uniquement occupés de l'avancement de leur fortune, ces

Mes.



## P R E F A C E.

Messieurs croient avoir à faire quelque chose de plus utile pour eux & pour l'établissement de leur Maison. Ils se garderont bien de nous donner un récit exact & fidèle des intrigues du Cabinet & de la Cour, de nous découvrir les motifs véritables des guerres, des alliances, & des autres entreprises. Iront-ils apprendre eux-mêmes au Public leurs fourberies & leur propre scélératesse ? Parleront-ils sincèrement des passions honteuses & criminelles du Prince auquel ils sont redevables de leur élévation & de leurs emplois ? Nous diront-ils la manière dont ils ont eu soin de les flater, ou de les irriter, tantôt pour perdre un concurrent qui avoit plus de mérite qu'eux, tantôt pour avancer leurs indignes créatures ? Des hommes d'Etat & des Négociateurs écrivent quelquefois des Mémoires : mais il s'en faut toujours défier. Sans craindre de faire un jugement téméraire, je dirai qu'il en est de ces Auteurs de qualité, comme de certaines personnes qui avoient publié l'Histoire de leurs propres actions du tems de Cicéron. Cet homme le plus vain qui fut jamais, mouroit d'envie de voir celle de son Consulat de la façon de quelque Ecrivain illustre & habile. Chagrin de ce qu'on ne lui acordoit pas ce qu'il demandoit avec empressement, il étoit tenté de faire comme les autres, & d'écrire lui-même les merveilles de ce Consulat, dont il avoit déjà tant étourdi le monde dans ses Oraisons, dans ses Livres, & dans

*Ad Familiares,*  
Lib. V.  
Epist. 12.

## P R E F A C E.

dans ses Lettres. Une seule chose le retenoit. C'est, dit-il fort ingenuement, qu'il y a deux grands inconvéniens à vouloir être l'Historien de ses propres actions. Il faut se louer avec trop de modestie, & dissimuler ses fautes pour sauver son honneur. Voilà justement ce qui arrive aux faiseurs de Mémoires. Si la bienséance les oblige à ne dire pas trop de bien d'eux-mêmes, l'amour propre les porte à céler, ou du moins à pallier ce qu'ils ont fait de mal.

Puis qu'un Historien doit être homme d'Etat, il faudra par la même raison, qu'il soit habile dans le métier de la guerre. Comment décrira-t'il sans cela un Campement, un Siège, une Bataille? S'il m'est permis de dire librement ma pensée, ce détail ne paroît pas fort nécessaire dans une Histoire générale. Il convient mieux à une Relation particulière, ou bien aux Mémoires d'un homme qui veut donner des instructions aux gens de sa profession. J'ai ouï dire à un illustre Prélat, & qui a un beau naturel pour écrire l'Histoire ; aussi bien que pour la Chaire, & pour la Théologie, que feu Mr. de Schomberg Maréchal de France, & depuis Duc en Angleterre, lui avoit conseillé de n'entrer jamais dans un trop grand détail de ce qui regarde la guerre. Il n'y a, disoit cet excellent Général, que les plus habiles gens du métier qui en puissent bien parler. Il est même presque impossible de savoir exactement toutes les circonstances d'une action. Le Général donne les ordres, & il

Mr. Burnet  
Evêque de  
Salisbury.

# P R E F A C E

*Suetonius in  
Julio Cæsa-  
re. Cap. 56.*

ignore ensuite une grande partie de ce qui se passe. Les Officiers subalternes peuvent tout au plus rendre compte de ce qu'ils ont fait eux-mêmes. On croiroit que les Mémoires que César a laissez à la postérité doivent être de la dernière exactitude. Cependant il y avoit des gens de son temps qui ne s'y fioient pas trop. César, disoient-ils, a cru trop légèrement ce qu'on lui rapportoit des actions des autres, & il n'est pas fidele dans ce qu'il raconte des siennes propres; soit que sa mémoire l'ait trompé, soit qu'il n'ait pas voulu dire sincèrement la vérité. Puis qu'il est si difficile de connoître au vrai les circonstances d'une bataille, où tout est de part & d'autre dans une assez grande confusion, est-il raisonnable d'exiger qu'un Historien nous en fasse le détail? Il peut parler plus juste d'une marche, d'un campement, d'un siège. Mais de quelle utilité cela est-il dans le fonds? Peu de gens y prennent intérêt, si vous en exceptez ceux du métier. L'Histoire s'occupe plus à former un honnête-homme, qu'à instruire un soldat, un Officier. Ces raisons m'ont persuadé que je pouvois entreprendre d'écrire un Regne mêlé d'un fort grand nombre de sièges, de batailles, quoique j'aye très-peu de connoissance de l'Art militaire.

Je n'ai pas plus d'expérience dans les affaires d'Etat, ni dans les intrigues de Cour : cela est vrai. Mais aussi ne donne-je pas le récit de ce qui s'est passé de mon temps. Je choisis avec les plus de soin & de  
dis-

## P R E F A C E.

discernement qu'il m'est possible, ce qui se trouve dans les Auteurs différens qui ont écrit quelque chose de ce qui est arrivé du temps de Louis XIII. Quelques gens s'imaginent qu'on ne peut faire une bonne Histoire, à moins qu'on n'ait des Mémoires secrets & curieux. C'est par là que certains Auteurs s'efforcent de donner du relief & de la réputation à leurs Livres. Varillas surprit d'abord le monde en publiant qu'il composoit ses Histoires sur des extraits des manuscrits de la Bibliothèque du Roi de France, & des Mémoires conservez dans les cabinets des premières Maisons du Roiaume. Mais quand on a voulu examiner avec un peu de soin ce que cet Ecrivain avance hardiment, on a découvert que ses Livres ne sont que des Romans écrits avec un peu de facilité. Et quand on l'a pressé de nommer ses garans, il n'a pu citer que des Ecrivains décriez; des manuscrits si brouillez qu'on ne peut plus les démêler d'avec les autres, des Mémoires si secrets que les personnes qui les conservent, ne veulent pas être nommées. Pour moi, je ne dissimule point que je n'ai pas eu jusqu'à présent de ces Mémoires rares & curieux. A l'exemple de Tite-Live & de Tacite, qui composèrent leurs Histoires sur les Ouvrages de ceux qui avoient écrit avant eux, j'ai recueilli avec soin ce que j'ai trouvé de meilleur dans le pais où je suis, & j'en ai fait une Histoire suivie du Regne de Louis XIII. de la manière la plus utile & la plus instructive qu'il m'a été possible.

## P R E F A C E.

J'ai pris pour modèle ce qui nous reste des Annales de Tacite, non dans le stile, ni dans cet air mystérieux qu'il affecte dans tout ce qu'il dit ; mais pour le dessein & pour le plan de l'Ouvrage. Il est évident que Tacite y a eu principalement en vûe de montrer par quels moïens & par quels degrez, la tyrannie s'étoit entièrement établie à Rome depuis la mort d'Auguste. Et mon but principal, c'est de représenter la manière dont après la mort d'Henri IV. on a travaillé à ruïner le peu de liberté qui restoit en France ; à opprimer le Clergé, la Noblesse, & le peuple ; enfin, à jeter les fondemens de cette puissance énorme qui a fait peur en nos jours à toute l'Europe. On me reprochera peut-être que si je n'ai pris ni la force, ni le stile sentencieux de Tacite, j'ai du moins imité sa malignité. Quelques-uns l'accusent de donner un mauvais tour à toutes les actions de ceux dont il parle, & de ne trouver presque nulle part ni vertu, ni probité. Mais outre que le nombre des gens de bien a toujours été fort petit, quand on est obligé d'amener sur la scène des ambitieux qui sacrifient tout à leur élévation & à leur puissance, des Courtisans lâches & flatteurs qui ne font aucun scrupule de trahir leur Religion & leur Patrie, peut-on donner à ces Acteurs le rôle d'un honnête homme ? Tout ce qu'on doit exiger de l'Historien, c'est que les hommes étant rarement tout-à-fait corrompus & méchans, il ne dissimule pas ce qu'un scélérat peut avoir fait de bon & de louable.

*Quand*

## P R E F A C E.

*Quand un Auteur est obligé de dire du mal de quelqu'un, remarque judicieusement Polybe, il ne doit pas avoir égard à ce qui peut plaire aux ennemis de celui dont il parle. On doit se faire une loi inviolable de suivre toujours les regles de la verité & de la bien-séance. Ceux qui ne consultent que leur haine & leur colere, sont imprudens & téméraires dans leurs récits & dans leurs jugemens. Polybe avoit raison de blâmer un Historien Grec qui n'avoit pas eu l'équité de reconnoître ce qu'il y avoit de bon dans Agatocle Tyran de Syracuse. Si cet homme, dit Polybe, dont le premier emploi fut de servir un Potier, a su se faire Roi dans la Sicile, donner de fort grandes affaires à la puissante République de Carthage, mourir paisible possesseur du Roiaume qu'il avoit acquis, on ne peut nier qu'Agatocle n'eût de rares qualitez. Sans cela auroit-il fait tant de choses extraordinaires ? Les Historiens doivent donc lui rendre justice, en disant avec la même sincérité ce qu'il y avoit de bon & de mauvais en lui. C'est la regle que je me propose au regard du Cardinal de Richelieu & de quelques autres. Quoique je pense de ce premier Ministre tout autrement que ses flatteurs : car enfin je ne puis regarder qu'avec horreur un Prélat qui sacrifie à son ambition la liberté de sa Patrie, & le repos de toute l'Europe : bien loin de donner dans les emportemens de Saint Germain & des Partisans de Marie de Médicis, je décrirai avec plaisir ce qu'il y avoit de bon & d'estimable dans ce grand Politique.*

*Il y a une chose en quoi j'aurois voulu*

## P R E F A C E

de tout mon cœur imiter Tite-Live & Tacite ; c'est la brieveté. Le premier n'emploie que dix livres à raconter ce qui s'est passé de plus remarquable dans la République de Rome durant plusieurs siècles, & l'autre avoit mis dans un volume assez petit les Regnes de Tibère, de Caligula, de Claude, & de Néron. Mais il ne m'a pas semblé possible d'être aussi court. La raison en faute aux yeux. La Religion des Romains ne causoit aucunes disputes ; elle ne produisoit point de séparation en Sectes différentes ; leur Théologie n'avoit aucune liaison avec les affaires politiques. Il n'en est pas de même du Christianisme : on y trouve de grandes contestations : il a toujours été partagé en diverses Communions. Les Princes entrent dans les querelles des Théologiens ; ils y prennent parti. Depuis que les Papes ont établi leur Monarchie en Occident, la Cour de Rome se mêle de tout. Les Souverains ont de grands & de fréquens démêlez avec elle. De manière que les affaires de la Religion, les controverses Théologiques, les intérêts & les prétensions des Papes, des Evêques, & du Clergé, les cabales des Moines, & plusieurs autres choses qui regardent l'Eglise, grossissent considérablement une Histoire. Les bons Peres Jésuites, on les trouve par tout depuis la naissance de la Société. Le récit de leurs intrigues, de leurs entreprises, de leurs affaires avec les uns, ou avec les autres, peut occuper raisonnablement un Historien.

Ajou-

## P R E F A C E

Ajoutez à ceci que du temps des Romains, les choses étoient dans une tout autre situation qu'à présent. Il n'y avoit point tant de négociations avec les peuples voisins, ni de si grandes intrigues dans le Sénat, parmi le peuple & à la Cour même des Empereurs. Les Romains faisoient la guerre pour étendre leur domination : ils avoient un petit nombre d'alliés qu'on protégeoit contre les Puissances qui donnoient de la jalousie. Toutes les intrigues aboutissoient à gagner le peuple par des largesses, & par des promesses de lui procurer la distribution de quelques terres, ou de lui faire obtenir plus de part au Gouvernement. Le temps des plus grandes intrigues dans la République de Rome, c'a été sans contestation, celui des deux Triumvirats. Nous n'en avons pas une Histoire bien exacte : mais il est facile de juger, que tout se passoit entre quelques personnes, qui avoient l'adresse de se faire donner le commandement des Armées dans les Provinces éloignées. Les autres se lioient aux plus puissans par des intérêts d'ambition, ou d'avarice. Ce que Tacite nomme le grand *secrèt de la domination* des Empereurs, consistoit à être maître des Légions. Celui qui trouvoit de l'argent, ou qui avoit assez de crédit pour les faire soulever, étoit bien-tôt proclamé Empereur. Après cela, il n'étoit plus question que de se battre contre l'ancien possesseur de l'Empire, ou bien contre un compétiteur. Le victorieux devenoit le



## P R E F A C E

Souverain légitime, & le vaincu ne manquoit pas d'être déclaré usurpateur. Dans un Gouvernement absolu & tyrannique, tout se fait par la volonté du Prince. Le Favori, la Maîtresse ont leur autorité. Quand ils sont une fois bien établis, le fer, le poison, les fausses accusations, la violence, sont les seuls moïens qu'on emploie pour se défaire de ses ennemis & pour se maintenir. Voilà comme tout se passoit sous les successeurs d'Auguste.

L'Histoire d'un Etat tel que je viens de représenter la République & l'Empire de Rome, ne doit pas être extrêmement ample. Maintenant les affaires de tous les Princes Chrétiens ont tant de relation les unes aux autres; ils font tant de ligues & d'alliances ensemble, ceux-ci pour s'agrandir, & ceux-là pour se garantir de l'ambition de leurs voisins, qu'il est impossible d'écrire l'Histoire d'Allemagne, de France, d'Espagne, d'Angleterre, sans parler en même temps de ce qui se passe dans toute l'Europe. Si deux petits Princes, ont quelque chose à démêler, l'un implore la protection de la Maison d'Autriche, & l'autre se jette entre les bras de la France. Si les deux Couronnes entrent en guerre, ceux-ci se déclarent pour l'Espagne, & ceux-là pour la France, dans la vue de profiter de la conjoncture. Les Puissances les moins intéressées sont enfin obligées de prendre parti, ou du moins d'armer, dans la nécessité de tenir la balance égale, & d'empêcher que le vainqueur ne

ne s'éleve trop sur les debris du vaincu. Les intrigues de chaque Cour, les interêts & les mouvemens des Princes & des grands Seigneurs dans un Etat, où le pouvoir arbitraire & absolu n'est pas encore bien établi, ne peuvent pas non plus se raconter si succinctement. Les illustres Historiens qui écriront le Regne present en France, feront obliger autant que je le puis conjecturer, de s'étendre plus à proportion sur les affaires de la Minorité de Louis XIV. que sur ce qui est arrivé depuis la paix des Pyrenées. Les intrigues & les mouvemens du Prince de Condé, du Cardinal Mazarin, & de quelques Dames à la Cour, dans les Parlemens, & dans les Provinces rempliront plus de place que les événemens qui ont suivi la mort de *Philippe IV.* Roi d'Espagne. De ce que Louis XIV. est venu au but que Richelieu & Mazarin s'étoient proposé, & auquel ils lui ont ouvert le chemin, tout se fait, tout se distribue par le moien d'un ou de deux Ministres, d'une Maîtresse, ou d'une certaine Dame. Quelle qualité on devroit lui donner, le temps nous l'apprendra peut-être. Les Princes, les grands Seigneurs, les Parlemens, tout est dans le respect & dans le silence. Les guerres, les alliances, les grandes affaires se résolvent avec les Ministres, la Maîtresse, ou la Dame. On ne s'avance, on n'obtient de l'emploi & des dignitez que par l'un de ces trois canaux. Nous ne voyons pas mêmes de négociation épineuse & difficile au dehors.

## P R E F A C E.

Tout se fait à force d'argent, ou par menaces. *Le Roi le veut* : c'est la réponse dont les Ministres de Sa Majesté ont souvent payé ceux des Souverains étrangers, aussi bien que les sujets de leur Maître.

Il n'en est pas tout-à-fait de même sous le Regne de son Pere. Marie de Medicis souffroit impatiemment la trop grande autorité d'un Favori, ou d'un Ministre. Le Frere du Roi n'est pas toujours d'une humeur également endurante. Si le premier Prince du sang est foible, un cadet de sa Maison n'aime pas à ramper devant le Cardinal. De riches & de puissans Seigneurs témoignèrent de la vigueur & du courage en quelques occasions. Les Réformez ne se laissent pas abattre sans résistance : on les ménage encore après leur avoir enlevé les villes de sûreté. La Monarchie d'Espagne n'étoit plus à la vérité si formidable au dehors : mais l'Empereur Ferdinand II. devient si puissant en Allemagne, qu'on apprehende qu'il ne la subjugué entièrement. Il fallut prendre de grandes liaisons avec le Roi de Suède, avec les Provinces-Unies, avec tous les Princes Protestans, & même avec celui de Transylvanie qui fit assez de peine à la Maison d'Autriche. L'affaire de Mantoué causa des mouvemens extraordinaires au delà des Alpes. On fut dans la nécessité d'aider le Duc de Nevers à se maintenir dans une succession qu'on ne pouvoit pas lui contester légitimement. La France négocia, elle s'unît avec les Souverains d'Italie alarmez

## P R E F A C E

larmez des nouveaux projets de la Maison d'Autriche. Enfin, les révolutions arrivées en Portugal & en Catalogne donnèrent occasion à des intrigues & à des négociations du côté de l'Espagne. De manière que vous ne pouvez pas écrire l'Histoire du Regne de Louis XIII. sans entrer dans le détail de ce qui est arrivé dans toute l'Europe. Voilà pourquoi j'ai crû devoir reprendre un peu plus haut en certains endroits de cette première Partie, les affaires des pais étrangers. Gustave Adolphe, par exemple, doit faire une si grande figure dans cet Ouvrage, qu'il étoit presque indispensable de représenter comment ce Héros est parvenu à la Couronne de Suède au préjudice de Sigismond Roi de Pologne, fils de l'ainé du Pere de Gustave. On ne peut pas non plus entendre bien les affaires de l'Empire sous Ferdinand II. à moins qu'on n'ait quelque connoissance de ce qui s'est passé à la fin de la vie de Rodolphe & sous le Regne de Mathias.

Je n'ai pas assez bonne opinion de moi-même pour me flater que mon stile soit tel que Lucien le demande pour une Histoire. Quelques-uns de mes amis m'ont dit que ce commencement d'un assez long ouvrage pourroit se faire lire. Cela me suffit. On doit penser principalement à être utile au public en lui découvrant la vérité, ou du moins ce qu'il y a de plus vraisemblable. Car enfin, dans l'Histoire il faut souvent s'en tenir à la vraisemblance. On fait certainement les faits principaux : mais les

Lib. II.  
de Oratore.  
Traité de  
la maniere  
d'écrire  
l'Histoire.

raisons, les motifs, les circonstances d'une action ou d'une entreprise, il y a toujours là quelque incertitude : il faut se contenter de ce qui est plus probable. Je me pique seulement de ces choses, les plus essentielles à un Historien, de n'oser pas avancer ce qu'il fait être faux, de dire librement ce qu'il croit véritable, & de n'avoir aucune prévention pour ceux dont il parle. Lucien dit, fort judicieusement, sur ce sujet, qu'il ne faut pas imiter le Peintre, qui invente l'art du profil pour cacher le défaut du visage d'un Prince qui n'avoit qu'un œil. L'Historien doit représenter les personnes tout entières. Que l'amour de la Patrie ne l'empêche point de rapporter les pertes qu'elle a faites, ni les fautes qu'elle a commises. Il en est d'un Historien comme d'un Ateur. L'un & l'autre ne sont pas responsables des maux qu'ils représentent. Le premier est obligé de préférer la vérité à son intérêt & à ses passions. C'est la seule Divinité à laquelle il doit sacrifier. Qu'il ne perde jamais de vue le jugement de la postérité, s'il aime mieux passer pour Historien que pour flatteur.

On dit qu'Alexandre souhaitoit de résusciter pour un temps, après sa mort. Il auroit été bien-aise d'apprendre ce qu'on penseroit alors d'un Prince qui avoit fait tant de bruit dans le monde. Je ne m'étonne pas, disoit-il, qu'on me loue maintenant. Les uns me craignent : les autres veulent gagner mes bonnes grâces. Si les Princes jugeoient aussi raisonnablement que ce Conquérant, auquel ils aiment tant de se voir comparez,  
ils

## P R E F A C E.

ils ne se mettoient en peine ni de gager des Ecrivains, ni de se faire élever des arcs de triomphe & des statues, ni d'assembler des Gens de lettres pour donner le dessein des médailles qu'on frappe à leur honneur, ni pour composer les magnifiques inscriptions qu'on doit graver sur le marbre & sur le bronze au pied d'estal des statues, au haut des arcs de triomphe, au dessus des portes d'une capitale & des places conquises. Contens de bien gouverner leur peuple & de le rendre heureux, ils lui laisseroient le soin d'immortaliser le nom de son bienfaicteur après sa mort. Que vous serviront ces Histoires *de commande*, ces monumens que vôtre vanité, ou la flatterie de quelques ames intéressées ont fait dresser?

*Un Historien qui ne donnera rien à la crainte ni à l'esperance, à l'amitié ni à la haine, qui ne sera d'aucun pais ni d'aucun parti, qui appellera les choses par leur nom sans se soucier de plaire, ni d'offenser : un Auteur, dis-je, tel que Lucien le demande, fera voir d'un trait de plume le ridicule de vôtre orgueil & la bassesse de vos adulateurs.*

Polybe qu'on peut appeller le maître & le modèle des bons Historiens, avoit donné les mêmes préceptes avant Cicéron & Lucien. *Un particulier, dit-il, doit aimer ses amis & sa Patrie, il peut témoigner de l'affection à ceux qui leur font du bien, & de la haine à leurs ennemis. Mais dez qu'on est revêtu du personnage d'Historien, il faut oublier tout cela. Vous êtes alors obligé de dire souvent du bien de vos ennemis, & de leur*

## P R E F A C E

donner de grandes loüanges quand leurs actions les méritent. Vous devez encore blâmer vos plus proches parens & les couvrir de honte, s'ils ont commis des fautes inexcusables. Otez la vérité à l'Histoire, elle ressemble à un animal qui a perdu les yeux. Ce qui lui reste est entièrement inutile. Qu'on ne fasse donc pas difficulté de reprendre ses amis & de louer ses ennemis. Qu'on ne craigne pas non plus de condamner en certaines rencontres les personnes dont communément on exalte le mérite. Ceux qui sont au timon des affaires, ne réussissent pas toujours, & ils ne font pas non plus des fautes continues. Un bon Auteur doit juger des choses par elles-mêmes, sans avoir égard aux personnes, & en parler comme le sujet le demande. Pour moi, je crains si peu le reproche qu'on fait ordinairement aux François, d'estimer trop leur nation, que je ne sai si je ne dois point me justifier ici auprès de mes compatriotes, sur ce qu'ils trouveront dans la suite de cet Ouvrage, que je ne parle pas fort avantageusement de la France, ni de son Gouvernement. Ils ne me feroient pas justice, s'ils alloient s'imaginer que j'ai du chagrin contre ma Patrie, & que c'est peut-être ce qui m'a porté à la quicter.

Je suis François, & je m'en fais honneur : mais je ne suis pas si follement entêté de ma nation, que je la croie fort supérieure aux autres. On trouve par tout de l'esprit, du mérite, & de la vertu. S'il y a plus de vivacité, ou plus de politesse en certains pais, ces avantages ne sont pas

## P R E F A C E.

si considérables, qu'il faille tant s'en prévaloir. Les peuples qu'il plait à certaines gens de regarder comme grossiers, ont communément plus de bon sens, de solidité, de droiture, que ceux qui se piquent de bon goût, de finesse, & de bel esprit. L'un est sans contestation infiniment plus estimable que l'autre. Je chers encore ma Patrie, & j'en fais avec plaisir un aveu public : mais je l'aime de la manière qu'un honnête homme la doit aimer. Vouloir du bien à ses compatriotes, prier Dieu qu'il ne leur manque rien de ce qui peut contribuer à les rendre parfaitement heureux dans ce monde & dans l'autre, c'est à mon avis, avoir un amour sincère & véritable pour sa Patrie. Or je puis protester que je suis, grâces à Dieu, dans cette disposition. Saint Paul souhaitoit autrefois que tous ses Auditeurs *devinssent tels qu'il étoit, excepté les liens* qu'il portoit alors. Je fais les mêmes vœux pour les François. Fasse le Ciel qu'ils deviennent tous comme moi, à la nécessité près d'abandonner leur Patrie pour suivre les lumières de leur conscience. Que si je suis encore attaché à la France par les égards & par les sentimens qu'un homme raisonnable doit avoir pour la Société civile, dans laquelle Dieu l'a fait naître, cela n'empêche pas que je ne me croie uni aux autres nations par les liens de la Religion & de l'humanité. La France peut être heureuse & florissante sans inquiéter ses voisins, sans usurper injustement le bien d'autrui.



# P R E F A C E

Pourquoi le dissimulerois-je ? L'amour que j'ai pour ma Patrie, me donne une extrême aversion pour cette politique ennemie du genre humain. Je ne puis estimer ceux qui en suivent les maximes, quelque belles qualitez qu'ils aient d'auteurs, & quelque éminent que soit le sang qu'ils tiennent dans le monde. Que des gens ne pour l'esclavage me traitent, s'ils veulent, d'*Auteur séditieux*, c'est ainsi qu'on parle maintenant de ceux qui aiment encore la liberté, dans un pays où elle est entièrement éteinte, je ne m'en mets pas en peine. Un Savant condamnoit l'Histoire de l'illustre Mr. de Thou, parce qu'elle est écrite, disoit-il, avec une liberté qui ne convient pas au siècle. Je n'ai pas la présomption de me comparer à ce grand homme. Il étoit infiniment au dessus de moi par sa naissance, par son rang, & encore plus par la sublimité de son génie, & par l'étendue de ses belles connoissances. L'amour de la vérité est la seule chose en quoi je croi pouvoir l'imiter ; j'oserai mêmes le dire, en quoi je tâche de le surpasser. Son caractère, ses emplois, ses relations à la Cour, l'ont obligé à garder certains menagemens dont je me croi légitimement dispensé. Si la liberté n'a pas paru convenable à son temps, la mienne le semblera encore moins à celui-ci. On dira tout ce qu'on voudra. Je suivrai l'exemple de Mr. de Thou : il méprisa un lâche censeur. Nous ne sommes pas moins libres que les hommes des siècles précédens :

## P R E F A C E.

dens : pourquoi ne dirons-nous pas la vérité aussi bien qu'eux ?

Il ne me reste plus qu'à rendre raison de ce que je n'ai pas attendu à publier cette Histoire jusques à ce qu'elle fût entièrement composée. Un gros livre éfraie la plupart des gens. Le Regne de Louis XIII. a certaines Epoques remarquables ; la Majorité du Roi , l'éloignement de la Reine Mere , le Ministère du Cardinal de Richelieu , la prise de la Rochelle , la guerre étrangere. Le Lecteur peut se reposer à chacune de ces Epoques, où il y a un changement assez considérable dans les affaires. Voilà pourquoi j'ai divisé cet Ouvrage en plusieurs parties : peut-être qu'on ne sera pas fâché de ne les avoir que les unes après les autres. Le jugement du public sur la premiere pourra me redresser & me servir pour les suivantes. Ceux qui voudront bien me faire la grace de me communiquer quelques Mémoires, les adresseront, s'il leur plaît, au Libraire. On leur promet qu'on les recevra avec toute la reconnoissance, & qu'on en usera avec toute la discretion qu'ils peuvent attendre ; soit qu'ils desirerent qu'on leur en fît honneur , soit qu'ils ne veuillent pas être connus. Je les prierai seulement de trouver bon qu'on examine tout , & qu'on ne s'engage point à louer ce qui n'est pas louable, ni à blâmer ce qui n'est aucunement blâmable.

S O M-



# SOMMAIRE DES CINQ LIVRES

contenus dans ce Volume.

---

## SOMMAIRE DU I. LIVRE.

**P**lan de cet ouvrage. Etat de l'Europe & de la France à la fin du Regne d'Henri IV. Henri IV. se prepare à la guerre. Fuite du Prince de Condé. Henri IV. se dispose à marcher à la tête de son Armée. Il est assassiné le 14. Mai 1610. La Reine travaille à se faire déclarer Régente durant la minorité de Louis XIII. son fils. Louis XIII. tient son Lit de Justice la premiere fois. Intrigues & cabales à la Cour au commencement de la Régence de Marie de Médicis. Procez & exécution de Ravaillac. Condamnation du livre & de la doctrine de Mariana Jesuite. Obseques d'Henri IV. Bonnes & mauvaises qualitez d'Henri IV. On resous dans le Conseil de la Régente de secourir Juliens. Edits revoquez pour le soulagement du peuple. Déclaration en faveur des Protestans. Retour du Prince de Condé. Arrivée du Prince de Condé à Paris. Deux puissans partis à la Cour. Le Prince de Condé est à la

## SOMMAIRE DES LIVRES.

la tête de l'un, le Comte de Soissons Chef de l'autre. Le Maréchal de Bouillon entreprend de réunir les deux partis. La Reine traverse la réunion des Princes & des grands Seigneurs. Elevation de Conchini nouveau Marquis d'Ancre. Vûes du Roi d'Espagne en renouant la negociation du double mariage. Brouilleries de l'Empereur Rodolphe avec l'Archiduc Mathias son frere. Traité de paix entre les deux freres. Mathias est élu & couronné Roi d'Hongrie. Mécontentement des Protestans d'Autriche apaisé. Brouilleries sur la Religion en Bohême. Pacification des troubles en Bohême. Diète de Prague en 1610. L'Empereur donne à l'Electeur de Saxe les pays de Clèves & de Juliers. Siège & prise de Juliers par Maurice Prince d'Orange. Assemblée de Cologne pour ajuster les affaires de Clèves & de Juliers. Reflexions sur le serment du Sacre. Le serment que Jacques I. Roi d'Angleterre exigeoit de ses sujets Papistes, cause une dispute sur l'indépendance des Souverains en ce qui regarde le temporel. Paul V. défend aux Anglois de sa communion de prêter le serment. Le Roi Jacques fait imprimer une Apologie du serment sans y mettre son nom. Il se déclare l'Auteur de l'Apologie. Il l'adresse à tous les Princes & à tous les Etats de la Chrétienté. Coeffeteau écrit contre l'Apologie du Roi Jacques. Le Cardinal Bellarmin adresse à l'Empereur & aux Rois de la communion du Pape, la Réponse à l'Apologie du Roi d'Angleterre. Arrêt du Parlement de Paris contre le Traité de Bellarmin sur l'autorité du Pape.

Edis

## SOMMAIRE

*Édit du Roi d'Espagne contre l'XI. volume des Annales Ecclesiastiques du Cardinal Bizarinus. Brouilleries du Marquis d'Ancre avec le Comte de Soissons & le Duc d'Epernon. On les reconcilie. Parti formé à la Cour contre le Duc de Sulli.*

---

## SOMMAIRE DU II. LIVRE.

**Q**uerelle entre Bellegarde & Conchini. Le Comte de Soissons se brouille avec le Cardinal de Joieuse & avec le Duc d'Epernon. Demêlé du Comte de Soissons avec le Prince de Conti son frere. On accommode les deux Princes. Autre grand différend du Comte de Soissons avec le Duc de Guise. Accommodement du Duc de Guise avec le Comte de Soissons. Disgrace du Duc de Sulli. Le Premier Président de Harlai se démet de sa charge. Cabale pour empêcher que Mr. de Thou ne lui succede. La d'Escomman accuse la Marquise de Verneuil & le Duc d'Epernon d'avoir eu part au meurtre d'Henri IV. L'accusatrice est condamnée. Réflexions sur le jugement rendu contr'elle. Etat de la Maison d'Autriche en Allemagne. Dessein ambitieux de Leopold d'Autriche Evêque de Strasbourg & de Passau, sur le Roiaume de Bohême. Les troupes de Leopold s'avancent en Bohême. Mathias Roi de Hongrie marche au secours de la Bohême. Il est couronné Roi de Bohême. Cabale à la Cour de France contre le Duc d'Epernon. Le Cardinal de Joieuse

## DES LIVRES.

*Joieuse & le Duc d'Epéron prennent la résolution de se retirer de la Cour. Le Marquis d'Arcy pense à marier son fils avec une Princesse de Soissons. Le Comte de Soissons accepte la proposition. Générosité du Duc d'Epéron. Instruction donnée au Cardinal de Joieuse allant à Rome. La Régente se justifie auprès de Paul V. sur ce qu'elle a fait en faveur des Protestans. Plaintes de la Cour de France contre le Duc de Savoie. Embarras du Duc de Savoie après la mort d'Henri IV. Les autres Princes d'Italie ne paroissent gueres moins embarrassés que le Duc de Savoie. Conduite prudente du Sénat de Venise. Mauvais dessein de la Cour d'Espagne contre le Duc de Savoie. Diverses négociations pour obliger le Roi d'Espagne & le Duc de Savoie à désarmer en Italie. Le Roi d'Espagne demande préalablement que le Duc de Savoie lui fasse satisfaction. La France désarme en Dauphiné. Elle entre en quelque jalousie de ce que les Espagnols demeurent armés en Italie. Voiage de Philibert Prince de Savoie en Espagne. Formule de la satisfaction que le Prince de Savoie fit pour son Pere au Roi d'Espagne. Accommodement du Duc de Savoie avec l'Espagne. Velasco Connétable de Castille & Gouverneur de Milan reçoit ordre de désarmer. Diferens projets du Duc de Savoie. Le Duc de Savoie prend la résolution d'attaquer Genève & le Pays de Vaux. Le Conseil de France résout de protéger Genève & le Pays de Vaux. On oblige enfin le Duc de Savoie à désarmer. Assemblée politique des*  
Pro-

## S O M M A I R E

*Protestans de France. Preparation des Protestans pour tenir une assemblée générale. Le Maréchal de Bouillon se laisse gagner par la Cour. L'assemblée des Réformez est transférée de Chatelleraut à Saumur. Réconciliation du Maréchal de Bouillon & du Duc de Sulli. Les Protestans renouvellent leur serment d'union. Affaire du Duc de Sulli proposée dans l'Assemblée de Saumur. Remontrance du Duc de Sulli à l'Assemblée. Entretien du Maréchal de Bouillon & du Duc de Rohan sur l'affaire du Duc de Sulli. L'Assemblée se déclare pour le Duc de Sulli. La Cour entreprend de separer au plutôt l'Assemblée de Saumur. Division dans l'Assemblée de Saumur. Sagesse de du Plessis-Mornai en cette occasion. Conclusion de l'Assemblée de Saumur. Livre de du Plessis-Mornai contre la Papauté. Le Livre de du Plessis-Mornai est censuré par la Faculté de Paris. Reflexions sur cette censure. Troubles d'Aix-la-Chapelle. La Régente de France s'entremet pour la pacification des troubles d'Aix-la-Chapelle. Assemblée de quelques Princes Protestans d'Allemagne pour les affaires de Clèves & de Juliers. Les Princes de la Ligue Protestante s'assemblent à Rottembourg en Baviere. Mort de l'Electeur de Saxe. Diète Electorale à Nuremberg. Réponse de l'Empereur. Mort de la Reine d'Espagne. Mort du Duc & de la Duchesse de Mayenne. La Duchesse de Lorraine & le Cardinal de Gonzague viennent à la Cour de France. Le Comte de Soissons mécontent prend de nouvelles liaisons avec le Prince de Condé.*

## DES LIVRES.

*Condé. La Faculté de Paris censure trois panegiriques d' Ignace de Loiola. Reflexions sur les miracles qu'on attribue à Saint Ignace & sur le caractère qu'on lui donne. Brouilleries à Troies en Champagne sur l'établissement des Jésuites dans la ville. Procez de l' Université de Paris contre les Jésuites sur l'ouverture de leur College. Dispute sur les questions de la Grace & de la Prédestination. Commencement de l' Arminianisme en Hollande. Vorstius est élu pour succéder à Arminius. Jacques I. Roi d' Angleterre s'oppose à l'élection de Vorstius. Apologie du Roi d' Angleterre sur sa conduite dans l'affaire de Vorstius. Révolutions arrivées en Suède après la mort de Gustave Ericson. Jean Roi de Suède tâche de changer la Religion établie par son Père. Sigismond Prince de Suède est élu Roi de Pologne. Il succede au Roiaume de Suède. Brouilleries entre le Roi Sigismond & Charles Duc de Sudermanie. Les Etats de Suède donnent la Régence du Roiaume en l'absence du Roi Sigismond au Duc de Sudermanie. Le Duc de Sudermanie & le Sénat de Suède se divisent entr'eux. Le Roi Sigismond entreprend inutilement de réduire par la force le Duc de Sudermanie. Les Etats de Suède déposent le Roi Sigismond. Charles Duc de Sudermanie est élu Roi de Suède. Le Roi de Suède envoie un cartel de défi au Roi de Danemark. Mort de Charles Roi de Suède.*

\*\*\*

SOM-



# SOMMAIRE

## SOMMAIRE DU III. LIVRE.

**E***Tat de la France depuis la Régence de Marie de Médicis. Négociation du double mariage entre la France & l'Espagne. Le double mariage est conclu entre les deux Rois. Intrigues à la Cour de France lors que le Traité du double mariage y fut connu. Le double mariage passe enfin au Conseil de France. Le Nonce du Pape se plaint de l'Arrêt du Parlement sur le procez de l'Université de Paris contre les Jésuites. Invectives du Nonce contre l'Avocat Général Servin. Démarches du Nonce auprès du Parlement pour obtenir une modification de l'Arrêt. Modification de l'Arrêt du Parlement. Intrigues du Nonce dans le Clergé. Embarras des Jésuites entre la Cour de Rome & le Parlement de Paris. Un livre du Docteur Richer Syndic de la Faculté de Paris y fait grand bruit. Le Cardinal du Perron & les Evêques de la Province de Sens assembles condamnent le livre de Richer. On ôte à Richer le Syndicat de la Faculté de Paris. Divertissemens publics pour le double mariage. Nouvelles brouilleries à la Cour de France. Le Duc de Mayenne est envoyé en Espagne pour demander l'Infante de la part du Roi. Mathias Roi de Hongrie & de Bobême est élu Empereur après la mort de Rodolphe II. Antoine Memmi est élu Doge de Venise après la mort de Leonard Donato. Ambassade du Maréchal de Bouillon en Angleterre. Mé-*  
con-

## DES LIVRES.

contentement du Maréchal de Lesdiguières. Marie de Médicis abaisse le parti des Ducs de Guise & d'Epemon. Le Comte de Soissons entreprend de ruiner les Ministres, & s'engage de faire un outrage sanglant au Chancelier de Silleri. Le Marquis de Cœuvres détourne le Comte de Soissons de cette entreprise. Fourberies du Marquis d'Ancre. On suborne des gens pour l'accuser de Magie. Affaire du Duc de Rohan à S. Jean d'Angeli. Réconciliation des Seigneurs Protestans François. Protestation du Synode National de Privas au nom de toutes les Eglises Réformées de France contre une nouvelle Déclaration du Roi. Entrée du Duc de Pastrane à Paris. Signature des articles du mariage entre le Prince d'Espagne & la Fille aînée de France. Entrée du Duc de Mayenne à Madrid. Signature des articles de mariage entre le Roi Louis XIII. & l'Infante d'Espagne. Conspiration contre le Duc de Parme. On parle de marier Christine seconde fille de France avec Henri Prince de Galles. Mort d'Henri Prince de Galles. Fortune de Robert Carr en Angleterre. Mort du Comte de Soissons. Nouvelle face de la Cour de France. Condamnation d'un livre du Jésuite Becan. Arrêt du Parlement de Paris contre un livre de Scioppius. Paix entre les Couronnes de Suède & de Danemark. Révolutions en Moscovie. Faux Demetrius en Pologne. Demetrius entre en Moscovie, & s'y fait couronner. Demetrius & un grand nombre de Polonois sont massacrés à Moscou. Susky est fait Czar de Moscovie.

## SOMMAIRE

*covie, & il se demet ensuite. Ladislas Prince de Pologne est proclamé Czar de Moscovie. Les Polonois sont chassés de Moscovie : & Michel Federovits est élu Czar.*

---

## SOMMAIRE DU IV. LIVRE.

**L***E Baron de Luz est tué par le Chevalier de Guise. Colère de la Régente contre les Guises. Le Duc de Guise veut se lier avec le Prince de Condé. Le Prince de Condé devient suspect à la Régente. Emportement & humeur intéressée du Duc de Guise. Beaux sentimens du Duc d'Epéron. La Régente se raccommode avec les Ducs de Guise & d'Epéron. Les anciens Ministres sont rappelés. Confusion & embarras du Prince de Condé. Le jeune Baron de Luz est encore tué par le Chevalier de Guise. Mort de François Duc de Mantouë. Nouveaux desseins du Duc de Savoie en cette occasion. Artifices du Duc de Savoie. Le Gouverneur de Milan demande la Duchesse veuve de Mantouë, & sa fille. La Régente de France s'oppose aux desseins du Duc de Savoie. Conduite du Pape dans l'affaire de Mantouë. La République de Venise appuie le Cardinal de Mantouë. Ferdinand Cardinal de Gonzague prend la qualité de Duc de Mantouë. Nouveaux efforts du Duc de Savoie pour tirer de Mantouë la Princesse Marie sa petite-fille. Projets ambitieux du Duc de Savoie. Le Duc de Savoie envahit le Mon-*

## DES LIVRES.

*Monferrat. Cette entreprise cause de grands mouvemens en Italie. Manifeste du Duc de Savoie & du Cardinal Duc de Mantouë. Artifices & bravades du Duc de Savoie. Ses intrigues à la Cour de France sont découvertes. Extrême embaras du Marquis d'Ancre qui se trouve intrigué avec le Duc de Savoie. Les Ministres se racommodent avec le Marquis d'Ancre. On resout à la Cour de France d'envoier un puissant secours à la Maison de Mantouë. On détourne la Régente d'envoier si promptement du secours au Cardinal Duc. Le Roi d'Espagne se déclare contre le Duc de Savoie. L'Empereur fait signifier au Duc de Savoie qu'il ait à se desister de son entreprise sur le Monferrat. Le Gouverneur de Milan contraint le Duc de Savoie à se soumettre à la volonté du Roi d'Espagne. Différend entre le Duc de Nevers & le Gouverneur de Milan. Mariage de l'Electeur Palatin avec la fille du Roi d'Angleterre. On parle du mariage de Charles Prince de Galles avec Christine de France. L'Empereur Mathias se rend à Ratisbonne pour la Diète. Les Catholiques & les Protestans se plaignent reciproquement les uns des autres. Mauvais succez de la Diète de Ratisbonne. Fortune de Bethlem Gabor Prince de Transilvanie. Division entre les Maisons de Brandebourg & de Neubourg sur le Gouvernement des Etats de Clèves & de Juliers. Le Prince Wolfgang de Neubourg épouse la sœur du Duc de Bavière, & change de Religion. Difficultez pour rendre*

## S O M M A I R E

*stable la paix faite entre les Ducs de Savoie & de Mantouë. Le Gouverneur de Milan presse le Duc de Savoie de désarmer. Prétexre du Duc de Savoie pour se dispenser de désarmer. Le Gouverneur de Milan demande la Princesse de Mantouë de la part du Roi d'Espagne. Vûës du Roi d'Espagne dans cette demande. La République de Venise traverse les desseins du Roi d'Espagne. Embarras de Marie de Médicis sur l'affaire de Mantouë. On propose dans le Conseil de France de faire marcher des troupes en Italie. La Régente envoie le Marquis de Cœuvres en Italie pour négocier un accommodement entre les Ducs de Savoie & de Mantouë. Ambition demesurée de Conchini suit Maréchal de France, & de la Galigai sa femme. Continuation des disputes sur les questions de la Grace & de la Prédestination dans les Provinces-Unies. Nouvelle contestation en Hollande sur la manière de choisir les Pasteurs. La division augmente dans les Provinces-Unies. Conférence de Delft entre les Remontrans & les Contre-Remontrans. Jacques Roi d'Angleterre est moins prevenu contre les Arminiens. Sibrand Ministre de Frise publie un Libelle injurieux aux Etats de Hollande. Grotius est chargé d'y répondre. Edit des Etats de Hollande pour assoupir le différend sur les questions de la Prédestination & de la Grace.*

## DES LIVRES.

### SOMMAIRE DU V. LIVRE.

**N**ouveau parti formé à la Cour de France par le Maréchal de Bouillon. Artifices du Duc de Savoie pour exciter une guerre civile en France. Avis différens dans le Conseil de France sur la manière de dissiper le parti du Prince de Condé. Lettre circulaire de la Régente sur la retraite du Prince de Condé, & des Seigneurs de son parti. Le Duc de Nevers se saisit de la Citadelle de Mezieres en Champagne. Le Prince de Condé écrit à la Régente une lettre en forme de Manifeste. Foiblesse du Parlement de Paris en cette occasion. Reflexions sur la réponse que le Cardinal du Perron fit au Prince de Condé. Réponse de Marie de Médicis au Prince de Condé. Marie de Médicis fait lever six mille Suisses. Bassompierre est fait Colonel Général des Suisses à la place du Duc de Rohan. Conduite des Réformez de France dans l'affaire du Prince de Condé. Sagesse de du Pleffis. Le Prince de Condé sollicite les Réformez. Sage réponse de du Pleffis-Mornai à la Régente & au Prince de Condé. Le Duc de Rohan semble écouter les propositions du Prince de Condé. Evasion du Duc de Vendôme : il se retire en Bretagne. Mort du Connétable de Montmorenci. Le Duc de Savoie évite la rencontre du Marquis de Cievres Ambassadeur de France en Italie. Jalousie des Souverains d'Italie sur

## S O M M A I R E

*la correspondance entre les deux Couronnes, en ce qui concerne les affaires d'Italie. Les Espagnols traversent secrètement les négociations du Marquis de Cœuvres. Le Cardinal Duc de Mantouë accepte les conditions proposées par le Marquis de Cœuvres. Le Duc de Savoie fait semblant de les accepter pareillement. On leve des troupes à Turin. Négociation du Duc de Ventadour & des autres Commissaires du Roi avec le Prince de Condé & ceux de son parti. Le Prince se retire de Soissons, & va en Champagne. Division dans le Conseil de la Régente, sur les demandes que le Prince de Condé & les Mécontents font pour leurs intérêts particuliers. Intrigues du Maréchal d'Ancre pour détourner la Régente de faire la guerre au Prince de Condé. Raisonnement du Nonce du Pape sur la résolution prise de faire la paix avec le Prince de Condé. Examen de la Reflexion politique d'un Auteur Venitien sur le Traité fait avec le Prince de Condé. Traité conclu à Sainte-Menehould entre la Régente & le Prince de Condé. Arrêt du Parlement de Paris contre un livre de Suarez Jésuite. Paul V. se plaint des procédairs du Parlement contre le livre de Suarez. Entretien du Pape & de l'Ambassadeur de France sur l'Arrêt du Parlement. Menagement de la Cour de France pour contenter le Pape. Les Jésuites se rennuient pour faire brûler l'Arrêt du Parlement de Paris. Déclaration du Roi dans son Conseil sur l'Arrêt du Parlement. Le Pape ne veut pas se contenter de la Déclaration du Roi. Le Roi*

## DES LIVRES.

Roi est enfin obligé de suspendre l'exécution de l'Arrêt du Parlement. Divisions à la Cour de France. Le Duc de Vendôme refuse d'accepter le Traité de Sainte-Menehould. Habileté & prudence de du Plessis-Mornai. Marie de Médicis envoie le Marquis de Cœuvres au Duc de Vendôme pour le porter à un accommodement. Nouvelle inquiétude du Prince de Condé. Entrevue du Prince de Condé & du Duc de Rohan. Le Prince de Condé pense à se rendre maître de Poitiers. Grand tumulte à Poitiers. On ferme les portes de la ville de Poitiers au Prince de Condé. Le Roi & la Reine se mettent en chemin pour aller en Poitou & en Bretagne. Embarras du Prince de Condé. Il se retire à Châteauroux en Berry. Remontrances de du Plessis-Mornai à la Régente. Le Roi & la Reine Mère vont à Poitiers. La Reine va faire tenir les Etats de Bretagne à Nantes. Mort du Prince de Conti. Nouvelles divisions entre les Princes de Brandebourg & de Neubourg sur l'administration des Eglises de Clèves & de Juliers. La ville d'Aix-la-Chapelle est mise au Ban de l'Empire. Le Marquis Spinola réduit la ville d'Aix-la-Chapelle, & se saisit de plusieurs places dans les Etats de Clèves & de Juliers. Maurice Prince d'Orange prend plusieurs villes dans le même pays. Conférence de Santheim sur les affaires de la succession de Clèves & de Juliers. Le Duc de Savoie se brouille plus que jamais avec l'Espagne. Il tâche de mettre les Venitiens de son côté. Le Marquis de Ram-



## SOMMAIRE DES LIVRES.

*Rambouillet est nommé Ambassadeur extraordinaire de France en Italie. Guerre ouverte entre l'Espagne & la Savoie. Ecrits réciproques de la part du Roi d'Espagne & du Duc de Savoie. Le Nonce du Pape & l'Ambassadeur de France travaillent à un accommodement entre l'Espagne & la Savoie. Le Duc de Savoie accepte les conditions proposées, & l'Espagne les refuse. Le Roi d'Espagne n'est pas content de la conduite du Gouverneur de Milan. Majorité de Louis XIII. Premier acte de la majorité du Roi. Le Roi tient son Lit de Justice au Parlement de Paris. Education donnée au Roi Louis XIII.*



# HISTOIRE DU REGNE

DE  
LOUIS XIII.

Roi de France & de Navarre.

LIVRE PREMIER.

**L**E règne dont j'écris l'Histoire est plein de grans événements. On y verra des guerres civiles & étrangères, des batailles sanglantes, des villes attaquées & défendues avec beaucoup d'adresse & de courage, les Protestans opprimez en France & soutenus en Hongrie, en Allemagne & dans les Provinces-Unies, la Noblesse, le Clergé, les Parlemens, & le peuple réduits à l'esclavage. Un Roi incapable de se mêler des  
Tome I. A des

1610.  
Plan de cet  
Ouvrage.

## 2 HISTOIRE DE

1610. des affaires qu'on a soin de lui susci-  
ter, laisse tout faire à ses Favoris & à  
ses Ministres. Egalement prévenu con-  
tre sa mere, sa femme, & son frere, il  
maltraite l'une, & oblige les autres à  
former des ligues au dedans & au dehors,  
& à se jeter enfin entre les bras des an-  
ciens ennemis de la France. Les Prin-  
ces & les grans Seigneurs mécontents,  
tantôt de la mauvaise administration d'une  
ne Régente, tantôt de la trop grande au-  
torité d'un Favori, ou d'un Ministre, se  
soulèvent sous le prétexte spécieux du bien  
public. Les Protestans poussez à l'ex-  
tremité par les fréquentes infractions de  
l'Edit le plus inviolable qui fut jamais,  
prennent enfin les armes pour défendre la  
liberté de leur conscience, & pour con-  
server les libertés qu'on leur avoit si jus-  
tement accordées sous le règne préce-  
dent.

Les entreprises de la Maison d'Autri-  
che sur les Princes d'Italie, les contrai-  
gnent de recourir à la protection de la  
France & de se lier avec elle. Ces Sou-  
verains jaloux de leur repos & de leur  
liberté, ne sont pas fâchez que le Duc de  
Savoie laisse enfin au Roi de France,  
une place qui lui donne le moyen d'en-  
trer facilement en Italie, quand il sera  
nécessaire de la secourir. Un Conque-  
rant sorti des extremitez du Nord pour  
défendre ceux de sa Religion en Alle-  
magne, renverse les projets ambitieux de  
la Cour de Vienne & de celle de Ma-  
drid.

Madrid. L'Empereur tremble pour ses pais <sup>1610</sup> hereditaires, & la France se lie si à propos avec le Roi de Suede, qu'elle enleve enfin à la Maison d'Autriche une partie de son ancien patrimoine. Le succès des armes Espagnoles en Picardie, jette l'épouvante jusques dans Paris. Le Roi de France sort de sa capitale pour repousser l'ennemi; & il ne peut retenir ses larmes en voyant le feu presque aux portes de ses propres palais. Les révolutions arrivées au delà des Pirenées changent la face des affaires. La Catalogne se donne à Louis XIII. le Portugal chasse les Castillans, & met le Duc de Bragançe sur le trône de ses ancêtres. Philippe IV. effrayé sort de Madrid pour rassurer ses Etats d'Arragon & pour réduire les Catalans. Mais il a le déplaisir de ne s'être avancé, que pour apprendre plutôt que la France lui a enlevé la ville de Perpignan & le Comté de Roussillon.

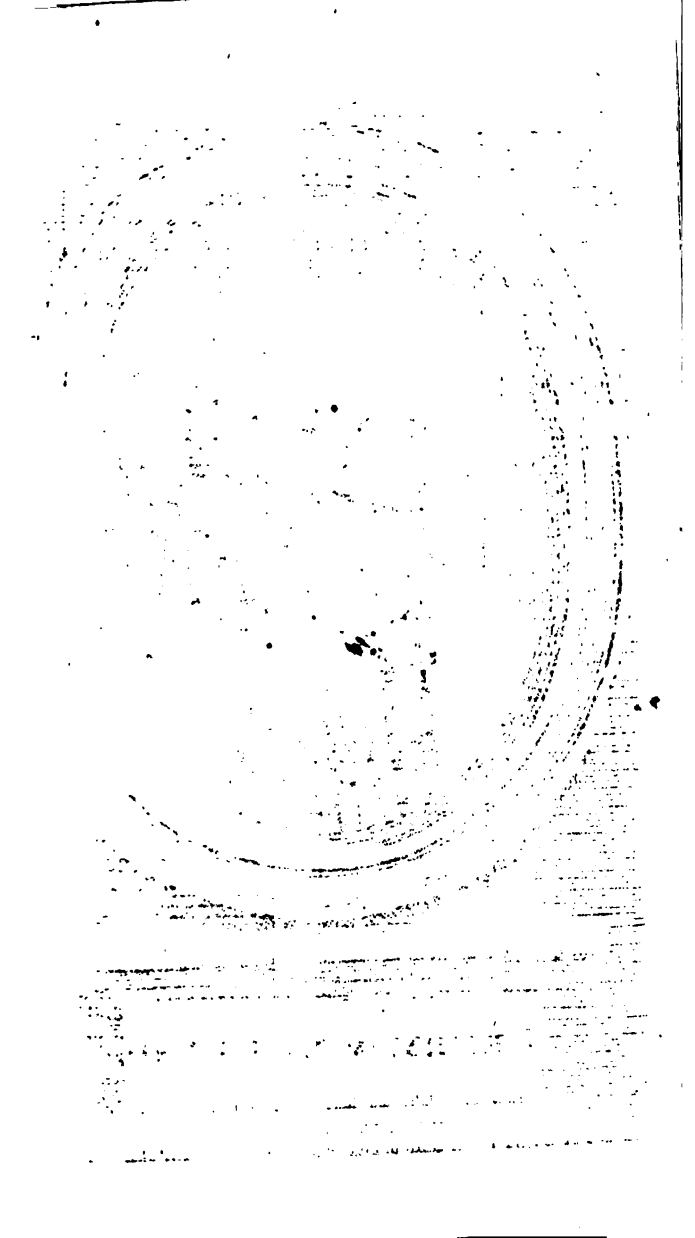
Dans ces événemens extraordinaires on trouvera de grans exemples de vice & de vertu, la perfidie richement récompensée, les premières dignitez obtenues par les crimes les plus infames, quelques-unes données au mérite, de grans établissemens refusez ou méprisez par des motifs de religion & de probité. Quelques Seigneurs rachètent indignement leurs biens ou leur vie, en se faisant les esclaves d'un Cardinal ambitieux & vindicatif. D'autres menacés d'être sacrifiez à ses passions & à ses intérêts, conservent une

#### 4 HISTOIRE DE

1610. noble fierté, demeurent fidèles à leurs amis, & souffrent même la mort avec un courage héroïque.

Ce morceau de l'Histoire moderne de France que j'ai dessein d'éclaircir, est si curieux & si diversifié, qu'il tente d'abord un homme qui veut employer son temps à écrire quelque chose d'agréable & d'instructif. Cependant l'entreprise m'a souvent fait peur, & peut-être qu'elle est au dessus de mes forces. Si je loue les principaux Acteurs qui paroissent sur la scène, je m'expose à passer pour un flatteur; si j'en parle trop librement, on m'accusera de malignité. Les éloges dégoûtent le Lecteur & l'irritent. Il aime mieux qu'on lui découvre les vices & les passions secrètes des hommes. Cet air de liberté lui plaît & le divertit. Mais en flatant un peu trop le penchant naturel que nous avons à entendre blâmer les autres, ne dira-t-on pas aussi que je fais une satire & non pas une Histoire?

Je tâcherai d'éviter les deux extrémités, autant qu'il me sera possible. Il n'y a rien qui m'engage à louer, ou à blâmer injustement des gens presque tous morts avant que je fusse au monde. Quelle raison particulière aurois-je de les aimer, ou de les haïr? La diversité des sentimens sur la Religion & sur le Gouvernement, ne m'empêchera point de rendre justice au mérite, ni de louer ce qui sera véritablement louable. Je suis, grâces à Dieu, en un pays, où l'on jouit de ce bonheur





HENRY. IV. LE GRAND

leur si rare dans le monde. Chacun y peut 1610.  
dire sans contrainte ce qu'il pense raison-  
nablement. Si je ne puis pas être utile à  
ma patrie, j'ai du moins la liberté de dé-  
plorer ses malheurs.

Avant que d'entrer en matière, je Etat de l'Eu-  
rope & de la  
France à la  
fin du règne  
d'Henri IV.  
dois dire quelque chose d'Henri IV. &  
de la fin de sa vie. Il est bon de connoi-  
tre la situation des affaires de l'Europe &  
de la France, quand celle-ci perdit un  
des plus grans Rois qu'elle eut jamais. Il  
emploia les premières années de son ré-  
gne à réduire par la force des armes, ou  
à gagner par la négociation, les villes &  
les grans Seigneurs qui sous prétexte de  
la Religion, avoient formé une puissante  
ligue contre lui, & à faire la guerre à  
Philippe II. Roi d'Espagne. Ce Monar-  
que ambitieux avoit soutenu la ligue par  
de puissans secours d'hommes & d'argent,  
dans le dessein de mettre sur le trône  
de France un Prince de sa Maison, ou  
de démembler du moins une Monar-  
chie, dont la puissance étoit un obstacle  
insurmontable aux vastes projets qu'il médi-  
toit. Mais se trouvant à la fin accablé de  
maladies, & voyant ses Etats entièrement  
épuisés par les sommes immenses qu'il  
avoit dépensées, & par le grand nombre  
de soldats & de vaisseaux qu'il perdit dans  
ses guerres contre les Provinces-Unies des  
Pays-Bas, contre l'Angleterre, & contre  
la France, Philippe, dis-je, après tant  
d'hommes & de trésors inutilement con-  
sumés, fut bien aisé de faire la paix avec



## 6 HISTOIRE DE

1610. Henri à des conditions que le mauvais état de la France autant épuisée que l'Espagne, ne permettoit pas à Henri d'espérer.

Elizabeth Reine d'Angleterre & les Etats des Provinces-Unies, se plainquirent vivement de ce que le Roi abandonnoit ses bons & fideles allies, en se pressant de conclure son traité avec Philippe. *C'est perdre, disoit-on encore, l'occasion favorable de profiter de la decadence prochaine & presque inévitable de l'Espagnol.* Henri s'excusa le mieux qu'il put, sur l'impuissance où étoit son Roiaume de soutenir plus long-temps la guerre étrangere, après avoir essuié les rigueurs d'une guerre civile qui duroit depuis plusieurs années, & qui n'étoit pas encore bien éteinte. La raison étoit spécieuse. Mais le Roi n'avoit-il pas aussi quelque impatience de se donner tranquillement au plaisir, & de jouir à son aise de la belle succession qu'il avoit recueillis après tant de périls & de travaux?

Il faut avouer qu'Henri avoit sujet de se défier de ses forces pour l'avenir. Le Duc de Mercœur cantonné en Bretagne n'auroit pas fait sa paix, s'il n'eût cru celle d'Espagne entièrement résoluë. D'ailleurs les Protestans de France qu'avoient servi un Roi élevé parmi eux, avoient tant de courage & de persévérance, prenoient de l'ombrage & de la jalousie. Son changement de religion, & les faveurs dont il achetoit la reconciliation de Seigneurs autrefois liguez contre lui avoient

avoient commencé de les allarmer , & ses 1610. nouveaux engagemens avec la Cour de Rome , leur cruelle & implacable ennemie , auroit achevé de les refroidir. Henri rassura prudemment ses meilleurs sujets par l'Edit de Nantes qui fut concerté avec beaucoup d'application & de maturité. Heureux ! si les successeurs de ce bon Prince les eussent laissé jouir de ce qu'il leur avoit justement accordé.

Dès que la paix fut établie au dedans & au dehors, Henri voulut gagner le cœur de tous ses sujets , en publiant qu'il alloit travailler incessamment à les faire vivre dans le repos & dans l'abondance. On établit des manufactures ; on ôta certains impôts. Peut-être que les grandes dettes qu'il avoit contractées , & l'engagement de la plus grande partie de son domaine ne lui permirent pas d'en ôter d'autres fort onéreux , & lui firent écouter ceux qui lui donnoient des avis pour attirer beaucoup d'argent dans ses coffres. Mais il eut du moins l'adresse de prévenir & d'étouffer même les murmures en faisant croire aux François accoutumés depuis assez long-temps à la patience , que sa plus grande passion étoit celle de les rendre heureux. Le Roi se flattoit encore d'arrêter l'humeur inquiète de quelques Seigneurs , & peut-être de les ruiner insensiblement , en les engageant par son exemple à faire d'excessives dépenses , en bâtimens , au jeu , & en d'autres plaisirs plus criminels. Il

1610. y trouvoit doublement son compte. C'étoit là son penchant naturel, quoi qu'il fût assez ménager. Et ceux qui auroient pû causer des brouilleries dans l'Etat, épuisez d'argent & de crédit, n'auroient plus eu d'autre ressource que celle des bienfaits du Prince.

La chose ne réussit pas tout-à-fait comme il l'avoit projeté. Si le Connétable de Montmorenci, les Ducs de Montpensier & d'Epéron, les Maréchaux de Bouillon & de Biron, ne prirent pas les armes pour faire éclater leur ressentiment; les uns de ce qu'ils n'étoient pas assez bien recompensez à leur gré, & les autres de ce qu'ils avoient moins de part aux conseils secrets du Roi que certains Ministres confidens, ces Seigneurs lui donnèrent du moins de fort grandes inquiétudes. La juste punition de Biron le plus imprudent, le plus fougueux de tous les mécontents, & les soumissions du Maréchal de Bouillon, firent avorter une conspiration que Charles Emmanuel Duc de Savoie avoit tramée dans son voyage à Paris, & que Philippe III. nouveau Roi d'Espagne promettoit d'appuyer. Celle de la Marquise de Verneuil maîtresse du Roi qui lui avoit donné follement une promesse de mariage, avant qu'il eût épousé Marie de Médicis, auroit pû avoir des suites fâcheuses. Mais elle fut dissipée par la condamnation d'Entragues pere de la Marquise, & par la prison du Comte d'Auvergne son frere

frere utérin & fils naturel de Charles 1610.  
IX.

Le Roi se plaignoit de ce que la Cour d'Espagne promettoit du secours à tous les esprits factieux de l'Etat. Il éclata sur tout après qu'on eût découvert l'intrigue de l'Ambassadeur d'Espagne avec un Gentilhomme de Provence, qui avoit entrepris de livrer la ville de Marseille à Philippe III. Deux Puissances rivales ont toujours de quoi récriminer quand l'une croit convaincre l'autre de quelque infraction secrète aux traitez. L'Ambassadeur reprocha sans façon au Roi les secours donnez aux Provinces-Unies depuis la paix de Vervins, & les efforts faits pour soulever les Morisques en Espagne. En certaines rencontres Henri n'étoit pas beaucoup plus droit, ni plus sincère que Philippe. Les Princes se piquent rarement d'une si belle vertu. Depuis que le Roi de France eut rétabli ses affaires & amassé quelques millions par les soins du Duc de Sulli-Surintendant de ses finances, il pensa tout de bon à humilier l'orgueil de la Maison d'Autriche. C'étoit le langage de ce temps-là. On se ligua maintenant pour s'opposer aux desseins ambitieux de la France.

En attendant un prétexte spécieux de faire la guerre à l'Espagne, Henri renouvelle ses anciennes alliances au dehors, & il negocie avec plusieurs Souverains pour les mettre dans ses interêts. Par le traité de mariage entre l'Infante Isa-

1610. belle avec l'Archiduc Albert, Philippe II. avoit donné à sa bonne fille sous certaines conditions, la souveraineté des Provinces dont l'Espagne se trouvoit alors en possession dans les Pais-bas. Catherine sœur d'Isabelle n'avoit apporté à Charles Emmanuel Duc de Savoie son époux qu'une somme d'argent assez modique. Un partage si inégal ne contenoit point l'ambition d'un Prince, qui se donna toujours beaucoup de mouvement, afin de s'agrandir, & qui ne put jamais en venir à bout. Charles s'imaginoit qu'on auroit bien dû lui céder le Duché de Milan. Henri tâche de profiter du mécontentement du Duc. On lui propose de l'aider à la conquête d'un pais qui étoit si fort à sa bienfaisance, & de donner à son fils en mariage la fille aînée du Roi. A ces conditions Charles faisoit volontiers une ligue offensive & défensive avec la France.

Quelques gens prétendent que toutes les Puissances de l'Europe y étoient entrées, ou du moins qu'elles devoient y entrer dans le dessein de réduire la Maison d'Autriche à l'Espagne, & à ses pais héréditaires en Allemagne. Mais le projet qu'on attribue à Henri sur ce chapitre, est étrangement chimérique. S'il est vrai que ce Roi l'ait jamais conçu, & qu'il ne se soit point proposé d'autre fin dans une si vaste entreprise, que la gloire d'avoir mis les affaires de la Chrétienté dans un juste équilibre, Henri étoit sans

men-

mentir le plus grand gascon de son Roiaume. 1610.  
 me. N'est-il point plus probable, que  
 voiant la conjoncture du temps assez fa-  
 vorable pour se venger du mal que l'Espa-  
 gne lui avoit fait, il prit la resolution d'en  
 profiter ?

Tout le monde s'appercevoit déjà de la  
 décadence de cette Monarchie. Philip-  
 pe III. Prince d'un esprit beaucoup in-  
 férieur à celui de son pere, l'avoit trou-  
 vée dans un si mauvais état, que ne pou-  
 vant plus fournir à l'Archiduc Albert de  
 quoi soutenir la guerre contre les Provin-  
 ces-Unies, il fut contraint de consentir  
 à une trêve honteuse avec les Etats Gene-  
 raux, qu'il reconnut enfin pour des Pro-  
 vinces libres sur lesquelles ni lui, ni les  
 Archiducs n'avoient rien à prétendre. Ce  
 n'est pas que l'Espagne n'eût encore de  
 bons Generaux d'armée, de braves Offi-  
 ciers, & des gens formez dans le cabinet  
 de Philippe II. Mais le Duc de Lerme  
 premier Ministre, n'avoit ni le génie,  
 ni l'habileté nécessaires pour acquérir au  
 dehors de la réputation à son maître, &  
 pour gouverner, comme il faut, une Mo-  
 narchie à qui sa propre grandeur fut tou-  
 jours à charge.

La Maison d'Autriche étoit encore plus  
 foible en Allemagne. L'Empereur Ro-  
 dolphe n'avoit pas de grans vices ; mais  
 les vertus qui donnent du relief à un  
 Prince, lui manquoient. Renfermé dans  
 sa ville de Prague, il s'occupoit de  
 toute autre chose que de la politique.

1610. S'il eût trouvé de bons Ministres, il ne les auroit pas empêchez de bien faire. Mais il apporta si peu de soin à les choisir & à veiller sur eux, qu'il ne savoit pas même s'il étoit bien, ou mal servi. Rodolphe ne vivoit pas en fort bonne intelligence avec ses freres. L'Archiduc Matthias le contraignit à lui ceder le Roiaume de Hongrie, & à lui assurer la succession à la Couronne de Bohême. Incapables l'un & l'autre de maintenir en paix des sujets de religion différente, ils furent obligez de recevoir les conditions que le parti le plus fort leur imposoit.

L'Angleterre est tellement située, qu'elle doit craindre également que l'Espagne & la France ne deviennent trop puissantes. Jacques I. avoit succédé à la Reine Elisabeth, Princesse dont les Anglois chérissent encore la mémoire à cause de son grand courage, de sa rare prudence, & de l'amour sincere qu'elle eut toujours pour son peuple. Les deux Couronnes témoignèrent à l'envi beaucoup d'empressement pour s'allier avec le nouveau Roi. On croyoit que devenu plus puissant que ses predecesseurs, par la réunion de l'Ecosse avec l'Angleterre, il seroit encore plus capable de tenir la balance égale, ou de la faire pancher de quel côté il voudroit. Mais Jacques toujours incertain & timide, gouverné par sa femme, ou par ses favoris, fit bien-tôt voir au monde, qu'il étoit plus propre à manier la plume que l'épée,  
à écri-

à écrire sur une question de Droit & de 1610.  
 Theologie, qu'à regner avec éclat & à  
 se rendre formidable à ses voisins. Il  
 fit un traité d'alliance avec Henri. Les  
 deux Rois s'engageoient à secourir les  
 Provinces-Unies, & à se défendre réci-  
 proquement en cas que l'un ou l'autre  
 fût attaqué par l'Espagnol. La Cour de  
 Madrid irritée de ce que le Roi de la  
 Grande Bretagne prenoit des liaisons con-  
 traires à ses intérêts, put bien favoriser  
 sous main les mécontents ; & les Papistes  
 d'Angleterre formèrent peu de temps  
 après l'horrible attentat qu'on appelle la  
*Conjuratation des poudres*. Depuis ce temps-  
 là Jacques eut toujours peur des Espa-  
 gnols. Et ils profitèrent si adroitement  
 de la disposition de son esprit & de l'ava-  
 rice de ses favoris & de ses Ministres, que  
 bien loin de s'opposer aux entreprises de  
 la Maison d'Autriche, il souffrit patiem-  
 ment qu'elle dépouillât l'Electeur Pala-  
 tin qui avoit épousé une Fille d'Angle-  
 terre.

Telle étoit la situation de l'Europe, lors <sup>Henri IV. se</sup>  
 qu'Henri trouva un prétexte plausible de <sup>prépare à la</sup>  
 lever des troupes & de les faire avancer <sup>guerre.</sup>  
 jusques sur la frontière en Champagne.  
 Jean Guillaume Duc de Clèves, de Berg,  
 & de Juliers mort sans enfans, laissoit  
 une succession fort litigieuse. Ses quatre  
 sœurs, ou leurs enfans, avoient chacun  
 des prétensions différentes. Quelques  
 constitutions Imperiales contraies les  
 unes aux autres rendoient l'affaire encore



1610. plus embrouillée. Celles-ci vouloient que les pais contestez fussent des fiefs masculins, & celles-là supposoient les filles capables d'y succéder. Entre tous les Princes prétendans, ille droit de Jean Sigismond Electeur de Brandebourg, & celui de Philippe Louis Palatin de Neubourg, étoit le plus plausible. Le premier avoit épousé la fille de la sœur aînée du dernier Duc, & l'autre étoit mari de la seconde sœur, qui soutenoit que la succession lui étoit dévolue au préjudice des enfans de son aînée morte avant le Duc Jean Guillaume. Ces deux Princes se mirent chacun en possession d'une partie des Etats qu'ils prétendoient leur appartenir entièrement. Mais il étoit à craindre qu'un tiers plus puissant qu'eux, ne se rendit maître des meilleures places, pendant qu'ils se feroient la guerre pour se chasser l'un l'autre. Le Landgrave de Hesse leur ami commun les fit donc consentir à un traité provisionnel. Ils y promettoient de terminer leur différent à l'amiable & par arbitres, & de joindre leurs forces contre tous ceux qui entreprendroient d'usurper les pais de Clèves & de Juliers. En attendant, ils devoient les gouverner en commun & par indivis : le tout sans préjudice du droit de l'Empereur, & de celui des autres Princes prétendans. Les Etats du pais assembles à Dusseldorp reçurent la transaction à la prière du Roi de France qui se déclaroit déjà pour les deux Princes.

Ils étoient Protestans l'un & l'autre,  
&

& les Provinces-Unies les appuyoient 1610. encore autant qu'elles pouvoient. Cela donnoit de l'ombrage aux Archiducs des Pais-bas, dont les États confinoient d'un côté à ceux de Juliers. Quelque Prince de leur Maison en Allemagne eût été bien aise aussi, de profiter de la succession litigieuse. Le prétexte de la Religion ne leur a jamais manqué au besoin; & il venoit là le mieux du monde. On gagne donc le Gouverneur de la ville de Juliers, & Leopold d'Autriche Evêque de Strasbourg & de Passau, passe secrètement dans la place. Il apportoit avec lui une commission de l'Empereur qui prétendoit être le Juge naturel & souverain d'un différent nû sur des fiefs de l'Empire; & il donnoit cependant à son cousin Leopold l'administration des États contestez.

Le sequestre parut tendre à une usurpation. En ajoutant les Duchez de Clèves & de Juliers à ses autres pais heréditaires, la Maison d'Autriche pouvoit opprimer beaucoup plus facilement la liberté Germanique. Les Pais-bas contigus donnoient moien au Roi d'Espagne de faire passer ses meilleures troupes au secours de ses parens. L'entreprise devoit donc alarmer également tous les Princes d'Allemagne. Mais la jalousie que cauçoit la diversité de Religion, fit craindre au Duc de Bavière, aux Electeurs de Maience & de Trèves & à quelques autres que le Parti Protestant ne devint trop puissant, si les

1610. les Etats litigieux venoient à écheoir à un Souverain de la même Religion. Voilà donc les Catholiques assemblez à Wirtsbourg qui forment une ligue dont le Duc de Bavière se fait le Chef, & qui députent à Rome & à Madrid pour demander du secours au Pape Paul V, & à Philippe Roi d'Espagne.

D'un autre côté les Protestans viennent en grand nombre à Hall en Suabe. L'Electeur & les Princes de Saxe ne s'y trouverent pas. Ceux de la branche de Weimar & de Koburg avoient leurs prétentions particulières sur les Duchez de Clèves & de Juliers, & ils espéroient que la Maison d'Autriche aimeroit mieux appuyer leur droit, que celui des autres Protestans plus jaloux de son agrandissement. L'Electeur de Saxe se contenta d'envoyer à Hall conjointement avec le Roi de Dannemark pour exhorter les prétendans à remettre leurs interêts entre les mains de l'Empereur. Les résolutions prises dans l'assemblée furent fort secrètes. Le Prince d'Anhalt que ceux de Brandebourg & de Neubourg avoient prié d'aller négocier à la Cour de France, revint à Hall accompagné de Boissise Ambassadeur du Roi. Celui-ci déclara hautement que son maître les assisteroit de toutes ses forces, & qu'il marcheroit lui-même à la tête d'une puissante armée pour s'opposer aux desseins de la Maison d'Autriche. Les Provinces-Unies promettoient pareillement de joindre leurs  
trou-

troupes à celles d'Henri. Le voisinage des 1610.  
païs contestez ne leur permettoit pas de  
souffrir qu'ils tombassent entre les mains  
d'un parent, ou d'un bon ami de l'Es-  
pagnol.

Le chagrin mortel que le Roi de France  
avoit de ce que les Archiducs des Pais-bas  
& le Roi d'Espagne recevoient à bras ou-  
verts le Prince de Condé qui s'étoit retiré  
secrètement à Bruxelles avec la Princesse  
son épouse, & de ce qu'ils lui promettoient  
toute sorte de secours contre l'injustice  
qu'Henri lui faisoit: cet accident, dis-je,  
arrivé dans le même temps que l'affaire de  
Clèves & de Juliers, l'animoit encore plus  
à la guerre que le noble desir de secourir ses  
alliez. Resolu de se venger avec éclat de  
tous les déplaisirs que Philippe II. & son  
Fils, lui avoient faits, & de ravoir à quel-  
que prix que ce fût la Princesse de Condé,  
Henri envoioit encore des troupes du  
côté des Alpes. Lesdiguières qui d'une  
naissance & d'une fortune médiocre, s'é-  
toit élevé par degrés durant les guerres ci-  
viles en Dauphiné & en Provence, & qui  
avoit reçu depuis peu le bâton de Maré-  
chal de France, devoit conduire au Duc  
de Savoie les troupes destinées contre l'I-  
talie, & attaquer le Milanois conjointe-  
ment avec lui. Tous ces préparatifs furent  
couverts premierement du prétexte or-  
dinaire du bien public, du repos de l'Eu-  
rope, de la justice à maintenir des alliez  
dans la possession d'un bien qui leur ap-  
partenoit legittimement. Mais une passion  
basse

1610. basse & criminelle les fit augmenter encore & hâter avec une extrême diligence. Henri, disoit-on, craignoit avec raison, que ses anciens ennemis abusant de la facilité & du dépit du premier Prince du sang, n'excitassent son ambition en lui mettant dans l'esprit de contester la validité du mariage que le Roi avoit contracté avec Marie de Medicis, après un divorce qu'on avoit fondé sur des raisons assez frivoles, & l'état des enfans qu'il avoit eus de cette seconde femme. Mais, à dire le vrai, l'absence de son *Bel-Ânge*, c'est ainsi qu'il appelloit la Princesse de Condé, lui tenoit au cœur plus que toute autre chose.

Memoires  
de Bassompierre.

Dès qu'Henriette Charlotte de Montmorenci parut dans le monde, le bon Roi en devint amoureux à la folie. Le Connétable son pere la vouloit marier avec Bassompierre Gentilhomme Lorrain qui étoit entré fort agréablement à la Cour de France, & qu'on voioit déjà fort avant dans les bonnes grâces du Roi. Mais Henri rompit l'affaire fort avancée, Bassompierre lui paroissoit trop propre à se faire aimer de sa femme. Le Prince de Condé devoit être un mari moins incommode à un amant. En lui donnant de quoi se bien divertir à la chasse, on se flattoit de trouver le temps & le moyen de tromper un époux moins clairvoiant & moins jaloux que l'autre ne l'auroit été. En un mot Henri qui n'avoit jamais pu se contenter de sa femme,



THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY



HENRY P. DE CONDÉ

ne, vouloit que celle de son plus proche <sup>1610</sup> parent fût, dit-il naïvement à Bassompierre, *la consolation & l'entratien de sa vieillesse dans laquelle il alloit desormais entrer.*

Le Prince s'aperçut bien-tôt après son <sup>Fuite du</sup> mariage que le Roi aimoit éperdument <sup>Prince de</sup> celle qu'il lui avoit fait épouser. La <sup>Condé.</sup> passion d'Henri éclatoit tous les jours de plus en plus. Il ne pouvoit pas même observer les règles de la bienséance. Le nouvel époux ne garde pas plus de ménagemens de son côté, il se plaint, il s'emporte, il perd le respect. Pour le rendre plus complaisant, plus traitable, on lui retranche ses pensions. Quelque instance qu'il fasse pour toucher l'argent qui lui avoit été promis en mariage, on le lui refuse absolument. Ces duretez ne firent qu'irriter davantage un jeune homme que les mécontents & les ennemis secrets du Roi piquoient incessamment d'honneur, & dont ils augmentoient la jalousie, en lui représentant que le Roi n'étoit plus maître de sa passion, & qu'il pourroit bien se porter à quelque violence. De manière que le Prince de Condé se determine enfin à prendre sa femme avec lui, & à se retirer dans les Pais-bas.

La nouvelle de cette évasion fut un coup de foudre au vieillard amoureux. Il appelle incontinent ses Ministres les plus confidens pour concerter avec eux les mesures qu'il devoit prendre dans une conjoncture si délicate. Le Chancelier de  
Sille-



1610. Silleri dit avec beaucoup de gravité qu'il falloit faire *de bonnes & fortes déclarations* contre le Prince de Condé & contre tous ceux qui se joindroient à lui. Mais les procédures du Parlement étoient-elles un remède assez prompt, assez efficace pour le desespoir d'un amant qui se croyoit le plus malheureux homme du monde, dès qu'il étoit éloigné de l'objet de son amour ? Villeroi Secrétaire d'Etat fut d'avis que le Roi écrivit à ses Ambassadeurs dans les Cours étrangères, & qu'il leur ordonnât de presser les Princes de ne point recevoir chez eux Condé, qui s'étoit retiré sans la permission du Roi, & de le renvoyer incessamment en France. Le conseil de Villeroi ne fut pas écouté. Il auroit fallu entrer en négociation avec le Prince dans les Etats duquel Condé se réfugioit. Cette longueur n'accommodoit pas non plus l'inquiétude & l'impatience d'Henri.

Quand on demanda au Duc de Sulli quel étoit son sentiment, *Je prévoyois cet accident*, dit-il au Roi. Si Votre Majesté avoit suivi l'avis que je lui donnois il y a quelques jours, de mettre Mr. le Prince à la Bastille, je l'y aurois bien gardé. Cela est vrai, répondit le Roi; mais que faut-il faire maintenant ? Rien, répliqua Sulli, après avoir rêvé quelque temps auprès d'une fenêtre. Un sujet fugitif, tout le monde l'abandonne bien-tôt, quand le Souverain ne se met pas en peine de le perdre. Si vous témoignez le moindre empressement

pour

*pour avoir Mr. le Prince, vos ennemis prendront plaisir à vous chagriner, en le recevant bien, & en lui donnant du secours. C'étoit-là sans doute le meilleur parti: mais Henri étoit trop amoureux pour le prendre.*

Le conseil du President Jeannin lui plut davantage. Il proposoit de faire suivre le Prince en diligence par un Capitaine des gardes avec ordre de le ramener, en cas qu'on pût l'atteindre; sinon, d'envoyer promptement à Bruxelles, où le Prince ne manqueroit pas de se réfugier, de le demander aux Archiducs, & de les menacer de la guerre, s'ils refusoient de le rendre. *Albert & Isabelle, ajoutoit Jeannin, n'ont aucune liaison avec Mr. le Prince; & le Roi d'Espagne n'aura pas eu le temps de leur écrire de le garder chez eux. Quelle apparence y a-t-il que des gens foibles & timides veuillent s'attirer pour si peu de chose, toutes les forces de Votre Majesté sur les bras?*

Jeannin auroit bien deviné, sans le fameux Ambroise Spinola qui se trouva pour lors auprès des Archiducs. Intimidé par les menaces d'un Roi guerrier, & qui faisoit de grans préparatifs, Albert & Isabelle auroient eu de la complaisance pour Henri. Mais Spinola leur représenta vivement, qu'ils ne pouvoient honnêtement refuser une retraite & leur protection à un Prince persécuté, qui ne demandoit qu'à mettre son honneur & sa personne à couvert des insultes qu'il

1610. qu'il n'appréhendoit pas sans raison : que du moins Leurs Alteſſes ne devoient donner aucune réponſe poſitive, ſans avoir premièrement conſulté le Roi Catholique ſur une affaire de cette importance. On répondit donc de concert avec la Cour de Madrid à ceux qui vinrent de la part d'Henri, que l'honneur & les droits inviolables de l'hôſpitalité ne permettoient pas aux Archiducs de remettre le Prince malgré lui entre les mains du Roi. Mais que Leurs Alteſſes prendroient garde qu'il ne fit rien chez eux contre le reſpect & l'obéiſſance qu'il devoit à ſon Souverain.

Un refus ſi honnête ne fit qu'enflammer davantage la colere du Roi, & le rendre plus opiniâtre à demander le Prince & la Princeſſe de Condé. Il envoioit tous les jours des ordres pour faire de nouvelles inſtances aux Archiducs. Pendant qu'il armoit puiffamment dans ſon Roiaume, les François qui étoient à Bruxelles prirent des meſures pour enlever la Princeſſe qui donnoit à penſer qu'elle n'en ſeroit pas trop ſachée. Le peuple courut aux armes pour s'oppoſer à la violence. Condé réſolut enſuite de ſe retirer à Milan, & l'Infante prit la Princeſſe dans ſon propre palais. Les Archiducs avoient promis de ne la rendre point ſans le conſentement du Prince. Le Connétable de Montmorency ſollicité par le Roi, leur demandoit encore  
fa

La fille ; & les plus proches parens de la 1610.  
 Princesse écrivirent à la Cour de Bruxelles, aussi bien que lui. On allegua même que toute la famille vouloit faire casser le mariage. Le Roi eut recours au Pape: il le pressa d'interposer son autorité, afin que la Princesse mise en liberté, en pût demander la dissolution. Elle n'aimoit pas son mari, & la bigoterie de l'Infante qui la veilloit de fort près, étoit si contraire à l'humeur d'une jeune personne accoutumée aux plaisirs de la Cour de France, qu'elle ne paroïsoit pas fort éloignée du divorce que ses parens lui propoïoient du moins en apparence. Mais toutes ces subtilitez ne servirent de rien. Inflexibles sur la parole donnée au Prince, les Archiducs répondirent toujours aux instances & aux menaces qu'on leur faisoit, qu'ils ne rendroient la Princesse que du consentement de son époux qui la leur avoit confiée. Voilà des sentimens bien genereux. L'envie d'exciter quelque brouillerie en France pour traverser les vastes projets d'Henri, ne les inspireroit-elle pas du moins autant que l'amour de la droiture & de la justice ?

Les grans préparatifs qui se faisoient Henri IV.  
 en France & ailleurs, tenoient tout le monde en suspens. On ne doutoit point que le Roi n'eût un plus grand dessein, que celui de chasser l'Archiduc Leopold des Etats de Clèves & de Juliers. Cependant la Maison d'Autriche paroïsoit assez tran-  
 se dispose à marcher à la tête de son armée.

1610. tranquille. On ne s'appercevoit pas qu'elle pensât à se défendre contre un armement qui la menaçoit ouvertement : soit qu'elle attendit le coup qui changera bien-tôt la face des affaires ; soit que le Roi d'Espagne indolent & paresseux, se laissât persuader par un Ministre malhabile, que l'ardeur d'Henri se ralentiroit, dès que les François auroient jetté leur premier feu sur les pais de Clèves & de Juliers, & sur quelques places d'Italie. Le Roi avoit trente mille hommes d'infanterie & six mille chevaux en Champagne, soixante pièces d'artillerie, de l'argent & des munitions en abondance. Douze mille hommes de pied & deux mille chevaux attendoient en Dauphiné les ordres du Maréchal de Lesdiguières pour aller joindre l'armée du Duc de Savoie. Les Venitiens promettoient de se déclarer à condition qu'ils auroient la partie du Milanois qui est le plus à leur bienfiance.

Henri brûloit d'impatience de marcher à la tête de sa belle armée. Tantôt il effaioit les armes qu'il devoit porter en un jour de bataille ; tantôt il se faisoit un plaisir de voir le brave Prince Maurice d'Orange lui amener les meilleures troupes des Provinces-Unies. Picqué des avantages qu'Alexandre Duc de Parme avoit eus sur lui, aux sièges de Paris & de Rouen, il espéroit d'avoir sa revanche contre le Marquis Spinola, dont la réputation commençoit d'égaler celle de l'autre

l'autre. C'étoit le seul General que la Mai- 1610.  
son d'Autriche pût opposer au Roi.

Les mesures étoient prises pour le gouvernement de l'Etat pendant son absence. La Reine devoit être Régente, & le Duc d'Epemon Chef de son Conseil. Il est surprenant qu'Henri voulût confier sa femme & ses enfans à un Seigneur qu'il n'avoit jamais aimé, & dont la fidélité lui fut souvent suspecte. Mais après tout, il ne pouvoit gueres faire un meilleur choix. De trois Princes du sang, le premier étoit chez les ennemis, Conti passoit pour un imbécille, & le Comte de Soissons faisoit le mécontent. Se fier à quelqu'un de la Maison de Guise, les vieilles inimitiez & l'étroite liaison qu'elle avoit toujours eue avec l'Espagnol, ne le permettoient pas. Epemon avoit de l'esprit, du courage, de l'honneur, & même de la vanité. Une si grande distinction l'engageoit à s'efforcer de répondre à la bonne opinion que le Roi témoignoit avoir de sa prudence & de sa fidélité.

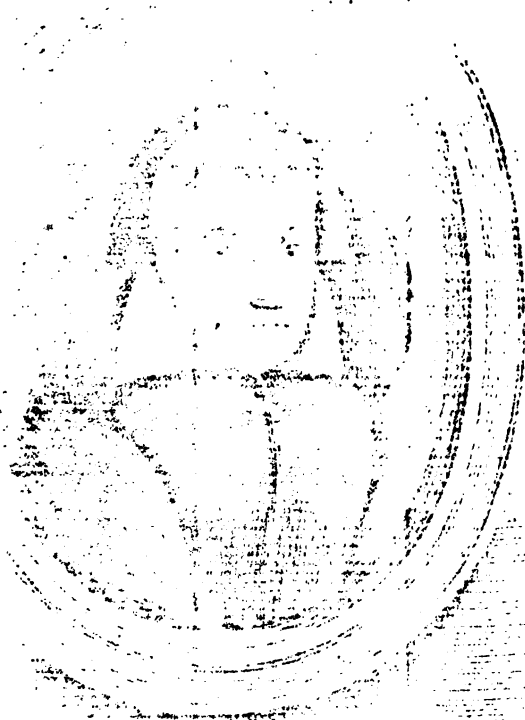
Henri s'étoit rendu aux importunités de la Reine qui souhaitoit ardemment d'être couronnée dans les formes. Il s'im-  
magineoit que cette complaisance feroit oublier à cette Princesse jalouse les chagrins que les maîtresses du Roi, & sur tout la Marquise de Vernueil, lui avoient souvent donnez. La cérémonie du Sacre de la Reine se fit à S. Denis avec beaucoup de magnificence. Tout étoit disposé pour l'entrée solennelle que la Reine de-

Henri IV.  
est assassiné  
le 14. Mai  
1610.

1610. voit faire ensuite dans la capitale du Roiaume, lorsque la veille du jour destiné à ce spectacle, Henri allant dans son carrosse à l'Arsenal, pour conferer avec le Duc de Sulli Surintendant des Finances & Grand-Maître de l'Artillerie, fut frappé de deux ou trois coups de couteau, dont l'un lui trancha l'artère du poulmon. Il en tomba mort sur le Duc d'Epemon qui étoit à côté de lui, & auquel il parloit à l'oreille quand il reçut le premier coup.

François Ravailac natif d'Angoulême commit cet exécrationnable parricide le quatorzième jour de Mai de l'an 1610. Dans le trouble & la confusion que causent pareils accidens, il auroit pû se sauver en cachant son couteau. Mais persuadé qu'il avoit fait une action digne de récompense, il le tenoit encore à la main quand il fut arrêté. Un Gentilhomme ordinaire du Roi & quelques valets de pied vouloient le percer de mille coups sur le champ. Mais le Duc d'Epemon se souvenant de la faute qu'on avoit faite en tuant de la sorte le Moine meurtrier d'Henri III, défendit sur peine de la vie de toucher à celui-ci. On s'assura donc de sa personne, & il fut conduit à l'hôtel de Retz. Par une négligence qui parut suspecte & affectée, au lieu de jeter promptement ce misérable dans un cachot, chacun eut la liberté de lui parler durant les deux jours qu'il demeura dans l'hôtel de Retz. Si les premières personnes de l'Etat croioient avoir des affaires plus pressantes que cel-

le



THE  
UNIVERSITY OF  
CHICAGO  
PRESS  
1963





MARIE DE MEDICIS

le de penser à la vengeance de la mort du Roi, qui empêchoit les Magistrats subalternes de faire leur devoir pour découvrir les auteurs d'un si noir attentat?

La veuve d'Henri essua ses larmes, La Reine  
 dez que le Chancelier & Villeroi lui eu- travailla se  
 rent fait sentir que tous les momens é- faire décla-  
 toient précieux, & qu'elle devoit travail- rer Régente  
 ler incessamment à profiter de l'absence durant la  
 de deux Princes du sang, & de la foi- minorité de  
 ble de l'autre, pour se faire déclarer son fils.  
 Régente durant la minorité de son Fils.

Le nouveau Roi Louis XIII. de ce nom, avait à cet âge neuf ans accomplis, étant né le 27 Septembre en 1601. Les Ducs de Guise & d'Epéron parurent les plus propres à exécuter le projet. L'ambition demeurant de l'un & de l'autre, leur faisoit également qu'en rendant ce signalé service à une Princesse étrangère & peu habile dans l'art de regner, ils se rendroient maîtres du Gouvernement. Les voilà donc tous deux qui marchent dans Paris à la tête de plusieurs gens armés pour empêcher le tumulte que la mort imprévue du Roi pouvoit causer. Guise va droit à la Maison de ville, Epéron y arrive peu de temps après, & tous deux exhortent Le Jai Prévôt des Marchands, les Echevins, & les bourgeois assemblez, à demeurer fidèles au Fils de celui dont ils regrettoient la perte, & à prendre au plutôt toutes les précautions nécessaires pour prévenir le desordre & la confusion.

1610. Le Duc de Sulli sortit de l'Arsenal dez qu'il apprit la mort de son bon maître. Il prenoit le chemin du Louvre pour faire comme les autres gens de qualité, qui couroient à l'envi offrir leurs services & jurer fidelité au nouveau Roi & à la Reine sa mere. Surpris de rencontrer Bassompierre à la tête d'un assez grand nombre de Cavaliers, il s'avisa de les exhorter à faire serment de fidelité à Louis. *Eh Monsieur ?* repartit Bassompierre d'un ton fier & dédaigneux, *nous sommes ici pour l'exiger des autres, nous n'avons pas besoin que vous prêchiez sur ce chapitre.* Je ne sai si cette réponse ne fit point soupçonner au Duc que ces gens alloient se saisir de l'Arsenal & de la Bastille, & que ses ennemis pensoient à l'en chasser au plutôt. Quoi qu'il en soit, Sulli retourne sur ses pas, s'enferme dans la Bastille, fait enlever tout le pain qui se trouve aux hales & chez les boulangers, écrit au Duc de Rohan son beau-fils, Colonel General des Suisses de s'approcher de Paris avec six mille hommes de cette nation, qu'il commandoit en Champagne; en un mot il semble se préparer à soutenir un siège, en cas qu'on entreprenne de le déposséder malgré lui. Démarche imprudente & sujette aux interprétations les plus sinistres, sur tout en un temps de soupçon & de défiance !

Pendant que Sulli se cantonne à la Bastille, les autres pensoient à leurs affaires en

en travaillant pour la Reine. Le Duc d'E-  
pernon avoit placé le Regiment des gardes  
Françoises sur le Pont-neuf & dans les rues  
qui environnent le couvent des Augustins.

1610.

Vie du Duc

d'Epernon.

Livre VI

Le Parlement y tenoit ses seances , parce  
que le Palais devoit servir aux fêtes qu'on  
avoit préparées pour le couronnement de  
la Reine. Dez que les Chambres s'y furent  
rendues par les soins du Président Séguier  
avec qui le Duc avoit premierement con-  
feré , il entra brusquement dans la salle en  
tenant son épée hors du boudoir. *Elle est  
encore dans le fourreau*, dit-il en la montrant  
d'un air gascon & menaçant : *si la Reine  
n'est pas déclarée Régente, avant que la Cour  
se sépare, il faudra bien l'en tirer; & je pre-  
vois qu'il y aura du sang repandu. Quelques-  
uns d'entre vous, Messieurs, demandent du  
temps pour délibérer. Leur prudence n'est  
pas de saison. Ce que je vous propose peut  
se faire aujourd'hui sans péril; il ne se fera  
pas demain sans carnage.* Le Duc ajoûta  
quelque chose pour adoucir un debut si  
violent. Les Gens du Parlement se regar-  
doient les uns les autres. Etonnez de la  
nouveauté qu'on leur proposoit de met-  
tre l'administration de l'État entre les  
mains de la Reine, sans la participation  
des Princes du Sang & des Officiers de la  
Couronne, les Magistrats demeurèrent  
assez long-temps dans un morne silence.  
Le Premier Président de Harlai le rompit  
enfin, & dit en peu de mots que la Cour  
savoit bon gré au Duc d'Epernon du zé-  
le qu'il témoignoit pour le bien public

1610. & qu'elle l'exhortoit à conserver des sentimens dignes de son rang & de sa vertu.

Cette réponse courte & generale fit rentrer Epernon en lui-même. Bien loin de persuader aux gens que les soldats rangez autour du couvent, fussent, comme il venoit de le dire, une précaution prise pour laisser la liberté des suffrages, le Duc donnoit à penser qu'il prétendoit extorquer un Arrêt à quelque prix que ce fût. Il sortit donc de la salle, comme pour permettre aux Chambres d'opiner sans contrainte. *J'ai proposé*, dit-il encore en se retirant, *le meilleur parti qu'on puisse prendre. Il n'y a plus désormais de temps à perdre.* La Guêpe Procureur General qui avoit ses espérances comme les autres, donna ses conclusions en faveur de la Reine, & le Parlement effrayé la déclara Régente durant le bas âge du Roi son fils.

A l'issuë de l'assemblée, les plus sages déplorèrent encore plus qu'auparavant, le malheur de la patrie, qui perdoit un Roi, dont la conservation lui étoit si nécessaire. *Nous voici encore une fois*, dirent les uns, *à la discrétion d'une Italienne. Et que peut-on attendre de bon d'une Régente prodigue, impérieuse & sans expérience ? Il faudra dépendre de la Galigai, & de Conchini son mari, confident de la Reine, & vendus au Conseil d'Espagne. Que leur avarice & leur ambition vont causer de brouilleries à la Cour & dans le Royaume ! Si le Roi, ajoûtoient les autres, avoit suivi l'a-*

*de qu'on lui donnoit, de chasser cette ca- 1610.  
mille qui a toujours irrité la jalousie & les  
chagrins de la Reine, peut-être que nous ne  
pleurerions pas aujourd'hui la mort d'un si  
bon Prince. On sait assez que Conchini &  
sa femme ont menacé la personne du Roi,  
s'il entreprenoit de les punir de leur malice.  
Des gens de cette trempe ne sont-ils pas ca-  
pables de suborner un assassin?*

Le jour suivant tout se trouva fort Mémoires  
de la Régén-  
ce de Marie  
de Médicis.  
tranquille à Paris. Guise ménagea si bien  
l'esprit du Duc de Sulli, qu'il l'amena au  
Louvre pour rendre ses devoirs au Roi  
& à la Reine. Villeroi les avoit dispo-  
sés à le recevoir agréablement. Celn-  
ci infusoit sans cesse à la nouvelle Ré-  
gente, que les anciens Ministres de son  
Epoux, aiant une connoissance plus cer-  
taine des affaires du dedans & du dehors,  
il n'étoit pas à propos de faire aucun chan-  
gement dans le Conseil. Le Secrétaire  
d'Etat craignoit que la disgrâce du Surin-  
tendant ne fût d'une dangereuse conse-  
quence pour les autres. C'étoit un exem-  
ple dont on auroit pû se servir contre  
Villeroi même. Sulli fit un discours fort  
étudié à la Reine. Persuadé qu'elle avoit  
toujours été contraire à la guerre contre  
l'Espagne, & qu'elle avoit dessein de  
s'unir étroitement avec eux, que son  
Epoux vouloit abaisser, le Duc assura Sa  
Majesté qu'il avoit tâché de détourner  
le feu Roi de ses grands desseins. Le Duc  
de Vendôme se trouvant là fort à pro-  
pos, Sulli le mit à témoin de ce qu'il  
avoit

1610. avoit dit là-dessus au pere en présence de son fils. Lâche courtisan qui sacrifioit déjà la reputation de son bienfaiteur à sa fortune chancelante !

Les Provinces suivirent l'exemple de la capitale. Catholiques & Protestans, tous se soumirent également à la régence de Marie. Les armées ne furent pas moins calmes. A la sollicitation de son beau-pere, le Duc de Rohan avoit fait avancer les Suisses d'une journée vers Paris ; mais Sulli content de la bonne reception de la Reine, l'ayant contremandé promptement, il retourna sur ses pas. Gonzague Duc de Nevers qui commandoit l'armée en Champagne, fit prêter serment à tous les Officiers, & le Maréchal de Lesdiguières tint celle du Dauphiné dans le devoir. Les nouvelles qu'on recevoit de tous côtez que le jeune Roi étoit monté au Parlement dez le lendemain de la mort d'Henri, & que la régence de sa veuve y avoit été solennellement confirmée, ne servirent pas peu à établir la tranquillité dans les Provinces les plus éloignées.

Louis XIII. Le Connétable, les Pairs du Roiaume, les Officiers de la Couronne s'étoient rendus au Parlement. Le Roi y vint suivi de la Reine sa mere, du Prince de Conti, & du Comte d'Enghien fils de Soissons qui s'étoit retiré dans une de ses terres, mécontent de ce qu'on avoit refusé à son épouse je ne sai quelle marque de distinction au couronnement de la Reine.

Reine. Après que chacun eut pris sa place, Marie commença un petit discours qu'elle avoit medité. Mais à peine eut-elle dit trois ou quatre mots, que l'abondance de ses larmes l'empêcha de continuer. Si la douleur ou la joie les faisoit verser, ce fut une équivoque, chacun l'interpretoit à son gré. Reprenant la parole après quelques soupirs affectez, ou sinceres, *Je vous ai amené le Roi mon fils*, dit la Reine, *pour vous prier tous d'en avoir soin, comme vous y êtes obligez. Je vous en conjure par la memoire de son pere, par l'amour que vous devez avoir pour vous-mêmes, par le zèle que vous témoignez pour le bien de vôtre patrie. Je lui apprendrai à suivre vos avis dans la conduite de l'État. C'est à vous de lui en donner toujours de bons & de salutaires.* La Reine descendit dans le parquet, feignant de vouloir se retirer pour laisser la liberté d'opiner encore sur la Régence. Les Princes, les Seigneurs, & les Magistrats convaincus qu'il y avoit là plus de cérémonie que de réalité, la prièrent de reprendre sa place. Habile déjà dans l'art de dissimuler, Marie se fit presser assez long-temps. Les instances qu'elle demandoit, parurent faire violence à sa modestie & à sa douleur.

Le jeune Louis ne récita pas mal le discours qu'on lui avoit préparé. On n'avoit pas manqué d'y inferer que le nouveau Roi vouloit suivre *les bons conseils* de son Parlement. C'est un langage que l'an-



1610. cienné coutume fait tenir au commencement d'une minorité, on ne s'en souvient plus dez que l'autorité est une fois bien établie. Anne d'Autriche & son Fils ont dit la même chose. Cependant nous avons vû de nos propres yeux sous le regne present, & nous le verrons encore dans celui dont je fais l'Histoire, que Louis XIII. & son Successeur n'ont que trop écouté les indignes flatteurs qui leur ont inspiré d'aneantir l'autorité d'une Compagnie dont la conservation de la France dépend, & qui fut établie pour servir de frein à l'autorité absolue du Roi. On parloit ainsi du temps de Louis XIII. Et c'est un discours séditieux sous le regne de Louis XIV.

Seyffel  
Hist. de  
Louis XII.  
& dans son  
Livre de la  
Monarchie  
de France,  
1. Part. chap.  
VIII. & X.

Après que le Chancelier eut représenté que le feu Roi avoit témoigné plus d'une fois son intention, que conformément à quelques exemples precedens, la Reine son épouse eût l'administration des affaires, en cas qu'il mourût avant que son fils fût majeur, après la harangue du Chancelier, dis-je, le Premier Président prit la parole : Il exhorta le jeune Prince à se rendre digne d'être appelé *le Pere du peuple*, comme le bon Roi Louis XII, sous le dais duquel il étoit assis, & à suivre les instructions & les exemples que S. Louis a laissez à sa posterité. Servin Avocat General fit de même, & conclut à ce que l'Arrêt donné le jour precedent pour la régence de la Reine fût confirmé par le Roi seant en son Lit de Justice,

en-

envoïé aux autres Parlemens, & publié dans tout le Roïaume. Les harangues de ces deux celebres Magistrats seroient encore dignes de leur gravité & de leur réputation, s'ils y avoient donné des louanges moins excessives à une Princesse qui ne mérita jamais les plus médiocres.

Le nouvel Arrêt étant donné, le Roi sortit au bruit des acclamations du peuple, qui admire toujours ce qui lui frappe les sens. Tout le monde souhaitoit une longue prosperité au Fils du grand Henri, en lui demandant la punition des complices de la mort de son pere. Heureux si les vœux de ses sujets eussent pû lui obtenir les qualitez de l'esprit & du cœur, dont il avoit besoin pour marcher sur les traces des bons Rois qui l'ont précédé en fort petit nombre. Mais il n'avoit pas un assez beau naturel pour acquiescer les vœux, & sa mere ne vouloit pas qu'un bon Gouverneur le formât du moins pour les autres.

Le Comte de Soissons fut extrêmement surpris de trouver tout fait en son absence. Il étoit accouru à Paris accompagné de trois cens cavaliers. Pour appaiser son mécontentement qui éclatoit, on lui donna le Gouvernement de Normandie. La Régente récompensa ensuite ceux qui l'avoient bien servi. Les pensions des Princes de la Maison de Lorraine étoient modiques sous le règne précédent. Sur ce qui cherchoit l'appui des plus grands

Intrigues & cabales à la Cour au commencement de la régence de Marie de Médicis.

1610. ennemis de sa Religion, les fit monter jusqu'à cent mille livres. Le Duc de Guise obtint deux cens mille écus pour payer ses dettes, & la Reine lui promit de le favoriser dans le dessein qu'il avoit d'épouser l'héritière de Joieuse veuve du Duc de Montpensier dont elle n'avoit qu'une fille. Epernon possédoit de si grans biens & de si belles charges, qu'il sembloit être au dessus de toutes les gratifications de la Cour. Il fut récompensé selon son humeur. On lui fit beaucoup d'honneur. On lui donna des marques d'une distinction particulière. La Reine le logea dans le Louvre. *Je ne crois pas,* disoit-elle, *puvoir être en secreté sans lui.* Les Secretaires d'Etat lui communiquoient toutes les dépêches. En un mot, il paroissoit sur le point de se rendre aussi puissant, aussi formidable que sous le règne du foible Henri III.

Vie du Duc  
d'Epernon.  
L. IV.

Le Comte de Soissons rechercha son amitié avec empressement. Bien des raisons l'engageoient à faire les premières avances. Il vouloit se fortifier contre le Prince de Condé qu'on invitoit à revenir prendre son rang à la Cour. La Princesse de Montpensier étoit fille d'une nièce du Duc d'Epernon; le Comte pensoit à faire passer dans sa famille les biens de cette riche Maison, en mariant son fils à l'héritière. La chose ne se pouvoit pas conclure sans le consentement de l'oncle. Enfin, Soissons haïssoit mortellement Sully. Il espiroit qu'Epernon

irrité

mité pareillement contre ce Ministre, 1610. qui avoit rendu à l'un & à l'autre de fort mauvais offices auprès du feu Roi, se joindroit volontiers à lui pour se défaire de leur ennemi commun. Le Duc ne refusa pas l'amitié d'un Prince du sang: mais il nes'engagea pas à le servir dans tous ses projets. Le Comte ne se rebute point: Il propose à son nouvel ami de faire poignarder le Duc de Sully dans le Louvre. Lâcheté indigne je ne dis pas d'un Prince, mais du dernier homme du monde! Elle fit horreur à un Seigneur qui se piquoit de vertu & de probité. Epernon répondit plus civilement qu'il put, que son emploi ne lui permettoit pas de souffrir une pareille violence dans la maison même du Roi. Le Comte trouva ce refus fort mauvais. Cependant l'envie qu'il avoit de s'élever au dessus du Prince de Condé qui occupoit un rang que Saisons croioit lui appartenir véritablement, lui fit dissimuler son chagrin. Epernon devoit-il après cela se foucher de l'amitié d'un homme qui lui découvroit un si méchant cœur? Quelque distingué que soit un Prince par sa naissance & par son credit, il ne mérite que de la haine & du mépris, quand il est capable d'un crime si noir.

Les jalousies éclatèrent, les intrigues redoublèrent quand il fut question de former le Conseil de la Régente. Les Princes du sang prétendoient avec justice y avoir place par le droit de leur naissance.

Mémoires  
del a Régente  
de Marie  
de Médici.

1610. Le Connétable de Montmorenci & le Cardinal de Joieuse ne croioient pas qu'on pût les en exclure. Ceux de la Maison de Guise assurez des bonnes intentions de la Reine, pensoient à se relever. Trop foibles pour se flatter désormais d'obtenir la superiorité qu'ils avoient eue sur celle de Bourbon, les Guises ne desespererent pas de s'égalér du moins aux Princes du sang. Mais ils trouvoient chez eux-mêmes un grand obstacle à leur dessein d'entrer au Conseil. On ne pouvoit pas y appeller deux Seigneurs de la même Maison. Le Duc de Guise en étoit l'aîné. Mais l'âge & l'expérience du Duc de Maienne son oncle devoient le faire preferer. Henri dangereusement malade quelques années auparavant, voulut former un Conseil. Il y nomma ce Seigneur qui s'étoit réconcilié avec lui de fort bonne foi, & qui donna depuis au Roi des marques d'une fidélité inviolable. C'étoit un grand préjugé en sa faveur. Le Duc de Nevers demandoit aussi d'être admis, & il disputoit la préférence aux Guises. Nouveaux embarras de tous côtez.

L'émulation étoit si grande entre le Maréchal de Bouillon & le Duc d'Epernon, qu'il n'étoit pas possible que l'un pût être du Conseil au préjudice de l'autre. Celui-ci étoit considerable par sa charge de Colonel General de l'Infanterie, & par de riches établissemens. La Reine n'auroit osé mécontenter un homme si

à puissant qui venoit de la servir de fort <sup>bonne</sup> ~~1612~~ grace. Bouillon avoit le cœur grand, l'esprit étendu & penetrant, des alliances étroites, & une continuelle intelligence avec les Princes étrangers. La Souveraineté de Sedan le faisoit considérer au dedans & au dehors; personne n'avoit plus de credit que lui parmi les Protestans de France. Le feu Roi le craignoit. Il arrêtoit ce naturel inquiet & ambitieux; mais il ne vouloit pas le pousser à l'extrémité. De maniere que dans une minorité, le Maréchal étoit capable de faire beaucoup de bien, s'il suivoit les lumières de son esprit, ou beaucoup de mal s'il s'abandonnoit trop à ses passions. Il y avoit encore d'autres Seigneurs d'une naissance à prétendre d'entrer au Conseil. Mais ils se trouvoient dans un âge, où les gens de qualité ont plus de penchant au plaisir, que d'empressement à se mêler des affaires d'Etat. Tels étoient le Duc de Vendôme, le Grand-Prieur de France, tous deux fils naturels d'Henri, le Duc de Longueville & le Comte de S. Paul cadet de la même Maison.

Le Chancelier de Silleri, le Duc de Sulli, Villeroi, & le Président Jeannin voioient toutes ces concurrences avec plaisir. Elles leur laissoient l'entiere direction des affaires sous le nom de la Reine. Ces Ministres furent les premiers à lui inspirer de ne mécontenter personne, avant que le premier Prince du sang fût de

1610. de retour , & d'admettre au Conseil tous les grans Seigneurs qui demandoient d'y avoir place. Plus on y recevoit de gens, moins les particuliers y avoient de credit & d'autorité. Cependant les Ministres prenoient chacun leur temps pour entretenir la Régente. Ils avoient soin de préparer les affaires qu'on devoit proposer pour donner en apparence quelque occupation à l'Assemblée; ces Messieurs prevoioient qu'elle degenereroit bien-tôt en cabale, que les uns s'en dégoûteroient d'eux-mêmes , & qu'on pourroit éloigner les autres sous prétexte de les renvoyer à l'exercice de leurs Charges, ou dans leurs Gouvernemens.

Procès &  
execution  
de Ravail-  
lac.

Pendant que ces intrigues occupoient les Courtisans, le Parlement travailloit au procès de Ravillac. Le Premier Président assisté d'un autre & de deux Conseillers l'interrogea plusieurs fois. Tout ce qu'on peut tirer des interrogatoires qui nous restent, c'est que Ravillac étoit un visionnaire, qui s'imaginant sur certaines choses qu'il avoit entendu dire, que le Roi alloit faire la guerre au Pape, & qu'il ne se mettoit pas en peine de convertir les Huguenots, prit la résolution de tuer un Prince qu'il regardoit comme un injuste tyran. Ce que Ravillac avoit appris des sermons où les exécrables Prédicateurs de la Ligue justifioient Jacques Clément, le confirmoit dans cette pensée, que chaque particulier peut ôter la vie à un Prince ennemi du Saint Pere. *Faire la guerre contre*

Mercur  
François.  
1610.

le

*le Pape*, dit Ravallac à ses Juges, *c'est la* 1610  
*faire contre Dieu, d'autant que le Pape est*  
*Dieu, & que Dieu est le Pape.* Cela fait pi-  
 tié. Mais les Princes qui par je ne sai quel-  
 le politique se soumettent à la domination  
 du Pape, & font dépendre leur vie de  
 ces imaginations bouvrées, ne sont-ils point  
 encore plus dignes de pitié que leurs af-  
 fassins séduits par les émissaires de la Cour  
 de Rome? Depuis l'attentat de Jean Châ-  
 tel, Henri eut toujours peur du couteau  
 de la Ligue. L'envie de s'en garantir ne  
 servit pas peu à lui faire rappeler des gens  
 qui avoient trouvé le secret de se rendre  
 formidables aux Souverains. Il combloit  
 encore les Jesuites de nouvelles faveurs.  
 Mais n'étoit-il pas mieux fait pour la sûreté  
 de sa vie, & pour le bien de son Roiau-  
 me, s'il eût écouté les sages remontrances  
 du Premier Président de Harlai?

Fort ignorant d'ailleurs, Ravallac sa-  
 voit si bien soutenir le dogme de la Société  
 des Jesuites & de la Sorbonne *ligueuse*, qu'il  
 étoit aisé de juger que certaines gens  
 avoient pris grand soin de l'en instruire.  
 Mais, soit qu'il voulût faire plaisir à un  
 Religieux, qui l'appellant *son ami*, lui avoit  
 recommandé fort expressément à l'hôtel  
 de Retz, dit-on, de ne point accuser *des*  
*gens de bien*; soit qu'il eût conçu de lui-  
 même un si horrible dessein, le criminel  
 dit constamment jusqu'à la fin de sa vie,  
 qu'aucun François, ni étranger, ne l'a-  
 voit poussé, en quelque manière que ce  
 fût, à tuer un Prince, qui ne lui avoit ja-  
 mais



1610 mais fait de mal, & dont la mort qui qu'il  
punie ne pouvoit pas lui faire du bien. Il  
fut condamné au supplice que les Rois de  
France ordonnent contre de semblables  
parrieides, & l'Arrêt fut exécuté le 27.  
Mai.

Condamna-  
tion du livre  
& de la doc-  
trine de  
Mariana Je-  
suite.

Les démarches que le Parlement fit le  
jour même de l'exécution de Ravillac,  
prouvent que cette Compagnie reconnoit  
fort bien que les écrits & les sermons de  
quelques Docteurs de Sorbonne engagez  
dans la Ligue, & corrompus par les livres  
que les Jesuites publioient pour renouvel-  
ler la pernicieuse doctrine que la Faculté  
de Paris avoit censurée l'an 1577, &  
dont le Concile de Constance confirma  
la condamnation, l'Arrêt, dis-je, que le  
Parlement donna le jour même du sup-  
plice de Ravillac, fit voir que les Ju-  
ges étoient persuadez que ces livres & ces  
prédications avoient mis le couteau dans  
le sein d'Henri & de son prédécesseur.  
Le Parlement ordonne donc que la Fa-  
culté de Paris s'assembleroit au premier  
jour pour confirmer de nouveau son an-  
cienne censure autorisée par le Concile  
de Constance contre ceux qui enseignent,  
*qu'un vassal, ou un sujet, peut & doit mé-  
me en conscience tuer un Tyran quel qu'il soit,  
& l'attaquer par toutes sortes de voies, &  
que cette action n'est point contraire au ser-  
ment de fidélité que les vassaux & les sujets  
font à leur Souverain.* Les Docteurs obéi-  
rent à l'ordre qu'on leur avoit signifié.  
Le Parlement donna le 10. Juin un ar-  
tre

l'Arrêt pour condamner le livre *De Regis* 1610.  
*& Regis Institutione*, de Mariana Jesui-  
 te, à être brulé par la main du Bureau,  
 comme contenant, dit l'Arrêt, *plusieurs*  
*blasphêmes execrables contre le feu Roi Henri*  
*III. & contre les personnes & Etats des Rois*  
*& Princes souverains.*

Les Jésuites ont toujours eu leurs par- Mercure  
 tisans & leurs adversaires. Ceux-là vou- François  
 lurent les disculper : ceux-ci s'éleverent. 1610. &  
 contre la Société avec beaucoup de zèle. 1611.  
 & de véhémence. L'Abbé Dubois prê-  
 choit à S. Eustache de Paris, il entreprit  
 dans un de ses sermons de réfuter les dog-  
 mes de Mariana. Par une figure de Rhé-  
 torique assez vive il y adressa la parole aux  
 bons Peres, & les exhorta fortement à  
 prendre soin de formais, que dans les li-  
 vres publiez au nom de la Compagnie,  
 & avec l'approbation de ses Supérieurs,  
 les Ecrivains n'y missent rien qui pût of-  
 fenser la France ; *A moins que les Jésuites*  
*ne voulussent s'exposer à des dangers que*  
*toute leur prudence fortifiée de l'autorité*  
*de leurs confesseurs, ne pourroit éviter.* Le  
 sermon fit impression sur l'esprit des au-  
 diteurs, ils sortirent fort indignez contre  
 la Société, le peuple parut extraordina-  
 irement animé.

Elle se plaignit à la Reine du sermon  
 de l'Abbé. L'affaire fut renvoyée à l'E-  
 vêque de Paris. Dubois protesta devant  
 le Prélat qu'il ne vouloit point de mal à la  
 Société. *L'amour de la vérité, disoit-il,*  
*la douleur que me cause la mort du Roi, la*  
*juste*

1610. *juste crainte que tout bon Chrétien doit avoir des funestes effets que la doctrine de Mariana peut produire encore: des sentimens raisonnables m'ont fait parler de la sorte.* L'Evêque de Paris n'eut rien à repliquer. Il se contenta d'exhorter le Prédicateur à vivre bien avec tous les serviteurs de Dieu, & particulièrement avec les Jésuites. Mais il eût été plus à propos de persuader efficacement aux bons Peres de pardonner à l'Abbé l'injure qu'ils croioient avoir reçue. Je ne sai comment Dubois eut l'imprudence d'aller à Rome l'année suivante. On ne manqua pas d'y trouver un prétexte pour l'enfermer dans une étroite prison.

La patience du P. Coton Confesseur du feu Roi, n'étoit pas à l'épreuve d'un déchainement presque general contre ses confrères. Il resolut d'écrire pour justifier la Société sur ce qu'on lui imputoit, à l'occasion du livre de Mariana. Ses amis sages & clairvoians conseilloyent à Coton de ne rien dire, de peur de se méprendre dans une matière si délicate à manier. On fut surpris qu'un homme qui connoissoit le monde, & qui ne manquoit pas de prudence, n'eût pas suivi un si bon avis. Il publia une longue lettre adressée à la Reine, pour persuader aux gens que Mariana est un particulier desavoué par la Compagnie, laquelle a des sentimens fort droits sur l'autorité des Souverains & sur l'obéissance qui leur est due. La chose arriva comme les amis des  
Je-

Jesuites l'avoient predit. On fit courir in- 1610.  
continent plusieurs écrits contre la lettre  
de Coton. Elle étoit, disoit-on, pleine  
d'équivoques & d'artifices grossiers. On  
lui insultoit sur un prétendu desaveu qui  
paroissoit forcé & donné à la nécessité du  
temps. *Il vient un peu tard*, disoit-on ma-  
lignement aux bons Peres ; *mais il ne sera*  
*peut-être pas inutile aux enfans de celui qu'un*  
*ne pareille doctrine a mis au tombeau.*

Certes, les moiens de défense du P. Co-  
ton étoient foibles, & mal concertez. Ce  
qu'il disoit des plaintes de sa Congrégation  
Provinciale tenue à Paris quelques années  
auparavant, & de la réponse du General  
Aquaviva, donnoit de l'avantage aux ac-  
culateurs de la Compagnie. Les Jesuites  
François aiant demandé à leur premier  
Supérieur d'arrêter la licence, & de sup-  
primer les livres de quelques Auteurs qui  
écrivoient au préjudice de la France, voici  
ce que le R. Pere leur répondit. *Nous*  
*avons approuvé le jugement & le soin de*  
*votre Congrégation. Et nous avons été gran-*  
*dement attristez qu'on ne se soit apperçu de*  
*cela qu'après l'impression de tels livres. Nous*  
*avons ordonné qu'on les corrigeât, & nous*  
*aurons soin désormais qu'il n'arrive quelque*  
*chose de semblable.* Cela est bien froid &  
bien équivoque pour une opinion qui per-  
met d'attenter à la vie des Rois & des  
Souverains. On voit là quelques ména-  
gemens de la prudence des enfans du sie-  
cle, mais on n'y trouve pas le desaveu  
formel d'un dogme exécrationnable, dont les  
désa-

1810. défenseurs méritoient une punition exemplaire.

Il faudroit être bien simple pour croire que les Supérieurs de la Société ne se sont apperçus de ce que Mariana & ses semblables ont écrit, qu'après la publication de leurs Ouvrages. Ne fait-on pas quels sont les statuts de la Compagnie pour l'impression des livres ? C'est fort inutilement que Coton cite quelques Auteurs Jésuites d'un sentiment contraire à celui de Mariana. Que parmi tant d'habiles gens, il ne s'en trouvât pas un qui soutint que l'homicide est absolument défendu dans la Loi de Dieu, ce seroit une chose fort extraordinaire. Mais il suffit que la Compagnie ait permis l'impression du livre de Mariana & des autres, afin qu'on puisse raisonnablement lui imputer de les approuver, ou du moins de ne les pas condamner comme mauvais. Ces Ecrivains y passent pour des Auteurs graves. Or dans les principes de la *probabilité*, dogme que la Compagnie a enfanté, ou adopté dans toutes les formes, Jacques Clément a pu sur l'autorité de Mariana assassiner Henri III. Et son Successeur étoit tuable en sûreté de conscience, pour le moins dans le temps que Sixte V. & Grégoire XIV. lançoient contre lui tous les foudres du Vatican.

Obsèques  
d'Henri IV.

Les Jésuites soutinrent les assauts les plus violens de la part des Prédicateurs de Paris au temps des obsèques d'Henri. La cérémonie s'en fit avec la pompe accou-

coutumée. Le cœur fut porté au Collège des Jésuites que le Roi avoit fondé à la Flèche en Anjou. Il l'avoit ainsi ordonné avant sa mort. Coton y fit l'Oraison funèbre. Le corps fut mené premièrement dans l'Eglise Cathédrale de Paris, & de là conduit au lieu de la sépulture ordinaire des Rois de France. L'Evêque d'Aire prononça l'éloge du feu Roi à Notre-Dame, & celui d'Angers à S. Denis. Quoiqu'Henri ait peut-être mérité aux yeux du monde le surnom de *Grand*, ses vertus & ses actions ne méritoient pas que l'Eglise Romaine interrompît ses Mystères, pour en faire l'éloge dans une chaire, qui ne devoit être consacrée qu'à la prédication de la vérité.

Que pouvoit-on dire chrétiennement à la louange d'un Prince mort dans plusieurs habitudes criminelles, sur le point de mettre toute l'Europe en feu, & de causer une si grande effusion de sang, pour contenter son ambition, pour se venger de ses ennemis qui n'étoient plus en état de lui faire du mal, pour retirer avec éclat d'entre leurs mains une Princesse que son Epoux vouloit mettre à couvert des poursuites & des sollicitations d'un Roi à qui l'amour faisoit perdre le sens & la raison ? Sa prétendue conversion fut à des Orateurs plus prophanes que Chrétiens, un beau champ pour exercer leur éloquence. Le triomphe qu'ils firent d'une conquête si importante, leur servit à couvrir une vie remplie de crimes,

1610. mes , & une mort sans pénitence. Mais ont-ils été jamais bien affûrez qu'Henri fût sincèrement Catholique ? Laissons cela au jugement de Dieu. S'il est vrai que ce Prince ait pû venir à bout de mettre sa conscience en repos sur le chapitre de la Religion , sa vie deréglée ne fit pas grand honneur à la Communion que la politique lui fit vraisemblablement embrasser. Les Evêques flatteurs qui le louoient après sa mort , n'eurent jamais le courage de le reprendre de ses débauches , & de lui dire publiquement la verité , comme les Ministres Protestans l'avoient fait avant qu'il les eût abandonnez.

Bonnes &  
mauvaises  
qualitez  
d'Henri IV.

Durant & après ses obsèques , les personnes éclairées parlèrent différemment des qualitez & des actions du Roi , auquel on rendoit les derniers devoirs. Les uns admiroient son bonheur d'être parvenu à la Couronne d'un degré si reculé , que certaines gens douterent que le droit de succession pût s'étendre si loin. Ils louoient sa valeur dans les combats , son intrépidité dans les occasions les plus périlleuses , son expérience & son habileté dans le commandement des armées , sa modération dans la bonne fortune , sa constance dans l'adversité , sa clémence à l'égard de ses plus grans ennemis , son affabilité , son amour pour ses sujets , sa prudence à ne les pas pousser à l'extrémité , & à les laisser revenir eux-mêmes de leur égarement , lors qu'ils alloient  
au

au delà du murmure , enfin la douceur 1610.  
avec laquelle il recevoit leurs remontrances.

D'autres plus pénétrans disoient qu'il y avoit souvent plus de temerité que de prudence dans la bravoure d'Henri, qu'il s'exposoit aux dangers sans nécessité, qu'il avoit manqué de conduite & de prevoiance en plusieurs occasions , que s'il eût trouvé un ennemi plus actif & plus habile que le Duc de Mayenne , il auroit été contraint de se réfugier en Angleterre un peu après la mort de son predecesseur , que les Chefs de la Ligue furent mieux recompensez que ceux qui l'avoient servi avec le plus d'attachement & de fidélité ; qu'au lieu d'être libéral il étoit prodigue pour des gens qui ne méritoient rien ; qu'il donnoit avec profusion à ses maîtresses & à ceux qui le servoient dans ses plaisirs ; qu'il avoit une passion demeurée pour le jeu , & qu'il y témoignoit une avarice peu convenable à un grand Prince, qu'en faisant mine de vouloir soulager le peuple , il établissoit de nouveaux impôts, qu'il avoit achevé d'introduire dans l'Etat le désordre de la vénalité des Charges.

Les malins n'épargnèrent pas son domestique. On blâmoit hautement la manière dont il avoit abandonné la Reine Marguerite à son humeur galante ; *plus indolent que l'Empereur Claude*, disoit-on, *il souffroit que cette nouvelle Messaline reconnue pour son épouse légitime, se deshono-*



1610. *rât tout publiquement. Voulott-il à ses propres dépens apprendre à ceux, dont il debauchoit les femmes, à devenir maris commodes? On parloit avec indignation de ses démarches pour épouser Gabriële d'Étrées, & de son ingratitude envers Harlai de Sanci dépouillé de ses Charges pour lui avoir dit librement sa pensée sur un mariage si honteux. On se moquoit de la promesse donnée par écrit à la Marquise de Vernueil de la prendre pour femme, au cas qu'elle lui fit un garçon dans l'année; de ses brouilleries presque continuelles avec la Reine, dont la jalousie caufoit des éclats ridicules, de sa facilité à souffrir l'insolence de la Vernueil qui parloit de la Reine avec le dernier mépris. Tant il est vrai que la plus saine partie du monde ne juge pas de la solidité du mérite d'un Prince par les éloges étudiés qu'on en fait, par les surnoms que l'adulation lui donne, par les statues qu'on lui dresse, par les magnifiques inscriptions gravées sur le marbre & sur le bronze.*

On refout  
dans le Con-  
seil de la  
Régente de  
secourir Ju-  
liera.  
Mémoires  
de la Régen-  
ce de Marie  
de Médicis.

Quelque temps avant que le corps d'Henri fût dans le tombeau, on avoit agité dans le Conseil secret de la Régente, l'affaire des armées que le feu Roi avoit mises sur pied, & dont l'entretien coûtoit extrêmement. Les avis furent différens. *Il n'est plus temps, disoient quelques-uns, de donner de l'ombrage à la Maison d'Autriche. Un ennemi puissant & artificieux trouvera le moien de causer des brouilleries dans l'Etat. Sa Majesté Catholique a*

*fait*

*fait proposer au feu Roi, le double mariage 1610. de l'Infante avec Mr. le Dauphin, & du Prince d'Espagne avec Madame fille aînée de France. Il faut congédier les troupes qui donnent de la jalousie au Roi d'Espagne, & reprendre la négociation des deux mariages pour s'allier fortement avec lui. C'étoit ce que Marie fouhaitoit avec le plus d'ardeur. Prévenue par ses confidens Italiens que la Cour de Madrid avoit corrompus, la nouvelle Régente s'imaginoit que l'établissement de son autorité dépendoit de sa bonne intelligence avec le Pape & le Roi d'Espagne.*

Celui-ci avoit véritablement fait quelques démarches avant la mort d'Henri, pour conclure cette double alliance que Paul V. tâchoit de ménager. La Cour de Rome esperoit d'y trouver son avantage. Persuadée qu'il n'étoit pas possible de ruiner les Protestans sans le concours des deux Couronnes, elle travailloit de toute sa force à former une étroite alliance entre ces deux Puissances rivales. Tandis que l'une travailleroit à la perte des Protestans du côté de l'Allemagne & des Pais-bas, on projettoit d'engager l'autre à reduire les Reformez de France. Le Roi de la Grande-Bretagne & les deux Couronnes du Nord, on ne s'en mettoit pas beaucoup en peine. Le premier ne paroissoit pas trop difficile à gagner. La Suède étoit occupée contre le Roi de Pologne, qui s'efforçoit de rentrer dans les Etats, dont il se croyoit

C 2

in-

1610. injustement dépouillé. Celui de Danemark incapable de rien faire par lui-même, on ne doutoit pas qu'il ne se rangeât du parti que Jacques I. son beau-frere embrasseroit.

Tel étoit le plan de la Cour de Rome & de celle de Madrid. Mais Henri connoissoit trop bien ses propres interêts, & ceux de toute l'Europe, pour donner dans le piège qu'on lui tendoit. Bien loin de vouloir entendre au double mariage qu'on lui proposoit, il promit sa fille aînée au Prince de Piémont, & il envoya Bassompierre en Lorraine pour traiter avec le Duc, qui n'avoit point d'enfans mâles, du mariage de l'aînée de ses filles avec le Dauphin de France. De qu'Henri fut mort, la Cour de Rome reprit la négociation de l'alliance entre les deux Couronnes par un double mariage. La Régente l'avoit toujours désirée, & les pensionnaires secrets de l'Espagne l'appuièrent de toutes leurs forces dans le Conseil de France.

Le Chancelier fut du nombre de ceux qui l'approuvèrent. Mais il eut assez de raison pour s'opposer à ceux qui proposoient que toutes les troupes fussent promptement congédiées. *Voulons-nous faire déjà croire au monde, dit-il, que nous tremblons devant le Roi d'Espagne? Voulons-nous donner de la desiance à nos meilleurs alliez? Ils vont croire que nous pensons à les abandonner. Qui recherchera désormais l'alliance de cette Couronne? Je suis d'avis qu'on conserve l'armée de Champagne, & qu'on envoie*

*avis du secours à Juliers pour en chasser l'Archiduc Leopold. Celle du Dauphiné donne plus de jalousie à l'Espagne : un Maréchal de France Protestant la commande. On la doit congédier pour ces deux raisons. Mais la prudence ne permet pas de desarmer entièrement avant le retour de Mr. le Prince, avant une connoissance certaine des dispositions de la Cour d'Espagne, avant le parfait établissement de l'autorité du Roi & de la Reine Régente.*

Cet avis parut le meilleur. Le choix d'un General pour conduire le secours destiné aux Etats de Clèves & de Juliers, causa de nouveaux embarras. Le Maréchal de Bouillon prétendoit à cet emploi, & Villeroi lui en avoit donné quelques esperances. Cependant le Maréchal de la Châtre lui fut preferé. On ne vouloit pas donner à un Protestant habile & suspect le commandement d'une armée qui devoit se joindre à celle du Prince Maurice son ami & son beau-frere. Bouillon fit grand bruit. *Ma Religion, disoit-il, m'exclura-t-elle desormais des emplois dus à mon rang, & à mes services? Dez que Mr. le Prince mon ami & mon allié sera de retour, formons un parti contraire au nouveau triumpvirat du Comte de Soissons, du Duc d'Epemon, & du Cardinal de Joieuse. Ces gens veulent se rendre maîtres des affaires.*

Pour empêcher que les Princes ou les Seigneurs mécontents ne soulevassent le peuple, ou les Protestans, on avoit eu soin de contenter tout le monde. Cinq-  
Edits révo-  
quez pour le  
soulagement  
du peuple.

1610. quante-quatre Edits à la charge du peuple furent révoquez, plusieurs commissions surfisées, & le prix du sel diminué de la quatrième partie. On appaisa la défiance des Protestans par une Déclaration qui confirmoit l'Edit de Nantes, quoique, faisoit-on dire au jeune Roi, cette formalité ne fût pas nécessaire à l'égard d'une loi *irrévocable & perpétuelle*. Ceux qui avoient le plus de credit dans le Parti furent encore gagez par des presens. La

Declaracion  
en faveur  
des Protec-  
tans.  
  
Mercure  
François.  
1610.

Vie de Mr.  
du Plessis-  
Mornai.  
Livre II. à  
la fin.

Régente fit dire à du Plessis-Mornai, qu'il pouvoit demander ce qui lui conviendrait le mieux, & que Sa Majesté le lui accorderoit volontiers. *On ne me reprochera jamais*, répondit ce sage & religieux Gentilhomme, *que j'aie voulu profiter du malheur de ma patrie, ni extorquer la moindre chose à un Roi mineur & à sa mere affligée. Si la Reine veut bien ordonner que je sois païé de ce qui m'est dû depuis longtemps, je regarderai l'ordre qu'elle m'enverra comme une nouvelle gratification.*

Retour du  
Prince de  
Condé.

Les affaires étoient dans cette situation, lors que le Prince de Condé se dispoisoit à revenir en France. Deç que le Comte de Fuentes eut appris la mort d'Henri, il employa toute l'adresse de son esprit à persuader au Prince de ne pas négliger une si belle occasion de se faire Roi. *Le di-*

Mémoires  
de la Régén-  
ce de Marie  
de Médicis.

*vorce de votre parent avec Marguerite de France, & son mariage avec Marie de Médicis, lui dit l'artificieux Espagnol, sont contraires aux loix Divines & Ecclesiastiques. Abandonnez vous une Couronne qui doit*

*vous*

*vous appartenir ? Ayez le courage de faire valoir votre droit : vous ne manquerez ni de force, ni d'appui. Je vous offre toute la puissance du Roi mon maître. Si l'autorité du S. Siege est intervenue dans le divorce d'Henri, on trouvera le moyen d'engager Paul V. à déclarer nul ce que son Prédecesseur a fait. La chose n'est pas sans exemple.* Fuentes fit proposer le projet au Pape, qu'il le rejetta. Condé ne l'écouta pas non plus; soit que le dessein lui parût chimérique: soit que se souvenant des procédures faites contre Charlotte de la Trimouille sa mere, il n'osât pas entreprendre de contester l'état des enfans d'un Roi, qui avoit employé toute son autorité pour lui assurer le sien, que bien des gens croioient assez douteux. Condé alla de Milan à Bruxelles prendre la Princesse son épouse. Les Espagnols lui firent encore les mêmes offres, & le Nonce Bentivoglio en porta la parole au Prince. Ferme dans la résolution de se contenter du rang qu'il avoit en France, il ne se laissa point leurrer par une apparence si trompeuse, il se dispose donc à la revenir prendre à la Cour. La Régente l'en pressoit tous les jours, & ses amis l'attendoient avec impatience.

Ceux de la Maison de Lorraine, le Maréchal de Bouillon, & le Duc de Sul-  
li allèrent au devant de lui jusqu'à Senlis. C'étoit un nouveau parti qui commen-  
çoit à paroître. La Régente en eut de l'om-  
brage. Le Comte de Soissons, le Duc

Arrivée du Prince de Condé à Paris.

1610. d'Epéron, & le Cardinal de Joieuse, craignant qu'on ne voulut les chasser de la Cour, pensèrent à se défendre. Marie effraïée pour elle-même, écouta volontiers l'avis qu'on lui donna de faire prendre les armes aux Parisiens. On élut de nouveaux Capitaines, qui prêterent serment à la Reine dans l'hôtel de ville. En moins de huit jours plus de cent mille hommes furent armez. Cependant Condé entra dans Paris accompagné de quinze-cens Gentilshommes. Il avoit reçu différens avis, qu'à la sollicitation du Comte de Soissons, la Régente vouloit s'assurer de sa personne & de celle du Maréchal de Bouillon. Mais le bon accueil que Leurs Majestez firent au Prince, dissipa les soupçons qu'on avoit voulu lui donner.

Deux puissans partis à la Cour.  
Le Prince de Condé à la tête de l'un, le Comte de Soissons Chef de l'autre.

Il déclara d'abord qu'il ne pensoit nullement à contester la Régence, dont la Reine étoit en possession. Cependant les fréquens conseils qu'il tenoit avec les principaux de son parti, tantôt à l'hôtel de Mayenne, tantôt à l'Arsenal, donnèrent une extrême jalousie. Le Duc de Sulli Maître de l'Artillerie qui étoit là, & de l'argent que le feu Roi avoit mis à la Bastille, pouvoit fournir à Condé les moïens d'entreprendre quelque chose de considérable. Il n'en eut pas le courage, soit que l'armement des bourgeois rompit ses mesures, soit que les Guises unis avec lui songeassent plus à leurs propres intérêts, qu'à l'agrandissement d'un Prince na-

naturellement ennemi de leur Maison. 1610.  
 Aussi firent-ils assurer la Reine en secret,  
 qu'ils ne s'étoient liez à lui, que pour se  
 mettre à couvert des mauvais desseins du  
 Comte de Soissons, qui cherchoit à les  
 abaisser, & qu'ils seroient les premiers à se  
 séparer du Prince, s'il se déclaroit jamais  
 contre Sa Majesté.

Condé auroit pû se passer des Guises,  
 & faire trembler la Reine, le Comte de  
 Soissons, & tous ceux du parti oppo-  
 sé, en suivant le conseil du Maréchal *Memoires*  
 de Bouillon. C'étoit de rentrer dans *du Duc de*  
 l'Eglise Reformée dont Henri IV. l'avoit *Rohan.*  
 tiré malgré lui, & de se déclarer le pro-  
 tecteur des Protestans en France. Ap-  
 puié de l'experience & du crédit de  
 Bouillon, sur de l'argent de la Bastille  
 que Sulli pouvoit lui mettre entre les  
 mains, fortifié d'un bon nombre de Suis-  
 ses que Rohan leur Colonel General lui  
 auroit amenez, suivi de toute la No-  
 blesse Protestante qui se seroit donnée à  
 lui, maître de plusieurs bonnes villes bien  
 fortifiées: avec de si grans avantages, le  
 premier Prince du sang auroit balancé  
 l'autorité de la Régente, & se seroit ren-  
 du redoutable au dedans & au dehors.  
 Mais il ne fut jamais bon qu'à s'enrichir  
 comme un Gentilhomme de campagne  
 avare & chicaneur, à raisonner sur un  
 point de Jurisprudence, & à discuter une  
 question de la Theologie de l'Ecole. On  
 lui avoit mis dans l'esprit de demander la  
 survivance de la dignité de Connétable.



1610. il eut le chagrin de se voir refusé. Tropheux d'obtenir l'hôtel de Gondi; maintenant de Condé, que la Régente acheta pour lui.

Le Maréchal de Bouillon entreprend de réunir les deux partis.

Dez que le Maréchal de Bouillon se fut apperçu, que le Prince, sur lequel il avoit compté, n'avoit ni assez de genie, ni assez de courage, pour marcher sur les traces de ses Predecesseurs, il resolut de s'accommoder avec la Cour. Bouillon eût bien voulu se mettre lui-même à la tête des Protestans de France : il y avoit pensé sous le Regne precedent. Mais les Ducs de Sulli & de Rohan, le Maréchal de Lesdiguières, & plusieurs autres personnes considérables dans le Parti, n'étoient pas de ses amis. Le voilà donc qui fait de nouvelles protestations de son attachement au service de Leurs Majestez. Il propose au Marquis de Cœuvres la réunion des deux Princes. *Je me charge d'y disposer Condé*, dit le Maréchal au Marquis, *si vous voulez négocier cette affaire avec Soissons qui vous considère. Silleri, Villeroi, & Jeannin gouvernent pendant que les Princes & les grans Seigneurs sont divisez entr'eux. Reunissons les deux partis opposez, sans préjudice de l'autorité de la Reine : c'est le seul moien d'éloigner les Ministres trop puissans, & de reduire les autres au simple exercice de leurs charges.*

La Reine traverse la réunion des Princes & des grans Seigneurs.

Le Comte de Soissons eut peur que ce ne fût là un artifice du Maréchal. Il s'imagina que si ceux de son parti écoutoient la proposition que Bouillon leur faisoit, il en avertiroit la Reine qui se défieroit après

après cela du Comte & de ses amis. Le 1610. Cardinal de Joieuse fut d'un sentiment contraire : peut-être cherchoit-il sincèrement le bien & le repos de l'Etat. Le Cardinal obtint le consentement de Soissons pour négocier cette réunion avec le Maréchal. La Reine à qui le Comte avoit communiqué l'accommodement proposé, fit semblant d'en être contente. Cependant Marie le traversa sous main. Les Ministres lui avoient fait comprendre que si les deux Princes du sang, le Connétable de Montmorenci, les Ducs de Guise & d'Epemon, le Maréchal de Bouillon, le Cardinal de Joieuse, étoient une fois d'accord ensemble, son autorité diminueroit considérablement. La Régente crut qu'il valoit mieux entretenir la jalousie & la mesintelligence entre les partis opposez, & gagner les Chefs de l'un & de l'autre par ses bienfaits.

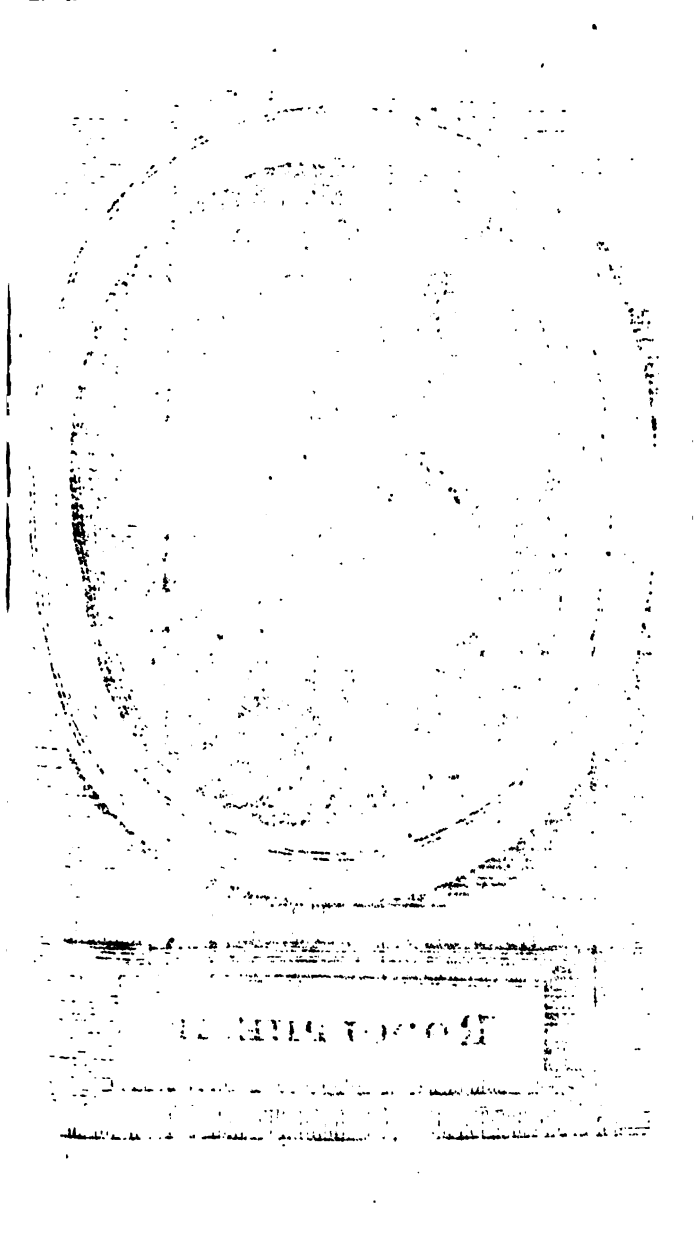
Tant de projets déconcertez firent prendre au Maréchal de Bouillon la résolution de se retirer à Sedan : aussi bien se préparoit-on au voiage de Rheims pour le Sacre du Roi. La Religion du Maréchal ne lui permettoit pas d'y assister. Mais avant que de quitter la Cour pour quelque temps, il voulut se faire un ami puissant auprès de la Régente. C'est Conchini mari de Leonora Galigai confidente de Marie de Médicis. Il avoit acheté depuis peu le Marquisat d'Ancre en Picardie. Et comme sa faveur augmen-

Elevation  
de Conchini  
nouveau  
Marquis  
d'Ancre.

1610. Gouvernemens de Peronne, de Montdidier, & de Roie dans la même Province. Une si prompte élévation donna de l'inquietude aux Ministres. On ne sait si le Comte de Soissons & ceux de son parti négligerent un nouveau Favori, qu'ils ne croioient pas encore en état de les servir, ou de leur nuire. Quoi qu'il en soit, Conchini tâcha d'acquiescer la bienveillance du Prince de Condé. Il fut l'instrument que la Reine employa pour détourner le Prince & le Duc de Guise d'entendre à l'accommodement proposé par le Maréchal de Bouillon. Celui-ci avoit trop de pénétration pour ne pas voir que l'amitié du Marquis d'Ancre pouvoit lui être d'une grande utilité. Il offrit de se démettre de sa charge de premier Gentilhomme de la Chambre, si Conchini la vouloit acheter, le marché en fut bien-tôt conclu.

Vûs du Roi  
d'Espagne  
en renouant  
la negocia-  
tion du dou-  
ble mariage.

Tous les Princes étrangers, la République de Venise, & celle des Provinces-Unies avoient envoyé des Ambassadeurs extraordinaires au nouveau Roi. Les anciennes alliances furent renouvelées, & Louis reçut solennellement dans l'Eglise des Feuillans, la Jarretière que l'Ambassadeur d'Angleterre lui apportoit de la part de Jacques I. Le Duc de Feria parut avec beaucoup de pompe & d'éclat au nom du Roi d'Espagne. N'ayant pu venir à bout de brouiller la France par le moyen du Prince de Condé, Philippe fit offrir ses forces à Marie contre tous ceux qui voudroient la trou-



11 AUG 1961



RODOLPHE. II

troubler dans sa Régence. L'Ambassadeur <sup>1616</sup> proposa encore le double mariage dont son maître avoit fait les ouvertures au feu Roi. Philippe savoit bien qu'il ne pouvoit rien offrir qui fût plus agreable à la Régente. La situation presente des affaires de la Maison d'Autriche demandoit encore qu'elle conclût promptement un traité, qui lui donneroit le temps d'ajuster ses affaires en Allemagne, & qui causeroit de la jalousie & de la défiance aux Princes Protestans alliez de la France. Et parce que le mariage ne pouvoit pas être terminé si-tôt, le Roi d'Espagne tira parole de Marie, que la France ne se mêleroit point des affaires de la Maison d'Autriche en Allemagne: & il s'engagea reciproquement à ne point écouter les propositions que les mécontents de France lui pourroient faire. Voici ce qui embarrassoit la Cour de Madrid.

L'Empereur Rodolphe extrêmement <sup>Brouilleries</sup> cassé, ne paroissoit pas devoir vivre long-temps. Il étoit question d'assurer l'Empire dans la Maison d'Autriche par l'élection d'un Roi des Romains. Rodolphe vivoit en mauvaise intelligence avec <sup>de l'Empereur Rodolphe avec l'Archiduc Mathias son frere.</sup> ses freres, & les Protestans étoient fort puissans. Le Roi d'Espagne craignoit qu'on ne se servît d'une occasion si favorable pour ôter l'Empire d'une Maison qui le possède depuis trop long-temps sans aucune interruption, & qui cherche à le rendre hereditaire. L'Archiduc Mathias profitant de la foiblesse de l'Em-

1610. pereur son frere, avoit ménagé l'an 1608. une confédération entre les Etats de Hongrie & ceux d'Autriche. Il marcha quelque tems après vers la Moravie, à la tête d'une armée de vingt-mille hommes, dans le deffein de contraindre Rodolphe à lui ceder le Roiaume de Hongrie, l'Archiduché d'Autriche, la Stirie, & la Moravie. Mathias prenoit le prétexte de la mauvaise administration, & des infractions faites aux privilèges de ces pais, qui à l'exemple des anciens Germains, n'ont jamais donné à leurs Princes un pouvoir arbitraire & fans bornes: maxime fondamentale du gouvernement de tous les Etats formez du debris de l'Empire Romain.

Philippe II. Roi d'Espagne avoit tenté d'abolir les privilèges de ses Provinces hereditaires des Pais-bas: Et il les ôta en effet au Roiaume d'Arragon dont le premier Magistrat avoit voulu s'opposer à l'injuste oppression du malheureux *Antonio Perez*. L'Archiduc Mathias proche parent de Philippe, mieux instruit que ce cruel tyran dans les maximes du légitime gouvernement, ne fit pas difficulté de se mettre à la tête des Provinces Unies pour la défense de leur liberté contre les Espagnols. Maintenant le même Archiduc fait, sans aucun scrupule, la guerre à son propre frere, qui viole les privilèges des Etats de Hongrie & d'Autriche. Si Rodolphe leur avoit donné un juste sujet de se soulever contre lui, ce n'est pas

pas ici le lieu d'examiner ce fait. Je re- 1610  
marque seulement que dans les premières années d'un siècle malheureux, où la tyrannie s'est établie presque par tout, il s'est trouvé des Princes de la Maison d'Autriche, qui ont cru que leur conscience & leur Religion leur permettoient d'exciter les peuples à défendre la liberté de la patrie, & de marcher à la tête d'une armée contre leur propre frere.

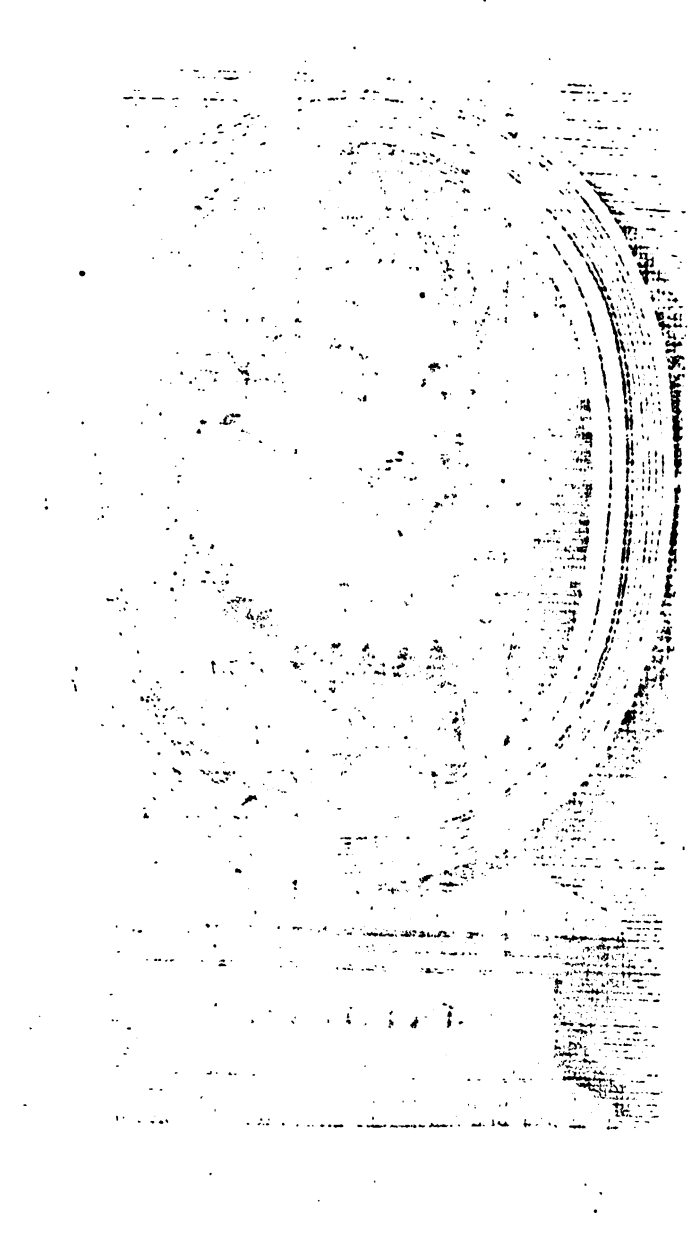
Dez que l'Empereur connut les desseins de l'Archiduc, il convoqua les Etats de Bohême, il leva des troupes, il écrivit aux Electeurs & aux Princes de l'Empire pour leur demander du secours. Il y avoit en Bohême deux puissans partis opposez sur la Religion; les Catholiques & les Evangeliques. Sous le nom d'*Evangeliques*, on comprenoit les anciens Hussites & ceux de la Confession d'Ausbourg, & les Reformez. Les Etats de Bohême furent composez de gens de l'un & de l'autre parti. Ils presentèrent à l'Empereur divers articles pour le réglemeut de la police & de la justice. Les Evangeliques demandèrent en particulier, que ceux du Clergé ne se mêlassent point des affaires civiles, qu'ils ne jugeassent plus les contestations sur les mariages; qu'ils n'eussent plus le pouvoir d'acquiescer des immeubles sans le consentement des Etats du Roiaume; que toutes personnes fussent admises aux Charges de Judicature sans aucune distinction de Religion. Rodolphe consentit à ce que  
les



1610. les Etats lui demandoient. Mais ce qui concernoit la Religion , fut remis à la prochaine assemblée, on l'indiqua pour la fin du mois de Septembre suivant. Les Etats jurèrent ensuite d'employer leurs biens & leurs vies pour le service de l'Empereur.

Traité de  
paix entre  
les deux  
freres.

Mathias étoit déjà aux portes de Prague avec son armée. Après quelques négociations les deux freres convinrent de nommer des Députés de part & d'autre pour conférer ensemble dans un village voisin. La paix y fut conclue à certaines conditions. Je rapporterai les principales ; que l'Empereur se démettoit du Roiaume de Hongrie ; que les Etats du pais n'éliroient point un autre Roi que l'Archiduc Mathias ; que Rodolphe lui cederait & à ses enfans mâles l'Archiduché d'Autriche , sans s'y réserver aucun droit ; qu'il succéderoit au Roiaume de Bohême en cas que l'Empereur mourût sans enfans mâles ; que les Etats de Bohême ratifieroient cet article ; que l'Archiduc leur promettoit de maintenir tous leurs privilèges , si le Roiaume lui venoit ; que Mathias & ses héritiers auroient l'administration de la Moravie avec le titre de Marquis ; que dans les assemblées des Etats des pais cede par Rodolphe , l'Archiduc auroit soin de faire accorder à l'Empereur une contribution annuelle. Le Traité ratifié de part & d'autre , Mathias s'en va prendre possession de l'Archiduché d'Autriche. Les Ca-





**Catholiques** lui font serment de fidélité : 1610  
~~mais~~ les Protestans le refusent, & se met-  
 tent sous les armes. A la persuasion de  
 Leopold d'Autriche Evêque de Stras-  
 bourg, de Mellini Cardinal & Nonce du  
 Pape, & de Forgatfi Evêque de Vienne  
 & Cardinal, le nouveau Souverain avoit  
 publié un Edit pour défendre à tous ses  
 sujets d'Autriche de faire aucun exercice  
 de la Religion Protestante.

De Vienne Mathias passe en Hongrie. Mathias est  
 Avant que de proceder au couronnement élu & cou-  
 du nouveau Roi, les Seigneurs du pais ronné Roi  
 lui presenterent plusieurs articles à jurer, de Hongrie.  
 que l'exercice de la Religion Protestante  
 seroit libre dans toutes les villes, sans en  
 excepter celle de la residence du Roi;  
 qu'on éliroit un Palatin, qui auroit l'ad-  
 ministration des affaires conjointement  
 avec les Senateurs, en cas que le Roi ne  
 demeurât pas en Hongrie; que les Je-  
 suites n'y seroient point soufferts, &  
 qu'on reprimeroit la licence des Eccle-  
 siastiques. A ces conditions & à quel-  
 ques autres, Mathias fut proclamé Roi,  
 & couronné solennellement à Presbourg  
 l'an 1608.

Les Protestans d'Autriche avoient de Mécontentement des  
 puté à ceux de Hongrie, pour les prier Protestans  
 d'intervenir en faveur de leurs freres au d'Autriche  
 près de Mathias, & pour demander du appaisé.  
 secours en vertu de la ligue offensive &  
 défensive, qui subsistoit entre les Etats  
 de Hongrie & ceux d'Autriche, si Ma-  
 thias persistoit à refuser le libre exercice  
 de

1610. de la Religion Protestante en Autriche. Il répondit aux instances que les Seigneurs Protestans de Hongrie lui firent, qu'il vouloit laisser les choses comme l'Empereur Maximilien son pere les avoit réglées. *Les égards, disoit-il, que je suis obligé d'avoir pour le Pape & pour le Roi Catholique, ne me permettent pas d'accorder aux Protestans l'exercice de leur Religion dans les villes d'Autriche. Qu'ils desarmant; je le leur permettrai au dehors. Ceux de l'une & de l'autre communion seront encore indifféremment promus aux Charges de Judicature.* Les Seigneurs de Hongrie trouverent la proposition raisonnable, & ils conseillèrent aux Protestans d'Autriche de les accepter plutôt que de faire la guerre.

On ne put pas s'y résoudre sur l'heure. Après quelques mouvemens, l'affaire fut terminée l'an 1609. à la requête des Etats de Moravie, & par les soins de l'Archiduc Maximilien frere de l'Empereur & du Roi de Hongrie. Mathias consentit que les Seigneurs & les Gentils-hommes Protestans d'Autriche eussent le libre exercice de leur Religion dans leurs châteaux, dans leurs villages, & dans leur maison particuliere pour leur famille seulement, quand ils seroient en ville; que le libre exercice demeureroit en trois villes spécifiées dans le traité, où les Temples seroient également partagés entre les Catholiques & les Protestans; que toutes les Charges se donneroient indifféremment aux sujets capables, de

de l'une & de l'autre communion. Les <sup>1610.</sup> Protestans se soumirent après cela, & ils prêtèrent serment de fidélité au nouveau Prince.

L'Empereur avoit de plus longues & de plus difficiles contestations avec les Evangéliques de Bohême. L'assemblée des Etats indiquée à la fin de Septembre en 1609. fut remise au mois de Janvier suivant. Les Catholiques Romains firent tout ce qu'ils purent pour aigrir Rodolphe contre les Evangéliques, & pour lui persuader que ceux-ci n'avoient l'exercice de leur Religion, que par une simple tolérance. *Le serment des sujets est relatif à celui du Souverain*, dirent alors les Evangéliques indignez de ce que Rodolphe écoutoit les conseils de certaines gens. *Si l'Empereur ne veut pas garder le serment qu'il nous a fait, nous voilà pleinement déchargés de celui que nous lui avons prêté.* Rodolphe renvoia les plaintes des Evangéliques par devant les principaux Officiers de Bohême qui étoient tous Catholiques. Ces Juges interessez méprisant ce que les Evangéliques alleguoient pour leur défense, on protesta en pleine assemblée contre tout ce que les Etats pourroient ordonner : on demanda délai pour avertir les Evangéliques du Roiaume de ce qui se passoit, & pour mieux informer Sa Majesté Impériale.

Les Evangéliques députerent incessamment au Roi de Hongrie, aux Electeurs, & aux Princes de l'Empire. Ils demandoient

1610. doivent leur intercession auprès de Rodolphe. L'Empereur voulut que les Etats continuaient leurs séances & qu'on y réglât l'article de la Religion. Le terme de la durée des Etats étant expiré, l'Empereur les congédia, & défendit aux Evangeliques de s'assembler dans la Cour de la nouvelle Prague, & d'y délibérer sur leurs affaires. Ce fut inutilement qu'ils supplièrent Sa Majesté de leur permettre de se trouver en quelque endroit, d'y concerter les moyens de lui faire voir la justice de leurs prétensions, & de lire la réponse que le Roi de Hongrie, les Electeurs, & les Princes de l'Empire, leur avoient faite. Irritez de l'injuste refus de Rodolphe, les Evangeliques se touchèrent l'un l'autre dans la main, se jurèrent mutuellement de mourir pour la défense de leurs privilèges & de leur Religion, vont en armes à la Cour de la nouvelle Prague, en rompent les portes, y entrent & consultent sur ce qu'ils ont à faire.

Ils n'étoient pas plus de trois cens. Budovits leur Chef expose à l'Assemblée l'importance de l'entreprise ; le danger dont ils sont menacez, & les mauvais desseins de leurs ennemis. Puis aiant fait une priere touchante à Dieu, il entonne l'hymne du Saint Esprit en langue vulgaire. L'Assemblée s'anime d'un nouveau zele de devotion, continue le chant, verse des larmes en abondance. Un grand nombre d'Evangeliques accourut aussitôt,

tôt , & tous se mirent à chanter & à pleu- 1610.  
 rer ensemble. On les avertit alors qu'une  
 grosse troupe de Mousquetaires se prépa-  
 roit à les venir charger. Au lieu des s'es-  
 fraier , ils prennent courage , descendent  
 dans la place , se saisissent des avenues ,  
 se disposent à une vigoureuse défense. Ils  
 se trouvoient au nombre de douze cens  
 Cavaliers & de trois cens Arquebusiers.  
 Le peuple Evangélique de Prague venoit  
 de tous côtez au secours de ses freres : de  
 manière qu'il y eut bien-tôt environ dix  
 mille hommes différemment armez. On  
 apperçut l'arc-en-ciel sur le midi , & le  
 soleil parut au peuple entouré d'un nou-  
 veau phénomène. Naturellement super-  
 stitieux , il interprète les choses qui lui  
 semblent extraordinaires , selon que son  
 imagination est plus ou moins échauffée.  
 Les voilà qui conçoivent de grandes espé-  
 rances , dans la pensée que Dieu leur don-  
 ne un signe visible du secours particulier  
 qu'ils lui avoient demandé avec beaucoup  
 d'ardeur. On prie les principaux de ren-  
 trer dans la sale de l'Assemblée & de dé-  
 libérer sur ce qu'il y avoit à faire. Le peu-  
 ple promettoit de garder cependant les a-  
 venues avec tout le soin possible.

Rodolphe informé de ce qui se pas-  
 soit , envoya le premier Burgrave de Pra-  
 gue & les premiers Officiers de la Cour ,  
 afin d'appaîser l'émotion. *Sa Majesté Im-  
 periale* , dit le Burgrave dans la sale de  
 l'Assemblée , *ne sait pourquoi vous êtes sous  
 les armes. Elle vous a toujours aimez com-*  
*me*



1610. *me de bons sujets. Sür du témoignage que sa conscience lui rend, d'avoir gardé fort exactement tout ce qu'il a promis aux États du Roiaume, l'Empereur espère que vous n'aurez pas moins de fidélité pour lui. Il est disposé à convoquer une nouvelle assemblée, qui terminera les contestations que l'article de la Religion excite contre l'intention de Sa Majesté. Budovits répondit au nom des autres, que les Evangéliques remercioient très-humblement l'Empereur de sa bonne volonté pour eux, & qu'ils le supplioient de croire qu'ils n'avoient jamais pensé à se soulever contre lui. Nous nous plaignons seulement, ajouta-t-il, de certaines personnes, qui sous prétexte de conserver la Religion Catholique, donnent à Sa Majesté des conseils capables de bouleverser l'Etat. Nous espérons de le faire connoître à l'Empereur dans l'assemblée qu'il veut bien convoquer. Au reste nous supplions Sa Majesté que la publication s'en fasse dans trois jours. C'est le seul moyen de prévenir les accidens qui sont à craindre.*

La défiance que les Evangéliques avoient du Parti Catholique, causa encore quelques mouvemens. Rodolphe les apaisa sans peine en publiant un Mandement. Il y reconnoissoit ceux de la Confession de Bohême & les Protestans pour de bons & fideles sujets; déclaroit que dans les assemblées tenues sans son consentement, on n'avoit point eu d'autre vue que le bien du Roiaume, & le service de Sa Majesté; enjoignoit aux

DÉ-

Députez de se trouver dans le château de 1610.  
 Prague le 25. Mai 1609, & de n'y amener aucun soldat ; promettoit de son côté de renvoyer tous ceux qui étoient à son service, afin que les Etats eussent une entière liberté pour terminer l'article de la Religion. Les Evangéliques rendirent à Dieu de solennelles actions de grâces après la publication du Mandement. Mais leurs ennemis trouvant tous les jours de nouveaux prétextes pour empêcher la conclusion de l'affaire, les Evangéliques commencèrent à lever des soldats, qu'ils firent entrer dans Prague.

Tout se préparoit à une guerre civile, Pacification  
des troubles  
de Bohême.  
 lors qu'à l'intercession de l'Electeur de Saxe, Rodolphe fit publier, qu'il permettoit à tous ses sujets communians sous une, ou sous les deux especes, le libre exercice de leur Religion, & de faire le service en Bohémien, ou en Alleman ; qu'il défendoit à l'Archevêque de Prague de troubler les Ministres Evangéliques dans leur culte ; que les Catholiques & les autres jouiroient indifféremment des mêmes privilèges ; que les Evangéliques pourroient bâtir des Temples & fonder des Collèges. L'Edit étoit déclaré perpétuel & irrévocable : ceux qui le violeroient, devoient être punis comme perturbateurs du repos public. En vertu de cette concession les Protestans eurent la liberté d'exercer leur Religion dans Prague, & le 15. Juillet 1609. leurs Ministres y prêchèrent publiquement dans un  
 Tem-

1610. Temple des Huffites fermé depuis longtemps.

On ne doutoit point que les Jesuites n'eussent inspiré à l'Archevêque de Prague, & aux Officiers de l'Empereur, les conseils violens qui causèrent toutes les brouilleries precedentes. Les Catholiques & les Evangeliques en étoient également indignez. On se réunît de part & d'autre pour presenter conjointement requête à l'Empereur, on y representoit que les Jesuites venus fort pauvres en Bohême, y possédoient alors des biens considérables, sans rien contribuer pour les charges de l'Etat. C'est pourquoi Sa Majesté étoit très-humblement suppliée d'ordonner que les bons Pères ne fussent pas plus exemptés que les Ecclesiastiques, & qu'ils ne pussent désormais recevoir aucune chose par testament, ou par donation, sans sa permission expresse.

Diète de  
Prague de  
1610.

L'Empereur se repentoit déjà du traité conclu avec Mathias son frere. Rodolphe lui demandoit la restitution de l'Autriche & de la Moravie. Les Electeurs & les Princes de l'Empire convoqués à Prague en 1610, s'y rendirent pour travailler à la réconciliation des deux freres. On devoit traiter encore de l'élection d'un Roi des Romains, & terminer le différent sur la succession de Clèves & de Juliers. L'Electeur de Cologne, Ferdinand d'Autriche, Archiduc de Gratz, & Henri Jules Duc de Brunswic allerent jusqu'à Vienne pour con-

conférer avec le Roi d'Hongrie. Après 1610. une assez longue négociation, les deux freres firent un nouveau traité. Mathias demeura en possession de ce qui lui avoit été cédé : & le foible Rodolphe n'eut que des soumissions apparentes, & une espece de tribut annuel d'une certaine quantité de tonneaux de vin, & d'une somme d'argent assez modique.

La Diète ne prit aucune resolution touchant l'élection d'un Roi des Romains. On ne voyoit pas que la situation des affaires fût assez favorable à la Maison d'Autriche. Pour ce qui concernoit la succession de Clèves & de Juliers, l'Empereur voulut y apporter de nouveaux embarras. L'Archiduc Leopold, dont la petite armée avoit tous les jours quelque échec contre les troupes des Etats Generaux, ou contre celles des Princes confederez, n'étoit pas assez fort pour conserver les Etats contestez. Maurice Prince d'Orange se préparoit encore tout de bon à venir mettre le siège devant Juliers avec les troupes auxiliaires de France & d'Angleterre. La Maison d'Autriche reconnut alors qu'il lui étoit impossible de résister à tant de Puissances unies pour s'opposer à l'usurpation qu'elle méditoit. Son unique ressource, c'étoit de faire tomber la succession de Clèves & de Juliers entre les mains d'un Prince Protestant moins contraire à ses interêts, que ceux de Brandebourg & de Neubourg. On jeta les yeux sur l'Electeur de Saxe.

L'Empereur donne à l'Electeur de Saxe les pais de Clèves & de Juliers.

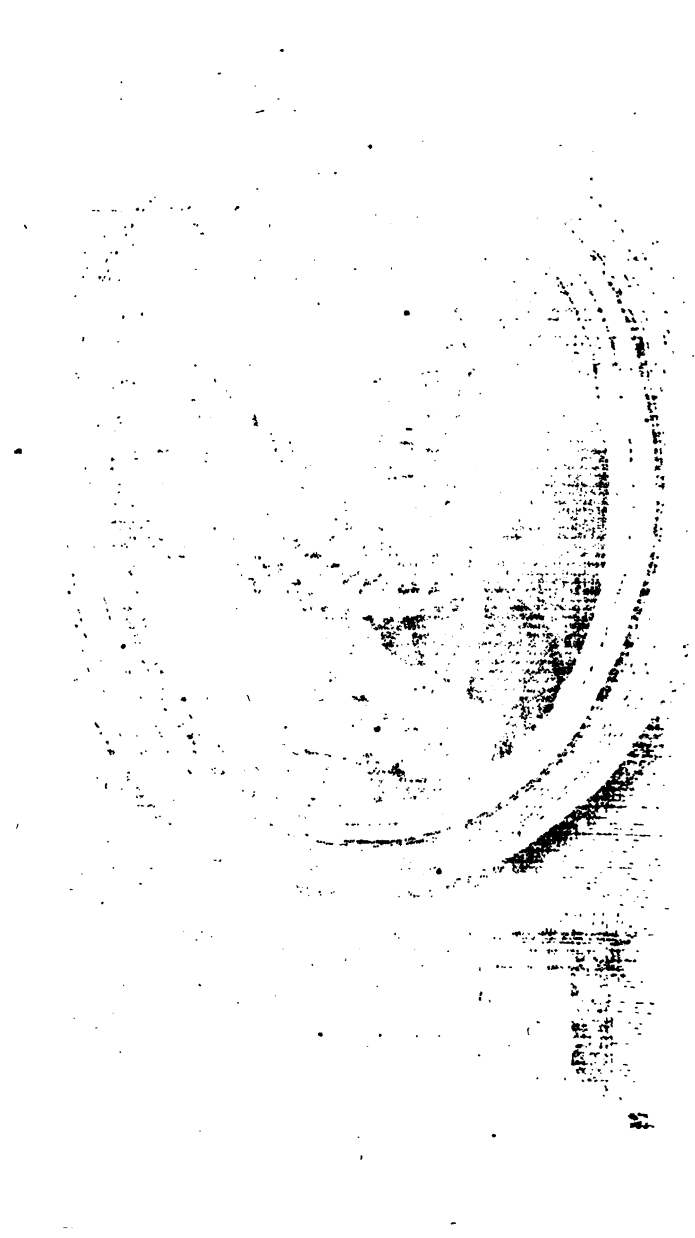
1610. Sa Maison avoit des prétentions sur la succession litigieuse en vertu de certaines concessions des Empereurs. Elles étoient demeurées sans effet, quoi que l'occasion de les faire valoir se fût déjà présentée. Une fille hérita des Etats de Clèves & de Juliers, depuis que les Empereurs eurent accordé à la Maison de Saxe le droit d'y succéder au défaut des héritiers mâles. Mais quand il est question d'une belle souveraineté, les Princes ne sont pas si scrupuleux. La moindre apparence de droit leur suffit pour en disposer, ou pour se la réserver à eux-mêmes. Rodolphe donna donc sous certaines conditions à l'Electeur & à la Maison de Saxe tous les Etats qui appartenoient à feu Jean-Guillaume Duc de Clèves & de Juliers.

Siège & prise de Juliers par Maurice Prince d'Orange.

Le present eût été plus honnête, si en mettant l'Acte de concession entre les mains de l'Electeur, on lui eût donné en même temps une bonne armée pour le faire valoir. Maurice Prince d'Orange investit la ville de Juliers le 28. Juillet avec les troupes des Provinces-Unies jointes à celles que le Roi d'Angleterre avoit envoyées. Le 18. Août le Maréchal de la Châtre amena douze mille fantassins François & deux mille chevaux. Rauschemberg Gouverneur de la place pour l'Empereur, la défendit avec beaucoup de prudence & de courage. Mais le Prince Maurice étoit alors un si grand maître dans l'art d'attaquer & de prendre les villes, que Rauschem-



MAURICE.  
Prince D' Orange.



schernberg capitula le 1. Septembre. Voila comme Juliers fut remis entre les mains de ceux de Brandebourg & de Neubourg. On les appelloit alors *les Princes possédans*, pour les distinguer des autres *prétendans*. 1610.

Après la reddition de Juliers, quelques Princes d'Allemagne s'assemblèrent à Cologne pour trouver quelque voie d'accord commodement. L'Electeur de Trèves & le Comte de Hohenzollern y vinrent en qualité de Commissaires de l'Empereur. Louis Landgrave de Hesse fit différentes propositions. Les Princes possédans n'eurent garde de les accepter. Elles tendoient à un sequestre entre les mains de l'Empereur, & à mettre l'Electeur de Saxe en possession des Etats litigieux conjointement avec les Princes de Brandebourg & de Neubourg. L'Ambassadeur de France proposa une autre voie, qui n'agrea ni au Landgrave ni aux Commissaires Impériaux. Les Princes Allemans n'ont jamais aimé que les Souverains étrangers se mêlassent trop des affaires de l'Empire. Il y eut quantité d'écritures de la part des possédans, de l'Electeur de Saxe, & des Commissaires de l'Empereur. Mais on ne put convenir d'aucun accord. L'Assemblée se sépara, chacun protesta de son côté qu'il ne tenoit pas à lui que les troubles ne fussent pacifiez. C'étoit le meilleur pour Brandebourg & pour Neubourg. La paisible possession des Etats de Clèves & de Juliers leur demeueroit, en attendant la

Assemblée  
de Cologne  
pour ajuster  
les affaires  
de Clèves &  
de Juliers.



1610. fin du procès. Les Princes Protestans confederez leur rendirent encore un fort bon service, en obligeant Maximilien Duc de Bavière Chef de la Ligue Catholique à desarmer, & l'Electeur de Cologne à faire cesser les hostilités de ses sujets contre ceux du pais de Juliers.

Sacre de  
Louis XIII.

La Cour de France étoit alors à Rheims pour le Sacre du jeune Roi. Le Cardinal de Joieuse représentant l'Archevêque du lieu, y fit la cérémonie avec la pompe accoutumée. Les Princes de Condé & de Conti, le Comte de Soissons, les Ducs de Nevers, d'Elbeuf, & d'Epernon tinrent la place des anciens Ducs de Bourgogne, de Normandie, & d'Aquitaine, des Comtes de Toulouse, de Flandre, & de Champagne. On ne doit pas attendre ici le détail de cette longue cérémonie. Il se trouve en plusieurs endroits. Une chose mérite qu'on ne l'oublie pas, & qu'on y fasse attention. Avant qu'on se serve de ce que le peuple credule appelle *la Sainte Ampoule*, le Roi promet, à la réquisition du Prélat consacrant, d'accorder aux Evêques & aux Eglises *leurs privilèges canoniques*, de faire *de bonnes loix*, de rendre *justice*, & de défendre ses sujets, comme un Roi y est obligé dans ses Etats. Deux Evêques Pairs de France demandent ensuite aux assistans, s'ils reçoivent le Prince present pour leur Roi : & tous les ordres du Roiaume aiant donné leur consentement, on fait prêter au Prince le serment solennel

nel du Sacre. Preuve convaincante qu'il y a un engagement réciproque & relatif entre le Souverain & ses sujets. 1610.

Dans un Roiaume électif, les sujets s'engagent seulement au Prince choisi, sous les conditions dont ils font convenus mutuellement dans l'acte d'élection. Mais dans un Etat héréditaire, les sujets se font obliger à celui d'entr'eux qu'ils ont élu & à ses descendants, bien entendu, qu'ils observeront toutes les conditions que le premier de la famille Roiale a promises. Et voila pourquoi chacun d'eux en particulier, n'est solennellement reconnu Roi, qu'après la ratification du contract original fait avec celui dont il tire sa prétension à la Couronne. Cette maxime est fondée sur le droit divin & sur l'équité naturelle. Les bons Francois le croient communément dans le XV. siècle. *C'est une erreur grossière*, dit un des plus célèbres & des plus pieux Ecrivains de l'Eglise Gallicane, *de prétendre qu'un Souverain n'a contracté aucune obligation avec ses sujets. De la même manière que selon le droit divin, selon l'équité naturelle, selon la fin véritable du gouvernement, ceux-ci sont obligés à demeurer fidèles & à donner du secours au Prince, il s'est aussi réciproquement engagé à leur être fidèle, & à les protéger. S'il arrive donc qu'un Souverain fasse des injustices manifestes sans avoir égard aux remontrances de ses sujets, ils ont la liberté de se défendre, suivant la règle du droit naturel qui permet d'opposer*

Réflexions  
sur le ser-  
ment du Sa-  
cre.

Joan. Ger-  
son Opuscu-  
lo adversus  
adulatores  
Principum.  
Considerat.  
VIII.

1610. *la force à la violence.* Un autre Théolo-  
 gien de Paris, non moins illustre par sa  
 naissance que par sa rare doctrine, disoit  
 librement au Roi Henri II. que Sa Ma-  
 jesté devoit détester une maxime *tyranni-*  
*que*, plus digne d'un Souverain Turc ou  
 Tartare, que d'un Prince Chrétien; une  
 maxime, dis-je, déjà communément éta-  
 blie à la Cour, que *le Roi est le maître*  
*du corps & des biens de ses sujets.* Les  
 Courtisans qui l'inspiroient aux Souve-  
 rains, ce Docteur judicieux les appelle  
 sans façon, *chiens & flatteurs de Cour.*

M. Joli  
 Chantre de  
 Nôtre-Da-  
 me de Paris:  
 Maximes  
 véritables &  
 importantes  
 pour l'Insti-  
 tution du  
 Roi.

Pour prévenir les mauvais effets de la  
*fausse politique du Cardinal Surintendant*  
*de l'éducation* du Roi Louis XIV. on im-  
 prima les mêmes choses durant la minori-  
 té de ce Prince. Ni le Libraire, ni l'Au-  
 teur n'osèrent mettre leur nom. Le Livre  
 étoit de la façon d'un Ecclésiastique dis-  
 tingué par sa science & par sa probité.  
 Il occupa depuis une des premières digni-  
 tés de l'Eglise de Paris. Mais ce qu'on  
 disoit encore librement à Henri II. ce qu'on  
 publioit sous le manteau, il y a environ  
 cinquante ans, les François en auroient  
 maintenant perdu la mémoire, s'il étoit  
 aussi facile d'oublier, que de se taire pour  
 éviter l'inquisition secrète d'Etat. La main  
 du boureau brûle tous les livres sembla-  
 bles à ceux-ci. Les indignes Magistrats qui  
 l'ordonnent, croient-ils que la flamme en  
 consumant du papier, effacera du cœur  
 des bons François, les sentimens que la  
 droite raison y a profondément gravez ?

Ceux

Ceux du Parlement de Paris donnerent le 16. Novembre de cette année un Ar-  
rêt pour la suppression du Traité que le Cardinal Bellarmin Jesuite avoit publié *touchant la puissance du Souverain Pontife dans les choses temporelles*. Comme ce nouveau Livre étoit une suite de la dispute de l'Auteur avec Jacques I. Roi de la Grande-Bretagne, à l'occasion du serment que ce Prince exigeoit des Catholiques Romains d'Angleterre, je reprendrai en peu de mots l'origine & le progrès de la contestation. Après l'horrible conspiration des poudres, le Roi Jacques crut que pour mettre sa vie en sûreté il devoit demander aux Anglois Papistes un serment particulier de fidélité. La formule en fut dressée d'une telle manière, qu'elle ne blessât pas la conscience de ceux, qui sans renoncer à leur Religion, voudroient bien rendre à leur Souverain ce qu'ils lui doivent légitimement. On y reconnoissoit que le Pape n'a pas droit de dépouiller les Rois, de disposer de leurs Etats, d'exciter aucun Prince étranger à les envahir, d'absoudre les sujets de leur serment de fidélité, de leur ordonner de prendre les armes contre le Souverain. On promettoit d'être fidele au Roi & de le servir; nonobstant tout ce que le Pape attenteroit contre lui, ou contre ses successeurs, & de découvrir toutes les conspirations dont on auroit connoissance. On abjuroit, on détestoit *comme impie & heretique*, la doctrine de ceux qui

Le serment  
que Jacques  
I. Roi d'An-  
gleterre  
exigeoit de  
ses sujets  
Papistes,  
cause une  
dispute sur  
l'indépen-  
dance des  
Souverains  
en ce qui  
regarde le  
temporel.

1610. enseignent qu'il est permis de déposer & d'assassiner même les Princes que le Pape excommunie. Enfin on protestoit de croire que ni le Pape, ni aucune autre Puissance ne pouvoit dispenser de l'observation du serment, & l'on renonçoit à toutes les dispenses que le Pape s'aviserait d'en donner. La chose parut raisonnable aux Anglois Papistes. Les Gentilshommes, les Prêtres, & les autres jurèrent selon cette formule. George Blackwell nommé Archiprêtre d'Angleterre par le Pape, non content de prêter le serment, écrivit encore pour le défendre contre ceux qui le combattoient.

Paul V. défend aux Anglois de sa Communion de prêter le serment.

La Cour de Rome jugea tout autrement de la formule. Les gens d'esprit n'en furent pas surpris. On y rejettoit *comme impie & heretique*, une proposition dont elle fait un des articles fondamentaux de sa Religion. Qu'on dise tout ce qu'on voudra, ceux qui approuvent le serment, ne raisonnent pas conséquemment, s'ils reconnoissent le Pape pour le Vicaire de Jesus-Christ. Effraié de la démarche que les Catholiques Anglois avoient faite sans sa participation, Paul V. envoya promptement un bref, pour leur défendre de prêter un serment *contraire*, disoit-il, *à la foi Catholique & au salut de leurs ames*. Ses expressions sont aussi vives, aussi fortes, que s'il eût été question d'exhorter ces pauvres gens à ne pas souscrire aux formules les plus impies contre la Divinité de Jesus-Christ. Ce bref fulminant les

les déconcerta tellement , qu'ils crurent 1610.  
ne pouvoir mieux faire , que de le regarder comme supposé , ou du moins comme subreptice ; Sa Sainteté aiant été mal informée de ce qui se passoit en Angleterre.

On ne les laissa pas long-temps dans cette erreur volontaire. Paul fit expédier un autre bref pour confirmer le premier. Le Cardinal Bellarmin , c'étoit le plus grand & le plus illustre tenant de l'autorité Pontificale depuis la mort du Cardinal Baronius arrivée peu de temps auparavant ; Bellarmin , dis-je , écrivit une lettre fort étudiée à Blackwell pour le ramener de son égarement. On n'auroit pas fait une remontrance plus pathétique à un homme qui auroit renoncé à l'Evangile & embrassé l'Alcoran. Cela fit perdre patience au Roi Jacques, il voulut écrire lui-même pour défendre sa formule de serment contre les deux brefs du Pape & contre la lettre de Bellarmin. Pour cette fois il ne mit pas son nom à la tête de l'ouvrage. Un Roi n'auroit-il pas mieux fait de ne point écrire du tout , & d'en laisser le soin à quelqu'autre ? Le bon Prince reconnut lui-même tout publiquement qu'il sied mieux à un Roi de juger, que de disputer. Un petit Jesuite devenu Cardinal pour avoir barbouillé du papier, n'étoit pas un adversaire digne d'un grand Monarque. Borghése se comportoit en Roi , & Jacques faisoit le Docteur. L'un commandoit, & l'autre disputoit. A moins  
D 5 qu'un

Le Roi Jacques I. fait imprimer une Apologie du serment sans y mettre son nom.

1610. qu'un Prince n'écrive comme Jules César, ou Marc-Aurele, il a tort de s'ériger en Auteur. Julien s'avisa de prendre la plume pour défendre sa barbe de Philosophe & sa Religion. Avec toute son érudition, il se rendit méprisable & ridicule.

Le Roi d'Angleterre se déclara l'Auteur de l'Apologie. Il l'adresse à tous les Princes & à tous les Etats de la Chrétienté.

Bellarmin ne manqua pas de repliquer au Roi : mais ce fut sous un nom emprunté. Un savant Prélat d'Angleterre entreprit de réfuter le Cardinal. Il montrait qu'avant Grégoire VII. aucun Auteur Ecclésiastique ne s'étoit avisé de soutenir l'autorité du Pape sur le temporel des Souverains. Le Roi d'Angleterre fit publier une seconde édition de son Apologie, & il s'en déclara l'Auteur. Dirai-je qu'il crut se faire honneur en défendant lui-même la cause commune de tous les Souverains ; ou bien qu'il voulut étaler une érudition peu commune aux personnes de son rang ? L'ouvrage parut avec une préface magnifique à la tête. C'étoit un manifeste adressé à l'Empereur, à tous les Rois, à tous les Princes, & à toutes les Républiques de la Chrétienté, pour leur rendre raison du serment, & de sa conduite à l'égard de ses sujets Catholiques Romains. *Reveillez vous, il en est temps*, leur disoit le Roi. *Il s'agit de l'intérêt commun de tous les Souverains. Un ennemi redoutable & opiniâtre sappe insensiblement tous les fondemens de votre autorité. Si vous n'agissez pas de concert pour arrêter les nouveaux progrès qu'il fait tous les jours, vos droits les plus incontestables seront bientôt usurpés.*

pez. Celui qui m'attaque aujourd'hui, se 16104  
*déclarera demain contre vous. Un homme sage doit-il demeurer chez lui les bras croisés, lorsque le feu prend à la maison voisine de la sienne? L'avis étoit salutaire. Mais Sa Majesté Britannique eut le chagrin d'apprendre que plusieurs Princes Catholiques n'avoient osé lire son Apologie, de peur d'offenser le Pape. Etrange servitude! La politique, ou la superstition a-t-elle pu réduire les Souverains à une si basse complaisance pour un Evêque à qui on auroit fait beaucoup d'honneur, en le laissant le premier sujet de l'Empire?*

Henri IV. Roi de France fut aussi foible que les autres. Il défendit de publier aucune traduction du livre que son bon allié lui avoit envoyé. Ses soins & ses ordonnances furent inutiles. L'Apologie parut en François malgré lui. Coëffeteau Religieux Dominicain, & depuis Evêque de Marseille, Auteur qui a commencé heureusement à donner de l'élégance & un tour agréable & net à la Langue Française, Coëffeteau, dis-je, voulut se signaler en cette occasion. Le voilà donc qui entre en lice contre un Roi. Il fut obligé de parler comme on fait en France, & de reconnoître l'indépendance des Souverains en ce qui regarde le temporel. Mais le poli Dominicain s'embarassa terriblement. *A la vérité, dit-il au Roi de la Grande-Bretagne, si l'Eglise Catholique enseigne ces fureurs; si elle arme les fiens contre les Rois &c. les fait attenter à leur*

Coëffeteau  
 écrit contre  
 l'Apologie  
 du Roi Jacques.



1610. *vie, non seulement elle est indigne de leurs faveurs, mais encore elle mérite d'être exterminée, & sa mémoire effacée par un public Arrêt du genre humain. Mais si au contraire, elle condamne comme parricides tous ces attentats, si elle desire aux Princes un Empire assuré, des armées victorieuses, un peuple obéissant, un conseil fidele, & tout ce qu'on peut souhaiter d'heureux; leur grandeur n'est-elle pas innocente parmi la rage de quelques particuliers que le desespoir, & non la Religion, a poussez à cette brutalité. Elle sait qu'elle ne peut subsister sans l'Etat, puis qu'elle est née dans l'Etat, & que l'Etat lui sert d'appui.*

*L'Eglise Catholique : c'est un mot étrangement équivoque en France. S'il est permis de lui faire signifier un certain nombre de gens plus éclairés & plus sincères dans la Communion de Rome, l'Auteur que je viens de citer, pourroit dire vrai. Mais si par le mot d'Eglise Catholique, il faut entendre, comme il est plus raisonnable, son souverain Pasteur, le plus grand nombre de ceux qui en remplissent les premières dignitez, & les plus célèbres Ecrivains, je crains fort que le bon Coëffeteau n'ait avancé une insigne fausseté. Le Pape & les Cardinaux lui donnerent hautement le dementi l'année même qu'il répondit au Roi Jacques. Barclai avoit écrit contre Bellarmin sur l'autorité du Pape, & il suivoit les principes communément recus parmi les honnêtes gens de France. Son livre fut condamné à Rome,*

me, aussi-bien que la belle Histoire du 1610.  
 savant Mr. de Thou, le fameux Plaidoyé  
 d'Antoine Arnaud contre les Jesuites, &  
 l'Arrêt même du Parlement de Paris con-  
 tre Jean Châtel qui avoit attenté à la vie  
 d'Henri IV. le pauvre Prince n'étoit pas  
 encore mort. Cette étrange censure qu'il  
 souffroit si patiemment, ne servit-elle  
 point à exciter la fureur du misérable qui  
 l'assassina l'année suivante? Si le préten-  
 du Chef de l'Eglise Romaine, si les Car-  
 dinaux, si le plus grand nombre de ses  
 Pasteurs, n'enseignoient pas ces fureurs,  
 s'ils condamnoient comme parricides, ces  
 attentats, auroient-ils flétri tant de bons  
 livres & un Arrêt si juste, si Chrétien?  
 Concluons que de l'aveu de l'illustre Coef-  
 feteau, le Pape & les Cardinaux méritent  
 d'être exterminés, & que leur mémoire  
 doit être effacée par un public Arrêt du  
 genre humain.

Comme les Cardinaux ne prétendent pas être inférieurs aux Têtes couronnées, Le Cardinal  
 Bellarmin adressa pareillement à l'Empe- Bellarmin  
 reur & aux Rois qui reconnoissent Dieu pour adresse à  
 pere & l'Eglise Catholique pour mere, la l'Empereur  
 réponse, qu'il avoit déjà faite sous un nom & aux Rois  
 emprunté, à l'Apologie du Roi de la de la Com-  
 Grande-Bretagne. On ne doit pas trouver munion du  
 étrange, leur dit le Cardinal, que j'en Pape, la ré-  
 treprenne de refuser un Roi. C'est pour la ponse à l'A-  
 défense de la foi que j'ai pris la plume, à pologie du  
 l'exemple de plusieurs Prélats de l'Antiqui- Roi d'An-  
 té. Hilaire de Poitiers & Lucifer de Ca- gleterre.  
 gliari ont écrit contre l'Empereur Constan-  
 tine

1610. *tius heretique. Gregoire de Nazianze & Cyrille d'Alexandrie ont combattu Julien l'Apostat. Voilà ce que Jacques I. s'attira de la part d'un Prêtre pour avoir voulu faire le controversiste sans nécessité. S'il se fût contenté de publier un manifeste pour prouver la justice du serment qu'il exigeoit de ses sujets Papistes, il auroit embarrassé la Cour de Rome & ses défenseurs. Mais il s'efforça de montrer que le Pape est l'Antechrist, & que Rome est le siège du Fils de perdition. N'étoit-ce pas donner à plaisir un prétexte plausible aux Souverains de la Communion du Pape de ne recevoir pas agréablement l'Apologie qu'un Roi leur adressoit, & d'applaudir à la réponse que le Cardinal lui faisoit?*

Arrêt du  
Parlement  
de Paris,  
contre le  
Traité de  
Bellarmin  
sur l'autori-  
té du Pape.

La dispute en demeura là. Bellarmin se mit à repliquer à Barclai. Celui-ci avoit réfuté ce que le Cardinal disoit le l'autorité du Pape dans le premier volume de ses controverses. Les Gens du Roi s'étoient opposés à ce qu'elles fussent imprimées à Paris, & les premières feuilles qu'on avoit déjà tirées furent supprimées par l'ordre du Procureur General. De là que ces Magistrats eurent connoissance du nouveau livre que Bellarmin avoit publié *sur la puissance du Pape dans les choses temporelles*, Servin Avocat General requit le Parlement de pourvoir au mal que la publication d'un si mauvais livre pouvoit causer. Le Magistrat dit que le devoir de sa charge l'engageoit à n'être pas moins vigilant ni moins zélé pour le service de son maître, que

que *Pierre de Cugnieres* & *Jean le Cocq* ses Predecesseurs l'avoient été; l'un sous le Regne de Philippe de Valois, & l'autre du temps de Charles VI. Il alléguait même ce que le Roi d'Espagne & ses Officiers avoient fait depuis peu contre le volume des *Annales* du Cardinal Baronijs, où la *Monarchie de Sicile* est attaquée. Sur cette remontrance, les Chambres assemblées ordonnerent que l'Ouvrage du Cardinal Belarmin seroit supprimé en France. Voions maintenant ce qui se passa cette année en Espagne contre Baronijs.

Les Rois de Sicile sont depuis fort long-temps les seuls Papes de ce petit Roiaume. En vertu d'une certaine Bulle que le Pape Urbain II. accorda, disent-ils, à Roger Comte de Sicile & à ses successeurs, le Souverain du pais est Légat né du S. Siège. Son autorité spirituelle y est si grande, qu'il excommunie & absout par lui-même, ou par ses Magistrats, toutes sortes de personnes laïques & Ecclésiastiques; les Evêques, & les Cardinaux mêmes qui résident dans le Roiaume. Ce droit, dit-on encore, quoiqu'émané du S. Siège, est maintenant irrévocable: le Souverain le possède en propre. De manière que le Roi d'Espagne est également Monarque pour le spirituel & pour le temporel en Sicile: il y a tous les mêmes droits que le Pape a dans les pais de son obéissance. *Jeanne la Folle* mere de *Charles-Quint* & plusieurs autres Princesses, aiant

Edit du Roi d'Espagne contre l'XL volume des *Annales Ecclésiastiques* du Cardinal Baronijs.

1610. aiant regné par elles-mêmes en Sicile, chacune de ces Dames y a été le *Sanctissimo Padre*. Ce titre leur a été donné & à leurs Magistrats, elles ont pû en cette qualité présider aux Conciles Provinciaux & Nationaux, ou nommer des gens pour y présider en leur nom. Les Rois d'Espagne font si jaloux de cette rare prerogative, que sous le Regne de Charles-Quint, un Vice-Roi de Sicile fit ramasser tous les titres & tous les actes qui peuvent servir à la justification. Trois copies authentiques de ce recueil furent tirées en même temps par ordre du Vice-Roi. L'an 1698. on en proposoit une à vendre dans Londres. Elle avoit été enlevée à la dernière prise de Barcelone par les François. Je l'eus assez long-temps entre les mains. Monf. l'Evêque de Norwich curieux de tous les bons livres, ne l'acheta pas trop cher par rapport à la rareté du manuscrit. C'est un recueil semblable à celui des *preuves des libertez de l'Eglise Gallicane*. Il contient sur tout divers jugemens rendus dans le tribunal qu'on appelle *de la Monarchie de Sicile*.

Le Cardinal Baronius attaqua fort vivement dans l'onzième tome de ses *Annales Ecclésiastiques*, cette puissance spirituelle que les Rois Catholiques s'attribuent sans scrupule. *Droit inoui*, dit le Cardinal, *droit que Frederic II. & ses enfans, ces injustes tyrans & rebelles persecuteurs de l'Eglise Romaine, n'ont pas eu l'audace d'usurper*. Cela causa une assez grande

de contestation entre Baronius & le Cardinal Colonne, qui prétendoit que son confrere n'avoit pas raison de s'élever si fortement contre le Roi d'Espagne. La Cour de Madrid en fût si mauvais gré à l'Auteur des Annales, qu'elle lui fit donner l'exclusion dans un Conclave, où il avoit déjà 37. voix. Enfin le 3. Octobre 1610. Philippe III. publia un Edit, où après de grandes plaintes sur les invectives de Baronius, & une longue énumération des services, que les Rois d'Espagne & de Sicile ses predecesseurs ont rendus à l'Eglise de Rome, il défend à ses sujets, sous de grandes peines, la lecture & le débit de l'onzième volume de Baronius, à moins que l'endroit qui combat *la Monarchie de Sicile* n'ait été retranché.

Comme Servin n'ignoroit pas que l'exemple du Roi d'Espagne étoit d'un grand poids auprès de Marie de Médicis, qui prenoit tous les jours de nouvelles liaisons avec Philippe, ce Magistrat esperoit que cela empêcheroit la Régente de trouver à redire à la procédure du Parlement contre le livre de Bellarmin. L'Avocat General se trompa dans sa conjecture. La Reine n'étoit pas moins dévouée à la Cour de Rome, qu'à celle de Madrid. Le Nonce du Pape en Espagne n'avoit osé ouvrir la bouche contre l'Edit de Philippe. L'homme du Pape fut plus hardi & plus heureux en France: à sa sollicitation le Conseil de la Régente ordonna, que l'exécution de l'Arrêt du Parlement contre le

1610. le livre de Bellarmin seroit surisfe. Les ennemis de la puissance souveraine des Rois eurent toujours la liberté de parler & d'écrire.

Brouilleries  
du Marquis  
d'Ancre  
avec le  
Comte de  
Soissons &  
le Duc d'E-  
pernon.

Mémoires  
de la Ré-  
gence de  
Marie de  
Médicis.

Le Marquis d'Ancre Favori de Marie commençoit à devenir insupportable aux Princes & aux premiers Seigneurs de la Cour. Dans le voiage du Roi à Rheims les gens de la Marquise avoient eu quelque contestation pour le logement avec ceux du Cardinal de Joieuse. Conchini devenu premier Gentilhomme de la Chambre, eut un demelé pour le rang avec Bellegarde Grand Ecuier, à l'entrée solennelle que le Roi fit à Paris au retour de son sacre. Le Duc d'Epernon parent de Bellegarde se déclara contre Conchini. Et le Comte de Soissons enragé de ce que celui-ci avoit servi le Duc de Guise pour son mariage avec la douairiere de Montpensier, ne vouloit plus parler au Marquis d'Ancre. L'inimitié de deux hommes si puissans lui donnoit de l'inquietude. Il tâcha de se racommoder avec eux. Soissons n'en étoit pas éloigné. Mais il vouloit que le Marquis & la Marquise d'Ancre le servissent en deux choses qu'il souhaitoit passionnément; à marier le Comte d'Enghien son fils avec la Princesse héritiere de Montpensier, & à perdre le Duc de Sulli.

On les re-  
concilie.

Le Marquis donna des paroles générales sur la premiere proposition, à ceux qui se mêlèrent de cet accommodement. Il parla plus positivement sur l'article du Duc

Duc de Sulli, en cas que les Ministres se missent de la partie. Conchini ne l'aimoit pas ; il craignoit même que le credit d'un vieux Ministre, ne fût un obstacle à sa faveur naissante. Cependant le Comte de Soissons n'osoit conclure cette reconciliation, à moins que le Duc d'Epemon ne fût satisfait. Il n'étoit pas si facile de ramener cet esprit altier & opiniâtre, qui prétendoit se soutenir par lui-même & indépendamment des Favoris. Epemon demandoit que Conchini vînt chez lui, & qu'il lui fît satisfaction en présence du Comte de Soissons. L'autre enflé de sa faveur & de sa nouvelle dignité, refusoit de faire à un Duc la soumission qu'il pouvoit faire sans bassesse à un Prince du sang. Soissons trouva un expédient pour sauver la délicatesse de l'un, & pour contenter la fierté de l'autre. Le Président Jeannin avoit présenté Conchini au Comte. Après les complimens dont on étoit convenu, les deux nouveaux amis se mirent à jouer ensemble. La partie achevée, *ce n'est pas assez*, dit Soissons au Marquis, *que nous soyons reconciliez. Il faut que vous soyez bien avec mes bons amis. Je vas rendre visite à l'un d'eux : je vous prie de m'accompagner. Je suis disposé à faire tout ce qu'il vous plaira*, repartit Conchini. Les voilà donc à l'hôtel d'Epemon. Tout s'y passa fort agreablement de part & d'autre. Ce qu'on regarde comme une bagatelle parmi les particuliers, devient une affaire importante entre les Grands.

On n'avoit pas eu grande peine à tirer le



1610.  
Parti formé  
à la Cour  
contre le  
Duc de Sul-  
li.

le consentement des Ministres pour travailler de concert avec les autres à ruiner le Duc de Sulli. Il s'étoit brouillé avec Villeroi, le seul d'entr'eux, qui s'étoit employé pour le conserver dans les affaires. Il y eut des paroles aigres & offensantes dites de part & d'autre dans le Conseil en présence de la Reine. Villeroi qui se croioit alors & plus nécessaire, & mieux appuié, se retire de la Cour. C'étoit comme une menace de n'y plus revenir tant que Sulli auroit part au gouvernement. La Régente étoit assez disposée d'elle-même à l'éloigner des affaires. Un Ministre Protestant ne plaisoit pas à une Princesse qui suivoit aveuglément les impressions de la Cour de Rome. Marie ne s'accommodoit pas non plus de l'humeur austère du Duc, qui n'auroit pas manqué de s'opposer à ses dépenses excessives & à ses indiscrètes libéralitez. La crainte de faire murmurer les Protestans, en depouillant sans raison un Seigneur de leur Religion, auroit pû retenir la Reine, & dissiper la cabale qui se formoit contre lui. Mais on comptoit sur le crédit du Maréchal de Bouillon dans le parti. Il haïssoit mortellement le Duc de Sulli. Et le Prince de Condé leurré par la confiscation des biens d'un Surintendant, que Bouillon lui fait envisager, cesse de s'intereffer à la conservation d'un homme dont la dépouille devoit l'enrichir, *puissant éguillon pour faire agir ce Prince*, dit un homme des plus éclairez de ce temps-là.

Mémoires  
du Duc de  
Rohan.  
Livre I.

HIS-



# HISTOIRE

## DU REGNE

### D E

## LOUIS XIII.

Roi de France & de Navarre.

### LIVRE SECONDE.

**L**'An 1611. Conchini entroit dans 1611.  
 l'exercice de sa nouvelle Char- Querelle  
 ge de premier Gentilhomme entre Belle-  
 de la Chambre. Bellegarde qui garde &  
 avoit servi l'année precedente Conchini.  
 dans la même qualité, eût été bien ai-  
 se de ne point sortir de l'appartement  
 marqué dans le Louvre pour le premier  
 Gentilhomme de la Chambre; le Mar-  
 quis d'Ancre étant déjà logé au Lou-  
 vre par le moien de sa femme. Mais  
 celui-ci n'étoit pas assez bien avec le  
 grand Ecuier pour lui ceder une chose  
 qui

1611. qui appartenoit de droit à Conchini. Il fait donc demander à Bellegarde la clef de l'appartement. On differe de la donner sous divers prétextes. Ennuïé de ces délais affectez, le Marquis d'Ancre la demande lui-même au grand Ecuier dans le cabinet de la Reine. Après un refus déclaré, on se dit des paroles offensantes de part & d'autre. Conchini ne manquoit pas de courage. Il sort du Louvre pour éviter les défenses de se battre, & dans le dessein de tirer raison de l'affront & de l'injustice que Bellegarde lui faisoit.

Mémoires  
de la Régence  
de Marie  
de Médicis.

La querelle fit grand bruit à la Cour. Chacun prenoit parti selon sa passion; ou selon ses interêts particuliers. Le Comte de Soissons ancien ami du grand Ecuier oubloit déjà les nouvelles liaisons qu'il avoit prises avec le Marquis d'Ancre. Il menaçoit Conchini de lui faire abandonner la Cour: & sa passion, dont il étoit fort rarement le maître, l'auroit emporté plus loin, si le Marquis de Cœuvres son confident ne l'eût pas arrêté. *Est-ce ainsi que vous prétendez, lui dit le Marquis, exécuter le projet de marier Mr. votre fils à la Princesse de Montpensier, & de perdre le Duc de Sulli votre ennemi, en vous brouillant avec la Reine & avec ses creatures? Bellegarde est votre ami: mais le Duc de Guise que vous n'aimez point, ne devient-il pas maintenant allié du grand Ecuier en épousant la Douairière de Montpensier sa proche parente? Esperez-vous que vos interêts*

*vêts seront désormais plus chers à Bellegarde que ceux de la Maison de Guise ? Si vous n'avez pas de la considération pour Conchini, aiez-en du moins pour vous-même.* Le Comte commençoit à rentrer en lui-même, lorsqu'un Gentilhomme vint dire à Cœuvres que le Marquis d'Ancre demandoit à l'entretenir dans l'hôtel d'Etrées. Cœuvres y va promptement, exhorte Conchini à consentir à un accommodement. *Mr. le Prince & le Duc d'Epemon m'ont offert leur médiation*, dit le Marquis d'Ancre. *Mais s'il en faut venir là, celle de Mr. le Comte me sera plus agreable.* Cœuvres profita de cette ouverture. Le Comte de Soissons se fit un mérite auprès de la Reine de l'accommodement d'une querelle qui donnoit de l'inquietude à Sa Majesté.

Conchini se crut extrêmement obligé au Comte de ce qu'il avoit su lui ménager son honneur. Plein de reconnoissance, le Marquis d'Ancre promit à Soissons de travailler efficacement à faire réussir le mariage de Mr. d'Enghien avec la riche heritiere de Montpensier, & à ruiner le Duc de Sulli. La Reine consentit en effet aux deux propositions que les Ministres & le Marquis d'Ancre appuierent fortement. Mais dez que le Duc d'Epemon & le Cardinal de Joieuse eurent appris que la Reine dispoit de leur petite nièce sans leur consentement, ils se plainquirent à Sa Majesté, de ce qu'elle ne leur avoit pas communiqué une affaire qui les touchoit de si près. Ils firent encore de plus

Le Comte de Soissons se brouille avec le Cardinal de Joieuse & avec le Duc d'Epemon.

1611. plus grandes plaintes de ce que le Comte de Soissons les avoit méprifés en menageant, à leur infcû, le mariage auprès de la Régente. Ce Prince vif & imprudent fe picqua mal à propos contre deux perfonnes qu'il cherchoit à mettre dans fes interêts. On tâcha de les raccommo-der enfemble ; mais ce fut inutilement. Soissons étoit trop emporté , & Epernon trop fier. Le feu Roi avoit deftiné la Princeffe de Montpensier au Duc d'Orleans fon fecond fils , & il s'en étoit ouvert au Cardinal de Joieufe & au Duc d'Epéron. Le parti étoit autrement avantageux à la nièce & aux oncles. Devoient-ils preferer le dernier Prince du fang au premier Fils de France ? Le jeune Duc d'Orleans mourut cette année le 17. Novembre. A fon défaut, on deftina la Princeffe de Montpensier Gafton Duc d'Anjou troifième fils d'Henri IV.

Vie du Duc  
d'Epéron.  
Liv. VI.

Demêlé du  
Comte de  
Soissons  
avec le  
Prince de  
Conti fon  
frere.

Le Comte de Soissons avoit eu au commencement de cette année deux demêlez éclatans ; l'un avec le Prince de Conti fon frere , & l'autre avec le Duc de Guife. Trois jours après les nopces de celui-ci avec la Douairiere de Montpensier , le Prince de Conti allant fur le foir au Louvre dans fon caroffe , rencontra près de la Croix-du-Tiroir le Comte de Soissons qui étoit pareillement dans le fien. Comme la rue fe trouvoit embaraffée , il falloît que l'un des deux caroffes reculât pour faire place à l'autre. Etour-  
di-

diment & sans prendre garde aux livrées, l'Ecuier du Comte se mit à faire des menaces, & à commander au cocher du Prince de reculer au plutôt. Les gens de Conti ne veulent pas céder, & disent à leur cocher d'avancer sans rien craindre. Le Comte de Soissons reconnut alors le carrosse de son frere aîné. Il lui envoya incontinent faire des excuses de l'indiscrétion de l'Ecuier. On protesta au Prince de la part du Comte que la chose étoit arrivée par mégarde & sans aucun dessein prémédité. L'imbécille Conti ne se contenta pas de la déference que Soissons lui rendoit. Quand un homme se sent peu de mérite, il croit facilement qu'on le méprise. *A demain pour point bas*, cria le Prince en passant devant le carrosse de son frere. Etouffer brutalement pour un petit point d'honneur tous les sentimens de la Religion & de la Nature, étoit-ce le moien de se rendre moins méprisable aux honnêtes gens ?

La Régente avertie de ce qui étoit arrivé, prie le Prince de Condé de s'en-tremettre pour accommoder ses oncles : elle envoie dire au Duc de Guise dont Conti avoit épousé la sœur, de disposer son beau-frere à recevoir les excuses que Soissons lui faisoit. Condé & Guise vont le même jour à l'Abbaie de Saint Germain des Prez, où logeoit le Prince de Conti. Soit que le Duc voulût faire paroître aux Princes du sang & à sa nouvelle épouse, que la Maison de Guise

On accom-  
mode les  
deux Prin-  
ces.

1611. n'étoit guères moins considérée que sous les Regnes précédens, soit que ce fût un effet du hazard, il sortit de l'hôtel de Montpensier, où il avoit couché, accompagné d'un nombre extraordinaire de Gentilshommes à cheval, dans le dessein d'aller voir le Prince de Conti, il ne fut pas même fâché de passer en si grande pompe près de l'hôtel de Soissons.

En revenant de l'Abbaie de S. Germain, Guise trouva le Prince de Condé qui s'y en alloit, suivi seulement de quatre ou cinq Cavaliers. Ils se saluerent l'un l'autre. Le Duc dit à Condé que le Prince de Conti étoit en de bonnes dispositions, & qu'il lui avoit promis que les choses n'iroient pas plus loin. *Si vous me le permettez, Monsieur,* ajouta le Duc de Guise, *je retournerai sur mes pas, & j'aurai l'honneur de vous accompagner chez Mr. le Prince de Conti pour le faire souvenir de la parole qu'il m'a donnée.* Condé n'eut garde d'accepter la civilité que Guise lui faisoit. La suite de l'un étoit trop différente de celle de l'autre. Le Prince auroit paru faire honneur au Duc en un jour de triomphe. Le Chevalier de Guise frère de celui-ci se détacha seulement de la troupe, & suivit le Prince de Condé jusqu'à l'Abbaie de S. Germain. Conti renouvelle à son neveu les assurances qu'il avoit données à son beau-frère : & le différend fut apaisé.

Autre grand  
différend

Le Duc de Guise n'avoit prétendu, disoit-il, que de persuader au Prince de Con-

ti

ti de ne pas rompre de la sorte avec son frere. Cependant il se fit à lui-même une grande affaire avec le Comte de Soissons. <sup>1611. du Comte de Soissons avec le Duc de Guise.</sup> Guise, crioit-on à l'hôtel de Soissons, a voit à sa suite plus de cent-cinquante Cavaliers armez & prêts à se battre. Ce n'est pas sans dessein qu'il affectoit de passer près de cette maison. Il veut braver les Princes du sang : Il a cru nous intimider & nous faire voir que si la Maison de Guise prend le parti du Prince de Conti son allié, le nôtre sera beaucoup inferieur. Jaloux des grands avantages que l'heritiere de Joieuse portoit dans une Maison ennemie, le Comte de Soissons croioit tous ces rapports. Le Prince de Condé picqué peut-être de la différence qu'on avoit remarquée entre lui & le Duc de Guise, donnoit dans les mêmes sentimens, & y entraînoit le Connétable de Montmorenci, qui se souvenoit encore des anciens demêlez de son frere le Maréchal avec les Guises. La foule de Seigneurs & de Gentilshommes qui accouroit alors de toutes parts à l'hôtel de Guise, servit beaucoup à irriter les deux Princes & le Connétable. <sup>Mémoires de Bassompierre.</sup> On vit avec étonnement les petits-enfans de l'Amiral de Coligni, les Ducs de Sully <sup>Mercure François.</sup> & de Rohan, le Maréchal de Bouillon, & les plus considerables du Parti Protestant, oublier la journée de la S. Barthelemi, & aller offrir leurs services aux enfans du Balafre, contre le fils du brave Louis Prince de Condé. <sup>1611.</sup>



1611.

La Régente & les Ministres craignoient que cette affaire n'eût des suites fâcheuses. On ordonna aux bourgeois des quartiers voisins du Louvre de prendre les armes, on tint les chaînes des rues prêtes à être tendues en cas de besoin, on envoie le Maréchal de Brissac au Comte de Soissons pour l'empêcher de sortir de son hôtel. Le Marquis de Vitri Capitaine des Gardes eut ordre de demeurer auprès du Duc de Guise & de ses freres. On ne voulut pas refuser à Soissons la permission de parler à la Reine : mais Guise n'obtint pas la même faveur : Legere distinction pour contenter la délicatesse des Princes du sang !

Quand on parla dans le Conseil, des moyens d'appaiser le nouveau differend, le Connétable demanda justice à la Reine contre le Duc de Guise *qui avoit bravé, disoit-il, le Comte de Soissons, en passant près de son hôtel avec 150. chevaux.* Le Duc de Sulli défendit fortement celui de Guise. *Est-ce offenser Mr. le Comte, répondit-il, que de passer près de sa Maison ? N'étoit-ce pas le chemin que Mr. de Guise devoit prendre pour exécuter l'ordre que Sa Majesté lui avoit donné de parler à Mr. le Prince de Conti ? Plusieurs de ses amis & de ses serviteurs l'accompagnoient : cela s'est fait sans dessein. Les gens sont allez voir Mr. de Guise s'ir son mariage : ils l'ont suivi jusqu'à l'Abbaye de S. Germain : est-ce là une chose si extraordinaire ? Les Princes & les Seigneurs viennent tous les jours au Louvre*  
accom-

*accompagnez de la Noblesse qui a du respect pour eux. Mr. de Guise est serviteur de Mr. le Comte. Il est disposé à rendre aux Princes du sang ce qui est dû à leur naissance. Mr. le Comte l'auroit éprouvé lui-même, si Mr. de Guise l'eût rencontré en son chemin. Peut-on exiger autre chose de Mr. le Duc de Guise ?* Le Maréchal de Bouillon & le Duc d'Epemon confirmèrent ce que le Duc de Sulli disoit.

La Régente envoya demander au Comte de Soissons, s'il étoit content des excuses que l'on avoit faites pour le Duc de Guise. Bien loin de s'en payer, il recusa quatre personnes du Conseil, comme amis & comme parens de la Maison de Guise. Il fallut donc entrer en négociation. Ennuïé d'être si long-temps renfermé dans sa maison, le Duc de Guise avoit déjà consenti à rendre visite au Comte de Soissons, & à lui faire des excuses assez humbles. Mais le Duc de Mayenne oncle de Guise, lui ayant remontré les conséquences d'une démarche qui donnoit de si grans avantages à l'ennemi juré de leur Maison, il retira sa parole. Soissons en fut extrêmement picqué. Il menaçoit la Régente de sortir de Paris, si on ne lui faisoit pas la satisfaction qui avoit été promise. Cependant on obtint de lui qu'il se contenteroit que le Duc de Mayenne allât faire des excuses à la Reine, de ce que le Duc de Guise avoit marché dans les rues de Paris avec un si grand nombre de gens à cheval. *Mr. de Guise, dit encore*

1611.

Accommodement du Duc de Guise avec le Comte de Soissons.

Mémoires de la Régence de Marie de Médicis.

1611. le Duc de Mayenne, n'a jamais eu dessein de causer aucune brouillerie. Il aimeroit mieux mourir que de rien entreprendre qui pût déplaire à Votre Majesté. Pour Mr. le Comte de Soissons, ceux de notre Maison demeureront toujours dans les termes de l'honneur & de la civilité qu'ils lui doivent. Quand Mr. le Comte voudra bien vivre avec Mrs. de Guise, ils l'honoreront, & ils seront ses serviteurs.

La Reine repartit qu'elle feroit savoir au Comte de Soissons ce que le Duc de Mayenne avoit représenté. Je lui dirai, ajouta-t-elle, d'oublier ce qui s'est passé, & de se contenter de cette satisfaction. Le Prince de Condé alla trouver son oncle de la part de la Reine, & lui dit que Sa Majesté souhaitoit que les choses en demeurassent là. Le Comte de Soissons promit de se conformer à la volonté de la Régente. Mayenne avoit par son adresse & par sa fermeté, tiré son neveu avec honneur d'un pas extrêmement délicat. S'il est vrai que le Duc de Guise n'ait eu aucun mauvais dessein, il fit du moins paroître une ostentation propre à donner de l'ombrage aux Princes du sang.

Disgrace du  
Duc de Sul-  
li.

C'étoit fort inutilement que le Duc de Sulli faisoit si bassement sa cour aux Guises : ils n'empêcherent pas l'exécution du projet qu'on avoit formé de le dépouiller. Leur parti fit mine de se rallier pour retarder du moins la chute d'un homme qui s'efforçoit de les servir utilement. Mais la cabale contraire étoit trop puis-

puissante & trop animée. Peut-être aussi 1611.  
 que la Maison de Guise ne se soucioit pas  
 dans le fonds de soutenir un Seigneur Pro-  
 testant, que la Cour de Rome & celle de  
 Madrid voioient avec chagrin dans les Mémoires  
 premiers emplois. Le Marquis de Coeu- de la Régén-  
 vres fut celui dont les ennemis du Duc ce de Marie-  
 se servirent pour fonder les véritables de Médicis.  
 sentimens du Maréchal de Bouillon sur la dis-  
 grace de Sulli. L'intérêt de leur Religion  
 devoit réunir deux Seigneurs Protestans.  
 Sa conservation dépendoit en partie de  
 leur bonne intelligence. Mais c'est à quoi  
 les Courtisans ne pensent guères. *Tout  
 le mal qui peut arriver à Sulli, il le mérite  
 bien, dit le Maréchal. Cependant je ne  
 dois pas paroître parmi ceux qui se déclai-  
 rent contre lui. Il est important que ceux de  
 nôtre Religion ne me puissent pas reprocher  
 d'avoir contribué à l'éloignement d'un hom-  
 me qui leur est nécessaire dans le poste qu'il  
 occupe.* Si Bouillon vouloit sérieusement  
 éviter ce reproche, devoit-il renouer alors  
 avec le Comte de Soissons? Tout le mon-  
 de jugea bien que le pauvre Duc de Sulli  
 étoit la victime de cette réconciliation.

Le Prince de Condé & le Comte de  
 Soissons demandèrent conjointement son  
 éloignement à la Régente. Sa Majesté  
 leur accorda volontiers une chose qu'elle  
 ne souhaitoit pas moins qu'eux. Pour  
 sauver les apparences dans le Parti Refor-  
 mé, qui devoit trouver étrange que Ma-  
 rie ôtât si promptement au Duc de Sul-  
 li les récompenses que ses bons services

1611. avoient méritées du feu Roi, on voulut faire accroire à Sulli même qu'il avoit demandé du repos ; & la Régente lui offrit honnêtement une somme d'argent pour le gouvernement de la Bastille qu'on lui enlevoit avec la Surintendance des finances. Le Duc fut fort étonné de se voir pris au mot sur des complimens généraux faits à la Reine. Il avoit protesté en certaines occasions à Sa Majesté, qu'elle pouvoit disposer de tout ce qu'il possédoit. *Je ne pensois pas, dit Sulli, que de telles offres faites à son Prince, fussent un crime suffisant pour être dépouillé de ses dignitez. J'apprens maintenant une maxime nouvelle. Mais je ne me repens pas d'avoir fait mon devoir.*

Mercur  
François.  
1611.

Le Duc montra de la constance dans l'adversité, parce qu'il fût assez bien cacher l'agitation de son esprit. Il écrivit à la Reine une lettre pleine de beaux sentimens. Ne fut-ce point le noble effort de l'orgueil caché d'un homme qui cherchoit à se dedommager de sa perte en se faisant admirer ? Il vouloit peut-être persuader aux gens qu'il avoit mérité de remplir les places qu'il abandonnoit d'une manière si ferme, si desintéressée. Sa magnanimité auroit paru moins affectée, s'il n'avoit pas fait une si longue énumération des services rendus au feu Roi. C'étoit les reprocher à sa Veuve. Il eut beau publier que sans augmenter, & en diminuant même les tailles & les impôts, il avoit acquitté les dettes immenses de son  
Mai-

Maitre, mis un bon ordre dans ses finances, fait subsister trois grandes armées, amassé dix-sept millions d'argent comptant ; le peuple ne l'en crut pas sur sa parole. Cinquante-quatre Edits revoquez au commencement de ce Regne, prouvoient assez bien que le Surintendant n'avoit pas encore trouvé le secret d'enrichir le Prince, en foulageant les sujets. 1611.

Le Duc se retira dans son château de Sully sur la Loire. On ne fit point de Sur-Le Premierintendant. Les Présidens Jeannin, de Président deChâteauneuf, & de Thou furent nom-Harlai semez Directeurs des finances : de Thou démet de sarenonça à cet emploi. Il ne convenoit charge.guères à un Magistrat integre, zélé pour Cabale pourle bien public, amoureux de toutes les empêcherbelles disciplines. La charge de premier que Mr. dePrésident du Parlement de Paris étoit un Thou ne luiobjet plus digne de sa noble ambition. succede.Christophle de Thou son père l'avoit remplie avec beaucoup de réputation. Sa memoire seroit entièrement irreprochable, si la nécessité d'excuser son maître, ne l'avoit pas contraint à chercher des prétextes frivoles pour donner quelque couleur au cruel massacre de la S. Barthelemi, que ce sage Magistrat détestoit dans son cœur. Achilles de Harlai son gendre lui succeda en un temps le plus malheureux, le plus difficile qui fut jamais. On parle encore avec éloge de l'integrité, de la droiture, de l'affabilité de ce grand homme. Les bons François ne peuvent pas oublier les services qu'il rendit

1611. dit à la Patrie prête de succomber sous les efforts de la Ligue.

Mémoires  
de la Régente  
de Marie  
de Médicis.

Accablé d'années & de travail, il voulut se demettre de sa charge. Tous les gens de bien fouhaitoient que Jacques Auguste de Thou reprît la place de son pere. Mais la Régente étoit trop dépendante du Pape. Les lumières & la modération d'un si savant Magistrat n'accommodoient pas la Cour de Rome. Les Jésuites avoient encore une affaire trop importante pour eux, à solliciter au Parlement de Paris. Ils ne vouloient pas qu'un homme, qui ne connoissoit pas moins bien que son beau-frere les secrets desseins de la Société, présidât au jugement du procès qu'elle avoit contre l'Université de Paris. Condé qui avoit de grandes obligations au Président de Thou, lui promit de l'appuyer dans ses prétensions à une dignité justement due à son merite & à ses services. Mais le Prince foible & ingrat n'eut pas le courage de s'opposer à la cabale des bigots. Ville-roi profita de l'occasion. Il fait nommer de Verdun son allié, qui devoit être assez content de se voir à la tête du Parlement de Toulouse.

La d'Escouman accuse  
la Marquise  
de Verneuil  
& le

Peu de jours avant sa demission, Harlai avoit présidé au jugement rendu contre la d'Escouman. Cette creature, dit-on, ne manquoit ni d'esprit, ni d'adresse. Mais sa vie débordée auroit dû faire rejeter son témoignage, si on pouvoit employer à de grans crimes d'autres gens que  
des

des scélérats. On ne fait point qui porta la d'Escouman à se présenter à la Reine Marguerite, dont elle avoit été connue, & de lui découvrir que le Duc d'Ep<sup>er</sup>non & la Marquise de Vernueil avoient suborné Ravailiac. Soit que Marguerite fût du nombre de ceux qui vouloient perdre ces deux personnes, soit qu'elle craignît pour elle-même, si elle négligeoit d'avertir la Cour de l'indice qu'on lui avoit donné; la Princesse envoie dire à la Régente que la d'Escouman avoit de grandes choses à révéler. On nomme des gens pour se transporter à l'hôtel de la Reine Marguerite. Ils se cachent dans un cabinet voisin, pendant que la Princesse fait répéter tout haut à la d'Escouman ce qu'elle avoit déjà dit. Marguerite témoigna que la femme ne varioit point, & qu'elle avoit raconté auparavant mot pour mot tout ce qu'on venoit d'entendre.

Sur le rapport qu'on en fit à la Régente, Sa Majesté ordonna qu'on expédiât des Lettres Patentes, afin que le Parlement de Paris prît connoissance de la vérité de cette nouvelle affaire. La d'Escouman interrogée par le Premier Président de Harlai, accuse deux hommes, dont l'un avoit été valet de chambre du Marquis d'Enragues. On les arrête, on les interroge, on les jette chacun dans un cachot, on les confronte avec la d'Escouman, qui soutint fortement ce qu'elle avoit dit contr'eux. Elle déclare encore que la Marquise de Vernueil lui

1611.  
Duc d'Ep<sup>er</sup>non  
non d'avoir  
eu part au  
meurtre  
d'Henri IV.

L'Accusatri-  
ce est con-  
damnée.



1611. avoit adressé Ravailiac avec une lettre pour une Mademoiselle du Tillet ; & qu'en sa présence la du Tillet avoit parlé à Ravailiac d'assassiner le feu Roi. Mais l'Accusatrice soutint si mal ce qu'elle avoit avancé, elle fut si peu habile à bien dépeindre la personne de l'assassin, elle dit tant de choses évidemment fausses, qu'on n'ajouta point de foi à ses dépositions. Les deux prisonniers furent renvoyés absous, & la d'Escouman condamnée à être mise entre quatre murailles pour le reste de ses jours.

Réflexions  
sur le juge-  
ment rendu  
contr'elle.

La precaution de renfermer si bien cette créature, & ses interrogatoires tenus fort secrets, donnerent occasion à différens soupçons & à plusieurs raisonnemens. On crioit assez communément que des personnes d'une qualité éminente avoient eu part au mystère d'irliquité, & qu'on n'avoit pas jugé à propos de le révéler. Quelques-uns prétendoient qu'on avoit voulu seulement épargner la réputation de certaines gens du premier rang, qui avoient mis la d'Escouman en besogne, afin de perdre leurs ennemis. *Une femme aussi corrompue, aussi vindicative que la Vernueil, disoient-ils, peut bien être capable d'un grand crime. Mais est-il croyable que la Reine, qui hait mortellement la Marquise, ait voulu l'épargner ? Pouvoit-elle trouver une plus belle occasion de se venger de tous les chagrins qu'une Rivale railleuse & maligne, lui a souvent donnés ? Ce n'est pas la considération du Duc d'Epernon, ajoutoient quelques gens judicieux,*  
qui

qui fait étouffer cette affaire. Il a de puissans ennemis à la Cour. Le Prince de Condé & le Comte de Soissons se déclarent ouvertement contre lui. Le Maréchal de Bouillon & le Marquis d'Ancre liez étroitement ensemble, cherchent à l'éloigner & à le perdre. Qu'on fasse réflexion sur la conduite que le Duc d'Epéron a gardée jusqu'à présent, sur son humeur, sur ses inclinations; il ne paroitra point capable d'un si noir attentat.

Et s'il a eu la malice de le concevoir, est-il assez depourvu de sens pour se confier à un fou comme Ravaiillac? Enfin, s'il a suborné l'assassin, se seroit-il mis en peine pour empêcher qu'on ne le tuât sur le champ, comme on avoit tué Jacques Clement? Il n'a pas été possible de faire le procez au Duc d'Epéron, repliquoient les plus prévenus, sans y engager la Reine qu'il a voulu servir. En vérité, leur disoit-on, il étoit beaucoup plus sûr & plus facile d'empoisonner le Roi, que de se reposer pour un coup de cette importance sur la résolution & sur la prudence d'un homme fait comme Ravaiillac.

La division étoit encore plus grande à la Cour de Prague qu'à celle de Paris, & les Princes de la Maison d'Autriche en Allemagne vivoient dans une mesintelligence beaucoup plus éclatante, que celle des Princes du sang de France. L'Empereur Rodolphe avoit trois freres, Mathias, Albert, & Maximilien. Le premier avoit enlevé à son aîné le Roiaume de Hongrie & la plus grande partie de ce que la Maison d'Autriche appelle ses pais

Etat de la  
Maison  
d'Autriche  
en Allema-  
gne.

1511. héréditaires. Albert vivoit content des Provinces des Pais-Bas que l'Infante Isabelle lui avoit apportées en mariage : & Maximilien déchu depuis fort long-temps de ses prétensions au Roiaume de Pologne, qu'il avoit disputé à Sigismond Roi de Suède, menoit une vie tranquille auprès de Mathias Roi de Hongrie. Les quatre freres avoient deux cousins germains, enfans de Charles frere de l'Empereur Maximilien II. Le petit domaine de Gratz en Stirie ne suffisoit pas à l'ambition de Ferdinand aîné de cette seconde branche de la Maison d'Autriche en Allemagne. Leopold son frere vouloit autre chose que les Evêchez de Strasbourg & de Passau. Rodolphe & ses freres n'avoient point d'enfans : cela donnoit de grandes esperances à leurs cousins. Mais elles paroissoient encore éloignées. Le Roi de Hongrie épousa cette année Anne Archiduchesse d'Autriche : il pouvoit laisser des héritiers.

Ferdinand cachoit assez habilement son ambition demesurée. Content de ménager le Pape , & d'entretenir une étroite correspondance avec le Roi d'Espagne , il sembloit attendre patiemment une occasion plus favorable d'obtenir la succession de ses cousins. On regardoit l'Empereur comme un homme mort. La Cour de Rome & celle de Madrid , n'étoient pas trop contentes de ce que Mathias gardoit d'assez grans menagemens avec les Protestans, afin qu'ils ne lui  
fussent

fussent pas contraires, quand il seroit question d'élire un successeur à son frere. Peut-être que son inclination le portoit aussi à suivre les traces de Maximilien II. Prince extrêmement sage & modéré. Il avoit eu de bons sentimens pour la Religion Protestante; & l'on croit qu'il l'eût embrassée, sans les obstacles qu'il trouva de la part de Ferdinand I. & de la Cour de Rome. L'Empereur son pere pressé par le Pape, menaça Maximilien de le desheriter. Mais si le Fils eût témoigné plus de fermeté, il n'auroit pas été si facile de faire valoir exheredation: je ne sai même si on auroit osé l'entreprendre. Ferdinand Archiduc de Gratz étoit fort éloigné de la moderation de Maximilien. Son entêtement contre les Protestans fut toujours prodigieux. Les Jésuites & les Moines ignorans, qui ont eu trop de credit dans le Conseil de ce Prince & de ses descendans, l'entretenoient dans ces sentimens outrez, on le flattoit du secours du Pape & du Roi d'Espagne pour l'élever à l'Empire, avant même que tous ceux de la branche aînée fussent morts.

L'Archiduc Leopold n'avoit pas moins d'ambition, mais il étoit plus impatient. Chagrin d'être réduit à vivre du revenu des bénéfices qu'on lui avoit procurez, & de voir les grans desseins sur les Etats de Clèves & de Juliers entièrement avortez, il se met en tête de profiter de la foiblesse de Rodolphe, & de se faire

Desseins ambitieux de Leopold d'Autriche Evêque de Strasbourg & de Passau sur le Roiaume de Bohême.

Roi

1611. Roi de Bohême, au préjudice de Matthias, à qui la Couronne étoit assurée après la mort de l'Empereur. Leopold avoit levé une petite armée du consentement de Rodolphe, sous prétexte d'aller secourir Juliers contre les Princes confederez. La ville aiant été prise par le brave Maurice d'Orange, l'Archiduc laissa vivre ses troupes dans son Evêché de Passau, il pensoit à s'en servir pour quelque chose de plus grand & de plus utile.

Romeo leur General aussi inquiet, aussi remuant que Leopold, lui avoit persuadé de traiter avec ses amis de la Cour de Prague, & sur tout avec les Catholiques Romains de Bohême, qui ne pouvoient souffrir que les Evangéliques eussent le libre exercice de leur Religion. Leopold pensa premièrement à faire changer le gouvernement de la ville de Prague, & à chasser du Conseil de l'Empereur quelques Seigneurs attachez au Roi de Hongrie. La chose ne parut pas praticable dans un Etat libre comme la Bohême. Il fallut se contenter de gagner le Parti Catholique, & sur tout les Ecclésiastiques & les Moines, en leur faisant espérer que si Leopold entroit une fois à main armée dans Prague, il obligerait l'Empereur à revoquer l'Edit donné en faveur des Evangéliques. Les Jesuites furent les premiers à favoriser les desseins de Leopold: on mit du canon, des armes, & des munitions dans leur Collège pour s'en servir dans le besoin.

L'ar-

L'armée de Leopold étoit composée de 1611. neuf mille hommes de pied & de quatre mille chevaux. Elle marcha d'abord vers l'Autriche sous la conduite de Romeo, qui avoit trouvé le moien de faire toucher quelque argent aux soldats. Ils y pillèrent quelques châteaux considérables. Le Roi Mathias fut d'autant plus alarmé qu'il n'étoit pas en état de résister. Il écrit d'abord à ses sujets & à ses amis de venir promptement à son secours. Cependant Romeo passe le Danube à Lintz, ravage tout ce qu'il rencontre en son chemin, & s'avance jusques dans la Bohême, sous prétexte de faire payer les subsides que l'Empereur avoit promis à Leopold pour la subsistance de ses troupes. Elle surprirent deux ou trois places importantes; & Leopold les joignit lors qu'elles étoient déjà aux portes de la capitale. Etonnez de ces mouvemens, les Etats du pays se préparent à la défense. Les Evangéliques sont plus animez & plus actifs que les autres : ils craignoient trop de tomber sous la domination de quelqu'un de la Maison de Gratz. Mais on ne peut empêcher que Leopold n'entrât dans cette troisième partie de la ville qu'on nomme *la petite Prague*. Il y avoit de bonnes intelligences. Les deux autres quartiers, je veux dire *la vieille* & *la nouvelle Prague*, se défendirent si vigoureusement que Leopold ne put s'en rendre maître.

Pendant tous les desordres qu'un pareil Mathias

1671.  
Roi de Hongrie marche  
au secours  
de la Bohême.

accident peut causer dans une ville divisée en deux partis extrêmement animés, Rodolphe demeurait dans son château. Content de fommer les uns & les autres par un Héraut de mettre les armes bas, il sembloit vouloir être neutre. Ses vieux chagrins contre son frère, le faisoient pencher pour Leopold, qui s'empara du château, & fut déclaré Lieutenant Général de l'Empereur. Le Roi de Hongrie avoit alors des affaires à démêler avec Gabriel Battori Prince de Transilvanie. Il aima mieux les abandonner, que de laisser perdre la Bohême qu'on lui vouloit enlever. Le voilà donc à la tête d'une armée de dix-huit mille hommes. Leopold & Romeo se retirent promptement vers les frontières de Bohême, de qu'ils apprenent que Mathias est entré dans le Roiaume, trop heureux d'emporter leur butin, & trois-cens mille florins que l'Empereur leur avoit fait donner. Le Roi de Hongrie étant venu à Prague, les Etats du pais l'y reçurent avec toute la magnificence possible.

Mathias est  
couronné  
Roi de Bohême.

Après qu'on eut mis en prison, ou chassé certains Conseillers de Rodolphe, il ne fut pas difficile de le faire consentir à se remettre encore du Roiaume de Bohême en faveur de son frère. On fit d'assez bonnes conditions en apparence à ce pauvre Prince, à la sollicitation de l'Electeur de Saxe toujours ami de la Maison d'Autriche. Les Etats de Bohême proposerent aussi les leurs  
au

au nouveau Roi, pour assurer les privilèges du Roiaume & la liberté de conscience. La ville de Prague stipula certaines choses en particulier, & sur tout qu'on restreignît la juridiction Ecclésiastique, & qu'on en corrigeât les abus. Après que Mathias eût été solennellement couronné à Prague le 23. Mai par le Cardinal de Ditrichstein, on conclut un accord avec Leopold qui retenoit encore des places importantes. Il promit d'en sortir moyennant une somme d'argent qu'on lui compta. Enfin le Roi de Hongrie & de Bohême étant convenu des articles d'une parfaite réconciliation avec l'Empereur, il partit pour Breslau. Son dessein étoit d'aller prendre possession de la Silesie qu'on lui avoit pareillement cédée. L'Evêque de la ville, les Seigneurs, & les Etats de la Province prêterent serment de fidélité, & le nouveau Souverain leur jura de son côté la conservation de leurs privilèges, & le libre exercice de la Religion que chacun professoit auparavant.

Les Princes de la Maison d'Autriche vécurent le reste de cette année en bonne intelligence au dehors. Ceux du sang Royal faisoient de même en France. Condé & Soissons réunis n'étoient pas contents d'avoir ruiné le Duc de Sulli; ils vouloient perdre encore le Duc d'Epernon. Le Marquis d'Ancre se mit de la partie. Il promettoit au Comte de Soissons

Cabale à la Cour de France contre le Duc d'Epernon.



1611. fons de faire éloigner de la Cour un homme insupportable à tous les Favoris. Epernon les haïssoit en effet, parce qu'il aimoit la faveur. Il ne croyoit pas qu'un autre que lui, la pût mériter. Conchini irrité de ce que le Duc le méprisoit hautement, avoit résolu d'humilier un Gentilhomme élevé lui-même par la faveur d'Henri III. & devenu plus fier, & moins capable de plier, que les Princes du sang. Plus Epernon sentoît la diminution de son crédit à la Cour, plus il affectoit de montrer aux Princes du sang, que s'ils ne vouloient pas l'aimer, ils devoient du moins le craindre. Depuis que le Comte de Soissons l'eût menacé de lui faire insulte, il marcha souvent dans les rues de Paris, accompagné de sept à huit cens Gentilshommes. Il prenoit quelquefois plaisir d'aller à pied au Louvre. Sa troupe marchoit alors comme en ordre de bataille. Les premiers de sa suite étoient à la porte du Louvre, avant que les derniers fussent sortis de l'hôtel d'Epernon. Il y avoit près de deux mille pas de là jusqu'au Louvre.

Vie du Duc  
d'Epernon.  
Livre VI.

Le Cardinal  
de Joieuse  
& le Duc  
d'Epernon  
prenent la  
résolution  
de se retirer  
de la Cour.

Au milieu de cet éclat extérieur, le chagrin de se voir éloigné des affaires le rongeoit cruellement au dedans. Le Cardinal de Joieuse, qui ne subsistoit que par l'appui du Duc, avoit pris le parti d'aller à Rome se desennuier dans les *Chapelles* & dans les *Congregations*, puis qu'il n'y avoit plus d'occupation pour lui à la Cour de France. Epernon demanda la permission

mission d'aller dans ses terres & dans ses 1611.  
gouvernemens. Il l'obtint avec quelque  
agrément. La Régente lui donna en Mémoires  
cette occasion de nouvelles marques de de la Régente  
confiance & de distinction. Le Prince de Marie  
cè de Condé vouloit aller prendre pos- de Médicis.  
session du gouvernement de Guienne, &  
rien n'étoit capable de le détourner de  
cette résolution. Sa fermeté donnoit de  
l'ombrage à la Cour. Les Reformez te-  
noient alors une assemblée politique à  
Saumur : & la Régente ne savoit si Con-  
dé n'avoit point quelque dessein secret  
de se prévaloir de cette conjoncture, pen-  
dant qu'il feroit dans le voisinage. On  
fut bien-aîsé que le Duc d'Epemnon allât  
dans ses gouvernemens de Limosin, d'An-  
goumois, & de Xaintonge, voisins de la  
Guienne. La Reine lui fit mille caresses :  
elle lui recommanda instamment de veil-  
ler sur les démarches de Condé. La pré-  
caution n'étoit pas nécessaire : le bon  
Prince ne pensoit point à mal : trop con-  
tent de faire le Roi de theatre à Bourdeaux  
& ailleurs, il étoit charmé de se voir reçu  
en si grande cérémonie, il alloit prendre  
sa place au Parlement, il se promenoit  
dans toutes les villes, il écoutoit avec  
gravité les harangues & les complimens  
des Magistrats & des Gentilshommes Gas-  
cons.

Le Comte de Soissons étoit presque seul Le Marquis  
auprès de la Régente qui le ménageoit. d'Ancre  
Le Marquis d'Ancre dont la faveur aug- pense à ma-  
mentoît tous les jours, lui témoignoit un rier son fils  
avec une  
ex-

1611.  
Princesse de  
Soissons.

extrême attachement. Soissons, ravi de mettre dans les intérêts de sa Maison un Favori si puissant, lui rendoit toutes sortes de bons offices. Il le servit à obtenir le gouvernement de la ville & de la citadelle d'Amiens malgré l'opposition des Ministres, & le mécontentement que le Comte de S. Paul en témoignoit. Ce Seigneur cadet de la Maison de Longueville prétendoit à cet emploi. Mais Soissons qui pouvoit tout sur son esprit le fit desister. Il engagea même S. Paul à revenir de Picardie, où il commandoit pendant le bas âge du Duc de Longueville, de peur qu'il n'eût quelque chose à démêler avec le nouveau Gouverneur d'Amiens; s'ils s'y trouvoient ensemble. L'élevation de Conchini étoit si grande que rien ne paroïssoit désormais au dessus de lui. On parla de marier son fils avec une des Princesses de Soissons. *Vous voulez me flatter,* répondit le Favori au Gentilhomme qui lui en faisoit l'ouverture: *mais cette flatterie, je l'avoue, ne me déplaît pas.*

Mémoires  
de la Régence  
de Marie  
de Médicis.

Le Comte  
de Soissons  
accepte la  
proposition.  
Générosité  
du Duc d'Enghien.

Il ne demeura pas long-temps dans les termes de la modestie qu'il affecta pour lors. Conchini eut l'audace de dire lui-même au Marquis de Cœuvres confident du Comte de Soissons, qu'il falloit penser au mariage dont on lui avoit parlé; que le Prince du sang y trouveroit de grans avantages, & que la Reine lui avoit donné son consentement. Soissons eut la bassesse d'accepter une alliance si honteuse. Il en fut puni comme il le méritoit.

toit. Les Ministres remontrèrent à la Reine les conséquences d'un mariage qui attireroit, tôt ou tard, sur elle-même l'indignation du Roi, des Princes, & de tous les gens raisonnables. De manière que le Comte de Soissons n'emporta de cette négociation que la honte & les reproches d'avoir voulu prostituer sa fille à un jeune Italien, dont le pere & la mere devinrent bien-tôt l'horreur du genre humain : moins sage, & moins genereux que le Duc d'Epemon, d'une naissance fort inférieure à celle d'un Prince du sang. Conchini fit proposer le mariage de sa fille avec le Marquis de la Valette second fils du Duc. Outre les grans biens qu'il vouloit donner à sa fille, le Favori promettoit d'obtenir l'épée de Connétable pour Epemon, dez que le Roi seroit majeur. Bien loin d'écouter ses amis & ses serviteurs qui lui conseilloyent d'accepter cette proposition, le Duc la rejetta avec un noble dédain. Il se fâcha même contre ceux qui le pressoyent de faire une alliance, que la première dignité de l'Etat donnée en récompense, rendoit encore moins honnête.

1611.

Vie du Duc  
d'Epemon.  
Livre VI.

Le Cardinal de Joieuse prit pour prétexte de son voiage à Rome, l'obligation d'y aller faire les fonctions de sa dignité de *Protecteur de France* : titre pompeux & ridicule que l'orgueil de la Cour de Rome a inventé, & dont la basse complaisance des Souverains autorise l'usage. Semblables aux Moines, ils ont cha-

Instruction  
donnée au  
Cardinal de  
Joieuse al-  
lant à Ro-  
me.

cun

1611. cun leur Cardinal *Protecteur* auprès du Pape. Un sujet devient à Rome le *Protecteur* de son Prince, parce qu'il y est son Agent. La Régente se divertissoit alors à Fontainebleau. Elle y fit expédier le 12. Avril une longue instruction pour Joieuse. On ne peut lire ces sortes de pieces, sans plaindre, disons mieux, sans mépriser les Têtes couronnées qui se laissent imposer une étrange servitude. Il faut qu'un Roi rende un compte exact au *Saint Pere* de tout ce qu'il ordonne au dedans pour le bien de ses Etats, & des alliances qu'il contracte au dehors pour leur seureté. A-t-il fait quelque chose qui ne doit pas être du goût de la Cour de Rome, le voilà qui cherche humblement toutes les excuses, tous les détours imaginables pour se disculper. Il use de souplesse, il promet de faire en quelque autre occasion des merveilles pour l'avantage du Saint Siège.

*Siri Mémoire Recondite.* Tom. II. Pag. 502. 503. &c.

La Régente se justifie auprès de Paul V. sur ce qu'elle a fait en faveur des Protestans.

Que de forfanterie dans l'instruction du Cardinal de Joieuse! Marie de Médicis veut qu'il informe exactement Paul V. de tout ce qui s'est passé depuis le commencement de la Régence, sans omettre la moindre particularité. Pour justifier l'Edit donné en confirmation de celui de Nantes, il faut représenter à Sa Sainteté, que la nécessité de prévenir le mécontentement des Huguenots, & d'arrêter quelques esprits brouillons & inquiets, l'a extorqué. Sur la permission que les Protestans ont obtenue de tenir une assemblée

semblée politique, on se disculpe par l'impossibilité de faire autrement dans une minorité. On tâche de calmer l'inquiétude que cette assemblée cause au bon Pape, en lui promettant qu'on n'accordera aux Huguenots que ce qu'on ne pourra pas se dispenser de leur donner. La Régente avoit distribué quelques emplois, elle avoit fait des graces à certains Seigneurs Protestans : de peur que la Cour de Rome ne s'allarme, on lui dit que c'est pour gagner les Chefs de parti par des libéralitez dispensées à propos. Paul V. trouvoit fort mauvais que le Parlement de Paris eût donné un Arrêt pour la suppression du livre que le Cardinal Bellarmin avoit publié contre Barclai. Sa Majesté est un peu embarrassée sur cet article. Elle est bien fâchée que les *libelles diffamatoires* & *scandaleux* du Cardinal, aient donné occasion aux Magistrats de se remuer. Mais la Reine en récompense a interposé son autorité pour empêcher la Sorbonne de faire une censure vigoureuse qu'on y méditoit contre les propositions de Bellarmin. On n'a pas voulu donner un si grand avantage aux Huguenots. Que de déguisemens ! Que de bassesses ! Ce n'est pas encore tout.

Les alliances renouvelées avec les Princes & avec les Etats Protestans, on les colore du bien commun de la Chrétienté ; on allégué l'exemple du Roi d'Espagne qui a fait une trêve avec les Provinces-Unies ; on promet ses bons offices

1611. auprès des Electeurs & des Princes Protestans d'Allemagne en faveur de Mathias Roi de Hongrie que la Cour de Rome & celle de Madrid vouloient faire élire Roi des Romains. Enfin, on tâche de faire accroire au Vieillard qu'on pense à former une puissante ligue contre le Turc, & qu'on espère d'y engager le Roi de la Grande-Bretagne, les Provinces-Unies, le Prince Maurice d'Orange, & les autres de la Maison de Nassau. *Ceux-ci, dit la Reine, sont si fort amoureux de la gloire, qu'ils ne seront pas fâchez d'avoir cette occasion d'en ajoûter une nouvelle à celle qu'ils ont acquise par leur valeur.* Le portrait qu'elle fait du Roi Jacques I. ne doit pas être omis. *J'avoue, poursuit Marie, qu'il persecute cruellement les Catholiques. Mais enfin, c'est un Prince qui n'aime que la paix. Il ne cherche point à s'aggrandir aux dépens de ses voisins : il se déclare l'ennemi de tous les sujets qui se revoltent contre leurs Souverains. S'il pouvoit s'assurer de la fidélité & des bonnes intentions des Anglois Catholiques, il les laisseroit vivre en repos. Comme il est fort opposé aux Calvinistes, il changera bien-tôt en faveur des Catholiques, dez que ceux-ci ne lui donneront plus aucun sujet de soupçon & de défiance.*

Plaintes de  
la Cour de  
France con-  
tre le Duc  
de Savoie.

Le principal article de cette instruction regardoit le Duc de Savoie. Il sembloit menacer alors d'attaquer le pais de Vaux appartenant à ceux du Canton de Berne, & la ville de Genève. La Reine veut donc

donc qu'on représente au Pape que l'inquietude & l'ambition du Savoïard peuvent allumer une guerre en Europe, capable d'empêcher la conclusion de la prétendue ligue qu'on meditoit contre l'ennemi commun de la Chrétienté : & que les Rois Henri III. & Henri IV. aiant pris sous la protection de leur Couronne, la ville de Genève & le pais de Vaux, l'honneur & la justice engagent leur Successeur à deffendre l'un & l'autre, en cas que le Duc de Savoie entreprène de les attaquer.

*Il se vante, ajoûte la Reine, que Sa Sainteté approuve, & qu'elle favorise même les desseins du Duc. Cela n'est pas vraisemblable. Le Pape connoît mieux qu'aucun autre, le génie, les forces, & le credit de Charles Emmanuel. Son entreprise ne peut pas réussir. Et quand le Roi d'Espagne fera réflexion sur les suites fâcheuses que les mouvemens du Duc peuvent avoir, il sera le premier à les condamner. On ne sait pas même fort bien quels sont les veritables desseins de Charles Emmanuel. Quand nous lui demandons pourquoy il a tant de troupes sur pied, il nous répond que les Espagnols étant armez dans le Milanois, la prudence veut qu'il pourvoie à la sûreté de ses Etats. Les Cantons Suisses Catholiques aiant fait la même question, ses Ministres ont répondu que leur Maître prétend remettre les Evêques de Genève & de Lauzanne dans leurs premiers droits. Il nous promet une chose, dans le temps même qu'il prend des engagemens tout-à-fait contraires avec le Roi*



1611. *d'Espagne. Nous avons encore grand sujet de croire qu'il a de secrètes intelligences avec les Protestans de France & des autres païs. On le voit maintenant fort intrigué pour s'allier avec le Roi d'Angleterre par un double mariage de leurs enfans. L'intelligence de cet article de l'instruction demande que je repréne les choses d'un peu plus haut, & que je rapporte les diverses démarches de Charles Emmanuel Duc de Savoie après la mort d'Henri IV.*

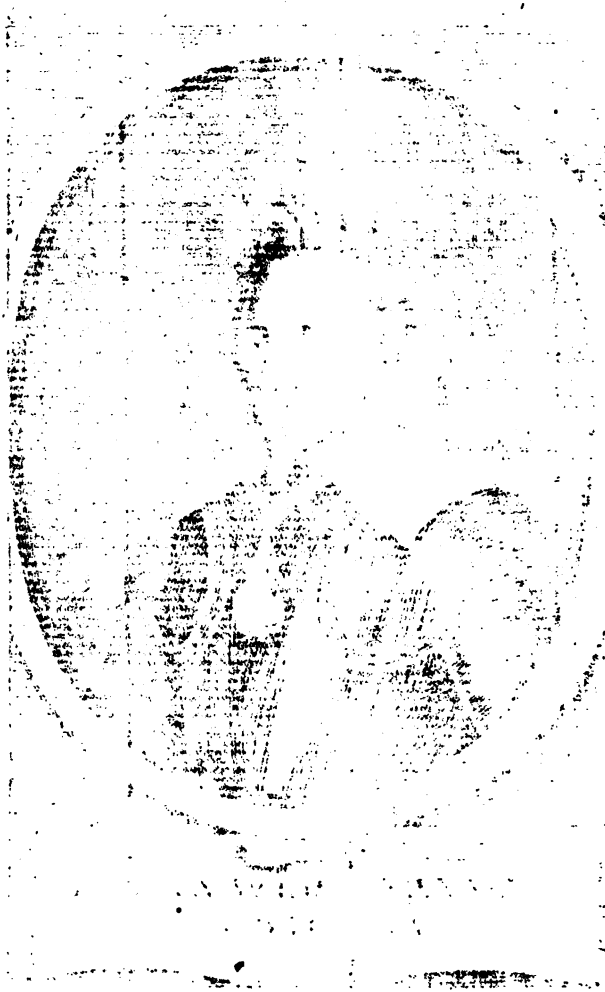
**Embaras** Cet accident inopiné le jetta en de si  
**du Duc de** grans embarras, qu'il joua cent rôles dif-  
**Savoie a-** ferens tantôt pour appaiser la Cour d'Espa-  
**près la mort** gne irritée contre lui, tantôt pour se con-  
**d'Henri IV.** server un puissant appui du côté de la  
 France, enfin, pour trouver quelque occa-  
 sion de contenter, du moins en partie, son  
 ambition demesurée. Le Duc pensa pre-  
 mièrement à tirer de la Régente une nou-  
 velle confirmation de la promesse qu'Hen-  
 ri avoit faite de donner en mariage Mada-  
 me Fille aînée de France au Prince de Pié-  
 mont; parti que le feu Roi préféreroit au  
 Prince d'Espagne qu'on lui avoit proposé.  
*Pour faire mon fils un grand Roi, disoit-il*  
*de fort bon sens, il n'est pas nécessaire que*  
*mes filles soient Reines.* On amusa Charles  
 Emmanuel de bonnes paroles en apparen-  
 ce, pendant qu'on négocioit secretement  
 avec le Roi Philippe. Deç que le Duc s'en  
 apperçut, il en fit de grandes plaintes à la  
 Cour de France. Bien loin d'y avoir égard,  
 la Régente lui fit demander tous les écrits  
 faits sur le mariage projeté par Henri IV.

Les

**Mémoires**  
 de la Ré-  
 gence de  
 Marie de  
 Médicis.



CHARLES EMANUEL DUC  
DE SAVOIE.



Les autres Souverains d'Italie ne furent guères moins intrigués que Charles Emmanuel. La Republique de Venise & quelques autres avoient pris part aux desseins d'Henri du côté des Alpes. Dez qu'ils apprirent qu'il avoit été malheureusement assassiné, ils craignirent presque tous également, que l'Espagne délivrée d'un ennemi redoutable, ne pensât désormais tout de bon à subjuguer l'Italie, sous prétexte de punir le Duc de Savoie & les autres qui étoient d'intelligence avec Henri pour chasser les Espagnols du Milanois. Paul V. tout effrayé fit appeller l'Ambassadeur de Venise. *Ecrivez incessamment à la Seigneurie, lui dit le Pape, que je les prie pour l'amour de Dieu, de faire en sorte que nous soions tous parfaitement d'accord en une si fâcheuse conjoncture. Il est question de prendre les mesures nécessaires pour conserver l'Italie, & le nouveau Roi de France même. Je le vois en un fort grand danger. Les Espagnols vont tout remuer pour lui susciter d'étranges affaires. Me voici prêt à travailler de concert, & à me déclarer même conjointement avec la Republique.*

Le Duc de Savoie avoit dépêché son Secrétaire à Venise pour presser instamment le Sénat de conclure au plutôt une ligue offensive & défensive contre les Espagnols. Ils font déjà de nouvelles levées, disoit-on de la part de Charles Emmanuel. Ils distribuent de l'argent pour attirer des Officiers à leur service. Le Duc

1611.  
Les autres Princes d'Italie ne paroissent guères moins embarrassés que le Duc de Savoie.

Siri *Memorie Recondite*. Tom. II. Pag. 285. 286. &c.

Conduite prudente du Sénat de Venise.

1611. *mon maître voit bien que ces préparatifs le*  
*Siri Memo-* *regardent plus qu'aucun autre. Déterminé*  
*rie Recondi-* *à se soumettre plutôt au Turc qu'à l'Espa-*  
*te. Tom. II.* *gnol, il demeurera toujours uni avec la*  
*Pag. 288.* *France, il se défendra jusqu'au dernier sou-*  
*291.* *pir. C'est à vous de voir si sa chute ne sera*  
*point suivie de celle de votre République. La*  
*prompte conclusion d'une ligue offensive &*  
*défensive, c'est le seul moyen de prévenir les*  
*malheurs dont nous sommes tous également*  
*menacez. Les Venitiens, qui connoissoient*  
*bien les forces de l'Espagne, ne prirent*  
*point si tôt l'allarme. Ils crurent encore*  
*qu'avant que de se déclarer trop ouverte-*  
*ment, on devoit premièrement être bien*  
*assuré des intentions & du concours de la*  
*France, où la minorité du Roi devoit*  
*changer la face des affaires. Pour enga-*  
*ger Marie de Médicis à se déclarer, la*  
*Seigneurie lui fit proposer habilement la*  
*ligue offensive & défensive contre l'Espa-*  
*gne. La Régente ne pensoit nullement à*  
*poursuivre les desseins d'Henri. C'est*  
*pourquoi elle répondit sans façon au Se-*  
*nat que le bas âge de son Fils ne lui per-*  
*mettoit pas de s'engager dans une guerre*  
*étrangere. Que si le Senat, ajouta-t-elle,*  
*juge à propos de faire une ligue défensive*  
*pour la sûreté de l'Italie, nous sommes dispo-*  
*sez à témoigner à nos anciens alliez, que nous*  
*ne desirons rien plus que de les conserver, &*  
*que d'assurer le repos dont ils jouissent.*

Après cette déclaration, le Senat répondit fort sagement au Duc de Savoie, qu'il étoit important dans la conjonctu-

re

re presente des affaires, que tous les Souverains d'Italie véussent en bonne intelligence & qu'ils pensassent à leur commune sûreté. *Mais il est à craindre aussi, dirent-ils, que de nouvelles ligues ne servent qu'à irriter davantage les Espagnols, & à redoubler la défiance & la jalousie d'une Couronne, à qui la paix est autant, & plus nécessaire mêmes qu'à ses voisins.* Ces sages Politiques & les anciens Ministres d'Henri IV. voioient fort bien que les Espagnols n'étoient point tant à craindre, & qu'il y avoit plus de faîte que de realité dans les démarches menaçantes de la Cour de Madrid. La mort du Comte de Fuentes Gouverneur de Milan arrivée en ce temps-ci, servit à rassurer les esprits. On ne croioit pas que l'Espagne pût trouver un sujet capable de soutenir aussi bien la réputation de cette Couronne, & de couvrir avec autant d'habileté la foiblesse de Philippe III. & du Duc de Lerme son premier Ministre. Pierre Guzman de Toledé Comte de Fuentes mourut âgé de 85. ans le 22. Juillet 1610. C'étoit un homme d'une rare capacité & d'une grande experience dans les affaires politiques & militaires. Il acquit beaucoup de réputation dans les campagnes de Picardie à la fin du siècle précédent, & sur tout à la prise de Cambrai. Mais le soin qu'il avoit pris de profiter des leçons de Philippe II. son maître, ternit l'éclat des bonnes qualitez d'un si habile homme d'Etat & d'épée.

1611.  
Mauvais  
desseins de  
la Cour  
d'Espagne  
contre le  
Duc de Sa-  
voie.

Siri *Memo-  
rie Recondi-  
te.* Tom. II.  
Pag. 282.  
304. &c.

Imprudence  
& duplicité  
du Duc de  
Savoie.

Comme Charles Emmanuel avoit été le plus hardi, ajoûtons encore, le plus imprudent des Princes d'Italie, à se déclarer contre l'Espagne, il fut aussi le premier & le principal objet de la haine de cette Cour vindicative. On lui redemanda premierement les troupes Espagnoles qui étoient à son service. Il jugea bien qu'on cherchoit à lui faire querelle. Assuré d'un prompt secours de la part du Maréchal de Lesdiguières son ami qui commandoit en Dauphiné, le Duc ne s'étonna point des menaces qu'on lui faisoit de la part du Roi d'Espagne. Il parla non seulement en homme résolu à se défendre avec courage: mais il fit mine encore de vouloir poursuivre avec vigueur les desseins concertez avant la mort d'Henri IV. Tout le monde étoit si persuadé que la supériorité de génie & de forces, qui rendoit autrefois l'Espagne formidable, manquoit entièrement au Roi Philippe III. que des Princes fort inférieurs à lui ne craignoient pas de l'insulter fièrement.

Le Duc de Savoie auroit pû mépriser impunément toutes les menaces des Espagnols, s'il eût été plus prudent & moins fourbe. Ne s'appercevoit-il pas assez que la France n'avoit aucun dessein de rompre avec l'Espagne, & que la Régente se remueroit tout au plus pour empêcher qu'il en fût opprimé? Il ne devoit donc pas irriter davantage un voisin que sa foiblesse n'empêchoit pas encore d'être plus puissant que le Duc de

de Savoie. Dans le temps même que Charles Emmanuel négocioit vivement avec Marie de Médicis pour obtenir ce que le feu Roi lui avoit promis, il entretenoit des intelligences secrètes avec le Comte de Soissons, avec les Seigneurs mécontents, & avec les Chefs du Parti Protestant, dans le dessein d'exciter une guerre civile en France. Persuadé encore que le Roi d'Espagne feroit toujours bien aise de se raccommo-der avec lui & de le rechercher, il tâchoit d'insinuer à la Cour de Madrid, que si elle étoit d'humeur à lui faire de bonnes conditions, il la serviroit utilement contre la France. Ses allures furent bien-tôt con-nuës des uns & des autres. Egalement suspect & odieux dans toutes les Cours de l'Europe, il eut la honte d'être humilié en Espagne, méprisé en France & en Italie, haï dans ses États qu'il ruinoit par ses projets chimériques.

Pendant toutes ces intrigues, le Roi d'Espagne demouroit armé en Italie, & le Duc de Savoie de son côté entretenoit un nombre considérable de soldats. Diverses négociations pour obliger le Roi d'Espagne & le Duc de Savoie à désarmer en Italie. Etranges embarras pour la France & pour les Souverains d'Italie ! La Régente avoit une extrême impatience de congédier l'armée du Dauphiné commandée par un General Protestant : la prudence ne le permettoit pas dans cette conjoncture. Le Pape apprehendoit fort que le Maréchal de Lesdiguières ne passât les Alpes, sous prétexte de venir au secours du Duc de

F 5

Savoie.



1611. Savoie. Quand Marie pressoit Charles Emmanuel de desarmer, il demandoit certaines conditions qu'elle n'avoit pas envie de lui accorder. Le Pape joignoit ses instances, afin que l'Espagne & la Savoie congédiaient des troupes qui donnoient tant d'inquietude en France & en Italie. Mais Philippe prétendoit que Charles Emmanuel devoit desarmer le premier, & lui faire satisfaction. Le Duc représentoit au contraire que c'étoit au plus foible à demeurer sur ses gardes, tant qu'un puissant voisin sembloit le menacer : de manière que le différend n'étoit plus en apparence que sur le cérémoniel. Cependant les plus pénétrants croioient y appercevoir de la collusion. Le Duc fort mécontent de la Régente pensoit sérieusement à se jeter du côté de l'Espagne, il parloit même d'envoyer le Prince Philibert son fils à Madrid.

Le Roi d'Espagne demande préalablement que le Duc de Savoie lui fasse satisfaction.

Soit que la Cour d'Espagne fût assurée que la Régente de France souffriroit volontiers qu'on humiliât le Duc de Savoie, pourvu qu'on ne lui fit point de mal ; soit que Philippe voulût absolument réduire son beau-frère, qui faisoit encore le fier dans le temps même qu'il recherchoit les bonnes grâces du Roi d'Espagne, Charles Emmanuel reçut des nouvelles de Madrid que Sa Majesté Catholique étoit exactement informée des liaisons qu'il avoit eues avec le feu Roi de France. Avant que de vouloir entendre à aucun accommodement, elle exigeoit

geoit un préliminaire fort mortifiant pour le Duc de Savoie. C'étoit d'envoyer ses enfans, ou du moins quelqu'un d'eux à Madrid pour y demeurer comme un otage de la fidélité du pere, qui devoit encore demander pardon de ses traitez secrets avec la France, au préjudice de la Couronne d'Espagne.

*Siri Memorie Recondite. Tom. II. Pag. 336. 337. &c. Vie du Connétable de Lesdiguières. Livre VII. Chap. I.*

Charles Emmanuel assemble promptement son Conseil. On ne trouve point d'autre ressource pour se dispenser de recevoir une condition si dure, que de presser vivement la France d'envoyer du secours au plutôt. Car enfin, les troupes Espagnoles du Milanois sembloient se disposer à fondre sur le Piémont. Lesdiguières donnoit de bonnes paroles au Duc: mais bien loin que Marie de Médicis voulût rompre avec l'Espagne en faveur de Charles Emmanuel, elle lui conseilloit d'envoyer le Prince Philibert à Madrid pour appaiser le Roi Philippe. Voilà comme les deux Cours se jouoient d'un homme qui avoit cru être assez fin pour les tromper l'une & l'autre. Il fallut bien que Charles Emmanuel assurât l'Ambassadeur d'Espagne à Turin, qu'il étoit disposé à faire satisfaction au Roi son beau-frere. Il demandoit seulement qu'on convint d'une suspension d'armes, ou qu'on lui donnât quelque assurance que le Gouverneur de Milan n'entreprendroit rien contre le Piémont jusqu'à ce que le Roi d'Espagne fût satisfait. Au lieu d'écouter les propositions du Duc, on le

1611. querelloit, ou lui demandoit qu'il renoncât à ses traites avec la France, sans excepter celui du mariage de son fils, enfin les Officiers de Philippe à Milan répondoient qu'ils n'avoient pas ordre d'accorder la suspension d'armes, ou la seureté que le Duc de Savoie proposoit.

La France  
desarme en  
Dauphiné.  
Elle entre  
en quelque  
jalousie de  
ce que les  
Espagnols  
demeurent  
armez en  
Italie.

A la sollicitation du Pape, Marie de Médicis avoit congédié l'armée du Maréchal de Lesdiguières en Dauphiné. Le Conseil de la Régente y avoit consenti d'autant plus volontiers, que les Ministres étoient bien persuadés que le Roi d'Espagne n'oseroit jamais commencer la guerre en Italie. Etoit-il en état de la soutenir, lui qui n'avoit pas la hardiesse de s'opposer à la prise de Juliers par les Princes confédérés? Philippe avoit assuré le Pape que son dessein étoit seulement de mortifier le Duc de Savoie, de le tenir quelque temps en échec, & de le contraindre à lui faire satisfaction. Les autres Princes n'étoient pas fâchés de voir l'orgueil de Charles Emmanuel humilié. Cependant il se consumoit insensiblement, parce qu'il vouloit se tenir sur ses gardes, & conserver ses troupes jusqu'à ce que le Roi d'Espagne eût congédié les siennes. Que savoit-on encore, si Philippe n'entreprendroit pas enfin d'envahir le Piémont après avoir long-temps fatigué le Duc de Savoie, & engagé finement la Régente à desarmer du côté des Alpes.

Le Conseil de France fut d'avis qu'elle fît quelques démarches pour déclarer  
haute-

hautement, qu'on ne prétendoit point abandonner le Duc de Savoie, qu'on sauroit bien ramasser en peu de temps les troupes congédiées, & qu'on enverroit un puissant secours en Piémont, en cas que l'Espagne entreprit de l'attaquer. Charles Emmanuel fut fort content de savoir que la Régente avoit écrit au Pape pour se plaindre de ce que le Roi d'Espagne demeurait armé, quoi que la France eût congédié ses troupes de Dauphiné, & pour faire entendre à Sa Sainteté la ferme résolution prise dans le Conseil, de conserver les Etats de Savoie. Mais le Duc de Feria Ambassadeur Extraordinaire de Philippe en France, avoit déjà lié une si étroite correspondance entre son maître & Marie de Médicis, que le Pape n'eut pas de peine à dissiper les ombrages que la Régente sembloit prendre, & à lui persuader d'attendre en repos le succès du voyage que le Prince Philibert se disposoit à faire en Espagne. 1611.

Il en prit la route par Lion & par Bour-  
 deaux, accompagné du Comte de Verue  
 & de l'Evêque de S. Jean de Maurien-  
 ne. Son pere les lui avoit donnez pour  
 le conduire dans une démarche extrême-  
 ment délicate. Le Prince arrive sur des  
 chevaux de poste à Madrid, sans avoir  
 reçu de la part du Roi son oncle, la moi-  
 dre civilité; ni aucune marque de distinc-  
 tion dans toutes les villes d'Espagne qu'il  
 traversa. On vouloit le preparer à pa-  
 roître en qualité de suppliant pour fai-  
 re

Voyage du  
 Prince Phi-  
 libert en  
 Espagne.

Siri Memo-  
 re Recondi-  
 re.

1611.  
Tom. II.  
Pag. 416.  
417. &c.

re satisfaction à un grand Roi justement irrité contre un petit Prince. Dez lors il fallut bien s'attendre d'essuier toutes les hauteurs du faste Espagnol. A la premiere entrevue Philippe fit un accueil assez obligeant à son neveu. Mais on ne dit pas un seul mot du Duc de Savoie, on ne demanda point de ses nouvelles, on affecta de s'informer de l'état des Princes & des Princesses de Savoie, sans faire aucune mention de leur pere.

La seconde audience fut le pas le plus glissant & le plus difficile. Il étoit question de faire une soumission qui contentât l'humeur Espagnole, & qui ne fût ni trop basse, ni trop rampante pour le Duc de Savoie. Charles Emmanuel se picquoit d'une extrême délicatesse sur le point d'honneur. Son fils concerta une harangue sur les instructions qu'il avoit apportées; le Comte de Veruë & l'Evêque aidèrent le jeune Prince à la dresser. Il l'apprit par cœur, il la recita de fort bonne grace. Elle fut accompagnée de toutes les démonstrations de respect & de soumission que la dignité de Prince pouvoit permettre. Le Roi n'en parut pas mécontent. Mais le Duc de Lerme & les Grands d'Espagne trouvèrent fort mauvais que Philibert ne se fût pas mis à genoux devant le Roi, & qu'il n'eût pas demandé pardon pour le Duc de Savoie. Lerme fit de grandes plaintes, il exigea que le Prince feroit une satisfaction particulière. Les Espagnols en dresserent la formule,

mule, & ils demanderent que Philibert la recitât en présence du Roi. 1611.

Les Savoians firent tout ce qu'ils purent pour épargner à leur Prince une démarche si honteuse. Mais les Espagnols demeurèrent inflexibles. On traita Philibert avec beaucoup de dureté jusqu'à ce qu'il eût consenti à ce qu'on exigeoit de lui. Le Comte de Veruë eut beau représenter que le Prince avoit suivi exactement l'instruction que son pere lui avoit donnée, & qu'il n'avoit pas ordre de faire de pareilles soumissions; il plut aux Espagnols de supposer que le Prince avoit une seconde instruction à suivre, en cas que leur Roi ne fût pas content de ce qui étoit prescrit dans la premiere. *Quoi qu'il en soit, disoient-ils encore, le Duc de Savoie sera toujours en état de desavouer son fils.*

Formule de la satisfaction que le Prince de Savoie fit pour son pere au Roi d'Espagne.

Enfin après de grandes négociations, il fallut que Philibert & son Conseil convinssent de la formule suivante. Les Espagnols l'avoient dressée presque toute entiere. Sire, disoit le Prince de Savoie, *le Duc mon seigneur & pere, m'envoie ici pour me jeter aux pieds de Votre Majesté; son âge & ses affaires ne lui permettant pas de venir lui-même en personne, prier Votre Majesté à genoux de vouloir bien se contenter de la satisfaction que je lui fais maintenant. Je n'ai point d'expressions assez fortes, Sire, pour vous marquer l'extrême douleur que la perte des bonnes grâces de Votre Majesté cause au Duc mon pere.*

Je

Siri *Memo-*  
*rie Recondi-*  
*te. Tom. II.*  
Pag. 422.  
423.

1611. *Je me jette encore une fois à ses genoux, résolu de ne me relever, dussé-je mourir ici aux pieds de V<sup>otre</sup> Majesté, qu'après qu'elle m'aura accordé la grace que je lui demande. C'est, de recevoir le Duc mon pere & toute nôtre Maison sous vôtre Roiale protection. En cette occasion, Sire, vous nous donnerez une marque de vôtre clemence à pardonner les plus grandes fautes, & de la bonté que vous avez toujours eue pour une Maison qui vous est parfaitement devoüée, & qui vous honore comme son seigneur & comme son pere. Un Prince de vôtre sang le proteste maintenant aux pieds de V<sup>otre</sup> Majesté; & je le signerai du mien, s'il est nécessaire. Le Duc mon pere se repose entierement sur la bonne volonté de V<sup>otre</sup> Majesté, & nous nous remettons tous entre vos mains. Si V<sup>otre</sup> Majesté veut bien nous accorder la grace que je lui en demande humblement, ce sera, Sire, un nouveau bien qui nous attachera pour jamais au service de V<sup>otre</sup> Majesté.*

Accommodement du Duc de Savoie avec l'Espagne.

L'Evêque de S. Jean de Maurienne rendoit au Duc de Savoie un compte exact de tout ce qui se passoit à Madrid. Quand il apprit que son Fils avoit été reçu avec beaucoup de hauteur & d'indifference, que le Duc de Lerme se vantoit d'avoir une copie des traitez faits avec la France, & qu'on exigeoit du Prince Philibert qu'il en demandât pardon au nom de son Pere, Charles Emmanuel entra dans une si furieuse rage qu'il fut long-temps sans pouvoir se contenir dans les bornes de la bien-séance. *Je perdrai plutôt la*

Siri Memo.

*la vie, mes enfans, mes Etats, crioit-il, que de consentir à une démarche indigne de mon rang. Suis-je donc vassal de la Couronne d'Espagne, pour demander pardon à Philippe, dès que j'aurai fait un traité qui ne l'accommodera pas ? Il n'y a plus rien à ménager. Graces à Dieu, je ne suis point encore si foible, que je ne puisse bien hasarder une bataille contre l'Espagne. Qu'on y maltraite mon fils ; qu'on y viole tous les droits de l'hospitalité ; leurs duretez ne m'obligeront jamais à faire une bassesse. Quand le Nonce du Pape entreprit de représenter au Duc que l'Etat de ses affaires ne lui permettoit pas de refuser de faire quelque soumission à Sa Majesté Catholique, il s'emporta plus que jamais, il dit mille ordures, il protesta qu'il n'y consentiroit jamais, quand même le Pape le lui ordonneroit.*

Le Nonce ne se rebuta pas. Il montra vivement au Duc qu'il ne devoit attendre aucun secours de la part de la France, & qu'en tout cas, son pais devenu le theatre de la guerre, seroit infailliblement ruiné. De maniere que Charles Emmanuel persuadé à la fin par toutes les nouvelles qui lui venoient de France, que la Régente l'aideroit tout au plus de ses bons offices à la Cour d'Espagne, il consentit que le Prince Philibert feroit satisfaction selon la formule dont il étoit convenu avec le Duc de Lerme. La chose fut faite le 19. Novembre 1610. *A la priere du Pape & du Roi de France, répondit Philippe avec sa gravité ordinaire,*

*en*

1611.

rie Recondi-  
te. Tom. II

Pag. 424.

425. &c.



1611. *en consideration de ce que vous êtes venu ici, & de la demande que vous m'en faites, je veux bien n'exécuter pas les résolutions que j'avois prises. Je donnerai des marques de ma bienveillance au Duc vôtre pere, à mesure que sa bonne conduite m'y engagera.* Le Prince Philibert fit alors une profonde reverence, & il remercia humblement le Roi de la grace que Sa Majesté vouloit bien accorder au Duc de Savoie.

Velasco  
Connétable  
de Castille  
& Gouver-  
neur de Mi-  
lan reçoit  
ordre de  
desarmer.

Philippe avoit toujours répondu au Pape & aux autres qui le pressoient de retirer les troupes du Milanois, qu'il falloit attendre que Velasco Connétable de Castille, nommé pour succéder au Comte de Fuentes, fût arrivé à Milan. Il étoit en chemin lors que le Prince de Savoie accomplit les conditions qui lui avoient été proposées. Le Pape & Marie de Médicis aiant donc redoublé leurs instances, afin que Philippe desarmât, il y fallut consentir. Dès que Velasco fut en possession de son Gouvernement, il reçut ordre de congédier l'armée. La situation des affaires de la Maison d'Autriche étoit si mauvaise en Allemagne, & la Monarchie d'Espagne se trouvoit tellement épuisée de forces & d'argent, que Philippe ne put pas se venger autrement d'un Prince inférieur qui avoit entrepris de lui enlever le Milanois. Il fallut encore que la France & le Pape paidassent secrètement à sauver son honneur. Sans cela, Charles Emmanuel auroit pû tenir bon, & le Roi d'Espagne n'auroit jamais osé l'attaquer.

Le

Le Duc de Savoie crevoit de depot 1617.  
 de se voir le jouët de toute l'Europe. Il Différens  
 resolut de desarmer le plus tard qu'il pou- projets du  
 roit; & de profiter à quelque prix que ce Duc de Sa-  
 fût, des troupes qu'il avoit sur pied. Tan- voie.  
 tôt il déclamoit contre le Roi d'Espagne,  
 & il faisoit mine de vouloir desavouer  
 les démarches du Prince Philibert. Tan- Siri *Memo-*  
 tôt il s'emportoit contre la Régente de rie *Recondi-*  
 France: il la menaçoit de lui susciter te. Tom. II.  
 des affaires dans le Roiaume, en cas Pag. 440.  
 qu'elle ne voulût pas accomplir les trai- 454. 460.  
 tez faits avec le feu Roi. Un jour il pen- 461. &c.  
 soit à surprendre Gènes, & il entroit  
 pour cet effet en négociation avec le Ma-  
 réchal de Lesdiguières, parce que la cho-  
 se n'étoit pas faisable sans le concours de  
 la France. Peu de temps après, il re-  
 prenoit ses anciens projets sur la ville de  
 Genève. Plein de nouvelles espérances,  
 il tâchoit d'engager le Pape & le Conné-  
 table de Castille à le favoriser dans le des-  
 sein qu'il avoit de détruire une Republi-  
 que également odieuse à la Cour de Ro-  
 me & à celle de Madrid. Charles Em-  
 manuel fut sur le point de surprendre Ge-  
 nève à la fin de 1602. Quelques-uns de  
 ses gens déjà montez sur les murailles,  
 alloient ouvrir les portes au Duc qui  
 s'en étoit approché, si l'entreprise n'eût  
 pas été heureusement découverte. En  
 1609. il se flata de réussir mieux du cô-  
 té du port. On concerta de faire couler  
 le long du lac quelques bateaux char-  
 gez de bois, & d'y cacher un bon  
 nom-

1611. On ne concevoit rien à toutes les intrigues de ce Prince ; peut-être qu'il ne savoit pas trop bien lui-même ce qu'il vouloit. Charles Emmanuel entreprend de faire la guerre aux Protestans ; Et sa vue principale, c'est de soulever les Reformez de France, & de les obliger à prendre les armes, en cas qu'on le laisse agir contre Genève. Dans ce temps-là même, il propose au Roi d'Angleterre un double mariage, du Prince de Galles avec la Princesse de Savoie, & du Prince de Piémont avec celle d'Angleterre. A peine Jacques I. voulut-il écouter d'abord l'Envoïé de Savoie. Cependant le Duc poussa la chose si loin, que la Cour de Rome s'alarmâ. Paul V. prit des mesures pour rompre une négociation que le Roi d'Angleterre & le Duc de Savoie n'avoient pas grande envie de conclure. Un Capucin eut ordre d'aller à Turin avec une instruction du Cardinal Borghèse pour détourner Charles Emmanuel de penser à l'alliance d'Angleterre. Tout ce qu'on a jamais pu conjecturer d'une démarche si bizarre, c'est que le Duc vouloit donner de la jalousie à la France, & l'obliger d'exécuter le traité de mariage de la fille aînée d'Henri IV. avec le Prince de Piémont. Il espéroit que le Pape aimeroit mieux rompre la négociation du double mariage entre la France & l'Espagne, & servir le Prince de Piémont à épouser la fille aînée de France ou d'Espagne, que de souffrir qu'on amenât une Princesse Protestante à Turin.

Le

On oblige  
enfin le Duc  
de Savoie à  
désarmer.

Biri *Memo-*  
*rie Recondi-*  
*te.* Pag. 515.  
516. 543.  
559. 560.  
&c.

Le pauvre Duc gâta toujours ses affaires, en voulant trop faire le fin. Son in-

trigue avec l'Angleterre ne lui réussit pas mieux que les autres. La Régente déterminée au double mariage de France & d'Espagne, ne pensa plus au Prince de Piémont, que pour Madame Christine

seconde fille du feu Roi. Les desseins sur Genève & sur le pais de Vaux, il fallut encore les abandonner. Marie de Médicis avoit si bien fait auprès du Pape & du Roi d'Espagne, qu'ils se joignirent à elle

*Siri Memo-  
rie Recondi-  
te. Tom. II.  
Pag. 533.  
534. 535.*

pour contraindre le Duc de Savoie à désarmer enfin. La Varenne fut envoyé de la Cour de France à Turin pour conclure cette affaire. Flaté encore de quelques esperances du côté de la Régente, Charles Emmanuel voulut faire la chose de bonne grace. Il crut tirer du moins cet avantage que Marie de Médicis lui sauroit bon gré de la déference qu'il feignoit d'avoir pour Sa Majesté.

Elle avoit d'autant plus à cœur de faire cesser les mouvemens de Savoie, qu'on craignoit à la Cour que les Protestans assemblés à Saumur, n'en prissent de l'ombrage. Depuis que les Reformez de France se virent dans la nécessité de se défendre contre ceux qui les attaquoient à force ouverte, ils prirent la coutume de s'assembler des différentes Provinces du Roiaume, pour concerter les moiens de pourvoir à leur seureté, & de conserver le libre exercice de leur Religion. Une, ou plusieurs Provinces jointes l'une avec l'autre

*Assemblée  
politique  
des Protestans de  
France.*

1611. l'autre , tenoient premièrement une assemblée Provinciale. De là on députoit un certain nombre de Gentilshommes , de ceux qu'on appelle Anciens , & de Ministres , pour former l'assemblée generale , qui devoit prendre les resolutions convenables au bien commun des Reformez. La raison & le droit naturel permettent ces sortes de confédérations. Les premiers Chrétiens se sont unis & assemblez pour regler leur Discipline & pour conserver la pureté de l'Evangile. A leur exemple les Reformez tinrent des Synodes pour dresser leur Confession de Foi , & pour former leur Discipline. Etant nez dans un Etat Chrétien, dont les sujets ont leurs libertez , les Reformez avoient non seulement leur Religion à conserver, mais ils ne pouvoient encore se dispenser de défendre leurs droits légitimes , autant que les regles de l'équité naturelle & du Christianisme le permettent, contre le Roi & une partie de leurs compatriotes , qui entreprenoient de les opprimer.

Le Souverain, il est vrai, doit empêcher , autant qu'il peut, ces sortes de confédérations & d'assemblées , qui causent souvent du desordre & de la confusion dans l'Etat : Mais c'est en faisant bien exécuter les loix fondamentales de la Société , en maintenant tous les particuliers dans les droits & dans les privilèges, dont ils ne peuvent être dépouillez sans injustice. Dire qu'il ne faut pas souffrir  
que

que certaines gens forment une nouvelle République dans l'Etat, c'est parler raisonnablement. Ils n'y penseront pas, si vous les laissez jouir en repos de la liberté de leur conscience, & de ce qui leur appartient par le droit de leur naissance. Mais se servir du prétexte de prévenir un désordre, qui n'arriveroit pas, si vous vouliez faire justice à tout le monde, employer une maxime bonne en elle-même pour opprimer avec plus de facilité des gens que vous avez promis de défendre, c'est une tyrannie à laquelle il est permis de résister. Elle est d'autant plus dangereuse, qu'on a soin de la couvrir des apparences trompeuses du bien public.

Le Roi de Navarre s'accommoda de ces principes, il les crut solides & utiles au bonheur & au repos de la Société civile, tant qu'il fut dans la nécessité de se défendre contre la Ligue. Mais quand il se vit maître d'un beau Roiaume, il voulut abandonner des sentimens qu'il avoit embrassés plutôt par intérêt, que par raison. Les Princes ne la consultent guères. On leur en parle quand ils ne sont pas capables de la connoître. La flatterie les séduit ensuite, l'amour propre les entraîne: ce qui les rend plus absolus & plus indépendans, leur paroît plus juste & plus raisonnable. Après la vérification de l'Edit de Nantes, Henri n'accorda point sans peine aux Protestans la permission de tenir une assemblée générale. Il craignoit que les Seigneurs qui

1611. s'y trouvoient, ou qui avoient du moins leurs creatures, n'entreprissent quelque chose contre son service.

*Les Synodes, disoit le Roi, ne suffisoient-ils pas pour regler la discipline & la Religion ? Pour ce qui concerne les affaires civiles & l'observation de l'Edit de pacification, les deux Députez Generaux que je permetts aux Protestans d'avoir à ma Cour peuvent me représenter les griefs & les plaintes des Provinces. J'aurai soin de leur faire justice.* Le raisonnement étoit bon, si Henri avoit eu assez de lumière, assez de droiture pour ne se laisser pas surprendre par un Nonce du Pape & par d'autres gens extrêmement artificieux, qui étoient sans cesse auprès de lui pour extorquer quelque chose au desavantage des Reformez. L'application continuelle de leurs ennemis à leur faire du mal, rendoit ces assemblées generales d'une nécessité presqu'indispensable. Le Roi étant même convenu avec les Protestans qu'ils lui nommeroient six personnes capables d'être leurs Agens auprès de lui, & que du nombre de ces six, il choisiroit les deux qui lui feroient les plus agréables, il falloit bien que les Reformez s'assemblassent pour la nomination des six personnes qu'ils devoient présenter à Sa Majesté.

Henri témoignoit, à la verité, que c'étoit son intention que les Assemblées ne se mêlassent que de choisir ceux qu'on jugeroit les plus capables de remplir la place de Député General. Mais ceux qui for-

fortoient d'emploi aiant à rendre compte 1611.  
de ce qui leur avoit passé par les mains ;  
il n'étoit pas possible que l'Assemblée  
n'entrât dans la discussion de plusieurs  
affaires politiques. Henri le voioit fort  
bien. Content d'avoir pris les précautions  
contre le Maréchal de Bouillon & contre  
les autres Seigneurs Protestans dont il se  
défioit, le bon Roi accordoit son brevet  
aux Reformez pour leur permettre de  
s'assembler, & de lui adresser leurs plain-  
tes & leurs demandes. Le Duc de Sulli  
son fidele Ministre lui fut toujours d'un  
grand secours en ces occasions. Il tâchoit  
de menager si bien les choses, que le Roi  
fût content, & que les plus sages & les  
plus moderez d'entre les Protestans n'euf-  
sent pas sujet de se plaindre : Sulli se trou-  
voit dans une situation assez embarrassante.  
Servir son maître, & contenter les Refor-  
mez, la chose n'étoit pas fort aisée. Des  
esprits inquiets & remuans crioient sans  
cesse contre lui : Et le Maréchal de Bouil-  
lon, dont il observoit exactement les al-  
lures, avoit conçu pour lui une haine  
implacable.

Le temps de l'exercice de Villarnoul & Préparation  
de Mirande expirant l'an 1611. les deux des Protec-  
Députés Generaux suivirent la Cour au-<sup>tans pour</sup>  
voiage de Reims pour le sacre du nou-<sup>tenir une</sup>  
veau Roi. Là ils présentèrent une re-<sup>assemblée</sup>  
quête pour supplier Sa Majesté de per-<sup>generale.</sup>  
mettre à ses sujets Reformez de tenir  
une assemblée generale. La demande  
étoit trop raisonnable pour être rejet-  
tée,



1611.  
Mercure  
Français.  
1611.

tée, sur tout en un temps, où tout le monde étoit à menager. Le brevet fut expédié le 10. Octobre 1610. Il permettoit aux Reformez de s'assembler à Châtelleraut le 25. Mai de l'année suivante. Dès-lors ils se préparèrent tout de bon à présenter leurs griefs à la Régente, & à rendre leur condition un peu meilleure.

Mémoires  
du Duc de  
Rohan.  
Livre I.

Rélation de  
ce qui s'est  
passé à l'As-  
semblée de  
Saumur en  
1611. après  
les Mémoi-  
res préce-  
dens.

La Cour les flattoit d'assez bonnes espérances. Les Maréchaux de Bouillon & de Lesdiguières témoignent du zèle pour le bien de leur Religion: ils engagent du Pleffis-Mornai à dresser des mémoires pour être envoyez dans les Provinces, afin qu'elles convinssent toutes de ce qu'il falloit demander à la Régente dans la conjoncture présente. Les Assemblées Provinciales prirent des résolutions assez vigoureuses. Bouillon ne les cache point, il les publie à la Cour, il en montre des copies à Villeroi, il s'en fait un mérite auprès des Ambassadeurs des Provinces-Unies & d'Angleterre, il leur promet des merveilles de sa part dans l'Assemblée, puis il se retire à Sedans. C'étoit insinuer à la Régente, qu'il alloit prendre des mesures certaines pour faire rendre justice à ses freres.

Le Maréchal  
de Bouillon  
se laisse ga-  
gner par la  
Cour.

Si le Maréchal de Bouillon avoit dès-lors de mauvaises intentions, ou bien, s'il se laissa seulement éblouir dans la suite par les caresses & par les promesses de la Reine & de ses confidens, Dieu le fait. Pour Lesdiguières, il a toujours eu des sentimens si peu Chrétiens, sa vie est une fuite

1611.  
 fuite presque continuelle de crimes si

noirs, qu'on peut trancher le mot. C'étoit un franc scélerat. Quoi qu'il en soit des desseins secrets de Bouillon, à son retour de Sedan, il changea bien de langage. *En un temps de minorité*, dit-il à Aersens Ambassadeur des Etats Generaux, *de bons Chrétiens ne doivent-ils pas plutôt souffrir, que former des cabales & des intrigues pour rendre leur condition meilleure ? Donnons premièrement au jeune Roi des marques de notre soumission, & de notre attachement à son service. Dieu nous accordera le reste quand il lui plaira. Je vas dans cet esprit à notre assemblée : je tâcherai de lui inspirer les mêmes sentimens.* Je le louerois ici sans difficulté, si d'autres Mémoires que ceux du Duc de Rohan, ne m'apprenoient encore que Conchini porta de la part de la Régente au Maréchal de Bouillon, une promesse positive du Gouvernement de Poitou, qu'on vouloit ôter au Duc de Sulli. Villeroi & le Marquis d'Ancre dresserent des instructions pour Bouillon; ils lui firent toucher de l'argent qu'il devoit distribuer à ceux qu'il jugeroit à propos de gagner, ils lui donnerent commission d'assurer certaines ames vénales, de nouvelles gratifications de la part de Marie de Médicis.

Mémoires  
de la Régente  
de Marie  
de Médicis.

Comme Châtelleraut étoit une des vil- L'Assemblée des Re-  
 les du Gouvernement du Duc de Sulli le- blée des Re-  
 quel on vouloit perdre, le Maréchal de formez est  
 Bouillon ne fut pas d'avis qu'on y tint transférée  
 l'assemblée. Saumur lui parut un endroit de Châtel-  
 plus Saumur.

1611.  
Mercure  
François.  
1611.

plus commode à ses desseins. Le brevet pour cette translation fut expédié à Fontainebleau le 1. Mai 1611. Avant l'ouverture de l'Assemblée, Bouillon avoit fait dire à du Plessis-Mornai & à quelques autres personnes de qualité, qu'il ne vouloit pas en être le Président. *Je crois même, ajoûtoit-il, qu'on ne doit donner cette place à aucun des grans Seigneurs. Cela causeroit trop de jalousies.* Mais les nouveaux engagemens que le Maréchal avoit pris à la Cour, le firent changer de pensée. Dès qu'il fut à Saumur, il déclara sans façon qu'il souhaitoit de présider. *Cette distinction, disoit-il, est bien due aux longs & importants services que j'ai rendus à nos Eglises Reformées de France.*

**Mémoires** Les Ducs de Sulli, de Rohan, de la  
**du Duc de** Trimouille, Soubize, Châtillon, la For-  
**Rohan.** ce, & plusieurs autres Protestans de qua-  
**Livre I.** lité, s'étoient rendus à Saumur. Quel-  
**Rélation de** ques-uns d'entr'eux & le plus grand nom-  
**l'Assemblée** bre des Députez se défioient du Maréchal  
**de Saumur.** de Bouillon. C'est-pourquoi ils convin-  
rent de-s'en tenir à la premiere proposi-  
tion que Bouillon lui-même avoit faite,  
de n'élire aucun des grans Seigneurs pour  
Président. Du Plessis-Mornai Gouver-  
neur de la ville & du château de Sau-  
mur, dont tout le monde estimoit les  
lumières, la Religion, & la droiture,  
l'emporta à la pluralité des voix. Il refu-  
sa d'abord une place qui l'exposoit à l'en-  
vie, & au chagrin du Maréchal son an-  
cien ami. Sa résistance fut inutile. La  
Com-

Compagnie le pria instamment de donner en cette occasion de nouvelles marques de son éle pour le maintien de la Reformation, & de sa probité ordinaire dans les affaires les plus difficiles. Bouillon fit éclater son ressentiment, il menaça de se venger de l'affront qu'on lui faisoit. Cela regardoit particulièrement les Ducs de Rohan & de Sulli.

Se ressouvénant ensuite que son emportement étoit capable de renverser tous ses projets, il parut plus tranquille. Quelques amis communs lui ayant proposé de s'accommoder avec le Duc de Sulli, ils crut que la prudence vouloit, qu'il se reconciliât du moins en apparence. Après que le Maréchal eût reproché au Duc que sous le feu Roi, il avoit fait sortir le canon de l'Arsenal pour ruiner la ville & l'Eglise de Sedan, *oublions le passé*, lui dit-il: *je veux être votre ami & votre serviteur. Si on vous attaque jamais pour la Religion dans Sulli, j'y ferai conduire d'aussi bon cœur le canon de Sedan pour vous défendre, que vous avez préparé celui de l'Arsenal pour ne perdre à Sedan.* Soions tous d'accord pour le bien de notre Religion. La conscience & l'intérêt commun le demandent. Nous ne pouvons subsister que par notre union. Le parti que nous suivons l'un & l'autre, ne peut pas procurer de grands avantages: mais il est capable de soutenir une fortune médiocre. Ce qu'on nomme grandeur d'ame, n'est souvent que vanité & ostentation. Le Maréchal vouloit faire

Reconciliation du Maréchal de Bouillon & du Duc de Sulli.

1611. le magnanimité en feignant de sacrifier une injure particulière au bien public. Peut-être qu'il étoit sincere en ce moment. Les sentimens de Religion & de probité se reveillent aux sermons des gens de bien. Mais la passion revenant à son tour, elle étouffe tout ce qui lui est contraire. Bouillon cherchoit l'avantage des Reformez. Il en donna des preuves dans cette assemblée; il témoigna de la vigueur dans quelques affaires importantes. En d'autres, aveuglé par sa haine & par son ambition, il ne s'aperçut pas qu'en voulant servir la Cour, il jettoit parmi ses freres la semence d'une division qui leur a été funeste.

Les Protestans renouvellent leur serment d'union. 1

Mercure François. 1611.

On avoit tâché de la prévenir en renouvellant le serment d'union que les Reformez avoient déjà fait en plusieurs autres occasions. Cette sorte de confédération commença parmi eux lors qu'ils avoient un Prince du sang & le feu Roi lui-même à leur tête. Après qu'il eut changé de Religion, il approuva que ses sujets Protestans renouvellassent leur union à Mante sous ses yeux, & qu'à la vue des Catholiques de son parti, ils jurassent de mourir pour la défense de leur Confession de Foi. Un Souverain équitable ne pouvoit pas se plaindre d'un serment fait *sous son obéissance*. On y protestoit de ne se departir jamais de la fidélité qui est due au Roi. Henri devenu paisible possesseur de la France, se formalisa quelquefois d'une confédération que le Roi de

dé Navarre avoit fort approuvée. Le renouvellement qui s'en fit à Châtelleraut le chagrina. Il trouva mauvais que Lesdiguières eût signé un acte qu'il avoit signé lui-même sous les Rois ses predecesseurs. Sulli le paia de fort bonnes raisons. *Les Reformez ne craindroient rien, Sire, lui dit-il, si la Couronne vous rendoit immortel. Mais le souvenir de la Saint Barthelemi leur fera toujours peur. On n'ignore pas que les Catholiques vous ont pressé de n'accorder aux Protestans qu'un Edit de tolerance pour un temps. Voilà ce qui les oblige à prendre des précautions pour l'avenir.* Après les justes raisons que les Reformez avoient, de se défier de la Régente & de son Conseil, devoit-on trouver étrange qu'ils renouvellassent leur union à Saumur? On cria pourtant contr'eux. Ce serment leur fut continuellement reproché sous le regne dont je donne l'Histoire. Faire un crime d'une chose innocente & nécessaire de l'aveu même d'Henri IV. n'étoit-ce pas déclarer assez ouvertement à de pauvres gens, qu'on avoit résolu de les perdre tôt ou tard?

Boissise & Bullion Conseillers d'Etat & Commissaires envoiez par le Roi vers l'Assemblée de Saumur, aiant apporté des lettres de la part de Leurs Majestez, & donné de bonnes espérances, on pensa tout de bon à dresser le cahier des demandes & des plaintes des Reformez. Pendant que ceux qui furent chargés de cette affaire, y travailloient, on pro-

Affaire du Duc de Sul-li proposée dans l'Assemblée de Saumur.

1611. posa celle du Duc de Sulli. Il craignoit les suites de la menace qu'on lui faisoit, de nommer des Commissaires pour examiner sa conduite passée & pour lui faire son procès, s'il persistoit à refuser de se demettre volontairement de la charge de Grand-Maitre de l'Artillerie, & du Gouvernement de Poitou. Afin de le porter à donner sa demission de bonne grace, la Cour lui offroit deux sortes de recompense à choisir, une dignité dans l'Etat, comme celle de Maréchal de France, ou bien une somme considérable d'argent. Le Duc eût bien voulu conserver sa charge & son Gouvernement, & faire passer l'un & l'autre au Marquis de Roni son fils. Mais il ne voioit pas d'autre moien de rendre inutiles les efforts des puissans ennemis qu'il avoit à la Cour, que d'engager tout le Parti Protestant à le soutenir, & à déclarer hautement qu'ils s'intéressoient tous à la conservation du Duc à cause des conséquences. Il prenoit des mesures pour réussir dans ce projet : & le Maréchal de Bouillon le traversoit avec d'autant plus de soin, que Bouillon comptoit déjà sur le Gouvernement de Poitou que la Régente lui avoit promis.

Remon-  
trance du  
Duc de Su-  
li à l'As-  
semblée.

Sulli fit donc une remontrance à l'Assemblée. Sous prétexte de lui demander son avis sur ce qu'il avoit à faire, il insinuoit adroitement que sa Religion étoit la seule cause de sa disgrâce, & que le serment d'union qu'il venoit de prêter, ne manqueroit pas de le rendre enco-

encore plus odieux à la Cour. Cela étoit  
vrai du moins en partie. Les Députez  
le voioient bien, & les plus desintereſſez  
d'entr'eux ſe déclaroient pour Sulli. La  
conſideration du Duc de Rohan, Seigneur  
déjà fort diſtingué par ſon grand coura-  
ge, par ſa rare probité, par la pénétra-  
tion & l'étendue de ſon eſprit, donnoit  
encore beaucoup d'amis au Duc de Sulli  
dont il avoit épouſé la fille. Cet obſtacle  
invincible que le Maréchal de Bouillon  
trouvoit à ſes deſſeins, l'embarraſſoit ex-  
trêmement. Il crut le ſurmonter en per-  
ſuadant à Rohan d'abandonner ſon beau-  
pere, parce que ſon affaire étoit inſoute-  
nable.

1611.  
Mercure  
François.  
1611.

*Quelque grande que ſoit l'exactitude & l'intégrité d'un homme qui a l'adminiſtration des finances & de l'artillerie, dit le Maréchal dans une viſite qu'il rendit au Duc de Rohan malade, il eſt difficile qu'il ne faiſe quelque faute qui mérite d'être punie, ſi on l'examine à la rigueur. Un Surintendant des Finances & un Grand-Maître de l'Artillerie, ne ſont pas ſeulement reſponſables de ce qu'ils font eux-mêmes, mais encore de la conduite de leurs Commis & de leurs Officiers ſubalternes. Si la Cour veut donner des Commiſſaires à Mr. de Sulli pour examiner ſon adminiſtration, croiez-vous qu'on ne trouvera pas quelque prétexte plauiſible de le dépouiller de ſes charges? L'Assemblée & tous les Reformez ne pourront pas ſe plaindre, quand même on feroit quelque injuſtice à Mr. de Sulli. L'affaire aura été ju-*

Entretien  
du Maréchal  
de Bouillon  
& du Duc  
de Rohan  
ſur l'affaire  
du Duc de  
Sulli.  
Mémoires  
du Duc de  
Rohan.  
Livre L.



1611. gée dans les formes. Pour vous, Monsieur, ajouta Bouillon, vous faites profession d'une probité si exacte, vous aimez tant le bon ordre, en un mot vous avez le cœur si François que vous ne pourrez pas vous élever contre ce qui aura été juridiquement ordonné. Le Duc de Rohan reçut fort mal ce compliment. Est-ce donc, repliqua-t-il avec émotion, qu'après les grans services rendus au feu Roi, Mr. de Sulli deviendra la proie de ceux-là mêmes qui ont fait du mal à l'Etat ? Sa conduite est irréprochable, nous n'en craignons pas l'examen. Il est Pair, & il ne peut être jugé que par la Cour des Pairs. Si ses ennemis entreprennent de le tirer devant un autre Tribunal, ses parens & ses amis ne souffriront jamais une pareille indignité. Soiez persuadé, Monsieur, que je ferai mon devoir en cette occasion. Je ne laisserai pas opprimer mon beau-pere.

L'Assemblée se déclara pour le Duc de Sulli.

Mercur  
François.  
1611.

La fermeté du Duc de Rohan déconcerta le Maréchal de Bouillon. L'Assemblée se déclara pour Sulli. Il fut pressé de garder ses Charges & particulièrement celle de Grand-Maitre de l'Artillerie. Que s'il aimoit mieux prendre quelque récompense, on le pria de préférer une dignité à l'argent. L'un accommodoit mieux la famille du Duc, & l'autre étoit plus avantageux au bien commun des Eglises Reformées. Enfin l'Assemblée fit entendre que l'intérêt particulier de Sulli en cette occasion, étoit inséparable de l'intérêt public du Parti Protestant, & qu'on l'assisteroit, en cas qu'il fût

fût recherché pour son administration par des voies illégitimes. Cette résolution fut attaquée dans quelques libelles. Il en parut un sous le nom du *Surveillant de Charenton*. C'étoit une satire contre l'humeur farouche & avare du Duc. On y avertissoit aussi les Reformez que leur démarche, en voulant soutenir un particulier avec tant de hauteur, étoit sujette à de sinistres interprétations, & qu'ils ne feroient pas mal d'avoir un peu plus de modération & de retenue.

La Cour prenoit en effet de l'ombrage de ce que les Reformez parloient si haut dans leur assemblée. Le Duc de Rohan fit un discours plein de vigueur, de courage, & de piété. Il fut écouté avec plaisir, & chacun témoigna plus de fermeté qu'auparavant. Ce que Rohan y coula comme une maxime de politique, est devenu une prophétie, dont nous commençons de voir l'accomplissement.

*La loi des Etats*, disoit ce grand homme, *change selon les temps. On n'y peut donner de maximes certaines. Ce qui est utile à un Roi, est désavantageux à un autre. Si le Roi de France se rend persécuteur de notre Religion, il en perd la protection dans toute la Chrétienté, il enrichit de ce titre quelqu'un de ses voisins; il n'augmente pas de crédit dans l'Eglise Romaine; il ruine entièrement son Roiaume.* Le Conseil de la Régente dévoué à la Cour de Rome & à l'Espagne, étoit fort éloigné de suivre une règle si sûre, si salutaire.

La Cour entreprend de séparer au plutôt l'Assemblée de Saumur.

V. le Discours du Duc de Rohan à Saumur après ses Mémoires in 4.

1611. re à la France. Les suites de l'union & de la bonne correspondance des Protestans effraioient la Cour. Cela suffisoit pour rompre le double mariage dont la Reine traitoit. On resolut de diviser le parti, & de séparer l'Assemblée au plutôt, sans qu'ils eussent sujet de se plaindre que d'eux-mêmes.

V. la Relation de l'Assemblée de Saumur après les Mémoires de Rohan in 4.

Après quelques négociations sur le Cahier avec les Commissaires du Roi, Boissise & Bouillon déclarerent qu'ils n'avoient pas ordre d'y répondre, & qu'il étoit à propos que l'Assemblée députât quelques personnes à la Cour pour y porter ses plaintes & ses demandes. Cela se fait. Les Députés sont bien reçus des Ministres. On les amuse de bonnes paroles. Mais quelle fut leur surprise, quand au lieu de leur rendre le Cahier favorablement répondu, comme on le leur avoit fait espérer, le Chancelier déclara que cela ne se feroit pas avant la nomination des six personnes, dont le Roi en devoit choisir deux pour être les Députés Generaux des Eglises Reformées. C'étoit leur dire en bon François qu'on ne vouloit donner les réponses au Cahier présenté, qu'après la dissolution de l'Assemblée. Elle ne pouvoit plus tenir dès que la nomination seroit faite, puis que le Roi ne l'avoit permise que pour cet effet. On eut beau insister & faire de très-humbles remontrances. *Le Roi ne traite point avec ses sujets*, répondoient les Ministres: *il leur accorde ses grâces quand il lui plaît.* *Procedez*

*cedez seulement à vôtre nomination. Le 1611. Cahier est répondu aussi favorablement que vous le pouvez souhaiter. Bouillon le protesta même à Saumur avec exécration sur sa damnation éternelle.*

*Il n'est question que d'une pure formalité, Division disoient les gens vendus à la Cour. Le Roi dans l'Assemblée de ne veut pas encore nous mettre entre les mains les réponses favorables qu'il nous donne, ce n'est qu'une bienveillance, pour nous faire voir qu'il accorde des grâces, & non pas des conditions, dont nous l'aurions fait convenir après une longue négociation. Il nous importe d'obtenir ce que nous demandons : mais que ce soit d'une manière ou d'une autre, cela est indifférent. Ceux qui avoient le plus de lumière & de probité, ne se laissèrent pas éblouir. On vit bien que si l'Assemblée étoit une fois séparée, il faudroit s'en tenir à ce que la Régente voudroit bien accorder, & que les seules remontrances des deux Députés Généraux, feroient toujours trop foibles, pour obliger la Cour d'y avoir égard. Mais le Maréchal de Bouillon avoit déjà gagné un nombre assez considérable de gens. La Varenne valet de Chambre du Roi, envoyé par la Cour, & versé au manège, alloit de porte en porte pour distribuer, ou pour promettre des gratifications à ceux qui vouloient se faire acheter.*

*Quand le Maréchal de Bouillon crut que la partie étoit suffisamment bien liée, il dressa lui-même la formule d'une lettre que la Régente devoit écrire à l'Assemblée, & il l'envoia secrètement à la Cour.*

1611.

Cour. C'étoit pour ordonner à l'Assemblée de proceder incessamment à la nomination des six personnes, d'accepter les réponses faites au Cahier, & de se séparer. Ceux qui refuserent d'obéir étoient déclarez rebelles; & le plus petit nombre gagné par le Maréchal de Bouillon, étoit autorisé pour nommer les six personnes au Roi. La Régente envoya une lettre telle que Bouillon l'avoit projetée. On la communique premièrement à quelques personnes pour savoir leur sentiment. Plusieurs vouloient qu'on se retirât sans en entendre la lecture. Mais du Plessis-Mornai & les plus prudens jugeoient que les gens gagnez par le Maréchal & par la Cour, obéissant aveuglément, & les autres refusant de le faire, ce partage causeroit une division funeste dans les Eglises Reformées. C'est-pourquoi ils tâchoient de persuader aux plus vifs & aux zelez d'user de prudence & de ménagement.

Sagesse de  
du Plessis-  
Mornai en  
cette occa-  
sion.

Vie de Mr.  
du Plessis.  
Livre III.

*Nous connoissons bien l'Auteur d'un si pernicieux conseil, disoit le sage du Plessis. Sans lui on n'eût jamais osé entreprendre une chose de cette consequence. Ne nous flatons point. Celui qui a commencé d'ourdir la trame, n'est pas d'humeur de la laisser imparfaite. Il aura l'honneur d'être venu à bout de ce que les persecutions, les guerres civiles, & la S. Barthelemi n'ont pu faire. Notre union sera rompue, nos Eglises divisées par un schisme malheureux. Que Dieu juge entre celui qui a donné l'avis, & nous: qu'il*

qu'il lui fasse connoître sa faute. Messieurs, 1611.  
 c'est ici le jugement de Salomon. Montrons  
 que nous sommes la véritable mere. Les en-  
 traîlles de Jesus-Christ se déchirent d'une  
 maniere d'autant plus cruelle que quelques-  
 uns d'entre nous ne veulent pas s'en apper-  
 cevoir. Ce n'est pas à ces gens-là de nous ap-  
 prendre l'obéissance qui est due au Roi ;  
 nous nous connoissons bien les uns les autres.  
 Quelque chose qu'il en puisse arriver, fai-  
 sons nôtre nomination comme la Reine le  
 commande. Nos Eglises nous pardonneront  
 de n'avoir pas suivi leurs mémoires, quand  
 elles sauront en quel danger un mauvais con-  
 seil nous a précipitez. Le schisme est prêt à  
 se former. Cela suffit pour nôtre justifica-  
 tion. Ce discours plein de religion & de  
 sagesse calma les esprits irritez. On reso-  
 lut d'entendre la lettre de la Reine, & d'o-  
 béir à Sa Majesté.

Bullion va le lendemain à l'Assemblée ; Conclusion  
 il y presente la lettre de la Régente, & de de l'Assem-  
 mande que les ordres du Roi soient exé- blée de Sau-  
 cutez. Ils le seront, répondit du Pleffis, mur.  
 Président, puisque nous avons le malheur de  
 n'être pas écoulez dans nos remontrances.

Mais nous esperons que Leurs Majestez au-Vie de Mr.  
 ront égard à nôtre sollicitation & aux justes du Pleffis.  
 demandes que nous avons faites. Trouvez Livre III.  
 bon, Monsieur, poursuivit-il en se tour-  
 nant vers le Commissaire, que je vous dise  
 ici franchement que ceux qui ont mis la di-  
 vision parmi nous, ne rendent pas un fort  
 bon service à Sa Majesté. C'est nôtre union  
 qui a établi le feu Roi sur le trône de  
 ses

1611. *ses Ancêtres. Il en connoissoit si bien l'utilité, que ce grand Prince approuva qu'elle fût renouvelée & jurée en sa présence & au milieu de sa Cour à Monte. Donne le Ciel une minorité paisible au Roi, & une heureuse Régence à la Reine. Plus les Reformez seront bien unis entr'eux, plus ils seront en état de servir utilement leur Prince. Trois ou quatre de ceux que la Cour avoit gagnés voulurent se lever à l'instigation du Commissaire, & faire du bruit. Mais la prudence du Président, & les remontrances des autres les arrêterent.*

*Le 5. Septembre l'Assemblée nomma les six personnes dont la Cour en devoit choisir deux pour être les Députez Généraux des Eglises Reformées de France. On lut ensuite les réponses faites au Cahier des demandes & des plaintes. Ce que la Cour accordoit parut si peu considérable que ceux-là mêmes qui s'étoient déclarés pour elle, en eurent de la honte & de l'indignation. Il falloit crever plutôt, crioiient quelques-uns, que d'en demeurer là. Il étoit bien temps de s'en aviser. L'Assemblée étoit rompue par le brevet même qui permettoit de la tenir. Séparons-nous, dit du Plessis. Que chacun laisse ici ses animosités. Ce seroit augmenter encore notre mal que de les porter dans les Provinces. Chacun a manqué, chacun a bien fait. Es-saions d'obtenir par un silence respectueux, & par une patience Chrétienne, ce qu'on n'a pas voulu accorder à nos requêtes & à nos remontrances.*

Telle

Telle fut la fin d'une des plus celebres Assemblées des Protestans François, après trois mois de séance. Elle étoit composée des gens les plus distinguez parmi eux par leur naissance, par leur habileté, par leur expérience dans les affaires. Ils eussent travaillé plus utilement pour leurs Eglises, s'ils n'eussent pas fourni eux-mêmes à la Cour le moien de profiter habilement de leur division & de l'ambition, ou de l'avarice de certains particuliers. Cette Assemblée avoit donné de l'inquiétude à la Régente, elle avoit alarmé plusieurs villes qui s'imaginèrent que les Reformez alloient devenir plus puissans que jamais. Quand on sut qu'ils s'étoient séparés sans aucun avantage, leurs ennemis les insultèrent de tous côtez. On publia différens libelles contre eux. Il en parut un, dont l'Auteur anonyme les divisoit en trois classes, de *malicieux*, de *zelez*, & de *judicieux*. Sous le nom des *malicieux*, on désignoit le Duc de Rohan & les autres qui avoient été d'avis qu'on témoignât de la fermeté pour obtenir des réponses favorables. *Ces gens-là, disoit-on, ne pensent qu'à brouiller & à exciter une guerre civile.* Pour ce qui est des *zelez*, on les dépeignoit comme des gens que l'amour de leur Religion rendoit soupçonneux & défiants. *Leur zele peu éclairé, continuoient-on, & la préoccupation qu'ils ont qu'on ne pense qu'à leur faire du mal, sont cause que les premiers les entraînent dans leur sentiment.* Enfin, les *judi-*

Mercur  
François.  
1611.



1611. *judicieux étoient le Maréchal de Bouillon & ceux de son parti. On louoit leur obéissance & leur modération. La guerre civile étoit, à leur avis, le plus grand de tous les maux. Ils aimoient mieux souffrir quelque chose que de l'allumer.*

Livre de du  
Plessis-  
Mornai  
contre la  
Papauté.

Un nouveau livre de du Plessis-Mornai échauffoit étrangement les Catholiques Romains. Il avoit pour titre, *Le Mystère d'iniquité, c'est-à-dire, l'Histoire de la Papauté*. Le dessein de l'Auteur, c'étoit de montrer contre les Cardinaux Baronius & Bellarmin, par quels degrez la Monarchie du Pape s'est formée & les différentes oppositions que les gens de bien ont faites à l'établissement d'une puissance si contraire à l'esprit de l'Evangile. Il n'y avoit rien là de fort extraordinaire, les Catholiques Romains devoient être accoutumés à cette controverse. On l'avoit déjà traitée dans une infinité de livres. La taille-douce qu'on avoit mise à la tête de celui-ci, les choquoit plus que tout le reste. Paul V. y étoit représenté avec les inscriptions flateuses & impies qu'on avoit faites pour lui au delà des monts. Certaines lui appliquoient ce que le Saint Esprit a dit de Jesus-Christ même. Une entr'autres lui donnoit le titre de *Monarque très-invincible de la République Chrétienne, de Défenseur très-ardent de la Toute-puissance Papale, enfin de Vice-Dieu*, c'étoit un mot nouvellement inventé en son honneur. Puisque des gens qui font profession de croire en l'Evangile ont

ont poussé la flaterie jusqu'à cette extravagance, devons-nous être surpris que les Payens aient mis leurs Princes au nombre des Dieux qu'ils adoroient? 1611.

Du Plessis lui donnoit un grand ridicule par une remarque plaisante & heureuse. En ajoûtant ensemble la valeur des lettres, qu'on appelle *numérales*, des mots Latins qui signifient *Paul V. Vice-Dieu*, il y trouvoit le nombre de 666. qui fait le nom mystérieux de la Bête, dont il est parlé dans la Révélation de Saint Jean. Les Reformez applaudissoient à cette découverte. Leur peuple déjà persuadé que Paul V. étoit véritablement *le Fils de perdition* que le Seigneur Jesus doit détruire par le souffle de sa bouche & par la gloire de son avènement, le peuple, dis-je, se flatoit de voir bien-tôt la chute de *Babylone*. Du Plessis lui-même se savoit si bon gré d'avoir bien rencontré, que ses amis lui aiant écrit que son nouveau livre faisoit un tort extrême à sa fortune, & que depuis ce temps-là, Villeroi & quelques autres Ministres étoient refroidis pour lui; au lieu qu'ils avoient dessein auparavant de lui faire donner un emploi plus considérable, il se consola sans peine du contretemps, & il parut mépriser les menaces que ses ennemis irritez lui faisoient de toutes parts.

Vie de Mr.  
du Plessis.  
Livre III.

Les plus éclairés de la Communion de Rome ne faisoient que rire de l'imagination de l'Auteur. Ce jeu d'esprit leur parut venir fort à propos pour donner de

1611. de la confusion à un Prêtre, qui devenu Evêque de Rome, prenoit plaisir à se voir flater d'une manière tout-à-fait impie. Mais les Moines & les dévots faisoient grand bruit. Le Nonce du Pape s'échauffa terriblement, & Paul envoya lui-même des Brefs pour se plaindre de l'outrage qu'on lui faisoit. La Régente ne s' alarma pas moins que les autres. Elle n'avoit jamais pû souffrir qu'on dit que le *Pape est l'Antechrist*. Outre les raisons communes à tous ceux de sa Religion, pour s'élever contre un dogme qui les fait passer pour les *adorateurs de la Bête*, Marie de Médicis en avoit une particulière. La validité de son mariage avec Henri, n'étant fondée que sur l'autorité du Pape, qui avoit déclaré nul celui que le feu Roi avoit premièrement contracté avec Marguerite de France, la Régente s'imaginait que tous ceux qui regardoient le Pape comme l'*Antechrist*, ne pouvoient pas la regarder comme femme légitime d'Henri IV. Elle voulut donc que le livre de Mornai fût du moins flétri en apparence.

Livre de du  
Plessis-  
Mornai est  
censuré par  
la Faculté  
de Paris.

On le porte en Sorbonne. Le 1. Août 1611. le Doyen & les Docteurs de la Faculté de Paris aiant dit une Messe solennelle du Saint Esprit, s'assembloient pour nommer les Docteurs qui devoient examiner l'Ouvrage. On en fait le rapport le 19. du même mois. On dit que le livre *est rempli d'une infinité de blasphemes & d'impietez execra-*

*exécrables contre la Foi & la Religion Catholique, & contre le Saint Siège Apostolique.* Tous ces grans mots ne servent qu'à éblouir les simples. On veut bien leur laisser croire que la Foi & la Religion Catholique sont inséparables de l'autorité Pontificale. Chaque Docteur, chaque Magistrat, chaque Courtisan en croit ce qu'il lui plaît. Mais la Politique ne permet pas qu'on tire le peuple de son ignorance & de sa superstition. La censure de la Faculté se fit conformément au rapport des Docteurs députez. Le livre fut *détesté & condamné, comme étant hérétique, très-surrieux, très-séditieux, contraire à la Loi divine, naturelle & canonique*, enfin tout ce qu'il plut à ces bons Messieurs.

1611.  
Mercure  
François.  
1611.

Auroient-ils parlé plus fortement contre les dogmes impies de Paul de Samosate, d'Arius, de Photin? Demander aux *sages Maîtres* de Sorbonne, quelles raisons ils peuvent avoir de foudroier de la sorte un Auteur qui nie que la Monarchie du Pape soit d'institution divine, ce seroit perdre son temps inutilement. Les Docteurs se sont mis sur le pied de faire les petits Papes. Ils fulminent; mais ils n'instruisent pas. Où trouvera-t-on que la Papauté est de droit naturel? La plus grande partie des hommes qui ont vécu jusqu'à présent, ne s'en sont pas encore aperçus. Quel aveuglement! Pour ce qui est de *la Loi divine*, on nous indique un ou deux passages de l'Evangile. Outre que les Catholiques Romains

Réflexion  
sur cette  
censure.

ne

1611. ne conviennent pas encore entr'eux du sens véritable de ces endroits, les Auteurs les plus graves du Christianisme n'y ont point vû la Primauté du Pape, long-temps avant qu'il y eût des Protestans au monde. Enfin, si par *la Loi Canonique* il faut entendre les Decretales modernes, on passera condamnation. Mais si la véritable *Loi Canonique* de France, c'est, comme on nous le dit souvent, l'ancien Code des Canons faits ou reçus dans les premiers Conciles Generaux, les plus habiles, les plus sinceres Docteurs de Paris n'y trouvent rien moins que la Primauté & la Monarchie du Pape.

C'étoit le nom d'*Antechrist*, qui soulevoit le plus les Catholiques Romains. Le Pape ne veut pas être *la Bête* de l'Apocalypse, & ceux de sa Communion ne veulent pas non plus en être les adorateurs. Mais enfin, s'il est vrai, & l'on n'en disconvient pas communément en France, que la domination usurpée par les Papes, est contraire à l'esprit de Jesus-Christ & à l'institution des Apôtres, on ne peut pas nier que le Pape ne soit *Antechrist* en ce sens-là, & que sa Monarchie ne soit *Antichrétienne*. S'il est certain encore, comme il y a bien de l'apparence, que *s'élever & s'opposer contre tout ce qui est nommé Dieu, ou qu'on adore*, c'est se mettre au dessus de ceux dont le Seigneur de toutes choses a dit, *vous êtes des Dieux, & les fils du Très-haut*, & se faire rendre des honneurs qui ne sont dûs qu'à lui seul, ne s'en-

s'enfuit-il pas aussi que le Pape est , ou du moins qu'il imite de fort près *le fils de perdition & l'homme de peché* prédit par S. Paul ? Pour ce qui regarde maintenant les Prophéties de S. Jean , les Protestans ne sont pas les premiers qui les aient appliquées au Pape. Il ne faut pas chercher de fort grans détours pour y trouver des caractères assez ressemblans à ceux que nous voions dans le Pape. Les rapports entre Rome Payenne & Rome Chrétienne des derniers temps , paroissent si justes , qu'on peut être embarrassé quand il est question de se déterminer entre ceux qui expliquent les Prophéties de l'Apocalypse de l'une ou de l'autre Rome.

Un certain Ferrier crut se signaler au commencement de ce siècle , en faisant soutenir dans une These publique à Nîmes , où il étoit Professeur en Théologie , que *le Pape est l'Antechrist*. Le Parlement de Toulouse procéda contre Ferrier. Mais l'Accusé déclina cette Jurisdiction , & se pourvut à la Chambre de l'Edit à Castres. Peu de temps après les Reformez de France dressèrent un nouvel article de Foi dans leur Synode National de Gap en Dauphiné : ils y déclaroient croire & vouloir soutenir que *l'Evêque de Rome est proprement l'Antechrist & le Fils de perdition prédit dans la Parole de Dieu*. Ce nouvel article devoit être le XXXI. de la Confession de Foi des Eglises Reformées de France. Henri IV. trouva fort mauvais que sous son regne , les Reformez

1611. se fussent avisez d'une chose à laquelle ils n'avoient pas pensé, lors que les contestations étoient plus échauffées du temps de ses Predécesseurs.

Soit qu'il craignât lui-même les conséquences pour son second mariage, soit qu'il ne voulût pas que les Reformez lui reprochassent hautement qu'il avoit quitté la bonne Religion pour adorer *la Bête*, Henri commanda absolument que ce nouvel article fût retranché de la Confession de Foi. Les plus sages & les plus moderez Protestans desavouèrent ce qui s'étoit fait à Gap; ou du moins ils jugèrent que le Synode avoit manqué de prudence & de moderation. La question de *l'Antechrist* fut encore mise sur le tapis dans les Synodes tenus à la Rochelle & à S. Maixant. Mais Henri IV. s'opposa toujours constamment à la nouvelle publication d'un article de Foi, qui ne paroît pas fort nécessaire au salut. Vignier ayant publié un livre sous le titre du *Theatre de l'Antechrist*, le Jesuite Gontier fameux convertisseur de ce temps-là prêcha contre d'une manière violente & séditieuse. Le Roi défendit la publication du livre, & imposa silence au Controversiste trop outré. Celui de du Plessis-Mornai paroissant presque immédiatement après toutes ces disputes qui n'étoient pas encore bien assoupies, on ne doit pas s'étonner qu'il ait causé un si grand vacarme. Quand il seroit vrai que ce Gentilhomme fût habile & fort sage

Mercur  
François.  
1609.

d'ailleurs, n'auroit eu ni assez d'égards, ni 1611.  
 assez de ménagemens en cette rencontre,  
 la censure de Sorbonne n'en fera ni  
 moins outrée, ni moins ridicule.

Marie de Médicis commençoit à pren- Troubles  
 dre la methode qu'on a si constamment d'Aix-la-  
 suivie sous le Regne de son Fils, & de Chapelle.  
 nôtre temps encore. Elle s'appliquoit à  
 diviser les Protestans de France & à les  
 affoiblir. Mais elle ne refusoit pas ses  
 bons offices & la protection du jeune Roi  
 à ceux de Genève & d'Allemagne. Le  
 Marquis de la Vieuville, du Brueil Prési-  
 dent à Mets, & Villers Hotman furent  
 envoyez de sa part à Aix-la-Chapelle vers  
 la fin de Septembre pour tâcher d'appai-  
 ser les troubles excitez depuis peu dans  
 cette ville. En voici l'occasion. L'an  
 1598. les habitans d'Aix-la-Chapelle Pro-  
 testans, aiant chassé les Magistrats Ca-  
 tholiques Romains, la ville fut mise au  
 ban de l'Empire. L'Electeur de Colo- Mercure  
 gne eut la commission de faire exécuter François.  
 l'Ordonnance de l'Empereur, & il en vint 1611.  
 à bout avec le secours de l'Electeur de  
 Trèves & du Duc de Clèves. De ma-  
 nière que les Magistrats Catholiques fu-  
 rent rétablis, & les Ministres Protestans  
 chassés de la ville à leur tour. Comme  
 ceux de cette Religion souffroient avec  
 peine qu'on ne leur permit pas d'y en  
 faire l'exercice, les Catholiques Romains  
 voulurent se fortifier contre eux, en se  
 mettant sous la protection d'Albert Archi-  
 duc des Pais-bas. La revolution arrivée  
 H 2 depuis



1611. depuis dans les Duchez de Clèves & de Juliers, dont deux Princes Protestans s'étoient mis en possession, consola un peu ceux d'Aix-la-Chapelle, qui suiwoient la même Religion. Ils alloient à deux lieues de là dans un village du pais de Juliers, pour y prier Dieu & pour y entendre sa parole. Cela déplut aux Catholiques Romains. Les Magistrats firent défense aux Protestans. d'aller dans ce village, sous peine d'être mis en prison, & de paier une grosse amende. On avoit même ajouté cette dure clause, que ceux qui n'auroient pas moien de paier l'amende, seroient bannis de la ville.

Quelques-uns souffrirent la prison, & furent condamnez ensuite à un bannissement perpetuel. Leurs amis & leurs voisins, émus de compassion en leur disant adieu, allèrent en assez grand nombre trouver les Magistrats assemblez, pour leur presenter une requête en faveur de ces pauvres gens. On y remontroit que la sentence renduë contre eux, étoit contraire aux privilèges des habitans, & l'on demandoit que la rigueur en fût modérée. Bien loin d'y avoir égard, les Magistrats ordonnèrent que chacun se retirât promptement dans sa maison. Les gens ainsi renvoyez se mirent à crier contre la dureté des Magistrats, & contre les Jesuites qu'on croioit auteurs de ces conseils violens, *Il y a douze ans que nous sommes dans l'oppression*, disoient quelques-uns : *c'est-ce pas une assez longue patience ? Ne pen-*

*penſerons-nous jamais à venger trois cens familles de nos concitoyens, chaffées de leur patrie en moins de huit jours ? L'amour de la liberté eſt commun aux hommes & aux bêtes. Mais c'eſt l'avantage des hommes d'avoir aſſez de courage & d'induſtrie pour la défendre, & pour la recouvrer encore, quand ils l'ont perduë. Nos Ancêtres ont toujours preferé la mort à l'eſclavage. Suivons les exemples qu'ils nous ont donnez. La mort eſt plus honnête & plus douce à ſouffrir que le banniſſement. Si Dieu veut benir les juſtes efforts que nous ferons pour la conſervation de nos biens & de nos privilèges, nous obtiendrons encore le libre exercice de nôtre Religion.*

Animez par cette exhortation, pluſieurs courent aux armes, & d'autres ſe joignent bien-tôt à eux. On ſe faiſit de l'Hôtel de ville. On oblige le Bourgmestre d'ouvrir la priſon à ceux qu'on y avoit mis injuſtement; on ſe faiſit des clefs des portes; on tend les chaînes par tout. Les Proteſtans maîtres de la ville élurent des Capitaines, ils établirent un nouveau Conſeil de la Bourgeoiſie, enfin ils mirent le meilleur ordre qu'il leur fut poſſible pour faire ceſſer le trouble & la confuſion. Perſuadez qu'il ſeroit difficile d'avoir la paix dans la ville, tant qu'il y auroit des Jeſuites, les gens du nouveau Conſeil envoierent des hommes pour ſ'afſurer des bons Peres, & pour ſ'emparer de leur Collége. La peur les avoit tellement faiſis, que ne pouvant plus

1611. intriguer, ils s'étoient retirez dans leur Eglise pour implorer le secours de Dieu, & de leur grand Patron, Ignace de Loiola que le Pape avoit nouvellement beatifié. Quand les superstitieux se sont jettez imprudemment dans quelque danger par leurs cabales & par leur zèle indiscret, ils ont encore la vaine confiance que Dieu fera des miracles pour les en tirer. Les Jésuites furent conduits à l'Hôtel de ville & mis sous bonne garde, sans qu'on leur fit aucun mal. Le Supérieur de leur maison professe de Paris étoit alors à Aix-la-Chapelle, où il prenoit les eaux. Il fut traité avec toute la civilité possible dès qu'il se fit connoître. Les Bourgeois lui témoignèrent que c'étoit en considération du Roi de France & de la Reine sa mere.

Les Catholiques sages & moderez desaprouvoient la dureté des Magistrats contre les Protestans. Plusieurs d'entr'eux ne voulurent point abandonner les Charges de la ville, ni les prétensions qu'ils y avoient, mais se voiant deormais les plus foibles, ils eurent recours à l'Archiduc Albert. Les Protestans de leur côté demandèrent du secours aux Princes de Brandebourg & de Neubourg maîtres des Etats voisins de Clèves & de Juliers. Le Comte de Solms Gouverneur pour les Princes, étant accouru à Aix-la-Chapelle avec un bon nombre de Cavaliers, les Protestans demeurèrent absolus dans la ville. Ils publient alors un manifeste

te

te dans lequel ils exposoient les raisons qu'ils avoient eues de changer le gouvernement de leur petite République pour un temps. On y offroit de s'accorder aux conditions suivantes , que ceux de la Confession d'Ausbourg & les Reformez eussent le libre exercice de leur Religion, qu'un certain nombre de Protestans fût admis à la Magistrature , enfin que les Jésuites seroient chassés.

L'Archiduc Albert & l'Electeur de Cologne avoient envoyé des personnes de leur part pour travailler à l'accommodement. Mais les menaces que firent les Envoyez d'Albert ayant irrité les esprits , leur médiation ne fut pas acceptée. Le Marquis de la Vieuville & ses Collègues furent mieux écoulez. Après une sage remontrance , ils firent convenir les Protestans d'un traité provisionnel , sans préjudice de l'autorité de l'Empereur, ni de ce qu'il pourroit ordonner dans la suite. Les Protestans demeuroient d'accord qu'en attendant la décision de leur différend avec les Catholiques par Sa Majesté Imperiale , toutes choses , sans en excepter le Collège des Jésuites, fussent rétablies comme elles étoient auparavant , pourvu qu'on laissât aux Protestans le libre exercice de leur Religion dans un lieu commun de hors l'enceinte de l'ancienne ville de Charlemagne. Mais les Magistrats Catholiques refusèrent de signer le traité , sous prétexte que l'Empereur avoit commis l'Archiduc Albert & l'Electeur de Co-

1611. logne pour pacifier les troubles excitez à Aix-la-Chapelle, comme ils le jugeroient à propos.

Ce fut en vain que la Vieuville & ses Collègues firent une seconde remontrance aux Magistrats Catholiques pour les porter à la paix. Ils la refusèrent opiniâtrément, & les Jesuites se retirerent dans les Pais-bas Catholiques. Alors les Envoiez de France firent élire de nouveaux Magistrats du consentement des Protestans. L'Ambassadeur des Archiducs des Pais-bas à Paris fit instance auprès de la Régente, afin que tout ce que le Marquis de la Vieuville & ses Collègues avoient réglé, fût cassé. Mais la Régente informée de la verité des choses, déclara aux Envoiez des Princes de Brandebourg. & de Neubourg, & à ceux d'Aix-la-Chapelle, que le Roi son fils ne souffriroit pas qu'on entreprît quelque chose au préjudice de leurs maîtres.

Assemblée  
de quelques  
Princes Pro-  
testans d'Al-  
lemagne  
pour les  
affaires de  
Clèves & de  
Juliers.

On craignoit toujours en Allemagne que la succession litigieuse de Clèves & de Juliers ne causât une division entre les Princes Protestans. L'Electeur de Brandebourg & le Duc de Neubourg avoient leurs prétensions, l'Electeur de Saxe vouloit soutenir les droits de sa Maison. Ce différend de trois grandes Maisons Protestantes pouvoit donner de grans avantages aux Catholiques Romains. Plusieurs Princes s'assemblerent au mois de Mai à Introbok près de Leipfic en Saxe, pour aviser aux moyens de prévenir  
ce

1611.  
Mercure  
François.  
1611.

ce malheur , & d'accorder ensemble les prétendans. Les Electeurs de Saxe & de Brandebourg , divers Princes des deux Maisons & de celle de Hesse , & quelques autres convinrent là , qu'en attendant la décision de l'Empereur , les Etats de Clèves & de Juliers seroient conjointement possédez & administrez par l'Electeur & les Princes de Saxe avec les Princes de Brandebourg & de Neubourg , à condition que les Saxons donneroient préalablement une certaine somme d'argent aux deux Princes qui se trouvoient en possession. Les Protestans se rejoùirent fort de cette transaction qui réconcilioit deux Maisons Electorales. Mais le Prince de Neubourg aiant refusé d'y consentir, quoique l'Assemblée des Princes de la Ligue Protestante à Rottembourg en Bavière , l'en priât depuis avec instance, le traité de Introbok demeura sans effet.

Les différentes persécutions , que les Reformez souffroient dans la Bavière , à Bamberg , à Wirtsbourg , à Cologne , à Wormes , & ailleurs , donnèrent occasion à cette assemblée des Princes de la Ligue Protestante à Rottembourg. Ils étoient bien-aisés encore de regler ensemble quelques affaires communes & de prendre des mesures pour conserver & pour fortifier leur union. L'Empereur envoya deux personnes de sa part à l'Assemblée. On leur fit des plaintes de l'inexécution de plusieurs choses que Sa Majesté Impériale avoit promises aux Protestans , &

Les Princes  
de la Ligue  
Protestante  
s'assembloient  
à Rottem-  
bourg en  
Bavière.

1611. des persécutions que ceux de la même Religion souffroient en divers endroits. Les gens de l'Empereur s'excusèrent le mieux qu'ils pûrent. *Sa Majesté Imperiale, dirent-ils, veut maintenir en paix tous les sujets de ses pays hereditaires sans aucune distinction de Religion. Mais n'ayant rien à commander à l'Archevêque de Cologne, ni aux Evêques de Wirtsbourg & de Bamberg, on ne doit pas la rendre responsable de ce que ces Prélats font. Les Electeurs doivent s'assembler dans peu de temps à Nuremberg pour y deliberer sur les affaires générales de l'Empire. Sa Majesté Imperiale veut bien faire en sorte qu'on y donne satisfaction à tout le monde.* Acoutumez à se voir amusez par de semblables promesses, les Princes Protestans repartirent hautement, que si l'Empereur différoit plus long-temps à tenir sa parole, ils se pourvoiroient enfin selon que l'état de leurs affaires le demanderoit.

Mathias Roi de Hongrie qui pensoit à se faire élire Roi des Romains, envoya le Baron de Polheim à Rottembourg, pour ménager les Princes de la Ligue Protestante. Il étoit important pour lui qu'elle ne le traversât pas dans ses desseins. Polheim remercia les Princes de l'affection qu'ils témoignioient à son Maître, il les assura de l'amitié de Mathias, il leur fit part de l'accord fait entre l'Empereur & son frere. Après les complimens que les Princes se font reciproquement en pareilles occasions, les Protestans prièrent le  
Roi

Roi de Hongrie de s'abstenir de toute sorte de violence, d'avoir soin de l'Empereur son frere & de prendre garde que les Étrangers de son Conseil n'y fissent prendre des résolutions contraires au repos de l'Allemagne. La République de Venise, les Cantons Suisses, & la Seigneurie de Genève avoient aussi envoyé à l'Assemblée des Princes Protestans. Les Venitiens étoient sur leurs gardes contre la Maison d'Autriche, & sur tout contre le Roi d'Espagne, & contre Ferdinand Archiduc de Gratz. Les Suisses & ceux de Genève craignoient les entreprises du Duc de Savoie. Cela leur faisoit rechercher également la bienveillance des Princes Protestans d'Allemagne. On promit du secours à la Seigneurie de Genève. On répondit aux lettres de la République de Venise, & à celles des Cantons Suisses d'une manière honnête & obligeante.

L'affaire d'Aix-la-Chapelle fut mise en délibération. Les Princes résolurent de défendre les bourgeois Protestans, s'il en étoit besoin; mais on les exhorta de vivre paisiblement avec les Catholiques. On fit prier les Magistrats de Cologne de permettre aux Protestans d'aller sans aucun scandale, & sans aucune crainte d'être inquiétez, sur les terres des Princes voisins, pour y prier Dieu avec ceux de leur Religion. Que si les Magistrats de Cologne refusoient d'avoir égard à ce qu'on leur demandoit, les Protestans furent exhortez à souffrir patiemment, & à



1611. ne point faire de violence. On écrivit encore aux Evêques de Bamberg & de Wormes. C'étoit pour prier le premier de laisser en repos ses sujets Protestans, & le second de ne point introduire les Jésuites chez lui, & de renvoyer ceux qu'il avoit appellez. Je prens plaisir à rapporter ce détail. Il fait voir la sagesse & la modération des Princes Protestans d'Allemagne. Quand ils ont pris les armes pour leur Religion, ce n'a été qu'à la dernière extrémité. Les Princes envoient encore en France, en Angleterre, dans les Provinces-Unies pour renouveler les Alliances, & pour remercier les deux Rois & les Etats Generaux du secours donné dans la guerre de Clèves & de Juliers. Enfin plusieurs Comtes & quelques villes de l'Empire aiant demandé d'entrer dans la Ligue, on les y reçut. Les plus grandes affaires furent remises au jugement de la Diète Electorale indiquée à Nuremberg.

Mort de  
l'Electeur  
de Saxe.

Christian II. Electeur de Saxe mourut d'apoplexie quelque temps auparavant. Jean George son frere lui succéda. C'est le défaut ordinaire des Princes Allemands d'aimer trop à boire. Il est surprenant que la mort funeste & precipitée d'un si grand nombre de leurs parens, que l'excès du vin a tuez, ne les detourne pas d'un vice qui sied si mal aux personnes de leur rang, & si contraire au Christianisme. Les plus grans beuveurs étoient ceux que Christian recompensoit

Mercredi  
François.  
1611.

soit le mieux. Son Successeur fut obligé de depenser de l'argent ; pour retirer des châteaux & des seigneuries que Christian avoit données libéralement à ses favoris de debauche. On dit que la Princesse sa mere lui envoya un Ministre pour l'exhorter à se corriger de ce vice. L'Electeur le fit mettre à table , & comme il savoit que le personnage aimoit à s'enrichir, Christian lui promit une grande coupe d'or, pourvû qu'il la vuiddât un certain nombre de fois. Le Ministre accepta la condition : mais il tomba yvre avant que de l'avoir accomplie. L'Electeur le fit mettre dans une chaise, & ordonna qu'on reportât à la Princesse son Predicateur enyvré. *Une autre fois, Madame, lui fit-il dire encore, choisissez mieux vos gens. Si vous voulez que je profite des remontrances qui me viendront de vôtre part, envoyez moi des Ministres qui soient plus que moi, à l'épreuve de la tentation.* Souvent les Princes ne trouveroient pas leur place dans l'Histoire, s'il n'étoit pas nécessaire de divertir le Lecteur, & de lui peindre le ridicule du vice.

Jean George nouvel Electeur de Saxe se rendit à Nuremberg avec ses Collègues vers le commencement d'Octobre. La premiere affaire qu'on y traita, ce fut la contestation entre le Duc de Deux-Ponts & celui de Neubourg pour l'administration de l'Electorat pendant la minorité du jeune Comte Palatin du Rhin. Elle devoit durer jusqu'à ce qu'il eût atteint

Diète Electorale à Nuremberg.

1611.  
Mercure  
François.  
1611.

teint l'âge de 18. ans conformément à la Bulle d'or. Frederic VI. Electeur Palatin mort l'année précédente, avoit donné par son testament la tutelle de ses enfans & l'administration de l'Electorat à Jean Duc de Deux-Ponts. Il fut reçu à Heidelberg en cette qualité, nonobstant l'opposition de Philippe Louis Duc de Neubourg qui prétendoit à l'administration; comme plus proche parent, selon qu'il est ordonné dans la Bulle d'or de l'Empereur Charles quatrième. Les Conseillers du Palatinat aimoient mieux le Duc de Deux-Ponts, parce qu'il suivoit la Religion établie dans le pais, au lieu que Neubourg étoit de la Confession d'Ausbourg. Ils appuioient leur préférence sur l'exemple de quelques Electeurs Palatins qui avoient nommé des Tuteurs à leurs enfans & des Administrateurs de l'Electorat au préjudice des plus proches parens. L'affaire fut portée à l'Empereur. En attendant une entière décision, la tutelle & l'administration furent ajugées par provision au Duc de Deux-Ponts. La Diète Electorale de Nuremberg ne donna pas non plus un jugement définitif. Il y fut réglé que le Duc de Deux-Ponts tiendrait la place du Comte Palatin, sans préjudice des droits du Duc de Neubourg.

Demandes  
des Elec-  
teurs à  
l'Empereur.

Au commencement de Novembre, les Electeurs députèrent à l'Empereur pour lui représenter les choses qu'ils avoient jugé à propos de lui demander. C'étoit; que la justice fût rétablie; qu'il choisit des

Con-

Conseillers plus fidèles, qu'il convoquât une Diète generale, que les Electeurs n'ayant pas dessein d'élire un Roi des Romains sans le consentement de Sa Majesté Imperiale, ni d'ôter l'Empire de la Maison d'Autriche, Rodolphe voulût bien nommer celui qu'il souhaitoit d'avoir pour successeur. Les Electeurs l'assurèrent en même temps qu'ils n'avoient point approuvé les entreprises de Mathias son frere. Enfin, ils l'avertirent que la mauvaise administration de l'Empire venoit de ce que Sa Majesté n'avoit pas suivi l'exemple de ses Predécesseurs, qui avoient coutume de consulter les Electeurs.

Rodolphe ne donna qu'une réponse generale. *Je sai, dit-il, que l'Empire a besoin d'un Roi des Romains. Les Electeurs ont parlé ici d'en choisir un; & j'ai pensé moi-même à leur designer celui qui me paroît le plus propre à remplir cette place. Je l'aurois fait, si les troubles de Bohême ne m'avoient pas entierement occupé. Mais avant que de me déclarer, je suis bien aise qu'on assemble une Diète generale, & je veux m'y trouver. C'est aux Electeurs de donner ordre que j'y puisse dire librement ce que je jugerai necessaire pour le bien de l'Empire.* Les Electeurs aiant reçu la réponse de l'Empereur, ils se separèrent le 12. Novembre; après avoir resolu qu'on tiendroit au mois d'Avril de l'année suivante une Diète à Francfort pour l'élection d'un Roi des Romains.

Réponse de  
l'Empereur.

L'Eu-

1511.  
Mort de la  
Reine d'Es-  
pagne.

L'Europe prenoit alors le deuil pour la mort de Marguerite d'Autriche épouse de Philippe III. Roi d'Espagne. Elle laissa quatre fils & deux filles ; Philippe, Charles, Ferdinand, Alphonse, Anne, que nous verrons bien-tôt Reine de France, & Marguerite. On fit un service solennel pour la feu Reine d'Espagne dans l'Eglise Cathédrale de Paris. Les Princes de Condé, de Conti, & le Duc de Guise en firent les honneurs, & l'Archevêque d'Ambrun prononça l'Oraison funèbre.

Mort du  
Duc & de la  
Duchesse de  
Mayenne.

La Maison de Guise avoit pleuré peu de temps auparavant la mort du Duc de Mayenne ce fameux Chef de la *sainte Ligue* en France. Il mourut à Soissons au commencement d'Octobre. Le Duc d'Aiguillon son fils lui succéda & prit le nom de Duc de Mayenne. Le pere avoit acquis de la réputation à la guerre. Mais sa lenteur lui fit perdre les plus belles occasions de l'augmenter davantage. On pourroit pardonner sa revolte contre le Roi Henri III. au desir de venger la mort de ses deux freres, s'il étoit permis, je ne dis pas à un Chrétien, mais à quelqu'homme que ce puisse être, d'allumer une guerre civile pour venger une injure particulière. Ce qu'il entreprit contre Henri IV. le zèle pour le maintien de l'ancienne Religion, ne peut pas l'excuser. Le Duc de Mayenne parut plus animé après qu'Henri IV. eut quitté la Communion des Réformez. Le cha-  
grin

grin du mauvais succès des affaires de la Ligue, lui avoit fait prendre la résolution desespérée de se retirer en Espagne : mais la clemence, ou la politique d'Henri IV. l'arrêta. Le Roi lui proposa des conditions avantageuses. Le Duc avoit mérité en quelque manière cette distinction de la part de celui qu'il vouloit exclure de la Couronne. Durant les mouvemens de la Ligue, Mayenne s'opposa toujours au dessein que Philippe II. avoit de faire choisir un Prince de la Maison d'Autriche : il arrêta même le Duc de Guise son neveu ébloui par les promesses trompeuses des Espagnols. Quand on proposa au Duc de Mayenne de suivre l'exemple d'Hugues Capet qui se réserva la Souveraineté en permettant aux Gouverneurs des Provinces & des villes considérables de se faire Ducs ou Comtes vassaux de la Couronne : *j'aimerois mieux mourir*, répondit-il généreusement, *que de profiter d'un si grand malheur de ma patrie.* Henriette de Savoye son épouse mourut de regret peu de jours après lui : tous deux eurent la même pompe funéraire à Soissons.

La Cour de France aprit à Fontainebleau la nouvelle de la mort du Duc & de la Duchesse de Mayenne. Le Cardinal de Gonzague & la Duchesse de Lorraine sa sœur, y étoient venus rendre visite à Marie de Médicis leur tante. On leur fit de grans honneurs, ils furent régalés de tous les divertissemens que la beauté du

La Duchesse de Lorraine, & le Cardinal de Gonzague viennent à la Cour de France.

1611. du lieu fournit. On prétend que la Duchesse de Lorraine venoit parler du mariage que le feu Roi avoit proposé lui-même, de son fils aîné avec la Princesse de

Siri *Memo-*  
*rie Recondi-*  
*te.* Tom. II.  
Pag. 577.  
578.

Lorraine. C'étoit la meilleure chose que la Régente pût faire pour l'avantage du jeune Roi. Cette alliance lui auroit apporté les Duchez de Bar. & de Lorraine.

Mais l'imprudente Reine conduite par des gens vendus à l'Espagne, avoit pris de si grands engagemens avec la Cour de Madrid, que rien n'étoit capable de la détourner de son projet du double mariage, que le Pape & le Grand Duc de Tolcane ménageoient de toutes leurs forces. Attentif aux démarches de la Duchesse de Lorraine, l'Ambassadeur d'Espagne disoit hautement que le Roi de France ne pouvoit pas avoir deux femmes, que son mariage avec l'Infante étoit conclu, & que Philippe ne souffriroit pas qu'on se mocquât impunément de lui. Quand Marie de Médicis auroit méprisé les menaces de l'Espagnol, quel mal en seroit-il arrivé? Les bons François, & sur tout les Protestans, crioient contre cette double alliance. L'Angleterre & les Provinces-Unies la traversoient avec application. Aersens Ambassadeur des Etats Generaux excitoit sous main le Parti Reformé à s'opposer à un traité qui ne pouvoit être que fort désavantageux à tous les Protestans de l'Europe. Les discours de l'Ambassadeur Espagnol n'étoient que de vaines rodомontades. Son

Ibid.  
Pag. 586.

foi-

foible Maître, assez occupé à soutenir sa Maison en Allemagne, étoit-il en état de faire peur à la France bien unie avec ses voisins ? Mais la Régente ne connut jamais les véritables intérêts de son Fils, ni les siens. 1611.

Ses Ministres jaloux de ce que le Comte de Soissons leur ennemi pensoit à s'allier avec le Marquis d'Ancre, avoient soin d'inspirer à leur Maîtresse, de l'éloignement pour un Prince qui ne pensoit qu'à les faire chasser. Le premier sujet de mécontentement que la Régente lui donna, ce fut le refus d'une chose qu'on lui avoit fait espérer quelques mois auparavant. Le Duché d'Alençon étoit engagé au Duc de Wirtemberg. Soissons qui avoit touché de l'argent du Duc de Savoie pour les biens & pour les terres que la Comtesse son épouse possédoit en Piémont, vouloit l'employer à l'acquisition du Duché d'Alençon, en remboursant de ses deniers ce que la Couronne devoit au Duc de Wirtemberg. Il falloit obtenir auparavant l'agrément du Roi. Marie de Médicis prévenue par ses Ministres, le refusa au Comte de Soissons. *Vous voulez, lui dit-elle se- chement, acquérir un Duché qu'on destine pour l'apanage d'un Fils de France. A ce que je voi, vous n'avez pas de petits desseins.* La Régente prévint bien que picqué d'un tel refus, le Comte feroit éclater son ressentiment. C'est-pourquoi elle se hâta de rappeler à la Cour le Prince de Condé & le Duc d'Epemon pour les lui opposer. Le

Le Comte de Soissons mécontent prend de nouvelles liaisons avec le Prince de Condé.

Mémoires de la Régente de Marie de Médicis.



1611. Le projet de la Reine & de ses Ministres ne réussit pas entièrement. Le Marquis de Cœuvres confident de Soissons, jugea que le pauvre Comte brouillé avec la Régente & les Ministres, irrité secrètement contre Conchini, quoi qu'ils gardassent toujours quelques mesures, ennemi déclaré de la Maison de Guise & du Duc d'Epemon, n'avoit plus d'autre ressource pour se soutenir à la Cour, que de s'unir étroitement avec le Prince de Condé son neveu, & d'opposer à tous ces gens réunis contre lui, le crédit que la naissance donne en France aux Princes du sang, sur tout en un temps de minorité. Cœuvres se mit donc à négocier avec Beaumont fils du Premier Président de Harlai confident du Prince de Condé qu'on attendoit à la Cour, afin de former une bonne union entre l'oncle & le neveu. Ils convinrent que les deux Princes se verroient dans la maison de Beaumont qui n'est pas fort éloignée de Fontainebleau.

L'entrevûe devoit donner du soupçon à la Régente, quoi qu'on tâchât de la faire passer pour une partie de chasse & de divertissement. Le Comte de Soissons voulut dissiper l'ombrage que Marie de Médicis paroïssoit prendre, en mettant le Marquis d'Ancre de la partie. Ils vont ensemble à Beaumont. Après de grans divertissemens pendant le jour, les deux Princes s'entretinrent bien avant dans la nuit. Ils se lient étroitement ensemble; ils se promettent

mettent reciproquement de ne recevoir aucune grace, ni aucune satisfaction de la part de la Cour, que d'un commun consentement: enfin ils s'engagent que si l'un est obligé de se retirer de la Cour pour quelque mauvais traitement, l'autre partira en même temps, & qu'ils n'y reviendront que de concert. Cette union fut assez constante. Elle dura jusques à la mort du Comte de Soissons.

La Sorbonne avoit ses partis différens aussi bien que la Cour. Duyal s'y déclaroit pour les Jésuites; Filescac Théologal de l'Eglise de Paris & plusieurs autres Docteurs distinguez étoient étrangement opposés à la Société. Les bons Pères se picquent d'une prudence consommée.

La Faculté de Paris censura trois Panegyriques d'Ignace de Loiola.

Mais ils en ont toujours manqué, & ils en manquent encore, quand ils se mettent à discourir de leur Saint Ignace & des avantages de leur Compagnie. Paul V. leur bon ami aiant, ce qu'on appelle *beatifié* cet homme vraiment extraordinaire en plus d'une manière, & permis d'en célébrer la fête, les Jésuites firent ce que font les Moines en pareilles occasions: que dis-je? ils voulurent surpasser tous les autres. On donna mille beaux spectacles de dévotion dans leurs Eglises. Les gens d'esprit qui assistent à ces cérémonies, ne peuvent s'empêcher d'en rire. Mais quand ceux qui pensent mieux de la Religion, viennent à réfléchir sérieusement sur ces *Apothéoses* introduites dans le Christianisme, & sur

1611. sur la pompe prophane qu'on étale pour lors dans des Temples où le culte doit être simple & spirituel, les vrais Chrétiens, dis-je, peuvent-ils ne pas deplorer l'étrange corruption de la plus sainte, de la plus auguste de toutes les Religions? Ce qu'il y a de plus prophane dans ces solennitez, ce sont les Panégyriques du nouveau Saint qu'on y prononce. Il y est mis au dessus de tous les autres, au dessus des Prophètes & des Apôtres, souvent en parallèle avec Jesus-Christ même. Les Jésuites ne manquèrent pas de prendre les Prédicateurs les mieux disposez à faire bien valoir Ignace de Loïola. Et comme les Espagnols outrent encore plus la superstition & l'impiété que les autres, on fit & on imprima en Espagne des Sermons, dont les ennemis des bons Peres en France voulurent divertir le public aux dépens de la Société.

Mercur  
François.  
1611.

Un Jésuite Limosin avoit crû lui rendre un service considerable en traduisant trois Sermons Espagnols prononcez à Seville, à Valence & à Barcelone le jour de la fête du nouveau *Bienheureux Ignace de Loïola*. Un des Prédicateurs étoit Augustin, les deux autres étoient Dominicains. Le bon Limosin s'imagina que les François voiant son Patron loué par des Religieux d'un Ordre différent, on croiroit plus facilement que l'Instituteur de la Compagnie est le plus grand Saint du Paradis. Mais en pensant faire des merveilles, il attira une nouvelle tem-

tempête à la Compagnie assez occupée à soutenir les grandes affaires, qu'on lui faisoit à Paris & ailleurs. *Des hommes doctes*, dit-on, & *recommandables par leur sincère piété*, porterent à Filescac Theologal de Paris & Curé de S. Jean en Grève, la traduction Françoisse des trois Sermons avec quatre propositions qu'ils en avoient extraites, pour le prier de savoir si la Faculté de Paris trouvoit bon qu'un Docteur de son corps eût donné son approbation à de semblables pièces. 1611.

Filescac proposa la question dans une des assemblées que la Faculté tient ordinairement le premier jour du mois. Ce fut au commencement d'Octobre. Une des propositions extraites, portoit qu'*Ignace avec son nom écrit sur du papier, faisoit plus de miracles que Moïse, & autant que les Apôtres*. La seconde prétendoit que *la vie d'Ignace étoit si sainte & si relevée même en l'opinion du Ciel, qu'il n'y avoit que les Papes comme Saint Pierre, les Impératrices comme la Mere de Dieu, quelque souverain Monarque, comme Dieu le Père & son saint Fils qui eussent le bien de la voir*. Un des deux Prédicateurs Dominicains avouoit bien que les Fondateurs des Ordres précédens ont été envoyez de Dieu: mais Dieu, ajoûtoit-il, *a parlé dans ces derniers jours par son fils Ignace, qu'il a fait héritier de toutes choses. Une seule manque à sa louange, c'est que Dieu n'a pas fait les siècles par lui*. On trouvoit seulement à redire dans le troisiéme

1611. me Sermon, que le Prédicateur eût avancé que le *Martyr Ignace* étoit particulièrement attaché au *S. Pere* & *Pape de Rome*, comme au *légitime Successeur de Jesus-Christ* & à son *Vicaire en terre*.

André Duval fameux Docteur de Sorbonne dévoué aux Jésuites & à la Cour de Rome, voulut s'opposer à la censure de ces quatre propositions. *Elles se peuvent*, disoit-il, *interpréter pieusement*. Mais le parti contraire à la Société prévalut. Quelle *interprétation pieuse* Duval auroit-il pû donner à des paroles si manifestement impies? Les trois premières propositions furent condamnées comme *fausses, hérétiques, exécrables, impies, pleines de blasphèmes*. Cette censure étoit plus juste, plus judicieuse que celle du Livre de du Plessis-Mornai. Les *sages Maîtres* de Sorbonne furent plus réservés, plus circonspects sur la quatrième proposition; il s'y agissoit de l'autorité du Pape. Elle contient, dirent-ils, deux choses contradictoires. *L'une est Catholique* & *approuvée, que le Pape est le Vicaire de Jesus-Christ en terre*. Mais l'autre, *que le Pape est le légitime Successeur de Jesus-Christ, c'est une proposition manifestement fausse* & *du tout hérétique*. Le Jésuite ne demeura pas sans réplique. Il écrivit une lettre apologetique contre la censure. Par une subtilité, dont un Limosin ne s'aviferoit pas, s'il n'avoit été instruit ailleurs qu'à Brive-la-Gaillarde, le Jésuite feignit de n'avoir pas encore une copie de la con-

dam-

damnation même. C'étoit pour éviter de parler de l'autorité du Pape. Ses amis, disoit-il, lui avoient envoyé un quatrième article tout différent de celui que la Faculté avoit censuré. Il n'y a rien de plus emporté que la fin de l'Apologie du bon Pere. Il y reproche aux Docteurs de Sorbonne, ce que ceux de sa Compagnie ont toujours reproché à leurs adversaires, qu'ils sont Huguenots dans l'ame. *La Sorbonne maudit les Jesuites, disoit-il, pendant qu'à Charenton les herétiques prient Dieu pour les Sorbonistes.* 1611.

Un Auteur contemporain de la Compagnie avoua de bonne foi dans sa premiere édition de la vie d'Ignace, qu'il n'a point fait de miracles. On s'efforça même de prouver par bonnes raisons, qu'il pouvoit être Saint sans en faire. L'établissement d'une Societé devenue si nombreuse, si célèbre, si puissante en fort peu de temps, paroissoit à l'Auteur un assez grand miracle. Il ne suffist pas cependant pour faire canoniser Ignace. On fut obligé d'en chercher d'autres. Sans cela, Rome ne l'eût jamais mis dans son Martyrologe. Et quelle mortification pour de si bons enfans, que leur pere ne fût pas un Saint du premier ordre ! Dès qu'ils se mirent une fois dans la tête, qu'Ignace devoit faire des miracles comme les autres, on en trouva un million des plus éclatans. L'Auteur qui avoit eu trop de bonne foi, se rétracta quinze ans après, le plus honnêtement qu'il pût. Son

Réflexions sur les miracles qu'on attribue à Saint Ignace, & sur le caractère qu'on lui donne.

V. le Dictionnaire Critique & Historique de Mr. Bayle dans l'Article *Loiola.*

1611. Saint en faisoit alors tous les jours , si nous en voulons croire la seconde édition de son Livre. Pour ce qui est de l'état florissant de la Compagnie avant & après la mort du Fondateur , ceux qui liront l'Histoire de son établissement , & de son progrès , n'y trouveront rien que d'humain, pourvu qu'ils aient un peu réfléchi sur la manière dont les hommes sont faits, & sur ce qui est propre à donner du crédit & de la réputation, dans une Société composée & gouvernée , comme l'Eglise de Rome l'est depuis plusieurs siècles.

Je me suis étonné quelquefois que des gens d'esprit & d'érudition , aient voulu se faire les disciples d'un homme tel qu'on nous représente Ignace dans les Histoires différentes de sa vie , écrites par des Jésuites avec trop de sincérité en quelques endroits , & avec trop de déguisement en plusieurs autres. Mais je n'en ai plus été surpris , dès que je me suis souvenu que les plus habiles gens donnent dans la superstition & dans la bagatelle. Ils ont pu s'imaginer qu'il y avoit quelque chose de divin dans l'imagination dereglée & fanatique d'un Espagnol, qui en imposoit au monde par un extérieur grave & mortifié. Après cela , ils ont été les premiers à le servir dans ses vastes desseins. Fin & dissimulé autant qu'homme du monde, Ignace a su profiter des lumières que d'habiles gens prévenus de sa sainteté, lui donnoient , & faire croire qu'il tiroit de son fonds

fonds tout ce que les autres lui avoient 1611.  
appris.

Les Jéfuites ont pouffé l'extravagance jufqu'à comparer leur Saint aux Céfars & aux Alexandres. Ceux-là ont mieux rencontré, à mon avis, qui difent que c'étoit un franc *Don Quixotte* en fait de dévotion. Les bons Peres ont bien mauvaife opinion du genre humain, s'ils nous croient capables d'eftimer leur Fondateur, après ce qu'ils racontent eux-mêmes de fes idées & de fes actions paladines & romanesques, de fon imagination bizarre de fe faire le *Chevalier* de la Vierge, & d'une infinité d'autres circonftances de fa vie. La lecture que j'en ai fait dans un livre écrit fort poliment en François, acheva de me convaincre, que Melchior Canus favant & judicieux Evêque des Canaries, connu parfaitement bien le génie du perfonnage dans un entretien qu'il eut avec lui à Rome. Ignace dit alors fans aucune neceffité, tant de pauvreté fur fa prétendue fainteté, fur les perfecutions qu'il avoit fouffertes en Efpagne, fur les revelations & fur les graces particulières dont Dieu le favorifoit, que le Théologien éclairé s'apperçut bien-tôt qu'il y avoit beaucoup de dérèglement & d'orgueil dans cet efprit.

Canus ajoûte une chofe affez fingulière. Ignace lui amena un prétendu Saint de la Société naiffante. Canus reconnut d'abord que le compagnon d'Ignace étoit



1611. un maître fou. Il mêloit tant de sotises & d'herésies dans ses discours, qu'Ignace en eut de la confusion. *Ce bon homme, dit-il à Canus, n'est pas hérétique; mais son esprit est démonté. Je lui trouve de bons intervalles de temps en temps. C'est la nouvelle lune qui lui fait dire tant d'herésies.* Un homme capable de faire passer un fou pour un grand Saint, est-il bien sage lui-même? Melchior Canus de l'aveu des Jésuites, avoit si mauvaise opinion de l'Instituteur & de sa Compagnie, qu'il leur appliquoit cette Prophétie de S.

II. Timoth.

III. 1.2.&c.

Paul: *Dans les derniers jours, il y aura des hommes amoureux d'eux-mêmes, avares, glorieux, médisans, calomniateurs, ingrats, impies, sans affection pour les gens de bien, qui auront l'apparence de piété, mais qui en ruineront la vertu & l'esprit.* On pourroit rejeter le témoignage de ce Prélat, & dire qu'il s'étoit laissé prévenir contre les Jésuites, si ces bons Peres n'avoient pas donné occasion à un grand nombre de gens distinguez dans la Communion Romaine, de leur soutenir que Canus a eu raison. Le seul secret que la Compagnie a trouvé pour prévenir l'effet de ces reproches sanglans, & souvent bien prouvez, c'a été de recriminer, & de crier bien fort à l'hérétique contre des adversaires capables de les perdre.

Brouilleries  
à Troies en  
Champagne  
sur l'établisse-  
ment des

Les habitans de Troies en Champagne, ne passent pas pour les gens du monde les plus raffinez. Cependant ils ont fait paroître beaucoup de bon sens, en ce qu'ils

qu'ils n'ont jamais voulu recevoir les Je-  
 fuites dans leur ville. Quand on en a  
 parlé à Troies, les Bourgeois ont con-  
 tamment répondu, que cette Compagnie  
 n'est capable que de faire du mal par tout  
 où elle se trouve. En cela ils pensent  
 comme on pensoit autrefois en France,  
 à Venise, en Allemagne, en Bohême,  
 en Hongrie, en Pologne. Les Jesuites  
 ont eu de la peine à être reçus dans tous  
 ces pais, & quand ils y ont été mieux  
 connus, on a voulu les en chasser. Sa-  
 ges aux dépens des autres, les bons habi-  
 tans de Troies sont demeurez jusqu'à pre-  
 sent inflexibles dans leur resolution de se  
 passer des Jesuites. Ce n'est pas une pe-  
 tite louange pour la ville de Troies, que  
 sous le regne de Louis XIV. si bien in-  
 tentionné pour la Societé, ils aient re-  
 sisté à un Intendant & à un Evêque gagnez  
 pour faire établir les Jesuites en un en-  
 droit, où ils ont tenté inutilement plus  
 d'une fois de se placer. Les bons Peres  
 ont raison de se comparer aux *foudres de*  
*guerre*, aux *Conquérans de l'Antiquité*. Ils  
 ne peuvent souffrir qu'un petit coin de  
 terre, une ville tant soit peu considerable,  
 ait le courage de tenir bon contr'eux.

Sous le regne précédent, ils firent dif-  
 férentes tentatives pour entrer à Troies.  
 Henri leur accorda même des lettres  
 qu'on nomme de *jussion*, afin que les habi-  
 tans les reçussent. Mais la ville eut tou-  
 jours le bonheur, ou l'adresse, de rendre  
 inutiles toutes les sollicitations des Jesuites.

1611.  
 Jesuites.  
 dans la vil-  
 le.

Mercure  
 François.  
 1611.

1611. L'an 1611. ils revinrent encore à la charge. Dans une assemblée qu'on tenoit à Troies pour l'élection d'un nouveau Principal du Collège, l'Evêque, le Président, & quelques autres gens de l'ancien parti de la Ligue, demandèrent les Jésuites. Mais le Chapitre de la Cathédrale, celui de l'Eglise Collegiale de S. Etienne, le plus grand nombre du Clergé, le Présidial, les Officiers de la Maison de Ville, en un mot, tous ceux qui s'étoient déclarez pour le feu Roi au temps de la Ligue, ne voulurent point de Jésuites. On eut beau leur dire que la Reine ordonnoit de les admettre, *en ce cas*, répondirent-ils, *nous obéïrons. Mais nous irons auparavant nous jeter aux pieds de Sa Majesté, pour lui faire nos très-humbles remontrances.*

L'Evêque voyant qu'il étoit impossible alors de surmonter une si forte résistance, rompit l'assemblée, sous prétexte de faire examiner l'affaire dans une autre plus nombreuse. Cela causa une grande émotion parmi le peuple jaloux de sa liberté & de ses privilèges. Les partisans des Jésuites avoient dépêché secrètement à la Cour un Curé de la ville avec un procès verbal dressé à leur manière. On y faisoit entendre à la Régente que les habitans demandoient les Jésuites pour instruire la jeunesse. Dès que le parti opposé apprit ce qui se passoit, il dressa un procès verbal tout contraire : un Conseiller du Présidial fut chargé de le porter in-

incessamment à la Cour. Le Curé qui avoit eu quelques jours d'avance, obtint une lettre de la Régente pour faire tenir une assemblée extraordinaire. On espéroit qu'elle seroit plus favorable aux Jésuites. Quand la nouvelle fut répandue dans la ville, que le P. Cotton qui se mêloit de cette affaire, avoit surpris la Reine, ce fut un plus grand vacarme qu'auparavant. On craignit que les habitans ne se soulevassent. Praslin Gouverneur de Troies y accourut en diligence pour empêcher le désordre; & tous les Corps considérables de la ville s'assemblèrent, pour désavouer authentiquement ce que les amis des Jésuites avoient fait de leur tête. Pithou Maire de la ville, le Doyen de l'Eglise Cathédrale, & deux ou trois autres furent nommez pour aller faire des remontrances à la Régente. On publia les raisons que la ville avoit de refuser son Collège aux bons Peres. Il y en a quelques-unes qui sont tirées de la situation, du commerce, & de la commodité de la ville, qui ne permettoient pas d'y appeller les Jésuites. D'autres sont fondées sur le génie & sur les manières de la Compagnie, dont les habitans ne pouvoient pas s'accommoder.

Ces bons Bourgeois disoient sans façon que l'établissement d'un si grand nombre de Collèges de Jésuites dans les meilleures villes du Roiaume, pouvoit servir à l'agrandissement de la Société, mais qu'il étoit fort contraire au bien public. De-

1611. *puis la réduction de notre ville à l'obéissance d'Henri IV. ajoûtoient-ils, nous avons vécu dans une parfaite tranquillité. Les Jésuites viendront reveiller ici les vieilles querelles de la Ligue. On verra deux factions contraires ; l'une de gens dirigés par la Société, qui feront les bons Catholiques, l'autre de ceux qui aiment sincèrement la patrie. Les premiers crieront que nous sommes des hérétiques, des libertins, des politiques, des Catholiques froids & relâchez. Le P. Binet n'a-t-il pas eu l'insolence de nous traiter de la sorte dans un Sermon qu'il a prêché à Troies? Dès que les Jésuites sont placez quelque part, ils veulent conduire tout le monde, ils y sèment la division, ils s'insinuent dans les familles pour en découvrir tous les secrets : ce qui se passe entre le mari & la femme n'échappe pas à leur curiosité. La Reine mieux informée de ce qui étoit arrivé à Troies, répondit à la requête des habitans, dont le Duc de Nevers Gouverneur de la Province, lui avoit présenté les Députés, qu'on lui avoit fait entendre que la ville demandoit les Jésuites. Puisque cela n'est pas, dit Sa Majesté, je ne veux pas contraindre les habitans à recevoir malgré eux des gens dont ils ne s'accommodent point. Elle écrivit encore à Praslin d'avertir l'Evêque & le Président de modérer désormais leur zèle trop impétueux pour l'établissement des bons Peres.*

Le premier projet de leur institution fut conçu, dit-on, dans le sein de l'Université de Paris. Mais elle a toujours regardé

gardé la Societé comme un avorton monstrueux. Dès que les Jesuites voulurent se faire connoître en France , la Faculté de Théologie de Paris déclara solennellement , après un meur examen des Bulles que deux Papes leur avoient accordées, & des régles que le Fondateur dressa pour ses disciples, que le nouvel Institut étoit *dangerieux pour la foi, capable de troubler la paix de l'Eglise, en un mot, plus propre à détruire qu'à édifier.* Quand les Jesuites ont demandé d'être aggregez à l'Université, elle les a rejettez avec indignation, & avec mépris. Quand ils ont entrepris d'enseigner publiquement, elle s'y est opposée avec vigueur. Les Pasquiers & les Arnauds ont pris sa défense. Nous avons encore les savans Plaidoiez , où ils exposèrent au Parlement de Paris les raisons que l'Université avoit de se déclarer contre une Communauté *hermaphrodite*, disoit-on, qui n'est ni Ecclésiastique, ni réguliere. L'attentat de Jean Châtel contre la personne d'Henri IV. fut cause que le Parlement de Paris , dont les Magistrats les plus distinguez avoient été élevez dans l'Université , donna ce terrible Arrêt, qui condamne tous les Jesuites à sortir de Paris & des autres villes dans trois jours , & du Roiaume dans quinze , *comme corrupteurs de la jeunesse, perturbateurs du repos public, & ennemis du Roi & de l'Etat.* Enfin quand Henri IV. à la sollicitation du Pape, à l'instigation de Silleri & de Villeroy , aux instances

1611.

de la Varenne ministre infame de ses plaisirs criminels, eût accordé aux Jésuites les Lettres patentes de leur rétablissement, le Président de Harlai employa toutes les forces de son esprit & de son éloquence pour persuader au Roi qu'il ordonnoit une chose contraire à la seureté de sa propre personne, à la conservation de son autorité, & au bien de son Roiaume. Mais ni les Decrets de la Sorbonne, ni les excellens discours de deux illustres Avocats, ni les sages remontrances du plus grave Magistrat qui fut alors, n'empêcherent pas que le Roi & son Conseil ne fussent moins avisés que le Maire & les bons Bourgeois de Troies en Champagne. Henri voulut bien oublier que la Ligue fut premièrement conçüe chez les Jésuites; que Barrière & Châtel qui attenterent à sa vie, avoient été instruits & poussés par Varade & par Guignard Jésuites: Mais cette imprudence coûta cher à ce Prince. Ravailac profita depuis de la Théologie & des leçons des Ecrivains & des Docteurs de la Societé.

On ne fut pas extrêmement surpris que trois mois après la mort sanglante d'Henri IV. lorsque le plus grand nombre des Prédicateurs de Paris se déchaînoit contre les Jésuites, non obstant une infinité d'écrits qu'on publioit pour faire connoître leur génie & leur doctrine, ils eussent l'audace de demander au nouveau Roi la permission d'ouvrir leur Collège de Clermont qui demouroit toujours fermé

Mercur  
François.  
1610. &  
1611.

fermé depuis leur rétablissement en France, & d'y faire des leçons publiques. Le monde commençoit à s'accoutumer aux manières des Jesuites. Une assez longue expérience lui avoit appris, qu'ils ne s'étonnent jamais du bruit. Cette honte juste & raisonnable qui rend les autres timides & modestes, donne plus de courage & plus de hardiesse aux bons Peres. Ce qui étonna davantage les honnêtes gens, ce fut que la Régente & son Conseil donnaissent aux Jesuites des Lettres patentes pour être vérifiées au Parlement, dans le temps même que ces Magistrats également bien intentionnez pour la conservation de la personne du Prince, & pour la tranquillité publique, déclaroient hautement dans leurs Arrêts que la doctrine de Mariana & de quelques autres Ecrivains de la Société, avoit mis le couteau dans le sein des deux derniers Rois de France. Le P. Coton ne parut pas moins hardi au Palais qu'à la Cour. Il demanda aussi effrontément aux Magistrats l'enterinement des Lettres du Roi, qu'il les avoit sollicitées auprès de la Régente & de ses Ministres. Mais le Recteur & les Facultez de l'Université de Paris, y aiant formé leur opposition, le jugement de l'affaire fut remis à l'année suivante.

Pendant un assez long délai causé par les procédures & par les formalitez du Palais, les Jesuites ramasserent quatre-vingt. ou cent écoliers, qu'ils faisoient instruire au Collège de Clermont. Il



1611. fallut à la fin en venir à plaider dans une audience publique. Ce fut au mois de Decembre 1611. La Martelière Avocat de l'Université, fit un long discours, où il repéta avec emphase ce que Pasquier, Arnaud, & le Premier Président de Harlai avoient déjà dit contre les Jesuites. Il y ajoûta ce qu'on les accusoit d'avoir fait depuis en Angleterre, en Hollande, à Venise, à Gênes, & ailleurs. La Théologie des bons Peres ne fut pas oubliée. On en fit voir la corruption & le danger. Enfin l'Université conclut par la bouche de son Avocat, que si le Parlement ne vouloit pas avoir égard à ses remontrances salutaires, elle auroit du moins la consolation d'avoir fait son devoir, & d'avoir donné plus d'une fois, par ses oppositions réitérées aux entreprises de la Société, un témoignage certain de son affection sincere & continuelle au service du Roi & au bien commun de la patrie. Montholon Avocat des Jesuites répondit par un discours fort court. Il affecta même de parler si bas, que la plus grande partie de l'Auditoire ne put pas bien entendre ses défenses. Hardivillier Recteur de l'Université prononça ensuite une longue harangue en Latin. Ce fut plutôt une déclamation de Rhéteur de Collège, qu'un discours solide & éloquent. Enfin l'Avocat Général Servin parla selon la coutume après tous les autres. Il conclut en faveur de l'Université de Paris.

Le Parlement fatigué des importunités  
des

des Jesuites, s'avisa d'un assez bon expédient pour s'en délivrer. On leur proposa de souscrire à quatre articles de doctrine contraires à celle qu'on leur imputoit. *On ne peut vous agréger à l'Université, ni vous permettre d'y enseigner publiquement*, disoient les Magistrats aux bons Peres, à moins que vos sentimens ne soient conformes à ceux de la Sarbonne. Le détour n'étoit pas mal imaginé. On prévoioit bien que les Jesuites n'oseroient jamais signer de pareilles propositions, de peur de se brouiller à Rome: Et le refus qu'ils en feroient, disculpoit le Parlement à la Cour, de n'avoir pas voulu entériner les lettres du Roi. *Pouvions-nous*, auroient dit les Magistrats, *permettre d'enseigner publiquement à une Compagnie, qui refuse de souscrire à la doctrine communément reçue en France?* Le Premier Président de Verdun fit donc appeller dans la Chambre du Conseil huit Jesuites qui étoient là pour attendre le jugement de leur procès. *Voulez-vous*, leur dit-il, *souscrire à ces quatre propositions, & les faire signer encore à votre Général?* La I. portoit que le Concile est au dessus du Pape. La II. que le Pape n'a aucun pouvoir sur le temporel des Souverains, & qu'il ne peut pas les en priver par excommunication. La III. qu'un Prêtre qui apprend par la voie de la Confession un attentat ou une conspiration contre la personne du Roi, ou contre l'Etat, en un mot, tout crime de Leze-Majesté, est obligé de reveler la chose au Magistrat. La IV. que les Ecclesiastiques sont sujets du Prince temporel & du Magistrat politique.

1611.

Le Provincial des Jésuites ne favoit comment se tirer d'un si mauvais pas. *Dans nos statuts*, dit-il d'un air modeste & dévot, en prenant un livre, où il se mit à lire quelques mots, *nous avons un ordre positif de suivre les loix du país, où nous vivons. Mais nous ne pouvons rien promettre pour nôtre P. Général. Nous lui écrirons sur cette affaire, & nous ferons tout ce qui nous sera possible pour obtenir son consentement.* L'Avocat Montholon voiant l'embaras de ses Parties, eut plus de présence d'esprit que le bon Pere Provincial. *Les Jésuites*, dit-il, *s'engageront volontiers à suivre la doctrine de la Faculté de Théologie, & les loix de l'Université.* Quand ces quatre propositions seront signées par la Sorbonne, les Jésuites ne feront aucune difficulté d'y souscrire. L'adroit Montholon favoit bien qu'il y avoit encore tant de Ligueurs dans la Sorbonne & tant de Docteurs dévouez au Pape, qu'on n'y pourroit jamais convenir de ces quatre propositions. Quand la Faculté de Paris auroit même entrepris de les signer, la Cour ne l'auroit pas voulu permettre; elle auroit appréhendé de choquer le Pape. Marie de Médicis avoit trop d'égards & de menagemens pour Sa Sainteté.

Le Premier Président embarrassé lui-même par la réplique de l'Avocat, ne fit pas semblant de l'avoir comprise. Content de ce que les Jésuites ne s'expliquoient pas nettement sur ce qu'il leur avoit proposé, le Premier Président prononça l'Ar-  
rêt

rêt qui défendoit aux Jéfuites d'enseigner la jeunesse à Paris , & d'y faire aucune leçon publique. Les gens de l'Université triomphèrent : ils firent mille vers tant bons que mauvais, à la louange de leurs Juges & de leur Avocat. Les Jéfuites obéirent à l'Arrêt. Ils renvoierent leurs écoliers ; ils gardèrent le silence pour quelque temps : ou du moins ils n'écrivirent que sous le nom de leurs amis. Là ils se consoloient eux-mêmes de leur disgrâce : ils faisoient voir l'imprudence de ceux qui vouloient renouveler des disputes hors de saison, & capables de brouiller la France avec le Pape. Chacun discourut de l'Arrêt du Parlement selon ses préjugés. Les uns prirent le parti des Jéfuites ; les autres celui de l'Université. Le Nonce du Pape se plaignit de ce que le Parlement avoit exigé des Jéfuites une pareille signature. Le Cardinal de Gonzague étoit alors à Paris. Il trouva fort mauvais qu'on eût dit tant de mal des bons Peres. Montholon qui avoit prononcé si bas son court Plaidoié à l'audience, en fit imprimer un beaucoup plus ample l'année suivante. Le discours étoit divisé en trois parties. Dans les deux premières , on justifioit les mœurs & l'institut des Jéfuites. La troisième répondit aux objections faites contre la doctrine de la Société & aux conséquences malignes que ses adversaires en vouloient tirer.

1611.

 Mercure  
 François.  
 1612.

Le zèle que les Jéfuites firent paroître  
 à la

Disputes

1611.  
sur les ques-  
tions de la  
Grace & de  
la Prédesti-  
nation.

à la fin du siècle précédent & au commencement de celui-ci pour la doctrine opposée à celle de S. Augustin & de Thomas d'Aquin sur la matière de la Grace & de la Prédestination, attiroit encore un grand nombre d'ennemis à la Société. L'Avocat de l'Université le leur reprocha dans son Plaidoié. Non seulement l'Ordre des Dominicains, plus puissant en Italie & en Espagne, qu'en France où il rampe dans la poussière avec les autres Religieux mendiants, s'étoit déclaré ouvertement contre les Jésuites : Un grand nombre de Docteurs de Paris & de Louvain, entêtez des hypothèses de S. Augustin, ou de leur Thomas d'Aquin, déclamoient encore contre la Compagnie. On la décrioit comme Pélagienne. *Du moins, disoit-on, elle entreprend de faire revivre les sentimens de Cassien & des anciens Prêtres de Marseille, qu'on nomme Semi-Pélagiens.* La dispute avoit commencé en Espagne à l'occasion du Livre de Molina fameux Jésuite. Cet Auteur se vantoit d'avoir trouvé un nouveau système pour accorder la certitude de la connoissance de Dieu & l'opération de la Grace avec la liberté de l'homme. L'invention plut à la Société : elle l'adopte. C'étoit déroger aux premières loix de son Fondateur, qui lui avoit ordonné de suivre la Théologie de Thomas d'Aquin. Quand les Jésuites reprochoient à leurs adversaires de soutenir les sentimens de Luther & de Calvin condamnés dans le Concile de Trente, ceux-ci

ci recriminoient incontinent. *Votre hypocrèse*, disoient-ils aux bons Peres, *est la même que celle des anciens ennemis de S. Augustin dans les Gaules.* 1611.

La contestation s'échauffa si fort en Espagne, que l'affaire fut portée à Rome. Clément VIII. résolut de prononcer sur cette Controverse. On dit qu'il s'y prépara non seulement par un examen sérieux de toutes les questions, pour lequel il avoit établi une fameuse Congrégation de Théologiens & de Cardinaux, mais encore par des prières, par des jeûnes, & par des mortifications extraordinaires. Déjà le S. Pere supposoit que le S. Esprit lui avoit inspiré de condamner le sentiment des Jésuites : la Bulle étoit toute prête. Mais pour parler à la manière des Ultramontains, Dieu ne permit pas que Clément donnât à l'Eglise les illusions de son propre esprit pour des Oracles divins. Le Pape mourut fort à propos pour les Jésuites. Paul V. content du zèle que les bons Peres avoient témoigné pour les intérêts du S. Siège, dans le différend de ce Pontife avec la République de Venise, supprima la Bulle de son Prédecesseur. Il imposa silence aux Dominicains & aux Jésuites. Peu de gens, excepté ces deux Ordres, avoient pris parti publiquement dans cette première contestation. Les Universitez de Douai & de Louvain se déclarèrent ensuite contre les Jésuites : leur doctrine sur la Grace y fut censurée. Enfin le livre de Jansenius Evêque d'Ipres causa encore une longue &

1611. & fameuse dispute dans la Faculté de Paris & dans toute l'Eglise Gallicane.

Dans le temps que Paul V. s'efforçoit d'assoupir dans son Eglise les disputes touchant la Grace & la Prédestination, les Protestans de Hollande se divisèrent entr'eux sur les mêmes questions. Luther & les premiers Réformateurs avoient embrassé d'abord l'hypothèse de Saint Augustin, soit qu'ils en fussent déjà prévenus; soit qu'elle leur parût plus propre à combattre les dogmes de l'Eglise Romaine, & à établir ceux de la Réformation. Cependant Luther lui-même, ou du moins ses premiers disciples s'aperçurent bien-tôt des inconvéniens & des conséquences fâcheuses du système Augustinien. Celui des Peres Grecs parut & plus ancien & plus raisonnable. Melanchthon le prit; & ses sentimens modérez prévalurent parmi ceux de la Confession d'Ausbourg. Calvin, Zanchius, Bèze, & le plus grand nombre des Réformez demeurèrent fortement attachés aux dogmes de Saint Augustin. Quelques-uns les outrèrent encore, & se servirent d'expressions plus dures. Les Thomistes rigides ont fait de même dans l'Eglise Romaine. Vers le commencement de ce siècle plusieurs Théologiens Réformez ouvrirent les yeux, à l'exemple des Luthériens. Après avoir examiné la Sainte Ecriture avec plus d'attention, le sentiment de S. Chrysostome & des anciens Grecs, leur parut pré-

préférable à celui de l'Evêque d'Hippone, qui n'entendoit pas certainement fort bien, ni le Vieux ni le Nouveau Testament. 1611.

Comme les livres d'Erasme, de Melanchthon, & de Bullinger étoient fort estimez en Hollande, où ces ouvrages avoient beaucoup contribué à faire goûter la Réformation; les Magistrats & les Laïques éclairés de la Province panchoient davantage pour les sentimens doux & modérez de ces Théologiens sur la Prédestination & sur la Grace, que pour l'hypothèse des rigides Réformez. On croioit du moins qu'ils étoient fort supportables & compatibles avec la Réformation que la Province avoit embrassée. Mais la plupart des Ministres au contraire qui n'avoient étudié la Religion que dans les livres de Calvin & de Bèze, soutenoient opiniâtement les dogmes de leurs maîtres. De manière qu'il y avoit une grande diversité de principes entre les gens d'Eglise & les Magistrats. Les uns & les autres se formoient une idée différente de ce qu'ils appelloient *Réformation*, ou *Doctrine Réformée*. Les Ministres entendoient par ces mots les dogmes de Théologie expliquez par leurs grands Auteurs & inferez dans les Confessions de Foi que les premiers Réformateurs avoient dressées. Ces Serviteurs de Dieu avoient de bonnes intentions: mais ils ne prenoient pas garde qu'en voulant donner dans les Formules de Foi & dans les Catéchismes

Commen-  
cement de  
l'Arminia-  
nisme de  
Hollande.

Grotius  
Apolog.  
eorum qui  
Hollandiæ  
præfuerunt.  
Cap. 3.



1611. un système de Théologie complet & suivi, ils y inféroient leurs spéculations particulières comme quelque chose de certain & d'essentiel. Les Magistrats & les Laïques savans de Hollande prétendoient de leur côté que la Réformation n'étant qu'un culte plus pur & degagé des vaines superstitions de l'Eglise de Rome, avec une plus grande liberté sur les dogmes qui ne sont pas clairement revelez dans l'Ecriture Sainte, on ne pouvoit pas dire que la Réformation fût fondée sur ce que certaines gens ont pensé des questions les plus difficiles & les plus épineuses de la Théologie.

Les Ministres toujours échauffez pour leurs opinions & pour leurs préjugés, crioient souvent que les Magistrats manquoient de zèle pour la bonne doctrine: Et ceux-ci se plaignoient à leur tour que les autres sont des gens durs & inflexibles, qui veulent que tout le monde embrasse aveuglément leurs sentimens particuliers. Quand les Ecclésiastiques zelez deferoient aux Magistrats ceux qui combattoient l'hypothèse de Calvin & de Béze sur la Prédestination & sur la Grace, comme des gens qui renversoient les fondemens de la Réformation, les plus sages & les plus clairvoians demandoient à ces nouveaux Inquisiteurs, s'il étoit impossible d'être bon Chrétien Réformé, sans embrasser les dogmes de S. Augustin & de ses Disciples. Depuis le commencement de la Réformation en Hol-

Hollande, les sentimens contraires au système de ce Docteur, avoient toujours prévalu dans la ville de Tergow. Les Etats de Hollande n'avoient pas même approuvé solennellement la Confession de Foi reçue dans les Eglises Beligues. Ne feroit-ce point une preuve que ces sages Magistrats auroient crû qu'on avoit mis dans cette formule, des articles qui n'étoient pas absolument nécessaires, & qui devoient être exprimez d'une manière plus douce & moins capable de choquer ceux qui ne pouvoient pas goûter tous les sentimens particuliers des premiers Réformateurs ? Cela paroît fort vraisemblable quand on lit dans l'Histoire, que les Etats de Hollande fort opposez d'ailleurs à la convocation d'un Synode general des sept Provinces-Unies, consentirent l'an 1597. qu'on tint une pareille assemblée, où la Confession de Foi seroit exactement revûe, & corrigée dans un esprit de paix & de charité.

Pour moi, quand je fais réflexion sur les disputes qui ont causé une division si funeste en Hollande, j'ai peine à comprendre comment des gens d'esprit peuvent se persuader que les dogmes de S. Augustin sur la Prédestination & sur la Grace, sont essentiels à la réformation du Christianisme. Il y a eu tant de saints hommes dans le temps de la plus grande pureté de l'Eglise, qui ont pensé tout autrement que ce Pere. Ne peut-on renoncer au dogme monstrueux & ridicule de la Trans-

1611. Transsubstantiation, au Culte Religieux des Saints & des Images, à la Fable du Purgatoire, aux Indulgences, aux fausses Traditions de l'Eglise de Rome, à la Tyrannie du Pape, sans croire la Prédestination absolue, & la Grace irresistible? Tous les gens de bien, qui frappez de l'absurdité & de la fausseté des choses que je viens de marquer, embrassèrent la Réformation dans le siècle passé, pensoient-ils à l'hypothèse de l'Evêque d'Hippone? Se mirent-ils en peine d'examiner si elle est vraie ou fausse? Ces questions abstraites & difficiles n'occupèrent que les Docteurs qui se mettoient en tête de faire un système complet de Théologie. Et parmi ceux qui prirent ce soin, il y en eut plusieurs qui aiant mieux examiné l'Ecriture Sainte & l'Antiquité Ecclésiastique, préférèrent les sentimens modérez des anciens Peres Grecs. Calvin lui-même n'étoit pas persuadé que ce qu'il pensoit sur la Prédestination & sur la Grace fût essentiel à la Religion. Il se donna la peine de mettre en François les *Lieux Communs* de Melanchthon, qui pense tout autrement que lui sur ces matieres. Dans la préface il donne tous les éloges imaginables à Melanchthon. Auroit-il pû le faire en conscience, s'il avoit été persuadé que les sentimens de l'Auteur qu'il traduit, sapient les fondemens de la Réformation? D'habiles Théologiens Réformez ont soutenu tout publiquement que les dogmes de la Grace Universelle, du  
Pouvoir

Pouvoir de résister à son operation, & de la Prédestination conditionnelle, sont du nombre de ces articles que chacun peut croire, sans renoncer aux principes de la Religion. 1611.

De savans Hollandois avoient défendu hautement cette doctrine avant qu'Arminius eût prêché à Amsterdam, & enseigné à Leyde, avant que Gomar se fût élevé contre lui. On voit encore leurs livres. Il est vrai que certains Ministres trop ardens se remuèrent pour faire flétrir les ouvrages & les Auteurs. Mais les Etats de Hollande arrêterent toujours ce zèle impétueux. Des Professeurs de Leyde eurent une entière liberté d'enseigner conformément aux sentimens de Melanchthon. Et quand Arminius fut appelé dans cette Université, on n'ignoroit pas ses sentimens. Il les avoit déclarés dans l'Eglise d'Amsterdam, qui lui donna un témoignage fort avantageux. Gomar lui-même & plusieurs autres de la même opinion, étant entrez en conférence avec Arminius, ils ne firent pas difficulté de dire ensuite que la diversité de sentimens qui se trouvoit entr'eux, ne regardoit point les fondemens de la Réformation. Il est vrai que Gomar ne vécut pas long-temps en bonne intelligence avec Arminius son nouveau Collègue : soit que la reputation de celui-ci donnât de l'ombrage à l'autre ; soit que les ennemis d'Arminius eussent trouvé le moien d'allumer la bile de Gomar par quelque insinuation artificieuse, il s'éleva fortement con-

1611. contre un homme qu'il regardoit comme orthodoxe quelque temps auparavant.

Les deux Professeurs eurent bien-tôt leurs disciples & leurs partisans. La division devint si grande dans l'Université de Leyde, que l'affaire fut portée au Synode qu'on tenoit à Rotterdam. Le parti de Gomar y fut le plus fort. L'Assemblée ordonna que tous les Pasteurs souscrivoient à la Confession de Foi & au Catéchisme. Arminius & ses partisans refusent d'obéir. *Il y a des choses à retoucher dans l'une & dans l'autre, disoient-ils. On y doit travailler dans le Synode National. Nous espérons qu'il s'assemblera dans peu de temps.* La manière dont les questions seroient traitées & définies dans ce Synode, causa de nouvelles difficultez. Les uns demandoient certaines conditions ; les autres les rejettoient. Cependant les Synodes ordinaires pressoient Arminius & ses partisans de déclarer publiquement ce qu'ils trouvoient à redire dans la Confession de Foi & dans le Catéchisme, afin qu'on en pût juger dans les Synodes. Persuadé que ses plus grans adversaires seroient ses Juges dans une pareille Assemblée, Arminius déclinait la Jurisdiction du Synode autant qu'il lui étoit possible. Wytenbogat Ministre de grande réputation à la Haie, son ami & partisan des mêmes sentimens, le servoit utilement auprès des premières personnes de l'Etat. Jamais Synode ne ressembla mieux dans ses préliminaires, & peut-être dans tout le reste, au Concile de Trente, que

que le Synode de Dordrecht, à cela près qu'il y avoit de plus habiles Théologiens à Dordrecht qu'à Trente. Cela n'est pas fort surprenant : presque tous les Conciles se ressembtent. Les mêmes interêts y donnent occasion, les mêmes passions y regnent. 1611.

Arminius presenta une requête aux Etats de Hollande & de Westfrise. Il y demandoit que le grand Conseil de la Province prît connoissance de son affaire. Ses adversaires soutinrent au contraire qu'une contestation purement Théologique, devoit être jugée dans une Assemblée Ecclésiastique. Arminius l'emporta. Gomar & lui furent entendus par les Magistrats. Ces Messieurs firent leur rapport aux Etats, qu'il ne s'agissoit entre les deux Partis, que de certaines questions subtiles & Metaphysiques touchant la Grace & la Prédestination ; & qu'ils feroient mieux de part & d'autre d'abandonner leurs disputes & leur animosité, & de se supporter mutuellement avec charité. Gomar n'étoit pas de cet avis. *Comment ! la dispute est de la dernière importance, s'écria-t-il. Je ne voudrois pas comparoitre devant le souverain tribunal de Dieu avec les sentimens d'Arminius. Si les Etats n'apportent un prompt remède au mal qu'une doctrine si pernicieuse va causer, nous verrons Autel contre Autel, Ville contre Ville, Province contre Province. Tout sera dans le desordre & dans la confusion.* Les Etats de Hollande & de Westfrise toujours composez de per-

Préface  
avant les  
Actes du  
Synode de  
Dordrecht.

1611. **sonnes extrêmement sages & éclairées , ne donnent pas si aisément dans les passions des Théologiens. Pour laisser aux esprits échauffez le loisir de se calmer un peu, ils différèrent autant qu'ils purent la tenue des Synodes ordinaires. Et quand il fallut les permettre , il ordonnèrent qu'on n'y parleroit point des questions controversées entre les Arminiens & les Gomaristes.**

Cependant Arminius & ses partisans se voioient toujours pressés par des adversaires extrêmement vifs & zelez , de communiquer aux autres Ministres leurs remarques sur la Confession de Foi & sur le Catéchisme. On les menaçoit même de procéder contr'eux par la voie des censures Ecclésiastiques. Les Etats de Hollande qui vouloient étouffer ce différend s'il étoit possible, virent bien que si Arminius publioit ses raisons, cela ne serviroit qu'à rendre la dispute encore plus ardente. Les Gomaristes les auroient réfutées ; les Arminiens auroient répliqué : les Synodes auroient eu de quoi faire leurs décisions. C'est-pourquoi les Etats ordonnèrent fort sagement que les Ministres Arminiens enverroient aux Etats mêmes leurs remarques par écrit & cachetées, afin qu'on les gardât jusqu'au premier Synode qui seroit assemblé extraordinairement pour examiner la controverse. Tout cela ne contentoit point les Gomaristes. Ils vouloient absolument qu'Arminius s'expliquât. Le voilà donc qui

qui demande enfin d'être entendu dans l'assemblée des Etats de Hollande , persuadé qu'il étoit que ces Messieurs auroient plus d'équité & de moderation , que des Ministres prévenus & passionnez. Gomar & lui comparurent. Arminius exposa ce qu'il pensoit sur les principaux articles de la Religion , & particulièrement sur la Prédestination , sur la Grâce , sur la Liberté de l'homme , sur la Certitude du salut , & sur la Persévérance de ceux qui ont été régénerez. Il n'oublia pas de faire voir en même temps que le sentiment de ses adversaires est contraire à la justice & à la bonté de Dieu , qu'il depouille l'homme de la liberté que Dieu lui a donnée , qu'il est capable de porter les pécheurs au desespoir , de les entretenir dans l'impénitence , d'éteindre dans les fidèles l'amour & l'ardeur de la prière , qu'il rend la Prédication de l'Evangile & les remontrances des Pasteurs inutile ; en un mot , qu'il renverse les fondemens de toute Morale & de toute Religion. Arminius ne disoit rien là de nouveau. De pieux & savans hommes des Gaules firent autrefois les mêmes objections contre la nouvelle doctrine que S. Augustin introduisoit en Occident.

Gomar parla ensuite. Convaincu que les preuves solides d'Arminius devoient faire beaucoup d'impression sur l'esprit des Etats, il crut en éluder la force par des reproches qui ne signifioient rien dans le fonds. *N'est-ce pas une chose déplorable,*



1611. disoit-il, qu'un Professeur de nôtre Université entreprene d'inspirer à ses disciples les sentimens des Jesuites, d'affoiblir les preuues que nos premiers Réformateurs ont alleguées, de ruiner la Réformation en faisant valoir les argumens des Papistes contre nous ? Ces déclamations ne sont propres qu'à émouvoir une populace ignorante. Est-ce que les Jesuites ne peuvent pas dire quelque chose de véritable ? Calvin, Bêze, & les autres étoient-ils infailibles ? La Réformation n'a-t-elle pas des fondemens plus solides que les questions spéculatives de la Grace & de la Prédestination ? Les Etats ne firent pas grande attention au discours de Gomar. Ses partisans persuaderez qu'ils auroient plus d'avantage dans une assemblée de Ministres, continuèrent à demander que la contestation fût décidée dans un Synode. Mais les Etats avoient de justes raisons d'en apprehender l'issue. L'expérience de plusieurs siècles apprend qu'un Concile augmente plutôt la division, qu'il ne l'appaise.

La voie des conférences paroissoit moins dangereuse aux Etats. Les deux Professeurs de Leyde eurent ordre de se rendre à la Haïe. Ceci arriva en 1610. Arminius prit quatre Ministres avec lui, & Gomar autant. Là en presence des Etats de Hollande, Arminius commença de réduire la controverse à cinq points principaux, qui furent depuis les cinq fameux articles des Arminiens, sur la Prédestination, sur la Mort de Jesus-Christ  
pour

pour tous les hommes, sur la Nécessité de la Grace, sur la Manière d'operer en nous, & sur la Perseverance. A la fin de cette conférence, on ne fut pas surpris de voir ce qui est presque toujours arrivé en pareilles occasions. Les esprits parurent plus échauffez qu'auparavant. Arminius y tomba malade & mourut peu de jours après. Ses amis & ses disciples soutinrent ce qu'il avoit commencé. Ils prêchèrent hardiment ce qu'ils pensoient; ils refutèrent les Gomaristes avec beaucoup de force & de courage; enfin, ils s'unirent encore plus étroitement. Ce fut alors qu'ils concertèrent une *Remontrance* pour la presenter en commun aux Etats de Hollande. Ils y exposoient leurs sentimens & ceux des Gomaristes sur les cinq articles. Après quoi, ils supplioient très-humblement les Etats de leur accorder leur protection contre toutes les condamnations, dont les Synodes voudroient désormais flétrir la doctrine & la personne des Arminiens. Depuis cette Remontrance, on leur donna le nom de *Remontrans*.

Cependant il fallut donner un successeur à Arminius pour la chaire de Théologie à Leyde. Vorstius Professeur & Ministre à Steinfurt, fut choisi par le crédit des Remontrans. Cela leur fit un tort extrême. Vorstius étoit soupçonné de Socinianisme, & ce n'étoit pas sans fondement. Il avoit même publié un Livre, où il parloit de la Nature Divine d'une ma-

Vorstius est élu pour succeder à Arminius.

1611. nière tout-à-fait absurde & grossière. Dès lors les Gomaristes accusèrent leurs adversaires de favoriser secrètement les impietez de Socin. Leurs plaintes ne parurent pas mal fondées à beaucoup de gens. Ils obtinrent des témoignages si défavantageux à Vorstius, qu'il ne put pas entrer dans les fonctions de son emploi, quoi qu'il fût appelé dans toutes les formes, & qu'il apportât de bonnes attestations. L'an 1611. il y eut encore à la Haie une conférence plus fameuse que les autres, en présence des Etats de Hollande. Ces Messieurs eussent bien voulu pacifier les troubles sans qu'il fût besoin d'en venir à un Synode extraordinaire. Mais les Théologiens ne s'arrêtent pas si facilement, quand leur imagination est une fois en mouvement. Il y eut six Ministres Gomaristes d'une part, & six Remontrans de l'autre. Le savant Episcopus en étoit un. Celui-ci a merveilleusement bien défendu son parti: mais il lui a fait encore beaucoup de tort. Quoi qu'il ne pense pas comme Socin sur la Trinité, sur l'Incarnation, sur la Nature & les Operations de Dieu, il soutient que la doctrine Socinienne est tolérable, & qu'elle n'est pas contraire aux articles fondamentaux du Christianisme. Les Arminiens de Hollande ont embrassé ce sentiment. C'est ce qui fait croire à beaucoup de gens qu'il n'y a pas loin de l'Arminianisme au Socinianisme. Ces deux choses sont pourtant bien diffé-

différentes. On voit assez communément dans l'Eglise Anglicane de favans Théologiens qui pensent comme les Arminiens sur les cinq articles, & qui défendent de toutes leurs forces les décisions des quatre premiers Conciles Généraux.

Je ne parlerai pas de cette conférence de la Haie. Elle ne fit pas plus de fruit que les précédentes. Vorstius y comparut. Il fit une harangue aux Etats pour se justifier des erreurs qu'on lui imputoit.

Jacques Roi d'Angleterre s'oppose à l'élection de Vorstius.

Ces Messieurs en furent contents. Ils demandèrent ensuite aux Ministres des deux partis, s'ils avoient encore quelque chose à dire contre Vorstius. Les Remonstrans déclarèrent qu'ils le croioient Orthodoxe : mais les autres dirent tant de choses contre lui ; ils firent intervenir de si grandes oppositions, qu'il demeura encore sans rien faire, quoi que les Etats fussent bien intentionnez pour lui. Celle

Mercurius François.  
1611.

de Jacques I. Roi de la Grande Bretagne fit beaucoup d'éclat dans l'Europe. On presenta les livres de Vorstius à Sa Majesté, lors qu'elle prenoit le divertissement de la chasse à la campagne. Jacques les parcourut en moins d'une heure. Tant d'hérésies lui sauterent aux yeux, qu'il en envoie incessamment l'extrait à son Ambassadeur auprès des Etats Généraux, avec un ordre exprès de leur déclarer de sa part, que s'ils laissoient un homme si dangereux à Leyde, Sa Majesté publieroit un Manifeste, pour faire connoître à tout

1611. le monde son averfion contre les Auteurs qui répandent de pareilles héréfies, & contre ceux qui permettent qu'on les enfeigne dans les Univerfitez.

L'Ambaffadeur exécuta ponctuellement ce que fon Maître lui commandoit. Les Etats Généraux furent un peu furpris de ce que le Roi fe mêloit d'une affaire purement domeftique. On ne doit pas blâmer le zèle qu'un Prince témoigne pour la pureté de la foi. Il fait bien encore de l'étendre au delà des bornes de fon Roiaume: mais enfin il y a des mefures à garder avec des alliez & des voifins. La menace de Sa Majefté Britannique étoit bien haute & bien vive. Les Etats Généraux donnerent quelques jours après leur réponfe à l'Ambaffadeur. *Si Vorftius, dirent-ils avec beaucoup de prudence & de refpect, eft coupable des erreurs dont on l'accufe, on ne lui permettra point d'enfeigner en Hollande. La haute opinion que nous avons de la fageffe & de la bonté du Roi de la Grande Bretagne, nous donne lieu d'efperer que Sa Majefté fera contente de nôtre conduite, quand elle fera bien informée de cette affaire & de la droiture de nos intentions.* Cependant Jacques faifoit brûler à Londres, à Oxford, à Cambridge, les livres de Vorftius. La réponfe des Etats Généraux ne le contenta point. Il leur écrivit une longue lettre pour les exhorter à chaffer Vorftius de leurs Provinces. Arminius y eft traité d'*emiemi de Dieu*: pour Vorftius, Sa Majefté le regarde comme un Athée. Elle finit

finait sa lettre en menaçant les Etats Généraux de se séparer de la Communion de leurs Eglises, si elles y souffrent un homme aussi abominable que Vorstius.

Il étoit déjà logé à Leyde avant qu'on eût reçu la lettre du Roi Jacques. Son Ambassadeur fit encore une longue remontrance, en la rendant aux Etats Généraux. Il leur donna les propositions que Sa Majesté avoit extraites des Livres de Vorstius ; & il les exhorta fortement à ne témoigner pas moins de zèle & de courage pour conserver la pureté de la foi contre un hérétique si pernicieux, qu'ils en avoient fait paroître pour défendre leur liberté contre les Espagnols. Les Etats Généraux ne savoient que penser de la lettre, ni de la harangue. Ils répondirent à l'Ambassadeur, que l'affaire dont il étoit question, regardoit les Etats particuliers de Hollande, Souverains dans leur Province ; que Vorstius n'étoit à Leyde que comme un simple habitant de la ville, en attendant qu'il se pût justifier dans l'assemblée prochaine des Etats de Hollande. *Au reste, disoient-ils, nous remercions très-humblement Sa Majesté de son affection pour le bien de ces Provinces, & pour la conservation de la pureté de l'Evangile dans nos Eglises.*

Les Etats de Hollande ne devoient s'assembler que dans trois ou quatre mois. Cela fit penser à l'Ambassadeur Anglois que ce délai étoit un refus honnête. Nou-

1611. velle remontrance de la part du Roi son maître aux Etats Généraux. Celle-ci avoit un texte à la manière des Sermons. L'Ambassadeur la commença par l'endroit de l'Evangile, qui ordonne la correction fraternelle, & qui veut qu'on déferé à l'Eglise celui qui ne l'écoute pas. Il se plaignoit ensuite du peu d'égards qu'on avoit pour Sa Majesté Britannique, en recevant Vorstius, non seulement dans le pais, mais encore dans une célèbre Université. On menaçoit pour la seconde fois les Etats Généraux d'un Manifeste de la part de Sa Majesté Britannique. Ces Messieurs conserverent toûjours leur flegme. Ils répondirent que le Roi auroit satisfaction à la prochaine assemblée des Etats de Hollande. On la devoit tenir au mois de Fevrier l'année suivante.

Apologie du  
Roi d'An-  
gleterre sur  
sa conduite  
dans l'affai-  
re de Vor-  
stius.

Cependant le bon Roi s'aperçut que son zèle contre Vorstius, n'étoit pas si favorablement interprété dans le monde, qu'il avoit espéré. Les malins l'accusoient d'avoir voulu faire paroître en cette occasion sa grande habileté dans la Théologie. D'autres disoient que son ambition l'avoit porté à entreprendre sur la liberté des Provinces-Unies, & qu'il s'étoit mêlé d'une affaire, dont un Souverain n'est point obligé de rendre compte à ses voisins. Le Roi de Suède envoya cette année à celui de Dannemark un cartel de défi pour se battre contre lui en duel. C'est ce qu'on n'avoit pas vû depuis le temps de François I. & de Charles-Quint.

Jac.

Jacques I. aimoit à se battre d'une autre manière. Pour se justifier des interprétations sinistres qu'on donnoit à sa conduite, il met la main à la plume, il fait imprimer une Apologie. Le Roi y rendoit compte au public de ce qui s'étoit passé entre lui & les États Généraux. Sa Majesté protestoit encore, qu'elle n'avoit point eu d'autre motif, que de s'opposer au progrès d'une hérésie naissante, de donner aux États Généraux un nouveau témoignage de sa bienveillance, & d'empêcher que les jeunes Hollandois, & les Anglois même qui alloient étudier à Leyde, ne fussent infectez des pernicieux sentimens que Vorstius n'auroit pas manqué d'y repandre. Il en fut de l'Apologie du Roi, comme des livres que les Auteurs font sur leurs différens personnels. Chacun en croit ce qu'il lui plaît.

Finissons cette année par la mort de Charles IX. Roi de Suède, & disons quelque chose de son élévation sur le trône. C'étoit le plus jeune des fils de Gustave Ericson si fameux dans l'Histoire, pour avoir delivré sa patrie de l'oppression des Danois, pour avoir mérité par ses grands services que la Couronne de Suède lui fût donnée & à ses enfans mâles, enfin pour avoir établi dans ses États la Réformation de Luther, & abattu la trop grande puissance du Clergé. Eric fils aîné de Gustave lui succéda; mais il n'eut aucune des vertus de son pere. Il introduisit dans le Roiaume les dignitez de

Révolutions arrivées en Suède après la mort de Gustave Ericson.

Puffendorf, Introduc-



1611.  
tion à l'Hif-  
toire. Tom.  
III. Part. I.  
Chap. LIX.  
LX. LXI.

Comte & de Baron auparavant inconnuës en Suède. On crut que c'étoit pour diviser les Nobles entr'eux. La trop grande union de ce puissant Corps pouvoit faire de la peine à une famille nouvellement élevée sur le trône. Les dignitez accordées à quelques-uns, donnoient de la jalousie aux autres. Ceux qui avoient plus d'ambition firent leur cour au Roi pour obtenir la même distinction. Et les Nobles illustrez depuis peu, étoient dans la nécessité de soutenir l'autorité du Roi & de s'attacher à sa famille, pour conserver leurs nouvelles prérogatives. Eric se rendit odieux par ses cruautés, & méprisable par ses débauches & par le dérèglement de son esprit. Le mauvais traitement qu'il fit à Jean Duc de Finlande & à Charles Duc de Sudermanie ses frères, les obligea de se soulever contre lui & de se mettre à la tête des mécontents. Les deux Princes allèrent attaquer Eric jusques dans Stokolme. Il leur livra premièrement son favori dont tout le Royaume se plaignoit également. On le punit d'un supplice infame.

Jean & Charles vouloient quelque chose de plus. Ils étoient convenus ensemble qu'on ôteroit la puissance souveraine à Eric, qui en abusoit injustement, que le Duc de Finlande seroit déclaré Roi, & qu'il partageroit l'administration des affaires avec le Duc de Sudermanie, sans que celui-ci pût porter aucune des marques extérieures de la Royauté. Jean se croioit

croioit déchargé du serment qu'il avoit fait lors qu'Eric le tira de l'étroite prison où il l'avoit retenu trois ou quatre ans. Le Duc s'étoit obligé par écrit d'être toujours fidèle au Roi, de n'aspirer à la Couronne, ni avant ni après la mort du Roi son frère aîné, & de reconnoître pour héritiers legitimes du Roiaume, les enfans qu'Eric avoit eus d'une Maîtresse de fort basse naissance, qu'il épousa depuis solennellement. Mais Jean ne se picqua jamais de garder religieusement ses promesses. Quand il fut maître de la personne de son aîné, non content de l'avoir enfermé dans un château, il le fit encore empoisonner. Jean & Charles continuèrent d'attaquer Stokolme. Le Senat de la ville la leur livra : & le pauvre Eric réduit à la dernière extrémité, se rendit à la discrétion de ses freres. Les Etats de Suède le déclarerent déchu de la Couronne : & Jean Duc de Finlande fut mis à sa place.

Le nouveau Roi ne fut pas plus fidèle au Duc de Sudermanie, qu'il l'avoit été à son Predécesseur. Charles n'eut aucune part à l'administration du Roiaume. On promet tout quand il est question de monter sur le trône. Mais dez qu'on y est établi, on trouve d'autres principes d'honneur & de Religion. Jean avoit épousé Catherine Jagellon fille du Roi de Pologne. Soit que cette Princesse eût inspiré à son mari de l'éloignement pour la Religion Protestante ; soit que la lecture

1611.

Jean Roi de Suède tâche de changer la Religion établie par son pere.

1611. des livres, ou l'entretien des gens habiles de l'autre Communion, lui eût fait naître des doutes; soit enfin qu'il pensât à se faire Roi de Pologne après la mort de Sigismond Auguste son beaufrere qui n'avoit point d'enfans, dez que Jean eut fait la paix avec le Dannemark par le Traité de Stetin en Pomeranie, il s'appliqua sérieusement à changer la Religion que son pere avoit établie en Suède. Ce n'est pas ici le lieu de rapporter tous les artifices dont il se servit pour préparer les esprits au changement qu'il meditoit de faire. Je remarquerai seulement que ce Roi, qui ne manquoit ni d'esprit, ni de lumière, fut toujours persuadé qu'il y avoit beaucoup de choses à réformer dans le Culte & dans la Théologie de l'Eglise de Rome. On ne peut le compter parmi les bons Catholiques, ni parmi les vrais Protestans. Toujours incertain & chancelant, tantôt il goûtoit les accommodemens, dont Cassandre avoit donné le projet à l'Empereur Maximilien II. tantôt il penchoit du côté de l'Eglise Grecque. Les réponses de Jérémie Patriarche de Constantinople aux Théologiens de Wisttemberg, lui plurent si fort, qu'il pensa de s'unir à cette Communion.

Possevin savant Jésuite que le Pape Gregoire XIII. avoit envoyé en Suède, crut avoir persuadé au Roi Jean de se réunir tout de bon à l'Eglise de Rome. Il se confessa en effet au Jésuite Nonce secret du Pape: il communia selon le rite Ro-

**Romain.** Possévin imposa au Roi pour pénitence du meurtre de son frere Eric , qu'il avoit fait empoisonner , de jeûner tous les Mercredis de l'année. On dit que Jean observa régulièrement cette pratique tout le reste de sa vie. Mais il ne laissoit pas d'assister au service public dans les Eglises de Suède. On s'y servoit d'une nouvelle Liturgie qu'il avoit introduite , & que le Pape refusoit d'approuver. Le mélange qu'on y avoit fait des deux Religions , fut un des grands moiens , dont ce Prince prétendoit se servir pour amener insensiblement le peuple à renoncer au Culte & à la Croiance des Protestans de la Confession d'Ausbourg.

Plusieurs Ecclésiastiques de l'Eglise Romaine étoient venus en Suède. L'irrésolution & l'indulgence de Jean les y attiroit. Quelques-uns favorisèrent ses desseins & sa dissimulation. A les entendre parler , les gens moins éclairés prenoient ces Prédicateurs pour de francs Protestans : mais les autres remarquoient fort bien que malgré tous leurs déguisemens , ils en disoient toujours assez pour insinuer au peuple les dogmes de la Communion du Pape. L'Archevêque d'Upsal se laissa gagner. Quelques Prélats & plusieurs Ecclésiastiques ignorans, ou ambitieux , suivirent son exemple. Il y eut même des Evêques ordonnez selon le Pontifical de Rome. Celui de Linkoping, quelques-uns de ses confrères, des Ecclé-

1511. clésiastiques en grand nombre défendirent courageusement la réformation établie par le Roi Gustave Ericson. Le Clergé du Duché de Sudermanie témoigna une fermeté qui étonna le Roi Jean. Charles son frere se déclaroit hautement pour la Confession d'Ausbourg; il s'opposoit de toute sa force au changement. *Le Roi ni moi, ne pouvons rien innover dans la Religion établie par les loix,* répondit-il à ceux qu'on lui avoit envoie pour le rendre moins inflexible. *Toutes choses sont fort bien réglées par le testament du feu Roi nôtre père. Il faut s'en tenir là. Pour moi je suis résolu à ne m'en départir jamais.*

Les Etats de Suède eurent de la vigueur en certaines rencontres. Ils représentèrent au Roi qu'on avoit de grands soupçons en Suède & dans les pais étrangers que Sa Majesté vouloit renverser ce que son Père avoit sagement établi, & que pour faire cesser tous ces bruits, elle devoit déclarer publiquement que la réformation reçüe dans le Roiaume, étoit conforme aux sentimens de l'Eglise primitive. Les Etats ordonnèrent encore la suppression de plusieurs livres de la Religion Romaine apportez dans le pais; ils pressèrent le Roi de mettre dans les Ecoles publiques des gens habiles & irréprochables pour instruire la jeunesse. Enfin ils demanderent que Sigismond fils aîné du Roi, fût élevé dans la Religion Protestante, parce qu'on prenoit déjà de l'ombrage contre  
ce

ce jeune Prince. La Reine Catherine Jagellon sa mere l'avoit tellement imbû des principes de l'Eglise Romaine , que les Senateurs du Roiaume, l'ayant menacé un jour qu'il perdrait son droit de succéder à la Couronne, s'il n'abjuroit promptement la Religion dont il étoit prevenu , pour embrasser la Confession d'Ausbourg , *je préfère*, leur répondit-il hardiment, *le Roiaume des cieux à toutes les Couronnes du monde.* On ne put jamais tirer d'autre réponse de lui.

En quelques occasions , les Etats de Suède eurent plus de complaisance pour le Roi. Tout sembloit disposé à recevoir sa nouvelle Liturgie & les accommodemens qu'il avoit inventez. Charles de Suedermanie , le Clergé de ses Provinces , & quelques grands Seigneurs , étoient presque les seuls qui défendissent la Réformation. Mais le crédit du Duc & les puissantes exhortations des autres , ramenèrent ceux que la crainte, ou l'espérance avoit rendus moins fervens & moins zélés. Le Roi lui-même n'eut plus cette ardeur que le Jésuite Possevin lui avoit inspirée. Soit qu'il ne s'accommodât pas de l'humeur altière de Sixte V. qui avoit succédé à Grégoire XIII. soit que ses doutes n'eussent jamais été suffisamment éclaircis , soit que la grande autorité de son frere lui fit peur , Jean humilia les Catholiques Romains qui croyoient être les maîtres , il chassa les Jésuites , il fit raser leur Collège. Gennila Bielke que le Roi

1611. Roi avoit épousée en secondes nocces après la mort de Catherine Jagellon , refroidit la ferveur que son mari témoignoit auparavant pour la Religion Romaine. Souvent les Rois s'imaginent faire par leurs propres lumières , ce qu'une femme adroite & insinuante leur inspire. Jean Roi de Suède croyoit avoir de solides raisons de douter de la verité de la Religion Protestante. Son motif le plus puissant, il ne le connoissoit pas bien lui-même, c'étoit sa grande complaisance pour Catherine Jagellon. La Reine Gennila l'auroit avec le temps ramené à sa premiere Religion , de même que l'autre l'en avoit éloigné.

Sigismond  
Prince de  
Suède est  
élu Roi de  
Pologne.

Après la mort d'Etienne Battori Roi de Pologne, Anne Jagellon sa veuve & tante de Sigismond Prince de Suède , menagea si bien la Noblesse Polonoise, que la plus grande partie se déclara pour lui. Un parti opposé élut l'Archiduc Maximilien frere de l'Empereur Rodolphe. Mais celui de Sigismond l'emporta. Il fut reçu en Pologne, il battit l'Archiduc; & Maximilien fait prisonnier racheta sa liberté en renonçant à toutes ses prétensions sur la Couronne de Pologne. Les Suédois firent leurs conditions avant que le Prince sortit de Suède , comme les Polonois avoient fait les leurs avant que de le recevoir. La principale chose que le Senat de Suède stipula de Sigismond, ce fut la conservation des privilèges & de la Religion du pais. On ajouta  
cette

cette clause dans le Traité, que si le Roi de Pologne devenu encore Roi de Suède après la mort de son père, contrevenoit à quelque'un des articles, dont il convenoit alors, les Suédois seroient déchargés du serment de fidélité qu'ils lui avoient fait.

Il y a grande apparence qu'avant son départ de Suède, Sigismond avoit inspiré au Roi son père de poursuivre son dessein de faire recevoir sa nouvelle Liturgie & les anciennes Cérémonies qu'il avoit entrepris de rétablir, un peu après son avènement à la Couronne. Quand les Princes ont commencé quelque chose avec éclat, ils l'abandonnent avec peine, ou bien ils le reprennent dez qu'ils voient la moindre apparence de succès. Sigismond espéroit que cela lui serviroit à finir plus facilement ce que son Père auroit ébauché : & le Roi de Suède fortifié par la nouvelle alliance de la Pologne, se flatoit que Charles de Sudermanie n'oseroit plus lui résister. Il se trompa dans ses conjectures. Les Ecclésiastiques du Duché parfaitement d'accord avec leur Prince, refusèrent de recevoir la Liturgie. Cela donna de si grans ombrages au Roi de Suède plus brouillé que jamais avec son frère, qu'il pensa tout de bon à rappeler Sigismond. Le nouveau Roi étoit tenté lui-même de retourner en son pays. Il l'auroit fait bien volontiers, si les Polonois ne s'y fussent vivement opposez. Un Prince étranger se laisse facilement éblouir par le nom éclatant du Roi de Pologne.

Mais



1611. Mais il s'en degoute dez qu'il a reconnu de près le faux brillant d'une Couronne qui n'est belle que de loin. Ceux qui ont quitté leurs Etats hereditaires pour aller en Pologne, s'en sont repentis. C'est s'exposer à perdre une Souveraineté effective pour un titre qui a plus de falte que de realité. Sigismond connut par sa propre expérience la verité de cette maxime.

Le Roi son pere voiant une si grande resistance de la part des Suédois, qui étoient encore plus sûr leurs gardes contre l'Eglise Romaine depuis l'élection de Sigismond, n'eut plus d'autre ressource que de se reconcilier promptement avec le Duc de Sudermanie, & de lui faire part de l'administration des affaires. Les soupçons de Jean ne furent plus si grands après que Charles eut perdu sa femme. Elle ne lui laissoit point d'enfans; & le Roi prétendoit que son frere lui avoit promis de ne penser jamais à un second mariage. Si cela est, le Duc lui manqua de parole à son tour. Il épousa peu de temps après, Christine fille d'Adolphe Duc d'Holstein. On dit que Sigismond l'avoit recherchée avant que d'aller en Pologne. Mais une sœur du Roi Jean detourna le Prince son neveu de cette alliance. Il épousa depuis Constance d'Autriche fille de Charles & sœur de Ferdinand Archiducs de Gratz en Stirie. Christine irritée de ce mépris, conçut une si grande haïe contre Sigismond qu'elle ne

ne cessa point, après qu'elle fut mariée à Charles de Sudermanie, de le presser d'enlever la Couronne de Suède à Sigismond. Le Roi Jean ne fut pas content du second mariage de Charles : mais son chagrin ne dura pas long-temps. Il mourut bien-tôt après à Stokolme. 1614.

Le Duc de Sudermanie accourut chez Sigismond qu'il en apprit la nouvelle. Il tira de prison les Senateurs & ceux du Clergé que le feu Roi y avoit mis, parce qu'ils s'opposoient à ses desseins. Sigismond se défioit extrêmement de son oncle. Pour l'empêcher de rien entreprendre, le nouveau Roi écrit qu'il se prepare à venir incessamment dans ses Etats hereditaires. Cependant le Duc de Sudermanie en prend l'administration, comme le plus proche parent du Roi. Jean laissoit un autre fils de son second mariage qui portoit le même nom : mais il étoit encore mineur. Les Senateurs de Suède, sans prejudice du serment fait à Sigismond, promirent d'obeir à Charles en tout ce qu'il ordonneroit de leur consentement, pour la gloire de Dieu, pour la conservation de la Religion Protestante, pour le maintien de la liberté & des privilèges de la nation. Le Duc s'engage de son côté à ne rien faire d'important sans l'avis & le consentement du Senat. On assemble promptement un Concile à Upsal pour regler les affaires de la Religion. La Liturgie & les Ceremonies introduites par le feu Roi y furent abolies. On

Roi de Pologne succède au Roiaume de Suède.

Puffendorf Introduction à l'Histoire. Tom. IV. Part. II. Chap. I. & 2.

1611. On reprit celles des Protestans de la Confession d'Ausbourg ; on élut un Archevêque bien intentionné ; on depôsa ceux du Clergé qui s'étoient devoûez à servir le feu Roi dans ses innovations. Les Suédois & les Gots assistèrent seulement à cette Assemblée : les autres Provinces craignirent de déplaire au Roi Sigismond , si elles y prenoient part sans son agrément. Les Decrets du Concile furent confirmez par le Duc de Sudermanie, par le Senat, par le Clergé, par la Noblesse, par les Ministres d'Etat, par les Bourgmestres qui étoient presens. Ceux qui ne s'y trouverent pas soucrivirent ensuite.

Sigismond & son oncle Charles s'observoient l'un l'autre. Le Neveu avoit d'autant plus de défiance, que Charles lui faisoit demander, qu'avant son départ pour la Suède, Sa Majesté donnât une promesse signée de sa main qu'elle confirmeroit les libertez & les privilèges des Etats du Roiaume , & qu'elle leur laisseroit la liberté de Religion , dont la Suède avoit jouï sous le Règne de Gustave Ericson, & au commencement de celui du feu Roi. Le Duc de Sudermanie avertissoit encore son Neveu que le mauvais état du Roiaume ne permettoit pas qu'il amenât beaucoup de monde avec lui. Ces demandes & ces avis augmentèrent les soupçons de Sigismond. Il crut que son Oncle marquoit assez que ses desseins étoient vastes. Sigismond résolut

solût de n'avoir point égard aux remontrances du Duc. Mais Charles espéra plus que jamais d'embarasser le nouveau Roi, quand il vit que les Polonois n'accordoient à Sigismond la permission d'aller dans ses Etats heréditaires, qu'à condition qu'il garderoit son ancien serment de n'abandonner point la Pologne à l'exemple d'Henri III. Roi de France; que Sa Majesté reviendrait de qu'elle auroit réglé les affaires de Suède, & qu'elle feroit sa résidence ordinaire en Pologne.

Les Suédois n'étoient pas contens de ce que le nouveau Roi avoit déclaré nettement que les Decrets faits à Upsal en son absence & sans son aveu, étoient nuls. On le reçut pourtant avec de grans témoignages de joie & d'affection. Le Duc Charles se retira après avoir fait ses complimens à Sa Majesté. Il voulut la laisser seule avec le Conseil du Roiaume. Le Nonce du Pape que Sigismond avoit auprès de lui, donna de furieux ombrages aux Suédois. On s'apperçut bientôt que le nouveau Roi prêtoit l'oreille aux conseils de la Cour de Rome. Il cassa les reglemens faits à Upsal, & ordonna ensuite qu'on éliroit un autre Archevêque. Celui qu'on avoit élevé à cette dignité étoit, à son avis, ennemi du feu Roi. Enfin, il demande une Eglise dans chaque ville pour les Catholiques Romains. Les Etats du Roiaume & le Clergé s'opposèrent vigoureusement à ces entreprises, assurez qu'ils étoient

1611. étoient de la protection du Duc de Sudermanie. Comme le temps du couronnement approchoit, les Senateurs demanderent au nom des Etats de Suède que le Roi promît premièrement par écrit, qu'il ne donneroit aucune atteinte aux privilèges du Roiaume, ni à la liberté de la Religion Protestante. Sigismond répondit seulement en termes généraux qu'il donneroit satisfaction à ses sujets après son couronnement. Toutes ces difficultez en retardoient la cérémonie.

Brouilleries  
entre le Roi  
Sigismond  
& Charles  
Duc de Su-  
dermanie.

Chacun n'aime la liberté & l'indépendance que pour lui seul. Bien loin de la procurer aux autres, on tâche de se les assujettir autant qu'il est possible. Les Nobles Polonois, ces gens si jaloux de leurs privilèges & de leur liberté, mais accoutumés à tenir le peuple dans l'esclavage, disoient sans cesse à leur Roi Sigismond, qu'un Etat héréditaire se gouverne autrement qu'un Roiaume électif; qu'en Pologne il étoit soumis aux loix, mais qu'il en devoit être le maître en Suède. Ces maximes s'insinuent sans peine dans l'esprit d'un Prince. Chagrin de se voir dans la dépendance du Senat de Pologne, Sigismond étoit bien aise de commander absolument en Suède. Il rejetta donc les requêtes qu'on lui presentoit. Le Duc de Sudermanie paroissoit comme neutre au commencement de la contestation. Il conseilloit bien au Roi d'avoir égard aux justes demandes de ses sujets: Mais il n'étoit pas fâché qu'il se brouil-

brouillât avec eux par ses refus, ou par ses délais. Sûrs de l'assistance de Charles, les Etats ne relâchèrent rien de leurs prétensions. L'opiniâtreté du Roi les irritoit étrangement, & les sermons des Prédicateurs zelez pour la Religion Protestante, échauffoient les plus indifférens. On parloit déjà d'offrir la Couronne au Duc, & de la donner au Prince Jean, en cas que Charles ne voulût pas l'accepter. Persuadé qu'il n'étoit pas encore temps d'écouter une pareille proposition, il se contente d'aller trouver le Roi au château d'Upsal, & d'appuyer fortement les prétensions des Etats. Le neveu & l'oncle s'échauffèrent tellement l'un contre l'autre, qu'ils furent sur le point de se battre. On les sépara; on les reconcilia promptement, de peur qu'il n'y eût de la confusion & du désordre dans le Roiaume. Ces incidens confirmèrent encore plus les Etats dans la résolution qu'ils avoient prise de faire expliquer le Roi, avant que de procéder à son couronnement.

Le Nonce du Pape & les Polonois que Sigismond avoit auprès de lui, virent bien que la prudence vouloit qu'il ne résistât pas plus long-temps. Ils lui conseillèrent de céder à la nécessité. *Une promesse que la violence extorque, ajoûterent-ils, on n'est pas obligé de la garder.* Voilà donc Sigismond qui promet tout. Il se réserve seulement l'exercice de sa Religion dans le château de sa résidence.

1611. Dez lors, il résolut de se défaire de son Oncle. Le complot de l'assassiner à la comédie ayant manqué, on entreprit de le pousser à force ouverte. Les troupes de Pologne ont ordre de s'avancer vers Stokolme. Ce mouvement fit que les Etats pensèrent à leur seureté. Ils appellent des montagnards à leur secours. Dans ces embarras, le Roi ne prenoit aucune résolution touchant le gouvernement, ni pour la paix du Roiaume. Quand on lui proposoit une chose, il en demandoit une autre. Cependant les Polonois le pressoient de s'en retourner & de ne rien conclure. Ils se flattoient que plus il y auroit de divisions & de désordre en Suède, plus il seroit facile de la reduire. Sigismond s'embarque enfin pour Dantzic. Il laisse des ordres pour le gouvernement du Roiaume en son absence. Mais ni le Duc de Sudermanie, ni les Etats ne voulurent les accepter. On les croioit contraires au Traité fait à Upsal avant le couronnement du Roi.

**Les Etats de Suède donnent la Régence du Roiaume en l'absence du Roi Sigismond au Duc de Sudermanie.** Peu de temps après son départ, le Sénat pria Charles de prendre l'administration des affaires. Le Duc voulut s'en dispenser. L'amour de la patrie, ni sa conscience, disoit-il, ne lui permettoient pas de suivre les ordres que son Neveu avoit prescrits en partant. Le Duc cherchoit à se faire presser. Le Sénat devoit avoir une autorité presque égale à la sienne, & les Gouverneurs des places y exercoient un pouvoir presque absolu. C'étoit

toit la précaution que Sigismond avoit prise contre les desseins de son Oncle. Elle n'accommodoit pas le Duc. Il attendoit que les Sénateurs se relâchassent de leurs droits, & qu'on lui donnât plus d'autorité sur les Gouverneurs de chaque ville. On en vint-là. Feignant alors de céder aux instances réitérées du Sénat, il marche à Stokolme. *La meilleure forme de gouvernement, disoit-il, c'est de mettre en exécution ce que le Roi est indispensablement obligé d'observer lui-même. Doit-on lui obéir, quand il donne des ordres contraires au serment qu'il nous a fait ?* Dez que le Duc de Sudermanie fut à Stokolme, il cassa le Gouverneur du château, parce qu'il étoit Catholique Romain, il défendit l'exercice de cette Religion dans la ville, il fit des presens considérables aux Sénateurs, il accorda des pensions aux Evêques & aux Professeurs des collèges, il gagna le Clergé & les habitans de la capitale par sa douceur & par ses civilitez. Ce fut alors que Christine son épouse accoucha d'un fils. On lui donna au batême le nom de Gustave Adolphe. La cérémonie fut suivie d'un regal magnifique pour le Sénat & pour les principaux de la Noblesse. Tycho Brahé ce fameux Astronome, promettoit une couronne au jeune Prince. Il n'en fallut pas davantage pour relever les espérances du Père & de la Mère. Quand on médite une entreprise difficile & glorieuse, le présage le plus incertain paroît une assurance infallible.



1611.

La convocation des Etats sembla nécessaire au Duc de Sudermanie pour l'établissement de son autorité. Le désordre que le Roi avoit laissé en Suède, fut le prétexte de l'assemblée. Charles en écrit à Sigismond conjointement avec le Sénat. Le Roi ne fait pas de réponse. On prend son silence pour un consentement, ou pour un refus injuste. En ce dernier cas, les premiers Officiers de Suède prétendent que les loix du Roiaume leur permettent de convoquer les Etats. Les voilà donc assemblez à Suderkoping. Deç que le Roi en reçut la nouvelle, il défendit de passer outre; il déclara qu'il n'approuveroit jamais les résolutions prises dans une assemblée tenue contre sa volonté. On n'eut point égard aux ordres du Roi. Les Etats soutinrent que leur convocation étoit légitime & nécessaire au bien du Roiaume. Ils résolurent de ne souffrir point d'autre Religion en Suède, que la Protestante selon la Confession d'Ausbourg; que le culte de l'Eglise Romaine seroit aboli par tout, & que les Prêtres de cette Communion, sortiroient dans quinze jours du Roiaume. Le Duc de Sudermanie fut déclaré Régent durant l'absence du Roi, sous cette restriction que Charles administreroit les affaires conjointement avec le Sénat. On fit encore plusieurs loix pour la conservation des privilèges du pais; & ceux qui n'obéiroient pas à tous ces réglemens, furent déclarez ennemis de la

la patrie & perturbateurs du repos public. 1611.

La Régence de Charles paroissoit de-  
 formais si bien affermie , que Sigismond  
 n'avoit plus d'autre ressource , que de se-  
 mer de la jalousie & de la division entre  
 le Duc & le Sénat. On le fit adroite-  
 ment. Charles se brouilla d'autant plus  
 aisément avec les Sénateurs , qu'il les  
 soupçonnoit d'être d'intelligence avec la  
 Province de Finlande qui demouroit atta-  
 chée au Roi. Ils se plaignoient que le  
 Duc faisoit tout à sa fantaisie & qu'il mal-  
 traitoit ceux qui s'opposoient à ses entre-  
 prises. Charles disoit de son côté que les  
 Sénateurs administroient fort mal les re-  
 venus du Roiaume, & qu'ils mettoient la  
 division entre le Roi & lui, dans le dessein  
 de les perdre tous deux , & de se rendre  
 maîtres des affaires. Il feignit de vouloir  
 quitter l'administration qu'on lui avoit  
 déferée. Mais il fut étrangement surpris  
 de ne trouver aucun Sénateur qui s'oppo-  
 sât à la résolution qu'il faisoit semblant  
 d'avoir prise. Persuadé qu'il s'étoit trop  
 avancé pour reculer désormais , il reprit  
 le timon, il convoqua les États du Roiau-  
 me à Arboga. Le Sénat fit alors un parti  
 à part. Un grand nombre de Seigneurs  
 se joignit à lui contre le Duc. Plusieurs  
 se retirèrent chez eux ; & il n'y eut que  
 fort peu de gens qui se rendissent à l'as-  
 semblée d'Arboga. Elle confirma les dé-  
 crets du Concile d'Upsal , & tous les ré-  
 glemens faits aux États précédens de

Le Duc de  
 Sudermanie  
 & le Sénat  
 de Suède se  
 divisent  
 entr'eux.

1611. Suderkoping. Charles fut prié de n'abandonner point le gouvernement du Roiaume, & l'on déclara que personne n'auroit une autorité égale à la sienne. Les Sénateurs refuserent de consentir à ces nouvelles ordonnances. Le Chancelier & quelques autres sortirent de Suède.

Le Roi Sigismond entreprend inutilement de reduire par la force le Duc de Sudermanie.

Une conjoncture si favorable invitoit Sigismond à marcher promptement vers la Suède avec une bonne armée. En faisant un peu de diligence, il eût dissipé le parti du Duc de Sudermanie qui s'affoiblissoit. Mais le Roi lui donna le temps de se fortifier, & de se rendre maître de plusieurs places importantes, & de s'affûrer de la flotte. Quand Sigismond eut abordé en Suède, l'Electeur de Brandebourg & d'autres Princes d'Allemagne, tâcherent de réconcilier le Neveu avec son Oncle. Leurs négociations furent inutiles. Charles protestoît qu'il ne demandoit que la paix & la conservation des privilèges & de la Religion du Roiaume. Mais Sigismond ne se fioit pas à lui. Il avoit résolu de ruiner un Oncle qui paroissoit visiblement aspirer à la Couronne. Les deux Princes étoient chacun à la tête de leur armée, & il y avoit de l'apparence que le sort d'une bataille décideroit leur différend. Sigismond se laissa imprudemment surprendre à Linkoping. Une partie de ses troupes y fut tuée, ou noyée. Pour en sauver le reste, il envoya demander la paix à son Oncle. Charles y consentit à condition

tion que le Roi lui remettroit entre les mains cinq Sénateurs qu'il avoit auprès de lui. Le Duc les accusoit d'être les principaux auteurs de ces brouilleries, & il prétendoit les faire juger dans les Etats prochains. Les deux Princes traitèrent ensemble. Charles prêta un nouveau serment de fidélité au Roi, & Sigismond s'engagea de son côté à gouverner le Roiaume conformément aux loix du pais, & au serment de son couronnement. Il promettoit encore de convoquer les Etats dans quatre mois pour y terminer tous les différends, en présence des Commissaires que l'Empereur, les Rois allies & les Electeurs feroient prier d'y envoyer. Il y eut encore d'autres articles pour la seureté reciproque des deux Princes & pour congédier les troupes de part & d'autre. On avoit eu soin d'ajouter celui-ci, que si le Roi Sigismond n'observoit pas le Traité, les Suédois demeureroient libres du serment qu'ils lui avoient prêté.

Le Roi & le Duc se virent ensuite plusieurs fois, & les esprits parurent disposés à la paix. Charles témoignoit de vouloir exécuter le Traité de bonne foi. Mais Sigismond outré de ce que son Oncle lui avoit imposé la loi, s'en retourna secrètement en Pologne, au lieu d'aller à Stokolme, comme il l'avoit promis. De là qu'il fut à Dantzic il accusa son Oncle dans toutes les Cours de l'Europe, de trahison & de rebellion; il pré-

Les Etats de Suède déposent le Roi Sigismond.

1611. tendit n'être point obligé à tenir le Traité de Linkoping. Pouvoit-il rien faire de plus avantageux aux desseins de Charles? Il sût bien en profiter. Les Etats du Roiaume assemblez par ses soins à Jenkoping, sommèrent Sigismond d'accomplir ce qu'il avoit promis dans le dernier accommodement, d'embrasser la Religion Protestante, de venir faire sa résidence en Suède, ou du moins d'envoyer son fils Ladislas pour être élevé sous la tutéle de Charles son oncle, en cas que Sigismond aimât mieux demeurer en Pologne. Les Etats déclarerent aussi, que si le Roi refusoit d'accepter ces conditions, lui & ses descendans perdroient tous leurs droits à la Couronne de Suède, & qu'on la donneroit à un autre capable de gouverner le Roiaume selon les loix du pais. En attendant que Sigismond eût fait savoir ses intentions, le Duc de Sudermanie fut prié de prendre l'administration des affaires & de conserver la Religion Protestante. Les Etats assemblez depuis à Stokolme, se déclarerent légitimement déchargez du serment fait à Sigismond, parce qu'il avoit contrevenu au testament du Roi Gustave son grand-pere, qu'il n'avoit pas rempli les devoirs d'un bon Prince, qu'il refusoit d'observer le Traité de Linkoping, qu'il n'avoit aucun égard à toutes les remontrances qu'on lui faisoit. Après cela, ils offrirent la Couronne au Prince Ladislas, à condition qu'il viendrait en Suède dans un an, & qu'il se ferait

soit instruire dans la Religion Protestante. Que si le Roi & son Fils refusoient de consentir à des demandes si raisonnables, on protestoit que Sigismond & ses descendants ne pourroient jamais prétendre à la Couronne de Suède. 1611.

La conjoncture du temps se trouva la plus favorable du monde aux desseins de Charles. Le Roi Sigismond s'étoit mis en-tête d'appuier le faux Demetrius en Moscovie, & il eut ensuite de grands démêlez avec la grande Noblesse de Pologne. Pendant que ces affaires l'occupoient, il ne put faire que de foibles efforts du côté de quelques Provinces de Suède éloignées. Alors le Duc maître du cœur du Roiaume & des meilleures places, assemble les Etats à Norkoping au mois de Mars en 1607. Pour faire croire aux gens qu'il n'avoit pas corrompu la fidelité des sujets de Sigismond, & qu'il ne pensoit nullement à prendre la place de son neveu, il offrit dans l'Assemblée de se démettre de la Régence du Roiaume. Il proposa même de s'accommoder avec Sigismond, ou de mettre sur le thrône Jean frere du Roi. Les Etats ne voulurent plus entendre parler de Sigismond, ni de son Fils. Pour ce qui est du Prince Jean, soit qu'il n'eût pas d'ambition & qu'il aimât le repos; soit qu'il connût les véritables sentimens de son oncle, qui ne le proposoit que par façon, & qui vouloit la Couronne pour lui-même, Jean, dis-je, la refusa fort

Charles Duc  
de Suder-  
manie est  
élu Roi de  
Suède.

L s

géné-

1611.

généreusement en apparence. *Content, dit-il, de mon Duché de la Gothie Orientale, je serai toujours fidèle & soumis à celui qui est plus capable que moi de gouverner le Roiaume en un tems si difficile.* Charles accepta donc la Couronne après tant de refus qu'on n'a jamais crus sincères. Elle fut même assurée à ses enfans mâles, & le Duc Jean n'y fut appelé qu'à leur défaut. Convaincus encore que la Reine Catherine Jagellon étoit la cause principale des troubles que le Roi Jean son époux & Sigismond son fils avoient excités sur la Religion, les Etats de Suède ordonnèrent que leurs Rois ne pourroient prendre que des femmes Protestantes. Le nouveau Roi écrivit sans façon à Sigismond & à la République de Pologne, pour leur donner avis de son élection, & pour leur offrir le renouvellement de l'alliance entre les deux Couronnes. Les Etats de Suède écrivirent la même chose en leur particulier au Sénat de Pologne. Charles fut couronné ensuite à Upsal avec Christine son épouse, ravie de s'être vengée des mépris de Sigismond.

Mercur  
François.  
1607. &  
1608.

Le Roi de Pologne ne répondit point à la lettre de son Oncle : il le regardoit comme un usurpateur. Le Sénat écrivit seulement aux Etats de Suède. Les Polonois reprochoient aux Suédois avec beaucoup de hauteur, leur infidélité à l'égard de Sigismond, ils protestoient qu'ils ne reconnoitroient que lui pour Roi légitime  
de

de Suède , ils faisoient une longue invective contre les artifices , dont ils prétendoient que Charles s'étoit servi pour dépouiller son Neveu. Les Etats de Suède repliquèrent à cette lettre par un Manifeste adressé au Sénat de Pologne. Ils y justifioient leur conduite à l'égard de Sigismond , & l'élection qu'ils avoient faite d'un nouveau Roi. On trouve dans cette Apologie de certains argumens que le Sénat de Pologne auroit eu de la peine à bien réfuter. Cela le regardoit lui-même. A propos de la retraite secrète & précipitée de Sigismond après le Traité de Linkoping , *avoiez* , disoient les Suédois aux Polonois , *que si vôtre Roi en avoit fait autant chez vous , il y a long-temps que vous lui auriez ôté la Couronne que vous lui avez donnée.* Le décret que vous fîtes autrefois contre Henri de France , en est une preuve bien plausible. Il s'étoit retiré à vôtre insçu pour aller recueillir la succession de son Père & de ses Freres : il vous écrit ensuite qu'il auroit soin de vous gouverner comme s'il fût demeuré en Pologne. Eutes-vous égard à cela ? Ne procedates-vous pas à une nouvelle élection ? La Pologne, *disiez-vous* , n'a jamais été gouvernée par des Lieutenans. Fort bien. Nous ne sommes pas de pire condition que vous. La Suède ne veut pas être sans Roi. Les Suédois répondirent de la même manière au reproche qu'on leur faisoit d'avoir assemblé les Etats sans la permission de Sigismond. *C'est une chose incontestable parmi nous* ,



1611. disoient-ils , que les premiers Officiers du Royaume peuvent convoquer les Etats dans l'absence du Roi. Vous en usez de même en certaines rencontres. Il n'y a pas long-temps que vous avez tenu une Diète sans la permission de vôtre Roi Sigismond. C'étoit pour maintenir vôtre liberté. A la bonne heure. Nous voulons aussi conserver la nôtre.

Le Roi de Suède envoie un cartel de défi au Roi de Dannemark.

Avant & après son élévation sur le trône, Charles fit la guerre en Livonie contre les Polonois. Quelquefois il eut de l'avantage. En d'autres occasions, il fit des pertes considérables. Mais les occupations que les Polonois eurent chez eux & du côté de la Moscovie, les empêchèrent de profiter d'une victoire considérable qu'ils avoient remportée en Livonie. Christian IV. Roi de Dannemark déclara ensuite la guerre au Roi de Suède. On ne fait si Christian ne se flatoit point de conquérir facilement la Suède affoiblie par ses divisions domestiques, & par la diversion de ses forces en Livonie, & en Moscovie même, où Charles soutenoit contre les Polonois le parti de Suski que les Moscovites avoient mis sur le trône. Quoi qu'il en soit, l'an 1611, le Roi de Dannemark écrivit une longue lettre aux Etats de Suède, pour se plaindre de plusieurs dommages que ses sujets & lui souffroient, à ce qu'il disoit, de la part des Suédois. Christian n'ayant pas reçu une réponse qui le satisfisoit, & il s'y attendoit bien sans doute, le Dannemark déclara la guerre à la Suède. Ceux qui

ont envie de quereller leurs voisins, sont communément plus prêts à faire irruption, que les autres ne le sont à se défendre. Christian entre en Suède; il prend la ville de Calmar, il attaque les Iles d'Oeland & de Borkholm, il s'en rend le maître. A son retour, le Roi de Danemark trouve celui de Suède campé devant lui près de Calmar.

Ce fut alors que Charles envoya un Héraut à Christian avec un cartel de défi qui courut dans toute l'Europe. Après quelques reproches assez forts que le Roi de Suède faisoit à son ennemi, *puisque vous êtes dans votre armée, lui dit-il, épargnons le sang innocent de nos sujets. Viudons nos différens dans un combat particulier, selon la loüable coutume des anciens Grecs. Je vous y appelle. Si vous le refusez, je ne vous regarderai jamais ni comme un homme d'honneur, ni comme un brave soldat.* Le Roi de Danemark fit une réponse beaucoup plus outrageante que la lettre qu'il avoit reçue. Il soutenoit que *les reproches de Charles n'étoient que des mensonges impudens d'un homme qui aimoit mieux dire des injures, que de combattre à la tête de son armée.* Quant au défi que vous me faites, ajoûtoit-il, *c'est une preuve que vous avez besoin d'Ellebore pour vous nettoier le cerveau.* Cela ne serviroit-il point à justifier l'ancien Poète Grec? On l'accuse de représenter ses Rois & ses Héros, comme des gens qui se disent l'un à l'autre les injures les plus basses & les plus grossières. En ve-

1611. rité, les Princes sont faits comme les autres. Ils s'oublient assez souvent : il leur échappe des paroles indignes de leur rang & de leur caractère. En voici un grand exemple.

Mort de Charles Roi de Suède. Il y a de l'apparence que Christian faisoit allusion à l'apoplexie, dont son ennemi avoit été surpris quelque temps auparavant. Les Etats de Suède aiant refusé à Charles d'assez grands subsides pour la guerre de Dannemark, dont la Suède étoit menacée, il s'emporta d'une manière si violente, qu'il tomba en apoplexie. Il se sentit toujours de cet accident qui lui affoiblit le corps & l'esprit. On croit que le chagrin des avantages que le Roi de Dannemark avoit remportez sur lui, fut cause que Charles eut une rechute. Il mourut le 31. Octobre suivant, âgé de 61. ans. Son fils Gustave Adolphe lui succéda. Ce Prince étoit encore mineur. Mais il avoit déjà donné des marques de son grand courage & de sa valeur.



# HISTOIRE

## DU REGNE

### DE

## LOUIS XIII.

Roi de France & de Navarre.

### LIVRE TROISIEME

**L**Es affaires de l'Europe avoient <sup>1612.</sup> changé de face depuis la mort d'Henri IV. L'Espagne que l'état florissant de la France au dedans & au dehors, faisoit trembler il n'y a pas deux ans, commençoit insensiblement à reprendre le dessus. Les fausses maximes de politique insinuées finement par le Pape & par le Grand Duc de Toscane à une Reine imprudente, ou plutôt les pistoles d'Espagne, dit un grand homme de ce temps-là, répandues à pro-

Etat de la France depuis la Régence de Marie de Médicis

1612.  
III. Discours  
du Duc de  
Rohan sur  
l'Etat de la  
France,  
après ses  
Mémoires  
en 4.

à propos dans le Conseil de France, causèrent cette soudaine révolution. Prevenue que l'alliance du double mariage entre les deux Couronnes, étoit nécessaire à l'établissement de son autorité contre les Princes du sang, & contre ceux qui voudroient la lui contester, Marie de Médicis mettoit la division dans la Cour & dans le Roiaume; elle donnoit de l'ombrage & de la jalousie aux meilleurs alliez de la Couronne; elle relevoit la puissance presqu'abattue des plus redoutables ennemis de son Fils. L'union avec l'Angleterre, les Provinces-Unies, les Princes Protestans d'Allemagne, la République de Venise, & le Duc de Savoie, faisoit la force de la France. Ces Souverains, que la trop grande puissance de la Maison d'Autriche intimidait, s'étoient liez avec le feu Roi. La bonne correspondance qu'il avoit eu soin d'établir dans une espèce de Ligue, dont il s'étoit fait le Chef, tenoit l'Espagne dans la crainte & dans le respect, elle mettoit Henri en état de tout entreprendre, quand il en seroit temps. Mais dès que les alliez de la France virent que la Régente vouloit se lier étroitement avec la Maison d'Autriche, les voilà qui commencent à se défier, ils prennent d'autres mesures.

Les Venitiens furent plus reservez. Le Duc de Savoie irrité de ce qu'on refusoit de s'en tenir aux Traitez qu'Henri avoit faits avec lui, cherche les moiens d'exciter des brouilleries en France : il

pen-

penſe à ſe jeter du côté de l'Eſpagne , pourvû qu'elle veuille favoriser ſon ambition par quelque'endroit. La France négligeant d'entretenir la bonne intelligence entre les Princes Proteſtans en Allemagne & ailleurs , ils ſe déſunirent les uns des autres ; & la Maiſon d'Autriche toujours attentive à ſes intérêts , ſût profiter habilement de leurs diviſions. Jacques Roi d'Angleterre eût pû ſuppléer au défaut d'Henri IV. & contraindre la Régente à ſuivre le plan que le feu Roi lui avoit laiffé. L'intérêt de la Religion Proteſtante & le bien de l'Angleterre, demandoient que Jacques y penſât, Mais le bon Prince n'aima jamais ſincèrement ni l'un, ni l'autre. La Cour de Rome ſ'accommodoit fort de cette nouvelle ſituation des affaires. Les Papes furent toujours Eſpagnols d'inclination. Sous le prétexte ſpécieux de ruiner l'heréſie, les Rois d'Eſpagne mettoient la Cour de Rome dans leurs intérêts. Les uns vouloient étendre leur domination temporelle , & l'autre ſervoit volontiers ceux qui aidoient les Papes à rétablir leur Monarchie ſpirituelle. Il ſemble que la Cour de France trouve maintenant à ſon gré cette ancienne politique de l'Eſpagne, pour ſe rendre le Pape favorable. Ne ſ'en feroit-on point aviſé trop tard ? La Cour de Rome ne garde jamais la neutralité avec la France que par néceſſité. Les François ont des principes trop oppoſez aux prétentions du Pape & à l'avarice de ſes Courtiſans.

On

1612.

On vit encore sous la Régence de Marie revivre les partis qui troublèrent la France sous celle de Catherine de Médicis. Pour maintenir son autorité, Marie abaissa les Princes du sang, à l'exemple de sa parente. Elle voulut se servir aussi de la Maison de Guise, liée nouvellement à celle du Duc d'Epemon. Au lieu de s'unir avec les vrais amis de la Couronne, elle s'abandonna aux conseils du Pape & du Roi d'Espagne, qui ne pouvoient s'agrandir qu'aux dépens du jeune Louis. Les Princes du sang continuèrent le mal : la raison étoit de leur côté, mais en renonçant à la Religion de leurs Pères, ils avoient perdu tout leur crédit. La force leur manqua pour s'opposer aux desseins de la Régente. Les Réformez de France bien intentionnez cherchoient à prévenir le mal que cette double alliance avec l'Espagne devoit causer à tous les Protestans. Que pouvoient-ils faire ? Les Princes du sang n'étoient plus à leur tête. Les grands Seigneurs de la même Communion divisez plus que jamais entr'eux depuis l'Assemblée de Saumur, pensoient à se ruiner les uns les autres. J'entre dans le détail de l'an 1612. On commencera d'y voir ces trois partis, leurs intrigues, & leur situation différente. La Régente & ses confidens couvriront leurs mauvaises intentions du nom de l'autorité du Roi. Les Princes du sang voudront crier au mauvais gouvernement : mais ils ne seront pas écoulez,

ou

où bien, on les fera taire par des promesses trompeuses & par de légères gratifications. Le Parti Protestant convaincu qu'on travaille tout de bon à sa ruine, se plaindra assez hautement : il se remuera mêmes sans obtenir aucun soulagement. Ses propres divisions empêcheront qu'il n'ait assez de force pour faire écouter ses justes remontrances. 1612.

Cosme Grand Duc de Toscane uni en-Négociation  
core plus étroitement à la Maison d'Au-  
triche, par son mariage avec Magdelaine du double  
Archiduchesse de Gratz, continuoit la mariage en-  
négociation que Ferdinand son père avoit tre la Fran-  
commencée, du double mariage entre les ce & l'Es-  
deux Couronnes de France & d'Espagne. pague.  
Pour obtenir plus aisément le consente-  
ment du feu Roi, il en mit un troisième  
sur le tapis. L'Infant Dom Carlos se-  
cond fils de Philippe III. fut proposé pour  
Madame Christine seconde Fille de Fran-  
ce. Le Roi d'Espagne offroit de donner  
à l'Infant la souveraineté des Pais-bas  
après la mort de l'Archiduchesse Isabelle.  
Persuadé que cette nouvelle proposition  
n'étoit qu'un piège tendu adroitement  
pour lui faire abandonner la protection  
des Provinces-Unies, Henri ne l'écouta  
pas plus que les précédentes.

Dès qu'on eut reçu à Madrid la nouvel-Siri Memo-  
le de sa mort, l'Ambassadeur du Grand ris Recondi-  
Duc reprit l'affaire du double mariage. te. Tom. II.  
Il n'ignoroit pas que son Maître l'auroit Pag. 350.  
encore plus à cœur, pour faire plaisir 351. &c.  
à Marie de Médicis qui avoit toujours



1612. ardemment fouhaité qu'elle pût réuffir. Le Duc de Lerme & les autres Miniftres Efpagnols consentirent volontiers à remettre la négociation fur pied. Mais la France ne leur paroiffant plus fi redoutable qu'auparavant, ils firent d'autres propofitions. Ces Meffieurs ne voulurent plus entendre parler du troifième mariage de Dom Carlos avec Chrifline. Leur Roi, difoient-ils, ne jugeoit pas à propos de féparer pour toujours de la Monarchie d'Efpagne, la Souveraineté des Pais-bas. On faisoit même connoître que Philippe ne defefpéroit pas de reduire les Provinces-Unies après que la trêve feroit expirée, ou rompue. Sous prétexte que les Filles de France n'apportent avec elles aucun droit à la fucceffion de la Couronne, le Confeil d'Efpagne fit encore difficulté de donner l'Infante aînée au nouveau Roi de France. On n'offroit plus que la cadette. Marie de Médicis vouloit bien s'en contenter, pourvû que Philippe prît auffi la feconde Fille de France. C'étoit un moien de donner fatisfaction au Duc de Savoie qui demandoit avec inftance l'accompliffement de la promeffe que le feu Roi lui avoit faite d'accorder Madame Fille aînée de France au Prince de Piémont. Mais l'Efpagne prétendoit auffi empêcher que Charles Emmanuel ne prît de trop grandes liaifons avec la France. Tant de vûes différentes rendoient la nouvelle négociation affez difficile.

L'en-

L'envie de traverser les desseins du Duc, fut cause que le Conseil d'Espagne aimamieux donner l'Infante aînée au Roi de France, que de laisser au Prince de Piémont Elisabeth Fille aînée de France. On convint vers la fin de l'an 1610. que Louis & le Prince Philippe épouseroient chacun l'aînée des deux Maisons de France & d'Espagne, à condition qu'Anne Infante destinée au Roi de France, renonceroit à toutes les prétensions qu'elle, ou ses enfans, pourroient jamais avoir sur les Etats de la Monarchie d'Espagne. C'est l'expédient qu'on avoit trouvé, afin que les conditions du Roi de France ne fussent pas meilleures que celles du Prince Philippe. Le Duc de Toscane eut la commission de faire la demande des Princesses de la part des deux Rois. Marie de Médicis avoit ce qu'elle souhaitoit depuis fort long-temps. Mais elle ne savoit comment s'y prendre pour faire agréer le double mariage en France. Villeroi avoit négocié le Traité. Toujours suspect d'être Pensionnaire d'Espagne, ce Ministre s'intriguoit autant qu'il pouvoit pour le faire réussir. Le Duc de Sulli s'y opposa vivement avant sa disgrâce. *Je saurai bien vous empêcher*, dit-il un jour à Villeroi en présence de la Régente, *de porter Sa Majesté à suivre les fantaisies du Pape & du Roi d'Espagne. L'amitié des Souverains Protestans est plus utile à l'Etat que celle de Paul & de Philippe.* La Reine écouta cela sans rien dire. Mais

1612.  
Siri *Memo-*  
*ria Recondi-*  
te. Tom. II.  
Pag. 359.  
447. 448.

1612. Mais des paroles si hardies, si dignes d'un bon François, ne contribuèrent pas peu à faire avancer la disgrâce du Duc. On esperoit que le projet du double mariage réüssiroit facilement, quand Sulli ne seroit plus dans le Ministère. Le Maréchal de Bouillon moins inflexible, paroissoit propre à faire agréer le dessein de la Régente aux Protestans du dedans & du dehors.

Le double mariage est conclu entre les deux Rois.

Siri *Memoire Recondite*. Tom. II. Pag. 524. 525. 526. &c.

A la fin du mois d'Avril en 1611. on demeura d'accord de tout. Le Traité du double mariage fut signé, & les deux Rois se promirent réciproquement par écrit de l'accomplir. Le Pape & le Grand Duc de Toscane en étoient les Médiateurs. Le Traité du mariage particulier entre le Roi de France & l'Infante devoit être dressé & publié à Paris. Celui du Prince d'Espagne & de Madame Elizabeth, à Madrid. On fit encore un Traité de Ligue défensive entre les deux Couronnes. Louis & Philippe s'engageoient à se donner mutuellement certains secours, en cas que l'un ou l'autre fût attaqué au dehors, ou qu'il eût quelque soulèvement à reprimer au dedans de ses Etats. Les Espagnols avoient demandé que la Ligue fût offensive; mais la Régente n'y voulut pas consentir. Cela suffisoit pour la convaincre que Philippe ne cherchoit qu'à faire perdre à la France l'amitié & la confiance des Princes & des Etats Protestans. Content de stipuler que les deux Traitez demeurassent secrets quelque

que temps encore, Marie n'eut pas la 1612.  
 prudence de rompre une négociation dont  
 les ennemis de la prospérité du jeune  
 Louis, se servoient pour lui tendre des  
 pièges de tous côtez. L'Assemblée pro-  
 chaine des Réformez à Saumur, fut la  
 cause du délai que la Régente demanda.  
 On craignoit que cette nouvelle ne les al-  
 larmât trop, & qu'ils ne prissent des me-  
 sures pour s'opposer à un dessein si con-  
 traire au repos & à la seureté commune de  
 tous les Protestans.

La Régente & ses Confidens employé-  
 rent tout leur esprit à gagner les Princes du  
 sang & les grands Seigneurs, afin que l'af-  
 faire du double mariage passât sans aucu-  
 ne contradiction. L'union du Prince de  
 Condé & du Comte de Soissons, étoit un  
 des plus grands obstacles à surmonter. On  
 s'intrigua pour les desunir. Et quand on  
 s'apperçut qu'ils étoient trop fermes l'un  
 & l'autre, on tâcha de les gagner séparé-  
 ment par des promesses de leur accorder  
 quelques nouvelles gratifications. Ils s'é-  
 toient retirez tous deux de la Cour, mé-  
 contents de ce qu'on avoit traité avec l'Es-  
 pagne sans leur participation, quoi qu'on  
 eût dépêché des Couriers exprès, pour en  
 donner avis au Cardinal de Joieuse & au  
 Duc d'Epemon. Le Comte de Soissons a-  
 voit en tête de faire éloigner les Ministres,  
 & sur tout le Chancelier de Silleri qu'il  
 haïssoit plus que les autres. Soissons accu-  
 soit ce premier Magistrat d'une avarice  
 honteuse & insatiable, de vendre publi-  
 que-  
 Intrigues à la Cour de France lors-  
 que le Traité du double mariage fut connu.  
 Mémoires de la Régente de Marie de Médicis.

1612. quement la justice au deshonneur du Gouvernement & au dommage des particuliers, qui avoient des affaires à solliciter auprès de lui. Quoique le Comte de Soissons eût un extrême chagrin contre le Marquis d'Ancre depuis la rupture du mariage proposé entre le fils de l'un & la fille de l'autre, il gardoit encore quelques mesures avec ce Marquis. Ils s'accordoient fort bien ensemble pour l'éloignement des Ministres. Le nouveau Faveur croioit trouver sans cesse des obstacles à l'augmentation de son crédit, tant qu'ils demeuroient en place. Après quelques négociations, les deux Princes revinrent à la Cour.

*Siri Memo-* Le Connétable de Montmorenci fut  
*rie Recondi-* leurré du mariage de son fils avec une  
*te. Tom. II.* Princesse de la Maison de Mantouë nièce  
*Pag. 599.* de la Reine. Le Maréchal de Bouillon  
*600. 601.* disoit bien quelquesfois dans le Conseil  
*607. 612.* qu'une liaison trop étroite avec l'Espagne seroit préjudiciable à l'Etat. Mais dans le fonds il avoit fait son marché. Lesdiguieres mouroit d'envie d'être Duc & Pair dans toutes les formes. L'espérance qu'on lui donnoit de faire vérifier au Parlement les Lettres qu'il avoit obtenues pour cette dignité, le rendoit souple & complaisant à toutes les volontez de la Cour. Le Duc de Guise, à qui Marie avoit eu recours dans les embarras que lui causoit la résistance des Princes du sang, l'assura des services de tous ceux de sa Maison, & de tous leurs amis. *J'ai seu-*

*seulement une grâce à vous demander , Madame , dit-il à la Reine : c'est qu'après cet important service , Votre Majesté ne nous abandonne pas , comme elle a déjà fait , au ressentiment des Princes du sang.* 1612.

Le Duc d'Epéron étoit encore fort nécessaire à la Régente dans cette occasion. Il étoit sorti de la Cour assez mécontent. Mais on l'avoit ménagé durant son absence. Quand il y revint , on lui fit toutes les caresses imaginables. Le Prince de Conti , le Duc de Guise & la Maison de Lorraine , le Duc de Nevers , tous les Courtisans excepté les Créatures , du Prince de Condé & du Comte de Soissons , lui rendirent des honneurs extraordinaires. Le Chancelier , Villeroi , & Conchini lui témoignèrent autant de respect & de déférence qu'il en pouvoit souhaiter. C'étoit bien le moien le plus sûr d'engager cet homme fier & hautain , à se faire un point d'honneur de l'emporter sur les Princes du sang , & de s'opposer à eux vigoureusement s'ils entreprennent de rompre le Traité du double mariage. L'Ambassadeur d'Angleterre se plaignoit hautement de cette alliance. Mais on esperoit d'appaîser son Maître en lui envoyant le Maréchal de Bouillon. Aersens Ambassadeur des Provinces-Unies faisoit grand bruit ; il remuoit ciel & terre pour empêcher une affaire , dont les suites paroîssent à craindre pour sa République. Refuge eut ordre d'aller à la Haie pour rassurer le Prince

1612. Maurice & les Etats Généraux. Enfin Schomberg fut envoyé vers les Princes Protestans d'Allemagne, afin de dissiper les ombrages que cette nouvelle alliance pouvoit leur causer.

Le double  
mariage  
passe enfin  
au Conseil  
de France.

Siri *Memo-*  
*rie Recondi-*  
*te.* Tom. II.  
Pag. 618.  
619. &c.

Le Prince de Condé & le Comte de Soissons étant revenus à la Cour vers le commencement de l'an 1612. on prépara tout de bon les esprits à consentir au double mariage, quand il seroit proposé au Conseil. Mais les deux Princes n'étoient point encore satisfaits. Le jour qu'ils furent appelez au Conseil, Condé demanda premierement que chacun opinât à son rang. Silleri Chancelier fit un grand éloge de la prudente administration de la Reine, il exposa les grands biens que le double mariage devoit apporter à l'Etat. Le Duc de Guise déploya cette éloquence naturelle à ceux de sa Maison. *Il n'y a point à délibérer sur une proposition si avantageuse, disoit-il: nous devons seulement rendre grâces à Dieu de ce que Sa Majesté a heureusement executé le noble dessein que le Ciel lui avoit inspiré.* Montmorenci Connétable & les Ducs de Nevers & d'Epéron applaudirent. Les Maréchaux de Bouillon & de Lefdiguières ajoûterent seulement qu'il falloit prendre garde que le nouveau Traité avec les Espagnols, ne fût préjudiciable aux anciennes alliances de la Couronne avec les autres Souverains.

Le rang du Prince de Condé vint enfin. L'air décisif du Duc de Guise l'avoit tel-

tellement surpris , qu'il en étoit tout déconcerté. *Puisque c'est une affaire conclue,* dit-il froidement, *il n'étoit pas nécessaire de nous demander notre avis.* On crut que les deux Princes étoient venus dans le dessein de s'opposer au Traité. Les paroles qui échapperent au Comte de Soissons confirmèrent encore les gens dans cette pensée. *Vous voyez, Monsieur,* dit-il en se tournant vers le Prince de Condé, *qu'on nous traite ici comme des valets.* La Régente piquée de ce reproche , voulut parler ; mais le Chancelier l'en détourna habilement , en proposant quelque autre chose. On conclut ainsi que le double mariage seroit publié le 25. jour du mois de Mars suivant ; & le nouveau Duc de Mayenne fut destiné à l'Ambassade extraordinaire d'Espagne pour faire la demande de l'Infante avec les cérémonies accoutumées. Le Prince de Condé & le Comte de Soissons montrèrent une grande foiblesse en cette rencontre. Leur conscience ne leur permettoit pas d'approuver la chose ; & la crainte , ou l'espérance les empêcha de parler comme ils devoient. *Monsieur,* dit alors le Connétable à son beau-fils le Prince de Condé, *vous ne savez ni combattre avec courage , ni céder avec prudence.*

La Régente se trouvoit dans un autre Le Nonce  
 embarras à l'occasion de l'Arrêt que le du Pape se  
 Parlement avoit rendu sur le différend plaint de  
 de l'Université de Paris avec les Jésuites l'Arrêt du  
 pour l'ouverture de leur Collège de Clermont sur le pro-



1612.  
cès de l'U-  
niversité de  
Paris contre  
les Jésuites.

Sirl Memo-  
rie Recondi-  
te. Tom. II.  
Pag. 624.  
625. &c.

mont. Les bons Peres s'étoient flatez que le Premier Président de Verdun leur seroit aussi favorable, que son Prédecesseur leur étoit contraire. Mais leur espérance fut bien trompée. Soit que ce Magistrat affectât de paroître zelé pour les libertez de l'Eglise Gallicane, soit que les remontrances du Docteur Richer Syndic de la Faculté de Paris, & le Plaidoié de l'Avocat Général Servin, eussent convaincu le Premier Président, que si la Societé mettoit une fois le pied dans l'Université de Paris, elle y établiroit ses dogmes pernicioeux, soit enfin que Verdun n'aimât pas plus les Jésuites dans le fonds de son cœur, que les autres Magistrats, il prit un air si gai, si content avant que de prononcer l'Arrêt, que les bons Peres crurent avoir gagné leur procès. Quel le fut leur mortification, quand ils entendirent qu'on leur ordonnoit de signer incessamment qu'ils se conformeroient à la doctrine de l'Ecole de Sorbonne, mêmes en ce qui concerne la conservation de la personne sacrée des Rois, la manutention de leur autorité Roiale, & les libertez de l'Eglise Gallicane, selon qu'il étoit porté dans les quatre articles qu'on leur avoit proposez, & qui furent énoncez dans la prononciation de l'Arrêt ! Cela réduisoit la Compagnie à une étrange extrémité. Il falloit qu'elle souscrivît à une doctrine detestée à la Cour de Rome, ou qu'elle s'exposât à sortir peut-être une seconde fois du Roiaume. Les Curez  
de

de Paris s'étoient déjà liez pour presenter conjointement une Requête au Parlement, afin que le Confessionnal fût défendu aux Jésuites. L'Université en donnoit une autre pour demander qu'il leur fût enjoint de fermer leurs Colléges dans toutes les villes du ressort du Parlement de Paris, où ils enseignoient, sans que les Lettres patentes que le feu Roi leur avoit accordées, fussent vérifiées au Parlement. Les bons Peres n'avoient plus d'autre ressource que d'employer l'intercession du Nonce, & de faire agir les Cardinaux & les Prélats dévoüez à la Cour de Rome.

Ubalдини Nonce du Pape n'eut pas de peine à se remuer en leur faveur. Il n'étoit pas moins allarmé que les Jésuites. Le Premier Président se vançoit de faire recevoir solennellement dans la Faculté de Paris les quatre articles proposez aux bons Peres, & tout ce que l'Avocat Général avoit avancé dans son Plaidoié. Dans la première audience que le Nonce eut de la Régente, il fit de grandes plaintes contre le nouvel Arrêt, & contre Servin. Son discours finit par d'instantes prières à Sa Majesté, de prévenir promptement le mal que l'entreprise du Parlement, disoit-il, alloit causer à la Religion. Marie de Médicis donna de bonnes paroles au Nonce. Mais ce n'étoit pas assez d'avoir surpris une femme peu éclairée, superstitieuse au dernier point, & absolument dépendante du Pape : il

1612.

fallait encore gagner les Ministres d'Etat & les Principaux du Parlement. La Régente ne pouvoit rien faire sans eux dans cette occasion. Le Nonce envoie premièrement son Auditeur chez les Ministres. Il fit grand bruit. *Est-ce donc*, disoit cet Italien, *que les Avocats Généraux croient avoir droit de proposer au Parlement des questions qui regardent l'administration des Sacremens ? Cette Compagnie prétend-elle en juger souverainement ? Si l'Arrêt qu'elle a donné, obligeoit seulement les Jésuites à suivre la doctrine reçue dans toute l'Eglise, ou du moins celle que les Prélats de l'Eglise Gallicane font profession de croire, la chose pourroit être supportable. Mais que le Parlement veuille les astreindre à se conformer à ce qui n'est enseigné que dans un aussi petit Corps que celui de Sorbonne, le Pape ne peut pas se dispenser de condamner une procédure si insoutenable.* L'Auditeur insistoit ensuite de la part du Nonce, que le Conseil privé du Roi donnât un Arrêt pour casser celui du Parlement, ou du moins pour en suspendre l'exécution.

Investives  
du Nonce  
contre l'A-  
vocat Géné-  
ral Servin.

Son Maître crioit de son côté. Il demandoit si la Sorbonne prétendoit faire schisme dans l'Eglise, en adoptant une doctrine contraire à celle de toutes les autres Universitez. *Si cela continuë*, disoit-il, *le Pape sera enfin obligé de presser la convocation d'un Concile National en France pour y faire condamner la doctrine de la Sorbonne comme téméraire, fautive, & erronée. Cependant Sa Sainteté procédera par la voie*  
des

*des censures Ecclesiastiques contre les Docteurs qui souscriront aux articles que le Parlement propose aux Jesuites. Pour ce qui est de Servin, ajoûtoit le Ministre Italien, on n'ignore pas que c'est un franc Huguenot pensionnaire du Roi d'Angleterre. On devroit lui ôter sa Charge, ou du moins lui défendre de parler désormais de ce qui regarde la Religion, le Pape, la Cour de Rome, & les immunités de l'Eglise. Cet homme infecte la jeunesse du Palais de ses mauvais sentimens : il cherche à servir le Parti Huguenot en rompant la bonne intelligence de la Cour de France & du S. Siège, & en semant la jalousie & la défiance entre le Pape & le Roi Très-Chrétien. Le Nonce soutenoit encore que le Clergé de France devoit excommunier l'Avocat Général. Si le respect humain arrête les Evêques, ajoûtoit-il, le Pape procedera lui-même contre un homme qui se mêle de faire de nouveaux articles de Foi, & de condamner d'herésie des dogmes conformes aux veritez que l'Eglise Catholique enseigne. Paul V. auroit-il osé l'entreprendre, d'excommunier un des premiers Magistrats de France pour avoir soutenu les interêts du Roi & de l'Etat ? Plût à Dieu que ce Pape hautain s'en fût avisé. On auroit vu comment l'Eglise Gallicane auroit défendu ce grand article de ses libertés, qu'un Magistrat ne peut être excommunié pour tout ce qui regarde l'exercice de sa charge. Je doute que Paul V. se fût aussi bien tiré de cette affaire que de son interdit fulminé contre la République de Venise.*

1612.

Le Nonce se récrioit principalement sur l'article du sceau de la Confession au regard des attentats contre la personne des Rois & contre l'Etat. Il ne le traitoit de rien moins que d'impiété & de sacrilège. *Cette doctrine, disoit-il, est contraire à la secreté de la personne des Princes.* Cela est surprenant. Car enfin, le Parlement prétendoit rendre un service considerable au Roi, en établissant que le Confesseur est obligé de révéler ce qu'il apprend des attentats contre la personne du Prince & contre l'Etat. Voici comment le Ministre du Pape raisonnoit. *Si cette doctrine est reçue, poursuivoit-il, ceux qui concevront ces noirs desseins, ne voudront jamais s'en confesser. Un Prêtre ne pourra donc plus détourner son pénitent d'exécuter sa mauvaise entreprise. Quand on apprend ces sortes de choses par la voie de la Confession, il est permis d'avertir le Prince ou le Magistrat, en termes généraux sans nommer & sans désigner les personnes. Or vouloir détourner les gens de se confesser du crime qu'ils méditent, c'est ôter à leurs Confesseurs le moyen de rendre du moins ce bon service au public.* Ce que Ubaldini disoit contre l'article de la superiorité du Pape au dessus du Concile, étoit plus malin & plus capable d'effraier la Régente. *Les mêmes argumens, crioit-il par tout, dont la Sorbonne se sert pour établir ce dogme, prouvent aussi que les Etats Généraux du Roiaume sont au dessus du Roi. Les Huguenots ou du moins les Catholiques brouillons pourront appeller encore*

*encore au Concile futur de la sentence de divorce que Clement VIII. a prononcée entre le feu Roi & la Reine Marguerite. La naissance du Roi n'est pas certaine selon ces principes, on est en droit de se pourvoir contre la Régence de la Reine. Servin en veut venir là. C'est un ennemi déclaré de la Reine & de son Conseil.*

Ce grand vacarme excité par le Nonce, fut cause que Marie de Médicis & ses Ministres prirent la résolution d'appaiser l'Italien. Mais les grands Seigneurs & les Ministres ne convenoient pas bien entr'eux des expédiens qu'il falloit prendre. Les Seigneurs vouloient que la Régente suspendit l'exécution de l'Arrêt du Parlement, qu'elle évoquât l'affaire à son Conseil, & qu'on fit une si forte réprimande à l'Avocat Général, qu'il ne s'avisât jamais de mettre la Reine en de si grands embarras. Les Ministres n'étoient pas de l'avis des Seigneurs. Ils craignoient que cette hauteur n'irritât le Parlement. La prudence veut qu'on le ménage beaucoup plus dans une minorité, qu'en tout autre temps. On trouva donc plus à propos d'empêcher doucement que la Sorbonne s'expliquât sur les quatre articles, & d'engager le Parlement à modifier lui-même son Arrêt, & à ne plus recevoir de nouvelles Requêtes contre les Jésuites. Conchini fut chargé de parler aux Présidens du Parlement de la part de la Régente, & de leur dire que Sa Majesté souhaitoit que

1612. l'Arrêt fût adouci. Le Chancelier de Sillery & Villeroi s'emploierent encore pour obtenir cela des Magistrats.

Démarches  
du Nonce  
auprès du  
Parlement  
pour obtenir une modification de  
l'Arrêt.

Cette résolution ne plut point au Nonce. Il se voioit renvoyé aux gens du Parlement pour négocier avec eux une modification de leur Arrêt qui pût être au gré du Pape. Ces Messieurs sont ordinairement plus roides, ils ont moins de complaisance pour la Cour de Rome, que les Ministres d'Etat. Voilà donc l'Auditeur d'Ubal dini encore une fois en campagne. Il va trouver le Premier Président de Verdun. Son Maître lui avoit donné ordre de parler à ce Magistrat avec beaucoup d'adresse & de civilité. L'Auditeur debute par de grandes louanges du zèle du Premier Président pour le bien de l'Eglise, de sa dévotion envers le S. Siège, de son affection au service de la Reine, enfin de son inclination à faire du bien aux Jesuites. Après de longs complimens à l'Italienne, vinrent les plaintes contre l'Arrêt du Parlement, & contre le Plaidoié de Servin: enfin, les instances au Magistrat de ne point démentir la bonne opinion qu'on avoit de lui, & de la confirmer en faisant modifier l'Arrêt. Verdun s'excusa en disant qu'il n'étoit pas le maître de ce que le Parlement ordonnoit à la pluralité des voix. Il dit que l'Avocat Général n'avoit parlé du Saint. Pere; qu'en termes fort respectueux: il promit qu'on ne recevrait plus de nouvelles Requêtes. contre les Jesuites;

suïtes ; & qu'on prendroit des mesures pour assoupir cette affaire. Pour ce qui regardoit la modification de l'Arrêt, Verdun répondit que si les quatre articles n'y étoient pas énoncez, on ne croiroit pas que M. le Noncé eût sujet de se plaindre.

*Cependant, ajoûta-t-il, nous verrons encore ce qui se pourra faire pour sa satisfaction.*

L'Auditeur insista que l'Arrêt seroit toujours infamant pour les Jésuites, & qu'on y supposoit que leur Compagnie enseignoit une doctrine contraire à la sûreté de la personne des Princes. *Comment ces bons Peres, ajoûtoit l'Auditeur, pourront-ils promettre en sûreté de conscience de se conformer à la doctrine de la Sorbonne touchant les libertez de l'Eglise Gallicane ? Ces paroles renferment tout ce que M. l'Avocat Général a dit dans son Plaidoié contre l'autorité du Pape & contre la Jurisdiction Ecclésiastique.*

Ce fut en vain que l'Auditeur déploya toute son éloquence. Le Premier Président demeura toujours inflexible à ne point retrancher de l'Arrêt ce qu'on y disoit des libertez de l'Eglise Gallicane. Le Chancelier & Villeroy en aiant pressé Verdun de la part de la Régente, *Sa Majesté, répondit-il courageusement, feroit mieux de casser le Parlement, que de l'obliger à changer ses Arrêts pour complaire à un Ministre étranger.* Tout ce qu'on put obtenir du Premier Président, ce fut que les quatre articles ne seroient pas énoncez dans l'Arrêt, & qu'en parlant des

Modification de l'Arrêt du Parlement.



1612. libertez de l'Eglise Gallicane, on ajouteroit ces mots, *de tout temps gardées & observées dans le Roiaume*. On promit aussi que les Jezuïtes ne seroient point contrainsts à souscrire malgré eux. La Régente confirma toutes ces choses au Nonce, elle déclama fortement contre le pauvre Servin. *Je vous répons*, dit-elle, *qu'il ne s'échappera plus de la sorte, nous saurons désormais le rendre sage.*

Intrigues  
du Nonce  
dans le  
Clergé.

Ubalдини s'étoit encore intrigué dans le Clergé, pour soulever les Evêques. Le Cardinal du Perron & celui de Gonzague, qui étoit alors à Paris, crioient par tout à *l'herétique* contre l'Avocat Général. Marquemont Archevêque de Lion agissoit fortement de son côté auprès des Ministres & des Prélats. Servin se trouvant un jour dans le cabinet de la Reine avec les Cardinaux de Gonzague & du Perron, celui-ci eut l'audace de dire à l'Avocat Général qu'il étoit un ignorant. Le Cardinal étoit devenu extrêmement fier par les applaudissemens que sa facilité de parler & d'écrire lui attiroit de la part de la multitude qui se laisse plutôt éblouir par le faux brillant d'une imagination vive & agréable, que convaincre par la solidité d'un raisonnement, que la plupart de gens ne sont pas capables de bien discerner. Ce qui nous reste de Servin & du Cardinal, prouve assez que l'Avocat Général en savoit bien autant que du Perron. Du moins le Magistrat avoit plus de droiture d'esprit

prit & plus de sincerité. L'adroit Cardinal n'avoit pas osé entreprendre Servin sur l'autorité du Pape, ni sur les libertez de l'Eglise Gallicane. Il n'y auroit pas eu de l'avantage. Mais il se jetta sur l'article du sceau de la Confession. Et comme le Cardinal étoit grand parleur & grand Sophiste, il embarassa tellement la question, pour trouver des herésies dans ce que l'Avocat Général avoit dit, que Servin ne se reconnoissant plus lui-même, nia qu'il eût dit ce que du Perron lui imputoit.

Non content d'avoir donné un Mémoire à la Régente contre Servin, le Cardinal de Gonzague voulut encore l'attaquer en presence de la Reine. Il appella Servin hérétique, ennemi du Roi, de la Régente & de l'Etat. L'Avocat Général repliqua sans s'émouvoir que sa Charge l'obligeoit à veiller sur ce qui peut concerner les intérêts de son Maître & le bien du Roiaume. *Je sais, Monsieur, ajouta-t-il, que vous avez l'honneur d'appartenir à Sa Majesté. La qualité de neveu de la Reine me donne du respect pour vous : mais je ne dois rendre compte de ma conduite qu'à Sa Majesté.* Gonzague reparut, que le meilleur service que Servin pût rendre au Roi, c'étoit de ne s'écarter jamais de la Foi Catholique, de ne brouiller point la France avec le Saint Siège, & qu'on ne pouvoit pas être bon serviteur du Roi & ennemi du Pape en même temps. *Avant que de nous faire des leçons, dit alors Servin indigné de la hardiesse d'un Cardi-*

1612. nal qui menoit une vie scandaleuse à Paris, vous devriez penser, Monsieur, à nous donner de bons exemples. La Reine interrompit promptement l'Avocat Général. Elle lui ordonna en le congédiant de faire satisfaction au Cardinal. *Je n'en demande point*, reprit Gonzague. *Cet homme n'est pas capable de m'offenser.* Pauvre défaite d'un grand Seigneur que la verité du reproche avoit vivement piqué !

Les Prélats qui se trouvoient à Paris animés par l'Archevêque de Lion, se mirent aussi à crier contre l'Arrêt du Parlement & contre l'Avocat Général. Ils blâmoient fort les Evêques de Beauvais & de Noion qui avoient assisté au jugement comme Pairs Ecclésiastiques, de ce qu'ils n'étoient pas sortis de l'Audience, dès qu'ils avoient entendu ce que Servin disoit contre l'autorité du S. Siège, & contre les immunités de l'Eglise. Quelques-uns étoient d'avis de condamner comme hérétique ce que l'Avocat Général avoit dit de la Confession. Mais cela ne contentoit pas le Nonce. S'arrêter à ce seul article, c'étoit approuver tacitement les autres de la supériorité du Concile au dessus du Pape, & des libertés de l'Eglise Gallicane. Les Evêques n'étoient pas même bien d'accord entr'eux sur l'article de la Confession. Ils croioient encore n'avoir pas assez d'autorité dans une Assemblée particulière, pour prononcer sur une question de cette importance ; & ils manquoient de hardiesse pour l'entreprendre.

dre. Ubaldini fut plus heureux en Sorbonne. Il y forma une assez nombreuse cabale pour empêcher que la Faculté de Paris ne se déclarât sur les articles. Le Docteur Duval à la tête de son parti, promit de répondre, en cas que le Parlement les présât, que la Faculté ne pouvoit rien faire sans les Evêques, ni sans un ordre exprès de la Régente; les articles dont il étoit question, ne regardant pas seulement la Religion, mais encore les affaires d'Etat.

Cependant les Jésuites n'étoient pas <sup>des Jésuites</sup> Embaras peu embarrassés. Ils mouroient d'envie <sup>entre la</sup> d'ouvrir leur Collège de Clermont. Pour <sup>Cour de</sup> en obtenir la permission, il falloit sui- <sup>Rome & le</sup> vre l'avis que le Président Séguier leur <sup>Parlement</sup> bon ami, & quelques autres donnoient <sup>de Paris.</sup> à la Compagnie, de contenter le Parlement par une promesse de se conformer à la doctrine communément reçue dans l'Université de Paris. Mais cela les exposoit aussi à l'indignation du Saint Père & de la Cour de Rome. Le Cardinal du Perron, l'Evêque de Paris, & plusieurs autres Prélats, ne leur conseil-  
loient point de faire cette démarche. Ubaldini les en conjuroit, persuadé que l'honneur du Saint Siége étoit intéressé dans leur affaire. Après de grandes consultations, le Provincial accompagné de cinq autres Jésuites, s'en va, sans en avertir le Nonce ni les Cardinaux, faire une déclaration par écrit au Greffe, semblable à celle que le Pro-

1612. Provincial avoit faite de vive voix dans le Parlement. Les bons Peres crurent qu'ils se tireroient assez d'intrigue avec la Cour de Rome, après que la chose seroit faite, & qu'ils en seroient quittes pour quelques reprimandes de la part du Nonce & de leur Général, qui n'en seroit pas trop fâché dans le fonds de son ame.

Dès que le Nonce eût appris ce que les Jesuites avoient fait, il entra dans une furieuse colere. Le P. Coton fut chargé de l'aller trouver pour l'appaiser. Le Jesuite doucereux eut beau lui représenter que son Provincial n'avoit pas cru mal faire, en signant ce qu'il avoit déjà dit de vive voix, que la regle de la Compagnie veut qu'elle se conforme aux sentimens des Universitez où elle a des Collèges, que leurs bons amis leur conseil-loient de prévenir les chagrins que le Parlement ne manqueroit pas de leur faire, si la Societé refusoit opiniâtement d'obéir à l'Arrêt; enfin qu'ils avoient cru que le Pape avoit des raisons de ne leur pas donner une permission expresse de se soumettre à la loi que le Parlement vouloit leur imposer; mais qu'ils espéroient aussi que Sa Sainteté ne leur feroit pas mauvais gré d'avoir contenté le Parlement à l'insçu de la Cour de Rome. Le Nonce ne se paya point de ces raisons. *Est-ce à vous, dit-il à Coton, de deviner les intentions du S. Pere? Il falloit consulter son Ministre qui les sait mieux qu'aucun autre.*

*Et*

*Et puis que vous deviez vous conformer aux sentimens des Universitez, pourquoi n'avez-vous pas attendu que la Sorbonne expliquât nettement ce qu'elle croit ? Au lieu de consulter vòtre Président Séguier & des gens de Palais, il eût été plus à propos de prendre mon avis & celui des Prélats bien intentionnez, & d'attendre les ordres de vòtre P. Général.* Coton n'eut rien à repliquer. Mais l'affaire étoit finie. Le Nonce ne pouvoit plus même se plaindre à la Régente de la violence que le Parlement avoit faite aux Jesuites. On lui auroit reparti que les bons Pères étoient allez d'eux-mêmes, sans aucune nouvelle formation, promettre de se conformer aux sentimens de l'Université & aux intentions du Parlement. Comme les équivoques, les réticences, les restrictions mentales sont toujours la grande ressource de la Société, les Jesuites de Paris s'en servirent merveilleusement bien dans les lettres qu'ils écrivirent à Rome pour se justifier auprès du Pape & du Cardinal Borghése son neveu. Peut-on s'empêcher de rire en voiant Coton dire froidement au S. Pere, que par les libertez de l'Eglise Gallicane, on n'entendoit que le Concordat fait entre Leon X. & le Roi François I ?

Ubaldirsi se donnoit encore beaucoup de mouvement dans le Clergé & en Sorbonne pour perdre Richer Docteur & Syndic de la Faculté de Paris. Au commencement de cette année, on débita deux

Un Livre du Docteur Richer Syndic de la Faculté de Paris y fait grand bruit.

1612.

deux petits Livres, dont l'un causa de grandes affaires à son Auteur, quoi qu'il n'y eût pas mis son nom. Le premier n'étoit qu'un recueil de quelques Décrets de la Faculté de Paris sur l'autorité du Pape. On prétendoit prouver par là que l'ancienne doctrine de la Sorbonne, c'est que Jesus-Christ a institué un gouvernement *Aristocratique* dans son Eglise. Et parce que la Cour de Rome accuse d'Huguenotisme tous ceux qui s'opposent à ses usurpations, l'Auteur du recueil voulut prévenir ce reproche contre la Faculté, en joignant à son recueil les Décrets de la Sorbonne contre Luther & contre du Plessis-Mornai. Le second Livre developoit l'hypothèse du gouvernement *Aristocratique* de l'Eglise. Il étoit intitulé, *De la Puissance Ecclesiastique & Politique*.

L'Auteur prétendoit que la Jurisdiction spirituelle appartient proprement à l'Eglise, & que le Pape & les Evêques ne sont que les instrumens & les Ministres dont elle se sert pour l'exercer : que Jesus-Christ est le Chef essentiel de l'Eglise, dont le Pape est seulement le Chef qu'on appelloit *Ministeriel*, & que l'autorité du Pontife de Rome s'étend uniquement sur les Eglises particulieres, où il doit faire observer les Décrets & les Canons publiez dans les Conciles Généraux : que l'Eglise ne doit pas être gouvernée par un Monarque absolu, mais par les Canons : que l'Infaillibilité est donnée à toute l'Eglise, c'est-à-dire aux Corps des

dés premiers Pasteurs ; chaque Evêque particulier , & le Pape même étant sujet à l'erreur : que la convocation fréquente des Conciles Généraux est nécessaire : que les Décrets du Souverain Pontife n'obligent qu'autant qu'ils sont conformes aux Canons : enfin , que le Pape ne peut imposer aucune obligation à l'Eglise malgré elle & sans son consentement.

Quant à la puissance politique , l'Auteur soutenoit que Jesus-Christ n'a donné à l'Eglise aucune juridiction temporelle , & qu'elle n'a pas le pouvoir d'user du glaive & de contrainte ; que les censures & les excommunications sont les armes spirituelles de l'Eglise , & qu'on ne pouvoit les employer autrefois sans le conseil de l'Assemblée qu'on nommoit le *Presbytère* : que le Souverain est le défenseur & le protecteur de la loi naturelle , divine , & canonique , & qu'en cette qualité il a droit de faire des loix , & d'user du glaive pour maintenir ce que Dieu & les Conciles ont ordonné : que les Empereurs Chrétiens ont convoqué de droit les premiers Conciles Généraux : que les appels *comme d'abus* sont légitimes , & que les Souverains les doivent recevoir en qualité de Protecteurs des Canons : que l'Eglise a bien une puissance indirecte sur les choses temporelles par la voie de persuasion & d'excommunication , mais non par celle de la contrainte & de la déposition des Souverains : que les Décrets des Papes où les Sou-



1612.

Souverains qui n'exterminent pas les hérétiques ; sont excommuniez , n'ont pas plus d'autorité que l'*Extravagante* de Boniface VIII. & les autres Constitutions des Pontifes ambitieux & entreprenans : que les exemples des Empereurs & des Princes excommuniez & déposez par les Papes , sont des faits qui ne peuvent pas trouver un droit légitimement acquis. On finissoit l'Ouvrage en soumettant toutes ces propositions au jugement de l'Eglise.

Edmond Richer l'avoit composé à la prière du Premier Président de Verdun. Il le mit sous la presse après l'Arrêt rendu entre l'Université de Paris & les Jésuites. . Dez que ce Livre parut , Duval

Testament  
de Richer,  
à la fin du  
II. Vol. de  
ses Ouvra-  
ges.

& les autres Docteurs de la faction du Pape suscitez par le Nonce , firent un éclat épouvantable. On forma d'abord une puissante & nombreuse cabale pour faire censurer l'Ouvrage en Sorbonne. L'Auditeur d'Ubalдини & Forgemont Docteur de Paris alloient de porte en porte pour solliciter la censure. Quand le Parlement en eut connoissance , il fit appeller Richer & Forgemont. Le premier fut repris de ce qu'il avoit publié son Livre sans permission , & sans un examen précédent selon les Ordonnances. L'autre Docteur fut blâmé fortement de ce qu'il s'étoit lié à un étranger pour procurer par des voies extraordinaires une Assemblée de la Faculté de Paris , qui devoit délibérer sur un Ouvrage où l'Auteur traitoit plusieurs questions importantes

Mercur  
François.  
1612.

tes touchant les droits & les libertez de l'Eglise Gallicane. Le Parlement donna encore un Arrêt pour défendre à la Faculté de proceder à l'examen du Livre de Richer, & pour ordonner que tous les exemplaires fussent portez au Greffe. 1612.

Les Docteurs les plus sages & les plus éclairés se déclarerent pour Richer : mais Duval & quelques emportés firent des Livres sanglans contre lui. Le déchainement fut si furieux, qu'on ne le menaçoit de rien moins que de le transporter à Rome, & de le mettre à l'Inquisition pour être brûlé ensuite. Le plus grand & le plus dangereux ennemi de Richer, ce fut le Cardinal du Perron. Poussé par le Cardinal de Gonzague & par le Nonce Ubaldini, du Perron eut la malice de dire dans le Conseil de la Régente que Richer avoit été autrefois bien avant dans le parti de la Ligue, qu'il ne mettoit le Concile au dessus du Pape, que parce qu'il supposoit que les Etats Généraux sont au dessus des Rois; enfin qu'il avoit en vue de donner atteinte à la naissance & à l'état du Roi, & des enfans d'Henri IV. & à la validité du mariage du feu Roi avec la Reine Mere. Richer demanda la permission de se défendre contre les calomnies du Cardinal : mais le Nonce faisoit tant de bruit de son côté, qu'on ne voulut pas accorder une chose si juste. Ubaldini menaçoit même de sortir incessamment de Paris sans prendre congé du Roi.

Le Cardinal du Perron & les Evêques de la Province de Sens assemblés, condamnent le Livre de Richer.

Le

1612. Le Cardinal de Bonzi déclara un jour à Richer de la part du Chancelier de Sille-ri, qu'on le feroit pendre, s'il répondoit à quelqu'un des libelles que ses Adversaires publioient contre lui. *Comment !* disoit Bonzi, *le Roi & la Reine sa mere ménagent bien la petite République de Geneve. Et pourquoi Leurs Majestez ne ménageront-elles pas le Pape ? Il est autrement puissant que la Seigneurie de Geneve. Outre que sa domination spirituelle s'étend sur tout le monde, il est Souverain de plusieurs Provinces en Italie.* C'est ainsi que les grands Seigneurs s'imaginent que leur élévation les met en droit de paier les autres des réponses les plus extravagantes.

Les ennemis de Richer voiant qu'il n'y avoit rien à faire en Sorbonne à cause du Parlement, on chercha quelque autre moien de flétrir cet homme de bien. Le Cardinal du Perron devoit tenir à Paris une assemblée des Evêques de la Province de Sens, dont il étoit Métropolitain, pour députer à l'assemblée générale du Clergé indiquée au mois de Mai, & pour nommer un Agent du Clergé. On prit occasion de presenter le Livre de Richer à cette espece de Concile Provincial. Le Président ne manqua pas de l'y faire condamner, comme contenant plusieurs propositions fausses, erronées, scandaleuses, schismatiques & herétiques, sans toucher néanmoins, ajoûtoit-on, aux droits du Roi & de la Couronne de France, droits, immunités, & libertez de l'Eglise Gallicane. Jamais censure

cenfure ne fut plus irregulière que celle-ci. Les Prélats n'avoient pouvoir de s'affembler que pour certaines affaires temporelles du Clergé de leur Province. Le prétendu Concile du Cardinal n'étoit donc pas convoqué dans les formes. De huit Prélats qui le compoferent, cinq fignèrent la condamnation, fans avoir été prefens à l'examen du Livre. On feroit furpris d'y trouver le nom de Gabriel de l'Aubespine Evêque d'Orleans fort connu par fes Livres, où il tâche d'éclaircir quelques endroits curieux de l'Antiquité Eccléfiastique, fi on ne favoit pas d'ailleurs que ce Prélat étoit un Courtifan qui menoit une vie dereglée. *Mr. d'Orleans*, difoit-on alors, *va travailler pour l'Eglife, quand il n'a plus d'argent pour jouer.*

Le Parlement s'étant faifi de l'affaire du Livre de Richer, les Evêques de la Province de Sens ne pouvoient pas prononcer dessus, fans entreprendre fur l'autorité du Roi, & fur celle de fon Parlement. Il falloit encore appeller l'Auteur, & entendre fes défenses. Enfin le Concile du Cardinal condamne & absout en même temps. Toutes les propositions prétendues erronées & herétiques dans le Livre de Richer, regardoient les droits du Roi & les libertez de l'Eglise Gallicane. Et c'est à quoi les Pères du Concile ne veulent pas toucher. On attendoit de leur lumière & de leur équité, qu'ils marquaf-  
sent

1612. sent au public les herésies de Richer qui n'ont aucune relation aux droits de la Couronne & aux privilèges de l'Eglise Gallicane. Gondi Evêque de Paris ayant fait publier dans toutes les Paroisses le Décret du Concile auquel il avoit assisté, Richer en appella *comme d'abus*. Il presenta au Sceau son relief d'appel : mais on lui refusa les Lettres qu'il demandoit, sans avoir égard aux bonnes raisons qu'il alléguoit, en offrant de se justifier. La cabale étoit si forte, que le Parlement n'osa pas recevoir la Requête que Richer avoit présentée pour demander à la Cour qu'il lui plût d'ordonner, que ses Lettres de relief d'appel fussent sellées. Du Peron étoit trop habile pour souffrir que le Décret de son Concile Provincial fût examiné au Parlement. L'Avocat Général Servin n'auroit pas manqué de prouver au Cardinal qu'il étoit lui-même un franc ignorant, ou bien un calomniateur malicieux, & un lâche flatteur du Pape.

On ôte à  
Richer le  
Sindicat de  
la Faculté  
de Paris.

L'injustice fut poussée jusqu'au bout contre le bon Richer. Quelques mois après, Harlai de Chanvalon Abbé de S. Victor de Paris, homme qui selon le genie de sa famille se déclaroit pour, ou contre la Cour de Rome, selon que celle de France le souhaitoit, l'Abbé de Chanvalon, dis-je, proposa dans une assemblée de la Faculté de Paris, qu'on élût un autre Sindic à la place de Richer. Le Docteur s'opposa modestement à ce dernier effort de ses ennemis. La Faculté

té se trouvoit partagée. Duval étoit à la tête de quarante-trois Docteurs lâches, ou ignorans qui appuièrent la proposition de l'Abbé. Vingt-cinq Docteurs plus éclairés & moins timides se déclarerent pour Richer. La division fut si grande en Sorbonne que la Régente & le Parlement firent défense à la Faculté de procéder à l'élection d'un nouveau Syndic. Mais du Perron, le Nonce, & les autres gens du Pape, se donnerent de si grands mouvemens, que nonobstant les justes oppositions de Richer & de ses amis, le Roi envoya un commandement exprès à la Faculté, d'élire un nouveau Syndic. Il fallut donc obéir. Richer protesta tout publiquement qu'il vouloit mourir dans la Communion de l'Eglise Romaine; qu'il étoit bon serviteur du Roi & de la Reine; qu'il défendrait toujours sans opiniâtreté & sans ambition l'ancienne doctrine de l'Ecole de Paris; qu'il avoit cru devoir s'opposer à la pernicieuse & detestable doctrine qu'on insinuoit artificieusement, qu'il est permis de déposer les Rois, & de tuer les Tyrans, enfin qu'il soumettoit son Livre à la censure de l'Eglise & de la Faculté de Paris, & que sa plus forte passion, c'étoit de le voir examiner par des Juges équitables & desintéressés. Ce qui nous reste de Richer prouve qu'il souffrit avec beaucoup de moderation & de patience, l'injustice qu'on lui faisoit. Filescac fut élu pour lui succéder dans le Syndicat.

1612.  
Divertisse-  
mens pu-  
blics pour  
le double  
mariage.

Mémoires  
de Bassom-  
pierre.

Parmi tous ces embarras, la Régente se divertissoit plus que la Religion & la bienfiance de la seconde année de son deuil ne le permettoient: elle n'avoit pleuré la mort tragique du feu Roi que par façon. *Rien*, dit Marie de Médicis au Président Jeannin dont le fils avoit été assassiné, *Rien n'a tant apaisé ma douleur après la mort du Roi, que les affaires de la Régence.* - Sa Majesté eût parlé plus sincèrement si elle eût dit, *que le plaisir de me voir la Maîtresse.* Les Ducs de Vendôme & de Chevreuse étoient liez avec Bassompierre pour danser un ballet tous les Dimanches, tantôt chez la Princesse de Conti, tantôt chez la Duchesse de Guise, parce que la Régente n'osoit pas tenir des assemblées publiques au Louvre. Le double mariage aiant été déclaré solennellement le 25. Mars par le Chancelier, en présence de leurs Majestez, du Prince de Conti, des Pairs & des Officiers de la Couronne, l'Ambassadeur d'Espagne y donna son consentement de la part du Roi son Maître. Depuis ce temps-là, il rendit à Madame-Fille aînée de France les mêmes honneurs que les Espagnols rendent à leurs Reines. Mais les Courtisans François, dont les manières sont fort différentes de celles des Espagnols, ne pouvoient s'empêcher de rire en voyant les cérémonies & la gravité affectée de l'Ambassadeur. Marie de Médicis avoit ordonné un magnifique Carouzel dans la Place Roiale en re-  
jouiss.

joissance du double mariage. Les trois 1612.  
tenans furent le Duc de Guise, le Duc  
de Nevers, & Bassompierre. Le Conné-  
table & quatre Maréchaux de France de-  
voient être les Juges. Cette fête, dont  
la description ne mérite pas de trouver sa  
place dans une Histoire sérieuse, coûta  
un argent infini. Marie pensoit en  
spectacles, & en libéralitez indiscrettes les  
millions que le feu Roi avoit épargnez  
avec trop de prévoyance.

Le Prince de Condé & le Comte de Soif-  
sons n'assistèrent pas à la déclaration du  
mariage. Ils s'étoient retirez de la Cour  
dans la résolution de n'y revenir qu'après  
la majorité du Roi, & de ne point signer  
le contract de mariage. *La Reine, di-  
soient-ils, peut bien achever toute seule ce  
qu'elle a résolu & négocié sans notre partici-  
pation. A Dieu ne plaise que nous fassions  
cette injure à la mémoire du feu Roi, de con-  
sentir qu'on ne tiennne pas la parole qu'il a  
donnée au Duc de Savoie, dont la Maison  
a été tant de fois alliée à celle de France.*

Nouvelles  
brouilleries  
à la Cour de  
France.

Siri Mem-  
rie Recondi-  
te. Tom. II.  
Pag. 640.  
641. 642.

De si beaux sentimens seroient loua-  
bles, si les Princes ne se servoient pas or-  
dinairement de pareils prétextes, quand  
l'intérêt seul les fait agir. Condé &  
Soissons ne voioient point que la Régén-  
te se presât de leur accorder les gratifica-  
tions qu'on leur avoit fait esperer. For-  
tificée du parti de la Maison de Guise, &  
du Duc d'Epemon, assurée du Conné-  
table & des Maréchaux de Bouillon &  
de Lefdigières qu'on avoit gagnez, mé-



1612. contente de ce que les deux Princes avoient dit dans le Conseil, lors que le double mariage y fut proposé, la Reine sembloit ne se mettre pas autrement en peine des Princes du sang. Le seul Connétable tâchoit de les servir en intimidant Marie de Médicis. Il lui representoit souvent que les guerres civiles & les misères des Regnes précédens, n'avoient point eu d'autre cause que le mauvais conseil donné à Catherine de Médicis, de mépriser les Princes du sang. *Ceux qui vous insnuent la même chose, Madame, ajoûtoit-il, pensent plus à l'établissement de leur fortune & de leur crédit qu'au bien de l'Etat. Si Votre Majesté les écoute, je prévois qu'il arrivera du trouble & de la confusion.* L'avis du Connétable allié des Princes du sang & ennemi de la Maison de Guise, paroïssoit suspect. La Régente n'y fit attention qu'à la dernière extrémité.

Les Guises & le Duc d'Epemon triomphoient durant l'absence de Condé & de Soissons. La Maison de Guise avoit pris le soin de l'ordonnance du Carouzel : sous prétexte de contribuer au divertissement de la Reine, ils devenoient plus puissans que jamais. Les malins disoient qu'elle ne regardoit pas de mauvais œil le Chevalier de Guise. Il la servoit ordinairement à table, lorsque la Princesse de Conti, ou la Duchesse de Guise régaloient Sa Majesté. Marie paroïssoit assez contente de voir de près la belle main du Chevalier, qu'il affectoit lui-même de montrer.

montrer. Le Marquis d'Ancre que tous ceux de cette Maison & le Duc d'Epéron haïssoient, ne pouvoit souffrir la grande faveur des Guises & de leur allié. Les Ministres en étoient fort allarmez. Ils pensoient à mortifier ces deux Maisons ambitieuses. Conchini avoit d'autant plus d'inquietude, que la Reine étoit en colère contre lui. Marie ne l'avoit élevé qu'en considération de sa femme ; & le Marquis ne vivoit pas bien avec elle : son chagrin domestique alloit quelquefois si loin, qu'il parloit d'abandonner la Cour. Ils s'étoient querellez à table depuis peu avec tant d'emportement, qu'ils se jetterent l'un à l'autre des assiettes à la tête. La Régente appuioit la Marquise. Les Guises & les Ministres qui n'aimoient pas Conchini, prenoient le parti de la Galigai, & la plaignoient pour aigrir davantage la Reine contre le mari. Tout cela pouffoit Conchini à se jeter du côté des Princes du sang, qui vouloient humilier les Guises & Epéron, & qui prétendoient faire chasser les Ministres de la Cour. Conchini en vouloit sur tout au Chancelier. Il s'étoit employé pour obtenir à Dolé sa créature, & son confident, la Charge de Procureur Général au Parlement de Paris qui vaquoit par la mort de la Guesle : mais Silléri l'avoit emportée pour Believre allié à la Maison du Chancelier. Pour se venger de cet affront, Conchini s'étoit mis en tête d'ôter les sçeaux à Silléri & de les faire donner à Dolé.

1612.  
Le Duc de  
Mayenne  
est envoyé  
en Espagne  
pour de-  
mander  
l'Infante de  
la part du  
Roi.

Mémoires  
de la Régente  
de Marie  
de Médicis.

Siri *Memo-  
rie Recondi-  
te*. Tom. II.  
Pag. 685.  
686.

Cependant il falloit finir l'affaire du double mariage, & donner au Duc de Mayenne les dépêches nécessaires pour aller demander l'Infante Anne au nom du Roi. La présence & le consentement exprès de tous les Princes du sang étoient de la dernière importance dans cette occasion. Les Ministres employèrent diverses personnes pour négocier le retour du Prince de Condé & du Comte de Soissons : mais l'Oncle & le Neveu ne vouloient rien écouter de la part des Ministres qu'ils avoient entrepris de perdre. Le Marquis d'Ancre qui avoit besoin des Princes pour ses desseins, se chargea volontiers de les aller inviter l'un & l'autre à revenir à la Cour. On leur promettoit toute la considération due à leur naissance. Soissons se laissa leurrer par l'esperance du Gouvernement de Quilleboeuf en Normandie. Condé ne fut pas difficile à persuader après cela. Les deux Princes allèrent d'abord à Paris accompagnés de cinq cens Cavaliers. La Régente paroissoit effraïée : mais elle se rassura bien-tôt. Ils vinrent peu de jours après à Fontainebleau, où la Cour passoit le Printemps.

Les amis du Comte de Soissons lui conseilloyent de refuser son consentement au double mariage, jusqu'à ce qu'il fut plus assuré de ce qu'on lui avoit fait esperer, & d'empêcher que le Prince de Condé ne donnât le sien : mais le Maréchal de Lesdiguières toujours trompé par l'esperance de faire verifier son  
bre-

brevet de Duc & Pair au Parlement, quoique la Cour l'amusât depuis plus de six mois ; Lesdiguieres, dis-je, persuada le Comte de Soissons de faire ce que la Régente souhaitoit de lui. Le double mariage aiant donc été proposé au Conseil avec l'envoi du Duc de Mayenne & de Puiseux Secrétaire d'Etat & fils du Chancelier, la chose fut conclue, sans que personne s'y opposât. On lut encore la procuration & les instructions dressées pour le Duc de Mayenne, qui partit immédiatement après avec Puiseux. Le Duc de Palatinate venoit de son côté en France pour demander de la part du Roi & du Prince d'Espagne, Madame Elisabeth Fil- le aînée de France.

L'an 1612. fut nommé l'an des *Magnificences*, à cause des fetes & des spectacles donnez en France, en Espagne, à Naples, pour la publication du double mariage entre les deux Couronnes ; & en Allemagne à l'élection de Mathias Roi de Hongrie, & couronné Empereur à Francfort. Rodolphe II. son frere étoit mort à Prague au commencement de cette année d'un mal aux jambes. C'étoit la 60. de son âge, & la 26. de son Regne en Allemagne. Prince qu'on auroit jugé capable de bien gouverner, s'il ne fût jamais parvenu à la souveraine puissance. Après sa mort, le Duc de Neubourg contesta le Vi- cariat de l'Empire au Duc de Deux-Ponts, comme il avoit contesté déjà l'administration du Palatinat & la tutéle du jeune E-

Mathias Roi de Hongrie & de Bohême est élu Empereur après la mort de Roi d'olphe II.

Mercure François. 1612.

1612. lecteur. Les deux Ducs envoièrent leurs Lettres patentes dans les Provinces du Vicariat Palatin, comme l'Electeur de Saxe avoit envoié les siennes dans son Vicariat pour exhorter tout le monde à demeurer en paix, & à se pourvoir devant le Vicaire de l'Empire dans toutes les affaires qui le requièrent jusqu'à l'élection prochaine. Mais le Duc de Deux-Ponts aiant été reçu comme Administrateur à la Diète de Nuremberg l'année précédente, ce fut un grand préjugé en sa faveur, il assista dans la même qualité à l'élection du nouvel Empereur, & il y donna son suffrage.

L'Electeur de Mayence, selon le droit que la Bulle d'or lui donne, avoit convoqué la Diète à Francfort pour le 24. Mai. Ferdinand de Bavière nouvel Electeur de Cologne depuis la mort d'Ernest son parent, arrivée au mois de Février, auquel il succédoit de plein droit en qualité de Coadjuteur nommé, l'Archevêque de Trèves, & Jean George Duc de Saxe s'y rendirent. Jean Sigismond Marquis de Brandebourg y envoya un Ambassadeur pour tenir sa place. Matthias arriva le dernier comme Roi de Bohême, accompagné de la Reine son épouse, & suivi de trois mille personnes. Il avoit demandé permission au Collège Electoral d'avoir auprès de lui un plus grand nombre de gens que la Bulle d'or ne le permet aux Electeurs en pareille occasion. Ils tinrent leurs premières assemblées dans  
la

la Maison de Ville à Francfort. On y observa toutes les formalitez qui doivent précéder l'élection. Le 13. Juin, les Electeurs allèrent à l'Eglise de S. Barthelemi. Après y avoir prêté le serment ordinaire, ils entrèrent dans la Chambre Impériale, & Mathias II. Roi de Hongrie & de Bohême, Archiduc d'Autriche, fut élu & proclamé Empereur. Ce n'est pas ici le lieu de donner la description de toutes les cérémonies qui se pratiquent dans cette action. L'affluence des Princes & de la Noblesse d'Allemagne en fait la plus grande beauté. Outre les Princes des Maisons Souveraines venus en foule à Francfort, outre les Comtes & les Barons que l'Empereur & les Electeurs avoient à leur suite, on en compta 90. autres qui rendirent leurs devoirs à Mathias.

Il fut couronné le 24. Juin avec la pompe accoutumée. On ne peut qu'approuver le serment qu'on lui fait faire, de se rendre le défenseur & le protecteur de l'Eglise en général & en particulier, de gouverner l'Empire selon la Justice, de ses Prédecesseurs, d'en conserver soigneusement tous les droits, de défendre les pauvres, les riches, les veuves & les orphelins, enfin de se soumettre & d'obéir à Jesus-Christ. Mais n'est-ce pas la plus grande indignité du monde qu'on mette dans ce serment le Pontife Romain immédiatement après le Sauveur du monde ? L'Empereur promet d'obéir également à Dieu & au Pape. Etrange aveuglement

1612. des Princes qui ne veulent pas connoître l'esprit de la Religion qu'ils jurent de maintenir ! Que l'Évêque de Rome soit le Souverain de quelques Provinces d'Italie, c'est un fort grand abus dans la Religion ; mais que les Empereurs & les Rois s'engagent à lui obéir, c'est un entier renversement de l'Evangile. On disoit autrefois que l'Eglise est dans l'Empire : les premiers Chrétiens ont-ils prétendu que l'Empire fût dans l'Eglise ? Elle doit obéir à Dieu & aux Souverains : mais les Empereurs & les Rois n'ont que Dieu au dessus d'eux. On pensoit ainsi dans les premiers siècles : tout le monde penseroit encore de même, si les Souverains vouloient s'instruire de leurs véritables intérêts, & de ceux de la Religion qu'ils professent. En donnant de grandes richesses & des Principautez au Clergé, ils lui ont donné de quoi degrader ses bienfaiteurs. Mathias ayant souhaité que l'Imperatrice son épouse fût couronnée, la cérémonie s'en fit deux jours après.

Antoine Memmi est élu Doge de Venise après la mort de Leonard Donato.

Leonard Donato Doge de Venise mourut presque dans le même temps. Antoine Memmi fut élu à sa place le 24 Juillet, & couronné le lendemain. Le Dogat de Donato fut fameux par le différend de la République avec le Pape Paul V. qui mit en interdit tous les pais de la domination Venitienne. Le Doge & le Sénat parurent d'abord vouloir défendre courageusement l'autorité légitime des Souverains : mais quand on en vint à traiter avec le Pape,

Pape, les Venitiens degenererent de la vigueur & de la fermeté de leurs Ancêtres en pareilles occasions. Ils se relâchèrent presque sur tous les articles que la Cour de Rome demandoit, excepté sur le rétablissement des Jesuites, qui s'étoient retirez après la fulmination de l'interdit. La Société avoit fait beaucoup plus de mal en France qu'à Venise. Cependant contents au dernier point de se voir délivrez des bons Peres, ces sages Sénateurs ont résisté bien plus long-temps que la France aux sollicitations de la Cour de Rome pour le rétablissement de la Compagnie. Durant la brouillerie avec le Pape, la Seigneurie avoit fait défense à tous les sujets de la République, sous la peine irrémédiable du bannissement, d'avoir aucun commerce avec les Jesuites, ni d'envoyer leurs enfans étudier dans leurs Colléges. Le même Arrêt fut renouvelé cette année, à l'occasion d'une Dame de Bresse, qui s'étoit retirée à Castiglione, pour y vivre sous la direction des bons Peres. Ils y avoient établi je ne sai quel Collége de filles, & plusieurs Demoiselles de qualité s'y mettoient. La Dame Bressane vendit le bien qu'elle avoit dans les Etats de la République pour augmenter ce nouvel établissement. Mais le Sénat tâcha d'arrêter les deniers provenus de l'aliénation; & il fit rappeler les Dames Venitiennes qui pouroient s'être mises sous la conduite de la Société dans son Collége de Castiglione.

Le Maréchal de Bouillon étoit allé Am- Ambassade



1612. **Chal de Bonillon en Angleterre.** **ambassadeur extraordinaire en Angleterre.** C'étoit pour faire part au Roi Jacques du double mariage, & pour dissiper les soup-

**Siri Memo-  
rie Recondi-  
te. Tom. II  
Pag. 684.  
685. 686.**

Il vouloit négocier le mariage du jeune Electeur Palatin, Neveu de la Maréchale qui étoit de la Maison d'Orange, avec la Princesse d'Angleterre. Marie de Médicis, dont la Cour de Rome se servoit toujours pour venir à ses fins, avoit recommandé à son Ambassadeur de se plaindre au Roi de la Grande Bretagne, de ce qu'il étoit entré dans la Ligue des Princes Protestans d'Allemagne contre la Religion Romaine, & de prier sa Majesté Britannique de faire modérer la rigueur des Loix contre les Anglois de la Communion du Pape. Le Maréchal avoit encore un ordre exprès de faire desapprouver au Roi Jacques la conduite des Réformez de France dans leur dernière assemblée de Saumur, & de le prévenir sur tout contre le Duc de Rohan qui étoit le plus zelé des Seigneurs Protestans. Bouillon avoit déjà rendu de si mauvais offices à Rohan auprès de la Reine de France, qu'il étoit assez disposé de lui-même à n'être pas plus favorable au Duc dans la Cour d'Angleterre.

**Mémoires  
du Duc de  
Rohan.  
Livre I.**

Jacques se laissa persuader assez volontiers, que la France ne pensoit qu'au bien général de la Chrétienté, en faisant cette double alliance avec l'Espagne; & que

que la Régente n'en cultiveroit pas moins l'amitié des Princes & des Etats Protestans. Bouillon s'efforça ensuite de faire entendre à Sa Majesté que le Pape ne vouloit point se servir de moïens violens contre les Protestans, & qu'il prétendoit seulement les convertir par la prédication & par les bons exemples du Clergé. Le Maréchal prit cette occasion d'insinuer au Roi les plaintes de la Régente sur ce qu'il étoit entré dans la Ligue Protestante d'Allemagne, & la prière que Marie de Médicis lui faisoit en faveur des Papistes Anglois. Je ne sai si le bon Prince voulut bien croire ce que l'Ambassadeur lui disoit des intentions du Pape. Quoi qu'il en soit, Jacques répondit que la Ligue Protestante regardoit seulement la défense reciproque des Etats des Princes Confederez, & que la Religion n'y entroit en aucune maniere. Quant aux Anglois de la Communion du Pape, Sa Majesté protesta qu'elle les laisseroit volontiers en repos dès qu'ils lui donneroient des assurances certaines de leur fidélité & de leur obéissance. Bouillon l'écrivit en France; & Villeroi en fit aussi-tôt une grande confiance au Nonce. La Régente pressa Ubaldini de le faire savoir à son Maître, ajoutant qu'elle en écriroit à Brèves son Ambassadeur, afin que Sa Sainteté trouvât quelque expédient pour contenter le Roi de la Grande Bretagne.

Quand on en vint aux affaires des Ré- Mémoires  
formez de la Régén-

1612. formez de France, Jacques ne fut pas tout-  
 de de Marie à-fait si traitable. Le Duc de Rohan en-  
 de Médicis. tretennoit une assez grande correspondan-  
 ce avec Henri fils aîné du Roi. Ce Prin-  
 ce donnoit de fort belles esperances. Il  
 témoignoît un zèle peu commun aux per-  
 sonnes de son âge pour le bien de la Reli-  
 gion Protestante. Jamais le Peuple Ro-  
 main n'aima tant Germanicus, que les  
 Anglois aimoient déjà le Prince de Gal-  
 les. Et le Père n'étoit peut-être guères  
 moins jaloux des applaudissemens qu'on  
 donnoit à son Fils, que Tibère le fut  
 autrefois de la réputation de celui qu'Au-  
 guste lui avoit fait adopter. Rohan avoit  
 encore gagné un Gentilhomme de la sui-  
 te de l'Ambassadeur. Cet ami secret du  
 Duc devoit instruire Sa Majesté Britan-  
 nique de la verité de tout ce qui s'étoit  
 passé en France. De manière que le Roi  
 se trouva bien préparé quand on lui parla  
 de l'Assemblée de Saumur. *Si la Reine*  
*vôtre maitresse, repliqua-t-il à Bouillon,*  
*veut enfreindre les Edits accordez aux*  
*Protestans de son Royaume, je ne prétens*  
*pas que l'alliance que j'ai faite & confirmée*  
*avec la France, me doive empêcher de les se-*  
*courir & de les protéger. Quand mes voi-*  
*sinz sont attaquez pour une querelle qui me*  
*regarde, le droit naturel veut que je pré-*  
*viennne le mal qui m'en peut arriver. Cro-*  
*yez-moi, M. le Maréchal, ajoûta le Roi,*  
*il faut vous reconcilier avec le Duc de Ro-*  
*han. Je lui ferai savoir que je souhaite que*  
*vous viviez bien ensemble. Plut à Dieu que*  
 le

le Roi Jacques & ses Enfans eussent toujours conservé des sentimens si justes, si nécessaires au bien de l'Angleterre & de la Réformation. Jamais Louis XIII. ni son Fils n'auroient osé opprimer tant de François innocens. Le Maréchal de Bouillon, qui vouloit ménager le Roi d'Angleterre, n'insista pas davantage sur l'Assemblée de Saumur. Le mauvais succès de sa négociation sur ce point, le brouilla même avec les Ministres de la Régente. Ils publièrent que Bouillon n'avoit suivi ni les intentions, ni les ordres de Sa Majesté. Le Maréchal se plaignoit de son côté de ce qu'on ne l'avoit pas bien traité. Il prétendoit qu'on avoit voulu lui faire un affront.

Lefdigières n'étoit pas plus content des Ministres que Bouillon. Soit qu'il y eût de la collusion entre la Reine & le Parlement; soit que cette Compagnie crût en effet, qu'on ne devoit pas accorder les premières dignitez aux Protestans, jamais Lefdigières ne pût venir à bout de faire vérifier son brevet de Duc & Pair. Le Parlement représentoit à la Reine que Brissac & Fervaques plus anciens Maréchaux de France que Lefdigières, auroient sujet de se plaindre si on ne leur accordoit pas la même distinction; que le Duc de Roannez avoit un brevet du feu Roi, qui lui promettoit qu'aucun autre ne seroit reçu au Parlement avant lui; enfin qu'en un temps de minorité, il étoit dan-

Mécontentement du Maréchal de Lefdigières.

Siri *Memoire Recondite*. Tom. II. Pag. 696.

1612. dangereux de mécontenter les plus illustres & les plus anciennes Maisons du Roiaume , pour faire plaisir à un homme nouveau. Nonobstant ces remontrances, la Reine envoya les ordres de son Fils pour la verification du brevet. Lefdiguieres ne put l'obtenir, quand les Chambres furent assemblées pour délibérer sur son affaire. Les voix se trouverent deux fois partagées. Et la Reine qui avoit ce qu'elle attendoit du Maréchal, ne voulut pas user de toute son autorité, sous prétexte que la prudence ne lui permettoit pas d'irriter le Parlement dans la conjoncture présente des affaires. Chagrin de se voir joué de la sorte , Lefdiguieres se joignit aux Princes du sang , & aux autres qui vouloient perdre les Ministres.

Mémoires  
de la Régence  
de Marie  
de Médicis.

Marie de  
Médicis  
abaisse le  
parti des  
Ducs de  
Guise &  
d'Epemon.

Conchini accommodé avec sa femme, se servoit le plus habilement qu'il lui étoit possible, du Prince de Condé & du Comte de Soissons, pour diminuer la grande autorité que les Ducs de Guise & d'Epemon avoient prise. César Duc de Vendôme s'étoit joint à eux avec l'agrément de la Régente : mais cette union déclarée lui attira un chagrin auquel il ne s'attendoit pas. Comme on avoit besoin des Princes du sang pour finir l'affaire du mariage avec le Duc de Pastrane que le Roi d'Espagne envoioit, la Régente tâchoit de les contenir en abaissant le parti qui leur étoit opposé. Vendôme avoit envie d'aller tenir les Etats de la Province de Brétagne, dont il étoit Gouverneur. Pour le punir de ce qu'il

qu'il s'étoit lié avec les anciens ennemis de son Père & de la Maison de Bourbon, les Princes du sang firent dire secrètement à la Reine que César pourroit bien faire un parti dans une Province éloignée, où il avoit un grand crédit, & de grands biens par sa femme héritière de la Maison de Mercœur. Conchini & les Ministres faisoient valoir ces raisons d'Etat auprès de Marie de Médicis. Quand donc le Duc de Vendôme vint pour lui demander la permission d'aller tenir les Etats de Bretagne, Sa Majesté la lui refusa fort secchement. Le Maréchal de Brissac Lieutenant Général de la Province, qu'on avoit employé pour nuire à César auprès de la Reine, eut cette commission importante. Le Duc de Vendôme fut tellement outré de ce refus qu'il fit appeler le Maréchal. La Régente trouva fort mauvais cet emportement de jeune homme. Sans attendre qu'on eût accommodé César avec Brissac, elle ordonna au premier de sortir de la Cour, & d'aller dans sa maison d'Anet. L'autre partit ensuite pour la Bretagne, malgré tous les efforts & toutes les intrigues des Ducs de Guise, de Vendôme, & d'Epéron, qui demeurèrent extrêmement piquez des rebuts & des paroles desagréables qu'ils reçurent en cette occasion de la part de la Régente.

Cette mortification des Guises & du Duc d'Epéron faisoit un extrême plaisir au Comte de Soissons : mais son humeur vindicative n'étoit pas encore satisfaite.

1612.

Mémoires  
de la Régén-  
ce de Marie  
de Médicis.

Il avoit en tête de ruiner les Ministres & particulièrement le Chancelier de Silleri. La haine de Soissons contre ces gens-là étoit d'autant plus vive, qu'il s'imaginait que Silleri, Villeroy, & Jeannin empêchoient que la Régente ne lui accordât ce qu'elle lui avoit fait espérer. Le Prince de Condé s'impatientoit de tous les délais de la Cour, autant que son Oncle. Ils craignoient encore tous deux que les Ministres ne fissent mortifier les Princes du sang aussi bien que les Ducs de Guise & d'Epemon, pour conserver leur crédit entre les deux partis opposez. Le Marquis d'Ancre entretenoit finement le Prince de Condé & le Comte de Soissons dans cette opinion. *La Reine, leur disoit-il, est fort bien intentionnée pour les Princes du sang. Elle vous donneroit satisfaction, si les Ministres ne lui représentoient pas sans cesse qu'il est dangereux que vous ne soyez trop puissans en deux Provinces aussi considérables que la Normandie & la Guienne. C'est ce qui fait que la Reine diffère tant à donner le Château - Trompette à M<sup>r</sup>. le Prince, & Quillebeuf à M<sup>r</sup>. le Comte.* Dez le premier jour de la Régence, l'ambitieux Conchini avoit pris le dessein de changer toutes choses à la Cour, d'éloigner les Ministres du feu Roi, & de mettre à leur place des gens qui dépendissent entièrement de lui. La conjoncture présente paroissoit favorable au Marquis d'Ancre pour exécuter le projet qu'il avoit formé.

Se

Se trouvant un jour avec le Prince de Condé, le Comte de Soissons, & les Maréchaux de Bouillon & de Lesdiguières, il les fait convenir de travailler tous conjointement à la ruine entière des Ministres. Le Comte de Soissons promet alors qu'à son retour d'un petit voyage qu'il alloit faire en Normandie, il traiteroit le Chancelier de Silleri d'une manière fort outrageante. Lesdiguières qui s'en retournoit mécontent en Dauphiné, promet de donner du secours aux Princes, & de leur amener, en cas de besoin, dix mille hommes de pied & quinze cents chevaux jusqu'aux portes de Paris. Le Duc de Savoie entroit secrètement dans toutes ces intrigues. Il avoit une étroite correspondance avec le Comte de Soissons. L'envie de se venger de la Régente qui donnoit au Prince d'Espagne la Fille aînée de France, promise au Prince de Piémont, l'espérance de profiter des brouilleries de la France, & de reprendre ce qu'Henri IV. l'avoit forcé de donner en échange du Marquisat de Saluces, tous ces motifs pouffoient Charles Emmanuel à ne rien omettre de tout ce qui étoit capable d'allumer une guerre civile en France, par le moien des Princes du sang, ou bien du Parti Réformé : c'est pourquoi il négocioit sans cesse, tantôt avec le Comte de Soissons, tantôt avec le Maréchal de Lesdiguières. Il redoubloit ses intrigues à mesure qu'il voyoit les uns ou les autres mécontents de la Cour.

Le

1612.

Il s'engage à faire un outrage sanglant au Chancelier de Silleri.



1612. Le Prince de Condé & les autres  
 Le Marquis de Cœuvres avoient fait promettre au Comte de Soissons de ne rien dire au Marquis de Cœuvres son confident, du complot fait contre le Chancelier. Ils prévoioient bien que Cœuvres aiant coutume d'arrêter le Comte lorsque la colére l'emportoit trop loin, il ne manqueroit pas de représenter à Soissons qu'il étoit indigne d'un Prince du sang, d'outrager le premier Magistrat du Roiaume. La chose arriva comme on l'avoit deviné. Le Comte de Soissons ne pût garder le secret. Il le découvrit au Marquis de Cœuvres, qui lui remontra les fâcheuses conséquences d'une pareille entreprise. Mais il étoit question de dégager le Comte de la parole qu'il avoit donnée aux autres. Cœuvres en trouva heureusement le moien. Le différend que Soissons eut dans son voyage de Normandie, avec le Maréchal de Fervacques, à l'occasion de la Garnison de Quillebeuf que Fervacques avoit renforcée à l'insçu du Comte; ce différend, dis-je, donna occasion au Marquis de Cœuvres d'aller plusieurs fois en Normandie, & de revenir à la Cour, afin de donner quelque satisfaction au Comte de Soissons qui se plaignoit hautement du Maréchal de Fervacques.

Conchini impatient de ce que Soissons ne revenoit pas assez-tôt pour travailler à la perte du Chancelier, dit lui-même au Marquis de Cœuvres chez le Maréchal de Bouillon en présence du Prince de Con-

Condé, de Harlai de Beaumont, & de Dolé, les raisons qu'on avoit de presser le retour du Comte de Soissons. Cœuvres avoit fait semblant d'ignorer le complot fait entr'eux contre le Chancelier. Quand on le lui eut expliqué, il leur représenta si vivement l'indignité de l'action, qu'ils en eurent honte. *Si vous avez de quoi prouver*, leur dit-il, *que le Chancelier ne fait pas son devoir, n'est-il pas plus honnête & plus sûr d'en informer la Reine, & de persuader Sa Majesté de lui ôter les sceaux, que d'outrager indignement le Chef de la Justice ? Une si grande violence ne manquera pas d'en attirer d'autres contre vous. Qui voudra désormais succéder à Silleri, quand il verra qu'on ne peut pas exercer avec seureté une Charge qui expose souvent celui qui la remplit, à mécontenter les Princes & les Grands pour obéir aux ordres du Roi ?* Le Maréchal de Bouillon fut le premier à se rendre aux remontrances de Cœuvres. *Ces raisons*, dit-il, *sont d'autant plus recevables que Mr. le Marquis les allègue généreusement en faveur d'un homme dont il a sujet de se plaindre.* On ne pensa donc plus à faire un outrage sanglant au Chancelier : chacun prit seulement des mesures pour le perdre de réputation dans l'esprit de la Régente.

Conchini & sa femme y travaillèrent avec plus de succès que tous les autres. Cet Italien étoit le plus grand fourbe du monde. Dans le temps même qu'il se servoit du Comte de Soissons pour perdre le Chan-

Fourberies  
du Marquis  
d'Ancre.

1612

Chancelier & les Ministres, il empêchoit lui-même que la Régente ne contentât ce Prince en lui-donnant le Gouvernement de Quillebeuf. Le Baron de Luts Agent du Marquis d'Ancre sollicitoit de sa part le Duc de Guise de se déclarer pour la Reine, & d'appuyer le refus qu'elle vouloit faire au Comte de Soissons. Guise fut si choqué de cette perfidie de Conchini qu'il la fit savoir à Soissons. La Maison de Guise, le Cardinal de Joieuse, & Bellegarde Grand-Ecuyer mécontents de ce que Marie de Médicis avoit fait au Duc de Vendôme, cherchoient à se réunir avec les Princes du sang contre le Marquis d'Ancre. Le seul Duc d'Epéron négligeoit d'entrer dans ce nouveau Traité; soit que sa fierté l'empêchât de faire la cour aux Princes du sang pour affermir son crédit chancelant; soit que le rhumatisme qui le tourmentoit alors, ne lui permît pas de penser aux intrigues de Cour.

On suborne  
des gens  
pour l'accu-  
ser de  
magie.

Il y avoit dans le parti des Guises quelques Seigneurs François qui ne valaient pas plus, & peut-être encore moins que le Marquis d'Ancre. On crut communément que Bellegarde suborna cette année des gens pour accuser Conchini qu'il haïssoit depuis long-temps, d'avoir voulu faire je ne sai quels enchantemens pour donner de l'amour avec un miroir. Cette affaire alarma fort le Marquis d'Ancre. Il se crût si près du précipice, qu'il tenta de faire revenir à la Cour de Duc de Mayenne son ami, qui étoit déjà au pied  
des

des Pirenées pour passer en Espagne. Conchini prétendoit se servir de lui & du Comte de Soissons contre ses ennemis : mais il trouva moien de se tirer d'intrigue sans le Duc de Mayenne. Cette affaire lui servit même à rendre de mauvais offices au Chancelier auprès de la Régente. Il y avoit eu des commissions à sceller pour faire examiner l'Accusateur. Silleri qui n'aimoit pas le Marquis d'Ancre, & qui favorisoit ses ennemis, fit quelques difficultez de mettre le sceau. Conchini s'en plaignit à la Reine, qui commença dès-lors à témoigner du mécontentement au Chancelier.

Les mauvais conseils que la Régente écouta, lui causèrent des embarras de tous côtez, avec les Princes du sang, avec les grands Seigneurs, avec le Parlement, enfin avec les Réformez. La division des Principaux de cette Communion, donnoit moien à Marie de Médicis & à ses Ministres d'entreprendre certaines choses contre les Edits, auxquelles on n'auroit jamais osé penser, si deux hommes capables de soutenir leur Religion contre tout le monde, eussent voulu vivre en bonne intelligence, & agir de concert. Je parle du Maréchal de Bouillon & du Duc de Rohan. Le premier se servoit de l'accès qu'il avoit auprès de la Régente pour ruiner l'autre dans son esprit. Ce qui s'étoit passé dans l'assemblée de Saumur aigrit si fort le Maréchal contre le Duc, que Bouillon entreprit d'ôter

1612.

Affaires du  
Duc de Ro-  
han à S.  
Jean d'An-  
geli.

Mémoires  
du Duc de  
Rohan.  
Livre I.  
Vie de du  
Plessis-  
Mornai.  
Livre III.

1612. d'ôter à Rohan, le Gouvernement de S. Jean d'Angeli, que le feu Roi lui avoit donné. Bien averti des mauvais offices qu'on ne cessoit point de lui rendre à la Cour, le Duc de Rohan y alla pour se justifier. Après avoir représenté à la Régente, qu'il s'étoit comporté en homme de bien dans l'Assemblée de Saumur, *J'avouë, Madame, ajoûta le Duc, que je m'y suis opposé à Mr. de Bouillon : mais ce n'a été que pour donner à Vôtre Majesté de nouvelles marques de ma fidélité & du zèle que j'ai pour son service. Je me défie de ces gens qui veulent se rendre nécessaires de part & d'autre. Il est rare que leurs intentions soient droites. Si Mr. de Bouillon fût venu à bout de ses desseins dans nôtre Assemblée de Saumur, il auroit sû s'en prévaloir contre vous-même. Quand Mr. de Bouillon deviendra le maître parmi nous, vôtre autorité n'en sera pas mieux établie dans le Roiaume.*

Le Duc de Rohan éprouva en cette occasion la verité d'une réflexion qu'il fait lui-même, qu'un Prince prévenu est fort difficile à persuader. La Régente ne fit aucune attention à ses remontrances. Le temps de l'élection du Maire de S. Jean d'Angeli approchoit. Il étoit de la dernière importance pour le Duc de Rohan, que celui qui remplissoit cette place, ne fût pas continué. Le parti contraire au Gouverneur avoit gagné cet homme : & si leur projet eût réussi, le Duc perdoit toute son autorité dans la place.

Fei-

Feignant donc que son frere étoit dangereusement malade, il partit promptement de Paris. Rohan prit Soubize en passant, & ils se rendirent tous deux à S. Jean d'Angeli. Le jour de l'élection étant venu, on produit une lettre de cachet du Roi qui ordonnoit que l'ancien Maire fût continué sans conséquence pour l'avenir, & sans préjudice des privilèges des habitans. Le Duc de Rohan leur remontra que Sa Majesté avoit été mal informée de l'état de la ville, où il n'y avoit point de division, comme la lettre de cachet le supposoit, & qu'on pouvoit procéder à une nouvelle élection selon la forme accoutumée. *J'espere, dit-il, que je le ferai agréer à Sa Majesté : j'envoie pour cet effet mon Secrétaire à la Cour.*

Le Maréchal de Bouillon se flattoit que le Duc de Rohan se perdrait infailliblement, quelque parti qu'il pût prendre dans une affaire si délicate pour lui. Si Rohan souffroit la continuation de l'ancien Maire, on le dépouilloit de son autorité : & s'il s'opposoit à l'exécution des ordres de la Cour, elle se trouvoit dans la nécessité de punir un homme qui méprisoit l'autorité du Roi. Pour engager la Régente d'une telle manière, qu'elle ne dût reculer désormais, le Maréchal lui persuada d'envoyer un ordre encore plus exprès de continuer l'ancien Maire. Mais le Duc de Rohan persuadé que s'il perdoit son Gouvernement, il étoit perdu lui-même sans ressource, crut ne de-

1612. voir pas obéir aux ordres que la Reine surprise par ses ennemis avoit envoiez. On élut un nouveau Maire, c'est-à-dire qu'on choisit trois personnes, dont les noms furent envoiez à la Cour, afin que Sa Majesté désignât celui qu'elle jugeroit le plus propre. Et attendant la réponse de la Régente, les clefs de la ville furent mises entre les mains du plus ancien Echevin. Le Duc de Rohan se rendit ainsi maître de la ville, dont il avoit fait sortir quelques Officiers subalternes qui le traversoient.

Cette action hardie irrita extrêmement la Régente contre le Duc de Rohan. Ceux qu'il avoit dépêchez à la Cour, furent mis à la Bastille. On défendit à la Duchesse sa mere, à son épouse, à ses sœurs de sortir de Paris. Quelques-uns proposèrent au Conseil d'aller assiéger le Duc dans S. Jean d'Angeli, comme un rebelle. Les ordres furent expédiés pour assembler des troupes, & pour faire marcher l'Artillerie. La Reine publioit qu'elle iroit elle-même à l'armée, que les Maréchaux de Bouillon & de Lesdiguières vouloient bien commander, pour faire voir aux Réformez qu'il ne s'agissoit point de la Religion, mais seulement de châtier la révolte d'un Seigneur particulier. Le Duc publia tout aussi-tôt un Manifeste adressé aux Eglises Réformées. Il les y avertissoit que son zèle pour leur conservation lui attiroit cette persécution, que la perte de S. Jean d'Angeli entrai-

traîneroit celle des autres places de feu- 1612  
 reté, & que leurs ennemis ne s'arrête-  
 roient point en si beau chemin, après  
 qu'on lui auroit enlevé son Gouverne-  
 ment. Le Manifeste finissoit par une ex-  
 hortation assez vive. Le Duc se plaignoit Mercure  
 de ce que des Commissaires avoient fait François.  
 des informations de sa conduite, & que 1612.  
 l'ayant trouvée irréprochable, ils avoient  
 informé contre des Gentilshommes qui ne  
 se trouvoient coupables d'aucun autre  
 crime que de lui avoir rendu visite. *La*  
*Cour craint*, disoit-il, *que nôtre corps divi-*  
*se ne se réunisse. Le crédit que Mr. de Rohan*  
*s'y est acquis par sa qualité & par la probité*  
*dont il a toujours fait profession, donne de*  
*l'ombrage. Faut-il pour cela qu'on s'ap-*  
*plique à nous affoiblir peu-à-peu, à nous*  
*défaire par pièces? Reconnoissons nous, si*  
*nous voulons subsister. Faisons revivre la*  
*bonne intelligence qui étoit autrefois parmi*  
*nous. Consacrons nous au service de nôtre*  
*Dieu & de nôtre Roi. Travaillons pour le*  
*bien de nos Eglises & de l'Etat. Nous en*  
*étions la plus saine & la plus considérable*  
*partie avant nos divisions dans l'Assemblée*  
*de Saumur. Ce grand homme qui favoit*  
 encore mieux le métier de la guerre que  
 celui d'écrire, non content de faire des  
 Manifestes, se préparoit à se défendre cou-  
 rageusement.

On en publia un de la part de la  
 Reine. Elle prenoit grand soin d'y  
 avertir le monde que Sa Majesté se  
 plaignoit uniquement du Duc de Ro-



1612. han. On exhortoit tous les François de l'une & de l'autre Religion à secourir Leurs Majestez dans le juste dessein qu'elles avoient de punir un crime d'une dangereuse conséquence pour le bien commun de l'Etat. Enfin la Reine protestoit aux Réformez que la Religion n'ayant aucune part dans cette affaire, les Edits de pacification n'en seroient pas moins exactement observez. Du Pleissis-Mornai fut alors dans un extrême embarras. La ville de Saumur, dont il étoit Gouverneur, se trouvoit sur le chemin de la Reine, en cas qu'elle marchât vers S. Jean d'Angeli, & la prudence vouloit qu'elle s'assurât de ce passage important. Du Pleissis ne savoit quel parti prendre. Si je me fortifie, disoit ce judicieux Gentilhomme, si j'appelle du secours, on m'attaquera sous prétexte de rebellion. D'ailleurs si je ne pense point à me précautionner, je laisse une place de seureté qui m'est confiée, à la discretion de nos ennemis. Courons plutôt le risque de succomber sous la force & sous l'injustice, que d'augmenter la haine qu'on a déjà contre notre Réformation, en donnant à nos ennemis un nouveau prétexte de nous accuser de rebellion. Quel crime peut-on me reprocher ? Je ne crains ni les recherches, ni les informations. Pourquoi voudroit-on s'en prendre à moi ? Je n'ai aucune part à l'affaire de Mr. de Rohan. M'attaquer pour la Religion, ce seroit vouloir mettre le feu dans tout le Roiau-

*Roisne.* Du Plessis résolut de ne faire aucun mouvement. Il se contenta de représenter aux Ministres d'Etat les conséquences fâcheuses des mauvais conseils qu'on donnoit à Sa Majesté, & de les exhorter à laisser les Réformez jouir paisiblement du repos que le feu Roi leur avoit accordé avec tant de justice & de sagesse. 1612.

On auroit mieux écouté les bons avis que du Plessis donnoit, si les ennemis que le Duc de Rohan avoit parmi ceux de sa Religion, ne l'eussent pas empêché. Cependant, soit que la Régente eût fait attention à ce que le Roi d'Angleterre avoit répondu au Maréchal de Bouillon sur les affaires des Protestans de France, soit qu'elle craignût que plusieurs Provinces se déclarant pour le Duc de Rohan, la guerre civile ne s'allumât en France, Sa Majesté reconnut enfin que si le Duc de Rohan avoit résisté à ses ordres avec trop de hauteur, elle avoit aussi trop facilement commis l'autorité du Roi. On chercha donc quelque voie d'accommodement. Themines Senéchal du Querci fut envoyé à S. Jean d'Angeli pour ramener le Duc. Du Plessis-Mornai lui avoit donné un conseil fort sage, de céder volontiers & de bonne grace toutes les apparences à la Reine, pourvu qu'il conservât son Gouvernement, tel qu'il l'avoit auparavant. La négociation se fit sur ce pied-là. L'ancien Maire fut remis dans l'exercice de sa Charge, &

1612. les Officiers subalternes que le Duc de Rohan ne vouloit pas souffrir dans la ville, y rentrèrent. Mais peu de jours après on fit une nouvelle élection & la Régente donna d'autres emplois à ceux dont le Duc ne s'accommodoit pas.

Réconciliation des Seigneurs Protestans François.

Les Réformez tinrent ensuite un Synode National à Privas dans le Vivarez. Ils y convinrent que la division des Seigneurs de leur communion, alloit causer la perte de la Réformation en France. Le Synode résolut de travailler efficacement à les réconcilier ensemble. On écrivit à du Pleffis-Mornai pour le prier de joindre ses instances à celles des Commissaires que la Compagnie avoit nommez pour travailler à cette importante affaire. Les Maréchaux de Bouillon & de Lesdiguières mécontents de la Cour, consentirent sans peine à la réunion. Elle les rendoit plus formidables à la Régente & à ses Ministres. Les Princes du sang auxquels ils s'étoient liez depuis peu, devoient avoir plus de considération pour des gens capables de mettre tout le Parti Protestant bien uni de leur côté. Dans l'acte de réconciliation dressé de concert avec du Pleffis-Mornai, les Seigneurs Réformez se promirent mutuellement d'oublier tout le passé, de s'entr'aimer, de se donner des témoignages réciproques d'amitié, autant que la Religion & la fidélité dûë au Roi, le pourroient permettre, de travailler conjointement à l'avancement du regne de Dieu & au repos de leurs freres, de ne rien faire qui pût

pût préjudicier à l'union & à la conformité de doctrine & de discipline établie dans les Eglises Réformées de France. Les Ducs de Rohan & de Sulli, les Maréchaux de Bouillon & de Lesdiguières, Châtillon, Soubize, la Force & du Plessis-Mornai signèrent l'écrit. On convint encore d'en demander la souscription aux Gouverneurs des places de sûreté & aux Gentilshommes distinguez dans les Provinces. 1612.

La Protestation que le Synode National de Privas publia au nom de toutes les Eglises Réformées de France, fit grand bruit dans le monde. En voici l'occasion. Dans sa lettre à l'Assemblée générale de Saumur, la Régente avoit enjoint aux Députez de se retirer dans leurs Provinces, & d'y rapporter les bonnes intentions de Sa Majesté. Les Réformez voiant que cette Assemblée étoit enfin obligée de se separer, sans avoir eu le temps d'examiner les réponses faites au Cahier de ses plaintes & de ses demandes, ils crurent pouvoir remédier à ce malheur par le moyen des Assemblées Provinciales. La Régente sembloit les permettre, en ordonnant aux Députez de faire leur rapport dans leurs Provinces. On s'y assembla donc pour cet effet, sans que la Cour y trouvât à redire. Les Lieutenans de Roi en convoquèrent eux-mêmes quelques-unes, & des Présidens de Cour Souveraine assistèrent à d'autres. La Régente avoit donné ordre elle-même aux

Protestation  
du Synode  
National de  
Privas au  
nom de toutes les Eglises Réformées de France, contre une nouvelle Déclaration du Roi.

Mercur  
Francois.  
1612.

1612.

Commisſaires envoiez pour examiner les contraventions faites à l'Edit de Nantes, de ſe rendre dans les Provinces avant la tenue des Aſſemblées. Ils s'y trouverent en certaines rencontres. On ne pouvoit donc pas dire qu'elles euſſent été tenues & l'inſcû & ſans la permiſſion de Sa Majeſté. Elle ſuppoſoit ſi bien les avoir permises, que ſes Commiſſaires avoient eu ordre d'y aſſiſter, & que ſes Officiers & les Magiſtrats publics y étoient préſens.

Les Députés de huit Provinces étant venus enſuite à Paris dans le deſſein d'achever ce que l'Aſſemblée de Saumur n'avoit pû faire, & de ſolliciter des réponſes plus favorables au Cahier qu'elle avoit préſenté, la Régente ſe trouva dans un embaras qu'on n'avoit pas prévu. Il faut avouer que le tour des Réformez en cette occaſion n'étoit pas mal imaginé. C'étoit le moien d'empêcher que leurs ennemis ſecrets & déclarez ne tiraſſent de ſi grands avantages de la ſéparation de l'Aſſemblée de Saumur. Il y a beaucoup d'apparence que le Duc de Rohan avoit fourni cet expédient, pour traverser le Maréchal de Bouillon, qui ſe faiſoit un grand mérite à la Cour, d'avoir ſi bien ménagé les affaires dans l'Aſſemblée de Saumur, que la Régente n'en pouvoit pas attendre une iſſue plus favorable. Ces députations mettoient la Régente & ſon Conſeil dans un embaras preſqu'auffi fâcheux que ſi l'Aſſemblée Générale eût ſubiſté. Et le Maréchal

réchal de Bouillon paroïſſoit n'avoir pas encore fait de ſi grandes merveilles. C'étoit à lui de ſauver ſa réputation cherchant quelque remède à ce nouvel inconvenient. On n'en trouva point de meilleur, que de renvoyer les Députés des Provinces, comme venant de la part de gens qui s'étoient aſſemblez contre la volonté du Roi, ou du moins ſans ſa permiſſion. Et de peur que la Cour n'en fit difficulté à cauſe du mécontentement, que ce refus d'écouter les Députés pouvoit cauſer, le Maréchal de Bouillon ſe chargea de tout le mal qui en pouvoit arriver.

On alla encore plus loin. La Régente fit donner une nouvelle déclaration, qui défendoit aux Réformez de tenir deſormais de ces Aſſemblées Provinciales. Les Conſistoires, les Colloques, les Synodes Provinciaux & les Nationaux, leur étoient ſeulement permis, à condition qu'il ne s'y trouveroit que des Miniſtres & des Anciens, & qu'on n'y traiteroit que des affaires qui concernoient la doctrine & la diſcipline des Eglīſes Réformées de France. Les aſſemblées tenues depuis la ſéparation de celle de Saumur, étoient déclarées illicites en termes fort doux. Et afin que ceux qui s'y étoient trouvez, n'euffent point d'inquiétude, le Roi leur pardonnoit cette prétendue faute; & il défendoit à ſes Officiers de faire aucune pourſuite contre eux. Sa Majeſté ſuppoſoit qu'ils y étoient allez de bonne foi, & qu'ils n'avoient pas eu intention de deſobéir aux ordres du

1612.

feu Roi. Les Réformez furent extrêmement surpris de ce qu'on leur faisoit grace d'un crime qu'ils prétendoient n'avoir point commis. Leurs Députés Généraux présentèrent requête au Parlement pour s'opposer à l'enregistrement de la Déclaration. Ils protestèrent que bien loin d'avoir requis une pareille grace, leurs Eglises la regardoient comme injurieuse & flétrissante, & qu'aucun des Réformez ne prétendoit s'en servir. Cette opposition arrêta l'enregistrement. Mais la Cour aiant gagné quelques Réformez pour le demander, sous prétexte qu'ils en avoient besoin pour leur propre seureté, la Déclaration fut enregistrée & vérifiée dans les formes.

Cette affaire fit grand bruit dans le Synode National de Privas. On y résolut de faire une protestation publique & solennelle, que les Assemblées Provinciales n'avoient point été tenuës contre la volonté du Roi, & que les Réformez regardoient le pardon que Sa Majesté leur accordoit à cette occasion, comme une flétrissure qu'ils n'avoient pas méritée. On déclaroit à la fin de l'acte, qu'on ne se serviroit jamais de la grace que le Roi prétendoit donner, & l'on desavouoit nettement ceux d'entre les Protestans qui pourroient l'avoir requise. Comme cela causoit du mouvement dans quelques Provinces, la Cour voulut l'appaiser par une autre Déclaration donnée par forme d'éclaircissement à la précédente. Sa Ma-

jesté

jesté y reconnoissoit être fort contente de la fidélité & de l'obéissance de ses sujets Protestans : mais dans le fonds il ne remédioit pas au mal que l'autre Déclaration leur avoit fait. Les Assemblées Provinciales demeuroient défendues : & c'est tout ce que la Cour, déjà délivrée des sollicitations des Députés, prétendoit. 1612.

L'arrivée du Duc de Paltrane à Paris servit beaucoup à diminuer le chagrin que toutes ces affaires donnoient à la Régente. On le reçut dans toutes les villes de son passage avec des honneurs extraordinaires. Les Ducs de Nevers & de Luxembourg allèrent au devant de lui hors des portes de Paris, accompagnés de quatre ou cinq cens Cavaliers. Son entrée fut magnifique. Il avoit un superbe équipage, & une suite nombreuse de gens fort bien habillez. Don François & Don Diego de Sylva ses freres & plusieurs autres Seigneurs Espagnols étoient venus avec lui. Le Roi lui donna sa première audience le 16. Août. Les Princes du sang, les grands Seigneurs, & les Cardinaux de Sourdis & de Bonzi furent invitez à cette cérémonie. Ceux-ci tâcherent de s'en excuser, sous prétexte que leur dignité ne leur permettoit pas d'être au dessous des Princes du sang. Prétension ridicule & insupportable. Ces gens-là ne sont, à proprement parler, que les Prêtres & les Diacres de l'Eglise particulière de Rome. Depuis qu'on a souffert

Entrée du  
Duc de Pal-  
trane à Pa-  
ris.

Mercur  
Francois.  
1612.

Siri Memo-  
rie Recondi-  
fert



1612.  
1<sup>re</sup>. Tom. II.  
Pag. 697.  
698. &c.

fert qu'ils se soient insolemment habillez de pourpre, ils croient n'être pas inférieurs aux Têtes couronnées. Marie de Médicis qui vouloit que les Espagnols vissent la Cour de France dans toute sa splendeur, souhaita que les Cardinaux fussent présens à l'audience. On leur dit de sa part qu'il n'y auroit point de distinction de places, & que chacun se mettroit comme il se trouveroit. Les Princes du sang prirent promptement la main droite du Roi. Les Cardinaux exclus de cet endroit allèrent se mettre à côté de la Reine. Ils n'y demeurèrent pas long-temps. La Princesse Douairière de Condé ne voulut pas les souffrir au dessus d'elle; & la Régente craignant de choquer les Princes du sang qui n'auroient pas manqué de soutenir le droit des Princesses, laissa sortir les Cardinaux avec la confusion que leur sottise ambition méritoit.

Il y eut un différend plus éclatant du côté du Roi. Le Duc de Nevers s'étoit placé sur le banc des Princes du sang. Le Comte de Soissons occupé à parler avec le Prince de Conti son frere, ne prit pas garde que Nevers s'étoit mis immédiatement après lui. Dès que le Prince de Condé qui étoit au dessus de ses deux oncles, s'en apperçût, le voilà qui presse & qui pousse Conti. Celui-ci en fait autant à Soissons, qui ne manque pas de pousser le Duc de toute sa force. *Je ne sais pas, dit-il alors, pourquoi vous me pressez de la sorte. Parce que ce n'est pas ici vôtre*

*tre place*, répliqua fièrement le Prince de Condé. On se dit de part & d'autre quelques paroles piquantes. *Nous nous expliquerons mieux en un autre endroit*, dit enfin Condé en faisant signe à Nevers de le suivre. Le Maréchal de Bouillon courut vite pour arrêter le Prince, qui en passant devant le Duc, lui avoit fait comprendre que c'étoit un appel. L'affaire fut accommodée sur le champ par ordre du Roi; & la Régente blâma le Duc de Nevers de ce qu'il s'étoit placé en un endroit qui n'étoit destiné qu'aux Princes du sang. Les Guises n'eurent point de contestation pour leur rang: le Duc & ses deux freres devoient aller prendre Pastrarie pour l'amener à l'Audience. - Après que l'Ambassadeur eut fait ses complimens, & présenté au Roi & à la Reine les lettres de Sa Majesté Catholique, on le conduisit chez Madame Elizabeth destinée au Prince d'Espagne, & de là dans l'appartement du Duc d'Anjou, pour y saluer ce Prince & ses deux autres sœurs Filles de France.

Le 25. Août jour de la fête de S. Louis fut marqué pour la signature des articles de mariage entre Madame Elizabeth & le Prince d'Espagne. Le Duc de Pastrane & Don Innigo de Cardenas Ambassadeur ordinaire du Roi Philippe en France, les signèrent, comme Procureurs du Père & du Fils, immédiatement après le Roi, la Reine sa mère, Madame Elizabeth, & la Reine Marguerite. Le Non-

Signature  
des articles  
de mariage  
entre le  
Prince d'Es-  
pagne & la  
fille aînée  
de France.

1612. ce & l'Ambassadeur, comme représentant les deux Mediateurs, mirent leur nom après celui des trois Princes du sang. La dot d'Elizabeth étoit de cinq cens mille écus d'or. On devoit les compter la veille de la consommation du mariage. La Princesse renonçoit à tous les droits qu'elle pouvoit prétendre à la succession de son Père, de sa Mère, & de ses Freres sans en excepter les Etats qui ne sont pas fiefs masculins, auxquels les filles peuvent succéder. Cela regardoit les droits au Roiaume de Navarre & à la Principauté de Bearn qu'Henri IV. tenoit de sa Mère. Le Duc de Pastrane demeura encore quelques jours à Paris. Il y fut régalé de tous les divertissemens possibles. En arrivant à Bourdeaux pour s'en retourner en Espagne, il y trouva le Duc de Mayenne qui revenoit de Madrid. Il y étoit allé pour y signer de même les articles de mariage entre Louis XIII. Roi de France, & Anne Infante d'Espagne.

Entrée du  
Duc de  
Mayenne à  
Madrid

Le Duc de Mayenne avoit reçu de plus grands honneurs en Espagne, que le Duc de Pastrane en France, soit qu'on eût égard à sa qualité de Prince d'une Maison Souveraine alliée à la Maison d'Autriche, soit que les Espagnols se piquassent de surpasser les François en magnificence & en galanterie. Il trouvoit en son chemin la Maison du Duc de Lerme. Ce Favori ordonna que Mayenne y fût splendidement régalé. Et afin que la fête eût un air plus galant, il parut que tout

Mercure  
Francois.  
1612.

tout se faisoit aux dépens des habitans de Lerne, ravis d'avoir un hôte si distingué chez eux. Le Duc ne manqua pas d'étaler en cette occasion la somptuosité de ses meubles & de ses tapisseries, dont les bordures en broderie d'or étoient enrichies de rubis & d'émeraudes. Les Ducs d'Albe, de l'Infantado, d'Albuquerque, l'Amirante de Castille, & plusieurs autres Grands d'Espagne accompagnés de cinq cens Cavaliers dont tous les chevaux étoient superbement enharnachés, allèrent recevoir le Duc de Mayenne au delà de Madrid. Son entrée fut fort belle : mais le grand deuil que l'Ambassadeur portoit de son Père, & que la Cour d'Espagne avoit pris à cause de la mort de la Reine, rendit la cérémonie moins éclatante. Le 17. Juillet le Duc d'Uceda conduisit l'Ambassadeur à l'Audience du Roi. Le Prince d'Espagne étoit à la gauche de Sa Majesté, & le Duc de Lerne à la droite. Le Père & le Fils embrassèrent l'Ambassadeur lors qu'il s'approcha pour leur baiser la main. Ce fut une distinction accordée à la qualité de Prince de la Maison de Lorraine. Delà il fut conduit à l'Audience de l'Infante. Le Duc lui baïsa la main, parce que Son Altesse avoit déclaré qu'elle vouloit en user avec l'Ambassadeur, comme une Reine en use avec son sujet.

La signature des articles de mariage fut fixée au 22. Août. Toute la Cour quitta le deuil pour ce jour-là, excepté le Roi.

Signature  
des articles  
de mariage  
entre le Roi  
Le

1612.  
Louis XIII.  
& l'Infante  
d'Espagne.

Le Duc de Lerme vint prendre l'Ambassadeur pour le conduire au Palais. Sa Majesté, ni le Prince, ni l'Infante d'Espagne n'assisterent pas à la cérémonie de la signature. On avoit dressé deux Actes : l'un en François, & l'autre en Espagnol. Le Duc de Mayenne, Puisieux Secretaire d'Etat, & Vaucelas Ambassadeur ordinaire à Madrid, signèrent les premiers l'Acte François, comme Procureurs du Roi Très-Chrétien & de la Reine sa mère. Le Duc de Lerme signa ensuite, en qualité de Procureur du Roi Catholique père & tuteur de l'Infante. Il n'en fut pas de même dans l'Acte Espagnol. Lerme y mit son nom le premier, & les François après lui. L'Infante renonça pour elle & pour ses enfans, à tous les droits de succéder aux Etats de la Couronne d'Espagne. Deux cas furent seulement exceptez : si demeurant veuve & sans enfans, l'Infante retournoit en Espagne. Que si par raison d'Etat, & pour le bien public de la Monarchie Espagnole, l'Infante se remarioit avec le consentement du Roi son père, ou du Prince d'Espagne son frere, en ce second cas elle renetroit encore dans ses droits de succéder à l'un & à l'autre.

Après la signature des articles, le Duc de Mayenne fut conduit dans une sale, où étoit le Roi avec le Prince & l'Infante à ses côtez. L'Ambassadeur fit seulement une reverence au Père. Il harangua premièrement la Fille en qualité de Reine de Fran-

France. Quand le Duc prit congé d'elle 1612.  
quelques jours ensuite, il la pria de lui or-  
donner quelque chose pour le Roi son  
Maître. *Assurez le, dit l'Infante, que j'ai  
une grande impatience de le voir.* Cette  
réponse ne parut pas assez grave à la Com-  
tesse d'Altamira sa Gouvernante. *Eh,  
Madame ! s'écria l'Espagnole, que pensera  
le Roi de France, quand Mr. le Duc lui rap-  
portera que vous avez une si grande passion  
pour le mariage ? Vous m'avez appris, ré-  
pliqua l'Infante avec assez de vivacité,  
qu'il faut toujours dire la vérité.* Elle sou-  
piroit, la jeune Princesse, après un Epoux,  
qui ne la rendit pas aussi heureuse, qu'elle  
se l'imaginait.

Nous verrons bien-tôt la face des affai-  
res entièrement changée en Italie par la  
mort de François Duc de Mantouë, arri-  
vée à la fin de l'an 1612. Mais avant que  
d'entrer dans ce détail que je réserve pour  
l'année suivante, je croi devoir dire quel-  
que chose d'une affaire qui fit grand éclat  
en Italie au mois de Mars de celle-ci.  
François Duc de Mantouë avoit succédé  
depuis quelques jours à Vincent son père  
mari de la sœur aînée de Marie de Mé-  
dicis. En ce même temps Raruce Duc  
de Parme découvrit une étrange conspi-  
ration tramée contre lui depuis plus d'un  
an, & contre toute la Maison Farnése.  
Il crut avoir des indices suffisans pour  
croire que le feu Duc Vincent de Man-  
touë, les Cardinaux Sforze & d'Este, le  
Prince de Modène, le Duc de la Mi-  
ran-

Conspira-  
tion contre  
le Duc de  
Parme.

Siri Memo-  
rie Recondi-  
te. Tom. II.  
Pag. 657.  
658. 659.  
&c.

1612. randole & quelqu'autre Souverain avoient eu part à un dessein si detestable. Voici ce qu'on en fait. Plusieurs Gentilshommes & quelques Dames de qualité des Etats du Duc de Parme & des environs, conjurèrent ensemble de le tuer avec tous ceux de sa Maison, & de se saisir des villes de Parme & de Plaifance, qu'ils devoient livrer ensuite à quelques Princes voisins, dont les conjurez avoient reçu de l'argent. Il y a cette différence entre la vraie Religion & la superstition, que l'une donne de l'horreur pour les moindres crimes; au lieu que l'autre s'accommode fort bien avec les actions les plus noires. Les misérables qui attentèrent à la vie d'Henri IV. Roi de France se confessent, & communient ensuite pour se préparer à l'exécution de leur barbare dessein. Ceux qui conspirèrent peu de temps après contre Ranuce Duc de Parme, & contre toute la Maison Farnése, jurèrent sur une Image de la Vierge Marie, de se garder la fidélité les uns aux autres, & de ne point découvrir l'entreprise.

Leur premier projet, ce fut de prendre l'occasion du batême solennel du jeune Prince de Parme, où le Cardinal Farnése devoit se trouver avec le reste de la famille. On avoit résolu de tuer là, Ranuce, ses enfans, le Cardinal, & tous les gens devouez aux Farnésés. La cérémonie du batême aiant été différée, les conjurez continuèrent de s'assembler, & de prendre leurs mesures pour l'exécution

cution de leur dessein. Ils avoient déjà gagné beaucoup de gens, & quelques Princes voisins devoient leur fournir des soldats à point nommé. Voiant que la cérémonie du batême tardoit trop long-temps, & que la conspiration pourroit se découvrir, les conjurez prirent la résolution d'attaquer le Duc de Parme dans une Abbaïe où il s'étoit retiré pour prendre l'air & pour faire quelques exercices de dévotion avec des Capucins, & de l'assassiner en cet endroit. On devoit venir ensuite à Parme durant la nuit, tuer les enfans du Duc & ceux de sa Maison, saccager le palais & la ville, & se saisir de la citadelle. Une autre partie des complices s'étoient chargés de se rendre maîtres par le moien de quelque intelligence, de la ville & du château de Plaifance qu'on devoit livrer au Duc de Mantouë.

Dans les conspirations qui ne peuvent s'exécuter qu'avec le temps & par un grand nombre de complices, il s'en trouve presque toujours quelqu'un qui réfléchit sérieusement sur l'entreprise. La crainte du supplice, l'espérance d'être bien récompensé, l'horreur même du crime & les remors de la conscience le portent à découvrir la trame. Le Duc de Parme rencontra des gens de cette humeur, qui l'avertirent du danger dont il étoit menacé. Après une exacte information de toutes les particularitez de la conspiration, Ranuce fit afficher publiquement un Manifeste, qui contenoit le détail

de



1612. de l'entreprise formée, & le nom des principaux complices, que le Duc sommoit de se venir justifier. Il paroissoit qu'on avoit supprimé le nom de certaines personnes considérables par leur qualité & par leur rang. Vincent Duc de Mantouë mort depuis quelques jours, étoit si bien désigné, que tout le monde le reconnoissoit d'abord, sous le nom de *premier Conspirateur* qu'on lui donnoit. Le Capitaine de ses Gardes étoit le second des conjurez. François son successeur se plaignit hautement de l'injure faite à la mémoire de son père. Il en demandoit réparation. L'affaire faisoit si grand bruit en Italie, qu'on craignoit une rupture ouverte entre le Duc de Parme & le Duc de Mantouë. Le premier eut recours à la protection du Roi d'Espagne, que le fameux Alexandre de Parme avoit si bien servi, & l'autre neveu de la Régente de France, implora le secours de cette Couronne-là. Charles Emmanuel Duc de Savoie voulut s'entremettre pour accommoder les deux Princes : mais on reconnut bien-tôt que cet esprit inquiet cherchoit plutôt à les brouiller encore davantage, & à exciter une guerre dont il esperoit de profiter, qu'à terminer leur différend. Les parties convinrent de s'en rapporter à l'arbitrage du Duc d'Urbain pour une partie de la contestation. Le Gouverneur de Milan assoupit le reste de l'affaire au nom du Roi d'Espagne ; & les deux Princes congédièrent les troupes qu'ils avoient déjà mises sur pied.

Pour

Pour faire cesser les plaintes continuelles du Duc de Savoie , la Régente offroit quelquefois de donner Christine sa seconde fille au Prince de Piémont. Cela n'empêcha pas qu'on ne parlât encore de la marier avec Henri Prince de Gales fils aîné de Jacques I. Roi de la Grande-Bretagne : soit que Marie de Médicis eût l'ambition de faire toutes ses filles Reines ; soit qu'elle voulût rompre la négociation déjà fort avancée entre Sa Majesté Britannique & le Duc de Savoie pour le mariage du Prince de Gales avec la Princesse de Savoie. Jacques avoit demandé la Fille aînée de France : mais voyant que la Régente avoit pris de si grans engagements avec l'Espagne , il écouta les propositions que le Duc de Savoie lui faisoit. Comme Sa Majesté Britannique avoit la réputation d'aimer fort l'argent , Cosme Grand Duc de Toscane plus pecunieux que Charles Emmanuel , vint à la traverse. Il offrit une de ses sœurs au Prince de Gales avec une dot fort considérable. Mais le Pape, peut-être à l'instigation de la Régente, qui prétendoit dédommager le Duc de Savoie en procurant au Prince de Piémont la Princesse de Toscane, le Pape, dis-je, écrivit fortement au Grand Duc pour le dissuader d'une alliance que le S. Siège n'approuveroit pas. Nonobstant les lettres du Pape qui paroissoient mendiées, Cosme pensa toujours à marier sa sœur en Angleterre. Il pressa même la Régente

1612.  
On parle de  
marier  
Christine  
seconde Fil-  
le de France  
avec Henri  
Prince de  
Gales.

*Siri Memo-  
rie Recondi-  
te. Tom. II.  
Pag. 647.  
654. 672.  
692. 693.  
710.*

de

1612. de l'aider de ses bons offices à Rome pour obtenir la dispense. Marie de Médicis, qui avoit d'autres choses en tête, les lui refusa séchement. Le Duc de Savoie écrivit à son Ambassadeur en France, de dire à celui du Roi d'Angleterre, que Son Altesse sachant bien la différence qu'il y a entre une Fille de France, & une Princesse de Savoie, Charles Emmanuel ne trouveroit pas étrange qu'on préférât la fille d'Henri IV. à la sienne : mais qu'il croiroit recevoir un affront sensible, si Sa Majesté Britannique rejettoit une Princesse de Savoie, pour marier son fils dans la Maison de Médicis.

La Régente témoigna tant d'empressement pour le mariage de Christine avec le Prince de Gales, que le Chevalier Edmonds Ambassadeur d'Angleterre, crut que de la manière dont Villeroy lui avoit parlé, il ne tiendrait qu'au Roi Jacques de conclure cette affaire, & que Marie de Médicis lui accorderoit volontiers toutes les conditions qu'on lui demanderoit. De là que le Roi eut reçu cette nouvelle, il ordonna à Robert Carr Vicomte de Rochester son Favori, d'écrire au Prince Henri, qui étoit alors à Richemont, & de le prier de lui dire librement, si le parti lui agréoit. On avertissoit Henri que Christine n'avoit encore que neuf ans, & que la dot de sa sœur aînée n'étoit que de cinq cens mille écus d'or. *Mais la France, ajoutoit Rochester, fait paroître tant d'ardeur pour ce mariage, qu'on ne doute pas qu'elle*

Lettres originales du Prince de Gales & du Vicomte de Rochester.

*qu'elle ne donne davantage à la cadette , en cas qu'on insiste sur l'augmentation de la dot.* 1612.

Le Prince de Gales répondit avec beaucoup de sagesse au Roi son père sur tous les articles de la lettre du Chevalier Edmonds qu'on lui avoit envoyée en même temps. Pour ce qui regarde le temps , disoit-il , auquel on amenera la Princesse de France en Angleterre , je croi que le plutôt est le meilleur , & que V<sup>otre</sup> Majesté ne se doit pas relâcher là-dessus. Tant que la Princesse demeurera en France , la Régente sa mère sera la maîtresse d'avancer le mariage , ou de le reculer ; d'obliger sa fille à donner son consentement , ou de l'en empêcher. Plus elle sera jeune , & plus nous aurons de temps & de facilité pour l'instruire de nôtre Religion , & pour la convertir. Puisqu'on demande que V<sup>otre</sup> Majesté s'explique sur la liberté que la Princesse aura dans l'exercice de sa Religion , je vous prie , Sire , de répondre positivement à vôtre Ambassadeur , que vous n'accorderez pas d'autres conditions à la France , que celles que le Duc de Savoie a demandées lui-même , quand il vous a offert sa fille ; c'est-à-dire que la Princesse aura la liberté d'exercer sa Religion en particulier & dans la chambre la plus retirée de son appartement. J'avoué que ces deux conditions sont étroites : mais si la France parle sincèrement , je ne doute pas qu'elle ne s'en contente.

Henri

1612.

Henri connoissoit fort bien l'humeur avare de son Père. C'est-pourquoi il touche l'article de la dot d'une manière plus délicate. Si *Vôtre Majesté*, continue-t-il, veut avoir égard à la grandeur de la dot, je croi que vous préférerez la *Princesse de Savoie* : Elle apporte deux cens mille écus plus que celle de France. Car enfin, j'ai peine à me persuader que la Régente donne plus à la cadette qu'à l'aînée. Mais si votre Majesté laisse à part l'intérêt, pour faire ce qui sera plus au gré du Corps général des Protestans au dehors, il me semble que vous pencherez plutôt pour la France que pour la Savoie. Au reste, conclut ce Prince, je crains que *Vôtre Majesté* ne soit pas contente de l'indifférence que je témoigne dans toutes les propositions de mariage qu'on me fait. Je vous en demande très-humblement pardon. C'est à vous, Sire, de prendre la résolution la plus avantageuse au bien de l'Etat. J'ai fort peu d'expérience dans les affaires politiques, & je ne puis pas parler en amant dans cette occasion. Je rapporte cette lettre d'autant plus volontiers, que c'est peut-être la dernière qu'il ait écrite. Elle est datée du 14. Octobre 1612 : Et le Prince mourut le 16. Novembre.

Mort  
d'Henri  
Prince de  
Gales.

Aiant bû de la petite bière pour se rafraîchir après avoir piqué un cheval avec assez d'ardeur, il tomba dangereusement malade. L'art des plus habiles Medecins fut inutile contre la violence du mal. Le Ciel fut sourd aux vœux de toute l'Angleterre pour la guérison d'un jeune Prince

ce âgé de 19. ans , qui étoit l'espérance & les delices de la Nation. Ceux qui affectèrent d'abord de témoigner plus de douleur après sa mort , n'en étoient pas fâchez dans le fond du cœur. Du moins on le crut ainsi. L'affliction du peuple fut plus vive & plus sincère que celle de la Cour. *Les applaudissemens que nous donnions de si bon cœur au Prince de Gales, lui ont été funestes*, disoit-on communément. *Ceux qui veulent regner en maîtres absolus, n'aiment pas d'avoir des enfans trop populaires.* L'affection que le jeune Henri avoit pour la Religion & pour la liberté du pays, a fait trancher le cours d'une vie si heureusement commencée. Charles son frere & Frederic Electeur Palatin qui étoit venu voir la Princesse d'Angleterre qu'on lui destinoit, assistèrent aux obseques en grand deuil. Les larmes du peuple qui l'accompagnait au tombeau en racontant les vertus qui brilloient déjà dans sa personne, & en déplorant la perte irreparable que l'Angleterre faisoit, furent le plus bel ornement de la cérémonie.

La défense que le Roi son père fit peu de jours après, de paroître en deuil à la Cour, redoubla les soupçons & l'indignation des Anglois. Ne pensoit-il point comme un Empereur Romain, que la Majesté du Prince ne lui permet pas de pleurer; que les grandes afflictions ne conviennent qu'aux particuliers; que les Rois peuvent mourir, mais que l'Etat est immortel? C'est pourquoi Jacques ne

Wilson  
Hist. de la  
Grande Bré-  
tagne. 1612.

1612. crut pas devoir interrompre les divertissemens ordinaires au commencement de la nouvelle année. On dit que la France ne fut pas fâchée d'apprendre la mort du Prince de Gales, qui sembloit avoir plutôt les inclinations des anciens Rois d'Angleterre, que celles des Rois d'Écosse. Et c'étoit reconnoître fort mal les sentimens généreux que ce Prince témoigna en aprenant la mort d'Henri IV. *J'ai perdu mon second père*, s'écria-t-il. L'opinion commune est que le jeune Henri avoit résolu de se dérober de la Cour d'Angleterre, & d'aller apprendre le métier de la guerre sous le Roi de France, dez qu'il marcheroit à la tête de son armée. Dans le temps que le Prince de Gales déplorait la mort tragique d'Henri IV, un Courtisan s'avisa de lui dire que cet accident donneroit à Son Altesse le moien de faire mieux valoir les prétensions des Rois d'Angleterre en France. *Retire-toi, lâche flateur*, répliqua le Prince en colère. *Oses-tu bien me parler de faire la guerre à un enfant ? Je suis prêt à le défendre contre tous ceux qui voudront l'attaquer.* Le Fils de celui pour qui le Prince de Gales avoit de si nobles sentimens, n'a pas eu cette généreuse délicatesse, quoi qu'il fût dans un âge beaucoup plus avancé.

Fortune de  
Robert Carr  
en Angle-  
terre.

Je ne sai s'il faut porter les soupçons sur la mort du jeune Henri, aussi loin que plusieurs gens les ont portez en Angleterre. Si elle fut avancée, comme le raport des Medecins le fit croire, le

Vi-

Vicomte de Rochester pouroit bien avoir commis un crime si atroce. Lui & sa femme furent condamnez depuis comme coupables d'empoisonnement. Le Prince n'aimoit pas le Favori de son père, il lui faisoit mauvais visage, il témoignoit de la répugnance à le souffrir auprès de lui. Robert Carr Gentilhomme d'une naissance médiocre en Ecosse, aiant trouvé moien d'être page du Roi, son visage agreable, sa taille fine, ses manières insinuanes, lui plurent extrêmement. Carr fut fait Chevalier en peu de temps : Et le Roi dégoûté du Comte de Montgomeri, donna toute son affection au Chevalier Ecossois. Il l'éleva encore à la Dignité de Vicomte de Rochester, & puis à celle de Comte de Sommerfet. La chute de cet indigne Favori fut aussi honteuse que son élévation avoit été surprenante. Il étoit devenu enfin amoureux de la Comtesse d'Essex qui cherchoit à l'engager, & qu'il épousa depuis. Ce n'est pas ici le lieu de raconter les aventures de cette Dame. On dit que le Prince de Gales fut touché de son extrême beauté : mais Rochester lui fut préféré. Le dépit que le Prince en conçut, augmenta l'aversion qu'il avoit déjà pour son rival. La Comtesse aiant laissé tomber son gant dans une danse, celui qui l'avoit ramassé, le presenta au Prince de Gales. On croioit lui plaire, en lui donnant occasion de faire civilité à une Dame qu'il avoit paru aimer. Henri rejeta le gant

1612.



1612. avec mepris. *Un autre*, dit-il, *y a mis la main avant moi.* Comme les deux amans étoient experts dans l'art d'empoisonner, il est assez vraisemblable qu'ils voulurent se défaire d'un Prince qui devoit être un grand obstacle à leur repos & à l'établissement de leur fortune.

Mort du  
Comte de  
Soissons.

Mémoires  
de la Régén-  
ce de Marie  
de Médicis.

Le Comte de Soissons mort quelques jours avant le Prince de Gales, laissa de belles Dignitez vacantes, les Gouvernemens de Dauphiné & de Normandie avec la Charge de grand Maître de la Maison du Roi. La Régente la donna au nouveau Comte fils du defunt, & le Gouvernement de Dauphiné. Elle vouloit se réserver celui de Normandie, & le faire exercer par un Lieutenant Général. Mais il fallut contenter le Prince de Conti, qui demandoit un des deux Gouvernemens de son frere. Cela paroissoit fort raisonnable ; Conti aiant cédé autrefois au Comte le Gouvernement de Dauphiné. Pour lui donner quelque satisfaction & aux Guises, dont le Prince avoit épousé la sœur, on fit proposer à Charles de Valois fils naturel du Roi Charles IX. que nous appellions ci-devant Comte d'Auvergne, & qu'on nommera désormais le Duc d'Angoulême, de se démettre du Gouvernement d'Auvergne. Henri IV. l'avoit mis à la Bastille à cause d'une conspiration ; & la Régente l'y tenoit encore. Le Marquis de Cœuvres fut chargé de lui parler de cet accommodement. Le Duc d'Angoulême qui sou-  
piroit

piroit après sa liberté, accepta la proposition pour obtenir son élargissement. Ainsi le Prince de Conti fut fait Gouverneur d'Auvergne. 1612.

Le Comte de Soissons rouloit de vastes desseins dans sa tête, quand il mourut. On dit qu'il avoit lié une fort grande correspondance avec Henri Prince de Galles, avec Maurice Prince d'Orange, avec le Duc de Savoie, avec le Parti Huguenot. Le Duc de Rohan le voiant mécontent de la Régente & des Ministres, envoya offrir ses services au Comte. Il ne demandoit le Gouvernement de Quillebeuf avec tant d'instance, que pour être en état de donner entrée aux secours qu'il projettoit de faire venir d'Angleterre & de Hollande. Sa plus grande passion, c'étoit d'éloigner les Ministres, & d'abatre le parti des Guises & du Duc d'Epernon. Il auroit eu la joie de voir ses souhaits presque accomplis, si la mort ne l'eût pas enlevé le 1. jour de Novembre. Le Marquis & la Marquise d'Ancre avoient tant parlé à la Reine contre les Ministres & particulièrement contre Silleri, qu'elle commença de les éloigner du secret des affaires. La Galigai eut l'insolence de dire mille choses offensantes au Chancelier en présence de la Reine, & de lui reprocher la mauvaise administration de son emploi. Marie de Médicis laissa tout dire à sa confidente; & le pauvre Silleri n'osa pas repliquer. Il craignoit que la Régente

Nouvelle  
face de la  
Cour de  
France.

Siri *Memo-  
rie Recondi-  
te.* Tom. II.  
Pag. 710.  
711.

1612. n'apuiât les reproches , peut-être trop véritables , qu'on lui faisoit. Sûre des sentimens de sa Maîtresse , la Marquise d'Ancre parloit avec une confiance capable de déconcerter l'homme le plus hardi. La maxime des Courtisans interessez , c'est de ne se pas rebuter facilement , & de n'abandonner la partie qu'à la dernière extrémité. Le Chancelier entra dans le cabinet de la Reine avec les autres Ministres : mais il y reçût une nouvelle mortification. Sa Majesté lui tourna le dos, affectant de parler en grande confidence au Président Jeannin.

Un nouveau parti s'étoit formé à la Cour. En prenant le dessus , il écartoit tous les autres. Le Prince de Condé étoit à la tête. Les Ducs de Nevers, de Mayenne, de Longueville , le Maréchal de Bouillon, & le Marquis d'Ancre y entrèrent. Les Guises, Epernon, Amville & leurs amis se trouvèrent extrêmement reculez. Le Duc d'Amville étoit frere du Connétable de Montmorenci. En l'absence de celui-ci qui étoit allé dans son Gouvernement de Languedoc , il se joignit aux Guises qu'il croioit plus avant que les autres dans les bonnes grâces de la Régente. Le Grand Ecuier de Bellegarde du même parti , étoit alors en Bourgogne , en qualité de Gouverneur. Il reçût ordre de venir incessamment à la Cour. Bellegarde obéit d'autant plus volontiers , que le Duc de Guise le pressoit d'acourir à leur secours. Quand il fut à Sens,

Mémoires  
de la Régente  
de Marie  
de Médicis,  
& de Bas-  
sompierre.

à Sens, on l'avertit, que la Régente ne l'avoit mandé que pour lui ôter son Gouvernement. Il s'y en retourna donc au plus vite. Le Marquis d'Ancre son ennemi avoit formé une intrigue pour faire donner la Bourgogne au Duc de Mayenne.

On se battoit en Sorbonne encore plus ouvertement qu'à la Cour. Les Jésuites déchaînez contre l'autorité légitime des Souverains, publioient tous les jours de nouveaux Livres sur ce sujet, pour faire leur cour à l'orgueilleux Borghése. Bécane fameux Auteur de la Société, en fit imprimer un cette année avec ce titre, *La Controverse d'Angleterre touchant l'autorité du Roi & du Pape*. De ce que le Docteur Filesac nouveau Syndic de la Faculté de Paris l'eût parcouru, il en parla au Cardinal de Bonzi, pour savoir si la Régente trouveroit bon que la Sorbonne censurât ce Livre si pernicieux. Le Nonce & les Jésuites tâcherent également de parer le coup. Ubaldini voioit bien que la Faculté ne manqueroit pas de donner dans sa censure quelque atteinte à l'autorité prétendue du S. Siège. Les bons Pères craignoient qu'un nouveau Décret de la Faculté de Paris publié dans toute la France, ne confirmât encore l'opinion commune que la Société fait profession d'enseigner constamment une doctrine contraire à l'autorité des Rois & à la sûreté de leurs personnes. Mais les propositions de Bécane étoient si criantes, qu'il

1612.

Condamnation d'un Livre du Jésuite Bécane.

Mercur François.  
1612.

1612. étoit bon d'appaiser les esprits par quelque condamnation. Voici l'expédient dont les gens du Pape & les Jésuites s'avisèrent. On dit à la Reine qu'il étoit plus à propos de faire condamner ces sortes de livres à Rome, & qu'une censure émanée du S. Siège auroit plus d'autorité que celle de la Faculté de Paris. Marie de Médicis donna sans peine dans le piège qu'on lui tendoit. Elle dit au Cardinal de Bonzi d'avertir le Syndic de la Faculté que Sa Majesté ne vouloit pas que la Sorbonne délibérât sur le Livre de Bécán; parce que la Reine avoit dessein de le faire condamner par le Pape. La Cour de Rome & les bons Pères trouvoient leur compte à cette défaite. Si la Sorbonne eût cessé de crier, on auroit arrêté l'examen du Livre. En tout cas, l'Inquisition condamnant un Livre en termes généraux, & sans rien spécifier, le peuple ne fait pas précisément sur quoi la condamnation tombe; & les propositions exhorbitantes sur l'autorité du Pape demeurent à couvert. On suppose bien que l'Inquisition n'a jamais prétendu de les condamner.

Un Docteur nommé Paris aiant présenté en Sorbonne le 1. Decembre, des propositions extraites du nouveau Livre de Bécán, qui permettoient l'assassinat des Rois & des Princes, & qui contenoient plusieurs choses contraires aux loix divines & humaines, le Syndic Filesac rapporta ce que le Cardinal de Bonzi lui avoit dit des intentions de la Régente. Le

Doc-

Docteur Paris arrêté par cette réponse, se contenta de requérir que ce qu'il avoit proposé, fût enregistré, & qu'on lui délivrât copie de la conclusion de la Faculté. On le lui accorda. Dez les premiers jours de l'année suivante, la Faculté de Paris députa quatre Docteurs pour représenter au Chancelier, qu'elle souhaitoit de donner un témoignage public de son attachement au service du Roi en censurant le Livre de Bécane, & de faire du moins connoître au public qu'il n'avoit pas tenu à elle, qu'un Livre si dangereux ne fût flétri dans les formes. Ils ajoutèrent que la Faculté demandoit la permission de faire ses remontrances à la Reine sur une affaire qui paroissoit de la dernière importance. Silleri approuva le zèle de la Sorbonne, il se fit un mérite d'avoir appris ce qu'il savoit de bon dans l'Université de Paris, enfin il promit aux Docteurs de les présenter à Sa Majesté. Le Docteur Fayet qui portoit la parole, dit à la Régente que la Faculté de Paris n'ayant pas coutume de recevoir les ordres du Roi par la bouche d'un particulier, ni par des Lettres de cachet, mais seulement par des Lettres sellées du grand sceau, elle avoit obéi dez qu'on lui avoit rapporté ce que le Cardinal de Bonzi avoit dit au Syndic, des intentions de Sa Majesté. *Cependant, Madame, ajouta-t-il, la Faculté a cru qu'il étoit de son devoir de recevoir vos ordres de la bouche de Votre Majesté même. Si elle ne juge*

1612. *pas à propos que nous délibérions sur le Livre du Jesuite Bécán, nous vous supplions très-humblement, Madame, de pourvoir à ce que nôtre silence en cette occasion, ne puisse pas être interprété comme une approbation tacite de ces sentimens pernicious qui depouillent les Rois de leur autorité légitime, & qui permettent de les assassiner.* La Régente répondit qu'elle parleroit de cette affaire à son Conseil, & que le Chancelier feroit savoir à la Faculté les intentions de Sa Majesté.

Le Docteur Fayet étant allé chez le Chancelier quelques jours après, *la Reine, dit Silleri, est informée que le méchant Livre de Bécán ne devient que trop commun. Sa Majesté vous permet de faire ce que vous jugerez à propos. C'est grand dommage que la Sorbonne soit divisée pour les bons sentimens. Ne vous réünirez-vous jamais ?* Fayet répondit au Chancelier, que la Faculté vouloit conserver ses anciens dogmes, & qu'on avoit toujours enseigné la même doctrine en Sorbonne, jusqu'à ce que certaines gens y eussent répandu des opinions étrangères. Le Chancelier loüa les Docteurs de leur zèle, & leur permit de la part de la Régente de travailler à la censure du Livre de Bécán : mais le Nonce Ubaldini détourna le coup avec adresse. Persuadé qu'on feroit quelque chose en France contre l'Ouvrage du Jesuite, il sollicita promptement un Décret de l'Inquisition. Deç qu'il l'eût reçu, il en fit part à la Régente. Toujours sou-

mise

mise au Pape, elle fit dire à la Faculté 1612,  
qu'il suffisoit de lire publiquement le Dé-  
cret en Sorbonne. L'affaire en de-  
meura-là. On pourroit être surpris de  
trouver le nom de *Robert Bellarmin* par-  
mi ceux des Cardinaux qui condamnè-  
rent le Livre d'un Auteur qui suivoit  
les principes de Bellarmin, si on ne savoit  
que le Cardinal élevé dans la Société,  
avoit ses équivoques & ses restrictions  
mentales toutes prêtes pour condamner  
en sûreté de conscience dans l'Ouvrage  
de son confrère, des dogmes qu'il défen-  
doit lui-même comme les plus orthodo-  
xes du monde.

Les Jésuites n'étoient pas les seuls qui Arrêt du  
fissent leur cour à Paul V. en écrivant Parlement  
contre Jacques I. Roi d'Angleterre sur de Paris  
l'autorité des Souverains & du S. Siège. contre un  
Gaspard Scioppius, l'ennemi le plus vio- Livre de  
lent de la Société voulut aussi entrer en Scioppius.  
lice, & faire montre de sa belle latinité  
dans cette celebre dispute. Son Livre  
aiant été apporté de la foire de Francfort  
à Paris, on le défera au Parlement. Sciop-  
pius y parloit d'Henri IV. comme d'un  
Prince sans Religion. Il sembloit ap-  
prouver l'action de l'infame Ravallac.  
Tous les Rois & tous les Souverains  
qui laissoient vivre les herétiques en re-  
pos dans leurs Etats, étoient, à son avis,  
des herétiques eux-mêmes : que dis-je ?  
des Turcs & des Athées. Le Parlement  
ordonna que ce Livre extravagant & im-  
pie fût brulé par la main du Bourreau, &  
P 6 que



1612.  
V le Dic-  
ti nnaire  
Hiftor. &  
Critique de  
Mr. Bayle.

que tous les exemplaires fuſſent ſupprimés. Qu'on l'ait flétri de la même manière en Angleterre, cela n'eſt pas fort ſurprenant : mais je ne puis aſſez m'étonner que le Roi de la Grande Brétagne permit qu'on repréſentât devant Sa Maſte une farce, où Scioppius étoit joié & pendu ſur le théâtre. Vengeance également indigne d'un Prince & d'un Auteur ! Si le Roi regardoit l'Ouvrage de Scioppius comme un libelle d'un miſérable Déclamateur, Sa Maſte ne devoit-elle pas le mépriſer, ou ſe contenter tout au plus de laiſſer aux Magiſtrats l'exécution des loix contre les libelles diffamatoires & pernicieux ? Mais prendre plaſir à ſe venger de l'Auteur d'une manière ſi peu convenable à une Tête couronnée, c'étoit marquer au public que le Livre avoit vivement piqué celui qu'il attaquoit.

Paix entre  
les Couron-  
nes de Suède  
& de Dan-  
emark.

Puffendorf  
Introduc-  
tion à l'Hiſ-  
toire.  
Tom. IV.  
Chap. III.

Le ſoin que Sa Maſte Britannique prenoit alors de réconcilier le Roi de Danemark avec Guſtave Adolphe nouveau Roi de Suède, étoit une occupation plus digne d'un Prince. Chriſtian IV. tâcha cette année de pouſſer ſes conquêtes aſſez avant dans la Suède. Accompagné de George Duc de Lunebourg qui lui avoit amené du ſecours, il ſ'avança juſqu'à Jenkoping, deſolant tout le païs par où il paſſoit. Le jeune Guſtave donnoit déjà des marques ſi éclatantes de ſageſſe & de valeur, que la Reine Chriſtine ſa mère lui laiſſa l'adminiſtration du Roiaume ; quoi qu'il ne fût pas encore dans la 18.

année

année de son âge. Il arrêta le progrès de l'ennemi, qui fut obligé de se retirer dans la Province de Schonen. Gustave l'y suivit; & usant de représailles il mit tout à feu & à sang. L'armée Suédoise eut quelque désavantage en se retirant. Le Roi de Dannemark fit une nouvelle irruption dans la Gothie Occidentale. S'étant embarqué sur sa Flote, il tenta même de s'approcher de Stokolme. Gustave rompit tous les desseins de l'ennemi avec une prudence & un courage extraordinaire. Enfin les Villes anseatiques & les Provinces-Unies fâchées de ce que la guerre entre les deux Couronnes du Nord, rompoit tout le commerce de la Mer Balthique, engagèrent le Roi d'Angleterre à s'entreprendre pour la paix. Christian traita lui-même avec quatre Sénateurs de Suède. Après quelques conférences tenues à la fin de cette année, le Traité fut conclu au commencement de la suivante. Le Dannemark rendit à la Suède la ville de Calmar & l'Isle d'Oeland. Il garda Elsbourg pour un temps, jusqu'à ce que la Couronne de Suède eût payé une certaine somme d'argent, que celle de Dannemark prétendoit lui être due.

Gustave cédoit assez librement quelque chose de ce côté-là, pour être en état de s'avancer vers la Moscovie. Il y avoit un puissant parti qui lui demandoit le Prince Charles Philippe son frere, que ces gens-là prétendoient élever sur le trône de leur nation. Quoique les affaires de

1612.  
Mercure  
François.  
1612.

Révolu-  
tions en  
Moscovie.

1612. Moscovie ne paroissent avoir aucune relation à celles de France, je croi pourtant devoir dire quelque chose des révolutions surprenantes qu'on y vit au commencement du XVII. siècle. Cela pourra donner une connoissance plus particuliere de l'état de l'Europe au temps de Louis XIII. Le Czar Jean Basilovits connu par ses cruautéz & par la guerre que le brave Etienne Battori Roi de Pologne, lui fit avec tant de gloire & d'avantage, que le Moscovite fut obligé de recourir à l'intercession du Pape pour obtenir la paix : Basilovits, dis-je, n'avoit laissé que deux enfans mâles de sept femmes qu'il eut, Theodore & Demetrius. L'aîné, Prince stupide & sans cœur lui succéda. Pendant qu'il se divertissoit à sonner les cloches des Eglises, Boris Federovits Seigneur Moscovite qui avoit épousé la sœur de Théodore, gouvernoit l'Etat. Cet homme méchant & ambitieux fit tuer le jeune Demetrius, qui demouroit avec sa mère dans un château éloigné de Moscou : & afin de mieux cacher son crime ; il fit assassiner encore celui dont il s'étoit servi pour le commettre. Le Czar Theodore mourut peu de temps après. On crut que Boris l'avoit empoisonné. La ligne masculine des anciens Czars étant ainsi finie, il ne fut pas mal-aisé à Boris beau-frere du dernier, de monter sur le trône. Aussi adroit que cruel, il avoit eu soin de gagner l'amitié du peuple, & d'éloigner sous des prétextes honnêtes, les Seigneurs qui pou-  
voient

Mercur  
Françoiz.  
1612.

voient s'opposer à son ambition. Le voilà donc couronné à Moscou dans toutes les formes. Son naturel sanguinaire & soupçonneux le rendit bien-tôt odieux aux Moscovites. Une nation accoutumée à l'esclavage, ne souffre pas si patiemment la tyrannie d'un Prince nouvellement élevé, que celle qui se trouve établie par la longue succession d'une même famille.

Environ l'an 1604. Boris reçut des nouvelles de Pologne qui le mirent dans un étrange embarras. Un Moine Russe y avoit mené un jeune homme assez ressemblant de taille & de visage au Prince Demetrius que Boris avoit fait mourir. Le Moine mit d'abord son garçon au service de Vietsnoviski Seigneur Polonois qui avoit épousé la fille du Palatin de Sendomir. De cette Maison, il passa ensuite dans celle du Palatin même. Quand le Moine crut les esprits assez bien préparés, il dit en confidence au Palatin que le jeune homme est Demetrius héritier légitime de l'Empire des Russes, qu'on avoit derobé heureusement à la cruauté de Boris, en mettant un autre enfant à la place du Prince que le Tyran vouloit faire tuer. L'aventure fut racontée avec des circonstances si vraisemblables, que le Palatin crut tout ce qu'on lui disoit. Il découvrit aussi-tôt le secret à Sigismond Roi de Pologne, qui voulut connoître le prétendu Demetrius.

Le jeune homme qui ne manquoit ni d'esprit ni d'éducation, raconta les malheurs de sa vie en présence du Roi avec beau-

1612.

Faux De-  
metrius en  
Pologne.

1612.

beaucoup d'adresse & de grace. Il montra certaines marques naturelles à son visage & à l'une de ses mains, qu'il prétendoit être des preuves incontestables de la vérité de sa naissance. Puis s'adressant à Sigismond, *je me trouve fort heureux, Sire, ajouta-t'il, d'être tombé entre les bras d'un Roi, qui ayant été malheureux & persécuté lui-même durant son enfance par un oncle, doit avoir plus de compassion pour ma disgrâce. Vous êtes né dans la prison où le cruel Eric avoit enfermé le père & la mère de Votre Majesté. Les Polonois vous ont choisi entre tous les Princes de l'Europe. Cette distinction, Sire, devoit vous rendre encore plus respectable aux Suédois vos sujets naturels. Un autre oncle ambitieux les soulève contre vous : il tâche de vous enlever votre patrimoine. Graces à Dieu, Votre Majesté est encore assez puissante pour m'aider à rentrer dans le mien. Quand vous m'aurez mis en état, Sire, de reconnoître une si grande faveur, les Polonois & les Moscovites unis ensemble reduiront bien-tôt les Suédois rebelles. Fasse le Ciel qu'après cette heureuse expédition, nous attaquions encore conjointement l'ennemi commun de tous les Chrétiens.* Si le Roi Sigismond ne crut pas ce qu'on lui avoit dit, il espéra du moins que le conte faux ou véritable, lui seroit de quelque utilité contre les Moscovites. On résolut d'assister le prétendu Demetrius, & de l'envoyer premièrement en Lithuanie pour être plus près de la Moscovie. Demetrius écrivit de là au Pape. Il lui demanda ses bons offices en Pologne. La Cour de Rome  
 toujours

1612.  
 toujours attentive à ce qui est capable d'entendre sa domination , écouta volontiers un homme qui lui faisoit espérer de réduire les Russes à l'obéissance du S. Siège.

Un bruit sourd courut bien-tôt à Moscou que le Prince Demetrius échappé à la fureur du Tyran Boris, se montroit près de la frontière. Les mécontents & ceux qui aiment la nouveauté , appuioient ce que les autres disoient. Le peuple facile à croire les choses extraordinaires, & qui se flate toujours de trouver un gouvernement plus doux & plus supportable , témoignoit attendre Demetrius avec impatience. Boris informé de ce qui s'étoit passé en Pologne, & des pratiques commencées à Moscou, ne savoit quel parti prendre, s'il mépriseroit cette histoire comme un de ces contes faits à plaisir, dont le bruit s'évanouit en peu de temps; ou bien s'il se prépareroit tout de bon à réprimer un parti qui paroïssoit se fortifier tous les jours au dedans & au dehors. Persuadé à la fin qu'il n'y avoit rien à négliger, il fit dire de son côté que le prétendu Demetrius étoit un Magicien reconnu : & après avoir mis ordre à la feureté de la frontière, il envoya des Ambassadeurs à la Diète de Warsovie. Ils devoient se plaindre au Roi & à la République de Pologne de ce qu'ils contrevenoient aux conditions de la paix faite entre les deux Etats, en témoignant de vouloir appuier les impostures d'un misérable fils de Prêtre, & demander qu'on le leur livrât mort ou vif.

1612. vii. En cas que les Ambassadeurs n'obtins-  
sent pas une réponse favorable, Boris les  
avoit chargez de négocier avec quelques  
Seigneurs Polonois, pour les engager à  
s'opposer au dessein que le Roi pouvoit  
avoir contre lui. Sigismond répondit aux  
Moscovites en termes généraux : & ce-  
pendant il se préparoit sous main à secou-  
rir celui qui se disoit l'héritier légitime des  
anciens Czars.

Demetrius entra donc en Moscovie à la  
tête d'une armée de dix mille hommes Po-  
lonois & Cozaques. Le Palatin de Sendomir  
la commandoit sous lui. Demetrius &  
lui n'ayant pas sçu profiter d'une belle oc-  
casion qu'ils eurent de mettre en déroute  
l'armée Moscovite, ils furent défaits eux-  
mêmes au commencement de l'an 1605.  
Trop foible pour tenir désormais la cam-  
pagne, Demetrius s'enferma dans une vil-  
le qu'il avoit prise auparavant. Il esperoit  
de recevoir un nouveau secours de Po-  
logne, avant que l'ennemi pût reprendre  
les places qu'on lui avoit enlevées. La  
mort de Boris arrivée dans ces entrefaites,  
changea la face des affaires. Quoi que l'ar-  
mée Moscovite eût prêté serment de fidé-  
lité à son Fils, la division s'y mit peu de  
temps après. Tout le monde suit l'exem-  
ple de quelques Seigneurs qui se déclarent  
hautement pour le prétendu Demetrius :  
le Fils & la Veuve de Boris sont pris & é-  
trouffez ; enfin le nouveau Czar est reçu &  
couronné dans Moscou le dernier jour de  
Juillet en 1605. La Fille du Palatin de Sen-  
domir

domir que Demetrius épousa ensuite par Procureur à Cracovie, fut conduite en grande pompe l'année suivante à Moscou. Son pere, ses plus proches parens, & plusieurs autres Seigneurs qui l'avoient accompagnée, assistèrent à la cérémonie de ses nocces & de son couronnement.

La nouvelle Princesse ne jouit pas long-temps de sa bonne fortune. Susky Seigneur Moscovite, à qui Demetrius avoit fait grace de la vie, contre l'avis de plusieurs gens qui lui conseilloient de laisser exécuter l'Arrêt de mort rendu contre un homme inquiet & ambitieux, sur la fidélité duquel on ne devoit pas s'assurer : Susky, dis-je, & un grand nombre de Nobles Moscovites avoient déjà formé une conspiration contre Demetrius. On le rendoit odieux au Clergé & au peuple, en faisant courir le bruit qu'il meditoit de changer la Religion, de soumettre la Moscovie au Pape, & de faire venir des Jesuites & des Prêtres Romains. Et parce que le peuple s'imaginoit que le Ciel ne se feroit pas déclaré si fort en faveur du nouveau Czar, s'il étoit un imposteur, on tâcha de faire croire qu'il n'avoit remporté de si grands avantages contre Boris & contre son fils, que par le secours de la Magie. Ces discours firent d'autant plus d'impression, que le peuple souffroit avec peine que Demetrius eût deux ou trois Compagnies d'Etrangers pour garder son palais & sa personne. L'aversion naturelle que les Moscovites ont pour les Polonois, rendit encore le peuple

Demetrius  
& un grand  
nombre de  
Polonois  
sont massacrés à Moscou.



**1612.** peuple fort fufceptible de ce qu'on avoit  
foin de lui infinuer, que le thréfor des  
Czars devoit être transporté en Pologne,  
& que l'Etat feroit deormais gouverné  
par une Princeffe Polonoife & par d'autres  
confidens de la même nation. Susky & les  
principaux Chefs de la confpiration aiant  
pris leurs mefures à la faveur de ces mé-  
contentemens, pour foulever le peuple de  
Mofcou, le 27. Mai 1606. ils viennent au  
Palais à la tête d'un grand nombre de  
gens armez, le forcent avec violence,  
tuent le prétendu Demetrius trahi par fes  
meilleurs amis, & font mille indignitez à  
fon cadavre. Le peuple fit enfuite main  
baffe fur tous les Polonois. Les rélations  
difent qu'il en mourut plus de dix-fept  
cens. On fawva feulement le Palatin de  
Sendomir, fa fille, fon fils, & quelques  
Seigneurs Polonois, qui furent mis cha-  
cun dans une maifon particuliere.

Susky eft  
fait Czar de  
Mofcovie,  
& il fe de-  
met enfuite.

Susky fe fit élire & couronner à la place  
du Demetrius faux ou veritable. Car enfin  
plusieurs gens ont prétendu qu'il difoit la  
verité. Mais la circonftance du Moine qui  
le conduifit en Pologne, & celle de s'être  
mis en fervice dans deux Maifons diffé-  
rentes: cela, dis-je, rend l'Hiftoire fort  
fufpecte. Il femble qu'un enfant de cette  
importance devoit être mené d'abord au  
Roi de Pologne. Qu'y avoit-il à craindre  
pour lui? Quoi qu'il en foit de cette affai-  
re, pour confirmer davantage le peuple  
dans l'opinion que c'étoit une impofture,  
Susky voulut qu'on déterrât celui que Bo-  
ris

ris avoit fait tuer. Les os furent transferez à Moscou ; & le Patriarche ordonna qu'il fût reveré comme un Martyr. Susky ne doutant point que les Polonois ne lui fissent la guerre, il entra en négociation avec Charles de Sudermanie nouveau Roi de Suède, qui lui envoya du secours sous la conduite de la Gardie. Les divisions de Sigismond avec les Palatins de son Roiaume, ne lui permirent pas d'attaquer si-tôt les Moscovites. L'an 1609. il résolut de reprendre la ville de Smolensko que les Moscovites avoient enlevée aux Polonois. Le siège, ou le blocus de cette place dura deux ans ; & plus de deux cens mille habitans moururent avant la reddition. Les Moscovites se battirent plusieurs fois pour faire lever le siège. Chagrin du mauvais succès de ses armes , Susky se retira dans un Monastere, après avoir quitté le Sceptre & la Couronne.

1612.

Mercur  
François.  
1611. 1612.

La Moscovie se trouva pour lors divisée en trois partis. Un nouveau Deme-  
trius s'étoit montré, & beaucoup de gens se déclaroient pour lui. D'autres vou-  
loient que pour remédier au mauvais état de la Moscovie, on mît sur le thrône La-  
dislas fils aîné du Roi Sigismond, Prince qui donnoit de fort belles esperances. En-  
fin un troisiéme parti demandoit un grand Seigneur du país. Ceux-ci s'étant réunis aux Partisans de Ladislas, il fut élu Czar en son absence l'an 1610. & les plus con-  
siderables du Clergé & de la Noblesse lui prêterent serment de fidélité. Le faux  
Deme-

Ladislas  
Prince de  
Pologne est  
proclamé  
Czar de  
Moscovie.

**1612.** Demetrius tâcha de se rendre maître de Moscou : mais les Polonois l'ayant battu deux-fois : il fut obligé de se retirer au delà du Volga. Cela mit les Polonois en état de tout entreprendre. Ils se rendent maîtres du château de Moscou , & font savoir au Roi Sigismond qui assiegeoit toujours Smolensko , que son Fils est proclamé Czar. Les habitans offrirent de se rendre au Prince Ladislas élu Souverain de Moscovie : mais Sigismond voulut avoir la place pour la Pologne. Les habitans determinerent à ne se point détacher de la Moscovie, soutinrent encore le siège jusqu'au mois de Juin en 1611. de manière que Sigismond n'eut qu'une ville presque toute deppeuplée & reduite en cendres. Le Roi de Pologne qui ne pensoit pas tant à établir son Fils sur le trône de Moscovie, qu'à profiter des divisions du pais & à le subjuguier, tarda trop à conduire Ladislas à Moscou. Il avoit remis cette affaire à l'an 1612. mais les contestations continues qu'il avoit avec les Palatins, ne lui permirent pas d'exécuter son projet.

**Les Polonois sont chassés de Moscovie, & Michel Federovits est élu Czar.**

Un si long delai donna le temps aux parens du feu Czar Boris de former un puissant parti. Michel Federovits se mit à la tête, & marcha vers Moscou. Le Général Polonois sortit de la ville, amassa des troupes , & donna la bataille aux Moscovites revoltez contre Ladislas. Les Polonois furent défaits , & leur Général se retira vers Smolensko avec les débris de son armée. Après cela, il fut facile de chasser

chasser les Polonois du château de Moscou. Délivrez de la domination étrangère, les Moscovites élurent un nouveau Czar l'an 1612. Ce fut Michel Federovits le plus proche parent du feu Czar Boris. Un nouveau parti lié en faveur de Charles Philippe frere de Gustave Roi de Suède, auroit pû traverser cette élection, si Gustave n'eût pas laissé perdre l'occasion, en pensant plutôt à étendre sa propre domination, qu'à travailler pour l'établissement de son frere. Les Moscovites eurent le temps de se réunir. Leur nouveau Czar n'ayant plus rien à craindre au dedans, entreprit de se venger des Polonois. Il assiégea Smolensko l'année suivante, & la ville fort mal défendue fut prise en peu de temps. Les Polonois étoient alors si divisez, qu'ils ne furent pas en état d'empêcher l'ennemi de prendre tout ce que la Pologne lui avoit enlevé, & de faire des courses assez avant dans la Lithuanie.

Mercur  
François.  
1613.



# HISTOIRE

## DU REGNE

### DE

# LOUIS XIII.

Roi de France & de Navarre.

## LIVRE QUATRIEME.

1613.  
Le Baron de  
Luz est tué  
par le Che-  
valier de  
Guise.

**L**A France n'étoit gueres moins agitée que la Pologne. S'il n'y avoit point encore de guerres civiles en France, le nombre des mécontents étoit si grand, & les factions augmentoient tellement chaque jour, que tout sembloit se préparer à une rupture ouverte. La mort du Baron de Luz Chevalier des Ordres du Roi, & son Lieutenant Général en Bourgogne, tué au milieu de Paris le 5. Janvier 1613. par le Chevalier de Guise

Guise causa de nouvelles inquiétudes à la Régente. 1613.

Luz avoit fait plusieurs personnages durant sa vie. Il s'étoit lié avec différens partis, & nous le trouvons mêlé en diverses intrigues. Sous le Regne du feu Roi, il fut un des confidens du Maréchal de Biron. Au commencement de celui-ci, il s'intrigua avec les Guises : mais croiant s'établir encore mieux par la faveur du Marquis d'Ancre, il les quitta pour se donner à Conchini. On le soupçonnoit de servir cet Italien dans le dessein qu'il avoit de perdre Bellegarde, & de lui ôter le Gouvernement de Bourgogne. Cela irritoit encôre plus contre lui la Maison de Guise amie & alliée de Bellegarde. Elle ne cherchoit qu'une occasion de se venger & de se défaire d'un homme, qui non content d'avoir abandonné son parti, s'intriguoit encore pour lui nuire autant qu'il pouvoit.

Quelques paroles indiscrettes du Baron de Luz parurent au Chevalier de Guise une raison suffisante de se battre contre lui. 1613.

Il étoit échappé au Baron de se vanter de s'être trouvé à Blois avec le Maréchal de Brissac dans la Chambre où le Roi Henri III. avoit pris la résolution de faire tuer le Duc de Guise, & d'avoir empêché que Brissac n'avertît le Duc du mauvais dessein qu'on avoit contre lui. Cela suffit pour animer le Chevalier de Guise à se vanger d'un ennemi de sa Maison, qui se vantoit encore d'avoir contribué à la

1613. mort de son père, en détournant Brissac de lui sauver la vie. Le Chevalier rencontre donc le Baron dans la rue S. Honoré, lui fait mettre l'épée à la main, & le tue du second coup qu'il lui porte.

Colère de la Régente contre les Guises.

Mémoires de Bassompierre.

La Régente qui se servoit du Baron de Luz, fut extrêmement irritée de cette hardiesse. Persuadée qu'on avoit plus pensé à lui faire du chagrin qu'à vanger la mort du feu Duc de Guise, elle quitta son dîner qu'elle avoit commencé lors qu'on lui apprit la mort du Baron; & jettant sa serviette sur la table elle se retira les larmes aux yeux dans son cabinet. Sa Majesté fit appeller incontinent les Princes & les Ministres pour délibérer sur cette affaire qu'elle prenoit extrêmement à cœur. Il y fut résolu que le Parlement en feroit des informations, qu'il travailleroit incessamment au procès du meurtrier, & qu'on enverroit quelqu'un à l'hôtel de Guise de la part de Sa Majesté, pour commander à la Noblesse qui s'y étoit assemblée, de se retirer au plutôt, & pour défendre au Duc de paroître au Louvre, jusqu'à ce que la Reine y mandât. On disoit que Guise y vouloit venir accompagné d'un grand nombre de Gentilshommes. Quelques-uns firent difficulté de sortir de l'hôtel de Guise, quoi que le Duc les priât d'obéir à l'ordre de la Régente. Le Comte de la Rochefoucault Maître de la Garderobe du Roi se signala entre tous les autres : Il refusa hautement de sortir. Et la Reine cho-

choquée de sa desobéissance, lui fit commander, de se retirer au-plûtôt de la Cour. 1613.

L'esprit de Marie de Médicis se calma un peu quand elle apprit que le Duc de Guise avoit fait sortir de sa maison le Chevalier son frere, & qu'il lui avoit ordonné d'aller à la campagne. Bassompierre ami des Guises à cause de la Princesse de Conti leur sœur qu'il aimoit, & à laquelle il n'étoit pas indifférent, prit cette occasion de dire à la Régente, que le Duc demandoit humblement à Sa Majesté la permission de se venir justifier. Elle la lui donna à condition qu'il viendrait seulement à l'entrée de la nuit, & sans être accompagné. Bassompierre l'alla querir incontinent. Le Duc parla en termes si respectueux & si soumis, que Sa Majesté parut appaisée; mais la Duchesse mère des Guises gâta tout dans une visite qu'elle rendit ensuite à la Reine. La Duchesse le prit sur un ton si fier & si haut, que Sa Majesté fut encore plus irritée qu'auparavant contre les Guises.

Le Duc étoit enragé contre le parti du Prince de Condé qui lui étoit opposé. Il ne pouvoit pas digérer que le Duc de Mayenne son cousin y fût entré. Sans le Duc d'Epemon qui l'arrêta, Guise accompagné de ses amis auroit attaqué Mayenne qui marchoit aussi toujours bien escorté, de maniere qu'il y auroit eu beaucoup de sang répandu. La Reine avertie de ce nouvel incident, ordonna au

*Siri Me-  
morie Re-  
condite.  
Tom. III.  
Pag. 24*



1613. Duc de Mayenne de se reconcilier avec le Chef de sa Maison, & de l'aller trouver à l'hôtel de Guise. Ils eurent un assez long entretien, & ils se séparèrent bons amis en apparence.

Le Duc de Guise veut se lier avec le Prince de Condé.

Je ne sai si ce ne fut point Mayenne qui persuada au Duc de Guise outré de ce que la Reine lui refusoit le rappel du Comte de la Rochefoucault, de s'unir avec le Prince de Condé pour éloigner entièrement les Ministres déjà déchus de leur crédit. Le Marquis d'Ancre avoit si grande envie d'attirer les Ducs de Guise & d'Epéron dans ce nouveau parti qui prévaloit à la Cour, que Guise s'étant adressé à Conchini pour obtenir de la Régente que le Comte de la Rochefoucault eût la permission de revenir à la Cour, l'adroit Italien répondit au Duc que le Prince de Condé étoit l'homme le plus propre à faire réussir ce dessein. Quoi qu'il en soit, Guise résolut alors de se lier avec Condé. Le Prince disoit-il, est comme *la verge dont la Régente prétend me fouetter : mais je saurai bien l'en empêcher.* L'accommodement fut presque conclu, & le Duc d'Epéron étoit tout disposé à entrer aussi dans le parti.

Mémoires de Bassompierre.

Le Prince de Condé de vient suspect à la Régente.

Content d'avoir détaché de la Reine les Ducs de Guise & d'Epéron, Condé se croioit désormais maître de tout. Il ne pouvoit pas s'imaginer que Marie de Médicis osât lui refuser encore le Gouvernement du Château-trompette qu'il vouloit avoir, afin que la citadelle de la capitale de

de son Gouvernement de Guienne fût 1613-  
aussi dans sa dépendance. Le voilà donc  
résolu à le faire demander par les Ducs  
de Nevers & de Mayenne & par le Mar-  
quis d'Ancre. Le Maréchal de Bouillon  
devoit être de la partie : mais il s'en ex-  
cusa sur une goutte feinte ou véritable.  
C'étoit la coutume de cet habile politique  
de lier des partis & de n'y entrer pas trop  
avant. Il suscitoit des embarras à la Ré-  
gente, afin qu'on le recherchât ensuite,  
& qu'on l'achetât même pour rompre la  
trame qu'il avoit ourdie en secret. Sur-  
prise de la demande que les trois Sei-  
gneurs lui faisoient pour le Prince, Ma-  
rie de Médicis craignoit avec raison que  
ces Messieurs ne lui enlevassent son auto-  
rité, & qu'ils ne voulussent gouverner, en  
lui laissant seulement le vain titre de Ré-  
gente. Se souvenant donc alors que les  
Ducs de Guise & d'Epéron n'étoient  
point encore si étroitement liés avec le  
Prince de Condé, qu'elle ne pût les détacher  
facilement, elle prit la résolution de se rac-  
comoder tout de bon avec les seuls grands  
Seigneurs qui pussent l'aider à deconcerter  
les projets du premier Prince du sang.

Après avoir répondu froidement qu'elle  
penferoit à ce qu'on lui proposoit, Sa  
Majesté se retira dans son cabinet pour é-  
viter les nouvelles instances que les Sei-  
gneurs lui faisoient de donner une ré-  
ponse positive : & voyant qu'ils l'y avoient  
suivie dans le dessein de la presser en-  
core, j'ai appris, dit-elle pour parler

1613. de toute autre chose ; une galanterie de Bassompierre. Il ne croit pas que j'en sois informé : mais il sera bien en peine quand il saura qu'on m'a tout dit. Ce n'étoit qu'un prétexte de parler à ce Gentilhomme zélé pour la Maison de Guise. Le Duc de Nevers ne se doutant de rien , fit signe lui-même à Bassompierre de s'approcher , parce que la Reine avoit quelque chose à lui dire. Non , poursuivit la dissimulée Princesse , je ne lui en découvrirai rien. Bassompierre inquiet comme les hommes à bonne fortune le sont en pareilles rencontres, se mit à prier fort instamment la Reine de lui dire ce qu'elle savoit. Alors feignant de se rendre , et se retirant près d'une fenêtre pour parler en particulier à Bassompierre.

Il n'est pas question d'amour, lui dit Marie de Médicis. Je vous appelle seulement pour vous demander si Mr. de Guise ne pense plus au retour de la Rochefoucauld. Madame , répondit Bassompierre qui pénétrait déjà le dessein de la Reine, il y a trois jours que Mr. de Guise ne m'a parlé de cette affaire. Il a même souhaité que je n'en disse plus rien à Votre Majesté. Je le vois dans la résolution de se bien mettre avec M. le Prince ; & d'obtenir par son moyen le rappel de Mr. de la Rochefoucauld. Mr. de Guise espère , Madame ? que Votre Majesté ne trouvera pas mauvais qu'il s'attache à M. le Prince ? Mr. le Marquis d'Ancre votre créature lui en a donné l'exemple.

La Régente darda, pour ainsi dire, quatre

trê ou cinq larmes de dépit sur Bassompierre, & se tournant vers la fenêtre de peur qu'on ne la vît pleurer, *Ah, Bassompierre!* lui dit-elle, *de mechantes gens m'ont portée à mepriser la Maison de Guise, & à negliger les Ministres du feu Roi. Maintenant qu'ils me voient sans appui, ils entreprennent de ruiner mon autorité. La manière insolente dont ils m'ont demandé le Gouvernement du Château-trompette découvre assez leurs projets: mais je saurai bien rompre toutes leurs mesures.* Bassompierre ne pouvoit pas trouver une plus belle occasion de servir les Guises, le Duc d'Epernon, & les Ministres ses amis. Il assura Sa Majesté qu'elle les auroit tous quand il lui plairoit. Du moins, *Madame*, ajouta-t-il, *on peut chercher les moiens de les gagner.* Venez me trouver à l'issüe de mon dîner, reprit la Reine. Cependant je penserai à quelque autre chose. Marie le quitta là-dessus, & s'entretint jusqu'à l'heure du dîner avec autant de liberté d'esprit, que si elle eût été la plus contente du monde.

Bassompierre feignant de s'en aller avec les autres, lorsque la Reine alloit se mettre à table, il rencontra le Duc de Guise dans la cour du Louvre. *Eh bien*, lui dit Bassompierre, *ne pensez-vous point à faire revenir le pauvre la Rochefoucault? Il mourra de chagrin; s'il est obligé de passer à la campagne tout ce temps de plaisir & de divertissement.* Oüi, par Dieu, il reviendra, repliqua le Duc en jurant: *& je n'en aurai pas l'obligation à la Reine.* J'ai

Emporté-  
ment & hu-  
meur inte-  
ressée du  
Duc de  
Guise.

1613. *eu toute l'ardeur imaginable pour son service, & elle n'a que de la froideur pour moi. On m'a contraint de chercher un Maître. C'est le Prince de Condé & sa Cabale. Je ne les abandonnerai point, puis qu'on m'a forcé de m'unir avec eux contre mon inclination. Je croi, Monsieur, ajouta le Duc, que vous ne desapprouvez pas ma conduite : vous avez pris le même parti.*

*Moi, Monsieur, repartit Bassompierre, en riant : je suis serviteur de tous les particuliers de la Cabale : mais je ne la connois point en gros. Je m'en tiens au Curé de la Paroisse. Je sers le Roi & la Reine : & je ne me livre à personne. Permettez moi de vous dire, Monsieur, que vous prenez un fort mauvais parti. Vous étiez autrefois Chef de Cabale, puis que Cabale y a. Vous ne dépendiez que du Roi & de la Reine, & vous l'emportiez sur tous les autres. Aujourd'hui vous vous livrez à des gens qui vous feront mille indignitez & mille chagrins, quand ils vous auront embarqué avec eux. Et que ferez-vous alors, vous qui ne pouvez souffrir une petite froideur, un petit refus de la Reine ? Vous venez de tuer le Baron de Luz à ses pieds : & vous prétendez que dans le même instant on rappelle un Officier du Roi que la Reine pouvoit mettre à la Bastille pour avoir refusé hautement d'obéir à l'ordre qu'elle lui envoioit de sortir de votre maison ? Le Duc de Guise étoit encore trop passionné pour profiter du bon avis de Bassompierre : mais il en dit assez pour faire connoître que son cœur étoit plus sen-*

sensible à l'interêt qu'à l'honneur. *La Reine, ajouta-t-il, reconnoitra quelque jour qu'elle a eu tort de me perdre pour faire plaisir à des gens qui la tyrannisent. Elle me recherchera, & je ne l'écouterai pas, ou du moins je me ferai acheter bien cher. Que de bassesse dans l'ame des hommes les plus distinguez par leur naissance! Ce genereux dépit, cette noble fierté ne put tenir contre cent mille écus. Nous le verrons bien-tôt.* 1613.

Le Duc d'Epemon étoit d'une naissance fort inférieure à celle de Guise : mais il fit paroître des sentimens beaucoup plus nobles. Dans les grandes affaires, répondit-il à Bassompierre qui l'exhortoit à sacrifier les sujets de plainte que la Reine lui avoit donnez, dans une occasion importante comme celle-ci je ne m'amuse point à chicaner. On doit prendre sa résolution d'une manière franche & noble. Je ne veux point capituler avec mes Maîtres. M'offrir quelque récompense ? je regarderois cela comme un affront. Ce que je ferai pour la Reine est déjà suffisamment païé. Je serois indigne du nom que je porte & des charges que je possède ; on devroit me mépriser comme le plus ingrat de tous les hommes, si je faisois acheter mes services à mon Maître. Bassompierre témoigne qu'il n'oublia jamais ce qu'il entendit dire au Duc d'Epemon en cette rencontre. Ces paroles méritent en effet d'être bien retenues. Et s'il n'y avoit pas peut-être plus de vanité que

Beaux sentimens du Duc d'Epemon.

1613. de droiture dans les sentimens du Duc d'Epemon ; il faudroit avouer à sa gloire, qu'il avoit le cœur plus noble qu'aucun Prince ; qu'aucun Seigneur de la Cour de France.

La Régente  
se raccom-  
mode avec  
les Ducs de  
Guise &  
d'Epemon.

Cependant Bassompierre alla retrouver la Reine à l'issue de son dîner, comme Sa Majesté le lui avoit ordonné. *J'ai l'estomac si renversé*, dit Marie de Médicis *dez qu'elle fut seule avec lui, que tout ce que j'ai mangé m'a paru du poison. Si je ne sors promptement de ces embar- ras, je croi que je perdrai l'esprit.* Elle disoit peut-être plus vrai qu'elle ne pensoit. Ceux qui ont le mieux connu cette Princesse lui rendent ce témoignage qu'elle avoit le cœur grand : mais elle n'avoit ni l'étendue d'esprit, ni la fermeté, ni l'expérience qu'une autre Reine de sa Maison avoit fait paroître sous quelques Regnes précédens. Et ces qualitez étoient nécessaires à Marie de Médicis pour bien gouverner un Etat plein de factions. Bassompierre, ajouta-t-elle, *il faut que tu me ramenes le Duc de Guise à quelque prix que ce soit. Offre lui cent mille écus que je lui ferai compter ; la Lieutenance Générale de Provence pour son frère le Chevalier, & la réserve de l'Abbaie de St. Germain pour la Princesse de Conti sa sœur. En un mot je te donne la carte blanche, pourvu que tu le retires de cette Cabale. Et que j'eusse été assurée de ses bonnes intentions.* Madame, repartit Bassompierre en riant, *vous me gardez si bien les mains, qu'il est difficile*

*le que je ne fasse pas emplette.*

1613.

Voici ce que c'est que *la réserve* de l'Abbaïe de S. Germain des Prez à Paris. Le Prince de Conti jouissoit de ce riche benefice quoi qu'il fût marié. On promettoit la même chose à la Princesse son épouse, en cas qu'il mourût avant elle. Etrange abus des biens Ecclésiastiques! Mais une dispense du Pape corrige tout. Qu'on ne nous dise pas que ces desordres sont maintenant reformez. N'avons-nous pas vû un cadet de la Maison de Lorraine en France confirmé par un Arrêt solennel dans la jouissance d'une pension considérable sur un Evêché, parce que le Pape lui en avoit accordé une dispense de la garder nonobstant son mariage? Et certes, tout bien considéré, si on ne veut pas employer les revenus de l'Eglise à soulager les pauvres, ou à quelque autre bonne œuvre, ils sont aussi bien entre les mains d'un Prince ou d'une Princesse, que dans celles de quelques Moines faineans, d'un Cardinal, ou d'un Abbé de qualité qui les emploie à se donner de superbes équipages, à faire bien servir sa table, à nourrir des chevaux & des chiens, à entretenir des Maîtresses. Je reviens à la négociation de Bassompierre.

Mr. le Comte de Marfan.

Avant que de prendre congé de Marie de Médicis pour aller exécuter ses ordres, il lui parla de rappeler encore le Duc d'Epemon. *Je le voudrois de tout mon cœur,* repartit la Régente. *Mais c'est un homme que j'ai offensé : il ne pardonne jamais,*



1613.

*Où bien à ses ennemis*, répliqua Bassompierre en fouriant, *mais non pas à ses Maîtres*. La bonne Princesse ne connoissoit pas bien le Duc d'Epemon. Il n'étoit pas assez bon Chrétien pour pardonner à ses ennemis : mais il étoit trop ambitieux pour ne pardonner pas à la Régente, à condition qu'elle lui donneroit plus de crédit & d'autorité. *Dites à la Reine*, répartit-il à Bassompierre, *que je la prie seulement d'être un peu plus ferme à l'avenir, & de connoître & de conserver mieux ses bons serviteurs*. Bassompierre proposa enfin à la Régente de faire revenir les Ministres. Il s'offrit de parler à Villeroi & à Jeannin. Pour ce qui est du Chancelier, la Régente devoit s'ouvrir au Chevalier de Silleri frere de ce Magistrat.

Il seroit inutile de rapporter tout le détail de la négociation de Bassompierre. Il avoit des marchez si avantageux à proposer, qu'il n'eut pas beaucoup de peine à les conclure. *Le Duc de Guise*, dit-il lui-même, *fit d'abord l'extravagant selon sa coutume : puis il consentit à tout*. La Duchesse son épouse qu'on avoit employée, n'usa pas de grands détours pour lui faire accepter une bonne somme d'argent. Le Duc d'Epemon ne demandoit pas mieux que d'avoir part au Gouvernement. Cet homme fier & ambitieux voioit avec plaisir qu'on le croioit le plus propre à dissiper une puissante faction formée par le premier Prince du sang & par les grands Seigneurs du Roiaume.

Les

Les deux Ducs virent le lendemain la Reine en particulier, avec une satisfaction réciproque de part & d'autre. 1613.

Pour ce qui est des Ministres, ils ne furent pas moins traitables. Ces Messieurs n'avoient que trop de chagrin de perdre leur crédit. Le Chancelier & Villeroi étoient mal ensemble: mais ils se réconcilièrent bien vite. Jeannin eut la commission de voir la Reine au nom d'eux trois dans l'hôtel de Luxembourg, où elle se rendoit tous les jours pour voir le magnifique Palais qu'elle avoit commencé & les beaux jardins qu'elle faisoit planter. L'entretien secret que la Régente eut là avec le Président Jeannin donna bien à penser au Marquis d'Ancre qui étoit venu à l'hôtel de Luxembourg. Sa surprise fut encore plus grande quand l'Officier des Gardes ne voulut pas lui permettre d'approcher de la Reine, parce qu'elle avoit donné un ordre exprès d'empêcher que qui que ce fût ne la vînt interrompre pendant qu'elle parleroit au Président Jeannin.

Conchini commença dès lors à craindre quelque nouvelle révolution à la Cour. Il n'en douta plus quand il vit lui-même le lendemain la Reine donner au Duc d'Epéron mille marques de distinction. Elle lui fit apporter un siège auprès d'elle sous prétexte qu'il relevoit d'une grande maladie: elle s'entretint longtemps avec lui, elle l'invita à la Comédie, elle y fit porter un siège pour lui &

Les anciens  
Ministres  
sont rappelés.

1613. pour Zamet bon ami du Duc, qui l'avoit accompagné, sans faire la moindre attention au Duc de Mayenne qui étoit présent. *Par Dieu*, dit Conchini en considérant le changement de scène, *je me mocque des choses de ce monde. La Reine a soin d'un siége pour Zamet ; & elle ne pense pas à M. de Mayenne : comptez après cela sur l'amitié des Princes.*

Marie de Médicis étoit alors la plus contente du monde. Le jour de sa réconciliation avec les Ducs de Guise & d'Epéron, fut, à son avis, *la plus pénible & la plus grande journée de sa vie. C'est une comédie bien intriguée*, disoit-elle : *mais à la fin il n'y a que paix & jouissance.* Dans une si belle humeur, elle fit des libéralitez à pleines mains. Le Duc de Guise fut assuré de cent mille écus & du rappel du Comte de la Rochefoucault. Le Chevalier de Guise eut la Lieutenance Générale de Provence, & la Reine fit cesser les procédures commencées contre lui. La Princesse de Conti obtint la réserve de l'Abbaïe de S. Germain. Enfin on promit à Bassompierre une Charge de premier Gentilhomme de la Chambre du Roi.

Confusion  
& embarras  
du Prince  
de Condé.

Le Prince de Condé alla au Louvre le lendemain. Quel fut son étonnement quand il trouva la Reine enfermée dans son cabinet avec les Ministres, sans qu'on voulût lui en ouvrir la porte ! Après bien des réflexions sur cet accident inopiné, le malin Bassompierre lui insinua que le

le Maréchal de Bouillon pouvoit bien 1613.  
avoir joué Son Altesse dans cette occa-  
sion , & s'être accommodé avec la Reine  
& avec les Ministres aux dépens du Prin-  
ce. Le soupçon parut assez bien fondé au  
pauvre Condé qui s'en alla réfléchir avec  
le Marquis d'Ancre , non moins décon-  
certé que lui , sur la bonne intelligence  
de la Reine avec les Ministres , & sur la  
nouvelle faveur des Dues de Guise &  
d'Epemon.

La mort du jeune Baron de Luz tué en-  
core en duel par le Chevalier de Guise, ne fit pas moins d'éclat dans le monde, quoiqu'elle causât moins de mouvement à la Cour que celle du père. Les Guises étoient alors parfaitement bien auprès de la Régente. Imbu des fausses maximes de la Noblesse de France , Luz fils de celui dont je viens de parler , crut qu'il étoit de son honneur de tirer raison de la mort de son père. Un mois après , il envoya un cartel au Chevalier de Guise par un Gentilhomme nommé Du-Riol. *Mon seigneur , disoit le cartel , vous devez être le plus fidèle témoin de ma juste douleur. Pardonnez-moi donc, je vous en supplie très-humblement , si je vous demande par ce billet que je puisse me voir l'épée à la main avec vous pour tirer raison de la mort de mon père. La bonne opinion que j'ai de votre bravoure, me fait espérer que vous ne vous excuserez pas sur votre qualité, de m'accorder une chose que l'honneur exige de vous. Ce Gentilhomme vous conduira à l'endroit où* *je*

Le jeune Baron de Luz est encore tué en duel par le Chevalier de Guise.  
Mercure François.  
1613.

1613. *je suis avec un bon cheval. J'ai deux épées, dont vous choisirez celle qu'il vous plaira. Si vous ne voulez pas y venir, j'irai par tout où vous me commanderez.*

Le Chevalier de Guise étoit encore au lit quand Du-Riol lui donna le cartel. Il s'habilla promptement, & prenant le Chevalier de Grignan pour lui servir de second, ils s'en allèrent tous trois où le jeune Baron les attendoit. Après les formalitez ordinaires dans les duels réglez, ils se battirent tous quatre à cheval avec l'épée. Guise fut blessé à la première passe : mais à la troisième il perça Luz de part en part, qui tomba de cheval peu de temps après. Grignan ne se tiroit pas si bien d'affaire avec Du-Riol, qui lui avoit donné deux grans coups d'épée. Le Chevalier de Guise courut promptement à son secours : & Du-Riol voyant Luz prêt d'expirer, il se retira tout aussi-tôt.

Les braves de la Cour, dit-on, allèrent feliciter le Chevalier de Guise sur une action qui devoit le couvrir de honte dans l'esprit de tous les gens raisonnables. Il avoit brutalement tué le père pour déliyrer sa Maison d'un homme qui la chagrinoit. Quoique les règles du faux honneur ne lui permissent pas de refuser au fils la satisfaction qu'il lui demandoit, ce second homicide n'étoit guères moins criminel que le premier devant Dieu & devant les hommes qui jugent sainement des choses. Bien loin d'applaudir à ce  
mise-

miserable meurtrier, on devoit le regarder avec horreur, lui qui en tuant injustement le père, s'étoit mis dans la malheureuse nécessité de tuer le fils aveuglé par son juste ressentiment, & entraîné par la mauvaise coutume du siècle. Ce qu'il y a de plus surprenant, c'est que Marie de Médicis envoya visiter le Chevalier de Guise après ce second duel, & demander comment il se portoit de sa blessure; elle qui avoit commandé peu de semaines auparavant que le Parlement lui fit son procès en moins de huit jours pour le premier duel. 1613.

Mémoires  
de Bassompierre.

Voilà comme cette Reine foible & imprudente faisoit exécuter les Déclarations publiées par son Fils & sous sa direction au commencement de cette année contre les duels. Les Rois précédens avoient tenté d'abolir cette pernicieuse & détestable coutume, sans en pouvoir venir à bout. Louis XIII. fut plus ferme sur cet article dans les dernières années de sa vie. Ne refusons pas à son Fils la juste louange qu'il mérite. Sa sévérité a presque achevé ce que ses Prédecesseurs avoient entrepris inutilement. C'est la meilleure, & peut-être la seule bonne chose qu'il ait fait en cinquante-six ans de Règne. Si la justice des hommes laissa le Chevalier de Guise impuni, ce faux brave ne put échapper à celle de Dieu. L'année suivante étant au château de Baux à cinq lieues d'Arles en Provence, il voulut tirer lui-même un canon qui creva. Il fut telle- 1614.

Mercur  
François.

1613. tellement blessé par un éclat, qu'il mourut en deux heures. Temps bien court pour se préparer à paroître devant le terrible vengeur du sang injustement répandu. Il s'appelloit *François Paris de Lorraine*.

Mort de  
François  
Duc de  
Mantouë.  
Nouveaux  
desseins du  
Duc de Sa-  
voie à cette  
occasion.

Les affaires du dehors donnoient de l'inquiétude à la Régente aussi bien que celles du dedans. François Duc de Mantouë son neveu étoit mort dans les derniers jours de l'année précédente. Il ne laissoit de son mariage avec Marguerite de Savoie fille du Duc Charles Emmanuel qu'une fille âgée d'environ quatre ans. Ferdinand Cardinal de Gonzague frere de François succédoit incontestablement au Duché de Mantouë. Mais le Monferrat n'étant pas un fief masculin, il devoit appartenir à la jeune Princesse de Mantouë. Ce Marquisat donné autrefois par l'Empereur Othon à un Seigneur Saxon avoit passé depuis en deux Maisons différentes : premièrement dans celle des Paleologues par le mariage d'Yoland héritière de la ligne Saxone avec Andronic Paleologue Empereur de Constantinople. Theodore leur second fils aiant eu le Monferrat en partage, ses descendants mâles posséderent ce fief de l'Empire d'Occident, jusqu'à ce qu'à leur défaut, la Maison de Gonzague en hérita en conséquence du mariage de Marguerite Paleologue avec Frederic Duc de Mantouë.

Nani *Histo-*  
*ria Veneta.*  
Lib. I. 1613.  
Mercure  
Francois.  
1613.

Les Ducs de Savoie contestoient cette succession aux Gonzagues. Il y a, disoient-ils,

Il y a un ancien accord passé entre Theodore Paleologue & Aimond Comte de Savoie, que la ligne masculine des Paleologues venant à finir, les mâles descendus d'Yoland sa fille & d'Aimond de Savoie, qu'elle avoit épousé, hériteroient du Monferrat préféablement aux filles de la Maison des Paleologues, qui ne pourroient prétendre qu'une dot convenable à leur qualité. Charles Emmanuel avoit encore d'autres prétensions sur une partie du Monferrat en vertu du testament de Blanche Paleologue mariée dans la Maison de Savoie. Elle instituait le Duc Charles II. héritier d'une partie du Monferrat qu'elle réclamoit, & de ce qui lui étoit dû pour sa dot. La somme n'étoit que de quatre-vingt mille écus. Mais les intérêts depuis un fort long-temps ajoutés au principal, faisoient près d'un million de livres. Tout cela fut cause d'un fort long procès entre les Maisons de Savoie & de Gonzague. Au lieu de le terminer par une sentence définitive, l'Empereur Charles-Quint rendit l'affaire encore plus embarrassée. Pour contenter les deux parties, il jugea la possession du Monferrat à la Maison de Mantoue, & il laissa en leur entier les prétensions de celle de Savoie en vertu de la donation testamentaire de Blanche Paleologue.

Le mariage du Duc François dernier mort, avec Marguerite de Savoie fut conclu dans le dessein de terminer enfin tous les différens des deux Maisons. En fa-

veur



1613. veur de cette alliance Charles Emmanuel cedoit toutes ses prétensions à sa fille & aux enfans qu'elle auroit. On convint encore de part & d'autre qu'on tireroit une ligne pour partager le plus également qu'il seroit possible, les Etats des deux Princes, qui avançoient les uns dans les autres : mais ce partage n'étant pas encore fait, le Duc de Savoie vouloit faire revivre ses anciens droits; de manière qu'il ne se préparoit point tant à soutenir les prétensions de Marie sa petite-fille sur le Monferrat que les siennes propres.

Artifices du Duc de Savoie. Dès qu'il eut appris la mort du Duc de Mantouë, il envoya deux de ses confidens, non pas tant pour consoler sa fille, que pour l'instruire de ce qu'elle devoit faire dans la conjoncture présente. On lui conseilla de dire premièrement qu'elle étoit grosse, afin d'empêcher le Cardinal de Gonzague accouru de Rome, de se mettre en possession des Etats du feu Duc son frere. Marguerite étoit extrêmement attachée aux intérêts de sa Maison, & Charles Emmanuel avoit eu soin d'entretenir ses enfans dans une parfaite dépendance de la volonté de leur père : de manière que la jeune veuve n'eut pas de peine à se résoudre de feindre une grossesse. Victor Amedée Prince de Piémont vint lui-même à Mantouë sous prétexte de rendre visite à une sœur affligée : mais il avoit un ordre secret de leur père de la tirer de Mantouë pour la conduire avec sa fille à Turin, ou à Milan, ou bien dans le Mon-

Monferrat dont la Princesse Marie étoit l'héritiere. *Il n'est pas à propos*, disoit Victor Amedée à la Cour de Mantouë, *qu'une veuve desolée demeure dans un endroit où elle trouve sans cesse des objets capables de renouveler sa douleur. La bienfaisance ne permet pas non plus qu'elle soit auprès de M. le Cardinal son beau-frere, qui n'est pas beaucoup plus âgé qu'elle, & qui a de si grands interêts à la succession de Mantouë. Il le doit souhaiter même pour sa propre réputation. Voudroit-il se rendre responsable de tous les accidens qui peuvent arriver à la mère ou à la fille? Ma sœur, ajoûtoit-il, doit aussi emmener la jeune Princesse. Elle ne peut pas être en de meilleures mains. Le droit naturel donne aux mères la tutèle de leurs enfans, parce qu'elles ont pour eux plus d'application & plus de tendresse que toute autre personne.*

Le Cardinal Ferdinand comprit fort bien que les Savoiars ne pensoient qu'à s'assurer du Monferrat, sous le nom de la pupille qui seroit entre leurs mains, ou du moins à la disposition de Jean Mendoza Marquis d'Inojosa Gouverneur du Milanois leur bon ami. C'est pourquoi le Cardinal alléguoit diverses raisons pour empêcher que sa belle-sœur & sa nièce ne sortissent des Etats de Mantouë. Seroit-il raisonnable, répliquoit Ferdinand, *que nous laissions partir une Princesse qui doit peut-être nous donner bien-tôt un héritier capable de faire le bonheur de ce pais? Les Princes de la Maison de Gonzague naissent ordinairement*

2613. *naiement où ils doivent commander. Et n'est-il pas plus à propos que ma nièce soit élevée dans un pays dont nous tâcherons de la rendre quelque jour la Souveraine en la mariant à l'héritier de la Maison de Mantoue? Si la vue du Palais de feu mon frère fait trop de peine à sa veuve, nous avons d'autres maisons où elle peut se retirer en toute liberté.*

Charles Emmanuel agissoit à Milan avec autant d'ardeur & d'artifice. Persuadé qu'on ne consentiroit jamais à lui confier l'héritière du Monferrat, il faisoit entendre à Inojosa que c'étoit la petite nièce du Roi d'Espagne; que Sa Majesté Catholique avoit intérêt de la tirer des mains de son oncle paternel; qu'on devoit se précautionner contre le Cardinal à qui elle enlevoit la succession à un riche Marquisat; que Philippe III. devoit prendre d'autant plus de soin de la Princesse Marie, qu'il étoit important à Sa Majesté que le Monferrat passât dans une Maison qui lui fût agréable; enfin qu'il étoit à craindre que les Gonzagues ne voulussent marier leur nièce en France au fils du Duc de Nevers leur proche parent.

Les Gouverneur de Milan demande la Duchesse Veuve de Mantoue & sa fille.

Ces raisons appuyées, dit-on, de quelques présens que Charles Emmanuel fit au Marquis d'Inojosa, engagèrent ce Gouverneur à envoyer le Prince d'Ascoli à Mantoue avec une grande suite pour demander au Cardinal, la Duchesse Veuve & sa fille. Une pareille proposition le surprit d'abord; mais revenant un peu à lui,

lui, il trouva un expédient qui déconcerta le Prince de Piémont & l'Envoïé du Gouverneur de Milan. *Il est vrai, répondit Ferdinand, que la Princesse Marie a l'honneur d'appartenir au Roi d'Espagne : mais elle a encore celui d'être nièce de l'Empereur & de la Reine de France. Je ne dois pas disposer d'elle sans le consentement de Leurs Majestez. De plus la Duchesse sa belle sœur & moi sommes en différend pour la tutèle de ses enfans : c'est à l'Empereur dont nos Etats relevent, de juger qui de nous deux est le mieux fondé en droit.* Les Princes de Piémont & d'Ascoli partirent après cette réponse ; soit que le respect pour de si grands noms les arrêtât, soit qu'ils n'eussent pas encore pris les mesures nécessaires pour parler plus haut.

Le Marquis de Trénel étoit à Turin de la part de Marie de Médicis, lors qu'on y reçut la nouvelle de la mort du Duc de Mantouë. Dans les complimens de condoléance qu'il fit à Charles Emmanuel sur ce fâcheux accident arrivé dans sa famille, Trénel insinua comme de lui-même au dissimulé Savoiard, & en feignant de parler de la Cour de Madrid, que Sa Majesté Très-Chrétienne étoit si bien intentionnée pour la Maison de Mantouë, qu'elle ne manqueroit pas de la prendre sous sa protection, ni d'opposer la puissance de ses armes à ceux qui entreprendroient de faire violence à ses proches parens. Charles Emmanuel entendit bien que ce discours s'adressoit plus à lui, qu'il

La Régente de France s'oppose aux desseins du Duc de Savoie.

Siri *Memo-  
rie Recondi-  
te.* Tom. III.  
Pag. 3. 4.  
5. &c.

1613. ne regardoit les Espagnols. Laisſant donc à part ſa diſſimulation ordinaire, il répon- dit franchement qu'il eſperoit de l'équité du Roi de France & de la Reine ſa mère, que Leurs Majeſtez ne trouveroient pas mauvais qu'il ſoutint, ſ'il y étoit obligé, les droits de ſes enfans ſur les Etats de la Maïſon de Mantouë. *Ma fille eſt groſſe, ajouta-t-il; que ſavons-nous ſi elle n'accouchera pas d'un fils? En tout cas, la Princeſſe Marie eſt l'héritière incontestable du Monferrat. Si la Maïſon de Gonzague veut faire quelque injuſtice à la mère ou à la fille, ne ſuis-je pas dans la néceſſité de prendre leurs intérêts? Je ne puis pas me perſuader que Sa Majeſté Très-Chrétienne, que j'ai toujours ſervie le mieux qu'il m'a été poſſible, veuille protéger en cette rencontre des gens qui nous ôteroient ce qui m'appartient ou à mes enfans. Quoi qu'il en arrive, ſi les hommes manquent d'équité à notre égard, nous aurons recours au ſouverain Juge du monde & nous eſperons qu'il nous ſera favorable.* Tel eſt le langage des Princes quand ils méditent les entrepriſes les moins ſoutenables. Gueffier Réſident de France à la Cour de Savoie eut ordre de parler encore plus poſitivement au Duc, & de lui déclarer que le Maréchal de Lesdiguières auroit des troupes prêtes pour ſ'avancer vers l'Italie, dès qu'on y feroit quelque mouvement contre la Maïſon de Mantouë que la Couronne de France prenoit ſous ſa protection. Trénel étant allé à Mantouë pour faire des complimens de

de condoléance de la part du Roi de France & de la Reine sa mère au Cardinal sur la mort du feu Duc, lui donna les mêmes assurances par ordre de la Régente. Cela ne servit pas peu à rassurer Ferdinand que toutes ces affaires mettoient dans un extrême embarras. 1613.

Il devoit attendre quelques secours du Pape, qui a le principal intérêt à maintenir la paix en Italie. Mais le vieillard timide & intéressé n'agissoit que foiblement. Quelque instance que Brèves Ambassadeur de France à la Cour de Rome, pût faire à Paul V. pour l'exciter à prévenir les troubles que cette contestation causeroit en Italie, on ne tira point d'au-  
 tre réponse de lui, sinon que la Reine de France devoit presser le Roi Catholique d'envoyer un ordre précis au Gouverneur de Milan de n'appuyer point les prétensions du Duc de Savoie. Gagné secrètement par les Espagnols auxquels il étoit tout dévoué, & qui se flaterent d'abord de tirer quelque avantage de l'ambition de Charles Emmanuel, le Pape avoit conseillé au Cardinal de Mantoué d'envoyer à Milan la mère & la fille. Et lors qu'on lui proposa de prendre l'une & l'autre à Boulogne sous la garde & sous la protection du S. Siège, il s'en excusa sur ce que Charles Emmanuel n'avoit aucune confiance en lui. Enfin Brèves ayant dit à Paul qu'on attendoit du moins de son amour pour le bien commun de l'Italie, qu'il opposeroit ses

Conduite du Pape dans l'affaire de Mantoué.

Siri *Memo-  
rie Recondi-  
te.* Tom. III.  
Pag. 16. 17.  
&c.

1613. armes spirituelles & temporelles au Duc de Savoie , en cas qu'il entreprît d'attaquer à force ouverte, le Cardinal de Mantouë , le Pape répondit en termes généraux qu'il suivroit alors les mouvemens de sa conscience , & qu'il feroit ce que Dieu lui inspireroit. Défaite ordinaire de ces Messieurs qui écoutent encore plus leurs interêts & leurs passions que la voix du S. Esprit. Paul parloit plus sincèrement quand il disoit à propos de cette même affaire de Mantouë , qu'il ne vouloit pas se commettre avec des Princes qui ne respectoient pas fort son autorité. Tel est en effet le sentiment des Puissances de la Communion du Pape. Elles savent toutes que ce n'est qu'usurpation & forfanterie. Cependant par je ne sai quels interêts de politique, les Souverains de son obédience s'accoutument tous avec lui. Ceux-ci s'imaginent bien ou mal, que l'autorité du Pape leur est nécessaire en certaines rencontres. Et la Cour de Rome habile à profiter d'un préjugé si avantageux pour elle, en est quitte pour essuier quelques mépris de temps en temps, pendant qu'elle conserve ses revenus, & une puissance spirituelle sur le peuple ignorant & superstitieux, sans qui la Chaire Pontificale ne subsisteroit pas long-temps.

La Républi-  
que de Ve-  
nise appuie  
le Cardinal  
de Man-  
touë.

Les Venitiens furent moins timides & plus sages que le Pape en cette rencontre. Ces habiles politiques prévoioient trop bien les conséquences de l'affaire de Man-  
touë,

touë , ils découvroient fans peine le but 1613.  
 de tous les artifices du Duc de Savoie.  
 Le Sénat prit donc un soin particulier de  
 fortifier le Cardinal Ferdinand , & de lui  
 donner tous les bons avis dont il avoit be-  
 soïn pour ne se laisser pas surprendre. La Nani *Histo-*  
 République agit encore efficacement à la *ria Véneta.*  
 Cour de Vienne & à celle de France, afin Lib.I. 1613.  
 qu'on s'y opposât aux desseins secrets des  
 Espagnols & aux entreprises de Charles  
 Emmanuel. L'Empereur Mathias se dé-  
 fioit autant du Roi d'Espagne son parent  
 qu'aucun Prince de l'Europe. Le Car-  
 dinal de Clesel son premier Ministre  
 l'entretenoit dans cette jalousie : persua-  
 dez qu'ils étoient l'un & l'autre que les  
 Espagnols pensoient plus à ruiner , qu'à  
 maintenir l'autorité de l'Empereur en Ita-  
 lie. C'est-pourquoi Mathias ne fit aucu-  
 ne difficulté d'ajuger au Cardinal de  
 Mantouë la tutèle des enfans du feu Duc,  
 & de donner pour cet effet une dispense  
 d'âge à Ferdinand , qui n'étoit pas enco-  
 re assez vieux selon les loix ordinaires  
 pour être tuteur.

Enfin après trois mois de feinte , la Ferdinand  
 Duchesse Marguerite déclara qu'elle n'é- Cardinal de  
 toit pas grosse : & Ferdinand de Gonza- Gonzague  
 gue prit la qualité de Cardinal Duc de prend la  
 Mantouë. Le Prince de Piémont vint qualité de  
 querir sa sœur pour la conduire à Turin. Duc de  
 Mantouë.  
 Isabelle de Savoie autre fille de Charles  
 Emmanuel qui avoit épousé César d'Este  
 Duc de Modène, se rendit aussi à Mantouë  
 pour s'aboucher avec le Prince de Piémont



1613. son frere & avec la Duchesse Marguerite sa sœur. C'étoit un nouvel artifice de

*Navi Histo-* Charles Emmanuel. Le mariage du Car-  
*ria Veneta.* dinal Duc de Mantouë parut un expé-  
 Lib. I. 1613. dient propre pour assoupir tous les diffé-  
*Siri Memo-* rens. On en parla, & Ferdinand n'en  
*rie Recondi-* paroissoit pas trop éloigné. Marguerite  
 te. Tom. III. crut qu'en repandant quelques larmes, il  
 Pag. 52. 53. lui seroit facile de fléchir un amant qui se  
 54. &c.

déclaroit, & d'obtenir de lui la permission d'emmener la Princesse Marie : mais si le Cardinal Duc avoit quelques bons sentimens pour Marguerite, l'amour n'étoit pas encore assez fort pour l'emporter sur toutes les raisons qui l'engageoient à ne se défaire pas de sa nièce. Le Prince de Piémont le voyant inflexible sur cet article, ouvrit une voie d'accommodement. C'étoit que la Duchesse Douairière se retirât à Modène avec sa fille jusqu'à l'accomplissement du mariage proposé ; que s'il venoit à se rompre, Marguerite s'en iroit seule à Turin, & que César d'Este s'engageroit par promesse à renvoyer à Mantouë la Princesse Marie, dez que l'Empereur ou le Cardinal Duc la redemanderoient.

Nouveaux efforts du Duc de Savoie pour tirer de Mantouë la Princesse Marie sa petite-fille.

Ferdinand donna dans le piège. Soit que ses Ministres fussent gagez, soit qu'il n'eût pas assez de lumière d'esprit ni assez de pénétration pour l'appercevoir, le Cardinal accepta imprudemment la proposition que ses ennemis lui faisoient. Dez que les Ministres de France en furent avertis, ils représenterent à Ferdinand que

que si sa nièce fortoit une fois de ses mains, il lui seroit impossible de la ravoir, & que le Duc de Modène seroit tellement lié par les artifices de Charles Emmanuel & du Marquis d'Inojosa, qu'il ne pourroit plus la rendre, quand même il le voudroit. *Si vous vous mariez à une autre qu'à Marguerite*, disoit-on encore à ce Prince mal-habile, *Et que Dieu vous donne des enfans, quelles contestations n'auront-ils pas à démêler avec l'héritière d'une partie des Etats de votre Maison? Avez-vous bien pensé à tous ces inconvéniens?* Le Cardinal Duc ouvrit les yeux à cette remontrance: mais il avoit donné sa parole, & il ne savoit comment la retirer. Les Ministres de France & les Venitiens le tirèrent d'embarras en persuadant au Duc de Modène de ne se charger pas d'un dépôt qui lui causeroit mille affaires chagrinantes: de manière que le Prince de Piémont prit la route de Turin avec sa sœur Marguerite fort affligée de se séparer de sa fille.

Ils arrivèrent à Milan au temps de la semaine sainte. Le Gouverneur les invita à y passer ces jours de devotion: mais Victor Amedée & Inojosa firent autre chose que de se préparer aux bonnes fêtes. Celui-ci envoya promptement à Modène pour engager Este à se charger de la Duchesse & de la Princesse de Mantoué qu'on vouloit lui confier. Et quand on se fut assuré du Duc de Modène, le Capitaine des Gardes du Gouverneur fut dépêché à Mantoué pour sommer le Cardinal

1613. Duc de la part d'Inojosa de tenir la parole qu'il avoit donnée. Ferdinand qui ne s'attendoit pas à cette nouvelle instance, n'eut plus d'autre moien d'échapper, qu'en se dédisant. Il allegua pour excuse qu'il ne pouvoit rendre sa nièce sans le consentement de l'Empereur qui lui en avoit donné la tutéle & la garde. L'Evêque titulaire de Diocésarée eut ordre d'aller à Milan pour faire agréer cette dé faite au Gouverneur. Ferdinand enjoignit encore au Prélat de passer jusqu'à Vercell, où Charles Emmanuel s'étoit avancé au devant de Marguerite sa fille en apparence, mais dans le dessein d'exécuter au-plûtôt le projet qu'il avoit en tête.

Projets ambitieux du Duc de Savoie.

L'Evêque de Diocésarée avoit commission de négocier le mariage proposé entre le Cardinal Duc & sa belle-sœur. Le dissimulé Savoiard faisoit quelquefois semblant de prêter l'oreille à cet expédient : mais il n'avoit aucune envie de conclure l'affaire. L'occasion d'envahir le Monferrat lui paroissoit trop belle : il ne vouloit pas la manquer. Charles Emmanuel dit sans façon à l'Evêque de Diocésarée qu'il ne vouloit pas céder en faveur de ces secondes nopces les prétensions de la Maison de Savoie sur le Monferrat : il redemanda non seulement les pierreries que sa fille avoit portées dans la Maison de Gonzague, mais encore celles que son époux lui avoit données en présent de nopces.

riopces. Le Cardinal Duc refusa de rendre celles-ci, & Charles Emmanuel plein de grandes esperances ne pensa plus qu'à contenter son ambition. 1613.

Il se flatoit d'avoir le temps d'achever son entreprise avant que les Princes d'Italie endormis dans une longue & profonde paix, se fussent reveillez. La vigilance & l'attention de la République de Venise sur tout ce qui se fait dans son voisinage donnoit quelque inquiétude au Duc: mais il s'imaginait que si la Seigneurie n'approuvoit pas l'invasion qu'il méditoit, elle la souffriroit après que tout seroit fait, plutôt que de s'engager dans une guerre. Pour ce qui est de l'Empereur, il ne s'en mettoit pas beaucoup en peine. L'autorité de l'Empire en Italie n'est plus qu'un vain titre sans force & sans action. Les deux Couronnes étoient plus à craindre: mais le Duc croioit que Marie de Médicis occupée au dedans par les factions des Princes & des grands Seigneurs, ne pourroit pas donner de puissans secours à la Maison de Mantoue. Enfin, il espéroit de se rendre la Cour de Madrid favorable par le moien du Gouverneur de Milan son ami. De plus il n'y avoit pas alors de troupes dans le Milanois; il falloit du temps pour y en faire venir. En tout cas la crainte d'attirer les François en Italie, rendroit, selon le projet du Duc de Savoie, la Cour de Madrid plus lente à se déclarer pour les uns ou pour les autres. Et c'est justement ce

1613. qui devoit arrêter Charles Emmanuel, s'il n'eût pas été aveuglé par son ambition. Car enfin le Roi Catholique ne craignant rien davantage que de laisser aux François le moindre prétexte de porter leurs armes en Italie, il devoit empêcher que le Duc de Savoie n'attaquât à force ouverte la Maison de Mantouë que la France ne manqueroit pas de prendre sous sa protection.

Le Duc de  
Savoie en-  
vahit le  
Monferrat.

Voilà donc Charles Emmanuel qui assemble ses troupes le plus secrètement qu'il peut, & qui part de Verceil le 22. Avril 1613. pour entrer à main armée dans le Monferrat. Il surprit d'abord quelques places : d'autres dépourvues se rendirent ensuite, de manière qu'excepté Casal il se vit en peu de jours maître presque de toute la Province. Charles Emmanuel auroit même pris cette ville importante, & le reste du Marquisat, si Charles de Gonzague Duc de Nevers en France, ne se fût pas trouvé heureusement en Italie au temps de l'irruption du Savoïard. Soit que Nevers voulût venir aider de ses conseils & de son bras, s'il en étoit besoin ; le Cardinal Duc, Chef de la Maison de Gonzague ; soit qu'il prétendit négocier à Rome & à Venise pour l'exécution de je ne sai quel dessein chimérique d'une descente dans la Morée que le Duc de Nevers avoit conçu, il s'étoit chargé de conduire à Florence Catherine de Lorraine sa belle-sœur, fille du feu Duc de Mayenne, mariée au Comte de  
Sainte-

Saintefiore fils du Duc Sforce. Dez que 1613.  
 Nevers fut arrivé sur les côtes de Gênes,  
 il reçut des lettres qui l'invitoient au nom  
 de la Noblesse du Monferrat, de venir  
 incessamment à leur secours pour arrêter  
 le progrès des armes du Duc de Savoie.  
 Nevers partit promptement avec quel-  
 ques soldats ramassez, & sous la condui-  
 te d'un bon guide, entra heureusement  
 dans Casal, que le Cardinal Duc renfor-  
 çoit le mieux qu'il lui étoit possible. Vin-  
 cent de Gonzague frere du Cardinal y ac-  
 courut en même temps, & passant par  
 Milan il tâcha de faire comprendre à Ino-  
 josa les desseins cachez de l'ennemi de  
 leur Maison, qui se flatoit que la conquê-  
 te du Monferrat lui faciliteroit un jour  
 celle du Duché de Milan qu'il avoit en tête  
 depuis long-temps.

Toute l'Italie se reveilla au bruit de la Cette entre-  
 marche de Charles Emmanuel. On ne <sup>prise cause</sup>  
 doutoit pas qu'Inojosa ne fût d'intelligen- <sup>de grands</sup>  
 ce avec lui, quoi qu'il affectât de condam- <sup>mouvemens</sup>  
 ner en public l'entreprise du Duc. Le Gou- <sup>en Italie.</sup>  
 verneur avoit beau s'emporter contre lui,  
 envoyer des lettres circulaires aux Princes  
 d'Italie, & écrire en France pour déclarer  
 par tout que le Roi son maître desapprou-  
 voit l'action du Savoïard, & que Sa Ma-  
 jesté Catholique s'opposeroit vigoureuse-  
 ment à ceux qui troubloient le repos de  
 l'Italie, tout le monde crut qu'il y avoit  
 de la collusion entre lui & Charles Em-  
 manuel, dont il avoit reçu des presens  
 considérables. On ne fait si le Marquis

1613. de Bedmar Ambassadeur d'Espagne à Venise étoit plus sincere dans les protestations qu'il faisoit à la Seigneurie, que Philippe concourreroit volontiers avec elle pour assurer le repos de l'Italie; que le Cardinal Duc seroit remis en possession du Monferrat, & que Charles Emmanuel seroit puni de sa témérité.

Dez que le dessein de celui-ci eût éclaté, la République de Venise lui fit représenter qu'on étoit surpris qu'il voulût exciter une guerre capable d'attirer en Italie des armées étrangères qui passeroient premièrement par ses Etats. *Il y a des conquêtes, lui disoient ces prudens Sénateurs, qui ne méritent pas d'être achetées au prix du repos & de la tranquillité dont un Prince habile jouit. Pensez à votre gloire & à vos intérêts. Vous hasardez de perdre l'une, & vous exposez votre pays à être le theatre d'une guerre, dont vous ne verrez pas peut-être la fin. La France & l'Espagne prendront parti : du moins elles voudront être les arbitres du différend, & il en faudra passer par ce qu'elles ordonneront. Au lieu d'écouter de si sages remontrances, Charles Emmanuel fit retirer d'auprès de lui l'Ambassadeur de la République : mais l'ambitieux Duc ne fut pas long-temps sans s'appercevoir qu'il s'étoit embarqué dans une affaire, dont il ne se tireroit pas si facilement à son honneur. Les Vénitiens envoièrent trois mille hommes pour la conservation de Casal. Le Grand Duc de Toscane promit deux mille fantassins*  
&

& deux cens chevaux au Cardinal Duc. 1613.

La Maison de Mantoue fit lever trois mille Suisses ; de manière qu'elle espéroit d'être bien-tôt en état de s'opposer au Duc de Savoie avec seize ou dix-sept mille hommes : mais les choses ne réussirent pas tout-à-fait selon ce projet. Pour ce qui est du Pape il ne promit que ses bons offices pour la paix. La qualité de Père commun est d'un grand secours quand on aime mieux enrichir sa famille, que de secourir un Prince injustement attaqué.

Cependant on publia des Manifestes de part & d'autre. Le Duc de Savoie soutenoit que la tutèle de la Princesse Marie appartenoit à la Duchesse sa mère. On insistoit fort sur le refus que le Cardinal Duc avoit fait de tenir sa parole ; & l'excuse que ce Prince ne pouvoit pas se défaire d'une pupille dont l'Empereur lui avoit donné la garde & la tutèle, n'étoit pas mal réfutée. Aussi n'étoit-elle pas fort bonne. La commission de l'Empereur avoit été demandée pour s'en servir, si le Cardinal le jugeoit à propos. Il l'avoit assez déclaré lui-même en promettant de remettre sa nièce entre les mains du Duc de Modène. Charles Emmanuel expliquoit ensuite ses prétentions sur le Monferrat avec autant de hardiesse que si elles eussent été les plus justes & les plus claires du monde. C'est la coutume des Princes ambitieux ; ils s'imaginent que le monde sera leur dupe, & que les gens d'esprit les en croiront.

Manifestes  
du Duc de  
Savoie & du  
Cardinal  
Duc de  
Mantouë.

Mercur  
François.  
1613.



1613. roit sur leur parole. Pour ce qui est du Cardinal Duc, il repliquoit dans son Manifeste que la Duchesse sa belle-sœur n'étant pas majeure, les loix ne lui permettoient pas d'être tutrice de sa fille, & que les mères perdent la tutèle de leurs enfans quand elles se retirent volontairement de la maison & des Etats de leur époux. D'où le Cardinal Duc concluoit que Marguerite aiant demandé avec instance de s'en aller à Turin, elle avoit bien voulu renoncer à la tutèle de la Princesse de Mantouë. On tâchoit de faire valoir la commission de l'Empereur: mais la parole donnée ensuite, & le refus de la tenir, étoit un si mauvais endroit, qu'il ne fut pas possible de lui donner une bonne couleur. Il valoit mieux avouer ingenuement son imprudence. Une pareille démarche coûte trop à un Prince. Les prétensions surannées & exorbitantes sur le Monferrat, sont fort bien refusées. On ne manque pas d'opposer la cession que le Duc de Savoie en avoit faite en faveur du mariage de sa fille avec le feu Duc François de Mantouë. C'étoit un manquement de parole bien plus considérable que celui dont Charles Emmanuel faisoit tant de bruit. Avoit-il bonne grace de faire sonner si haut la retractation d'un homme surpris, lui qui étoit le plus perfide & le plus fourbe de tous les Princes de son temps?

Il jouoit alors mille personnages différens pour faire approuver sa conduite, ou du

du moins pour gagner du temps en ménageant les deux Couronnes. Tantôt il proposoit de mettre les armes du Roi d'Espagne au dessus des portes de toutes les villes qu'il avoit prises dans le Monferrat, & de les remettre entre les mains de Sa Majesté, à condition qu'il y auroit garnison de Savoie. Tantôt il offroit de ceder Casal à Philippe III. pourvû que la Maison de Savoie eût la jouissance de tout le reste du Monferrat. Quand il écrivoit à la Régente de France, il le faisoit de la manière du monde la plus soumise : il étoit prêt de remettre entre les mains de Sa Majesté tout ce qu'il avoit pris sur la Maison de Mantouë. Et lorsque Charles Emmanuel s'apercevoit que ses soumissions artificieuses ne lui servoient de rien, il prenoit une tout autre figure ; il bravoit, il menaçoit tout le monde : vous eussiez dit que toute l'Europe étoit à sa disposition. Si les Espagnols le sommoient de se désister de son entreprise, il leur répondit fièrement qu'il s'accommoderoit avec la France. Si le Pape le pressoit de faire la paix, il parloit d'appeller à son secours en Italie une armée de Protestans : enfin si la République de Venise prétendoit assister le Cardinal Duc, il ne la menaçoit de rien moins que de faire venir le Turc contre elle, & de couvrir la Mer Adriatique de corsaires & de pirates. Il parloit pourtant quelquefois de paix : mais ses propositions étoient si exorbitantes qu'on

1613.

Artifices &  
bravades du  
Duc de Sa-  
voie.

1613. ne pouvoit pas les accepter, ou bien si ambiguës qu'on ne comprenoit pas bien ce qu'il demandoit.

Ses intrigues à la Cour de France sont découvertes.

Les intrigues que cet esprit remuant avoit liées à la Cour de France avec quelques grands Seigneurs, lui donnoient plus de confiance que toute autre chose. Il envoioit sans cesse des Couriers au Maréchal de Lesdiguières son ami qui commandoit en Dauphiné à cause du bas âge du Comte de Soissons. En feignant de ne rien faire sans la participation de Lesdiguières, il prétendoit le mettre dans ses intérêts, l'empêcher d'obéir trop ponctuellement aux ordres que la Régente lui enverroit de secourir ses neveux de Mantouë, & d'amuser le Maréchal par diverses propositions d'accommodement. Charles Emmanuel entretenoit aussi une grande correspondance avec le Duc de Bellegarde mécontent de la Régente : le Gouvernement de Bourgogne où celui-ci s'étoit cantonné, pouvoit le rendre fort utile aux desseins du Savoïard. Enfin il avoit des Agens & des espions secrets à la Cour de France, qui lui donnoient avis de tout, & qui avoient de grandes relations chez le Prince de Condé, chez les Seigneurs malcontents, & même chez le Marquis & la Marquise d'Ancre les plus intimes confidens de la Reine. Exactement informé de tout ce qui se passoit à la Cour & dans les Provinces, le Duc de Savoie se flatoit que Marie de Médicis embarrassée des factions, qu'il

Siri *Memo-  
rie Recondi-  
ta.* Tom. III.  
Pag. 81.

qu'il entretenoit lui-même avec une application extraordinaire, ne feroit pas en état de penser au dehors, & qu'elle auroit bien-tôt une guerre civile sur les bras. 1613.

En effet, quelque soin que la Régente prit de s'assurer du Duc de Guise, il chanceloit encore, & le Prince de Condé n'oubloit rien pour le rattrapper. Le Duc de Vendôme Gouverneur de Bretagne avoit donné parole à la Duchesse de Mercœur sa belle-mère qu'il feroit fidelle à la Reine : & cependant il s'étoit lié fort étroitement avec Condé, avant que de partir pour la Bretagne, où il alloit tenir les Etats de cette Province importante. Le Maréchal de Bouillon fâché de ce qu'il ne parvenoit point où il aspirait, étoit celui qui travailloit sourdement à détacher le Duc de Guise des intérêts de la Reine, & à fortifier le parti du Prince de Condé, afin de se rendre nécessaire à Marie de Médicis, & de se faire acheter bien cher. Le Marquis d'Ancre entêté de ruiner les Ministres que la Cabale vouloit débusquer absolument, y étoit entré si avant, que la Régente fut obligée de le menacer de l'exil ou de la prison, s'il ne se desunissoit de la Cabale, & s'il ne revenoit promptement à la Cour, dont il affectoit de s'éloigner, sous prétexte de je ne sai quel mécontentement. *Je suis homme d'honneur*, répondit-il à Bassompierre, quand ce Seigneur lui parla de la part de sa bienfaitrice. *La Reine*  
croit

1613. *croit pouvoir manquer de parole aux gens. Pour moi, je veux être fidele à M. le Prince & aux autres avec qui Sa Majesté m'a lié elle-même.* Le fourbe Italien n'aimoit pas plus Condé que les Ministres, bien resolu d'écarter les Princes & les Seigneurs qui lui feroient ombrage, quand il auroit chassé de la Cour ceux qui avoient, à son gré, trop de part aux affaires. Les Ministres ne laissoient pas échapper une si belle occasion d'irriter la Reine contre le Marquis : ils exagéroient avec soin l'ingratitude d'un homme que Sa Majesté avoit élevé. La Galigai sa femme croit la premiere contre lui : mais dans le fonds elle s'entendoit fort bien avec son mari. Ils entroient tous deux dans les mêmes intrigues.

Leurs ennemis crurent avoir enfin trouvé de quoi perdre l'un & l'autre sans ressource. Gueffier Resident de France en Savoie avoit découvert que le Duc étoit averti de ce qu'il y avoit de plus secret à la Cour, & que les avis & les paquets s'adressoient à un certain Baron de la Roche, Dauphinois, que Charles Emmanuel avoit souvent auprès de lui. Je ne sai comment Gueffier eut encore quelque papier écrit de la main de l'Espion du Duc de Savoie. Il l'envoia en France afin qu'on tâchât de reconnoître l'écriture du donneur d'avis secrets. On soupçonna diverses personnes ; & les Commis de la poste eurent ordre de faire arrêter celui qui apporteroit des lettres de la même main.

**Mercur**  
**François.**  
1613.  
**Mémoires**  
**de la Ré-**  
**gence de**  
**Marie de**  
**Médicis.**

1619.

main. La Régente étoit alors à Fontainebleau, où elle passoit les beaux jours du Printemps. Ce fut là qu'on surprit enfin un Dauphinois nommé Magnac, lors qu'il portoit à la poste un paquet adressé au Baron de la Roche. Le voilà donc arrêté. On le mène à des gens du Conseil de la Reine; on l'interroge. Magnac charge extrêmement le Marquis & la Marquise d'Ancre: mais sur tout Dolé leur intime confident. Les Ministres triomphèrent là-dessus. Ils se vantoient déjà que Conchini & sa femme, ou du moins Dolé, ne se tireroient jamais d'une si méchante affaire. Et certes, il y avoit de quoi les ruiner entièrement, si leurs amis ne les eussent pas bien servis, & s'ils eussent eu une Maîtresse plus avisée & moins indulgente que Marie de Médicis.

Bassompierre avoit habilement tiré de Lomenie Secrétaire d'Etat tout ce secret, dont la Reine lui avoit dit quelque chose. Il crut donc en devoir avertir promptement Conchini, qu'il croioit de ses amis. Le Marquis d'Ancre nia qu'il connût Magnac; il affecta de parler en homme qui ne craint rien. Content d'avoir rendu un bon office à un homme, qui pouvoit en profiter, s'il le jugeoit à propos, Bassompierre quitta le Marquis pour s'aller promener le long du canal de Fontainebleau. Mais dez que Conchini eût réfléchi sur l'avis qu'on venoit de lui donner, il envoya chercher promptement Bassompierre. Ils s'enfermèrent tous deux dans une galerie: & Conchini inquiet aiant

Extrême  
embarras du  
Marquis  
d'Ancre qui  
se trouve  
intrigué  
avec le Duc  
de Savoie.

Mémoires  
de Bassom-  
pierre.

mar-

1613. marché quelque temps sans rien dire, *je suis perdu, M. de Bassompierre*, s'écria-t-il tout d'un coup dans son baragouin demi François & demi Italien. *Les Ministres mes ennemis ont pris le dessus auprès de la Reine.* Il se mit alors à pleurer amèrement; & puis à proferer mille blasphemes execrables. Bassompierre le laissa se tourmenter quelque temps. *C'est à vous, Monsieur,* dit-il au Marquis quand il fut un peu de sang rassis; *c'est à vous de prendre une bonne résolution. La faveur de la Reine est une grande ressource pour vous contre vos ennemis. On ne l'empêchera jamais d'écouter vos justifications, si vous êtes innocent. Que si votre conscience vous reproche quelque chose, retirez-vous au-plûtôt dans votre Gouvernement d'Amiens. Laissez faire votre femme & vos amis: on trouvera un bon-moment pour appaiser la Reine.*

Conchini qui se sentoît coupable, prit d'abord le parti de mettre sa personne en seureté dans Amiens, où Bassompierre vouloit bien l'accompagner. Mais Dolé qui craignit d'être perdu si le Marquis d'Ancre sortoit de la Cour, le fit changer de résolution. Il recourut donc à la bonté de la Reine trop infatuée de sa Leonora femme de Conchini. Sa Majesté n'eut pas de peine à leur pardonner cette frasque. Les Commissaires qui avoient interrogé Magnac firent un rapport avantageux au Marquis & à la Marquise d'Ancre. Mazurier & Mangot qu'on avoit gagnés, les servirent utilement en cette rencontre.

contre. Aussi ces ames vénales en furent-elles bien récompensées. On donna à chacun d'eux une Charge de Premier Président. Mazurier fut nommé pour le Parlement de Toulouse, & Mangot pour celui de Bourdeaux. Les noms de Conchini & de sa femme avoient été supprimez dans les procédures que le Lieutenant du Prevôt de l'Hôtel fit contre Magnac: & ce malheureux qui n'étoit pas le plus coupable, fut roué vif à Fontainebleau.

Convaincus à cette fois que le Marquis & la Marquise d'Ancre étoient si bien dans les bonnes grâces de la Régente, que rien n'étoit capable de les leur faire perdre, les Ministres prirent la résolution de s'accommoder avec Conchini. Le Président Jeannin qui s'étoit toujours assez bien menagé avec le Favori, proposa donc à la Reine de réconcilier Villeroi & le Chancelier avec le Marquis d'Ancre. Elle ne demandoit pas mieux que de réunir ses gens pour les opposer au parti contraire.

On fit l'ouverture du mariage de la fille de Conchini avec le Marquis de Villeroi petit-fils du Secrétaire d'Etat. Et cependant les Ministres promirent au Favori qui n'avoit pensé jusqu'alors qu'à s'élever sur leur ruine, qu'ils l'aideroient dans toutes ses entreprises, & qu'ils contribueroient de tout leur pouvoir à l'agrandissement de sa fortune. Bassompierre qui avoit si bien servi cette année les Ministres & Conchini, se plaint de ce que s'étant accommodé l'un avec les autres sans sa participation, ils

Les Ministres se raccommodent avec le Marquis d'Ancre.

Mémoires de Bassompierre.



1613. ils s'unirent tous ensuite pour le perdre auprès de la Reine. Ils rendirent en effet la conduite de Bassompierre si suspecte à cette Princesse inégale & défiante, que désespérant de rien obtenir d'elle, il fut sur le point d'abandonner la Cour de France & d'aller chercher fortune ailleurs. Mais les bons amis de Bassompierre, sur tout le Duc de Guise & la Princesse de Conti parlèrent si efficacement à la Régente, que Sa Majesté lui donna encore de bonnes paroles pour le retenir. La Princesse de Conti ne vouloit pas perdre son Amant, & le Duc de Guise étoit persuadé par une longue expérience que Bassompierre ne lui étoit pas inutile.

On resout à la Cour de France d'envoyer un puissant secours à la Maison de Mantouë.

Mémoires de la Régence de Marie de Médicis.

Histoire du Connétable de Lesdiguières.

Liv. VIII. Chap. 4. & 5.

La Régente n'étoit point tellement occupée de ces intrigues de Cour, qu'elle ne pensât aux affaires étrangères. Celle du Monferrat lui paroissoit une des plus importantes qu'elle pût avoir à ménager durant son administration. Mais Sa Majesté ne voulut prendre aucune résolution sans l'avis des Princes & de tous les principaux Seigneurs du Roiaume. C'étoit encore une occasion de rappeler à la Cour le Prince de Condé & les autres Chefs du parti. Ils s'étoient retirez les uns après les autres, fort indignez de ce que la Reine s'étoit racommodée avec les Ducs de Guise & d'Epéron, & de ce qu'elle avoit rapellé les Ministres. On convint premièrement d'envoyer deux mille hommes à Casal sous la conduite du Chevalier de Guise, qui s'embarqueroient en Provence

vence pour passer par Savone dans le Monferrat. Et comme la Cour de France étoit persuadée que le Gouverneur de Milan appuioit secrètement le Duc de Savoie, ou du moins que les Espagnols vouloient profiter du différend, elle résolut encore de faire trois armées pour attaquer Charles Emmanuel par trois endroits différens. Le Maréchal de Lesdiguières devoit entrer avec la plus nombreuse par le Dauphiné dans le Piémont. Le Duc de Guise avoit la moins considérable pour attaquer le Savoïard du côté de Provence. Enfin la troisième étoit destinée à faire irruption par la Bourgogne sous le commandement de Bellegarde.

Dez que cela fut arrêté dans le Conseil de Marie de Médicis, la Duchesse de Nevers partit pour Grenoble, afin d'engager Lesdiguières à marcher au plutôt. Mais l'ardeur que la Régente avoit témoignée pour secourir ses neveux, se ralentit. Les amis secrets du Duc de Savoie représentèrent adroitement à Sa Majesté, qu'il étoit dangereux de donner aux grands Seigneurs des armées à commander en un temps de minorité, & de mettre un Maréchal de France Protestant à la tête de la plus considérable. Ubaldini Nonce du Pape se mit de la partie, de peur que les armes de France ne fissent de grands progrès en Italie, & que Lesdiguières n'y menât trop de Protestans avec lui; choses que la Cour de Rome a toujours extrêmement appréhendées. L'habile Italien soutenu

1613.  
Siri *Memo-*  
*rie Recondi-*  
*te. Tom. III.*  
Pag. 92. 93.  
&c.

On détour-  
ne la Régente  
d'envoyer  
si prompte-  
ment du se-  
cours au  
Cardinal  
Duc.

Nani *Histo-*  
*ria Veneta.*  
Lib. I. 1613.

de

1613. de quelques autres, tâchoit de persuader à la Reine timide & irresolue, qu'il n'étoit pas nécessaire de se presser si fort de porter les armes de France en Piémont, puisque le Roi d'Espagne pensoit lui-même à s'opposer au Duc de Savoie, & à faire restituer à la Maison de Mantouë ce qu'elle avoit perdu dans le Monferrat. Si vous envoyez, Madame, un si puissant secours au Cardinal Duc, disoit-on encore, ce mouvement donnera de l'ombrage & de la jalousie au Roi Philippe. Il voudra secourir le Duc de Savoie, & vous romprez de la sorte avec l'Espagne. Que Votre Majesté menace Charles Emmanuel de concert avec l'Espagne, cela ne suffit-il pas pour arrêter un Prince qui a commencé une guerre qu'il ne soutiendra jamais sans l'appui de l'une ou de l'autre Couronne ? Ces insinuations firent résoudre la Régente à suspendre la marche du secours, jusqu'à ce qu'elle eût vu le succès de ce qui se négocioit à Madrid.

Le Roi d'Espagne se déclare contre le Duc de Savoie.

Les Espagnols aiant réfléchi sérieusement sur les conséquences des mouvemens que l'ambition du Duc de Savoie causoit en Italie & ailleurs, Sa Majesté Catholique résolut tout de bon de s'opposer aux desseins de ce Prince inquiet & brouillon. Elle dépêcha son Secrétaire Vargas à Milan avec ordre de déclarer nettement à Charles Emmanuel, que s'il ne vouloit pas rendre de bonne grace les villes prises dans le Monferrat, Philippe sauroit bien l'y contraindre par force. Outre que le Duc de Lerme haïssoit le Duc de Sa-

Savoie, ce Ministre ne vouloit point de guerre, soit qu'il crût que la paix étoit plus propre à la conservation de son autorité, soit qu'il eût intention de se conformer à l'humeur douce & pacifique de son Prince. 1613.

Voici donc Charles Emmanuel dans un plus grand embarras que jamais. Il avoit fait semblant d'écouter quelques propositions d'accommodement que Maffimi Nonce du Pape avoit faites de la part de Sa Sainteté. Victor Amedée Prince de Piémont étoit même allé à Milan comme pour négocier cette affaire : mais son pere trouvoit toujours quelque fuite quand il falloit conclure. Et dans le temps que le Duc paroissoit disposé à la paix, il tâchoit de pénétrer plus avant dans le Monferrat. Quoique la France & l'Espagne le menaçassent alors également, & que les Princes d'Italie fussent presque tous déclarés contre lui, il ne perdoit point encore courage, déterminé qu'il étoit à faire un nouvel effort pour conjurer l'orage qui grondoit de deux côtes. Il envoya promptement le Prince de Piémont à Madrid pour représenter ses droits au Roi Catholique, & il engagea le Duc de Nemours son frere à faire un voyage en France, afin de gagner la Régente si cela se pouvoit, & de s'opposer du moins au Duc de Mayenne qui sollicitoit puissamment en faveur de la Maison de Mantoue : mais on eut encore moins d'égards pour lui en Espagne qu'en France. De là que Victor Amedée eut mis pied à terre. en 1613.

Ca-

1613. Catalogne, le Roi lui fit signifier une défense de passer outre, jusqu'à ce qu'on eût reçu nouvelle de l'obéissance de son père aux derniers ordres de Sa Majesté.

L'Empereur fait signifier au Duc de Savoie qu'il ait à se déister de son entreprise sur le Monferrat.

Selon le projet d'accommodement proposé par le Ministre du Pape, le Duc de Savoie devoit remettre entre les mains de Sa Sainteté les places occupées dans le Monferrat. Cela choqua la Cour de Vienne. En effet ce Marquisat étant un fief de l'Empire, c'étoit à l'Empereur de juger le différend, & le sequestre sembloit lui appartenir préférablement à tout autre. Mathias envoya donc ordre au Prince de Castiglione son Commissaire en Italie d'aller à Turin & de dire à Charles Emmanuel qu'il eût à lever incessamment le siège qu'il avoit mis devant Nice de la Paille, ville du Monferrat, à consentir à la suspension d'armes que Sa Majesté Impériale ordonnoit aux uns & aux autres sous peine d'être mis au ban de l'Empire, & à désarmer au-plûtôt pour dissiper tous les ombrages que son entreprise avoit donnez. Mais si l'Empereur prétendoit être le seul juge d'une contestation mue sur un fief de l'Empire, le Roi d'Espagne s'étoit mis en tête d'être l'arbitre de l'affaire sans le concours de l'Empire, ni de la France. Tous ces incidens faisoient plaisir à Charles Emmanuel. En chicanant sur quelqu'un des articles qu'on lui proposoit, & en attendant que la compétence fût bien décidée, il avoit le temps de pousser ses conquêtes dans le Monferrat.

Le

Siri *Memo-  
rie Recondi-  
ta.* Tom. III.  
Pag. 84. 85.  
&c.

Le Prince de Castiglione ennuié de tous les délais du Duc de Savoie, fit publier une proclamation de la part de l'Empereur. On y enjoignoit à Charles Emmanuel de remettre entre les mains du Commissaire de Sa Majesté Impériale tout ce qui avoit été pris dans le Monferrat, d'envoyer dans dix jours un Député pour conférer en presence du Prince de Castiglione avec celui que le Duc de Mantoué enverroit pareillement, sur les moïens de terminer le différend à la satisfaction des parties intéressées. On promettoit ensuite de finir l'affaire en un mois après qu'on se feroit assemblé de part & d'autre. Mais avant que de parler d'une manière si précise, si absolue, n'étoit-il pas à propos d'avoir des forces suffisantes en Italie pour se faire obéir en cas qu'une des deux parties voulût résister ? On commettoit l'autorité de l'Empereur avec un peu trop de précipitation. Les Ducs de Savoie & de Mantoué ne la respectoient qu'autant que ce grand nom leur pouvoit être bon à quelque chose. Les Princes d'Italie feudataires de l'Empire, tâchent de se soustraire, autant qu'il leur est possible, à une autorité qui les incommode, toute foible qu'elle est. Le Roi d'Espagne lui-même la fappe sourdement dans l'occasion. Sa Majesté Catholique ne veut point d'autre arbitre qu'elle dans un pais, où elle est la plus puissante.

Le Gouverneur de Milan agit plus efficacement que le Commissaire Impérial.

1613.  
traint le  
Duc de Sa-  
voie à se  
soumettre à  
la volonté  
du Roi  
d'Espagne.  
*Nani Histo-  
ria Veneta.*  
Lib. I. 1613.  
Mercure  
François.  
1613.

Perfuadé que son Maître vouloit tout de bon finir l'affaire, & en avoir tout l'honneur sans que la France y eût part, Inojosa fit marcher le Prince d'Ascoli à la tête de cinq mille hommes qui se joignirent à trois mille autres des troupes de Mantouë, commandez par le Prince Dom Vincent frere du Cardinal Duc. L'Armée s'avança vers Nice que celle de Charles Emmanuel ferroit de fort près. Les Savoians ne doutèrent plus alors que le Gouverneur ne fût sérieusement déterminé à faire exécuter ponctuellement les ordres du Roi Catholique. N'y aiant donc plus d'autre parti à prendre, que celui de faire les choses de bonne grace, le Général de l'Armée Savoiarde envoya dire au Prince d'Ascoli, que le Duc son maître étoit entré dans le Monferrat, sans penser que le Roi Philippe voulût prendre les interêts de la Maison de Mantouë contre un Prince qui avoit l'honneur d'être le beaufrere de Sa Majesté. *Puisque cela est, ajoûta l'Envoié, les troupes du Duc mon maître sont prêtes à se retirer. Je dirai seulement que ce n'est pas la crainte des armes de Mantouë, mais le respect que Son Altesse a pour le Roi d'Espagne qui lui a fait prendre cette résolution. Elle n'emploiera jamais ses forces contre la volonté de Sa Majesté Catholique.* Le Prince d'Ascoli répondit qu'il avoit ordre de secourir la ville de Nice, & de faire sortir du Monferrat l'armée du Duc de Savoie. *Si Mr. le Général, continua-t-il, veut l'emmener, on ne le poursuivra point :*

*point : mais s'il s'opiniâtre à demeurer, nous serons bien-tôt en sa présence.* 1613.

Après tant de souplesses & d'artifices, Charles Emmanuel enrageoit de se voir encore une fois le jouet de toute l'Europe, & d'avoir dépensé beaucoup d'argent pour des projets renversez en un instant. Avant que de se rendre, il voulut encore tenter Inojosa, sur l'amitié duquel il avoit toujours compté. Il lui fit proposer de se donner aveuglément au Roi d'Espagne contre qui que ce fût, pourvû qu'on le laissât en possession de ce qu'il avoit pris. Des offres si honnêtes, si avantageuses en apparence à l'Espagne, furent méprisées. Le Duc se reduisit à demander humblement qu'on voulût bien lui laisser jusqu'à la décision entière du procès, une place qui feroit comme le gage de ses prétensions sur le Monferrat. Bien loin d'entrer en négociation avec le bon Prince, on lui envoya Padilla Général de l'Artillerie, l'homme du plus grand flegme qui fût dans toute l'Espagne, qui commença par déclarer à Son Altesse en termes fort concis & d'un air sévère, qu'elle eût à restituer tout. Pour achever de le desoler, Padilla lui donna une lettre du Roi d'Espagne, courte, mais fort précise, qui ordonnoit au Duc de faire tout ce que le Marquis d'Inojosa lui prescriroit.

Rien ne mortifie tant un Prince qui a de la fierté & du courage que de se voir traité en sujet par un autre plus puissant que lui. Mais quoi ! le pauvre Emmanuel abandon-



1613. donné de tout le monde étoit dans la nécessité de recevoir la loi du plus fort. Au lieu de donner une réponse positive au grave Padilla, il dépêcha un de ses Ministres à Milan avec des propositions qui tendoient à traîner encore l'affaire en longueur. Inojosa les rejette avec indignation, & fit dire à Charles Emmanuel que, s'il ne rendoit incessamment tout ce qu'il avoit usurpé, le Prince d'Ascoli iroit mettre le siège devant une des places qu'on redemandoit, que le Gouverneur de Milan s'avanceroit encore lui-même sur les lieux, & qu'il feroit pendre qui que ce fût qui osât résister. Le Duc ne pouvant plus reculer, offrit de rendre & de consigner tout ce qu'il avoit occupé dans le Monferrat. Je ne sai s'il n'espéroit point encore gagner du temps à la faveur d'une contestation qui s'émut entre Inojosa & Castiglione. Chacun d'eux prétendoit que les places fussent remises entre les mains de son Maître: mais Castiglione qui n'avoit que le nom & l'autorité de l'Empereur, s'accommoda bien-tôt avec l'autre qui avoit la force: le Commissaire Impérial eut une ville pour la forme, & les Espagnols garderent le reste. Jamais accommodement ne fut conclu plus promptement que celui-ci, quoi que le Duc de Savoie eût fait bien des difficultés avant que d'en venir là. Ce fut le dernier artifice d'un Prince qui vouloit avoir un prétexte de le rompre, s'il en trouvoit l'occasion. Un Traité fait avec  
préci-

précipitation, n'est jamais assez bien medité. On y laisse toujours quelque échappatoire à celui qui ne veut pas être de bonne foi. 1613.

Avant la conclusion de cet accommodement, le Duc de Nevers, qui étoit accouru, comme nous avons dit, au secours du Monferrat, eut quelques paroles avec le Gouverneur de Milan. Nevers avoit joint le Prince Vincent de Mantouë avec cent ou six-vingt Gentilshommes François. Ces gens observant les démarches des Espagnols, murmurèrent de ce que le Prince d'Ascoli manquoit à plaisir une belle occasion, de battre l'Armée Savoisarde. Fâché de ce qu'on découvroit trop bien sa collusion avec Charles Emmanuel, le Marquis d'Inojosa dit tout hautement, qu'il ne souffriroit pas que les François eussent des gens de guerre en Italie, ni qu'il en vint aucun dans le Milanois, qu'il feroit maltraiter tous ceux qui voudroient passer par cette Province, & que si les deux mille hommes que le Chevalier de Guise devoit amener en Italie, y mettoient le pied, on les tailleroit en pièces. La venue des François déplaçoit tellement à cet Espagnol, qu'il avoit mandé aux galères de Naples, de Sicile, & de Gênes, de se joindre pour s'opposer au passage des vaisseaux qui amenoient du secours de Provence, & pour empêcher que les troupes Françaises ne débarquassent sur les côtes d'Italie. Inojosa tâchoit encore de donner de la jalousie

Différend  
entre le  
Duc de Ne-  
vers & le  
Gouver-  
neur de  
Milan.

Mercur  
François-  
1613.

1613. au Cardinal Duc, en faisant courir le bruit que Nevers pensoit plus à se rendre maître du Monferrat qu'à secourir la Maison de Mantouë.

Choqué de l'arrogance & de la malignité du Gouverneur, le Duc lui fit dire que de marcher à si grand train, ce seroit trop à la vérité pour un homme de la qualité d'Inojosa : mais qu'un Duc de Nevers de la Maison de Gonzague pouvoit bien avoir cent ou six-vint Gentilshommes à sa suite. *Excepté quatre ou cinq de mes amis qui me sont venus trouver ici, ajouta-t-il, tous les autres m'appartiennent. Si le Marquis d'Inojosa entreprend d'en maltraiter aucun, je saurai bien en tirer raison. Quant à la menace de tailler en pièces les troupes qui pourroient venir de France au secours de la Maison de Mantouë, on ne croit pas que Sa Majesté Catholique avouë un pareil discours. Il n'y a personne au monde qui puisse empêcher le Roi Très-Christien de secourir son parent & son allié, ni de s'opposer aux injustes entreprises du Duc de Savoie. On veut encore me rendre suspect : mais je ne crains pas que les vains discours du Marquis d'Inojosa fassent la moindre impression. Mes intérêts sont trop étroitement liez avec ceux de la Maison de Mantouë. Mr. le Gouverneur confirme lui-même les justes soupçons que nous avions de sa conduite. On sait assez son aversion pour Mr. le Cardinal Duc, & nous n'ignorons pas les raisons qu'il a de favoriser Mr. de Savoie contre l'intention de Sa Majesté Catholique. C'est ainsi que*

que le Duc de Nevers soutenoit encore mieux l'honneur de la France, que la Régente du Roiaume. En ne voulant pas écouter les sages remontrances du Sénat de Venise qui la pressoit de faire avancer des troupes en Piémont & ailleurs, elle donna moien à la Cour de Madrid d'avoir tout l'honneur de cette affaire, & d'en tirer même du profit, si l'occasion s'en presentoit. 1613.

Pendant que la plus grande partie de l'Europe étoit en mouvement à l'occasion de la mort de François Duc de Mantouë, Jacques Roi de la Grande Brétagne, qui ne prenoit pas tant d'interêt aux affaires d'Italie, vivoit tranquillement dans son Ile. Il ne pensoit qu'à se divertir, & à donner à son peuple affligé de la mort d'Henri Prince de Galles, mille spectacles différens. On eût dit que le pere vouloit effacer insensiblement la mémoire d'un fils qui faisoit, il y a peu de jours, les délices de l'Angleterre. Au lieu de travailler à découvrir le secret de la mort précipitée d'Henri, le Roi combloit de nouvelles faveurs son indigne Favori, qu'on en croioit l'auteur. Robert Carr Vicomte de Rochester fut fait Comte de Sommerfet; titre extrêmement distingué, qu'on n'avoit donné qu'à des Princes du sang d'Angleterre, ou du moins aux plus proches parens d'un Roi du côté maternel. Le Favori épousa ensuite François Howard Comtesse d'Essex, fameuse par ses crimes & par ses aventures. Ferois-je

Mariage de l'Eleveur Palatin avec la Fille du Roi d'Angleterre.

Larrey Hist. d'Angleterre. Tom. II. 1612. 1613.

1613. un jugement téméraire, si je disois que le bon Roi se regardoit comme un homme heureusement ressuscité après la mort de son fils, dont la Cour déjà plus grosse que la sienne, lui avoit donné de la jalousie ? On la connut assez par cette parole qui lui échappa : *Est-ce qu'on veut m'enterrer tout vivant ?* Parole qui donna bien à penser au monde, quand on vit mourir le Prince de Galles peu de temps après.

Mercur  
François.  
1613.

L'occasion de tant de plaisirs & de fêtes extraordinaires en Angleterre, ce fut le mariage de la Princesse Elizabeth, fille du Roi avec Frederic Comte Palatin du Rhin. L'alliance plût extrêmement aux Anglois & à tous les Protestans. La Maison d'Autriche s'étoit donnée beaucoup de peine pour la traverser, & la Reine que la Cour de Madrid avoit eu la précaution de gagner s'étoit efforcée d'en détourner le Roi son époux : mais il la conclut enfin non-obstant les intrigues du parti Espagnol. Jacques avoit voulu donner à l'Electeur l'Ordre de la Jarretière, avant la solennité des nopces. L'illustre Prince Maurice d'Orange fut reçu dans cette noble & ancienne Compagnie, en même temps que Frederic son neveu. Le Chapitre de l'Ordre avoit été convoqué pour cela au Château de Windsor le 14. Février de cette année. La cérémonie se fit avec toute la pompe imaginable. L'Electeur Palatin qui étoit allé lui-même en Angleterre pour y négocier son mariage, reçut l'Ordre en personne : & Mauri-  
ce

ce absent le reçut par le Comte Guillaume de Nassau son Procureur. Dix jours après, Frederic épousa solennellement la Princesse Elizabeth : la fête fut précédée & suivie de jeux & de spectacles magnifiques.

La Hollande fut aussi en réjouissances pendant un assez long-temps. Le Prince Maurice avoit reçu en présence des Etats Généraux des Provinces-Unies, la Jarretière que le Heraut de l'Ordre lui avoit apportée, & l'on n'avoit rien omis de tout ce qui pouvoit contribuer à l'éclat de la cérémonie. Le sage Barneveldt, Pensionnaire de la Province de Hollande fit un remerciement au nom des Etats Généraux à l'Ambassadeur d'Angleterre qui avoit présenté la Jarretière de la part du Roi son maître au Prince Maurice. La nouvelle Electrice ayant passé d'Angleterre en Hollande le mois de Mai suivant, pour aller à Heidelberg, elle fut reçue presque dans toutes les villes de la Province & particulièrement à Amsterdam, avec une magnificence digne de leurs richesses, & du souvenir qu'elles conservoient des grands secours que leur République naissante avoit reçu autrefois de la Couronne d'Angleterre.

Les Protestans espéroient que le mariage de l'Electeur Palatin avec la Princesse de la Grande Bretagne, seroit extrêmement avantageux à leur Religion. Il leur restoit encore une chose à souhaiter. C'est que le Roi Jacques abandonnât le dessein

On parle du mariage de Charles Prince de Galles avec Christine de France.

1613. qu'il avoit de marier son héritier à une Princeſſe de la Communion du Pape : mais quoique Sa Majeſté Britannique traitât tout publiquement le Pontife Romain *d'Antechriſt*, elle n'eût jamais un zèle ardent & ſincère pour l'établiſſement de la Réformation. Dez que le Prince Henri fut dans le tombeau, Jacques fit propoſer le mariage de Charles ſon ſecond fils devenu Prince de Galles, avec Chriſtine ſeconde Fille de France. La Régente reçut volontiers les mémoires que l'Ambaſſadeur d'Angleterre donna ſur cette affaire à Villeroi Secrétaire d'Etat. Elle eſpéroit que les Proteſtans de France & d'ailleurs, allarmez du double mariage conclu avec l'Eſpagne, s'appaiferoient en voyant que ce nouveau projet n'éloignoit pas tellement la Couronne de France de l'alliance des Proteſtans, qu'elle ne penſât encore à s'unir étroitement avec eux, en donnant la ſœur cadette du Roi à l'héritier du plus puiffant Prince de leur Communion. Quoique la conduite de Marie de Médicis dans cette négociation fût pleine d'artifice & de diſſimulation, la Cour de Rome en prit de l'ombrage, & le Pape fit tous ſes efforts pour détourner la Régente d'écouter les offres que Sa Majeſté Britannique lui faiſoit. Sa Sainteté déclara nettement à Brèves Ambaſſadeur du Roi, qu'elle trouvoit fort mauvais, qu'on penſât à mêler le ſang Roial de France avec celui d'un Souverain hérétique. Brèves eut beau représen-  
ter

Siri *Memo-*  
*rie Recondi-*  
10. Tom. III.  
Pag. 44. 45.  
&c.

ter au Pontife que le bien de l'Etat & de la Religion même, demandoit qu'on ne rejettât pas les propositions du Roi d'Angleterre; le Vieillard devoüé à l'Espagne n'y fit pas attention. Il persista toujours à conjurer la Régente de n'entrer point dans une négociation si desavantageuse à l'Eglise, c'est-à-dire dans le langage de ces Messieurs, si peu convenable aux interêts de la Cour de Rome.

Le Nonce Ubaldini se donnoit encore beaucoup de mouvement en France. Il fatiguoit la Reine de ses remontrances, il s'épuisoit à chercher les motifs les plus pressans de pieté & de Religion, enfin il échauffoit la cabale des dévots, qui ne manque jamais d'être nombreuse & puissante dans une Cour ignorante & superstitieuse. *Est-il possible, Madame, disoit le Prélat Italien à la Reine, que Votre Majesté sente si peu les graces particulieres que Dieu lui a faites? C'est se défier de sa providence que d'avoir recours à l'alliance des herétiques, comme une chose nécessaire pour le repos & pour la conservation des Etats du Roi votre fils. Vos Ministres sont d'avis que vous écoutiez les offres d'un Prince herétique: Votre Majesté se repose là-dessus: mais cela ne suffit pas pour la disculper devant Dieu & devant les gens de bien qui detestent cette politique. Vous devez écouter plutôt la voix de votre conscience & les bons avis du Pape, que les vaines spéculations d'un Conseil qui se regle plus sur les maximes de la prudence des enfans du siècle, que sur celles de la Religion.*

Ibid. pag.  
50. 51. &c.



1619.

Ce Harangueur avança pour lors un principe de son Evangile particulier, qui mérite d'être rapporté. Il nous prouve que les prétendus gens de bien dont il vouloit faire peur à la Reine, ont véritablement cette Morale corrompue, que les Princes de leur Communion ne sont pas obligez de garder les Traitez faits avec ceux qu'il leur plait d'appeller hérétiques, si les conditions leur en paroissent tant soit peu contraires à leur Religion, c'est-à-dire, à la Cour de Rome. *Il est vrai, Madame, disoit encore le Nonce, que les promesses faites contre l'interêt de Dieu, n'obligent en aucune manière, & qu'on ne doit pas même les garder; mais pensez que Votre Majesté aura un jour plus de peine à manquer de parole au Roi d'Angleterre, qu'elle n'en auroit maintenant à rejeter ses propositions. Vos affaires sont, graces à Dieu, dans une meilleure situation, qu'elles n'ont jamais été depuis la mort du Roi votre époux. Le Roiaume s'est maintenu en paix sans le secours d'une telle alliance. Le temps de votre administration expire bien-tôt. Quelle consolation ne sera-ce pas pour vous, de remettre entre les mains du Roi votre fils la France en meilleur état que vous ne l'avez reçue, sans que la politique ait rien arraché de Votre Majesté contre sa conscience, ni contre le bien de la Religion.* Ces discours étudiés ne firent pas grande impression sur la Reine. Elle répondit froidement à Mr. le Nonce que tous ceux de son Conseil, excepté le Maréchal de Bouillon, étoient bons Catho-

liques,

liques, & qu'ils connoissoient mieux que les autres ce qui étoit propre au bien de l'Etat & aux véritables interêts de la Religion. *Au reste, ajoûta Sa Majesté, je ne fais rien en cette rencontre que certains Princes d'Italie n'aient voulu faire aussi bien que moi, & même sous les yeux du Pape. La Grande Duchesse de Toscane avec toute sa devotion, a-t-elle refusé de consentir qu'on parlât de marier sa fille avec le feu Prince de Galles?*

De tous les Protestans, les Princes unis en Allemagne, étoient ceux qui se flatoient de tirer de plus grands avantages de l'alliance de l'Electeur Palatin avec la Couronne d'Angleterre. Ils esperoient que le Roi Jacques appuieroit fortement leur ligue, dont Frederic son beau-fils étoit le Chef. Depuis la contestation survenue pour la succession de Clèves & de Juliers, l'animosité que les Catholiques & les Protestans ont toujours eue les uns contre les autres, étoit devenue plus grande qu'auparavant en Allemagne. Les deux partis se fortifioient : ils faisoient des entreprises l'un sur l'autre. La foiblesse de Rodolphe avoit contribué beaucoup à ce malheur. Mathias son frere & son successeur, voulut y apporter quelque remède au commencement de son Règne. Mais il n'avoit ni la force, ni les qualitez d'esprit nécessaires pour concilier des interêts si différens, ni pour se faire également respecter par des Princes aigris les uns contre les autres, à cause de leurs mécontentemens

L'Empereur Mathias se rend à Ratisbonne pour la Diète.

1613. réciproques. Peut-être que l'Empereur n'avoit pas de mauvaises intentions au regard des Protestans : du moins il paroïssoit assez vouloir imiter la modération de Maximilien son père. Mais n'ayant pas autant de lumière & de fermeté, il se laissoit surprendre aux artifices de la Cour de Rome & du Parti Catholique. Les courses que les Turcs avoient faites depuis peu en Hongrie, sembloient menacer Mathias d'une guerre prochaine. Cela l'engageoit à ménager l'un & l'autre Parti, dont le secours lui étoit également nécessaire pour résister à un formidable ennemi. Les Protestans crurent devoir profiter de l'occasion pour rendre leur condition meilleure & pour assurer le repos de leurs Eglises.

Les Catho-  
liques & les  
Protestans  
se plaignent  
réciproque-  
ment les  
uns des au-  
tres.

Mathias avoit promis à son Couronnement de convoquer une Diète pour y aviser aux moyens de conserver la paix & la tranquillité dans l'Empire, & pour remédier aux desordres dont plusieurs membres se plaignoient depuis long-temps. Elle fut donc indiquée à Ratisbonne. L'Empereur & les trois Electeurs Ecclésiastiques s'y rendirent : mais les autres Electeurs y envoièrent seulement des Députés. Louis Landgrave de Hesse exposa dans un long discours les raisons que l'Empereur avoit eues de convoquer la Diète. Cinq regardoient le gouvernement particulier de l'Empire, & la sixième concernoit les entreprises des Turcs sur le Roiaume de Hongrie. Sa Majesté Imperiale se trouvant dans  
la

Mercur  
François.  
1613.

la nécessité de s'y opposer vigoureusement, elle demandoit qu'on lui accordât promptement certaines contributions pour cet effet. Mais avant que d'entrer en considération des choses proposées de la part de l'Empereur, les Princes Protestans unis, & qu'on appelloit alors les *Correspondans*, présentèrent plusieurs griefs dont ils s'étoient déjà plaints sous le Règne précédent, sans en avoir pu obtenir justice. Il seroit inutile de les rapporter ici. L'Empereur s'efforça en vain d'éluder les demandes des Correspondans, & de remettre à un autre temps l'examen de cette affaire; ils persistèrent à soutenir que Sa Majesté Imperiale devoit premièrement leur faire droit sur leurs griefs.

Les Princes Catholiques persuadez de la justice des prétensions de leurs adversaires, étoient d'avis que sans avoir égard aux plaintes des Protestans unis, on procédât incessamment à delibérer sur les articles proposez par l'Empereur. *La considération de quelques particuliers moindres en nombre, disoient-ils, ne doit pas l'emporter sur la nécessité du bien public qui presse.* Affurez d'avoir la pluralité des voix de leur côté, ces Messieurs vouloient que tout ce qu'ils ordonneroient, fût regardé comme une résolution de la Diète. Il n'y avoit rien de plus contraire au repos & à la tranquillité de l'Empire dans la situation présente de ses affaires. Sur ce pied-là, on auroit bien-tôt ruiné les Protestans en Allemagne. Les Catholiques insinuoient même

1613. même malignement à l'Empereur, que les Protestans cachotent de mauvais desseins, & qu'on devoit craindre qu'ils ne voulussent contester l'autorité légitime de Sa Majesté. On présenta peu de temps après, un long exposé des plaintes que les Catholiques avoient à faire contre les Protestans: on les accusoit de plusieurs infractions du Traité de pacification fait autrefois à Passau, & de diverses entreprises contraires aux Constitutions de l'Empire. Les Catholiques en demandoient justice à leur tour à Sa Majesté Impériale. Ces Messieurs sont en possession depuis long-temps de crier bien fort *à l'injustice, à la persécution*, contre ceux-là mêmes qu'ils tourmentent & qu'ils oppriment. Ne permettre pas qu'ils soient les maîtres, c'est les persécuter. Dès lors le Pape donne des Jubilez & des Indulgences à pleines mains pour demander la délivrance des siens injustement opprimez, quoi qu'ils vivent d'ailleurs dans une entière tranquillité. Nous le voions tous les jours.

Mauvais  
succès de la  
Diète de  
Ratisbonne.

Incapable de réconcilier des Esprits qui s'aigrissoient de plus en plus, l'Empereur tâchoit d'éviter l'examen des plaintes qu'on lui faisoit de part & d'autre. Il proposoit de le remettre à un autre temps; & cependant il demandoit du secours pour la conservation de la Hongrie, où Bethlem Gabor, autrement Gabriel Bethlem nouveau Prince de Transilvanie soutenu par les Turcs, se faisoit craindre. Les Protestans répondirent qu'ils ne doutoient pas

pas que l'Empereur n'eût de la bonne volonté pour eux, & qu'ils étoient disposez à contribuer des hommes & de l'argent pour la défense des pais héréditaires de Sa Majesté. Mais ils ne voulurent point se désister de leur demande, qu'on rétablît premièrement la paix & la tranquillité dans l'Empire, & qu'on donnât ordre à la réparation des griefs qu'ils avoient présentez. L'Archiduc Maximilien frère de l'Empereur, Prince d'un esprit doux & modéré se trouvoit alors à Ratisbonne. Mathias le pria de négocier avec les Protestans dans l'espérance qu'il seroit capable de les gagner : mais quoi qu'ils témoignassent avoir de grands égards pour l'Archiduc, il ne put rien obtenir d'eux. Dans le dessein de se rendre l'Empereur encore plus favorable, les Catholiques voulurent faire les libéraux & les bien intentionnez. Ils lui promirent de fournir pendant deux ans les anciennes contributions pour la guerre contre les Turcs. Les Protestans s'opposèrent dans les formes à cette délibération, déterminiez à ne pas souffrir que les résolutions prises par les Catholiques, fussent regardées comme des Décrets de toute la Diète de l'Empire. Ainsi finit celle de Ratisbonne. Au lieu de remédier aux désordres d'Allemagne, elle les rendit plus grands & plus incurables.

Puisque Bethlem Gabor doit souvent paroître sur la scène dans cette Histoire, je croi devoir dire quelque chose de sa Fortune de Bethlem Gabor Prince de Transilvanie.

1613.  
Gabor Prin-  
ce de Tran-  
silvanie.

fortune & de son élévation. C'est un des plus dangereux ennemis que la Maison d'Autriche ait eus en ce siècle. Je reprendrai même les choses d'un peu plus haut, pour faire mieux entendre les anciennes prétensions de l'Empereur sur la Transilvanie. Le brave Etienne Batori fut le premier qui se fit déclarer Prince de Transilvanie sous la protection des Ottomans. Après son élévation au Roiaume de Pologne, il fit élire Christophle son frère à la Principauté de Transilvanie. Sigismond fils & successeur de celui-ci prit une autre route à la persuasion des Emissaires de la Maison d'Autriche qu'il avoit auprès de lui. Ce Prince qui ne manquoit pas de courage, se laissa persuader qu'il étoit plus avantageux & plus honnête pour lui de quitter l'alliance du Sultan & de s'unir avec l'Empereur. Mais à la honte du Christianisme, Sigismond éprouva ce qui est arrivé à beaucoup d'autres ; je veux dire qu'il rencontra moins de droiture & de fidélité dans ceux de sa Religion, que son oncle & son père n'en avoient trouvé parmi les Infidèles. Pour se lier plus étroitement avec l'Empereur Rodolphe, il épousa une Princesse de la Maison d'Autriche : mais ce mariage fut la cause des malheurs de sa vie. On le réduisit à céder la Transilvanie pour certains Duchez qu'on lui donnoit. Se repentant ensuite du mauvais marché qu'on lui avoit fait faire, il rétracta la cession faite à l'Empereur, & il donna sa Principauté

au

au Cárдинаl Batori son frere , qui se fit élire par les Etats du païs sous la protection du Grand Seigneur. Le nouveau Prince eut une rude guerre à soutenir contre l'Empereur, & il y perdit la vie. 1613.

Botskai son parent élu ensuite par les Transilvains, sut se maintenir avec tant de courage & de bonheur, qu'il enleva même à l'Empereur plusieurs places dans la haute Hongrie. 1606. 1607. 1608. &c.  
 La Maison d'Autriche fut contrainte de faire la paix avec lui. Un article du Traité portoit que si Botskai mourroit sans enfans mâles, la Transilvanie retourneroit à l'Empereur. Le Sultan ratifia ce Traité dans un autre qu'il fit ensuite avec Rodolphe. La Maison d'Autriche n'attendit pas long-temps à pouvoir repeter la Transilvanie en vertu de cet accord, Botskai ayant été empoisonné immédiatement après par son Chancelier. Les Etats du païs ne laissèrent pas d'élire Sigismond Ragotsi pour leur Prince. Il y avoit alors de si grandes divisions dans la Maison d'Autriche, & tant d'agitation en Hongrie & en Bohême, que Rodolphe ni Mathias son frere, ne furent pas en état de presser l'exécution du Traité fait avec Botskai. Le nouveau Prince ne jouit pas long-temps de la Transilvanie: il la céda généreusement à Gabriel Batori héritier de cette Maison que les Turcs appuioient ouvertement.

Celui-ci s'étant rendu odieux par ses cruautés, Bethlem Gabor Gentilhomme Transilvain d'une ambition demesurée, celui



1613. eut soin d'acquiescer la faveur & la protection de la Porte Ottomane. Le voilà donc qui forme un puissant parti contre Batori, & qui lui fait la guerre. Le secours de la Maison d'Autriche fut inutile à Batori. Il se vit bien-tôt au dernier désespoir ; de manière qu'il prioit ses propres amis de vouloir le tuer. Les soldats de son ennemi lui firent la grace que les autres lui refusoient. Trois jours après sa mort, Bethlem fut déclaré Prince de Transilvanie par le Général de l'Armée des Turcs qui faisoit des courses en Hongrie. Les Etats du pais assemblez à Claussembourg, l'élurent ensuite pour la forme, à condition qu'il demanderoit la confirmation authentique du Sultan. Dès que Bethlem fut en possession de sa nouvelle Principauté, il écrivit une lettre fort honnête au Palatin de Hongrie pour demander les bonnes grâces de l'Empereur : mais Sa Majesté avoit envie de faire valoir ses prétensions sur la Transilvanie en vertu du Traité fait avec Botskai que le Sultan avoit ratifié. Mathias le déclaroit tout publiquement dans la Diète de Ratisbonne. Et c'étoit principalement pour cela qu'il demandoit du secours aux Etats de l'Empire. Dans cette vûe, la Maison d'Autriche fomentoit le parti des Batori, qui refusoit de reconnoître le nouveau Prince. Protégé par les Turcs dont il ménageoit habilement la faveur, Bethlem se maintint non seulement en Transilvanie ; mais il fut encore sur le point d'enlever la Hongrie à ceux qui prétendoient le traverser.

La

La Ligue Protestante & la Ligue Catho- 1613.  
 lique s'étoient formées en Allemagne à Division en-  
 l'occasion du différend survenu pour la tre les Mai-  
 succession aux Etats de Clèves & de Ju- fons de  
 liers. Les Princes de Brandebourg & de Brande-  
 Neubourg gouvernèrent en commun ces bourg & de  
 Duchez paisiblement durant quelques an- sur le gou-  
 nées, à la faveur de la Ligue Protestante. vernement  
 Les places fortes étoient gardées par des des Etats de  
 garnisons égales, les deux Princes demeu- Clèves & de  
 roient dans le même palais, ils faisoient Juliers.  
 tout de concert. Mais qu'il est difficile Interêts des  
 qu'un Etat se gouverne long-temps de la Princes par  
 sorte sans division ! Des Princes de diffé- M. de Ro-  
 rente Maison, de différente Religion n'ont han. I. Part.  
 pas les mêmes interêts, ni les mêmes Disc. 4.  
 vûés. Ceux-ci commencèrent à se brouil- Mercure  
 ler à l'occasion des biens Ecclésiastiques. François.  
 Brandebourg voulut ordonner quelque 1613.  
 chose sans le consentement de son Collé-  
 gue, & Neubourg s'y opposa. Le Roi de  
 la Grande Bretagne & les Etats des Pro-  
 vinces-Unies s'entremirent pour les ré-  
 concilier. On craignoit que leur division  
 ne donnât moien à la Maison d'Autriche  
 de s'emparer d'une succession litigieuse,  
 qui lui sembloit fort à sa bienéance.  
 Pour empêcher que la mésintelligence  
 n'augmentât, les amis communs proposè-  
 rent un mariage entre les deux Maisons.

Celle de Neubourg y consentit volon-  
 tiers. Le Prince Volfgang va trouver l'E-  
 lecteur de Brandebourg, & lui demande  
 sa fille en mariage. Mais cette démarche  
 faite par le conseil salutaire de ceux qui ne  
 pen-

1613. pensoient qu'à établir une bonne correspondance entre les deux Maisons, fut l'occasion d'une haine implacable entr'elles & de la distraction des beaux Duchez qu'elles auroient pû partager entièrement. Je ne sai comment il arriva dans la chaleur du vin & au milieu d'un festin, que le Prince de Neubourg dit quelque chose à la table de l'Electeur qui ne lui plut pas. Tant y a que Brandebourg s'emporta jusqu'à donner un soufflet à celui qui recherchoit son alliance. Le mal n'étoit pas sans remède, si l'Electeur eût voulu faire une satisfaction convenable : mais il le refusa toujours opiniâtrément. Irrité d'un pareil affront, Wolfgang retourne au pais de Clèves dans le dessein de s'en venger à quelque prix que ce soit. Depuis ce temps-là Brandebourg & Neubourg ne firent plus rien de concert dans l'administration des Etats de Clèves & de Juliers. Ils se chicanotent sur la moindre chose, & l'un prétendoit casser ce que l'autre avoit ordonné.

Le Prince  
Wolfgang de  
Neubourg  
épouse la  
sœur du  
Duc de Ba-  
vière, &  
change de  
Religion.

Les Espagnols profitèrent habilement d'une si belle occasion d'affoiblir la Ligue Protestante, & de gagner la Maison de Neubourg. Ils firent proposer au Prince Wolfgang son mariage avec Madeleine sœur de Maximilien Duc de Bavière & de Ferdinand Electeur de Cologne. On lui promet la protection de la Maison d'Autriche, une pension du Roi d'Espagne, & l'appui de la Ligue Catholique, s'il veut quitter sa Religion pour entrer dans

dans la Communion du Pape : tentation extrêmement délicate pour un jeune Prince ambitieux , & qui ne respire que la vengeance d'un outrage sanglant qu'on lui a fait. Neubourg y succombe : mais , soit qu'il voulût ménager le Duc son père, zélé pour la Confession d'Augsbourg , soit qu'il eût quelque autre raison , Wolfgang ne voulut pas renoncer à sa Religion avant le mariage. Il consentit seulement d'épouser la Princesse Madeleine ; & le Duc de Neubourg donna son agrément sans savoir le piège qu'on avoit tendu à son fils aveuglé par sa passion. La cérémonie des nopces se fit à Munich le 10. Novembre de cette année. Pour garder encore quelques mesures au dehors , le Prince ne se maria pas à la Messe ; il reçut seulement la bénédiction nuptiale par les mains de l'Evêque d'Aichstat à l'Office de Vespres dans la principale Eglise de Munich. Mais enfin Wolfgang se déclara au mois de Mai de l'année suivante : Il fit profession publique du Papisme à Dusseldorp. Le Duc son père en eut une extrême douleur. L'Ordonnance qu'il publia incontinent , en est une preuve certaine. Elle portoit que tous les Lundis de l'année , on feroit des prières publiques pour la conservation de la Religion Protestante dans le Duché de Neubourg.

Les artifices & les souplesses du Duc de Savoie nous obligent de revenir souvent à lui. Le Traité de paix entre Charles Emmanuel & le Cardinal Ferdinand Duc de

Difficultez pour rendre stable la paix faite entre les Ducs de

1613. de Mantoué avoit été conclu avec tant de  
 Savoie & de précipitation, qu'on y avoit parlé seule-  
 Mantouë. ment de la consignation des places prises  
 Nani dans le Monferrat, sans faire aucune men-  
*Historia* tion des prétensions réciproques des deux  
*Veneta.* Parties, de la reparation des dommages  
 Lib. I. 1613. faits dans le Monferrat que Ferdinand de-  
 Siri *Memo-* mandoit, ni de l'amnistie pour les sujets  
*ris Recondi-* de la Maison de Mantouë qui s'étoient  
 te. Tom. III. déclarez pour celle de Savoie; que Char-  
 Pag. 110. les Emmanuel vouloit obtenir. Ces  
 111. 112. choses n'ayant point été réglées, les contes-  
 &c. tations devoient recommencer bien-tôt.  
 Les Princes d'Italie n'étoient pas non plus  
 fort contens d'une paix informe & sujette  
 à mille prétextes de rupture. Ils s'imagi-  
 noient avec assez de vraisemblance que le  
 Marquis d'Inojosa l'avoit faite, parce qu'il  
 ne pouvoit pas se dispenser d'obéir aux  
 ordres positifs du Roi son maître. On  
 craignoit encore qu'il n'y eût toujours de  
 la collusion entre lui & le Duc de Savoie,  
 & qu'ils n'eussent tous deux quelque des-  
 sein caché. Dans le temps même que  
 Charles Emmanuel rendoit les places du  
 Monferrat, il renforçoit ses troupes, & le  
 Gouverneur de Milan demouroit armé.  
 Attentifs à toutes ces démarches, dont les  
 plus clairvoians ne comprenoient pas le  
 secret, les Venitiens prirent la précaution  
 de continuer au Cardinal Duc le secours  
 qu'ils lui avoient donné dès le commen-  
 cement de la querelle, & de se tenir eux-  
 mêmes sur leurs gardes. Le différend que  
 leur République commençoit d'avoir avec  
 Ferdi-

Ferdinand d'Autriche Archiduc de Gratz 1613.  
extrêmement lié avec la Cour de Madrid,  
les obligeoit à se défier du Roi d'Espagne.  
C'étoit à l'occasion des Uscoques pirates  
& voleurs des côtes de Dalmatie que l'Ar-  
chiduc protegeoit assez ouvertement, quoi  
que les Venitiens & les Turcs se plaignis-  
sent également de leur brigandage. Nous  
dirons dans la suite de cette Histoire quel-  
que chose de ce demêlé qui a fait connoi-  
tre les Uscoques dans le monde.

Ce qui embarassoit le plus les Italiens Le Gouver-  
spéculatifs dans l'affaire du Monferrat, neur de Mi-  
c'est que le Gouverneur de Milan qui pa- lan presse le  
roissoit d'intelligence avec Charles Em- Duc de Sa-  
manuel, le pressoit pourtant de toute sa voie de dé-  
force de désarmer au-plûtôt. Et dans le sarmer.  
temps même qu'il étoit aux prises avec  
lui, il vouloit contraindre Ferdinand à  
faire ce que le Savoïard souhaitoit le plus.  
Ces démarches contraires en apparence  
ne sont pas difficiles à concilier. L'Espa-  
gne cherchoit à profiter du différend. Sa  
Majesté Catholique prétendoit en être  
l'arbitre absolu, & donner la loi aux Ducs  
de Savoie & de Mantoue conformément  
à ses intérêts. Le Gouverneur de Milan,  
qui ne vouloit pas faire la dépense d'avoir  
une Armée sur pied pour l'opposer en cas  
de besoin aux entreprises du Duc de Sa-  
voie, lui faisoit de continuelles instances  
qu'il eût à congédier ses troupes. Et par-  
ce qu'il étoit important au Roi son maître  
d'avoir en sa disposition l'héritière du  
Monferrat, il la faisoit demander au Car-

1613. dinal Duc avec assez de hauteur. Voilà le dénouement de l'intrigue. Voions comment les deux parties se démêleront des demandes du Roi Catholique. Inojosa avoit dépêché à Turin le Commandant du Château de Milan pour dire d'un ton de Maître au Duc qu'il eût à faire incessamment ce qu'on exigeoit de lui. Charles Emmanuel souffroit impatiemment ces manières impérieuses que les Espagnols prenoient avec lui & avec les autres Souverains d'Italie, quoi qu'il eût y être accoutumé depuis plusieurs années. Mais ne pouvant pas résister ouvertement à la volonté du Roi Philippe, il cherchoit à son ordinaire divers prétextes pour reculer. Jamais esprit ne fut plus fertile en pareilles inventions que celui de ce Prince.

Prétextes  
du Duc de  
Savoie pour  
se dispenser  
de défarmer.

Mercure  
Français.

1613.

Siri Memo-  
rie Recondi-

te. Tom. III

Pag. 118.

119. &c.

Il répondit au Message, qu'il étoit prêt à congédier ses troupes, dès que le Marquis d'Inojosa lui auroit fait voir l'accomplissement des articles secrets dont le Cardinal Duc de Mantouë étoit convenu au temps du Traité fait avec lui. *Mr. le Gouverneur m'a donné lui-même des assurances positives,* disoit Charles Emmanuel, *que le Cardinal Duc est demeuré d'accord de me remettre entre les mains la Princesse Marie ma petite fille, & d'accorder une trêve générale avec sujets du Monsieur qui se sont déclarés pour moi. N'est-il pas juste que je demeure armé jusqu'à ce que cela soit exécuté ?* Tout le monde fut extrêmement surpris quand la réponse du Duc de Savoie devint publique. Le Cardinal Ferdinand

nioit qu'il eût jamais rien promis d'approchant. Il prétendoit même qu'Inojosa lui avoit donné des paroles toutes contraires. On ne savoit que penser de l'énigme. Quelques-uns disoient que le Gouverneur de Milan aiant reçu des présens de Charles Emmanuel & de Ferdinand, les avoit trompez l'un & l'autre, en disant au Duc de Savoie ce que je viens de rapporter, & en promettant tout le contraire au Cardinal Duc, que le Savoiard ne redemanderoit point sa petite-fille, & qu'il n'exigeroit point d'amnistie pour les gens du Monferrat qui avoient suivi son parti. Inojosa enrageoit que le Duc de Savoie voulût le faire passer pour un fourbe. Tout ce qu'il pouvoit dire pour sa justification, c'est que Charles Emmanuel avoit déjà fait de pareils tours. En négociant avec les Ministres du Roi Henri IV. & avec les personnes les plus distinguées de la Cour de France, il avoit souvent soutenu que dans les conférences secrètes, on lui avoit promis certaines choses auxquelles on n'avoit jamais pensé.

Quoi qu'il en soit de l'intrigue; si le Gouverneur de Milan avoit donné ces paroles au Duc de Savoie, il ne s'en mit pas fort en peine dans la suite. Inojosa continua de presser Charles Emmanuel de défarmer. Il fallut alors chercher d'autres défaites. *La France, disoit-il, a des troupes dans le Dauphiné. Le Maréchal de Lesdiguières n'attend plus que les derniers ordres de la Régente pour les faire avancer*



1613. *vers le Piémont. Sa Majesté Catholique voudroit-elle que je ne fusse pas sur mes gardes ?* Il savoit fort bien l'artificieux Duc, que Marie de Médicis la plus contente du monde que les Maisons de Savoie & de Mantouë eussent fait la paix, sans que la France eût envoyé des troupes au delà des Monts, ne pensoit nullement à faire marcher Lefdigières. La Régente lui demandoit même de son côté qu'il désarmât. Charles Emmanuel avoit répondu aux Ministres de Sa Majesté Très-Chrétienne que les Espagnols ne lui vouloient pas de bien, & que la prudence l'obligeoit à se tenir en état de résister à des gens qui n'avoient pas oublié qu'il s'étoit lié contr'eux avec le feu Roi. Vargas Secrétaire de Sa Majesté Catholique étoit sur le point de s'en retourner à Madrid, après avoir exécuté les ordres qu'on lui avoit donnez pour l'Italie. On lui en envoya de nouveaux de passer auparavant par Turin, & de savoir enfin la dernière résolution du Duc. Cette instance embarassa moins Charles Emmanuel que toutes les autres. Il feignit de congédier des troupes en présence de l'Envoié : mais il ne cassoit que les milices de son pais qu'il pouvoit rassembler en un instant. C'étoit assez qu'il conservât les troupes étrangères qui étoient à sa solde. On voit bien pourquoi il usoit de toutes ces souplesses indignes d'un homme de son rang. Ses espions en France l'avertissoient que le Prince de Condé & les autres Mécontents éclateroient bien-

*Nani Histo-*  
*ria Veneta.*  
*Lib. I. 1613.*

tôt.

tôt, & qu'il y auroit une guerre civile. 1613.  
 Charles Emmanuel esperoit de profiter  
 de cette conjoncture pour rétablir ses af-  
 faires en Italie, ou du côté de la France :  
 mais le pauvre Duc fut toujours égale-  
 ment trompé dans ses esperances, & mal-  
 heureux dans ses intrigues & dans ses  
 artifices.

Le Cardinal Duc auroit pris plaisir à Le Gouver-  
 voir son ennemi embarrassé de la sorte avec neur de Mi-  
 les Espagnols, si le Gouverneur de Milan lan deman-  
 ne lui eût pas fait autant de peine qu'à de la Prin-  
 Charles Emmanuel. Les Venitiens con- cesse de  
 seilloient à Ferdinand de répondre à la de Mantouë de-  
 mande qu'Inojosa lui faisoit, d'envoyer sa la part du  
 nièce à Milan, qu'au regard de tous ses Roi d'Espa-  
 différens avec le Duc de Savoie & particu gne.  
 lièrement sur ce qui concernoit la Princess Nani  
 se de Mantouë, il étoit prêt de s'en rapor *Historia*  
 ter au jugement du Pape, de l'Empereur, *Veneta.*  
 & du Roi Catholique : mais l'Espagnol Lib. I. 1613-  
 vouloit que dans cet arbitrage, Philippe *Siri Memo-*  
 n'eût ni supérieur, ni compagnon. Sans *rie Recondi-*  
 avoir égard à ce que Sa Majesté Impériale *te. Tom. III.*  
 lui avoit fait dire par le Prince de Casti- *Pag. 123.*  
 glione, qu'il falloit traiter les Souverains *126. 127.*  
 d'Italie avec plus de douceur & de civilité, *&c.*  
 le Gouverneur envoya Pimentel Général  
 de la Cavalerie dans le Milanois, pour de-  
 mander de la part du Roi d'Espagne qu'on  
 envoiât incessamment la jeune Princesse à  
 Milan pour y être élevée. Pimentel repré-  
 senta d'abord au Cardinal Duc, que Phi-  
 lippe vouloit prendre soin de l'éducation  
 de sa nièce, & que le repos de l'Italie dé-

1613. pendant en quelque manière de l'établissement de la jeune Marie , Sa Majesté qui veilloit à la conservation de la paix, devoit s'assurer de la Princesse, de peur qu'on ne la mariât à quelqu'un qui ne seroit pas agréable aux Princes voisins & qui causeroit peut-être la guerre. Pimentel finit sa remontrance en faisant comprendre à Ferdinand que s'il ne vouloit pas donner sa nièce de bonne grace, on la lui enleveroit à force ouverte. Le Cardinal Duc répondit à son ordinaire qu'il ne pouvoit rien faire sans le consentement de l'Empereur & de la Reine de France. Pimentel ne se payant point de cette réponse, on lui dit encore que la Princesse ne se portoit pas bien : & parce qu'il n'en vouloit rien croire, on la lui fit voir, pour le convaincre qu'elle n'étoit pas en état d'être transportée. Après quoi Ferdinand le congédia le plus honnêtement qu'il put.

Vue du Roi  
d'Espagne  
dans cette  
demande.

Il n'étoit pas difficile de pénétrer les desseins de la Cour de Madrid. Le Cardinal Duc & Dom Vincent son frere avoient tellement ruiné leur santé par des excès de débauche, qu'on ne croioit pas qu'ils eussent jamais des enfans, ni qu'ils pussent vivre long-temps. Pour conserver le Monferrat dans la Maison de Gonzague, il falloit marier la Princesse au fils du Duc de Nevers héritier incontestable du Duché de Mantoue. Et voilà ce que la Cour de Madrid avoit dessein d'empêcher. Le Roi d'Espagne prétendoit se rendre maître des Etats de la Maison de Mantoue,

souffrir, de peur qu'ils ne fussent un jour entre les mains d'un Prince François de naissance & d'inclination, à cause des grands biens & des alliances considérables qu'il avoit en France. La chose est si certaine, que Ferdinand étant tombé dangereusement malade en ce temps-ci, les Ministres d'Espagne avoient déjà dressé leur plan pour faire déclarer le Duc de Nevers déchu de tous ses droits à la succession de Mantoue, & pour faire donner par l'Empereur l'investiture du Duché à celui qui convenoit le mieux à la Maison d'Autriche, comme si la ligne masculine des Gonzagues étoit entièrement éteinte.

Le Cardinal Duc de Mantoue qui n'a-voit ni assez d'étendue d'esprit, ni assez d'expérience dans les affaires pour se mêler de toutes ces intrigues, suppléoit du moins à ces défauts par sa docilité, & par sa déférence aux bons avis que le Sénat de Venise lui donnoit avec soin. Ces Politiques rafines voioient avec une extrême jalousie, que les Espagnols ne pensoient à rien moins qu'à engloutir toute l'Italie. Non contente d'assister Ferdinand de leurs conseils & de leurs forces, & de l'encourager à soutenir courageusement les intérêts à sa Maison, la République donnoit encore des ordres pressans à ses Ambassadeurs à Rome, à Vienne, à Pa-

La République de Venise traverse les desseins du Roi d'Espagne.

Nani *Historia Veneta.* Lib. I. 1613.  
Siri *Memorie Recondite.* Tom. III. Pag. 133. 134. 167.

sis d'agir avec chaleur auprès du Pape, de l'Empereur, & de la Reine de France en faveur de Ferdinand. Les Ministres du Roi Très-Chrétien & de la République

1613. eurent beau représenter à Paul V. que sa qualité de Père commun l'engageoit indispensablement à prévenir les fâcheuses conséquences de l'entreprise des Espagnols, le Pape indolent ne s'en remuoit pas davantage. Appliqué à jouir paisiblement tout le reste de ses jours des commoditez du Pontificat, il auroit vû opprimer tous les Princes d'Italie sans se donner le moindre mouvement, pourvû qu'on l'eût laissé en repos, & que ses neveux eussent la liberté de s'enrichir à leur aise. Brèves Ambassadeur de France indigné de cette négligence naturelle, ou affectée, écrivoit à Marie de Médicis que le Pape n'étoit qu'une *pièce de chair qui s'engraissoit dans l'oisiveté*, un homme sans courage & sans expérience qui ne pensoit qu'à profiter de la première place de l'Eglise que le hazard lui avoit donnée, sans qu'il se sentit assez de mérite pour oser y prétendre : de manière qu'il ne falloit pas esperer que Sa Sainteté donnât jamais le moindre secours à la Maison de Mantouë. Tout ce que Paul V. pouvoit faire, c'étoit de dire tout bas à l'oreille du Cardinal Duc qu'il persistât à refuser de donner sa nièce, & d'épouser Marguerite sa belle-sœur, comme le Roi d'Espagne l'en pressoit : tant le timide vieillard avoit peur d'offenser la Cour de Madrid. Ne seroit-ce point, aussi, que le Pape bien informé de l'humeur paisible de Philippe III. & de la foiblesse de la Monarchie d'Espagne, jugeoit bien que  
tout

tout ce fracas n'étoit qu'une intrigue des Ministres du Roi Catholique , & que dès que leur maître se verroit menacé d'une guerre avec la France , il arrêteroit l'activité de ses Ministres pour écouter la raison ? 1613.

Quant à l'Empereur , il y avoit encore moins à esperer de sa part que de celle du Saint Pere. Outre que Mathias n'étoit ni en état , ni d'humeur d'envoyer des troupes en Italie , il n'osoit choquer trop ouvertement la Cour de Madrid. Sa Majesté Impériale confirma bien au Cardinal Duc la tutéle de sa nièce : mais elle écrivit incontinent au Roi Philippe pour s'en disculper , sur ce qu'elle n'avoit pas pû refuser honnêtement cette grace à Ferdinand. Et pour contenter d'ailleurs les Espagnols , Mathias conseilloit à Ferdinand de remettre la Princesse Marie entre les mains de Sa Majesté Catholique. La Maison de Mantoue n'avoit donc point d'autre ressource que l'appui de la France. Les parens & les amis qu'elle y avoit , sollicitoient en sa faveur de toutes leurs forces : les Ambassadeurs de la République de Venise & de quelques autres Puissances agissoient encore de leur côté : Marie de Médicis goûtoit assez les raisons qu'on lui alléguoit pour l'exhorter à prendre ses neveux sous la protection de son Fils : l'intérêt du sang s'accordoit avec la raison d'Etat. Mais la timide Régente ne pouvoit pas se résoudre une bonne fois. Entêtée du double mariage avec l'Espagne qu'elle

Embaras de Marie de Médicis sur l'affaire de Mantouë.

Siri *Memo-  
rie Recondi-  
te.* Tom. III.  
Pag. 145.

1613. le avoit menagé avec tant d'application , & qu'elle regardoit comme le plus ferme appui de son autorité, Sa Majesté craignoit que l'affaire de Mantouë ne causât une rupture entre les deux Couronnes , & que tous ses projets ne fussent déconcertez. Elle se défoit des instances que le Roi de la Grande Brétagne, la République de Venise, les Etats des Provinces-Unies, le Prince de Condé & les Seigneurs de son parti lui faisoient , d'envoier des troupes en Italie. Sa pénétration alloit jusqu'à découvrir que tous ces gens-là ne cherchoient qu'à engager la France à s'opposer ouvertement aux desseins de la Cour de Madrid ; à déclarer la guerre au Roi d'Espagne, & à rompre par consequent le Traité du double mariage qui ne s'accommodoit pas avec leurs interêts.

Dans cet embarras Marie de Médicis faisoit agir à la Cour de Madrid, afin que l'affaire de Mantouë se terminât promptement à l'amiable : mais les Espagnols qui connoissoient sa disposition , tâchoient de l'amuser de belles paroles, pendant qu'ils travailloient vivement à venir à bout de leur entreprise. Sans se mettre en peine de ce qui se négocioit contre leur Maître en France & en Italie, les Ministres de Philippe déclarèrent sans façon, qu'il prétendoit que la Princesse de Mantouë lui fût confiée, que le Cardinal épousât Marguerite de Savoie sa belle-sœur, afin d'assoupir les différens des deux Maisons , que Charles Emmanuel & Ferdinand désar-

massent

Ibid.  
Pag. 174.

Nani  
*Historia*  
*Venetu.*  
Lib. I. 1613.

massent au-plûtôt, & que les autres points contestez entr'eux fussent remis au jugement du Pape, de l'Empereur & de Sa Majesté Catholique. Ces conditions s'accordoient assez avec les demandes que Charles Emmanuel avoit faites d'abord : & il paroît par là que le Prince de Piémont qui avoit obtenu enfin la permission de venir à Madrid, n'y faisoit pas trop mal les affaires de son père. Cependant le Duc de Savoie enrageoit de se voir toujours regenté avec empire. Mais Ferdinand étoit plus mécontent que lui. On ne se contentoit pas de lui enlever sa nièce ; on vouloit encore lui faire épouser malgré lui une belle-sœur qu'il n'aimoit pas. La haine qu'il avoit pour Charles Emmanuel lui donnoit de l'éloignement pour la fille de l'ennemi déclaré de la Maison de Gonzague. La sœur de Cosme Grand Duc de Toscane étoit beaucoup plus à son gré. Elle lui apportoit une dot considérable en argent. Les Venitiens ses confidens lui conseilloyent cette alliance : & Cosme étoit disposé à conclure le mariage dès que le différend entre les Ducs de Savoie & de Mantoue seroit terminé.

Les Espagnols gâtoient leurs affaires en parlant avec trop de hauteur. On représenta fortement à la Régente qu'il y avoit de la honte & de l'indignité à souffrir que le Roi d'Espagne fit la loi aux Souverains alliez de la Couronne, & qu'il entreprît d'ôter au Roi de France la connoissance des affaires les plus importantes de l'Italie.

On propose dans le Conseil de France de faire marcher des troupes vers l'Italie.



1613. Pressée de toutes parts, Marie de Médicis commença pour lors de donner plus de signes de vie. Elle déclara nettement à l'Ambassadeur d'Espagne que le Roi son fils, ne laisseroit pas opprimer la Maison de Mantouë, & qu'il emploieroit la force de ses armes pour secourir ses parens & ses alliez. On ne parloit en France que de la rupture entre les deux Couronnes : & la Noblesse qui ne respire que la guerre, quoi que ce soit l'instrument de sa ruine, & par conséquent de sa servitude, se préparoit à monter bien-tôt à cheval. On tint plusieurs conseils à la Cour sur l'affaire de Mantouë. Chacun y opinoit selon ses interêts particuliers, Villeroi & les Ministres que la paix accommodoit mieux, représentèrent qu'avant que de s'engager dans une guerre qui pourroit être longue & sanglante, il falloit tenter si le différend ne pourroit point s'ajuster par la voie de la négociation. Les Princes & les Seigneurs qui croioient la guerre plus utile à leur avancement & à leur crédit, ne rejettoient pas tout-à-fait la tentative de la négociation : mais ils vouloient que pour la rendre plus efficace, on tint une Armée prête à marcher, en cas que le Duc de Savoie, ou le Roi d'Espagne refusassent des conditions raisonnables.

La Régente  
envoie le  
Marquis de  
Cœuvres en  
Italie pour  
négocier un

Quand celui-ci eut appris de son Ambassadeur en France qu'on y parloit sérieusement de faire avancer des troupes en Italie, Sa Majesté & le Duc de Lorraine son Favori qui ne vouloient point la guerre,

re, commencerent de parler avec moins de hauteur. On témoigna être disposé à terminer l'affaire de Mantouë par la voie de la négociation. Philippe dit fort fêchement au Prince de Piémont d'écrire à Turin que Sa Majesté ne vouloit point se brouiller avec la France, & qu'elle ne donneroit pas occasion aux autres de rompre avec l'Espagne à cause des fantaisies du Duc de Savoie, qui se mettoit tous les jours de nouvelles chimères dans la tête. *Que vôtre Père, ajoûta le Roi, pense donc à se tenir desormais en repos, à moins qu'il ne se sente assez fort pour résister lui seul aux deux Couronnes & à toute l'Italie.*

Un Auteur rapporte à l'occasion de cette affaire une circonstance qui montre bien, si elle est véritable, que Charles Emmanuel étoit l'homme du monde le plus chimérique. Du moins Villeroi la donna pour constante au Nonce Ubaldini. Le Cardinal Aldobrandin mécontent des Borghéses étant à Turin, persuada au Duc de Savoie de se faire Cardinal. *Il vous sera facile ensuite, disoit Aldobrandin, d'obtenir le Pontificat au premier Conclave. Je vous répons de toutes les créatures de mon oncle. Cependant nous demeurerons bien unis ensemble, & nous ferons la loi au Pape & à toute la Cour de Rome.* Le Comte de Veruë confident du Duc approuva cette ouverture qu'il trouvoit la plus belle du monde. Revenons à la suite de l'affaire de Mantouë.

Sa Majesté Catholique envoya encore des ordres à son Ambassadeur en France.

1613.  
à accommo-  
dement en-  
tre les Ducs  
de Savoie &  
de Mantouë.  
Siri Memo-  
rie Recondi-  
te. Tom. III.  
Pag. 165.  
172. 173.  
175.  
Hist. du  
Connétable  
de Lefdi-  
guières.  
Liv. VIII.  
Chap. 6.

1613.

de dire , qu'elle feroit retirer les troupes du Monferrat , pourvû que le Cardinal Duc voulût donner une amnistie à ses sujets qui avoient pris le parti della Savoie, & se desister de demander des dommages & interêts. On propofoit en même temps le mariage de Ferdinand avec la veuve de son frere : & pour ce qui concerne la jeune Princeffe de Mantouë, Philippe consentoit qu'elle fût remise en main tierce , du consentement des deux Couronnes. Ces offres furent accompagnées des paroles du monde les plus honnêtes & les plus civiles. Tout cela parut donner d'assez grandes ouvertures pour tirer d'intrigue avec honneur le Cardinal Duc. La Cour de France ne pensa donc plus qu'à la voie de la négociation , & à dépêcher quelqu'un pour cet effet en Italie en qualité d'Ambassadeur extraordinaire.

Ambition  
demesurée  
de Conchini  
fait Maré-  
chal de  
France , &  
de la Galigai  
sa femme.  
Mémoires  
de la Régén-  
ce de Marie  
de Médicis.

Le Marquis de Cœuvres qui avoit été destiné à cet emploi , partit de Paris à la fin de cette année, & prit la route de Turin pour s'aboucher premièrement avec le Duc de Savoie. Cœuvres nous apprend lui-même qu'on lui donna des ordres secrets d'agir auprès du Cardinal Duc pour le faire consentir à remettre son Chapeau à Galigai frere de la Maréchale d'Ancre. Ces gens ne mettoient point de bornes à leur ambition. Conchini venoit d'obtenir le bâton de Maréchal de France à la place de Fervacques mort depuis peu : & maintenant la Galigai , non contente de voir son mari revêtu de la seconde dignité mili-  
taire

taire en France, se met en tête de faire 1613.  
avoir à son frere la seconde dignité de

l'Eglise Romaine. Cette créature s'ou- *Siri Memo-*  
bloit d'une telle manière, qu'elle ne gar- *rie Recondi-*  
doit pas même les mesures de la biensean- *te. Tom. III.*  
ce avec les Princesses du sang. Quelque *Pag. 36. 160.*

temps auparavant elle avoit parlé dans le  
cabinet de la Reine à la Princesse de Con-  
dé d'une manière si haute & si hardie,  
que Son Altesse en fut extrêmement of-  
fensée. Tout le monde étoit choqué de  
l'insolence de la Conchini, dont les ma-  
nières ne contribuoient pas peu à irriter  
les Princes & les grands Seigneurs contre  
son mari, que sa nouvelle dignité de Ma-  
rêchal de France exposoit encore plus à  
la jalousie & à la haine du Courtisan.

Les esprits n'étoient gueres moins agi- *Continua-*  
tez dans les Provinces-Unies sur les ques- *tion des dis-*  
tions de la Grace & de la Prédestination, *putes sur les*  
qu'en Italie sur les interêts des Ducs de *questions de*  
Savoie & de Mantouë. Jacques Roi de la *la Grace &*  
Grande Bretagne intervenoit dans les dis- *de la Pré-*  
putes des Theologiens de Hollande avec *destination*  
autant de chaleur & d'empressement que *dans les*  
les Rois de France & d'Espagne dans *Provinces-*  
le différend que causoient les prétensions *Unies.*  
de Charles Emmanuel sur le Monferrat. *Préface des*  
Vinwood Ambassadeur d'Angleterre au- *Actes du*  
près des Etats Généraux des Provinces- *Synode de*  
Unies étoit fort intrigué avec les Ministres *Dordrecht.*  
Gomaristes : on auroit dit qu'il étoit ques- *Brand His-*  
tion du plus grand interêt de la Couronne *toire de la*  
du Roi son maître. Il ne s'agissoit pour- *Réforma-*  
tant que de savoir si Vorstius devoit être *tion. Liv.*  
*XX. XXI.*  
exclus

1613.  
 Grotius  
*Apologeti-  
 cus eorum  
 qui Hollan-  
 diæ præfue-  
 runt. Cap.  
 VI. Et alibi  
 passim.*

exclus de l'Université de Leyde qui l'avoit appelé dans les formes ; & tout au plus de juger si les cinq articles des Arminiens étoient contraires à la doctrine fondamentale des Eglises Réformées. L'Ambassadeur disoit tout hautement que Barnevelt Pensionnaire de Hollande se laissoit surprendre par Wytenbogart Ministre de l'Eglise de la Haïe, & que les Etats de Hollande enchantez par Barnevelt faisoient tout ce qu'il leur suggéroit. Les Gomaristes auxquels on commença de donner le nom de *Contre-Remontrans*, à cause des *Contre - Remontrances* qu'ils opposoient aux requêtes & aux écrits des Arminiens leurs adversaires, les Gomaristes, dis-je, portoient sans cesse de nouveaux Mémoires à Vinwood, tantôt contre Vorstius, tantôt contre les Etats de Hollande qu'ils accusoient d'être trop favorables aux Remontrans & aux Sociniens même. L'Ambassadeur envoioit tout au Roi, ou bien à l'Archevêque de Cantorberi qui se déclaroit ouvertement contre Vorstius & contre les Arminiens. L'appui que les Contre-Remontrans trouvoient auprès de Sa Majesté Britannique embarassoit étrangement les Etats de Hollande. Ils cherchoient tous les moïens possibles d'étouffer ces contestations, qui pouvoient avoir des suites fâcheuses. Et les Contre-Remontrans qui comptoient toujours sur la protection du Roi Jacques, ne vouloient point demeurer en repos.

Après la fameuse Conférence tenue à la  
 Haïe

Haïe en 1611. les Etats de Hollande avoient ordonné aux Theologiens des deux partis de rediger par écrit ce qu'ils pensoient des cinq articles controversez, & d'y ajoûter leur sentiment sur les moïens les plus propres à pacifier les troubles que leur dispute caufoit dans plusieurs des Provinces-Unies. Les Remontrans déclarerent que la voie de la tolérance leur paroissoit la plus sûre & la plus convenable; de manière que chacun eût la liberté d'enseigner & de prêcher ce qu'il croyoit sur les cinq articles controversez. Les Contre-Remontrans proposèrent la convocation d'un Synode National, qui examinât & qui définît, lequel des deux sentimens étoit le plus conforme à la Parole de Dieu, & à la doctrine communément reçue dans les Eglises Réformées. Quand les Etats de Hollande voulurent délibérer sur tout ceci dans leur Assemblée, elle se trouva partagée entre les deux sentimens. Les uns approuvoient l'avis donné par les Remontrans, & les autres furent pour la convocation d'un Synode National. Les premiers l'emportèrent à la fin.

Sans vouloir se déclarer ni pour l'un, ni pour l'autre parti, les Etats de Hollande publièrent un Edit par lequel ils enjoignoient aux Ministres Remontrans & Contre-Remontrans, de se supporter mutuellement avec charité, de ne point troubler la paix des Eglises, de ne dire pas que l'un des deux partis l'eût emporté sur l'autre, de parler dans leurs sermons avec beau-

1613. beaucoup de retenue & de moderation de questions controversées, d'avoir plus de soin d'inculquer au peuple ce qui concerne les devoirs de la vie Chrétienne, & la nécessité de conserver la paix dans l'Eglise & dans la société civile, que d'expliquer à leur Auditoire des questions de Théologie, abstraites & difficiles. Et parce que les Contre-Remontrants se plaignoient que leurs Adversaires n'avoient pas seulement des opinions contraires à la doctrine des Eglises Réformées sur la Grace & sur la Prédestination, mais encore sur le Péché originel, sur la Satisfaction de Jesus-Christ & sur quelques autres articles importants de la Religion, les Etats de Hollande firent défense d'enseigner dans les leçons publiques & dans les sermons aucune chose contraire à ce que les Eglises Réformées ont toujours fait profession de croire du Péché originel, de la Satisfaction de Jesus-Christ, & des autres articles énoncés dans l'Ordonnance des Etats.

- Cela suffit pour réfuter la calomnie de quelques Contre-Remontrants emportez, qui eurent l'impudence d'accuser publiquement les Etats de Hollande de vouloir introduire dans leur Province, les impietez de Paul de Samosate, que Servet & Socin ont renouvelées dans le siècle précédent. Ceux qui composoient cette illustre Assemblée, detestèrent toujours les ennemis de la Divinité de Jesus-Christ. Si plusieurs Députez aux Etats de Hollande,

de, ne crurent pas devoir se déclarer contre la vocation de Vorstius à l'Université de Leyde, c'est que Vorstius protestoit tout publiquement qu'il rejettoit les sentimens de Socin. Les Etats voulurent qu'il fit imprimer en Latin & en Flamand la déclaration qu'il leur avoit faite, & qu'elle fût envoyée au Roi d'Angleterre. On lui ordonna encore de répondre exactement à toutes les accusations intentées contre lui dans des écrits publics, & de demeurer à Tergow jusqu'à ce qu'on fût mieux informé de ses véritables sentimens. Grotius si connu par ses excellens Ouvrages étoit alors Avocat Fiscal de Hollande. Il eut beaucoup de part à ce que les Etats de la Province firent dans ces contestations.

Ce savant homme avoit tant d'horreur pour le Socinianisme, qu'il disoit sans façon que les Sectateurs de Socin ne méritoient pas d'être mis au nombre des Chrétiens, & qu'il ne trouvoit pas grande différence entre un Socinien & un Mahometan. Grotius paroît n'avoir pas eu dans la suite si mauvaise opinion des disciples de Socin : mais il n'a jamais embrassé leurs sentimens. Une infinité d'endroits de ses Lettres & de ses Ouvrages le prouvent clairement. Quelque chose qu'on dise pour flétrir sa réputation, il aura toujours la gloire d'avoir mieux réfuté que ceux qui ont écrit avant lui, les fausses subtilitez de Socin contre la Satisfaction de Jesus-Christ.

Les Ministres les plus sages & les plus modérés, Nouvelle contestation.

*Epistola  
Grotii 13.  
ad Wala-  
leum. 1611.*



1613.  
tion en Hol-  
lande sur la  
manière de  
choisir les  
Pasteurs.

Grotius  
*Oratione ba-  
bita in Se-  
natu Amste-  
lodamensi, &  
Epist. 12. ad  
Wytenbo-  
gardum.*  
1613.

Grotius  
*Apologeti-  
cus eorum  
qui Hollan-  
dia præfue-  
runt. Cap.  
VII.*

modérez se soumirent sans peine à l'Edit publié en 1611. Ceux des Eglises Walones se signalèrent dans cette rencontre. Ils promirent dans leurs Sinodes de 1612 & 1613. de regarder comme leurs freres ceux qui soutenoient les cinq articles controversez. Mais la plus grande partie des Ministres Flamands ne fut pas si traitable; ils avoient presque tous pris parti dans la querelle. Ceux qui s'étoient déclarez pour les Contre-Remontrans crièrent contre l'Edit. Ils accusoient les Etats de Hollande d'une lâche condescendance pour des gens dont la doctrine, disoit-on, tendoit à rétablir le Papisme, ou bien à introduire le Socinianisme dans les Eglises Réformées. L'an 1612. il survint une affaire qui causa une nouvelle contestation. Les Remontrans se plaignoient souvent que leurs adversaires, étant les plus forts dans les Sinodes & dans certaines Assemblées qu'on nomme *Classes* dans les Provinces-Unies, & que les Réformez de France appelloient *Colloques*, il arrivoit ordinairement qu'on y refusoit d'admettre au Ministère ceux qui se déclaroient pour la doctrine des cinq articles. Cette considération & quelques autres furent cause que Barneveldt proposa dans l'assemblée des Etats de Hollande le renouvellement d'une Loi dressée l'an 1591. sur la manière d'élire des Pasteurs de l'Eglise.

Il paroît qu'au commencement de la Réformation en Hollande, le Prince Guillaume

me d'Orange & les Etats de la Province, avoient eu dessein d'établir que l'élection des Ministres appartiendrait aux Magistrats des lieux : mais les Ecclésiastiques eurent l'habileté de faire échouer le projet. Un Synode National tenu à la Haïe en 1586. régla que les Pasteurs seroient choisis par le Consistoire, qu'on feroit seulement aux Magistrats l'honnêteté de leur donner avis de l'élection, & de leur demander, s'ils ne trouvoient rien à redire dans les mœurs & dans la doctrine de la personne choisie. Le Decret du Synode renversoit le droit de patronage établi en Hollande long-temps avant la Réformation, que les Etats & les Gentilshommes du pais prétendoient conserver, aussi bien que plusieurs autres Provinces qui s'étoient réformées. Bien loin d'approuver le règlement du Synode, les Etats de Hollande firent un Edit la même année, par lequel ils déclaroient que leur intention étoit de se conserver à eux-mêmes & aux Gentilshommes le droit de patronage, à condition que les gens nommez par les Patrons, ne seroient reçus au Ministère qu'après une exacte information de leurs bonnes mœurs & de leur saine doctrine. Les Etats de Zelande ne s'en tinrent pas non plus au Canon du Synode National de la Haïe. L'an 1591. ils convoquerent un Synode particulier de leur Province. Il y fut ordonné que les Consistoires prieroient les Magistrats des lieux, de nommer quelques-uns de leur Corps

1613. Corps pour procéder conjointement avec le Consistoire à l'élection du Ministre.

En Hollande il survenoit presque toujours quelque contestation, quand il étoit question de remplir une Eglise vacante. Les Consistoires soutenoient que ce privilège leur appartenoit uniquement; les Magistrats & les Gentilshommes prétendoient maintenir leur droit de patronage. Pour remédier aux desordres que causoient les disputes fréquentes sur cet article, on tenta l'an 1591. dans l'assemblée des Etats de la Province, de faire un nouveau règlement sur la manière d'élire les Pasteurs. Selon ce projet, les Magistrats & le Consistoire devoient nommer chacun quatre personnes de leur Corps pour élire conjointement: l'Acte de l'élection devoit être porté ensuite au Corps des Magistrats qui pouvoient accepter, ou rejeter le Ministre choisi: & dans ce dernier cas, il falloit procéder à une autre élection. La Loi étoit assez conforme au droit établi par les nouvelles Constitutions de l'Empereur Justinien touchant l'élection des Ministres Ecclésiastiques. Et parce qu'il étoit à propos de conserver quelque privilège aux particuliers qui avoient le patronage des Eglises, on ajouta dans la même Loi, que s'il s'agissoit de choisir un Pasteur pour une Eglise dont un particulier seroit le Patron, celui-ci députeroit quatre personnes pour élire conjointement avec les quatre nommées par le Consistoire: de manière qu'un Gentilhomme auroit le même privilège pour

pour l'Eglise de son patronage, que les Magistrats s'étoient réservé dans les Eglises des villes & des bourgs. Un règlement si bien concerté pour contenter tout le monde, trouva tant d'opposition dans l'assemblée des Etats de Hollande l'an 1591. de la part de quelques Villes considérables, qu'il ne fut pas possible de l'y faire passer en Loi.

L'an 1612. le Pensionnaire Barneveldt le proposa derechef aux Etats de la Province, comme plus nécessaire que jamais à cause des brouilleries survenues à l'occasion des cinq articles. Outre que les Sinodes & les Classes n'auroient pas osé se servir si facilement du prétexte de la prétendue hérésie des Remontrants, pour interdire ceux qui auroient été choisis de la sorte par le concours des Consistoires & des Magistrats ou des Patrons; ce projet avoit encore un avantage considérable dans la situation présente des Eglises de Hollande. Il donnoit moyen aux Magistrats de ne faire choisir que des Pasteurs sages, modérez, agréables à tout le monde, & bien intentionnez pour la paix. Quand Barneveldt fit parler dans l'assemblée des Etats de la Province, du renouvellement de la Loi projetée en 1591. les sentimens se trouverent d'abord partagez. Les uns étoient d'avis qu'on la publiât: les autres disoient qu'il seroit plus à propos de la faire agréer premièrement dans un Synode. Ceux-ci craignoient apparemment que cette Loi ne soulevât encore plus les Ministres du parti Contre-Remontrant, qui

grou-

1613. grondoient fort de ce que les Etats prétendoient décider seuls tout ce qui regardoit la Religion & le gouvernement de l'Eglise.

Barneveldt ménagea si bien les esprits dans cette affaire qu'il avoit prise à cœur, qu'il les amena tous à son sentiment. Les Etats de Hollande résolurent enfin que les loix projetées sur les affaires Ecclesiastiques en 1591. seroient désormais observées. Mais on trouva de fort grandes difficultez dans l'exécution ; on vit incontinent de nouvelles contestations de vive voix & par écrit sur la délibération des Etats. Les Contre - Remontrants crioient que les Etats avoient passé les bornes de leur autorité légitime , & qu'il ne leur étoit pas permis de mettre ainsi la main à l'encensoir, en réglant ce qui concerne les dogmes de Foi , & le gouvernement de l'Eglise. Les Remontrants ne manquèrent pas de prendre le parti des Etats. Outre que c'étoit une occasion de se rendre encore plus agréables aux Puissances, ils trouvoient leur avantage dans l'établissement de la Loi. Les Arminiens soutenoient donc , & ce n'étoit pas sans raison , que les Etats de Hollande étant Souverains dans leur Province, ils avoient pu ordonner une chose qui n'est pas contraire à la Loi de Dieu , & régler la police de l'Eglise , faire des loix pour y conserver la paix, à l'exemple des Empereurs & des Princes Chrétiens qui en ont usé de la sorte , sans que l'ancienne Eglise y ait trou-

vé à redire. De manière qu'on ne disputera pas seulement de formais dans les Provinces-Unies sur les cinq articles des Remontrants, mais encore sur le droit de patronage, & sur le pouvoir légitime des Souverains en ce qui concerne la Foi & la Discipline de l'Eglise. Voilà quelle fut l'occasion d'un excellent Traité que nous avons de Grotius. Ce savant homme y établit plus amplement ce qu'il avoit avancé dans une Apologie des Etats de Hollande touchant l'autorité des Souverains dans les affaires Ecclésiastiques. Mais avant que de parler de l'Apologie publiée par Grotius, je dois dire quelque chose de la division qui augmentoit tous les jours dans les Provinces-Unies.

On y voioit déjà Synode contre Synode. Celui d'Utrecht en 1612. déclare que les cinq articles des Remontrants sont tolérables. Celui de la Province de Gueldres soutient de son côté que toute la doctrine contenue dans la Confession de Foi & dans le Catéchisme des Eglises Belges, est conforme à la Parole de Dieu. Le Synode s'engage solennellement à la maintenir & à la défendre. En certaines villes on suspend, on dépose les Ministres Remontrants comme hérétiques; en d'autres on chasse les Contre-Remontrants comme des emportez & des séditeux. Le peuple attaché à ses Ministres, ne veut pas reconnoître ceux qu'on met à leur place. De manière qu'il se formoit un schisme dans la même Eglise.

Grotius De Imperio Summarum Potestatum circa Sacra.

La division augmente dans les Provinces-Unies.

Préface des Actes du Synode de Dordrecht. Brand Histoire de la Réformation. Liv. XX. XXI.

1613.

Une partie du peuple s'assembloit avec le Ministre déposé malgré les Magistrats : & l'autre s'attachoit à celui qu'on avoit nouvellement appelé. Un certain Geselius embarrassâ fort les Magistrats de Rotterdam. On le dépose & il fait des assemblées particulières ; on le bannit & il refuse d'obéir. Les Magistrats publièrent un Manifeste pour rendre raison de leur conduite au peuple : Geselius y répond pour se justifier. En un mot, il n'y avoit pas eu de plus grandes divisions dans l'Eglise au temps de l'Arianisme. On faisoit courir des lettres circulaires pour exhorter le peuple à se séparer de la Communion de ceux qui soutenoient les cinq articles controversez. Les Contre-Remontrans se disoient l'Eglise injustement persecutée. Ils s'assembloient en particulier dans une grange à Rotterdam. Les Magistrats la firent fermer, & le peuple du parti Contre-Remontrant la rouvrit. Auroit-on eu plus de zèle, plus de ferveur s'il avoit été question des choses les plus essentielles à la Religion de Jesus-Christ ?

Durant tous ces troubles Gomar quitta sa Chaire de Professeur de Théologie à Leyde pour se retirer à Middelbourg en Zélande. Polyander grand défenseur des mêmes sentimens fut mis à sa place. Les Remontrans se consolèrent de ce contre-temps par la vocation d'Episcopus dans la même Université. Il s'étoit acquis une grande estime dans le parti, depuis qu'il avoit si bien défendu les cinq articles dans

dans la Conférence de la Haie en 1611. 1613.

Les deux nouveaux Professeurs parurent vivre d'abord en assez bonne intelligence. Mais cela ne dura pas long-temps. Soit que Polyander fût jaloux de la réputation d'Episcopus, homme d'une érudition peu commune, & d'un esprit extrêmement net, subtil, & pénétrant; soit qu'un bon zèle & l'amour de la vérité le portassent à s'opposer au mal que les sentimens libres d'Episcopus sur des points plus importants que ceux de la Grace & de la Prédestination, pouvoient causer dans l'Université de Leyde, il y eut une rupture ouverte entre les deux Professeurs. Bien des gens se joignirent à Polyander. La liberté que son Adversaire se donnoit sur la Nature & les Attributs de Dieu, sur la Trinité & sur l'Incarnation, faisoit un tort extrême à l'affaire des Remontrans qui avoient Episcopus & Wytenbogart à leur tête.

Celui-ci paroissoit beaucoup plus réservé & plus attaché à l'ancienne croiance de l'Eglise. Le Comte Guillaume Louis de Nassau Gouverneur de Frise, qui se trouvoit en ce temps-ci à la Haie, cherchant les moiens d'assoupir les contestations sur la Religion, dont il craignoit les suites pour l'Eglise & pour la République, lia une Conférence entre Wytenbogart & Festus Hommius Professeur de Leyde qui sembloit plus modéré que plusieurs autres du parti Contre-Remontrant. Le Comte leur ayant demandé premièrement,

Conférence de Delft entre les Remontrans & les Contre-Remontrans.



1613. s'ils ne favoient point quelque expédient pour finir ces querelles, & pour rétablir la paix dans les Eglises des Provinces-Unies, Hommius répondit qu'il ne seroit pas difficile de réunir les esprits, en attendant la décision d'un Synode sur les questions controversées, si les Remontrants vouloient bien déclarer nettement, qu'à leurs cinq articles près, ils recevoient sincèrement la Confession de Foi des Eglises Beligiques. *Pour moi, dit Wytenborgart, je n'ai point d'autres sentimens particuliers. Je suis prêt à le déclarer quand on voudra. Et je ne doute point que les plus sages d'entre les Remontrants, ne fassent de même.* Cette déclaration fut une ouverture pour lier une nouvelle Conférence dans la ville de Delft au commencement de l'an 1613. entre quelques personnes choisies des deux partis.

Les Etats de Hollande trouvèrent à propos qu'il y eût seulement trois Theologiens de part & d'autre. Quand on vint à parler des moiens de réunir les esprits divisez, les Remontrants proposèrent la voie de la Tolerance, & ils demandèrent que leurs adversaires déclarassent si la doctrine des cinq articles étoit supportable, ou non. Les Contre-Remontrants insistèrent pour la convocation d'un Synode National qui prononçât définitivement sur les cinq articles controversés. *Pour ce qui est de la Tolerance, ajoutèrent-ils, vous la demandez d'une manière qui paroît trop générale. Déclarez nettement si les cinq articles*

*articles sont les seuls points, en quoi vous diffé-  
riez de la Confession de Foi communément  
reçue parmi nous. Expliquez ce que vous pen-  
sez de la Satisfaction de Jesus-Christ, du Pé-  
ché Originel, & de quelques autres points im-  
portans. On a extrait des livres d'Arminius,  
de Vorstius & de quelques autres Remon-  
trans, des propositions contraires à la Con-  
fession de Foi sur d'autres points essentiels,  
que sur les cinq articles : rejettez-vous ces  
propositions qui sont évidemment mauvaises ?*

Les Remontrans repartirent que les Con-  
ciles avoient souvent fait plus de mal que  
de bien, que la convocation d'un Synode  
National ne paroïssoit pas un fort bon ex-  
pédient pour terminer le différend, & que  
la Province de Hollandé ne croioit pas de-  
voir se soumettre au jugement des autres  
Provinces en ce qui concerne la Religion.

*Quant à la déclaration que vous nous de-  
mandez sur les autres articles de la Confes-  
sion de Foi, dirent les Remontrans, nous de-*

*libérerons sur cette proposition avec nos con-  
freres. On pourra bien vous accorder ce que  
vous exigez, pourvu que vous signiez que la*

Grotius  
*Apologeticum*  
*eorum qui*  
*Hollandia*  
*præfuerunt.*  
Cap. IV.

*doctrine des cinq articles, n'est pas contrai-  
re aux points fondamentaux du Christianis-  
me. Voilà comme la Conférence de Delft*

*n'eut pas un meilleur succès que les préce-  
dentes. On se sépara sans rien conclure.  
Wytenbogart l'un des Députés pour les  
Remontrans, & Festus Hommius pour le  
parti contraire, allèrent promptement à la  
Haïe pour informer les Etats de la Pro-  
vince de ce qui s'étoit passé à Delft.*

1613. En verité, ces gens de Chaire & d'Ecole font d'étranges gens. Bien loin d'accommoder les affaires, ils ne font propres qu'à les rendre encore plus difficiles, quand on leur laisse la liberté de suivre leurs passions & leurs préjugés. A quoi tient-il que ceux-ci ne donnent la paix à leurs Eglises & à leur Patrie, que leurs contestations exposoient au danger d'être perduës sans ressource ? A un petit point d'honneur. Les Remontrants ne veulent pas que leurs adversaires aient l'avantage de les avoir contrainsts de s'expliquer sur certains articles, & sur je ne sai quelles propositions d'Arminius & de Vorstius. Pour ce qui est des Contre-Remontrants, ils craignoient de donner sujet aux autres de triompher de l'aveu qu'ils auroient obtenu en faveur des cinq articles. Pourquoi les uns & les autres refuserent-ils de faire une avance qui paroît si raisonnable ? Avec un peu de charité & de condescendance, on auroit prévenu tous les malheurs qui arrivèrent dans la suite. Pour moi je ne puis approuver la résistance des Remontrants en cette rencontre. S'ils parloient sincèrement, quelle raison les empêchoit de fermer la bouche à leurs adversaires par une exposition claire & précise de leur Foi ? On ne peut nier que les livres de Vorstius & de quelques autres du parti, ne dussent causer de grands soupçons & à leurs adversaires, & aux gens sages & desintéressés.

Cependant Wytenbogart eut l'adresse  
&

& le crédit de faire approuver aux Etats de Hollande la conduite des Remontrans dans la Conférence de Delft. Il excusa leur refus, en representant que les Contre-Remontrans vouloient se mettre sur le pied des Inquisiteurs d'Espagne. *Il est bien permis, disoit-il, de poursuivre les gens quand on a des preuves en main pour les convaincre: mais obliger ceux qu'on s'avise de soupçonner, à s'accuser eux-mêmes, c'est une maxime tyrannique du tribunal de l'Inquisition. Si nous enseignons des dogmes herétiques, nos adversaires peuvent nous convaincre: mais s'ils n'ont point de preuves contre nous, faut-il qu'on répande des soupçons sur des personnes dont la doctrine est irréprochable?* La défaite étoit spécieuse: mais elle ne vaut rien dans le fonds. On ne doit pas faire difficulté de rendre raison de sa Foi, quand la charité, l'édification du prochain, & le bien de la paix le demandent. Certainement, il y avoit quelque chose dans la conduite des Remontrans qui n'étoit ni assez droit, ni assez sincère.

Wytenbogat & ceux de son parti ne s'appliquoient pas tant à se rendre les Etats de Hollande favorables, qu'ils ne travaillaient encore du côté de l'Angleterre, pour effacer les mauvaises impressions qu'on avoit données de leur doctrine & de leurs personnes à Sa Majesté Britannique. Il étoit de la dernière importance aux Remontrans d'ôter à leurs adversaires l'appui qu'ils se flattoient de trouver auprès

Jacques Roi d'Angleterre est moins prévenu contre les Arminiens. Préface des Actes du Synode de Dordrecht. Wytenbogat Histoire

1613.

Ecclésiasti-  
que. Part.

IV. 1613.

Brand His-  
toire de la  
Réforma-  
tion.

Grotius

*Apologeticus**eorum qui**Hollandia**præfuerunt.*

Cap. VI. &amp;

*in Epistolis.*

1613.

de Jacques I. Vinwood son Ambassadeur à la Haie l'avoit prévenu contre les Remontrans, & l'Archevêque de Cantorberi ennemi déclaré des sentimens de Vorstius, tâchoit de les perdre dans l'esprit du Roi : car enfin, le Prélat s'imaginoit que tous les Ministres Remontrans & les Magistrats leurs protecteurs, avoient du penchant pour le Socinianisme, dont Vorstius lui sembloit infecté. Wytenbogart & les autres s'avisèrent donc d'opposer à l'Archevêque des Docteurs & des Prélats distinguez par leur mérite en Angleterre, & sur tout le savant Casaubon que Sa Majesté estimoit particulièrement. Comme elle avoit embrassé les sentimens de Calvin sur la Prédestination, plutôt par les préjuges de son éducation, que par raison & par étude, Casaubon & les autres n'eurent pas beaucoup de peine à lui faire écouter ce qu'ils avoient à lui dire en faveur des Remontrans de Hollande. Ceux-ci profitèrent du bon moment. Ils envoyèrent à Caron Ambassadeur des Etats Généraux des Provinces-Unies à Londres, un Mémoire où l'état véritable des questions agitées entre les Remontrans & leurs adversaires, étoit développé le plus nettement qu'il étoit possible. Le Mémoire fut lu au Roi, & il en fut content. Sa Majesté écrivit même aux Etats de Hollande, qu'elle étoit d'avis qu'on tolérât les Remontrans, que les Magistrats emploiasent leur autorité pour assoupir les disputes, & qu'on défendit de parler au

peu-

peuple de ces controverses abstraites & difficiles. La lettre du Roi fit un extrême dépit aux Contre-Remontrans : mais elle ne les déconcerta pas entièrement. Ils envoièrent secrettement en Angleterre un Mémoire pour persuader au Roi, qu'on avoit surpris sa Religion. La conduite des Etats de Hollande & de ceux qui avoient le plus de part à l'administration des affaires de la Province, y étoit décriée d'une manière si atroce, que Sa Majesté en fit mettre la copie dans une lettre qu'elle écrivit aux Etats de Hollande.

Grotius fut envoyé en Angleterre vers ce temps-ci pour quelques affaires de la Compagnie des Indes Orientales. Je croirois volontiers que cette Commission avoit une autre fin secrète. Les Etats de Hollande étoient bien-aisés qu'un si habile homme travaillât à desabuser entièrement le Roi de la Grande Brétagne, & qu'il conférât sur les cinq articles des Remontrans avec les Evêques & les Theologiens les plus habiles d'Angleterre. Grotius trouva que l'Evêque d'Eli, le Doien de St. Paul de Londres, Casaubon & plusieurs autres étoient à peu près dans les mêmes sentimens que les Arminiens sur les matières de la Grace & de la Prédestination. Tous l'écoutoient favorablement, excepté l'Archevêque de Cantorberi toujours prévenu contre les Remontrans, & par conséquent contre Grotius qui les défendoit de toute sa force. Il eut plusieurs audiences du Roi, qui lui avoua

1613.

*Bona fides**Sibrand**Lubberti.*

Edit des

Etats de

Hollande

pour assou-

pir le diffé-

rend sur les

questions de

la Prédesti-

nation &amp; de

la Grace.

Mercure

Francois.

1614.

Wytenbo-

gart Hist.

Ecclesiast.

Part. IV.

1614.

Brand His-

toire de la

Réforma-

tion. Livre

XXI.

& il établit solidement la puissance des Souverains en ce qui concerne les contro-  
verses sur la Religion, & le gouverne-  
ment de l'Eglise. Sibrand voulut répon-  
dre à Grotius: mais la partie n'étoit pas  
égale. Il n'en couta qu'un écrit de trois  
ou quatre feuilles à Grotius pour faire voir  
que le Professeur de Franeker étoit un  
homme de mauvaise foi, & qui n'enten-  
doit pas bien les choses dont il se mêloit  
de parler.

Les Etats de Hollande furent extrême-  
ment consolez de ce que le Roi d'Angle-  
terre étoit d'avis qu'ils emploiasent leur  
autorité pour assoupir les contestations, &  
qu'on ordonnât aux Theologiens des deux  
partis des'entresupporter charitablement,  
& de ne troubler pas plus long-temps la  
paix de l'Eglise par leurs disputes sur des  
questions abstraites & de nulle importan-  
ce pour le salut. Grotius fait Pension-  
naire de la ville de Rotterdam, fut char-  
gé de dresser le projet d'un Edit qu'on de-  
voit proposer à l'Assemblée des Etats de  
Hollande. On y trouva d'abord de gran-  
des difficultez. Les uns disoient qu'il  
étoit à propos de faire examiner les cinq  
articles dans un Synode, avant que de to-  
lerer par un Acte solennel ceux qui les  
soutenoient. Donner permission aux gens,  
disoit-on, d'enseigner dans la même Eglise,  
dans une même chaire, des dogmes si  
opposez, c'est exposer la Province à de  
plus grandes divisions. Il n'est question, re-  
pliquoient les autres, que de certains dog-

mes

mes spéculatifs, qui sont de nulle importance pour le salut. Quel inconvenient y a-t-il à donner à chacun la liberté de dire modestement ce qu'il en pense ? Les Empereurs & les Princes Chrétiens ont souvent fait, sans assembler les Pasteurs, des loix sur ce qui se doit enseigner ou pratiquer dans l'Eglise. Ces raisons ne persuaderent pas d'abord les Députés & les Magistrats de quelques Villes considérables de Hollande. Ils refuserent long-temps de consentir à la publication de l'Edit. Ceux d'Amsterdam furent plus constans que les autres. Ils demandèrent même que leur opposition fût mise dans les Régîtres des Etats.

Toutes ces difficultez furent cause que l'Edit projeté quelque temps avant la fin de l'an 1613. ne fût publié qu'au commencement de 1614. Les Etats de Hollande y exhortoient ceux qui expliqueroient les textes de l'Ecriture Sainte, où il est parlé de la Prédestination, de suivre le précepte de S. Paul qui veut que nul ne desiré de savoir au delà de ce qu'il doit savoir ; mais que chacun usé avec modération de la science, parce que Dieu ne donne pas à tous la même mesure de Foi. On ordonnoit ensuite de prêcher que le commencement, le progrès, & la fin du salut viennent de la seule grace de Jesus-Christ, & non des œuvres de ceux qui sont appelez. Il étoit défendu d'enseigner que Dieu ait créé des hommes pour les damner, qu'il les mette dans la nécessité de pécher, ni qu'il appelle

1613.  
Préface des  
Actes du Synode de  
Dordrecht.  
Grotii Epistola. 1614.



1613. au salut des gens qu'il a résolu de ne point sauver. Les Etats enjoignoient enfin, qu'on ne troublât pas ceux qui en expliquant les passages de l'Ecriture Sainte sur la Prédestination, supposeroient que les hommes sont sauvez par la seule Grace de Jesus-Christ, en persévérant dans la Foi jusqu'à la fin, & que tous ceux qui ne croient point en Jesus-Christ, sont damnés. Pour ce qui est de tous les autres dogmes, les Etats défendoient d'en prêcher aucun qui ne fût conforme à la doctrine communément reçue dans les Eglises de Hollande.

Bien loin qu'un Edit concerté avec tant de soin pour contenter tout le monde, calmât la tempête qui duroit depuis long-tems, il la rendit plus violente qu'auparavant. Quelques Ministres Contre-Remonstrans firent des livres pour persuader au peuple qu'on ne devoit pas se soumettre à l'Edit. Ils accusoient tout publiquement les Etats, de favoriser le Papisme, & de vouloir introduire une mauvaise doctrine dans les Provinces-Unies. Wytenbogart écrivit pour défendre l'Edit des Etats contre leurs propres sujets. On voioit tous les jours de nouveaux livres, tantôt pour, tantôt contre l'Edit. L'un défendoit Sibrand & l'autre prenoit le parti de Grotius. La division se mit dans les Eglises. Les Contre-Remonstrans résolus de n'avoir plus de communion avec leurs adversaires, s'assemblèrent en certains endroits dans une maison particulière.

Les

Les deux partis disputèrent même entre eux si l'Edit étoit approuvé en Angleterre, ou non. 1613.

Grotius avoit une lettre de Casaubon, homme aussi droit, qu'il étoit consommé dans toutes les belles connoissances. Casaubon y assuroit son ami, que le Roi, l'Archevêque de Cantorberi & quelques Prélats distinguez par leur mérite & par leur habileté, étoient bien contens de l'Edit. *Grotius Apologeticus eorum qui Hollandia præfuerunt. Cap. VI.*

*La manière dont il est conçu, disoit Casaubon, paroît au Roi & aux autres également éloignée des deux extrémités opposées du Manichéisme, & du Pélagianisme. On y établit la nécessité de la Grace, sans porter au relâchement & à la negligence des bonnes œuvres.* Les Contre-Remontrans produisoient de leur côté des lettres d'Angleterre, qui portoient que ni Sa Majesté Britannique, ni les personnes du premier ordre dans l'Eglise Anglicane, n'approuvoient l'Edit & la conduite des Etats de Hollande. Cependant, le témoignage de Casaubon, qui en avoit parlé lui-même au Roi & aux Prélats, semble préférable aux lettres anonimes que les Contre-Remontrans alléguèrent.



# HISTOIRE

## DU REGNE

### DE

# LOUIS XIII.

Roi de France & de Navarre.

## LIVRE CINQUIEME.

1614.  
Nouveau  
Parti formé  
à la Cour  
de France,  
par le Ma-  
réchal de  
Bouillon.  
Mémoires  
du Duc de  
Rohan.

**L**A joie que Marie de Médicis avoit de se voir delivrée de la crainte d'une rupture avec l'Espagne à l'occasion de l'affaire de Mantouë, fut bien-tôt troublée. La retraite du Prince de Condé & de plusieurs grands Seigneurs malcontents qui concertèrent de sortir tous de la Cour vers le commencement de l'an 1614. donna de grandes allarmes à Sa Majesté. Le Maréchal de Bouillon avoit formé ce nouveau Parti le plus habilement du

mon-

monde pour ses propres intérêts. Chagrin de ce qu'on ne lui donnoit pas assez de part aux affaires, & de ce que la Régente ne recompensoit pas les services importants qu'il croioit avoir rendu à Sa Majesté, cet esprit subtil & ambitieux entreprit de se rendre nécessaire à la Reine & à ses Ministres, en leur suscitant des embarras dont il auroit lui seul le mérite de les avoir tirez. Le voilà donc qui exhorte plus fort que jamais le Prince de Condé irrité du refus que la Reine lui avoit fait du Château-trompette, de ce qu'elle avoit rappelé les anciens Ministres qu'il croyoit avoir éloignez, & de la rapidité de la fortune de Conchini qu'on avoit debauché de son parti, à faire enfin éclater son mécontentement. Les Ducs de Nevers, de Mayenne, de Vendôme, de Longueville, de Piney-Luxembourg, & plusieurs autres gagnés par les artifices du Maréchal de Bouillon, prennent de nouveaux engagements avec le premier Prince du sang. On convient de se retirer de la Cour presque en même temps, & de se réunir ensuite dans la Champagne pour demander conjointement la réformation des désordres du Gouvernement. Illusion que les Princes & les grands Seigneurs ont trop souvent faite au peuple, quand ils ont voulu se servir de lui pour venir à leurs fins particulières. On pourroit être encore leur duppe en France, si moins avides des bienfaits de la Cour, ils avoient eu

1614.  
Siri Me-  
morie Re-  
condite.  
Tom. III.  
Pag. 222.

1614. eu du moins la précaution d'empêcher que le peuple ne devînt tout-à-fait esclave, & qu'on ne le mît entierement hors d'état de se joindre à eux dans quelques rencontres. En sacrifiant les interêts du peuple à leur ambition, ou à leur avarice, les Princes & les grands Seigneurs se sont perdus eux-mêmes sans ressource. Après avoir opprimé ceux qui les pouvoient aider, il n'a pas été difficile de les réduire à une servitude encore plus honteuse.

Le Parti qui s'étoit alors formé sous le prétexte spécieux du bien public, auroit pu faire un bon effet pour tous les ordres du Roiaume, si ceux qui crurent y devoir entrer, eussent apporté des intentions plus droites, & s'ils eussent pensé à mieux prendre leurs mesures. Nevers commandoit en Champagne, Mayenne dans l'Ile de France, Vendôme en Bretagne, Longueville en Picardie, dont le Comte de S. Pol son oncle lui avoit remis le Gouvernement. Mais le Maréchal de Bouillon sur lequel on comptoit beaucoup à cause de son habileté & de sa Souveraineté de Sedan, n'avoit pas eu dessein de lier un Parti si puissant, qu'il ne fût pas maître de le dissiper quand il y trouveroit son avantage. Le Prince de Condé se retira d'abord à Châteauroux, terre qu'il avoit acquise dans le Berri. Le Duc de Nevers alla en Champagne, Mayenne à Soissons, les Ducs de Longueville & de Vendôme devoient les suivre bien-tôt : mais celui-ci aiant tardé trop long-temps, il fut arrêté

rété au Louvre & mis dans une chambre 1614  
 où la Régente le faisoit garder. Le Ma-  
 réchal de Bouillon fut des derniers à for-  
 tir. Pour se rendre moins suspect au Par-  
 ti, il s'étoit fait donner la commission de  
 voir les Ministres auparavant, & de leur  
 déclarer les intentions du Prince & des  
 autres. Sûr qu'avec son habileté il seroit  
 toujours maître de l'affaire, & qu'il tour-  
 neroit l'esprit de Condé comme il vou-  
 droit, le Maréchal ne fit semblant de  
 s'enfuir, qu'après avoir promis à la Rei-  
 ne qu'il rameneroit bien-tôt le Prince &  
 les Seigneurs de son Parti.

Le Duc de Savoie avoit trop d'interêt à  
 donner en France de l'occupation à Marie  
 de Médicis, pour n'être pas d'intelligence  
 avec Condé. Outre qu'une guerre civile  
 mettoit la Régente hors d'état de secou-  
 rir la Maison de Mantouë, Charles Em-  
 manuel se flattoit encore que le Prince &  
 les Seigneurs liguez avec lui, rompant le  
 double mariage conclu avec l'Espagne,  
 comme ils le prétendoient, il se venge-  
 roit de la Régente en la contraignant de  
 donner sa fille aînée au Prince de Pié-  
 mont, & d'exécuter la promesse que le  
 feu Roi en avoit faite. Dans le temps mé-  
 me que le Duc de Savoie traitoit secrète-  
 ment avec ceux du Parti, il tâchoit d'amu-  
 ser la Régente; il la faisoit exhorter à dé-  
 fendre vigoureusement son autorité con-  
 tre ceux qui la lui vouloient ravir. Les A-  
 gens de Charles Emmanuel avoient ordre  
 de protester à Sa Majesté que le Duc leur

Mercure  
François.

1614.

Mémoires  
du Duc de  
Rohan.

Artifices du  
Duc de Sa-  
voie pour  
exciter une  
guerre civi-  
le en Fran-  
ce.

Siri Me-  
morie Re-  
condite.  
Tom. III.  
Pag. 226.  
227.

mai-

1614. maître oublioit sans peine les sujets de plainte qu'on lui avoit donnez, & l'affront qu'on lui avoit fait à la vue de toute l'Europe par le Traité du double mariage avec l'Espagne ; qu'il voioit avec un extrême déplaisir les nouveaux embarras que des esprits inquiets & remuans caufoient à Marie de Médicis ; qu'il n'avoit jamais eu la pensée que certaines gens lui imputoient, d'appuyer le parti du Prince de Condé & de vouloir le secourir. *Quoi-que Son Altesse, disoient les Agens de Savoie à la Régente, ne doute pas que la prudence de Votre Majesté ne dissipe bien-tôt cette nouvelle faction, comme elle a déconcerté les précédentes, l'attachement sincere que le Duc nôtre maître a pour la Couronne de France, lui fait prendre la liberté d'offrir sa médiation à Votre Majesté, si vous croiez, qu'elle puisse être de quelqu'utilité. Il vous offrirait encore & sa propre personne & ses troupes, s'il n'étoit persuadé que Votre Majesté n'a pas besoin d'un si foible secours, & s'il ne se trouvoit pas lui-même dans la nécessité de laisser ses places suffisamment garnies, jusqu'à ce que les différens avec la Maison de Mantouë, soient terminez.*

Avis différens dans le Conseil de France sur la maniere de dissiper le parti du Prince de Condé.

La Régente avoit besoin de gens plus sincères & plus adroits que le Duc de Savoie. Le Roi d'Espagne & le Duc de Lorraine lui offrirent du secours aussi bien que Charles Emmanuel : mais Sa Majesté ne pensoit nullement à faire venir des troupes étrangères : cela eût été capable de soulever un plus grand nombre de

1614.

de gens. On rappella promptement le Duc d'Epemon que la Reine avoit encore mécontenté depuis sa dernière réconciliation avec lui. Il y avoit plus d'ostentation que de réalité dans les sentimens généreux & désintéressés que ce Seigneur affectoit, lorsque la Cour le recherchoit. Epemon avoit sollicité depuis peu la Régente de faire revivre une Charge de premier Gentilhomme de la Chambre qu'il avoit possédée sous Henri III. & de la donner à Candale son fils aîné. Chagrin de n'avoir pu obtenir une chose qu'il croioit due à ses services, le Duc avoit demandé la permission d'aller à Metz, dont il étoit Gouverneur. Mais dès que Marie de Médicis entendit gronder l'orage qui la menaçoit, elle appaisa le Duc d'Epemon en lui accordant ce qu'elle lui avoit refusé quelque temps auparavant. Le Duc de Guise reçut aussi de nouvelles marques de faveur & de distinction. Il se laissa flatter de l'espérance de commander l'Armée du Roi, en cas qu'il fallût marcher contre le Prince de Condé.

C'étoit l'avis du Cardinal de Joieuse, du Duc d'Epemon, & de Villeroi. Ils dirent que les mécontents n'ayant ni troupes, ni argent, ni retraite bien assurée, il falloit les faire suivre incessamment par les troupes de la Maison du Roi, & que si Sa Majesté s'avançoit seulement jusqu'à Reims avec ce petit Corps, le Prince & les Seigneurs pris au dépourvû, seroient réduits à venir humblement implorer la clémence.

Mémoires  
de la Régente  
de Marie  
de Médicis.  
Vie du Duc  
d'Epemon.  
Liv. VI.



1614. clémence du Roi, ou à se retirer en desordre & avec confusion hors du Roiaume. Le nouveau Maréchal d'Ancre, & le Chancelier de Silleri furent d'un sentiment contraire. Ils soutinrent qu'il valoit mieux tenter premièrement la voie de la négociation. Celui-là ne vouloit pas souffrir que le Duc de Guise qu'il n'aimoit pas & qu'il craignoit, eût le commandement de l'Armée. L'autre plus brouillé que jamais avec Villeroi, s'étoit aveuglément livré à Conchini. Depuis la mort de Madame de Puisieux femme de l'ainé du Chancelier, & petite-fille de Villeroi, ces deux Ministres ne garderent plus de mesures l'un avec l'autre. Dolé créature du Maréchal d'Ancre l'avoit dégoûté de finir l'affaire du mariage du Marquis de Villeroi petit-fils du Secrétaire d'Etat, sous prétexte qu'on n'avoit pas donné à Dolé la Charge de Contrôleur des Finances que le Marquis d'Alincourt fils de Villeroi lui avoit fait espérer, si le Marquis de Villeroi épousoit la fille de Conchini. Le Chancelier de Silleri tâcha de profiter de ce mécontentement de Dolé pour s'appuyer de la faveur du Maréchal d'Ancre, & pour ruiner son rival avec qui Conchini vouloit rompre.

Le second expédient plut davantage à la Régente qui se reposoit encore sur les assurances que le Maréchal de Bouillon avoit données. On nomma donc le Duc de Ventadour & le Conseiller d'Etat Boissise pour aller convier le Prince de Condé qu'on croioit à Châteauroux, de revenir  
pren-

prendre son rang auprès de Leurs Majestez. Villeroi ne put s'empêcher de dire alors qu'on s'exposoit à l'inconvenient, où le Roi Henri III. étoit tombé, lorsque la Ligue prit les armes pour la première fois. Le Duc d'Epéron lui avoit conseillé de marcher incessamment contre le Duc de Guise qui n'étoit pas en état de résister : mais Henri ayant négligé un avis si salutaire, ce Prince imprudent se précipita dans les malheurs qui lui firent perdre la vie. *Dieu veuille, disoit Villeroi, que la même chose ne nous arrive pas, puis qu'on néglige d'opprimer dans sa naissance une conspiration capable de causer une grande révolution dans l'Etat.* On crut que ce vieux Ministre parloit de la sorte pour faire donner le commandement de l'Armée au Duc de Guise, & qu'il n'étoit pas fâché de voir une guerre civile, dont l'issue ne pourroit être que fatale au Maréchal d'Ancre & au Chancelier de Sillery. Le Prince de Condé & le Duc de Guise les haïssoient tous deux. Condé eût demandé leur éloignement, s'il eût obtenu le moindre avantage, & Guise n'auroit pas manqué de travailler à les reculer, de qu'il se feroit vu à la tête de l'Armée du Roi. Le Duc d'Epéron chagrin de ce que son conseil de pousser à force ouverte le parti mécontent, n'étoit pas suivi, résolut de ne prendre aucune part aux Traitez qu'on feroit ensuite avec le Prince & les Seigneurs unis, où le Roi acheteroit honteusement de ses sujets une paix qui ne dureroit pas long-temps.

Lors-

1614.  
Lettre circulaire de la Régente sur la retraite du Prince de Condé & des Seigneurs de son parti.

Mercur  
Français.  
1614.

Lorsque le Duc de Ventadour & Boissise alloient chercher le Prince de Condé en Berri, la Régente écrivit une Lettre circulaire datée du 13. Fevrier, à tous les Parlemens du Roiaume, aux Gouverneurs des Provinces & des Places, aux Prévôts des Marchands, aux Maires & aux Echevins des Villes, pour les exhorter à demeurer fideles au Roi, & à ne se laisser pas surprendre par le Prince de Condé & ses Partisans. Si nous en croions Marie de Médicis, ces Messieurs n'avoient aucun sujet légitime de se plaindre, ni sur ce qui concernoit leur interêt particulier, ni au regard de l'administration des affaires publiques. Sa Majesté avoit traité le Prince & les Seigneurs avec toute la distinction imaginable, elle les avoit comblez de graces autant qu'ils en pouvoient raisonnablement souhaiter, on n'avoit réglé aucune affaire importante sans leur participation. Le Roiaume étoit aussi florissant & aussi tranquille; la dignité de la Couronne de France avoit été autant bien soutenüe; le peuple étoit encore plus soulagé que jamais. Ecrire l'Histoire d'un Règne sur les Manifestes, sur les Préfaces des Edits & des Déclarations, sur les Lettres & sur les autres pièces publiées sous le nom du Roi, ce seroit travailler sur de fort mauvais Mémoires. Cependant pour amuser le peuple de l'esperance d'un meilleur gouvernement, la Régente déclaroit dans sa Lettre que Sa Majesté avoit résolu de convoquer ce qu'on appelle en France

France une assemblée des *Notables* de tous les Ordres du Roiaume, où l'on prendroit les résolutions convenables au bien de l'Etat. 1614.

Ventadour & Boissise apprirent dans leur route que le Prince de Condé parti de Châteauroux, s'avançoit pour passer la Loire, suivi de trente ou quarante Chevaux. Ils dépêcherent un de leurs gens pour lui faire savoir la commission que Sa Majesté leur avoit donnée, & pour lui demander en quel endroit ils pouvoient l'aller trouver. Condé refusa de voir les Députez du Roi, & il marcha droit en Champagne, où le Duc de Nevers le reçut. On conduisit d'abord le Prince à Chalons, & de là Nevers & lui allèrent vers Mezières. Descuroles y commandoit en l'absence du Marquis de la Vieuville. Par une collusion assez grossière avec le Duc de Nevers, Descuroles fit mine de vouloir lui fermer les portes de la Citadelle, & s'y défendre en consequence de l'ordre qu'il en avoit reçu de la Vieuville. Mais le Prince & le Duc de Nevers l'ayant menacé en apparence de le forcer, à moins qu'il ne fit voir que Sa Majesté lui avoit commandé expressément de leur résister, Descuroles reçut le Prince & le Duc dans la place. Nevers écrivit ensuite à la Reine pour se plaindre du Marquis de la Vieuville, & pour demander justice de la résistance faite au Gouverneur de la Province. N'étoit-ce pas insulter à la Régente sous prétexte de rendre je ne sai quelle déférence extérieure à la Majesté du Souverain ?

1614.

Le Prince  
de Condé é-  
crit à la Ré-  
gente une  
lettre en  
forme de  
Manifeste.

Mercur  
François.  
1614.

Le Prince de Condé, les Ducs de Nevers, de Mayenne, de Longueville & quelques autres des Principaux du parti, s'étant assemblez à Mézières, Condé écrivit une longue lettre à la Reine en forme de Manifeste. On y fait paroître un zèle extraordinaire pour le bien public, on offre de remettre les pensions & les gratifications reçues du Roi entre les mains de Sa Majesté, dez que les Etats Généraux assemblez seront en état d'agir avec une entière liberté; en un mot, on parle comme ces Anciens dont l'Histoire Grecque & Romaine nous vante la justice & le desintéressement. Pour en imposer au monde, il eût fallu que les actions n'eussent pas démenti des discours si bien étudiez. A la vérité les plaintes que le Prince de Condé & les Seigneurs de son parti faisoient de la dissipation des Finances, des premiers emplois donnez à des personnes indignes, de la trop grande autorité des Ministres, du peu d'égards qu'on avoit pour les Princes, pour les Pairs du Roïaume, & pour les Officiers de la Couronne, des obstacles que les Parlemens trouvoient dans l'exercice de leur Jurisdiction, de la ruine de la Noblesse, du prix excessif des Charges de Judicature, de l'oppression du peuple, de la négligence d'assembler les Etats Généraux, de la précipitation avec laquelle on avoit conclu le mariage du Roi avant sa majorité & toutes ces plaintes, dis-je, étoient bien fondées. Cependant, quelques protesta-  
tions

tions que fit le Prince de Condé, qu'il ne pensoit qu'à procurer un remède efficace à ces injustices criantes, le monde ne fut jamais persuadé de la droiture des intentions, ni de la sincérité des paroles de Son Altesse. Elle ajoûtoit à ces griefs trois ou quatre demandes, qui n'étoient pas moins raisonnables, l'Assemblée des Etats Généraux dans trois mois au plus-tard, la suspension du mariage du Roi & de Mesdames ses sœurs jusqu'à la fin des Etats, & de mettre auprès de Sa Majesté des personnes d'une probité reconnue.

Condé écrivit en même temps au Prince de Conti son oncle, aux Ducs & Pairs, aux Officiers de la Couronne, aux Parlemens, aux Cardinaux. Il leur envoioit la copie de la lettre adressée à la Reine. Dans celle au Parlement de Paris, la Compagnie étoit nommée *la principale tutrice de l'Etat*. Il vouloit lui rendre compte de ses actions; il lui demandoit ses conseils & son concours dans la louable entreprise de reformer le gouvernement. C'est ainsi que les Rois, les Princes, & les grands Seigneurs se jouent depuis un assez long-temps d'un Sénat, dont les Chefs ambitieux & esclaves de la Cour, n'ont pas voulu maintenir la réputation & l'autorité. Quand on espère que le nom du Parlement de Paris sera de quelque utilité pour en imposer au peuple, on lui donne des éloges magnifiques, on en use avec lui de la manière du monde la plus honnête, la plus respectueuse. Mais dès que ces

1614

Foiblesse du  
Parlement  
de Paris en  
cette occa-  
sion.

1614. considérations cessent, on le meprise, on le tourne en ridicule. Le Parlement donna en cette occasion une marque de sa foiblesse. Il ne voulut pas ouvrir la lettre que le Prince de Condé lui faisoit présenter. Deux Conseillers furent députez pour la porter à la Régente, qui les renvoya au Chancelier. Je ne trouverois pas à redire que ces graves Magistrats n'eussent pas fait grand fonds sur un jeune Prince, dont le génie médiocre & la conduite basse & intéressée ne donnoient pas beaucoup d'espérance: mais enfin, que doit-on penser de ces gens qui prétendent être les tuteurs des Rois? Les voilà qui n'osent ouvrir une lettre que le premier Prince du sang leur écrit, pour se plaindre de la mauvaise administration des affaires durant une minorité: Nos Pères étoient déjà nez pour la servitude, & nous avons suivi le chemin qu'ils nous ont tracé.

Réflexions  
sur la réponse  
que le  
Cardinal du  
Perron fit  
au Prince  
de Condé.

Mercure  
Francois.  
1614.

Aucun des Parlemens n'eut le courage de répondre au Prince. Plusieurs Officiers de la Couronne renvoierent leurs paquets à la Cour sans les ouvrir. Quelques particuliers firent imprimer des réponses. Je trouve celle du Cardinal du Perron qui merite qu'on y fasse réflexion. Cette plume flateuse & vénale n'ose disavouer qu'il n'y eût de grands desordres à réformer dans l'Etat sous la minorité de Louis XIII. On a pris plaisir à les augmenter depuis sa minorité & sous le long Règne de son Fils. Quelle réformation ne faudroit-il donc pas faire maintenant?

Et

Et qui osera désormais la demander ? Un 1614.

*Ancien*, dit le Cardinal, *a prudemment écrit qu'il n'y a point de si mauvais Prince, qui ne vaille mieux qu'une guerre civile. Ainsi peut-on dire du regime des Etats: il n'y a point d'administration quelle qu'elle puisse être, qui ne vaille mieux qu'une discorde civile.* Que l'Auteur qui a débité cette maxime, soit Grec ou Latin, cela nous doit être indifférent. Si on la prend dans toute son étendue, elle n'est propre qu'à établir la tyrannie dans le monde. Valoit-il donc mieux souffrir les extravagances & les cruautés d'un Caligula & d'un Néron, que de prendre les armes pour résister à ces monstres abominables ? Qu'on ne nous dise pas que ces deux Princes n'ont point eu leurs semblables: je le veux. On en trouve qui suivent d'assez près la politique de Philippe II, en Espagne, & de Charles IX. en France. N'est-il pas permis de défendre sa vie & sa liberté contre de pareils Tyrans ?

J'avoue qu'il est souvent meilleur de souffrir un Prince mauvais jusqu'à un certain point, que d'allumer une guerre civile. Un bon Prince est une chose extrêmement rare. Le monde ne seroit jamais en paix, s'il étoit permis de prendre les armes, de ce que le Souverain ne remplit pas tous ses devoirs. Mais qu'un Roi qui accable ses sujets d'impôts excessifs pour contenter un luxe démesuré & une ambition sans bornes, qui sacrifie sans scrupule la vie d'un million d'hommes aux vastes & injustes projets qu'il lui plaît de former,



1614. qui ruine à plaisir la Noblesse de ses Etats, qui renverse les privileges des Princes & des Grands, qui ordonne que ses Edits, quelque contraires qu'ils puissent être au bien public, soient enregîtrez avant qu'on lui fasse aucune remontrance, qui ferme la bouche aux Parlemens, qui exile ou emprisonne sans aucune forme de justice les gens qui témoignent n'approuver pas ses usurpations sur ses sujets & sur ses voisins, qui abolit sans raison les loix les plus sacrées & les plus inviolables, qui se fait un mérite de rendre un million d'hommes malheureux, parce qu'ils ne veulent pas renoncer à une Religion dans laquelle ils avoient, pour ainsi dire, la liberté de naître & d'être élevez, qui ne s'occupe qu'à rendre esclave une nation qui fut toujours libre : qu'un Souverain tel que je le depicts, *vaille mieux qu'une guerre civile*, si bien entreprise & si bien conduite qu'on en peut espérer quelque soulagement à des maux que la patience ne feroit qu'augmenter ; c'est ce que le Cardinal du Perron ne persuadera jamais à des hommes de bon sens, avec toute sa science & avec toute sa rhétorique.

Réponse de  
Marie de  
Médicis au  
Prince de  
Condé.  
Mercure  
Francois.  
1614.

Marie de Médicis fit une ample réponse au Prince de Condé, en forme aussi de Manifeste, pour se disculper de ce qu'on lui imputoit, & pour montrer l'irrégularité de la conduite de celui qui l'accusoit. Si Sa Majesté ne se défend pas trop bien sur certains articles, elle ne répond pas mal sur quelques autres. La plus grande  
partie

partie des desordres dont le Prince faisoit des plaintes, avoient commencé avant la Régence. L'avidité de Condé même & des grands Seigneurs, l'avoit forcée à dissiper le thrésor amassé par le feu Roi. Ils faisoient les malcontens, ils formoient des cabales, ils menaçoient de se soulever : de manière qu'on étoit obligé de donner sans cesse de l'argent, aux uns pour les appaiser, aux autres pour les retenir. De quoi s'avisoit le Prince de venir se plaindre après quatre ans d'une Régence qui expiroit? N'eût-il pas mieux fait d'employer d'abord le crédit & l'autorité que sa qualité de premier Prince du sang lui donnoit, à faire établir un bon Conseil, & à bien regler l'administration des affaires? Mais au lieu de s'appliquer à ce qu'il y avoit d'essentiel, il ne pensa qu'à s'intriguer pour debulquer celui-ci, ou pour avancer celui-là. Son irrésolution & sa mollesse le rendirent la dupe de toutes les factions qui se formèrent à la Cour durant la minorité de Louis XIII. Cependant Marie de Médicis qui craignoit que le Prince ne se fortifiât par le mécontentement presque général de tous les Ordres du Roiaume, crut que le moien le plus sûr d'arrêter les esprits qui commençoient d'être en mouvement, c'étoit de promettre dans sa réponse au Prince de Condé une assemblée des Etats Généraux, pour travailler à la réformation des desordres dont chacun se plaignoit. Ce coup ne réussit pas mal à la Régente. La faction du

1614. Prince s'affoiblit, & Sa Majesté trouva le moien d'empêcher que les Etats assembles ne fissent tout le bien qu'on en attendoit.

Marie de  
Médicis  
fait lever  
six mille  
Suisses.

Mercur  
François.  
1614.

On ne se reposoit pas tellement sur la voie de la négociation résolue dans le Conseil, ni sur les assurances que le Maréchal de Bouillon avoit données, qu'on ne pensât encore à mettre une Armée sur pied pour aller combattre le parti du Prince, en cas qu'ils refusassent l'accordement avantageux qu'on leur faisoit proposer par le Président de Thou que la Reine envoioit pour cet effet en Champagne. Ce Magistrat dont le Prince & les Seigneurs estimoient la droiture & la capacité, les fit convenir d'une Conférence à Soissons où l'on travailleroit à l'ajustement de leurs différens avec la Régente. Pour se mettre en état de ne rien craindre de la part des mécontents, il fut résolu de dépêcher le Colonel Galatis en Suisse pour y lever six mille hommes de sa nation. Mais le Duc de Rohan pourvû par le feu Roi de la Charge de Colonel Général des Suisses, étoit suspect à la Régente. Elle n'osoit pas lui confier un Corps de troupes, qui devoit faire la force principale de l'Armée du Roi. Marie de Médicis pensa donc à mettre un autre homme à la tête des Suisses avec le consentement du Duc de Rohan, qu'on offroit de dédommager par une somme d'argent. Rohan qui ne pensoit qu'à se faire Chef de ceux de sa Religion qu'il vouloit défendre, & à maintenir le crédit qu'il s'étoit acquis par

par son zèle & par sa probité en Poitou, en Guienne, & en Languedoc, où il avoit fort bien soutenu les intérêts du Parti Réformé contre le Connétable, Gouverneur de la Province; Rohan, dis-je, ne se mit pas en peine de conserver sa Charge qui l'attachoit auprès du Roi. Une somme d'argent lui parut plus convenable à la situation présente de ses affaires. 1614

Il fut question de choisir un homme devoué à la Régente & agreable aux Suisses. Elle proposa Bassompierre dans le Conseil : mais Villeroi qui vouloit servir le Duc de Longueville, à la Maison duquel il étoit fort attaché, representa fort adroitement que la place de Colonel Général des Suisses à la place du Duc de Rohan.

Elle avoit été toujours remplie par un Prince, & que le feu Roi étoit convenu de ne la donner qu'à une personne de ce rang, lors qu'il avoit renouvelé l'ancienne alliance de la Couronne avec les treize Cantons. *Le Duc de Rohan, disoit Villeroi, fut choisi ensuite comme Prince du Sang de Navarre & d'Ecosse. Plusieurs ancêtres du Duc de Longueville ont commandé les Suisses. On le tirera bien-tôt du parti des mécontents en lui offrant la Charge de ses pères.* Mémoires de Bassompierre.

Marie ne crut pas devoir se fier à un jeune Seigneur qui se déclaroit contr'elle, & qui avoit de grands démêlez avec le Maréchal d'Ancre pour l'exercice de leurs Charges. Longueville étoit Gouverneur de Picardie, & Conchini de la ville & du château d'Amiens. Dans la pensée que Bassompierre étoit

1614.

exclus par le Traité fait avec les Suisses, Marie de Médicis proposa le Chevalier de Guise qui mourut malheureusement peu de temps après. Villeroi détourna le coup une seconde fois, en remontrant que cela feroit crier plus fort les mécontents, qui se plaignoient de la trop grande élévation de la Maison de Guise.

Heureusement pour Bassompierre on ne prit point alors de résolution. Dez qu'il eût sçu de la Reine même qu'on l'excluoit de la Charge de Colonel Général des Suisses, sous prétexte qu'il n'étoit pas Prince, il travailla fortement à lever cet obstacle. Un des Montmorencis aiant eu cet emploi du consentement de la Nation Helvetique, Galatis ami de Bassompierre lui promit d'obtenir encore pour lui l'agrément des Cantons. Il en avertit la Reine qui lui donna trois semaines pour faire cette tentative. Galatis alla promptement en Suisse, où il obtint la permission de lever six mille hommes, & le consentement des treize Cantons en faveur de Bassompierre. Voilà comme ce Gentilhomme Lorrain fut revêtu de la Charge de Colonel Général des Suisses. Pour finir au-plûtôt une affaire si avantageuse à sa fortune, il avança de ses deniers l'argent promis au Duc de Rohan par le Traité qu'on fit avec lui. Mais Sa Majesté le remboursa dans la fuite. Bassompierre craignoit que si le Duc de Rohan n'étoit pas païé assez promptement, il ne se fit quelque intrigue pour lui enlever un emploi

plai capable de le conduire encore plus loin. 1614.

Pour mieux engager le Prince de Condé & les Seigneurs de son Parti à éclater contre le Gouvernement, le Maréchal de Bouillon les avoit flattez de l'esperance que les Eglises Réformées se déclareroient pour eux. Il avoit affecté de faire confidence du projet aux amis les plus intimes du Duc de Rohan, soit que l'artificieux Maréchal eût envie de faire croire au Prince que Rohan se joindroit volontiers au Parti, soit qu'il voulût donner encore de plus grands soupçons à la Cour contre un Seigneur qu'il vouloit perdre, & se rendre encore plus nécessaire à la Régente. Condé paroissoit si bien persuadé des dispositions favorables du Parti Protestant, qu'il écrivit aux Députez Généraux des Eglises Réformées pour se faire un mérite de ce qu'il n'avoit pas oublié les interêts des Protestans dans son Manifeste adressé à la Reine: mais le sage du Pleffis - Mornai avoit eu la précaution de prévenir les Députez Généraux, & de les avertir de la conduite que les Réformez devoient garder dans cette conjoncture. Après avoir réfléchi sur les démarches du Prince, & sur les fausses mesures qu'il avoit prises avec les Seigneurs mécontents, du Pleffis disoit fort à propos, que des gens qui *clochent en sortant du logis, ne sont pas en état d'aller fort loin; Et que ceux qui commencent à plaider par une requête, finissent volontiers leur procès par un appointement.*

Conduite  
des Réfor-  
mez de  
France dans  
l'affaire du  
Prince de  
Condé.

Mémoires  
du Duc de  
Rohan.

Vie de Mr.  
du Pleffis.  
Liv. III.  
1614.  
Lettres &  
Mémoires  
du même.  
1614.

1614.

Quand il eut lû la lettre du Prince de Condé à la Reine, il dit judicieusement à l'Ambassadeur des Etats Généraux des Provinces-Unies, qu'il ne comprenoit pas bien de quel principe venoit la charité que le Prince de Condé & ses Partisans témoignent pour les Eglises Réformées. *Ces Messieurs, ajoûtoit-il, ne sont pas moins à la devotion du Pape, que la Reine dont ils se plaignent. La Cour de Rome s'entre-mettra pour faire leur paix, & ses émissaires ne manqueront pas de nous rendre encore plus odieux, si nous prenons imprudemment le parti de ceux qui nous haïssent dans le fonds, & qui nous recherchent seulement pour obtenir de meilleures conditions.*

Sageffe de  
du Plessis-  
Mornai.

Villarnoux étoit venu trouver du Plessis son beau-père au premier bruit des mouvemens du Prince de Condé. Il le renvoya promptement à Paris avec ordre de bien avertir les Députés Généraux, qu'il ne falloit point que les Eglises Réformées s'attirassent le reproche de s'être remuées pour autre sujet, que pour obtenir la liberté de leurs consciences; que ce seroit faire tort à la bonne cause, que d'y mêler des intérêts purement civils, & que ceux de la Religion entant que Chrétiens Réformez ne devoient pas se mêler de la réformation de l'Etat. *Quand même, ajoûtoit-il, nous croirions devoir nous joindre en qualité de François à ceux qui la demandent, l'occasion n'est pas favorable. Le projet de M. le Prince ne réussira point selon toutes les apparences. Sa retraite sera regardée comme*

*un effet de son inquiétude, ou comme une envie de brouiller. La Reine rompra sans peine toutes leurs mesures, en promettant d'assembler les Etats Généraux, & de différer le mariage du Roi. A quoi pensent-ils de s'accu-*

1614.

*ler d'eux-mêmes dans un coin de la France? Des gens que le Roi peut attaquer sans faire aucune diversion de ses forces, ne seront pas long-temps sans être réduits à implorer sa clémence. L'événement justifia la justesse du raisonnement de cet habile vieillard. Condé ne se feroit pas même tiré d'intrigue avec tant d'avantage, si le Maréchal d'Ancre n'eût pas appréhendé que le Duc de Guise ne devint trop puissant, s'il avoit le commandement de l'Armée Roiale.*

Quand le Maréchal de Bouillon eut joint le Prince de Condé en Champagne, il lui conseilla d'envoyer quelques-uns de ses domestiques aux principaux du Parti Réformé, pour les exhorter à prendre les armes. Condé & Bouillon avoient chacun leur vuë dans cette démarche. Le premier espéroit de faire un Traité plus avantageux avec la Régente, si les Réformez témoignioient vouloir se déclarer en sa faveur. L'autre pensoit à se rendre doublement nécessaire, & pour ramener le Prince & les Seigneurs mécontents, & pour traverser les desseins du Duc de Rohan dans le Corps des Réformez. Des-Marais Lieutenant des Gardes du Prince étoit de la Religion. Il parut propre à négocier avec le Duc de Rohan. On le dépêcha donc à S. Jean d'Angeli avec

Le Prince de Condé sollicite les Réformez.



1614. ordre de passer premièrement par Saurmur , & de fonder du Pleffis-Mornai son ancien ami. On ne doutoit pas que si Rohan & duPleffis convenoient d'écouter les propositions du Prince, le crédit & la réputation de ces deux hommes n'entraînât presque tout le Parti Protestant en France.

Sage réponse de du Pleffis-Mornai à la Régente & au Prince de Conté. Histoire du Connétable de Lesdiguières Liv. VIII. Chap. 6. Mémoires du Duc de Rohan.

Marie de Médicis ménageoit de son côté les principaux d'entre les Réformez. Elle avoit envoyé promptement au Maréchal de Lesdiguières pour le prier de travailler en même temps & auprès de ceux de sa Religion , & auprès du Prince de Condé & des Seigneurs mécontents ; d'empêcher que les uns ne se laissassent entraîner, & de porter les autres à un accommodement. Le Duc de Rohan fut sollicité pareillement de la part de Sa Majesté. Il répondit que son dessein étoit d'être toujours uni avec les Réformez ; & que le moien le plus sûr de réduire promptement le parti du Prince de Condé, c'étoit de contenter les Eglises Réformées capables de faire pancher la balance du côté où elles se rangeroient. Pour ce qui est de du Pleffis-Mornai, le Président Jeannin & la Reine même lui écrivirent des lettres obligeantes. On savoit bien que ce Gentilhomme droit & zélé pour le bien de sa Religion & de sa Patrie , se laisseroit gagner en lui montrant une bonne disposition de maintenir les Edits accordez par le feu Roi à ses sujets Réformez. On donna donc à du Pleffis les meilleures espérances du monde sur cet article. Jeannin l'assu-

l'affura que la Régente n'avoit point conclu le double mariage avec l'Espagne dans la vuë de travailler à la ruine des Protestans conjointement avec la Maison d'Autriche. *Le mariage qui se négocie maintenant avec l'Angleterre, disoit ce Ministre habile & dissimulé, est une preuve bien convaincante du contraire. L'affaire est déjà si avancée qu'il n'y a rien, à mon avis, qui puisse en empêcher l'exécution.* Cependant on n'avoit point envie de la conclure. Ce n'étoit qu'un leurre pour amuser les Protestans que le double mariage allarmoito dans toute l'Europe.

Du Plessis donna aux Ministres & à la Régente toutes les assurances possibles de sa fidélité & de son attachement au service de Leurs Majestez. Il se servit seulement de cette occasion pour représenter à la Cour, combien il étoit important au repos de l'Etat de faire observer exactement les Edits accordez à des gens qui étoient meilleurs sujets que les Catholiques, de qu'on leur laissoit le libre exercice de leur Religion. La réponse que du Plessis fit au Prince de Condé est encore plus digne de sa prudence consommée. *Nous avons vu plusieurs Princes, dit-il, prendre le prétexte spécieux du bien public, lors qu'ils ne pensoient qu'à leurs interêts particuliers. Je veux croire que les intentions de Son Altesse sont droites & sinceres : mais cela ne suffit pas. Il faut choisir les moyens légitimes de parvenir à une bonne fin. Tout le monde sait qu'il y a des desordres dans l'Etat : ils sont encore*

1614.  
Lettres &  
Mémoires  
de Mr. du  
Plessis.  
1614.

Vie de Mr.  
du Plessis.  
Liv. III.  
1614.

1614. encore plus grands qu'on ne se l'imagine : Mais la prudence veut que M. le Prince n'apporte pas des remèdes pires que le mal. Les bonnes villes du Roiaume craignent si fort une guerre civile, qu'elles ne se déclareront jamais pour M. le Prince. Il veut même corriger des abus que les villes ont intérêt de souffrir. Ceux qui lui disent que les Réformez se remueront, ne nous connoissent pas, ou bien ils cherchent à surprendre Son Altesse. Ils lui offrent des gens qui ne sont pas à leur disposition. Nous nous plaignons de certains griefs, il est vrai ; mais nous demeurerons en paix tant que les Edits seront maintenus. Les Puissances alliées de la Couronne n'approuveront pas non plus le mouvement de M. le Prince. La France est le seul contrepoids qu'on puisse opposer à la grandeur de la Monarchie d'Espagne. Si le Roiaume tombe dans une guerre civile, qui pourra résister aux projets que la Maison d'Autriche forme tous les jours ?

Le Duc de Rohan semble écouter les propositions du Prince de Condé.

Mémoires du Duc de Rohan.

L'Agent du Prince de Condé fut un peu mieux écouté à S. Jean d'Angeli qu'à Saumur. Il convia le Duc de Rohan à prendre les armes en faveur de Son Altesse, en lui promettant qu'elle ne s'accommoderoit avec la Cour que du consentement de Rohan. Le Duc ne parut pas fort éloigné de se joindre au Parti : mais la défiance qu'il avoit du Maréchal de Bouillon, dont il connoissoit les artifices & la mauvaise volonté à son égard, le rendit plus réservé. Avant que de s'engager il voulut envoyer un de ses confidens au Prince pour décou-

vrir

vrir les véritables desseins de Son Altesse 1614.  
 & des Seigneurs mécontents. Quand du Vie de Mr.  
 Pleffis-Mornai eut appris que le Duc de du Pleffis.  
 Rohan vouloit entrer en composition a- Liv, III.  
 vec le Prince; *M. de Rohan, dit-il, ne pense 1614.*  
*pas qu'il appaisera tous les troubles, en vou-*  
*lant y prendre part. La Reine sera plus fa-*  
*cile à contenter M. le Prince, & le Maré-*  
*chal de Bouillon jaloux de M. de Rohan fera*  
*conclure la paix au-plûtôt.* On ne pouvoit  
 pas mieux prédire ce qui arriva dans la sui-  
 te. L'Envoïé du Duc fut fort bien reçu du  
 Prince; le Parti publia que Rohan offroit  
 mille chevaux & huit mille hommes d'In-  
 fanterie. Le Traité avec la Cour déjà fort  
 avancé se conclut au-plûtôt, & le Prince Histoire du  
 obtint ce qu'on ne lui auroit jamais autre- Connétable  
 ment accordé. Pour ce qui est du Maré- de Lefdi-  
 chal de Lesdiguières, il se contenta d'ex- guières.  
 horter Condé à la paix, & de lui offrir ses Liv. VIII.  
 bons offices pour cet effet. Chap. 6.

César Duc de Vendôme arrêté au Lou- Evafion du  
 vre & gardé dans fa chambre, trouva le Duc de Ven-  
 moien de s'échapper huit jours après. Il dôme: il se  
 prit la route de Bretagne: mais en arri- retire en  
 vant à Ancenis, il reconnut que la Ré- Bretagne.  
 gente avoit donné de si bons ordres de ce  
 côté-là, que le Duc de Montbafon envoïé  
 pour commander en fa place, & le Com-  
 te de Vertus de concert avec le Parlement  
 de Rennes, lui feroient fermer les por-Mercure  
 tes des meilleures villes de la Province. François.  
 Gondi Duc de Rets se joignit pourtant 1614.  
 à Vendôme. Ils amaffèrent quelques  
 troupes, & se mirent à fortifier Bla-  
 vet,

1614.

vet, dont ils s'étoient rendus maîtres, aussi bien que de certaines places du Duché de Ponthièvre, terre de la Maison de Mercoeur, dont César avoit épousé l'héritière. Il écrivit au Roi pour se plaindre de l'injuste traitement qu'on lui faisoit. Au lieu de répondre à ce Duc qui ne fût jamais se faire craindre, ni estimer, on envoie des ordres au Comte de Vertus & au Parlement de Bretagne, d'empêcher qu'on ne levât, ni qu'on assemblât des Troupes, sans en excepter la Compagnie des Gardes du Duc de Vendôme, à moins qu'on ne fit voir une commission expresse de Sa Majesté. César écrivit une seconde lettre au Roi. Il s'y plaint de l'affront qu'on lui fait en le dégradant, pour ainsi dire, de son Gouvernement, & il se justifie le mieux qu'il lui est possible sur les fortifications de Blavet. La Cour fit aussi peu d'attention à cette lettre qu'à la première. Plus occupée de ce qui se négocioit en Champagne, la Régente négligea le Duc de Vendôme, jusqu'à ce qu'elle eut conclu son Traité avec le Prince de Condé.

Mort du  
Connétable  
de Mont-  
morenci.

Henri Duc de Montmorenci Pair & Connétable de France mourut dans son Gouvernement de Languedoc durant tous ces troubles. Le feu Roi l'avoit revêtu de la première dignité militaire qui n'avoit point été remplie depuis la mort d'Anne de Montmorenci son père. L'Histoire ne nous donne pas une grande idée de ce Connétable. C'étoit un homme d'un mérite médiocre. Il s'en faut  
bien

bien que le judicieux Président de Thou n'en fassé un aussi beau portrait que du Maréchal de Montmorenci aîné de celui-ci. Henri son fils avoit épousé, il y a quelque temps, la fille du Duc de Bracciano de la Maison des Urfini en Italie. Il laissa encore trois filles; deux d'un premier lit, dont l'une épousa le Duc de Ventadour, & l'autre le Comte d'Auvergne depuis Duc d'Angoulême. La troisième du second lit avoit été mariée au Prince de Condé.

Pendant que le Duc de Ventadour, les Présidens de Thou & Jeannin, Boissise & Bullion Conseiller d'Etat entroient en conférence à Soissons de la part de Marie de Médicis avec le Prince de Condé & les Seigneurs de son parti, le Marquis de Cœuvres Ambassadeur extraordinaire de France en Italie y achevoit sa négociation sur l'affaire de Mantouë. Le Duc de Savoie qui n'ignoroit pas que ce nouveau Ministre de France devoit se joindre à l'Ambassadeur que l'Espagne envoyoit en même temps, pour presser son Altesse de desarmer & de conclure le mariage de sa fille veuve du Duc François de Mantouë avec le Cardinal Ferdinand de Gonzague frere & successeur de celui-ci; Charles Emmanuel, dis-je, fortit de Turin, dez qu'il apprit la venue de Cœuvres, sous prétexte d'aller appaiser quelques desordres arrivez dans son Comté de Nice en Provence.

Il ne pouvoit digérer la hauteur de la Cour d'Espagne à son égard. Elle avoit deux

1614.

Le Duc de Savoie évite la rencontre du Marquis de Cœuvres Ambassadeur de France en Italie.

Mémoires de la Régence de Marie de Médicis. Siri *Memoire Recondite*. Tom. III. Pag. 190. 191. &c.

1614

deux de ses fils comme en ôtage, Victor Amedée Prince de Piémont l'ainé de tous, que son père y avoit envoié fort imprudemment à l'occasion du différend avec la Maison de Mantouë, & Philibert que les Espagnols avoient en la précaution de garder depuis que Charles Emmanuel l'avoit envoié en Espagne pour faire satisfaction à Sa Majesté Catholique, comme nous avons dit. A la verité, on avoit donné au Prince Philibert le commandement des Galères d'Espagne, mais cette charge importante n'étoit à proprement parler qu'une honnête prison. Les gardes & les Officiers qui demeuroient auprès de sa personne, veilloient sur ses démarches & sur toutes ses actions. Quoi que deux ôtages si chers à leur père, dussent assurer le Roi d'Espagne que Charles Emmanuel n'avoit aucun mauvais dessein sur le Milanois, Sa Majesté lui faisoit dire de défarmer au-plûtôt, & ses ordres étoient d'autant plus hauts & plus pressans, qu'elle agissoit en cette occasion de concert avec la Régente de France.

Jalousie des  
Souverains  
d'Italie sur  
la corres-  
pondance  
entre les  
deux Cou-  
ronnes, en  
ce qui con-  
cerne les af-  
faires d'Ita-  
lie.

La République de Venise & plusieurs Princes d'Italie voioient avec un extrême chagrin que l'alliance faite entre les deux Couronnes par le Traité du double mariage, ne serviroit qu'à rendre l'Italie plus esclave, & qu'il en faudroit passer désormais par tout ce que l'Espagne ordonneroit de concert avec la Régente de France, qui sacrifioit volontiers les intérêts & l'autorité de son Fils, au préjugé qu'elle avoit

avoit pris, que le moien le plus sûr d'être absoluë en France, c'étoit d'être en bonne intelligence avec la Cour de Madrid. Le Cardinal Duc de Mantoue, que les deux Couronnes vouloient protéger, ne laissoit pas de se plaindre de ce que le Roi Catholique entreprenoit de le marier à une femme dont il ne vouloit point, & de lui enlever la jeune Princesse sa nièce. Charles Emmanuel crioit encore plus fort, qu'on dispoſoit absolument de sa fille, & qu'on le contraignoit à demeurer à la discretion des Espagnols lors qu'il auroit désarmé. *Quoi donc ? disoit-il aux Ministres des Souverains d'Italie qui étoient auprès de lui, sommes-nous devenus sujets du Roi d'Espagne ? Quand nous ferons la moindre chose qui ne lui plaira pas, faudra-t-il demander humblement pardon à Sa Majesté, & subir la pénitence qu'elle voudra nous imposer ? Essuierons-nous encore les caprices & la fierté de ses Ministres ou de ses Gouverneurs, qui nous feront la guerre au moindre prétexte qu'ils trouveront, sans que nous puissions nous opposer à leurs entreprises ?*

Quoique plusieurs Souverains d'Italie ne fussent pas fâchez de voir le Duc de Savoie humilié, on murmuroit cependant : chacun craignoit qu'à la premiere occasion la Cour de Madrid ne le traitât avec la même hauteur. Le Prince de Piémont avoit averti son père, que le Duc de Lorraine ennemi de leur Maison, menacoit d'abattre l'orgueil du Duc de Savoie,



1614. Savoie, & de le punir de ses entreprises. *Il faut céder*, disoit Victor Amedée, *ou se préparer à sentir les effets de la colère qu'un impérieux Favori a conçue contre nous.* Toutes ces remontrances n'ébranloient point le Duc de Savoie. Déterminé à ne rien faire qui parût indigne de son rang, il protestoit d'abandonner plutôt ses deux fils à la discrétion des Espagnols & de mourir les armes à la main, que de se rendre esclave d'un autre. Voilà pourquoi il sortit de Turin dez qu'il fût que les Ambassadeurs de France & d'Espagne venoient le trouver. Il ne vouloit pas se voir imposer des conditions par ces deux Ministres qui avoient concerté ensemble de lui dire les mêmes choses. Charles Emmanuel esperoit encore que les mouvemens du Prince de Condé, changeant la face des affaires en France, il trouveroit quelque moien de se tirer d'intrigue avec plus d'honneur.

Les Espagnols traversent secrètement les négociations du Marquis de Cœuvres.

Mémoires de la Régence de Marie de Médicis.

Cependant il faisoit recevoir les Ambassadeurs des deux Couronnes avec tous les honneurs imaginables. Il écrivoit au Marquis de Cœuvres des lettres honnêtes & obligeantes, tantôt pour le prier de venir jusqu'à Nice, tantôt pour lui promettre que dans peu de jours, il seroit de retour à Turin. L'Ambassadeur de France n'eut pas de peine à comprendre ce que cela vouloit dire. Il fit savoir à la Cour de France tout ce mariage. On y crut qu'il n'étoit pas de la dignité du Roi de souffrir plus long-temps que le Duc de Sa-

Savoie se jouât d'un Ambassadeur extraordinaire que Sa Majesté lui envoioit. Cœuvres eut ordre d'aller à Mantouë, & de passer premièrement par Milan, afin d'y prendre quelques mesures avec les Ministres du Roi d'Espagne. Le Marquis d'Inojosa reçut l'Ambassadeur avec beaucoup de civilité. On prit grand soin de lui faire passer agréablement le temps du Carnaval. Mais quand il fut question de parler de l'affaire de Mantouë, les Ministres Espagnols qui ne pouvoient souffrir que la Cour de France eût part à cet accommodement, dirent au Marquis de Cœuvres que l'affaire se négocieroit désormais à Madrid, où le Cardinal Duc avoit envoié un de ses principaux Ministres.

L'Ambassadeur de France connut alors que la jalousie des Espagnols lui causeroit soudainement de grandes traverses. Il partit pour Mantouë. Le Gouverneur de Milan dépêcha tout aussi-tôt un Cordelier avec ordre d'agir en secret auprès du Cardinal Duc, de l'empêcher adroitement d'accepter la médiation de France, & de lui faire espérer des conditions plus avantageuses par la seule entremise du Roi Catholique, irrité des délais & de la résistance de Charles Emmanuel. Le Prince de Castiglione Commissaire de l'Empereur en Italie alla lui-même à Mantouë. Il s'y tenoit caché dans une des maisons que les Ducs ont près de la ville. Ce voyage s'étoit entrepris de concert avec le Marquis d'Inojosa, qui vouloit faire appuyer  
par

1614.

Nani *Histo-*  
*ria Veneta.*  
Lib. I. 1614.

Siri *Memo-*  
*rie Recondi-*  
*te.* Tom. III.  
Pag. 193.  
194. &c.

1614

par le Prince de Castiglione tout ce que le Cordelier diroit, ou du moins interposer le nom & l'autorité de l'Empereur comme un nouvel obstacle à la part que la France vouloit prendre à la négociation de l'affaire de Mantouë. Castiglione representoit au Cardinal Duc que la contestation mûe entre lui & le Duc de Savoie, regardant un fief de l'Empire, Sa Majesté Impériale trouveroit fort mauvais que le différend fût remis à l'arbitrage d'une autre Puissance.

Le Cardinal  
Duc de  
Mantouë  
accepte les  
conditions  
proposées  
par le Mar-  
quis de  
Cœuvres.

Malgré toutes ces intrigues des Espagnols, le Cardinal Ferdinand suivit le conseil que la République de Venise lui donnoit, d'accepter les conditions que la France proposoit, & de consentir à tout ce qu'on lui demandoit; pourvu qu'il eût la liberté de garder la Princesse Marie à Mantouë. Ferdinand fit seulement quelque difficulté sur l'amnistie qu'on lui demandoit en faveur de ses sujets du Monferrat qui s'étoient déclarez pour le Duc de Savoie: mais il se rendit à la fin. Le Marquis de Cœuvres aiant donc obtenu le consentement du Cardinal Duc, d'épouser la Duchesse Marguerite veuve de François son frere, de choisir avant la consommation du mariage des arbitres pour examiner les prétensions du Duc de Savoie sur le Monferrat, de pardonner à tous les rebelles que Charles Emmanuel protegeoit; enfin de ne demander aucuns dédommagemens pour la guerre qu'on lui avoit faite; Ferdinand dépêcha un Courier en France pour  
en

en donner avis à la Régente. Il la prioit encore de faire agréer ces conditions au Roi Catholique. La Cour de Madrid parut n'attendre pas qu'on la sollicitât. Affectant de témoigner qu'il agissoit seul en cette occasion, & qu'il donnoit la loi aux deux parties intéressées, le Roi Catholique envoya des ordres exprès de conclure l'accommodement à ces conditions. La République de Venise croioit que cet expédient détourneroit la guerre dont l'Italie étoit menacée, si le différend ne se terminoit pas bien-tôt, & le Cardinal Duc par cette soumission, mettoit les deux Couronnes de son côté, en cas que le Duc de Savoie refusât d'accepter ce qu'elles proposoient de concert entr'elles.

Le Marquis de Cœuvres alla se divertir à Venise en attendant la permission de retourner en France. Marie de Médicis la lui donna. Elle étoit contente d'avoir fait je ne sai quelle montre de son autorité en Italie, pendant que les Espagnols y parloient en Souverains. Cœuvres eut ordre de repasser par Turin, & d'agir auprès du Duc de Savoie, afin qu'il acceptât les conditions dont le Cardinal Duc de Mantoue demeurait d'accord. La Cour de France ne se mettoit pas trop en peine que Charles Emmanuel conclût si tôt son accommodement. Persuadée que les Espagnols le chagrineront assez de leur côté, elle étoit bien-aise dans le fonds que cet esprit inquiet & entreprenant eût tant d'occupation en Italie, qu'il ne

1614.

Le Duc de Savoie fait semblant de les accepter pareillement.

Siri *Memo-  
rie Recondi-  
te.* Tom. III.  
Pag. 222.  
223.

1614. pût pas secourir le Prince de Condé. Le Marquis d'Urfé étoit venu à Turin depuis peu afin de traiter au nom des mécontents de France avec le Duc de Savoie. Cœuvres reçût mille caresses à la Cour de Charles Emmanuel. On lui parut être dans la disposition de s'accommoder selon ce qu'il avoit négocié à Mantouë : mais sous prétexte que les Espagnols faisoient éclater leurs mauvaises intentions contre lui, le Duc de Savoie levoit de nouvelles troupes, il se fortifioit plus que jamais.

On leve de  
nouvelles  
Troupes à  
Turin.  
*Nani Historia Veneta.*  
Lib. I. 1614.

Ce que le Prince de Piémont revenu de Madrid, disoit de la froideur & de la fierté avec laquelle il y fut reçu, & de l'aversion que le Duc de Lermé avoit pour la Maison de Savoie, mettoit Charles Emmanuel hors de lui-même. Non content des invectives continuelles qu'il faisoit contre les entreprises du Roi d'Espagne sur la liberté des Princes d'Italie, il pensoit à trouver les moyens de résister à ceux qui prétendroient l'attaquer. Le voilà donc qui négocie avec Maurice Prince d'Orange. Jean Comte de Nassau passe à son service moyennant une grosse pension. Il leve de nouveaux Régimens Suisses, il offre de l'emploi à plusieurs Officiers François; enfin, il s'intrigue avec toutes les Puissances ennemies ou jalouses de la Monarchie d'Espagne. Quel malheur pour de pauvres sujets d'être ainsi à la discrétion d'un Souverain inquiet, ambitieux & vindicatif! On les ruine aujourd'hui pour l'exécution d'un projet chimérique; demain pour con-

contenter les mouvemens d'une ambition demeurée ; une autre fois pour se venger d'une injure que la prudence feroit dissimuler à un Prince sage & judicieux. Tel fut le sort du Piémont & de la Savoie durant la vie de Charles Emmanuel. 1614.

Le Marquis de Cœuvres apprit avant son départ d'Italie que le différend du Prince de Condé avec le Régent de France, étoit sur le point de s'accommoder. Cette nouvelle déconcertoit les projets du Duc de Savoie. Il se flatoit d'avoir le temps de faire valoir ses prétensions sur le Monferrat, malgré les menaces du Roi d'Espagne, pendant que Sa Majesté Catholique seroit occupée à soutenir l'autorité de Marie de Médicis ébranlée par la guerre civile que le Prince de Condé vouloit exciter en France. Le Traité que la Régente alloit conclure à Sainte - Menéhoud en Champagne avec les mécontents, n'étoit pas si assuré que le Prince de Condé n'entretint toujours de grandes correspondances en Savoie, & qu'il n'y eût encore des mouvemens en France. Ces considérations donnoient quelques espérances à Charles Emmanuel de se voir en état de faire sentir au Gouverneur de Milan que le Roi Catholique n'étoit pas assez puissant pour entreprendre de régler en maître absolu toutes les affaires de l'Italie. Avant que de rapporter le nouveau démêlé que le Duc de Savoie eut avec le Marquis d'Inojosa, ou plutôt avec la Cour de Madrid, je dois reprendre la suite des

Négociation du Duc de Ventadour & des autres Commissaires du Roi avec le Prince de Condé & ceux de son Parti.

Mémoires de la Régente de Marie de Médicis. Mercure François. 1614.

Y 2                      affai-

1614.

affaires de France, & raconter la négociation du Duc de Ventadour & des autres Commissaires du Roi de France avec le Prince de Condé & les Seigneurs de son parti dans la Conférence de Soissons. Ceux-ci s'y étoient tous rendus accompagnés de six ou sept cens chevaux, & de quatre mille hommes d'Infanterie tout au plus. Le Duc de Mayenne Gouverneur de l'Isle de France, avoit mis une forte garnison dans la ville de Soissons pour la sûreté du Prince & des Seigneurs qui étoient venus avec lui.

Le 14. Avril on commença de s'assembler dans le château de Soissons. Après que le Prince de Condé & les Seigneurs mécontents eurent protesté en général & en particulier, qu'ils n'avoient point d'autre vûe que de servir Sa Majesté & d'affurer le repos de la France, ils demanderent trois choses à la Régente ; que les Etats Généraux du Roiaume fussent convoquez au-plûtôt, que le double mariage avec l'Espagne fût sursis, & qu'on désarmât de part & d'autre. Jusques-là tout alloit le mieux du monde. On faisoit mine de ne penser qu'au bien public. Mais on se reservoit le pouvoir de traiter non seulement de ce qui concernoit la liberté & la sûreté de l'Assemblée des Etats, mais encore de ce que le Prince & chacun des Seigneurs prétendoit pour son intérêt particulier. La convocation des Etats passa sans difficulté. La Régente l'avoit offerte dans sa réponse au Manifeste du Prince  
de

**de Condé.** Il y eut de la contestation sur le second article. On demandoit la surseance du double mariage jusqu'à la fin des Etats. Les Commissaires de la Cour avoient ordre de l'accorder seulement jusqu'à la majorité du Roi. Et pour sauver l'autorité de la Régente dans une affaire qu'elle avoit négociée & conclue solennellement avec l'Espagne, la Cour ne vouloit pas que cet article fût inséré dans le Traité public. On offroit une lettre particulière de la Reine au Prince, où Sa Majesté s'engageroit à différer le double mariage jusqu'à la majorité du Roi. La chose fut acceptée avec cette modification. Il ne s'agissoit que d'une formalité. Le jour marqué pour l'ouverture des Etats devant écheoir avant la majorité, le double mariage ne se pouvoit pas faire avant la fin de l'assemblée.

Ce que le Prince de Condé & les Seigneurs de son parti proposèrent ensuite pour leurs intérêts particuliers, causa de grandes contestations dans le Conseil de Marie de Médicis. Sous prétexte de pourvoir à leur propre seureté, le Prince & les autres mécontents demandoient qu'on leur remit des places importantes, & qu'on leur accordât certaines choses à leur bienfiance. Il fallut envoyer des Couriers à la Cour, & en recevoir différentes instructions sur cette affaire. Cela donna le temps à l'Armée du Roi de se renforcer considérablement. Galatis amena les six mille Suisses qu'il avoit eu commission de

1614.

Le Prince de Condé se retire de Soissons & va en Champagne.

Mémoires de Bassompierre.



1614. lever. Bassompierre leur nouveau Colo-  
 Mercure nel Général alla les recevoir à Troies en  
 François. Champagne ; De là il les conduisit à Vi-  
 1614. tri , où Praslin 'assembloit l'Armée du  
 Mémoires Roi. Ces mouvemens donnerent de l'om-  
 de la Régence de Marie brage au Prince de Condé , qui sortoit  
 de Médicis. promptement de Soissons. Il écrivit aupa-  
 ravant à la Reine pour la remercier des  
 trois articles qu'elle avoit accordez , &  
 pour avertir Sa Majesté que le Duc de Ma-  
 yenne & le Maréchal de Bouillon demeu-  
 roient à Soissons avec un plein pouvoir de  
 traiter des autres conditions que Son Al-  
 tesse & les Seigneurs du parti avoient de-  
 mandées. Condé vouloit se saisir de Viti  
 avec sa petite Armée qu'il ramenoit vers  
 Sedan : mais les troupes du Roi le pré-  
 vinrent. Il se dédommagea en aidant le  
 Duc de Nevers à se rendre maître de  
 Sainte-Menehould.

Division dans le Con-  
 seil de la Régente sur  
 les deman-  
 des que le Prince de  
 Condé & les mécontents  
 font pour leurs inte-  
 rêts parti-  
 culiers. Quand les demandes particulières du  
 Prince & des Seigneurs mécontents furent  
 proposées dans le Conseil de Marie de Mé-  
 dicis, les sentimens se trouverent partager.  
 Les Ducs de Guise, d'Epéron, de Bellegar-  
 de, le Cardinal de Joieuse & Villeroi Sé-  
 cretaire d'Etat se recrièrent sur l'indignité  
 des conditions que Sa Majesté ne pouvoit  
 accorder avec honneur, & sans se dépouil-  
 ler de son autorté. Guise & Epéron di-  
 rent hautement que si la Régente accor-  
 doit des places de seureté à leurs ennemis,  
 ils en demanderoient aussi de leur côté, &  
 qu'ils chercheroient même de l'appui hors  
 du Roiaume. C'étoit menacer assez claire-  
 ment

ment de se lier avec la Couronne d'Espagne. Le dessein paroissoit d'autant plus concerté, que les Ministres de Philippe déclaroient ouvertement que le Roi leur maître ne prétendoit point envoyer l'Infante sa fille en France, tandis que le parti des ennemis de la Maison d'Autriche y seroit le plus fort. Marie de Médicis parut d'abord ébranlée par les raisons de ceux qui vouloient qu'on réprimât le Prince de Condé à force ouverte. Les Parlemens, la plupart des Officiers militaires, en un mot, presque tout le Roiaume demouroit à la disposition de Sa Majesté. On ne se remuoit point parmi les Protestans. Le seul Duc de Rohan étoit peut-être tenté de s'unir au Prince de Condé. Mais Rohan sembloit ne vouloir point s'embarquer sans avoir vû premièrement quel tour les affaires prendroient. En tout cas, il étoit facile de l'arrêter, en donnant quelque satisfaction aux Eglises Réformées sur les Edits de Pacification, & sur tout en n'acceptant point le secours que le Roi d'Espagne offroit; & dont la Régente n'avoit pas besoin. Sa Majesté ne manquoit pas d'argent; elle avoit une bonne Armée, Condé & les Seigneurs de son parti pouffez à l'extrémité du Roiaume & sans espérance du secours étranger, ne trouvoient rien de tout ce qui est nécessaire pour soutenir la guerre.

Marie de Médicis auroit suivi cet avis qui paroissoit le plus avantageux à sa réputation & à son autorité, si le Maréchal

1614.  
Siri *Mémoires*  
*Recondi-*  
*te.* Tom. III.  
Pag. 238.  
239. &c.

Intrigues du  
Maréchal  
d'Ancre  
pour détour-

1614.  
ner la Ré-  
gente de  
faire la  
guerre au  
Prince de  
Condé.

Siri *Memo-  
rie Recondi-  
ta.* Tom. III.  
Pag. 241.

d'Ancre & le Chancelier de Silleri ne l'en eussent pas détournée. Non contents d'avoir allegué leurs raisons dans le Conseil, pour prouver qu'il étoit plus à propos d'accorder au Prince de Condé & à ceux de son parti la plus grande partie de leurs prétensions ; ils intriguerent dans le Parlement, ils firent remuer le peuple de Paris, pour demander avec assez de hauteur la conclusion de la paix. On engagea même les Députés Généraux des Eglises Réformées à dire, que si la Régente donnoit le commandement de l'Armée aux ennemis jurez de leur Religion, ils croiroient avoir une raison légitime de penser à leur conservation, en s'unissant avec le Prince de Condé. Le Maréchal de Lesdiguières fit comprendre que la guerre ne seroit regardée que comme un renouvellement des anciennes querelles entre les Guises & les Bourbons. Dans cette diversité d'opinions, la Reine crut que pour se mettre à couvert des reproches qu'on pourroit lui faire dans la suite, elle devoit assembler un Conseil extraordinaire, & y appeller les Présidens du Parlement & les principaux Magistrats de Paris. Tous ces gens de robe, prévenus par le Chancelier, opinèrent pour la paix.

Le Cardinal de Joyeuse voyant que leur avis l'emporteroit, sortit de l'assemblée. Guise, Epernon, Villeroi, & quelques autres qui avoient parlé pour la guerre, craignirent de se faire des affaires en s'opposant au torrent. Ils approuverent donc la

la continuation du Traité déjà commen-  
cé à Soissons. Vignier fut dépêché par  
la Régente vers le Prince de Condé, qui  
s'étoit retiré à Sainte-Menehould. Ce nou-  
vel Agent avoit ordre de porter Son Altes-  
se à faire en sorte que le Duc de Mayenne  
& le Maréchal de Bouillon finissent le  
Traité avec les Commissaires du Roi qui  
étoient demeurez à Soissons, nonobstant  
la retraite du Prince & de quelques Sei-  
gneurs. Condé aiant répondu par Vignier  
que les affaires se termineroient plus faci-  
lement, si le Duc de Ventadour & ses  
Collègues s'avançoient jusqu'à Rhetel  
pour traiter avec lui-même, Sa Majesté  
fit expédier à ses Députéz une commission  
expresse d'aller finir la négociation com-  
mencée. La Régente joignit une lettre  
particulière pour le Prince. Elle y pro-  
mettoit la surseance du double mariage  
jusqu'à la majorité du Roi son fils.

Le Nonce du Pape fut effraïé de la ré-  
solution que Marie de Médicis prenoit  
de s'accommoder avec le Prince de Con-  
dé à des conditions si desavantageuses à  
l'autorité Roiale. Il craignoit que ce Trai-  
té ne rendit le premier Prince du sang  
trop puissant, & qu'on ne lui donnât le  
moien de pousser ses entreprises beaucoup  
plus loin. Condé, disoit le Ministre du  
Pape, *s'est mis en tête de rompre le double  
mariage. Et comment peut-il en venir à  
bout ? Il faut qu'il appuie désormais le Par-  
ti Huguenot, qu'il favorise les usurpa-  
tions que les Parlemens font tous les jours*

Raisonne-  
ment du  
Nonce du  
Pape sur la  
résolution  
prise de fas-  
se la paix  
avec le Prin-  
ce de Condé.

1614. *sur ce qui reste ici de juridiction à l'Eglise, qu'il se fasse des créatures en Sorbonne en fomentant le parti Richeriste, qui ne cherche qu'à ruiner l'autorité du S. Siège en France. Et si le Pape passe une fois pour n'avoir pas la puissance de dispenser des Canons comme il le juge à propos, le divorce du feu Roi avec Marguerite sa première femme pourra-t-il subsister? Le Prince de Condé n'a plus qu'un pas à faire pour monter sur le trône.*

*Siri Memo-  
rie Recondi-  
te. Tom. III.  
Pag. 241.*

*Examen de  
la réflexion  
politique  
d'un Auteur  
Venitien sur  
le Traité  
fait avec le  
Prince de  
Condé.*

*Nani Histo-  
ria Veneta.  
Lib. I. 1614.*

Les Politiques Italiens poussent souvent leurs raisonnemens à perte de vûë. L'Auteur qui nous rapporte les grandes spéculations du Nonce, ajoute que la crainte de ce Ministre auroit été bien fondée en tout autre pais que la France. Le génie de la Nation est si changeant, dit-il, on y prend d'un jour à l'autre des mesures si différentes, si contraires les unes aux autres, qu'on ne peut pas former des conjectures bien certaines sur les divers mouvemens qui se font en France. La réflexion n'est pas mauvaise; il en faut demeurer d'accord de bonne foi. Mais cet Auteur devoit ajouter encore que Condé avoit l'esprit si foible, si peu capable d'une grande résolution, qu'il n'auroit jamais fait grand mal à la Régente, quand même elle lui auroit accordé des conditions beaucoup plus avantageuses.

Un Noble Venitien parlant de la même affaire dans l'Histoire de sa République, dit que la France s'est mise sur le pied de récompenser des actions qu'on punit ailleurs par la main du Bouteau. Je n'approuve pas plus que lui ce qu'on a vû plusieurs fois

fois en France. Dans les liguees que les Princes & les grands Seigneurs ont faites sous le prétexte honnête du bien public, ils ont plus pensé à leurs intérêts particuliers qu'à ceux du peuple. Mais pourquoi ce Sénateur avance-t-il si hardiment que l'entreprise du Prince de Condé & des Seigneurs de son parti devoit leur faire couper la tête ? Cela se fait ailleurs. Oui, dans les pays où le Gouvernement est tyrannique. On seroit surpris d'entendre un Républicain parler de la sorte, si nous ne savions que le Gouvernement de Venise est plutôt une domination absolue d'un petit nombre de Nobles, qu'une libre administration des affaires publiques par un Sénat bien composé. Ce Decemvirat qui subsiste toujours, est une invention aussi propre à maintenir la tyrannie, qu'il en fut jamais. Aussi fait-il également trembler le Peuple & les Nobles. On étudie, on suit autant les Maximes de Machiavel à Venise, qu'en tout autre Principauté d'Italie. L'entreprise du Prince de Condé n'étoit ni assez honnête, ni assez prudente : mais en quoi fût-elle si criminelle ?

Il faut être bien imbu des principes tyranniques de son Machiavel, pour soutenir qu'un premier Prince du sang & des Seigneurs du premier rang dans un Etat, qui demandent le rétablissement des bonnes Loix, l'assemblée générale des Etats Généraux du Roiaume, la surseance d'un mariage conclu dans la minorité du Roi contre les véritables intérêts de la Couronne;

161 . ne; pour soutenir, dis-je, que des gens, qui ne font qu'user du droit que leur naissance & leur dignité leur donnent, & qui exigent quelque seureté pour leur personne contre une Régente & des Ministres suspects, méritent d'être envoyez sur l'échaffaut. Le Prince de Condé n'est point blâmable de s'être lié avec quelques Seigneurs pour demander les choses dont il parle dans son Manifeste: mais il s'y prenoit mal pour faire quelque chose de bon. Ses intentions ne parurent ni droites, ni desintéressées. Les Chefs du Parlement & les premiers Magistrats de Paris furent extrêmement sages de conseiller la paix. Une guerre civile eût pu devenir funeste à la France; Et en faisant la paix, on étoit assuré d'une convocation prochaine des Etats Généraux. Les gens bien intentionnez y auroient travaillé à la réformation du Gouvernement, s'ils eussent été mieux secondez, & si le jugement & les bonnes intentions n'eussent pas manqué au Prince de Condé.

Traité conclu à Sainte-Menehould entre la Régente & le Prince de Condé.

Mercur  
Francois.  
1614

Il conclut, enfin son Traité avec la Régente à Sainte-Menehould en Champagne le 15. Mai. Le Duc de Ventadour & ses Collègues l'étoient allé trouver là. Je n'en rapporterai pas tous les articles. Le château d'Amboise devoit être mis entre les mains du Prince jusqu'à la tenue des Etats Généraux. Le Duc de Nevers eut Sainte-Menehould, disent quelques Auteurs, quoi qu'il n'en soit point parlé dans le Traité. On lui donna encore une somme d'ar-

d'argent pour le dédommager de sa maison abbatuë à cause des fortifications faites à Mezieres, qui devoient être rasées en partie. Blavet & les autres places fortifiées depuis peu en Bretagne par le Duc de Vendôme étant demantelées, César étoit rétabli dans son Gouvernement & dans toutes ses Charges. Voilà tout ce qui fut stipulé pour Vendôme. Il se plaignit hautement que le Prince de Condé l'avoit abandonné dans cette négociation. Pour ce qui est du Maréchal, il ne fut pas malaisé à contenter. L'argent que la Régente lui fit compter parut à Bouillon une bonne récompense. Voilà, dit le Duc de Rohan mieux intentionné que tous les autres qui faisoient tant de bruit, voilà comment les intérêts particuliers firent oublier le bien général de l'Etat. Les conditions s'accomplirent assez promptement de la part du Prince de Condé, des Ducs de Nevers, de Longueville, de Mayenne & du Maréchal de Bouillon qui signèrent le Traité. Marie de Médicis ne fut pas moins ponctuelle de son côté.

Les Ducs de Longueville & de Mayenne furent les premiers qui retournerent à la Cour. Condé se retira dans sa maison de Valeri, où Descures Gouverneur d'Amboise alla lui remettre la place entre les mains. Son Altesse vint quelque temps après rendre ses devoirs à Leurs Majestez. Son inquiétude naturelle ne lui permit pas de demeurer long-temps à la Cour. Chagrin de ce que sa dernière équipée di-

1614.  
Mémoires  
du Duc de  
Rohan & de  
la Régence  
de Marie de  
Médicis.



1614. minuoit la considération que son rang lui donnoit, au lieu de l'augmenter, comme il s'en étoit flaté, le Prince eut encore quelque tentation de brouiller avant la tenue des Etats : mais n'ayant pas mieux pris ses mesures qu'il avoit fait auparavant, il fut contraint de laisser faire la Régente. Elle vouloit réduire le Duc de Vendôme qui refusoit de s'en tenir au Traité de Sainte-Menehould.

Arrêt du  
Parlement  
de Paris con-  
tre un livre  
de Suarez  
Jésuite.  
Mercure  
Français.  
1614.

Il y a long-temps que les Jésuites n'ont fait parler d'eux. Nous les allons voir paroître encore sur la scène à l'occasion d'un livre de Suarez, fameux Theologien de la Société en Espagne. L'ouvrage est intitulé, *Défense de la Foi Catholique & Apostolique contre les erreurs de la Secte d'Angleterre*. On a toujours vu dans Paris des gens qui veillent sur les démarches des bons Pères, & qui se font un point de Religion de ne leur pardonner rien. Le nouveau livre de Suarez ayant passé en France, on en fit bien-tôt des extraits qui furent portez aux Gens du Roi au Parlement de Paris. Le Procureur Général jugea le livre si dangereux, qu'il crut en devoir demander la condamnation. Les Chambres assemblées le vingt-fixième Juin, condamnèrent l'ouvrage à être brûlé par la main du Bourreau, comme contenant des maximes séditieuses, tendantes à la subversion des Etats, & à induire les Sujets des Rois & Princes souverains & autres, d'attenter à leurs personnes sacrées. On ordonna encore que certains  
Decrets

Decrets précédens de la Faculté de Paris 1614  
qui condamnent la doctrine de Suarez,  
seroient lûs tous les ans le 4. jour de Juin,  
non seulement dans les Ecoles de Sor-  
bonne, mais encore dans celles du Col-  
lège de Clermont & des Religieux Men-  
diants.

La plus grande mortification pour la  
Société, c'est que le Parlement *arrêta*  
que les Pères Armand Recteur, Cotton  
Confesseur du feu Roi, Fronton-le-Duc  
& Sirmond tous deux fort distinguez par  
leur habileté extraordinaire, seroient man-  
dez le lendemain au Parlement. Quand  
ils y comparurent, le Premier Président  
leur remontra de la part de la Cour que  
le livre de Suarez leur confrère, étoit con-  
traire à la déclaration qu'ils avoient don-  
née, & au decret que leur Général avoit  
fait l'an 1610. On leur enjoignit ensuite  
d'écrire à Rome pour demander le renou-  
vellement & la publication du decret,  
d'en rapporter acte dans six mois, de pour-  
voir à ce que les particuliers de la Société  
n'enseignassent plus dans leurs livres *des*  
*propositions si damnales & si pernicieuses,*  
*enfin de prêcher au peuple une doctrine*  
*contraire à celle de Suarez ; à faute de*  
*quoi le Parlement procéderoit contre les*  
*contrevenans comme criminels de leze-ma-*  
*jesté & perturbateurs du repos public.*

La Cour de France avoit bien prévu *Paul V. se*  
que les procédures du Parlement de Paris *plaint des*  
contre le livre de Suarez, seroient grand *procédures*  
bruit à Rome; car enfin l'ouvrage avoit été *du Parle-*  
*ment contre*  
com- Suarez.

1614. composé par ordre du Pape: mais la Régente que le Parlement avoit bien servie dans l'affaire du Prince de Condé, ne voulut pas s'opposer au zèle de cette Compa-

Siri Memo-  
rie Recondi-  
te. Tom. III.  
Pag. 256.  
257. &c.  
270.

gnie contre des sentimens pernicioeux. Sa Majesté avoit plus besoin que jamais de ménager le Parlement à cause de l'assemblée prochaine des Etats Généraux du Roiaume. Dez que Paul V. fut averti de l'Arrêt du Parlement contre le livre de Suarez, il envoya l'Evêque de Foligni au Marqui de Trénel, qui avoit succédé à Brèves dans l'Ambassade à Rome. Le Prélat avoit ordre de se plaindre au nom du Pape de l'entreprise des Magistrats de France, & de l'atteinte que leur Arrêt donnoit aux droits du Saint Siège. *Sa Sainteté, dit-il à l'Ambassadeur, est d'autant plus surprise de ce procedé qu'elle attendoit quelque reconnoissance de la part de la Reine de France. Sa Majesté n'ignore pas combien le Pape a toujours eu d'affection pour elle & pour le Roi son fils. Tout le monde est témoin du zèle que le Saint Père a fait porter pour le bien de la France. Il n'y a pas long-temps qu'il offroit encore ses bons offices à la Reine pour appaiser les troubles du Roiaume. A peine sont-ils finis, que voilà le Parlement de Paris qui donne un Arrêt injurieux au S. Siège. Si le livre de Suarez contient des propositions contraires à la Souveraineté du Roi Très-Chrétien, Sa Majesté pouvoit s'en plaindre au Pape; il auroit censuré la doctrine de l'Auteur; on l'auroit puni rigoureusement; on auroit fait retrancher*

cher ce qu'il y a de mauvais dans l'Ouvrage. Depuis la mort d'Henri IV. plusieurs Ecrivains François ont publié des libelles satiriques contre le Saint Siège & contre la personne du Pape; ils ont tâché de ruiner son autorité, lors même qu'il l'emploioit pour les intérêts du Roi & pour le bien de la France. L'Evêque de Foligni chargea l'Ambassadeur d'avertir la Régente que le Pape se plaignoit du procédé violent des Magistrats du Parlement, & de prier Sa Majesté de faire casser leur Arrêt.

Le Marquis de Trénel étant allé quel-  
 que temps après à l'audience du Pape, il  
 représenta au Saint Père l'impossibilité de  
 ce qu'il demandoit à la Reine, qui dans  
 la conjoncture présente des affaires ne  
 devoit pas se commettre avec le Parle-  
 ment de Paris. Sa Majesté, dit l'Ambas-  
 sadeur au Pape, *conservera toujours  
 le souvenir des bons offices que vous lui  
 avez rendus : mais elle sera fâchée d'ap-  
 prendre que Votre Sainteté semble vou-  
 loir prendre la protection d'un livre,  
 dont l'Auteur, bien loin de porter les  
 peuples à l'obéissance due aux Souverains  
 comme sa profession l'y engageoit, inspire  
 des maximes capables de soulever les sujets,  
 & de les faire attenter à la vie de leurs  
 Princes. La France pleure encore la mort  
 sanglante d'Henri IV. Ses Parlemens ne  
 manqueront jamais de s'élever contre les  
 Auteurs, dont la pernicieuse doctrine a mis  
 le couteau dans le sein d'un si bon Roi. Les  
 Magistrats ne cesseront point de veiller à la*  
 con-

Entretien  
 du Pape &  
 de l'Ambas-  
 sadeur de  
 France sur  
 l'Arrêt du  
 Parlement.

1614.

*conservation de la personne de son Fils, sans s'éloigner du respect dû à Votre Sainteté & au Siège Apostolique. Aussi le Parlement de Paris a-t-il pris toutes les précautions possibles, afin que son Arrêt ne donnât aucune atteinte à l'autorité légitime des Successeurs de S. Pierre. Ces remontrances ne touchèrent point un Pape arrogant & emporté. Si le Roi de France, répliqua-t-il, ne veut pas casser l'Arrêt du Parlement, en ce qui concerne les droits du Saint Siège, je suivrai les lumières & les mouvemens de ma conscience. Il ne faut pas s'imaginer que la crainte d'une rupture soit capable de m'arrêter en cette rencontre. En cas que Sa Majesté refuse de me donner la satisfaction que je lui demande, je penserai à me faire justice & à suivre les exemples que mes Prédecesseurs m'ont donnez. Est-ce que j'entretiens un Nonce à Paris, pour y être le spectateur des outrages qu'on me fait, & de l'indignité avec laquelle on y foule aux pieds l'autorité du Saint Siège? Etoit-il si difficile d'arrêter les procédures du Parlement? Je connois bien le Chancelier. Les maximes de la politique sont plus de son goût que les veritez de la Religion.*

*L'Ambassadeur ne s'étonna point. Il pria le Pape de réfléchir sur les raisons que le Parlement avoit eues de condamner le livre de Suarez: J'ai toujours ouï dire, ajoûta-t-il en bon Gentilhomme, que la Théologie est la Science sainte: Elle est donc incompatible avec une opinion qui permet d'assassiner les Rois. L'obligation essentielle du Parlement, c'est la conservation de*

*de la bonne Théologie dans le Roiaume, de l'autorité & de la personne du Roi. On lui porte un livre qui soutient qu'en certain cas, un particulier peut attenter à la vie des Souverains en seureté de conscience. Veut-on que les Magistrats se taisent après deux Rois tuez consécutivement par des fanatiques imbus de cette damnable Théologie. Paul répartit qu'il n'étoit pas question du sentiment qui permet de tuer les Souverains déclarez tirans. J'ai défendu moi-même qu'on l'enseignât, dit-il, & je ne sais si je n'ai point eu trop de condescendance. Plusieurs Ecrivains approuvez dans l'Eglise le croient veritable. Je me plains de la condamnation de certains endroits citez dans l'Arrêt, qui parlent uniquement des prérogatives du S. Siège. Et quels étoient ces endroits? Ceux où Suarez avançoit que le Pape peut déposer les Souverains devenus tirans. L'aveu que Paul V. fit alors, mérite bien d'être remarqué. Il prétendoit avoir fait grace aux Rois, en défendant d'enseigner qu'ils sont tuables en seureté de conscience dans certaines rencontres; & par une modération tout-à-fait digne du Successeur de S. Pierre, il se reservoit seulement le droit de les déposer, après qu'il auroit jugé que leur domination dégénere en tyrannie. Trénel répliqua fort à propos au St. Père, que les Souverains ne lui étoient point tant obligez, & que Sa Sainteté avoit interêt elle-même qu'une pareille doctrine fût proscrite dans toutes les Communions Chrétiennes. Car enfin,*  
*di-*

1614

disoit-il, les Protestans sollicitoient que les Papes sont herétiques, tirans, & Antichrists. Si l'opinion qui permet d'attenter à la vie des tirans, s'établit une fois parmi les Chrétiens, il n'est pas impossible qu'un Huguenot fanatique se mette en tête de faire une belle action en tuant le Pape.

Paul V. s'échauffoit au lieu de s'adoucir. Il répéta d'un air menaçant & emporté, que rien ne l'empêcheroit de soutenir les droits de son Siège, si le Roi ne vouloit pas casser l'Arrêt du Parlement. Que Votre Sainteté, répliqua l'Ambassadeur d'un ton plus soumis, ait la bonté de donner quelque expédient qui la contente, qu'elle écrive à son Nonce, qu'elle ordonne aux Cardinaux qui sont en France de consulter avec lui sur le temperament qu'on peut prendre pour accommoder cette affaire; la Reine acceptera tout ce qu'elle pourra faire avec honneur. Pour la cassation juridique de l'Arrêt, la chose n'est pas possible dans le temps présent. Trénel ne demandoit qu'à tirer l'affaire en longueur & en négociation, afin que le vieillard hautain & fougueux eût le loisir de s'appaiser & de réfléchir sur les suites de la menace qu'il faisoit. Après quelques discours, il prit enfin la résolution d'écrire au Nonce, & d'envoyer des Brefs aux Cardinaux de Joieuse, du Perron, & de la Rochefoucault, pour leur enjoindre de conférer avec le Nonce sur la satisfaction que Sa Sainteté devoit demander dans la situation présente des affaires de France. En rapportant

ce

de détail, deux choses me paroissent également surprenantes : l'arrogance d'un prétendu Vicaire de Jesus-Christ, qui ne veut pas souffrir que les Têtes couronnées se servent de leur juridiction pour maintenir leur puissance souveraine & indépendante, ni pour mettre leur vie à couvert des assassins. Il faut qu'elles demandent humblement au Pape la condamnation d'un Jésuite qui permet d'attenter à leur vie : il faut qu'elles trouvent bon qu'on publie dans leurs Etats, que le Pape a droit d'examiner leur conduite, & de les déposer s'il juge qu'elles abusent tyranniquement de leur pouvoir. L'autre chose qui ne me cause pas un moindre étonnement, c'est la basse & lâche superstition des Souverains de la Communion du Pape. Quelle bonne raison leur a-t-on alléguée pour les obliger à se soumettre aveuglément au faste & à l'orgueil de l'Evéque de Rome, qui abuse grossièrement d'une Religion, dont les principes le réduisent à la simple qualité de Prédicateur de l'Evangile, & d'Inspecteur sur une Eglise particulière ?

La Régente de France & ses Ministres furent bon gré au Marquis de Trénel de ce qu'il avoit engagé le Pape à prendre la voie de la négociation pour demander quelque satisfaction sur l'Arrêt du Parlement de Paris, dont il se plaignoit si amèrement. Ce n'est pas que la Cour de France fût effrayée des menaces du bon homme. Son différend avec la République de Venise

1614.

Ménagement de la Cour de France pour contenter le Pape.



1614.  
Siri *Memo-*  
*rie Recendi-*  
*te. Tom. III.*  
Pag. 269.  
870. &c.

Venise avoit appris au monde, que si la courle faisoit prendre une résolution extrême à Sa Sainteté, elle s'en repentoit bientôt après, & qu'elle devenoit plus traitable, quand on savoit lui résister à propos. On ne pouvoit pas se persuader qu'un homme de son âge & de son expérience dans les affaires, eût jamais l'imprudence de rompre avec la France. Cette démarche auroit fait plus de tort au Pape & à la Religion Romaine, qu'à ceux qu'il auroit voulu fraper de ses foudres & de ses anathèmes. C'étoit donner matière de triomphe aux Protestans. Ils n'auroient pas manqué d'insulter encore à l'arrogance de Paul V. dont ils avoient déjà fait tant de railleries ingénieuses & piquantes. C'étoit s'exposer à l'indignation de tous les Catholiques sages & judicieux, qui auroient blâmé hautement un éclat si contraire au bon sens & aux véritables intérêts de leur Communion. La Cour de France résolut donc de ne point toucher à l'Arrêt du Parlement. Il avoit eu de bonnes raisons pour flétrir le livre de Suarez : & la conjoncture du temps ne permettoit pas de chagriner les premiers Magistrats du Roiaume. On s'appliqua seulement à chercher les moiens de contenter le Pape & de sortir de cette affaire avec honneur. Quand le Nonce Ubaldini presenta le Bref que Paul avoit écrit de sa main à la Reine, elle lui répondit en termes fort honnêtes. Sa Majesté insinua qu'elle seroit bien-aisée que le Nonce concertât avec les Cardinaux

Fran-

François un expédient, dont Sa Sainteté 1614.  
pût être fatisfaite.

Les Jéfuites de Rome s'échauffèrent en- Les Jéfuites  
core plus que le Pape & fes Ministres con- se remuent à  
tre l'Arrêt du Parlement. Si nous en vou- Rome pour  
lons croire leur Instituteur, fa Compa- y faire brû-  
gnie doit tout faire à la plus grande gloi- ler l'Arrêt  
re de Dieu. Mais n'auroit-il point inspiré du Parle-  
fécrètement à fes Disciples, que l'honneur ment de Pa-  
de la Societé doit leur être encore plus ris.  
cher que la gloire de Dieu & le bien de  
son Eglise? Tel a été l'esprit des Jéfuites  
dez qu'ils ont commencé de se distinguer  
dans le monde. Les bons Pères ne se met-  
tent pas en peine de causer du scandale  
& de la division dans l'Eglise de Rome  
quand il est question de sauver, ou d'aug-  
menter le faux honneur de la Societé. Ils  
le témoignèrent assez ouvertement dans  
l'affaire dont je parle. Si Paul V. eût  
suivi les premiers mouvemens de sa colé-  
re, il auroit pû perdre la France, comme  
Clement VII. perdit l'Angleterre. Il ne  
tint pas aux Jéfuites que le Pape ne s'ex-  
posât au même inconvenient. On les  
voioit se donner à Rome tous les mouve-  
mens imaginables, afin que le *Saint Office*  
vengeât l'honneur de Suarez, en condam-  
nant l'Arrêt du Parlement de Paris com-  
me herétique, & en le faisant brûler par  
la main du Boureau dans le Champ de  
Flore. Pour arrêter ce zèle impétueux,  
le Marquis de Trénel fut obligé de les  
avertir qu'ils jouoient à se faire chasser  
une seconde fois du Roiaume de France.

La

1614. La Cour enjoignit aussi aux principaux Jésuites de Paris d'écrire sérieusement à Rome, & de déclarer à leurs confrères en portez, que si le Pape prenoit quelque résolution violente, Sa Majesté l'imputeroit aux suggestions de la Société, & qu'elle sauroit la punir de la bonne manière.

**Déclaration  
du Roi dans  
son Conseil  
sur l'Arrêt  
du Parle-  
ment.**

**Siri Memo-  
rie Recondi-  
te. Tom. III.  
Pag. 303.**

Un des premiers soins du jeune Roi devenu majeur à la fin du mois de Septembre, ce fut de donner quelque satisfaction au Pape. Sa Majesté s'étant donc fait rapporter l'Arrêt du Parlement en plein Conseil, elle ordonna de dresser un acte dans lequel, après avoir marqué son zèle pour l'honneur du Siège Apostolique, & le desir qu'elle avoit de contenter le Pape, Louis XIII. déclare que son intention est que l'exécution de l'Arrêt ne puisse apporter aucun préjudice à l'autorité légitime du Pape, ni aux privilèges du St. Siège que ses Prédecesseurs ont toujours reconnus. Quand la Déclaration fut lue au Nonce Ubaldini, il s'avisa de chicaner sur ce qu'on y supposoit que la puissance temporelle des Rois est absolument souveraine & indépendante. C'étoit, au gré du Ministre Italien, rejeter mal à propos les prétensions de la Cour de Rome, qui veut que les Têtes couronnées soient du moins assujetties à l'autorité du Pape en certains cas particuliers. Mais on ne se mit pas en peine des longs raisonnemens de Mr. le Nonce.

**Le Pape ne  
vent pas se  
contenter**

Son Maître ne fut pas plus content que lui de la Déclaration du Roi. Paul V. du

dit sans façon qu'elle ne remedioit pas à 1614.  
 la flétrissure des propositions de Suarez , de la Décla-  
 qui concernoient l'autorité que Jesus-  
 Christ a donnée à Saint Pierre & à ses Roi.  
 Successeurs. *Cet Auteur*, disoit le Pape Siri *Memo-*  
 en Théologien fort versé dans l'Ecriture *rie Recondi-*  
 Sainte & dans l'Antiquité Ecclesiastique *te. Tom. III.*  
*a eu raison de soutenir que j'ai reçu la puis-* Pag. 296.  
*sance d'excommunier les Souverains heréti-* 299. &c.  
*ques , & de les déposer même , quand ils*  
*demeurent obstinez dans leurs mauvais sen-*  
*timens , & quand ils entreprennent de con-*  
*traindre leurs sujets à les embrasser. Si Je-*  
*sus-Christ n'avoit pas donné ce pouvoir à St.*  
*Pierre & à ses Successeurs, il auroit manqué*  
*de pouvoir à la conservation de son Eglise. A*  
*Dieu ne plaise que je me rende coupable d'u-*  
*ne lâche prévarication , en abandonnant la*  
*défense des droits de la Chaire de Saint Pierre*  
*sur laquelle Dieu m'a élevé. C'est ainsi qu'il*  
 plait aux Papes de former un plan avanta-  
 geux à leur ambition , sur lequel , à leur  
 avis, Jesus-Christ a dû régler son Eglise.  
 Qui leur a dit que le Sauveur du monde  
 n'auroit pas établi un assez bon ordre dans  
 sa Religion , s'il n'avoit pas suivi le beau  
 système qu'ils nous donnent ? Dieu a-t-il  
 dû les appeller à son Conseil ? Les anciens  
 Papes qui n'ont déposé ni Constantius, ni  
 Valens, ni Julien l'Apostat , étoient donc  
 de francs ignorans, ou de lâches prévari-  
 cateurs. Est-il croiable qu'ils n'aient pas  
 connu la puissance que Jesus-Christ leur  
 avoit donnée pour le bien de son Eglise ?  
 Et s'ils l'ont connue , pourquoi ne l'ont-

1614. ils pas employée contre les Empereurs qui vouloient rétablir l'Idolatrie, ou forcer leurs fujets à embrasser une des plus pernicieuses herésies qui fut jamais?

Le Roi est enfin obligé de suspendre l'exécution de l'Arrêt du Parlement.

Sur un si ridicule fondement, Paul V. ne voulut jamais se contenter de la Déclaration du Roi. Il demandoit toujours avec hauteur & d'un ton menaçant que l'Arrêt fût cassé juridiquement. Il fallut user de souplesse & de prières pour obtenir que l'exécution en seroit seulement suspendue. La foible Marie de Médicis avoit fait consentir son Fils à donner cette satisfaction à Paul V. Il n'y avoit aucune nécessité d'avoir une si basse complaisance pour un Pape, dont les menaces n'étoient que de vaines fanfaronades. Qu'eût-il osé faire, si la Cour lui eût résisté? Les Etats Généraux du Roiaume étoient assembles. On y demandoit avec ardeur que la doctrine de Suarez & de ses semblables fût déclarée hérétique & pernicieuse. Si le fier Borghese se fût avisé de lancer ses foudres, ils auroient été plus méprisés en France, qu'ils ne le furent à Venise quelque temps auparavant. Aux Moines & à quelques Ecclesiastiques près, tout le Roiaume se feroit élevé contre lui. Mais ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a vu la France faire grand bruit contre les prétensions orgueilleuses des Ultramontains, & plier ensuite avec indignité. Louis XIV. au plus haut période de sa puissance a cédé plus honteusement encore que son Père entrant dans son âge de majorité. Il a pu-

publié des Déclarations pour maintenir la puissance souveraine ; les Evêques ont parlé plus hardiment qu'ils n'avoient jamais fait ; les Ambassadeurs & les Ministres de France ont insulté le Pape jusques dans le Vatican. A quoi les appels au Concile & les autres procédures du Parlement contre la Cour de Rome, ont-elles abouti ? A sacrifier au Pape l'honneur du Clergé, qui n'avoit rien fait que par un ordre exprès de Sa Majesté.

Marie de Médicis avoit encore à démêler des affaires plus chagrinantes que celle de Rome à l'occasion du livre de Suarez condamné par le Parlement de Paris. Le Maréchal d'Ancre & les Ministres d'Etat étoient toujours divisez entr'eux. On avoit tâché l'année précédente de les raccommoder les uns avec les autres. Le Marquis de Cœuvres y donna tous ses soins. Il sembloit que le mariage arrêté entre le Marquis de Villeroi petit-fils du Secrétaire d'Etat & la fille de Conchini devoit assurer une paix qu'on avoit eu tant de peine à négocier. Mais soit que celui-ci revêtu d'une des premières Dignitez du Roiaume, s'imaginât que l'alliance de Villeroi n'étoit pas assez grande pour un homme qui aspirait à tout ; soit que Dolé confident du Maréchal & mécontent de Villeroi, qu'il accusoit de lui avoir manqué de parole pour un emploi qu'on lui avoit fait espérer, ne cessât point de rendre ce Ministre suspect à Conchini ; soit enfin qu'il y eût quelque autre intérêt secret que nous

Divisions de la Cour de France.

Mémoires de la Régence de Marie de Médicis.

1614. ne connoissons pas, le Maréchal d'Ance & Villeroi étoient plus brouillez que jamais. Le Chancelier de Silleri & le Secrétaire d'Etat se haïssoient encore tout ouvertement. L'un paroissoit devoir faire chasser l'autre de la Cour. Silleri avoit pris le dessus, appuié qu'il étoit de Conchini. Toutes ces divisions nuisoient aux affaires de la Régente. Ses Ministres & son Favori avoient chacun leurs amis & leurs ennemis à la Cour, & dans le parti du Prince de Condé qu'ils vouloient avancer, ou reculer, selon qu'ils le jugeoient plus propre à l'établissement de leur fortune.

**Le Duc de Vendôme refuse d'accepter le Traité de Sainte-Menehould.**

**Mémoires du Duc de Rohan.**

Une autre chose donnoit de l'inquiétude à la Régente. César Duc de Vendôme ne cessoit point de brouiller dans son Gouvernement de Bretagne. Chagrin de ce que le Prince de Condé l'avoit trop abandonné dans le Traité de Sainte-Menehould, il refusoit de s'en tenir à ce qu'on y avoit stipulé pour lui. Mais César n'étoit pas assez fort pour soutenir lui seul la guerre en Bretagne. Les Villes principales & le Parlement se déclaroient pour la Cour. Ne sachant que faire pour se rendre plus redoutable, & pour obliger la Régente à lui accorder de meilleures conditions, il s'avisa de tenter le Duc de Rohan. La Roche-Gifart Gentilhomme Breton de la Religion Réformée, se chargea d'aller à S. Jean d'Angeli de la part de César, & de faire à Rohan les plus belles promesses du monde en faveur des Réformez, s'il vouloit se joindre au Duc de

de Vendôme. Rohan répondit qu'il étoit bien fâché que les intérêts de César eussent été si mal menagez à Sainte-Menehould ; mais que dans la conjoncture présente le Duc de Vendôme devoit dissimuler sa peine , & s'accommoder au plutôt avec la Régente. *Il n'est pas en état de résister , ajoûtoit Rohan , que fera-t-il si la Cour entreprend de le réduire par la force ? Le voilà perdu sans ressource.* 1614.

Le Duc de Rohan n'étoit pas lui-même assez puissant dans le Parti Réformé pour le remuer , comme Vendôme se l'imaginait. Rohan avoit essayé de faire une convocation générale de ceux de la Religion à Tonneins en Gascogne, où l'on devoit tenir en même temps un Synode National. Je ne sai si le Duc ne pensoit pas à y faire prendre quelque résolution en faveur du Prince de Condé & des Seigneurs mécontents : mais du Pleffis-Mornai qui ne vouloit point que les Eglises Réformées allaient s'embarasser dans une guerre civile mal concertée , détourna fort habilement le coup. La Convocation que le Conseil des Réformez de la basse Guienne avoit faite à la sollicitation du Duc de Rohan fut jugée illégitime , & le Synode National bien instruit par le prudent & religieux du Pleffis, il refusa de se mêler d'aucune affaire politique. Le Roi d'Angleterre toujours disposé à prendre part aux disputes de Théologie & à négliger ses principaux devoirs , avoit écrit à cette Assemblée à l'occasion d'un différend entre du

Habileté & prudence de du Pleffis-Mornai.

Vie de Mr. du Pleffis. Liv. III.



1614. Moulin & Tilemus tous deux Professeurs à Sedan, sur les effets de l'Union Hypostatique. Le Synode jugea qu'il étoit à propos d'affoupir une contestation émue entre deux Théologiens qui disputoient faute de se bien entendre. On pria du Plessis-Mornai de les accommoder. Il accepta la commission, & il en vint heureusement à bout. Qu'on parcourt tant qu'on voudra l'Histoire ancienne & moderne, je ne sai s'il se trouvera un Gentilhomme comparable à celui-ci. Egalement versé dans les sciences & dans les affaires du monde, il défend sa Religion, il discute les questions les plus épineuses de la Théologie, il maintient les Eglises Réformées, par sa prudence, il négocie les affaires les plus difficiles, il donne de bons conseils aux Ministres d'Etat, aux Princes, & aux Rois-mêmes qui l'écoutent avec plaisir.

Comme la Régente étoit dans la résolution d'éviter la guerre autant qu'il lui seroit possible, Sa Majesté envoya en Bretagne le Marquis de Cœuvres nouvellement revenu de son Ambassade d'Italie, afin de ramener le Duc de Vendôme. Cœuvres eût bien voulu se défendre de ce voyage: mais il fallut obéir. Il craignoit que ses ennemis ne lui fissent donner une commission fâcheuse pour le commettre entre la Reine & le Duc dont il étoit proche parent du côté de la fameuse Gabrielle d'Etrées. Le Marquis ne gagna rien d'abord:

Marié de  
Médecis en-  
voie le Mar-  
quis de  
Cœuvres au  
Duc de Ven-  
dôme pour  
le porter à  
un accom-  
modement.

**bord** : il rapporta seulement des plaintes 1614.  
 de la part des Ducs de Vendôme & de Retz, qui croioient que le Traité de Sainte-Menehould leur étoit trop défavantageux. Marie de Médicis lui ordonna de retourner sur ses pas, & de dire au Duc de Vendôme que Sa Majesté ne feroit pas démolir les nouvelles fortifications de Blavet, pourvû qu'on fit sortir la garnison, & qu'on y mît des Suisses à sa place. Vendôme souscrivit à cette condition & à quelques autres qu'on lui offroit. Le Roi & la Reine sa mère s'avançoient vers Orléans dans le dessein de passer la Loire & d'aller en Poitou & en Brétagne. Le Marquis de Cocuvres fit un troisième voiage en Brétagne. Il établit les Suisses dans Blavet : & le Duc de Vendôme aiant mis bas les armes, il fut rétabli dans son Gouvernement par des Lettres patentes de Sa Majesté expédiées à Orléans le 14. Juillet.

Le Prince de Condé étoit venu prendre possession de son nouveau Gouvernement d'Amboise. Il reconnut sur les lieux que la Cour ne lui avoit pas donné quelque chose de fort considérable, & qu'il ne tireroit pas de grands avantages de la place de seureté qu'il avoit demandée avec tant d'empressement. L'inquiétude le prend; il cherche de nouvelles occasions de brouiller, il pense à se rendre tout-à-fait redoutable à la Régente. Le voilà donc qui va trouver du Pleffis-Mornai à Saurmur, & qui donne rendez-vous au Duc de Rohan à la Roche des Aubiers en Anjou.

1614.

jou. Il s'imaginait que s'il venait à bout d'avoir à sa dévotion les deux hommes qui avaient le plus le crédit dans les Eglises Réformées de France, tout le Parti Protestant se déclarerait pour lui à la première occasion. Le Prince affecta de témoigner une extrême confiance à du Plessis-Mornai. Il voulut justifier sa retraite de la Cour & son entreprise contre la Régente; il découvrit ses prétendus desseins en demandant la convocation des Etats Généraux du Roiaume; il représenta les avantages qu'on en pouvoit tirer pour la réformation des abus; il pria du Plessis de lui donner ses bons avis & de lui parler franchement.

L'expérimenté Gentilhomme connoissoit fort bien ce que Condé étoit capable de faire. Il l'exhorta seulement en termes généraux à conserver la paix dans le Roiaume, à prendre les mesures les plus convenables au bien de l'Etat, dont la présente constitution ne pouvoit pas supporter des remèdes trop violens, à travailler de concert avec la Reine, de peur que leur méintelligence n'empêchât le bon succès de l'assemblée prochaine des Etats, enfin d'écouter les avis des personnes les plus sages & les plus éclairées sur les abus que la situation présente des affaires permettoit de corriger. Voiant que du Plessis n'étoit pas si facile à gagner, Condé feignit de recevoir en bonne part les avis qu'on lui donnoit. Il pria même du Plessis de lui dresser un Mémoire sur  
ce

ce qu'il étoit à propos de faire dans l'assemblée des Etats. Cependant Son Altesse qui n'étoit pas venuë chercher des remontrances si sages & si contraires à ses inclinations, partit promptement pour aller à la Roche des Aubiers, où Rohan & Soubize l'attendoient. 1614.

Le Prince leur fit de grandes plaintes du Maréchal de Bouillon. *C'est lui, disoit-il, qui m'a débauché les principaux de mon parti. Il a voulu profiter de tout. Si les autres eussent témoigné autant de bonne volonté que le Duc de Nevers, je n'aurois pas été contraint de m'accommoder si-tôt avec la Cour. Je sai bien que vous avez quelque sujet de vous plaindre de ce que j'ai semblé vouloir vous engager, lors que mon Traité étoit déjà presque fait. Ce n'étoit pas mon dessein de le conclure si-tôt. Mais pouvois-je faire autrement ? Le Maréchal de Bouillon me trompoit. Graces à Dieu, nous avons encore quelque ressource. Mon Parti sera puissant & nombreux dans l'assemblée des Etats Généraux. Les Grands du Roiaume unis avec moi pourront contraindre la Régente à changer de conduite. Il sera facile de borner son autorité, & de faire des changemens considerables dans l'administration des affaires. Si la Reine s'obstine à refuser ce que nous lui demandons, nous aurons un prétexte plus spécieux de prendre les armes. On ne manque jamais de mécontents en France. Il y a bon nombre de Gentilshommes & de soldats prêts à se déclarer.*

Entrevue  
du Prince  
de Condé &  
du Duc de  
Rohan.

Mémoires  
du Duc de  
Rohan.

Quoique le Duc de Rohan fût en d'autres

1614. tres principes que du Pleffis-Mornai, & que son chagrin contre la Cour, le rendit assez fufceptible d'une réfolution extrême, il eut la prudence de ne prendre aucun engagement avec le Prince de Condé. Il fe contenta de remonter à Son Alteffe, qu'elle ne devoit pas faire un fi grand fonds fur les Etats Généraux du Roiaume. *La Reine y aura plus de crédit que vous, ajouta-t-il. Ceux fur qui vous comptez, à préfent vous abandonneront, au lieu de vous fôutenir. La crainte & l'efperance font les deux grands refforts qui font agir les membres de ces Affemblées: vous n'êtes pas en état de leur promettre de grands avantages, ni de les effraier par des menaces. La Reine a des emplois & des charges à diftribuer. Elle peut faire beaucoup de mal à ceux qui s'opposent à fes volontez. Qui voudra fe déclarer hautement pour vous contre Sa Majefté? Soiez perfuadé, Monsieur, que les Etats Généraux vous feront entierement contraires.* Condé voiant que cette entrevue ne contribueroit rien à l'avancement de fes nouveaux projets, il eut peur que fes entretiens avec le Duc de Rohan, ne donnaffent quelque foupçon à la Régente. Il écrivit tout auffi-tôt au Préfident Jeannin qu'il ne s'étoit abouché avec Rohan, que pour l'empêcher de fe joindre au Duc de Vendôme. Que de baffeffe, que de honteux artifices dans les hommes les plus diftinguez par leur naiffance! Falloit-il que pour fe difculper à la Cour, Condé rendit lui-même le Duc de Rohan fufpect d'avoir

d'avoir intelligence avec le Duc de Vendôme ? Le Prince savoit que Rohan avoit conseillé Vendôme d'accepter le Traité de Sainte-Menchoud. Rohan l'avoit dit à Condé qui parut fort content qu'on eût donné cet avis à un jeune homme qui cherchoit à se perdre.

Le Prince de Condé avoit encore un autre dessein en tête. Il pensoit à se rendre maître de Poitiers. Le Duc de Roannez Gouverneur de la ville étoit d'intelligence avec lui, & le Marquis de Bonnivet devoit assembler des Gentilshommes pour soutenir l'entreprise qu'on méditoit. Le temps de l'élection du Maire approchoit, & il y avoit plusieurs brigues dans la ville. Roannez & les autres amis de Condé en avoient fait une pour mettre dans cette place importante un homme à leur dévotion. Chataigner Evêque de Poitiers avertit la Régente des différentes pratiques, & il donna de grands soupçons à Sa Majesté de quelque dessein caché du Prince de Condé. La Cour en fût bon gré au Prélat. On lui ordonna de veiller sur ce qui se tramoit, & de s'opposer autant qu'il pourroit à l'intrigue du Gouverneur & des amis du Prince de Condé. Chataigner qui savoit autre chose que dire son Bréviaire, gagne la plus grande partie des habitans, fait redoubler la garde par tout, & se rend plus puissant que le Duc de Roannez dans la ville. Sa précaution concerta le Parti du Prince de Condé. Il attendoit impatiemment en Anjou la

1614.

Le Prince de Condé pense à se rendre maître de Poitiers.

1614. nouvelle du succès de l'intrigue qu'on avoit liée pour lui à Poitiers. Pour exhorter ses amis à ne pas désister de l'entreprise, il leur dépêcha un Gentilhomme nommé Latrie. Mais les Grands gâtent souvent leurs affaires pour vouloir agir avec trop de hauteur. Chagrin de ce que l'Evêque non content de la traverser ouvertement, avoit encore parlé defavantageusement de lui, Condé écrivit à Chataigner une lettre injurieuse & piquante, que Latrie devoit lui rendre. Le Prélat se confirme dans la pensée que le Prince cachoit quelque grand dessein sur la ville: il prend la résolution de se venger hautement de Condé & de l'empêcher à quelque prix que ce soit, d'exécuter ce qu'il avoit entrepris.

Grand tumulte à Poitiers.  
Mercure François.  
1614.

Chataigner aiant conféré avec quelques uns de ses parens & de ses amis, ils jugent à propos de se défaire de l'Emissaire du Prince de Condé. Certaines gens apostez attaquent Latrie, & le blessent de plusieurs coups de carabine. L'Evêque fait crier dans la ville, qu'on la veut livrer aux ennemis du Roi, le peuple s'émut, on ferme les portes, on tend les chaines, on se barricade en plusieurs quartiers. L'Evêque fort armé: la pique à la main, il anime les habitans à se tenir sur leurs gardes. Le Duc de Roannez Gouverneur de Poitiers accourt tout-aussi-tôt de sa maison qui n'étoit pas fort éloignée de Poitiers. Il commande qu'on démolisse les barricades, & s'avance vers l'Evêché pour  
savoir

Savoir du Prélat la cause de ce mouvement extraordinaire. Mais la populace encore plus échauffée par le bruit de l'arrivée du Prince de Condé aux environs de la ville, se jette sur le Gouverneur, & le blesse légèrement au visage. L'Evêque à l'instigation duquel tout cela se faisoit, feint de recevoir Roannez dans la maison Episcopale, & de le mettre à couvert de la fureur du peuple. Sous ce prétexte on s'assure de la personne du Duc, & Chataigner donne en vertu d'une commission de la Reine, tous les ordres nécessaires pour la sûreté de la ville. Qu'il étoit beau de voir un Evêque devenu soldat & Capitaine ! L'épée au côté, il faisoit la ronde toutes les nuits autour de la ville, il encourageoit la milice, il lui distribuoit de l'argent de ses propres deniers. Le Parti contraire ne manqua pas de lui en faire de sanglans reproches : mais le bon Prélat ne s'en mit pas fort en peine. Il fit publier une Apologie, dont l'Auteur prouvoit qu'il est permis aux Ecclésiastiques de prendre les armes en cas de nécessité. Le Duc de Roannez se crut assez heureux d'avoir la liberté de s'en retourner chez lui. Quelques Magistrats & les principaux habitans du parti du Prince & du Gouverneur, sortirent de la ville. Latrie dont les blessures n'étoient pas fort dangereuses, s'échappa pareillement, il rencontra Condé qui venoit en grande diligence à Poitiers, dans la résolution de soutenir ceux de son parti.



1614. Mais le bon Prince n'avoit pas bien pris ses mesures.

On ferme  
les portes de  
la ville de  
Poitiers au  
Prince de  
Condé.

Vie de M.  
du Pleffis.  
Liv. III.

Dez que du Pleffis-Mornai eut appris par un exprès de Son Altesse, qu'elle marchoit à Poitiers, sous prétexte de se venger de l'outrage qu'on lui avoit fait dans la personne de Latrie, il envoya promptement au Prince un Gentilhomme pour le conjurer de ne se commettre point mal à propos en cette rencontre, & de se contenter d'écrire à Sa Majesté & de lui demander justice. *Une personne de votre rang, disoit du Pleffis à Condé dans une lettre, est en danger de recevoir du chagrin, quand elle s'expose à une populace armée, hors d'état de se faire craindre. Les habitans de Poitiers ont refusé autrefois d'ouvrir leurs portes au Roi Henri III. Ils pourront bien les fermer encore au premier Prince du sang. Au nom de Dieu, n'usez point de voies de fait, n'appellez point la Noblesse voisine à votre secours. La Reine s'imaginera que ceci n'est qu'une suite de votre entrevue avec Mr. de Rohan, & que vous voulez exciter de nouveaux troubles. Un Prince ne doit pas faire une démarche, quand il voit qu'on peut l'obliger à reculer malgré lui. Condé n'étoit ni assez judicieux, ni assez de sang froid pour profiter d'un si bon avis. Le voilà qui continue sa marche vers Poitiers, suivi d'un fort petit nombre de gens. Il reconnut bien-tôt que du Pleffis n'avoit pas mal deviné. On ferme les portes de la ville à Son Altesse. Les habitans prennent les armes, & tirent sur*

Sur ceux de sa fuite. Enragé de ce nouvel affront, il se retire à Châtelleraut avec quelques Gentilshommes qui l'étoient venu joindre, & il decharge sa colère sur la maison de campagne des Evêques de Poitiers, qui se trouvoit en son chemin. De Châtelleraut il écrit à la Régente pour se plaindre des habitans de Poitiers, & pour demander justice à Sa Majesté, qui rioit de tout son cœur du chagrin qu'il étoit allé imprudemment chercher.

Ces nouveaux mouvemens, dont les suites étoient à craindre, obligerent la Régente à prendre la résolution d'aller en Poitou & en Brétagne avec le Roi son fils, & de faire marcher des troupes en même temps. On répandoit le bruit que la fanté du jeune Louis étoit si mauvaise, qu'il ne pouvoit pas vivre long-temps. Le moien le plus sûr de le dissiper, de réduire le Duc de Vendôme qui faisoit toujours le mauvais en Brétagne, & d'arrêter l'inquiet Prince de Condé, c'étoit de mener le Roi bien accompagné en Poitou & en Brétagne, & de le montrer au peuple dans les Provinces. Cependant Marie de Médicis envoya Monpezat au Prince de Condé. On l'amuse par de bonnes paroles. Mazurier Maître de Requêtes reçoit ordre d'aller à Poitiers. On lui expédie une commission feinte, ou véritable, d'informer contre des gens auxquels on favoit fort bon gré de ce qu'ils avoient fait au Prince de Condé. Monpezat le

1614.

Le Roi & la Reine sa mère se mettent en chemin pour aller en Poitou & en Brétagne.

pres-

1614.

pressoit de se retirer de Poitou. *La Reine, lui disoit-on, prétend vous faire justice. Mazurier vient pour cet effet à Poitiers.* Mais le Prince fortifié par la Noblesse & par les soldats que le Marquis de Bonnivet lui avoit amenez, refusoit de se retirer avant qu'on lui eût donné satisfaction.

Embaras du  
Prince de  
Condé.

Il se retire  
enfin à Châ-  
teauxroux en  
Berri.

Vie de Mr.  
du Pleffis:  
Liv. III.

Son embaras fut extrême, quand il apprit que Leurs Majestez étoient à Orléans, & que les troupes marchaient. Incertain du parti qu'il devoit prendre, il faisoit quelquefois mine de vouloir aller trouver le Duc de Rohan à S. Jean d'Angeli. Mais quel secours pouvoit-il esperer du Parti Réformé. On n'y étoit nullement disposé à se remuer en faveur d'un Prince léger & imprudent dans toutes ses démarches. *Je ne vois pas, disoit du Pleffis-Mornai, de quelle utilité sera le voiage de S. Jean d'Angeli à M. le Prince. S'il y va suivi de peu de gens, on le méprisera. S'il est bien accompagné, cela ne fera qu'incommoder M. de Rohan son bête. Peut-on se persuader que les habitants de S. Jean d'Angeli voudront s'exposer au danger d'avoir toutes les forces du Roi sur les bras, en recevant un Prince assez mal intentionné pour la Religion que ses Pères ont défendue, & incapable de faire du bien à nos Eglises?* Condé voioit fort bien que le Duc de Rohan n'auroit jamais le crédit d'entraîner le Parti Protestant, tant que du Pleffis-Mornai persisteroit à dissuader les Réformez de prendre part à ces mouvemens.

remens. Le Prince écrivit donc à du Plessis comme pour lui demander avis. Mais le dessein véritable de Son Altesse, c'étoit le faire peur aux Réformez de la marche de Leurs Majestez. Ce voyage, disoit-elle dans sa lettre, n'a été conclu, que pour l'une de ces trois raisons. Ne penseroit-on point à enlever à ceux de vôtre Religion ce que le feu Roi leur a donné? Quelques-uns croient qu'on va recevoir l'Infante & accomplir le mariage de Sa Majesté. J'ai sujet de craindre en mon particulier qu'on ne vienne m'opprimer ici. De grace, ajoûtoit Condé, dites-moi ce que vous pensez de ce que je dois faire en cette conjoncture.

Du Plessis comprit facilement qu'on le sollicitoit à se déclarer, en feignant de lui demander conseil. Il répond au Prince que le voyage du Roi n'allarmeroit point les Eglises Réformées. Nous sommes persuadés, disoit-il, que la Reine voit fort bien qu'elle s'exposeroit à mettre le Roiaume en feu, si Sa Majesté souffroit qu'on attaquât maintenant ceux de nôtre Religion. J'avoue que certaines gens font courir le bruit, que la Reine va recevoir l'Infante. Mais un Prince doit-il prendre ses résolutions sur les discours du peuple? Y a-t-il des Vaisseaux prêts dans les ports que l'Espagne a sur l'Océan? A-t-on équipé des Galeres à Barcelone? L'Infante ne peut venir à présent que par mer. Les Espagnols sont trop fiers. Ne croiez pas qu'ils nous envoient jamais incognito la fille aimée de leur Roi. Elle ne partira pas que la Cour  
de

1614.

*de Madrid ne soit bien assurée que la Princesse sera reçue en Reine dez qu'elle mettra le pied en France. Je ne doute pas que Sa Majesté ne vienne, ou en Brétagne contre Mr de Vendôme qui n'a pas encore accepté le Traité de Sainte-Menehould, ou bien à Poitiers. Sa présence y paroît absolument nécessaire. C'est pourquoi Vòtre Altesse ne peut mieux faire que de se retirer de bonne grace des environs de Poitiers. Il y va de sa réputation de n'attendre pas qu'on la contraigne à le faire. Le Duc de Mayenne étoit alors à Châtelleraut. Il y étoit allé du consentement de la Cour, & il pressoit Condé d'obéir promptement à Sa Majesté. Le Prince n'eut pas d'autre parti à prendre. De cette nouvelle équipée, il ne remporta que la honte d'être obligé de s'aller cacher dans sa terre de Châteauroux en Berry. Il n'osa pas retourner dans son nouveau Gouvernement d'Amboise. Ceux qui commandoient pour lui dans la place de sûreté qu'il avoit ardemment désirée, le craignoient si peu, qu'ils en portèrent les clefs à la Reine, quand elle y passa peu de temps après. Sa Majesté parut mépriser les vains efforts du Prince, en lui laissant une place qu'elle auroit pû enlever sans aucune résistance.*

**Remontrances de du Pleffis-Mornai à la Régente.**

La Régente travailloit à dissiper les soupçons que le Prince de Condé & ses Emulx faisoient tâchoient d'inspirer aux Eglises Réformées sur le voiage de Leurs Majestez. Dez que la Cour fut arrivée à Orleans, Marie de Médicis dépêcha un Gentilhomme

ne à Saumur avec une lettre de créance. 1614.  
 Il devoit assurer à du Pleffis que l'Armée Vie de Mr.  
 du Roi ne passeroit point dans les Pro- du Pleffis.  
 vinces qui sont au delà de la riviere de Liv. III.  
 Loire, que la Reine ne pensoit nullement Lettres &  
 conclure le double mariage avec l'Es- Mémoires  
 pagne avant la tenuë des Etats Généraux, du même.  
 & qu'on prétendoit seulement réduire le 1614.  
 Duc de Vendôme, qui faisoit tous les  
 jours de nouvelles difficultez d'accepter  
 le Traité de Sainte-Menehould, quoique  
 le Marquis de Cœuvres eût déjà fait deux  
 voyages en Brétagne pour le solliciter à  
 rentrer dans son devoir. La Cour alla  
 d'Orleans à Tours. Sa Majesté invita  
 du Pleffis à l'y venir trouver. On faisoit  
 courir le bruit que le Roi & la Reine sa  
 mère ne passeroient point par Saumur en  
 allant en Brétagne. *On n'a garde, di-*  
*soient certaines gens, de mettre Leurs*  
*Majestez à la discretion du plus zelé Hugue-*  
*not qui soit en France.* Ces discours cha-  
 grinèrent du Pleffis. Il résolut de s'en  
 plaindre à la Reine. *Madame, lui dit ce*  
*Gentilhomme dont la vertu surpasseoit cel-*  
*le des Aristides & des Catons, je n'ajoute*  
*pas foi à ce qu'on me raporte: mais si on*  
*avoit proposé dans le Conseil de Votre Majes-*  
*té que la personne du Roi ne seroit pas en su-*  
*reté à Saumur, je croirois que c'est la plus*  
*grande injure qu'on me peut faire.* Le Gou-  
 vernement de Saumur me fut donné comme  
 une recompense & comme un gage du Trai-  
 té que j'avois ménagé entre le feu Roi & son  
 Prédecesseur. La négociation que je finis heu-  
 reu-

1614. reusement a beaucoup contribué à faire monter le feu Roi sur le trône de ses Ancêtres. A Dieu ne plaise que la place qu'il me confia ensuite, soit jamais suspecte au Roi son fils. Cette generosité fit plaisir à la Reine. Elle lui parut une invitation honnête d'aller à Saumur.

Du Pleffis eut plusieurs audiences particulières de Marie de Médicis dans le temps qu'il fut à Tours. Sa Majesté lui parloit volontiers de l'état present des affaires du Roiaume. De son côté, il prenoit à tâche d'inculquer souvent à la Régente, d'éviter autant qu'elle pourroit la guerre civile. Rien, disoit-il, n'affoiblit davantage l'autorité du Souverain. J'ai osé dire plusieurs fois au feu Roi, qu'il n'avoit été véritablement Roi, qu'après la fin des guerres civiles. Quelque chose qu'on dise à Votre Majesté contre ceux de notre Religion, soyez persuadée, Madame, que vous n'avez point de sujets plus fideles que ceux qui obéissent par le principe de leur conscience. Nous avons du moins cet avantage sur nos Adversaires, que nous ne reconnoissons point de puissance supérieure entre Dieu & Sa Majesté. Les maximes fondamentales de notre Religion ne nous permettent pas d'avoir le moindre commerce avec les étrangers, qui peuvent entreprendre sur l'Etat, ou sur l'autorité du Roi. Permettez-moi de vous représenter encore, Madame, qu'on vous fait dépenser inutilement de l'argent pour gagner certains particuliers de notre Religion. Nous connoissons ces ames venales. On trompe  
Vôtre

*V*otre Majesté en lui insinuant qu'elles sont utiles à son service. Je lui marquerai un moien infailible d'avoir à peu de frais tous les Réformez à sa devotion. C'est d'ordonner qu'on exécute promptement ce qu'on nous a promis, de nous faire justice sur nos griefs, d'interpréter un peu plus favorablement les ambigüitez qui se trouvent dans les Edits, de nous accorder certaines choses capables d'assurer le repos de nos Eglises, & qui ne font pas grand tort aux Catholiques Romains. Le zèle ardent & sincere que j'ai pour le service de Sa Majesté, me fait parler contre moi-même. Suivez la méthode que je prens la liberté de vous proposer; vous nous ôterez, quand il vous plaira, nos Charges & nos pensions. Nos Eglises tranquilles sous la protection de Sa Majesté, ne s'intéresseront ni pour moi, ni pour aucun Seigneur du Roiaume.

L'avis étoit généreux & digne d'un Gentilhomme vraiment Chrétien. Il auroit pu être de quelque utilité à des gens qui n'auroient pensé qu'à maintenir la paix dans le Roiaume en faisant justice, & peut-être quelque légère gratification aux Réformez. Mais on les vouloit ruiner. Et pour venir à bout d'un projet medité depuis longtemps, & suivi durant un siècle presque entier, la Cour ne pouvoit prendre des mesures plus convenables, que de corrompre ceux qui avoient du crédit & de l'autorité dans les Eglises Réformées. L'ambition & l'avarice des Seigneurs & d'un grand nombre de Gentilshommes Protestans, a fait plus de



1614. de mal à leur Religion, que la haine du Pape & de son Clergé, que le zèle aveugle & superstitieux des Rois & des Reines de France. Si les Ducs & Pairs, les Maréchaux de France, les Seigneurs & les Gentilshommes distinguez eussent eu autant de Religion & de probité que du Pleffis-Mornai, je ne fai si le Fils de celui dont j'écris l'Histoire, auroit osé entreprendre de renverser les Eglises Réformées de son Royaume. La posterité d'une Noblesse corrompue & peu affectionnée à sa Religion, déplore maintenant les suites funestes de la lâcheté de ses Ancêtres.

Le Roi & la Reine sa mère vont à Poitiers.

Mercure François.  
1614.

La Régente reçut à Tours des lettres du Duc de Mayenne. Il lui donnoit avis que le Prince de Condé se retiroit à Châteauroux, & qu'il ne demandoit pour le présent aucune réparation de l'injure qu'il se plaignoit d'avoir reçue à Poitiers. C'étoit faire sagement, que de paroître négliger une offense dont la Cour n'auroit jamais accordé la satisfaction que Condé prétendoit. L'Evêque étoit trop bien avoué de la Reine. Il alla hardiment à Tours accompagné de deux cens habitans pour supplier Leurs Majestez de s'avancer jusqu'à Poitiers. Le jour où Chataigner montra qu'il entendoit mieux le métier de Capitaine, que celui d'Evêque, étoit, à son avis, le jour de la liberté de Poitiers. Leurs Majestez y allèrent. Elles y furent reçues avec toute la joie & avec tous les applaudissemens imaginables. On élut un Maire ; & Mazurier eut ordre d'y demeurer  
en

en qualité d'Intendant de Justice. Roche-  
 fort Lieutenant Général pour le Roi dans  
 la Province se démit peu de temps après  
 de sa Charge. Le Comte de la Rochefou-  
 cault du parti des Guises en fut pourvû.  
 Tout cela ne se faisoit pas sans dessein.  
 On vouloit s'assurer du Poitou pour aller  
 recevoir l'Infante d'Espagne, quand il  
 en seroit temps. Le Duc de Rohan aver-  
 ti par Villeroi, que la Reine seroit sur-  
 prise qu'il ne parût pas à la Cour, lors  
 qu'elle étoit si près de S. Jean d'Angeli,  
 vint faire la révérence à Leurs Majestez.  
 On le reçut agréablement, & la Régente  
 attentive à chercher les occasions de l'at-  
 tirer auprès d'elle, lui fit promettre de  
 se trouver aux Etats de Brétagne qu'on  
 devoit tenir à Nantes en présence de  
 Leurs Majestez, & d'aller ensuite aux  
 Etats Généraux qu'on avoit convoquez.

1614.

Mémoires  
du Duc de  
Rohan.

Contente de ce que tout plioit devant  
 elle, Marie de Médicis prit le chemin  
 d'Angers pour aller à Nantes. Sa Majes-  
 té voulut donner une marque de sa con-  
 fiance à du Pleffis-Mornai en passant par  
 Saumur. Il alla au devant du Roi accom-  
 pagné de cent Gentilshommes. Dez que  
 le jeune Louis eut mis le pied dans le  
 Château, du Pleffis voulut faire sortir la  
 garnison : Mais Sa Majesté ne le permit  
 pas. *Ce n'est point contre nos Rois, di-  
 soit le Gouverneur, que nous avons obte-  
 nu des places de sûreté. Ils ont bien vou-  
 lu nous les accorder pour nous mettre à  
 couvert de la haine de nos ennemis jurez.*

La Reine va  
faire tenir  
les Etats de  
Brétagne à  
Nantes.Vie de M.  
du Pleffis.  
Liv. III.

Quand

1614. *Quand Sa Majesté nous fait l'honneur d' venir, nous ne cherchons plus d'autre sûreté que sa personne.* Le Duc de Vendôme

**Mercur**  
**François.**  
1614.

**Mémoires**  
**de Bassom-**  
**piere.**

voiant que Leurs Majestez venoient tout de bon à lui, s'étoit soumis. On lui donna de nouvelles lettres de rétablissement, qui furent enregistrées au Parlement de Rennes. Mais il eut le chagrin de voir que dans les Etats de la Province, dont il étoit Gouverneur, on y haranguoit fortement contre lui, & qu'on y prénoit des résolutions injurieuses à sa personne, & tout-à-fait contraires à ses intérêts. Un mauvais début n'étoit pas de bon augure pour le reste de la vie de César de Vendôme. Il n'a jamais su ni se faire estimer, ni se faire craindre. Henri IV. son père lui avoit fait épouser l'héritière de la Maison de Mercœur, & l'une des plus riches particulières de l'Europe. Il dissipa les biens immenses qu'elle lui avoit apportez.

**Mort du**  
**Prince de**  
**Conti.**

Marie de Médicis retourna triomphante à Paris. Elle y trouva sa Cour diminuée d'un Prince du sang. Le vuide n'étoit pas fort grand. François de Bourbon Prince de Conti mort le 13. Août ne faisoit aucune figure dans le monde. Sa veuve se consola bien-tôt de la perte d'un mari imbécille. Elle aimoit éperdument Bassompierre, & il y eut entr'eux ce qu'on appelle un mariage de conscience. Entragues sœur de la fameuse Marquise de Vernueil & fille de Marie Touchet Maîtresse du Roi Charles IX. avoit intenté procès à Bassompierre sur une promesse de mariage qu'il lui avoit

avoit donnée. Cet homme à *bonnes fortunes* eut deux femmes en même temps ; la première d'une maison plus connue par les femmes & par les filles galantes qui y sont entrées, ou qui en sont sorties, que par les exploits militaires. La seconde, fille du Duc de Guise & veuve d'un Prince du Sang, devoit faire grand honneur à Bassompierre : mais par une aventure assez bizarre, Bassompierre ne voulut jamais reconnoître l'une pour sa femme légitime, l'autre n'osa pas rendre son mariage public.

Pendant que la Régente jouissoit du plaisir, que le bon succès de son voyage en Poitou & en Bretagne lui donnoit, les Espagnols profitoient habilement de l'accord secret qu'ils avoient fait avec Marie de Médicis, de l'aider à maintenir son autorité en France, pourvu qu'elle appuiât, ou du moins qu'elle ne traversât pas ouvertement leurs desseins du côté de l'Allemagne & de l'Italie. Cette fausse politique d'une Régente ridiculement entêtée, que l'appui du Pape & du Roi d'Espagne lui étoit nécessaire pour soutenir son autorité, lui a déjà fait commettre plusieurs fautes considérables contre les véritables intérêts de son Fils. En voici deux autres. On ne devoit jamais souffrir que les Archiducs des Pais-bas Catholiques envoiasent le Marquis Spinola avec une puissante Armée pour exécuter le Ban que l'Empereur avoit publié contre la Ville d'Aix, ni que sous ce prétexte.

1614.

Nouvelles  
divisions  
entre les  
Princes de  
Brandebourg & de  
Neubourg  
sur l'admini-  
stration  
des Etats de  
Clèves & de  
Juliens.

Intérêts des  
Princes par  
Mr. de Ro-  
han II. Par-  
tie. Discours

Mercur  
François.

1614.

1614. ils envahissent plusieurs places importantes des Etats de Clèves & de Juliers.

Depuis le mariage du Prince de Neubourg avec Madelaine de Bavière, il y eut une mesintelligence plus ouverte que jamais entre lui & le Prince de Brandebourg. Ils ne pensoient qu'à se fortifier l'un contre l'autre au dedans & au dehors. Deux passions fort aveugles, mais extrêmement vives dans le cœur d'un jeune Prince, l'ambition & le ressentiment d'un outrage reçu devant le monde, avoient porté Neubourg à se lier avec l'Empereur, le Roi d'Espagne, & les Archiducs des Pais-Bas Catholiques. Il espéroit que la Maison d'Autriche & la Ligue Catholique d'Allemagne, dont le Duc de Bavière étoit le Chef, l'aideroient à se mettre en possession de tous les Etats de la succession contestée, dez qu'il auroit embrassé la Communion du Pape. Cette manière de se venger du soufflet que l'Electeur de Brandebourg lui avoit donné, paroissoit à Neubourg & plus utile & plus glorieuse. Il se déclara donc Catholique Romain le 15. Mai à Duffeldorp. On peut croire que le Prince avoit différé de faire abjuration publique de la Confession d'Ausbourg, parce qu'il se flattoit qu'en passant encore quelque temps pour Protestant, il exécuteroit avec moins de peine son projet de se rendre seul Maître de quelques-unes des villes principales de la succession contestée. Ce n'étoit pas sans dessein, qu'étant à Juliers dans le mois de Mars,

Mars, il fit dire à Pitham Gouverneur du Château qu'il vouloit y entrer avec ceux de sa fuite. L'Officier plus attaché à la Maison de Brandebourg qu'à celle de Neubourg, refusa d'y recevoir le Prince, quand même il y voudroit venir seul. Pitham se fendoit sur un article de la Transaction passée entre les deux Maisons, que les Gouverneurs des châteaux & des places fortes n'y donneroient entrée à aucun des Princes possédans, à moins que l'autre n'y fût présent. Le Gouverneur demeurant ferme dans sa résolution, Neubourg continua son chemin vers Liège. Il y alloit voir l'Electeur de Cologne son nouvel allié. Le Prince de Brandebourg tenta peu de temps après de surprendre Dusseldorp, mais il manqua son coup aussi bien que l'autre.

Les Etats des Provinces-Unies, les Electeurs & les Princes de l'Empire, amis des deux Maisons les exhorterent inutilement à la paix. La défiance augmentoit tous les jours, sur tout après que Neubourg eut changé de Religion. Les Etats des Provinces-Unies appuièrent alors le Prince de Brandebourg. Il étoit de leur intérêt d'empêcher que toute la succession de Clèves & de Juliers n'échût à un Prince dévoué à la Maison d'Autriche, & engagé dans la Ligue Catholique d'Allemagne. Brandebourg consentit qu'ils s'assurassent de la ville & du château de Juliers, & qu'ils y missent garnison, comme pour tenir l'un & l'autre en sécurité. L'entreprise réussit

1614. par le moien de Pitham qu'on avoit gagné. Il y laissa entrer les soldats & les Officiers que le Prince Maurice d'Orange envoyoit. Neubourg eut de son côté l'adresse de se rendre maître de Duffeldorp, où il se fortifia le mieux qu'il pût. Ces entreprises reciproques de Brandebourg & de Neubourg parurent des préludes d'une guerre ouverte qui commenceroit bien-tôt. On parla d'accommodement dans une Conférence tenue à Wesel. Mais le Prince de Neubourg n'ayant point voulu congédier les troupes qu'il avoit amassées, à moins que la ville & le château de Juliers ne fussent remis dans l'état où l'une & l'autre étoit avant que la garnison Hollandoise y fût entrée, on se sépara sans rien conclure. Chacun ne pensa plus qu'à soutenir son droit à force ouverte & par le secours de ses alliez. La chose réussit tout autrement que les deux Princes ne se l'imaginoient. Les Espagnols & les Etats des Provinces Unies, sous prétexte de secourir, ceux-ci la Maison de Neubourg, & ceux-là l'Electeur de Brandebourg, partagèrent entr'eux presque toute la succession litigieuse.

La ville  
d'Aix-la-  
Chapelle est  
mise au Ban  
de l'Empire.

L'Empereur Rodolphe avoit mis la ville d'Aix-la-Chapelle au Ban de l'Empire à cause du changement que le Parti Protestant y avoit fait dans la Magistrature l'an 1611. Mais ce Prince étant mort avant que l'Archiduc Albert, son frere, & Ernest de Bavière alors Electeur de Cologne, eussent osé exécuter la commission que Sa Majesté Impériale leur avoit adressée, de réduire

réduire les habitans d'Aix, le Duc de 1614.  
**Deux-Ponts** Administrateur de l'Electo-  
 rat Palatin, & Vicaire de l'Empire du-  
 rant l'interregne, cassa toutes les proce-  
 dures & tout ce que Rodolphe avoit or-  
 donné contre la ville d'Aix-la-Chapelle. <sup>Mercur</sup>  
 Mathias son frere lui ayant succédé, on se- <sup>François</sup>  
 plaignit à la Cour Impériale de l'entrepri-  
 se du Duc de Deux-Ponts, & les Catholi-  
 ques pressèrent l'exécution du Ban publié  
 par le feu Empereur. Sa Majesté accor-  
 da sans peine une chose que le Pape & les  
 Espagnols appuioient dans son Conseil.  
 Il lui paroissoit encore que le Duc de  
 Deux-Ponts avoit passé les bornes de  
 son autorité, & qu'il avoit entrepris sur  
 celle de l'Empereur, en cassant ce que  
 Rodolphe avoit ordonné avant sa mort.  
 La ville d'Aix-la-Chapelle fut donc mise  
 derechef au Ban de l'Empire le 20. Fe-  
 vrier de cette année. L'Archiduc Albert  
 & Ferdinand de Bavière successeur d'Er-  
 nest dans l'Electorat de Cologne, eurent  
 la commission de faire exécuter le nou-  
 veau Mandement.

Albert fit aussi-tôt de grandes levées  
 dans les Pais-Bas de sa domination.  
 Les Etats des Provinces-Unies attentifs  
 aux démarches des Espagnols dans leur  
 voisinage, armèrent de leur côté. La bon-  
 ne politique vouloit qu'ils se tinssent sur  
 leurs gardes, & qu'ils s'opposassent à ce  
 que la Maison d'Autriche voudroit entre-  
 prendre sur les Etats de Clèves & de Ju-  
 liers, qu'elle trouvoit à sa bienséance.



1614. Il n'étoit pas nécessaire de mettre des forces si considérables sur pied pour obliger la ville d'Aix à se soumettre. On voioit bien que les Espagnols cachotent un dessein plus important. Les deux Armées demeurèrent quelque temps sans faire de mouvement de part ni d'autre. Chacun sembloit craindre de se charger, du reproche d'avoir rompu la trêve qui duroit entre les Archiducs & les Etats Généraux des Provinces-Unies. La France & l'Angleterre devoient naturellement se rendre Mediatrices de tous ces différends & empêcher que la Maison d'Autriche n'entreprît sur la succession contestée. Mais Philippe avoit ses pensionnaires dans le Conseil de France & d'Angleterre. Assuré que Jacques & Marie de Médicis le regarderoient faire; il résolut que Spinola Général de ses troupes dans les Pais-Bas, marcheroit au plutôt sous prétexte du Ban publié contre la ville d'Aix-la-Chapelle, & qu'il se feroit en revenant des meilleures places des Etats de Clèves & de Juliers. C'étoit le moyen de disposer ensuite à son gré d'une belle succession. L'entreprise des Provinces-Unies sur la ville & sur le château de Juliers parut à la Maison d'Autriche une raison suffisante pour justifier ce qu'elle avoit dessein de faire depuis long-temps.

Le Marquis Spinola réduit la ville d'Aix-la-Chapelle & Voici donc Spinola en campagne avec une Armée d'environ trente mille hommes. Il passe la Meuse à Mastricht, & s'en va droit investir Aix-la-Chapelle. Les habi-

habitans trop foibles pour résister, de- 1614.  
mandent grace dez le second jour, & se se faist de  
souvrentent à Sa Majesté Impériale. Spi- plusieurs  
nola maître de la ville retablit les anciens places dans  
Magistrats Catholiques, & casse les Pro- les Etats de  
testans. On met en prison quelques-uns Clèves & de  
de ceux qui avoient eu part au changement Juliers.  
de 1611. & les autres se sauvent comme ils  
peuvent en sautant par dessus les murail-  
les de la ville. Après avoir tout réglé à sa  
fantaisie dans Aix-la-Chapelle, Spinola  
marche vers les Etats de Clèves. Duren  
lui ouvre ses portes, & de là il passe à Mul-  
heim, il en fit raser les fortifications &  
combler les fosses, en conséquence de cer-  
tains Mandemens Impériaux obtenus par  
ceux de Cologne, qui s'étoient toujours  
oposez à l'établissement d'une nouvelle  
ville que les Princes de Brandebourg  
& de Neubourg y avoient fait com-  
mencer, il y a quelques années. En-  
fin, fortifié par la jonction des trou-  
pes que Neubourg lui avoit amenées, le  
Général Espagnol assiége Wesel, le prend,  
se faist de Duisbourg & de plusieurs au-  
tres places.

Maurice Prince d'Orange qui étoit alors Maurice  
au fort de Schenk à la tête d'une Armée Prince d'O-  
de dix-huit mille hommes, se mit aussi à range prend  
prendre des places de son côté. Il se rend de son côté  
maître d'Emeric, de Rées, & de quel- plusieurs  
ques autres villes en fort peu de temps. le même  
On vit alors une chose fort particuliere. pais.  
Deux Armées ennemies se faisoient de  
la succession de Clèves & de Juliers

1614. fans rompre la trêve qui duroit entr'elles, fans vouloir s'attaquer, & fans tirer l'é-

Interêts des pée l'une contre l'autre. Le plus dili-  
Princes par gent des deux Généraux faisoit de plus  
Mr. de Ro- grands progrès. Quand l'un avoit pris  
han. II. Par- une place, l'autre se retiroit fans y rien  
tie. Dif- prétendre. On dit que Marie envoya seu-  
cours V. lement demander à Spinola, au nom de

quel Prince il entroit à main armée dans le pais, & que Spinola répondit en faisant la même question à Maurice. Spinola n'osoit attaquer Maurice, dont l'Armée étoit plus brave, mieux aguerrie que la sienne, & Maurice ne vouloit pas hazarder les troupes qui faisoient la force principale des Provinces-Unies. Il crut que les Etats Généraux auroient assez de gloire & d'avantage, en partageant, fans courir aucun risque, la succession de Clèves & de Juliers avec le Roi d'Espagne. Les deux Généraux continuèrent leur expédition fans s'inquieter d'autre chose que de faire diligence. Spinola finit en détachant une partie de son Armée du côté de Juliers, où elle prit encore quelques places. Maurice envoya le Prince Frédéric-Henri son frere dans le Duché de la Mark pour en faire autant. Nouvelle manière de se faire la guerre en demeurant au dehors bons amis de part & d'autre.

Conférence Il n'est pas moins surprenant que le Roi  
de Santheim d'Angleterre, la Régente de France, &  
sur les affai- les Princes Protestans d'Allemagne aient  
res de la suc- été spectateurs oisifs de tous ces mouve-  
cession de Clèves & de Juliers. mens dans une affaire à laquelle toutes ces  
Juliers. Puif-

Puissances prirent d'abord un si grand intérêt. Mais quoi? Marie de Médicis devoüée à la Cour de Madrid, se contentoit de donner des paroles & d'envoyer des Ambassades pour proposer un accommodement. Jacques dont le Conseil n'étoit pas moins vendu à l'Espagne que celui de France, ne crut pas devoir s'échauffer plus que la Régente. Les Princes d'Allemagne abandonnez des deux Couronnes, & divisez entr'eux d'affection & d'intérêt, que pouvoient-ils faire? Il falloit pourtant donner quelque signe de vie en cette rencontre : la succession de Clèves & de Juliers sembloit exposée au premier occupant. La France, l'Angleterre, le Dannemark, les Provinces-Unies, le Comte Palatin, l'Electeur de Cologne, & quelques autres Princes d'Allemagne, envoierent enfin leurs Ministres à Santheim pour y conferer sur les moiens d'arrêter tous ces mouvemens & de terminer ce long différend. Brandebourg & Neubourg aiant donné chacun leurs demandes & leurs raisons par écrit, on dressa une Transaction que les deux Princes devoient observer par provision, jusques à ce que la contestation fût jugée par les voies de droit. Mais quand il fut question d'en faire agréer les articles à l'Espagne & aux Etats des Provinces-Unies, il y eut tant de dificultez pour l'exécution, qu'il ne fut pas possible de terminer l'affaire. Les Etats en rejettoient la faute sur Spinola, & ceux-ci sur le Prince

1614.

Mercur  
Francois.  
1614.

1614. Maurice. Disons la vérité. Ni les uns ni les autres, ne vouloient d'accommodement. Chacun pensoit à profiter de ce qu'il avoit pris.

Le Duc de Savoie se bruyille plus que jamais avec l'Espagne.

Le bon succès des armes Espagnoles du côté d'Allemagne, sembloit rendre les Ministres du Roi Catholique encore plus fiers en Italie. Mais Inojosa Gouverneur de Milan n'avoit ni l'habileté, ni la bravoure de Spinola. Le Duc de Savoie se moquoit assez ouvertement des men-

Nani *Historia Veneta*. Lib. I. 1614.

ces qu'on continuoit de lui faire de la part du Roi d'Espagne. *Affurez-moi, disoit-il, que la France ne m'attaquera point; je saurai bien me défendre contre le Roi Catholique. Ne connoissons-nous pas bien*

Siri *Memoire Recondite*. Tom. III. Pag. 242. 243. &c.

*ce que l'Espagne peut faire maintenant? Il s'en faut beaucoup qu'elle ne soit aussi formidable que sous Charles - Quint, Et dans les premières années du Regne de son Fils. Le*

Mercur *François*. 1614.

*Duc de Savoie n'est pas le plus puissant voisin de Philippe: mais il le craint peut-être moins qu'aucun autre. C'est ainsi que résolu de soutenir sa dignité contre des gens qui lui parloient toujours en maîtres, Charles Emmanuel se préparoit à une rupture ouverte avec Sa Majesté Catholique. A peine le Marquis de Cœuvres eut-il quitté l'Italie, que les Espagnols contens de se voir désormais les seuls arbitres du différend entre les Maisons de Savoie & de Mantouë, sommèrent derechef Charles Emmanuel de conclure le mariage de sa fille veuve du Duc François avec le Cardinal Ferdinand Duc de Mantouë,*  
&

& de désarmer au plutôt. On lui promettoit de travailler immédiatement après à l'accommodement de ses différends avec le Cardinal Duc. Charles Emmanuel répondit froidement qu'il ne pouvoit pas congédier ses troupes lorsque la France étoit en armes de tous côtez. *Pour ce qui est du mariage de ma fille avec son beau-frère*, ajoûtoit-il, *mon Conseil est d'avis qu'on me fasse premièrement justice, & qu'on me dédommage des prétensions que j'ai sur le Monferrat & sur la Maison de Mantouë.* L'Ambassadeur pria Son Altesse de lui donner cette réponse par écrit, afin qu'il la pût envoyer à Madrid. Le Duc n'en fit aucune difficulté. Et pour témoigner aux Espagnols qu'il ne vouloit pas leur obéir en sujet, il ordonna de nouvelles levées, il fit foudre du canon, il remplit ses magasins en présence de l'Ambassadeur de Sa Majesté Catholique.

Cette résolution fit craindre au Ministre Espagnol, que Charles Emmanuel rebuté de la manière impérieuse dont Inojosa en usoit avec lui, ne se précipitât dans une résolution extrême. Il proposa donc d'un ton plus doux à Son Altesse d'envoyer des Jurisconsultes à Milan & de leur donner pouvoir de transiger avec ceux qui viendroient de la part du Cardinal Duc, sur les prétensions réciproques des deux Maisons. Le Gouverneur de Milan & le Prince de Castiglione devoient être les Mediateurs de cette nouvelle négociation, de la part de l'Empereur &

1614. du Roi d'Espagne. Charles Emmanuel ne peut pas rejeter la proposition. Il nomma trois de ses plus habiles Jurisconsultes. On s'assembla de part & d'autre, on proposa divers expédiens pour accommoder les deux Princes. Les premières demandes des Ministres de Savoie parurent exorbitantes : mais ils se relâcherent dans la suite. Le Prince de Castiglione eut peut-être terminé l'affaire à des conditions assez raisonnables, d'un double mariage entre les deux Maisons, & de la cession de quelque dépendance du Monferrat, voisine du Piémont, & à la bienfaisance des Ducs de Savoie, si le Gouverneur de Milan moins patient que Castiglione, n'eût pas tout gâté par sa hauteur. Chagrin de ce que Charles Emmanuel faisoit trop de difficulté d'accepter les conditions que les Espagnols proposoient, il fit impétueusement signifier au Duc de Savoie, qu'il eût à désarmer dans six jours. Avant que de commander d'une manière si absolue, il fallût être en état de se faire obéir promptement, en cas de refus. Envoyer ces ordres précis de la part du Roi d'Espagne, & n'avoir pas des troupes prêtes à faire irruption dans le Piémont, n'étoit-ce pas commettre mal à propos un puissant Roi avec un Prince inférieur, qui donnoit assez à connoître, qu'il ne céderoit qu'à la dernière extrémité.

Dez qu'une Monarchie se croit supérieure, elle devient impérieuse. Au lieu de négocier, elle veut donner la loi. Les  
Espa-

Espagnols avoient pris ces grands airs sous le Regne de Philippe II. Ils les vou-  
oient retenir après sa mort. N'auroit-on  
pas mieux fait de se souvenir, que l'Espa-  
gne avoit déjà donné des marques certai-  
nes de sa décadence ? Ce que l'Espagne  
faisoit alors, la France a voulu l'imiter  
de nos jours. Nous l'avons vû parler avec  
une extrême hauteur au Petit-fils de Char-  
les Emmanuel : on le menaçoit fierement  
des armes du Roi. Qu'en est-il arrivé ?  
Le Duc de Savoie aussi courageux & plus  
prudent que son Ayeul, s'est ennuié com-  
me lui de se voir traiter en sujet. Il s'est  
uni au grand nombre d'ennemis que la  
France avoit déjà sur les bras : & bien-  
tôt il a vû ceux qui prenoient des vil-  
les, qui gagnoient des batailles, lui par-  
ler en suplians. Trop heureux d'acheter  
honteusement la paix du Prince qu'ils  
avoient méprisé ! *Dans trois mois*, disoit  
un Ministre de France hautain & brutal,  
*il ne sera plus fait mention du Duc de Sa-  
voie.* L'Histoire de nôtre temps en par-  
lera tout autrement que cet homme ne se  
l'imaginait. La posterité y lira avec éton-  
nement & avec plaisir, qu'une couronne  
si fière a été bien-aise que le Duc de  
Savoie se soit contenté qu'elle abandon-  
nât tout ce qui avoit été pris du côté de  
l'Italie sous ce Regne-ci & sous le préce-  
dent.

Quelque mécontens que fussent les Ve-  
nitienens de l'humeur inquiète & remuante  
de Charles Emmanuel qui cherchoit à étendre son  
pouvoir sur le côté de la France.

Le Duc de  
Savoie tâche  
de mettre  
les Veni-  
tiens de son  
côté.



1614. troubler le repos de l'Italie pour satisfaire  
*Nani Histo-* à son ambition, ils n'étoient pas fâchez  
*ria Veneta.* de voir qu'un Prince si fort inégal à la  
*Lib. I. 1614.* puissance de l'Espagne, étoit lui seul ca-  
 pable de braver & d'embarasser des gens  
*Siri Memo-* qui vouloient faire trembler tout le mon-  
*rie Recondi-* de. Le courage intrepide que le Duc de  
*te. Tom. III.* Savoie témoignoit en soutenant sa digni-  
*Pag. 253.* té de Prince Souverain, plût si fort au  
*254.* Sénat, qu'il en fut mieux disposé à écou-  
 ter les propositions que Charles Emma-  
 nuel envoioit faire à la République. Per-  
 suadé que des Sénateurs qui ne manquent  
 pas de fierté, avoient de l'indignation  
 contre le faste & l'orgueil Espagnol, &  
 qu'ils seroient bien-aisés d'éloigner de  
 leurs frontières une nation impérieuse  
 & entreprenante, le Duc de Savoie pen-  
 soit à sonder la disposition du Sénat, &  
 à lui faire l'ouverture d'une ligue offen-  
 sive & défensive pour la conservation, ou  
 plutôt pour le recouvrement de la liber-  
 té des Souverains d'Italie. Mais il ne sa-  
 voit comment entrer en négociation avec  
 des gens qui se plaignoient ouvertement  
 de lui, & dont il avoit renvoyé l'Ambassa-  
 deur d'une manière assez indigne. Le  
 Cardinal Aldobrandin son ami avoit tenté  
 de le racommoder avec le Sénat, mais  
 on ne voulut pas l'écouter. Jacques I.  
 Roi de la Grande Bretagne cherchoit à  
 s'entremettre dans les affaires d'Italie &  
 à gagner de l'autorité & du crédit de ce  
 côté-là. Il cultivoit l'amitié des Venitiens  
 depuis long-temps, & le Duc de Savoie  
 s'étoit

s'étoit fort intrigué en Angleterre. Charles Emmanuel s'avisa donc de s'adresser à Carleton Ambassadeur de Jacques à Venise, & de le prier de ménager une audience à Piscina homme d'esprit & éloquent qu'il envoioit à la République. Carleton n'eut pas beaucoup de peine à l'obtenir. Mieux intentionnée pour Charles Emmanuel depuis que les Espagnols le chagrinoient, la Seigneurie consentit à recevoir l'Envoié de Savoie.

Piscina déploya toute son éloquence dans sa harangue au Sénat. Il s'y plaignoit des entreprises du Roi d'Espagne; il protestoit que le Duc son maître mourroit plutôt que de souffrir la manière indigne dont les Espagnols en usoient avec lui; il déplorait la servitude malheureuse des Princes d'Italie; il raisonnoit sur les conséquences du pouvoir que la Cour de Madrid s'attribuoit; il conjuroit le Sénat de réfléchir sérieusement sur toutes les démarches des Ministres de Sa Majesté Catholique. Enfin ce long discours aboutit à dire que Charles Emmanuel qui faisoit gloire d'être le fils aîné de la République, se jettoit entre les bras du Sénat protecteur des Princes affligés, que Son Altesse le prioit instamment de l'aider de ses bons avis, & de lui servir de père. Comme les Venitiens avoient quelque sujet de se plaindre de l'irruption que le Duc avoit faite dans le Monferrat malgré leurs remontrances, son Envoié avoit ordre de les apaiser en leur offrant de les prendre  
pour

1614. pour arbitres de son différend avec la Maison de Mantouë.

Les Auteurs Venitiens ornent autant qu'ils peuvent ces endroits de leur Histoire. On diroit qu'ils veulent nous insinuer que les Souverains ont pour le Sénat le même respect, la même deference que de puissans Rois ont eue autrefois pour celui de l'ancienne Rome. Je rends au Sénat de Venise toute la justice qui lui est due : mais je le trouve fort au dessous du Sénat de Rome, après qu'elle eût étendu sa domination en Afrique, en Espagne, en Grèce, en Asie. Les Romains se mocquoient eux-mêmes de ces Rois qui rampoient bassement devant eux : & je ne sai si la qualité de Fils aîné de Saint Marc que prenoit Charles Emmanuel, n'étoit point autant indigne d'un Duc de Savoie, que celle d'Afranchi du peuple Romain l'étoit du Souverain d'un assez beau Roiaume. Un Prince qui prétendoit se distinguer dans toute l'Europe, en soutenant si bien sa dignité contre le Roi d'Espagne, avoit-il bonne grace de ramper de la sorte devant les Nobles de Venise, dont l'origine n'est pas fort illustre, ni l'indépendance bien ancienne ? L'Ambassadeur que le Roi d'Espagne avoit alors à Venise, saura le leur prouver dans quelque temps. C'est le fameux Marquis de Bedmar dont le nom sera toujours odieux aux Venitiens pour plus d'une raison.

Quand ce Ministre aussi jaloux qu'aucun autre de la gloire de son Prince, eût appris

appris ce que Piscina avoit dit au Sénat de  
 la part du Duc de Savoie, il demanda d'être  
 entendu à son tour. L'Espagnol parla  
 vivement des bonnes intentions de  
 Philippe pour la conservation du repos de  
 l'Italie, de l'argent qu'il dépensoit des  
 peines qu'il prenoit tous les jours pour  
 cet effet. *Le Roi mon maître*, dit Bedmar,  
*étoit en droit d'employer les moiens les plus*  
*efficaces & les plus violens pour reduire le*  
*Duc de Savoie aux conditions raisonnables*  
*qu'on lui a souvent offertes. La crainte*  
*que Sa Majesté a de donner trop de jalousie*  
*aux Souverains d'Italie, l'a retenuë uni-*  
*quement en cette rencontre. On a eu tou-*  
*te la patience imaginable ; on a mis en œu-*  
*re les expédiens les plus propres à terminer*  
*le différend qui dure depuis trop long-temps*  
*entre les Maisons de Savoie & de Man-*  
*touë. Si la douceur & la clémence du Roi*  
*mon maître, ne servent qu'à rendre le Duc*  
*de Savoie plus fier & plus entreprenant,*  
*doit-on trouver étrange que Sa Majesté le*  
*menace maintenant d'user de la puissance*  
*que Dieu lui a donnée, & qu'elle protège*  
*par la force de ses armes le Cardinal Duc de*  
*Mantouë injustement attaqué ? Les allures*  
*du Duc de Savoie sont assez connues dans*  
*le monde. Maintenant qu'il se voit réduit*  
*à se contenter des conditions équitables*  
*qu'on lui accorde, & à congédier les trou-*  
*pes que son inquiétude & son ambition lui*  
*ont fait lever à grands fraix, il s'intri-*  
*gue, il tâche de surprendre les Souverains*  
*d'Italie, dans le dessein de reculer l'accord*  
*qu'on*

1614. *qu'on lui propose, & d'éviter la honte de dé-  
 armer après un si grand fracas. Le Sénat a  
 de la lumière & de la pénétration : il con-  
 noit par une assez longue expérience l'hu-  
 meur & la dissimulation du Duc de Savoie :  
 cela suffit pour ne se laisser pas éblouir par les  
 discours artificieux de son nouvel Envoié.*

Quoique les Venitiens fussent plus fa-  
 vorables à Charles Emmanuel qu'aux Mi-  
 nistres du Roi d'Espagne, le Sénat évita  
 de prendre aucun engagement avec le Duc  
 de Savoie. On s'excusa de se mêler de l'a-  
 faire du Monferrat & des prétentions ré-  
 ciproques des Maisons de Savoie & de  
 Mantouë; l'arbitrage en ayant été deféré à  
 l'Empereur & au Roi d'Espagne. On ex-  
 horta Son Altesse à s'accommoder avec le  
 Cardinal Duc, à donner quelque satisfac-  
 tion au Roi Catholique, à céder au plus  
 fort, autant que la qualité de Souverain  
 le lui pouvoit permettre. Enfin le Sénat  
 tâcha de la consoler en lui promettant les  
 bons offices en cette rencontre, & en  
 lui donnant à entendre qu'on ne la lais-  
 seroit pas opprimer. Les Espagnols trou-  
 vèrent mauvais que l'Envoié de Savoie  
 eût été si bien écouté à Venise. Le Gou-  
 verneur de Milan qui avoit déjà du cha-  
 grin contre la République, s'en étant  
 plaint assez hautement, la défiance s'aug-  
 menta de part & d'autre. De manière que  
 le Sénat ordonna de nouvelles levées, &  
 se tint sur ses gardes, en cas qu'il y eût une  
 rupture ouverte entre l'Espagne & la Sa-  
 voie. Les Venitiens affectoient pourtant

au dehors une parfaite neutralité ; ils parloient plutôt comme des amis communs qui cherchent à être Mediateurs, que comme des gens disposez à embrasser un parti préférablement à l'autre. Mais quelque soin qu'ils prissent de diffimuler leurs véritables sentimens, la Cour de Madrid ne se fioit point à eux. On y sentoît fort bien qu'ils ne permettroient jamais que le Duc de Lerme exécutât le dessein qu'il avoit conçu de perdre le Duc de Savoie, & de mettre les Princes d'Italie dans une entière dépendance des volontez du Roi Catholique. La jalousie & les soupçons des Espagnols se reveillerent encore plus dans la suite. Charles Emmanuel avoit envoyé le fils de son premier Ministre à Venise en qualité d'Ambassadeur ordinaire ; & le Sénat nomma Renier Zeno pour demeurer auprès du Duc de Savoie dans le temps que Son Altesse soutenoit ouvertement la guerre contre l'Espagne.

Charles Emmanuel comptoit sur les Officiers & sur les soldats François qui ne manqueroient pas d'obéir à son service, dezz que le Gouverneur de Milan seroit mine de vouloir attaquer le Piémont. Son Altesse entretenoit toujours une étroite correspondance avec le Maréchal de Lesdiguières qui commandoit en Dauphiné ; & les Espagnols ne doutoient pas que cet ancien ami du Duc de Savoie ne le secourût volontiers. Ces considérations engagèrent Iniga de Cardenas Ambassadeur

Le Marquis de Rambouillet est nommé Ambassadeur extraordinaire de France en Italie.

Siri *Memoirie Recondite*. Tom. III. Pag. 263. 264.

1614. **ambassadeur d'Espagne en France à partir pour Nantes, où la Régente étoit alors.**

**Mémoires  
de la Régente  
de Marie  
de Médicis.**

Il avoit reçu ordre de se plaindre à Sa Majesté de l'obstination du Duc de Savoie, & de s'assurer de la France en cas que le Roi Catholique se trouvât dans la nécessité de protéger à force ouverte le Cardinal Duc de Mantouë, & de punir l'orgueil & la témérité de Charles Emmanuel. La chose aiant été agitée dans le Conseil de la Régente, on y reconnut la nécessité d'accommoder au-plûtôt un différend; dont les suites pouvoient aller loin. Ce n'étoit plus une querelle entre les Maison de Savoie & de Mantouë. Il étoit à craindre que les Espagnols n'envahissent le Piémont. Le Marquis de Rambouillet fut nommé Ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté en Italie pour aller négocier un accord, conjointement avec Jules Savelli Nonce extraordinaire du Pape. La France & l'Espagne avoient sollicité Paul V. d'interposer son autorité auprès du Duc de Savoie, mais le bon homme n'apportoit point à se mêler des affaires de Savoie. Charles Emmanuel faisoit profession de n'avoir pas de fort grands égards pour Sa Sainteté, & le Pape disoit qu'il n'avoit pas de plaisir à traiter avec un Prince, à la parole duquel il ne pouvoit pas se fier. L'instance d'Espagne vint fort à propos pour empêcher que le Duc de Savoie ne tirât des Officiers & des soldats François à son service. Le Maréchal de Lesdiguières envoioit demander à Sa Majesté

**Histoire du  
Connétable  
de Lesdiguières.  
Liv. VIII.  
chap. 7.**

jefté la permission de faire lever dans le Dauphiné deux mille hommes d'Infanterie & quelque Cavalerie pour le Duc de Savoie. La Régente ne voulut pas l'accorder. Elle défendit même à tous les François d'aller fervir Charles Emmanuel. Malgré les ordres positifs & féveres de la Reine, Lefdiguières trouva le moien de faire passer quelques milliers d'hommes en Piémont, qui renforcerent merveilleusement bien l'Armée de Savoie. 1614.

Charles Emmanuel demeuroid toujours ferme dans la réfolution qu'il avoit prise de ne congédier point fes troupes, à moins que le Gouverneur de Milan ne défarmât de fon côté, ou qu'il ne donnât des assurances qu'il le feroit immédiatement après que le Duc de Savoie auroit commencé le premier par déference à la Majesté Roiale. Inojofa ne vouloit pas non plus fe relâcher de fa prétention, que le Roi son maître étoit en droit de commander, & qu'il n'appartenoit pas à un Duc de Savoie de traiter avec la Couronne d'Espagne d'égal à égal, de Souverain à Souverain. Il fallut donc en venir à une guerre ouverte. L'Ambaffadeur d'Espagne à Turin aiant fait de grands reproches à Charles Emmanuel, lui déclara tout de bon que SaMajesté Catholique irritée d'une fi longue réfiftance, alloit enfin fe faire justice à elle-même. Charles l'écouta fans s'émouvoir. Tirant le Collier de la Toifon d'or qu'on lui avoit donné autrefois, il le rendit à l'Ambaffadeur d'un

Guerre ouverte entre l'Espagne & la Savoie. Nani *Historia Veneta*. Lib. I. 1614. Siri *Memoire Recondite*. Tom. III. Pag. 266. 267. Mercure François. 1614.



1614.

d'un air dedaigneux. *A Dieu ne plaise, dit-il, que je porte jamais l'ordre d'un Prince qui prétend me traiter en sujet.* Le Gouverneur de Milan avoit des troupes prêtes à marcher, & il attendoit encore un nouveau renfort qui lui venoit de Naples & de Sicile. Voici donc Inojosa qui s'avance près de Vercéil, dans la pensée que le Duc se soumettroit humblement, dez que l'Armée Espagnole seroit entrée dans son pais. On crut que ce n'étoit pas sans dessein, que le Roi d'Espagne avoit ordonné que le Prince Philibert fils de Charles Emmanuel, que Sa Majesté Catholique avoit fait Général de ses Armées sur mer, amenât lui-même à Genes les troupes destinées contre la Savoie. N'étoit-ce pas vouloir insulter au Duc, en lui faisant voir que son fils apportoît, pour ainsi dire, au Gouverneur de Milan les verges dont Philippe, ou plutôt le Duc de Lerme prétendoit fouetter un petit Prince qui osoit résister à un grand Roi ?

Ces bravades n'étonnerent point Charles Emmanuel. Il entra de son côté dans le Milanois, où ses troupes firent plus de mal, que celles d'Espagne n'en avoient fait dans son pais. Son Altesse acquit même de la gloire & de la réputation. Car enfin, le Marquis d'Inojosa paroissoit un grand novice dans le métier de la guerre. L'Armée Espagnole manqua de belles occasions de battre les Savoiards inférieurs en nombre. Cette expédition mal conduite acheva de rendre le Gouver-

**V**erneur de Milan méprisable en Italie. 1614  
**O**n étoit bien-aïse de voir la fermeté de  
 l'Espagne humiliée. Pour se venger en  
 quelque manière, & pour faire sa cour en  
 même temps au Duc de Lerme qui le pro-  
 tegeoit, Inojosa entreprit d'élever un fort  
 assez près de Vercell sur les terres du Roi  
 d'Espagne. On l'appella le Fort de *San-*  
*doval* du nom de la famille du Duc de  
 Lerme. Le dessein du Gouverneur, c'é-  
 toit de brider Vercell, de couvrir le Mi-  
 lanois, & d'en fermer l'entrée aux étran-  
 gers qui pouvoient aisément y faire irrup-  
 tion par cet endroit. Les Espagnols mé-  
 ditoient cette entreprise depuis long-  
 temps : mais la crainte qu'une pareille  
 nouveauté n'allarmât les Princes voisins,  
 arrêta la Cour de Madrid. On attendoit  
 quelque conjoncture favorable. Inojosa  
 crut ne devoir pas manquer celle de la  
 rupture avec le Duc de Savoie. Le ser-  
 vice important qu'il prétendoit rendre à  
 son Maître, ne le mit pas à couvert des  
 reproches des habiles gens de sa nation.  
 Ils se plaignoient que le Gouverneur avoit  
 perdu le temps à bâtir son Fort de Sando-  
 val. On disoit hautement qu'il étoit facile  
 de réduire le Duc de Savoie en entrant  
 bien avant dans le Piémont avec une Ar-  
 mée fort supérieure à la sienne. Toute la  
 Cour de Madrid se déchainoit & contre  
 Inojosa & contre Charles Emmanuel. Elle  
 accusoit le premier de lenteur, de timidité,  
 d'ignorance, peut-être d'infidélité. Pour  
 le Duc de Savoie, son nom étoit en  
 hor-

1614. horreur & en exécration. Le premier Ministre de Philippe ne menaçoit Charles Emmanuel de rien moins, que de perdre sans ressource.

Ecrits réciproques de la part du Roi d'Espagne & du Duc de Savoie.

Mercur  
François.  
1614.

On se mocqua encore plus des Espagnols en Italie, quand ils s'aviserent de battre à coups de plume contre le Duc de Savoie. Le Capitaine Général de la justice dans l'Etat de Milan fit afficher un Placard, dans lequel il déclaroit que le Comté d'Asti & d'autres Seigneuries, que le Duc de Savoie, disoit-on, tient en fief des Ducs de Milan, étoient confisquées à Sa Majesté Catholique, à cause de la félonnie de Charles Emmanuel son vassal. Le Prince de Castiglione Commissaire de l'Empereur en Italie, fit aussi signifier au Duc de Savoie un Mandement, par lequel on lui ordonnoit au nom de l'Empereur, de congédier incessamment son Armée, & de s'abstenir de tout acte d'hostilité dans le Monferrat & sur les terres du Cardinal Duc de Mantoue, sous peine d'être mis au Ban de l'Empire. Charles Emmanuel se défendit encore assez vigoureusement par la plume. Sa Chambre des Comptes déclara par un acte public que le Comté d'Asti relève immédiatement de l'Empire, & que les autres terres énoncées par l'Officier de Sa Majesté Catholique, n'avoient jamais été des fiefs dépendans du Duc de Milan. On en usa plus respectueusement envers l'Empereur. Charles Emmanuel lui écrivit une longue lettre en forme d'Apologie &

de Manifeste. Le Duc y rend raison de sa conduite, il se plaint fortement de la conduite de l'auteur & des entreprises du Roi d'Espagne & de ses Ministres en Italie, & il accuse le Prince de Castiglione de s'être dévoué à la passion des Espagnols contre les véritables intérêts de Sa Majesté Impériale. On dit que les Espagnols ne furent pas trop contents des procédures de Castiglione. Ils auroient voulu qu'on eût mis la Principauté de Piémont au Ban de l'Empire, & que l'exécution du Ban fût commise au Gouverneur de Milan. La Cour Impériale ne fut pas d'avis d'y aller avec tant de précipitation. Elle n'étoit pas si aveugle, que de n'apercevoir pas que les Espagnols n'étoient déjà que trop puissans en Italie.

Tandis que les Espagnols & les Savoisiards se batent, tantôt avec l'épée, tantôt avec la plume, le Marquis de Rambouillet & le Nonce Savelli proposoient différens projets d'accommodement au Duc de Savoie & au Gouverneur de Milan. La Régente de France, qui d'ailleurs n'étoit pas trop contente du Duc de Savoie, & qui ménageoit extrêmement la

Le Nonce du Pape & l'Ambassadeur de France travailloient à un accommodement entre l'Espagne & la Savoie.

Cour d'Espagne, avoit donné ordre à son Ambassadeur de travailler à la paix d'Italie, sans se mettre beaucoup en peine de contenter la délicatesse de Charles Emmanuel, qui vouloit traiter avec les Couronnes presque d'égal à égal. Rambouillet pressoit donc le Duc de Savoie de désarmer promptement le premier, sur la

Nani *Historia Veneta*. Lib. I. 1614.  
Siri *Memoire Recondite*. Tom. III. pag. 287. 288. 289.

1614.

Mercur  
François.  
1614.

parole que le Gouverneur de Milan don-  
neroit de la part de son Maître au Pape &  
au Roi de France, qu'on n'ataqueroit ni le  
Piémont, ni les autres Etats de la Maison  
de Savoie, & que Sa Majesté Catholique  
congedieroit ses troupes quinze ou vingt  
jours après. Le Pape & le Roi de France  
offroient la garantie du Traité, & Ram-  
bouillet protestoit à Charles Emmanuel  
que le Maréchal de Lesdiguières viendrait  
à son secours avec toutes les forces de la  
France, en cas que l'Espagne contrevint  
au Traité. Le Duc chicana long-temps  
là-dessus. Il ne croioit pas devoir se fier  
trop aux paroles de la France, dans le  
temps qu'elle prenoit de plus grands en-  
gagemens que jamais avec la Couronne  
d'Espagne. Il consideroit encore que le  
Gouverneur de Milan ne désarmant qu'a-  
près lui, il demeureroit à la discretion des  
Espagnols qui l'auroient chassé du Pié-  
mont, avant que le secours de France eût  
passé les Alpes. Mais venant à réfléchir  
d'un autre côté, que s'il irritoit le Pape &  
la France, en refusant avec trop d'opiniâ-  
treté les conditions que leurs Ministres lui  
offroient, il seroit abandonné de tout le  
monde, Charles Emmanuel se trouvoit  
dans une si grande perplexité qu'il ne sa-  
voit quel parti prendre.

Une ligue avec la République de Venise  
étoit son unique ressource. Il sollicitoit le  
Sénat autant qu'il pouvoit, de s'unir avec  
lui pour chasser les Espagnols du Milanois.  
*L'Espagne*, disoit-il à Zeno Ambassadeur de  
Venise,

Venise, n'est plus ce qu'elle étoit autrefois. Le Milanois est ouvert de tous côtez : on peut l'enlever en une ou deux campagnes. Si la France ne se déclare pas pour nous, du moins elle ne nous sera pas contraire. Ses meilleurs Officiers, ses soldats les plus aguerris viendront prendre parti chez nous de l'aveu même du Roi. Les Princes d'Italie les plus dépendans de l'Espagne se souleveront contr'elle quand ils verront sa puissance ébranlée chez nous. Chacun sera bien-aise de profiter de ses dépouilles. Le Duc épuisoit inutilement son éloquence & sa politique auprès du Sénat. Cette sage Compagnie n'étoit pas disposée à suivre l'humeur impétueuse & vindicative de Charles Emmanuel. Une trop longue expérience lui avoit appris que Son Altesse ne cherchoit qu'à brouiller & à mettre l'Italie en feu, dans l'esperance de s'agrandir, ou du moins de faire parler de lui. Ses remontrances, & ses propositions n'avoient pas été mieux écoutées à la Cour d'Angleterre, dans les Etats Généraux des Provinces-Unies, chez les Princes Protestans d'Allemagne. Il proposoit des ligues dans toutes les Cours jalouses de la grandeur d'Espagne, & il n'en trouvoit pas une qui donnât dans ses vastes & chimeriques projets. Le seul Roi d'Angleterre lui rendit quelques bons offices auprès des Venitiens. Mais cela se terminoit à faire représenter au Sénat qu'il n'étoit pas à propos de souffrir que l'Espagne opprimât le Duc de Savoie, & qu'on devoit chercher les moiens de faire un

1614. accomodement qui fût honnête, sûr, & autant avantageux qu'il se pourroit à un Prince qui tenoit un rang confidérable en Italie.

Le Duc de Savoie accepte les conditions proposées ; & l'Espagne les refuse.

Après avoir bien réfléchi fur la situation de fes affaires, Charles Emmanuel prit enfin le parti qu'on lui avoit vu déjà prendre en pareilles rencontres. Ce fut d'accepter les conditions que le Nonce & l'Ambassadeur de France lui propofoient. La crainte d'avoir tout le monde à dos, & l'efpérance de mettre les Médiateurs de fon côté, si les Espagnols faisoient difficulté de consentir au projet de l'accommodement, contribuèrent beaucoup au soudain changement qui parut dans l'esprit du Duc de Savoie. Savelli & Rambouillet aiant donc dressé à Verceil un Traité provisionnel jusqu'au jugement définitif du différend mis entre les Maisons de Savoie & de Mantoue, Charles Emmanuel offrit de bonne grace de le signer. Le Marquis d'Inojosa ne fit pas de même. Comme il prenoit alors les intérêts du Cardinal Duc de Mantoue avec autant de chaleur, qu'il avoit favorisé d'abord le Duc de Savoie, il rejetta l'article qui portoit qu'une certaine dépendance du Monferrat qu'on nomme le *Controeste*, demeureroit en fequestre, jusqu'à ce que la contestation sur les prétentions du Duc de Savoie contre la Maison de Mantoue, fût jugée par des arbitres choisis de part & d'autre. Les Médiateurs dressèrent dans la ville d'Ast un second projet de Traité en présence de Charles

Charles Emmanuel. L'article du *Canave-* 1614.  
*sa* en avoit été retranché. On mit à la place que le Cardinal Duc paieroit la dot & qu'il rendroit les pierreries de Marguerite de Savoie sa belle-sœur dans certain temps prefix, qu'il paieroit encore dans deux ans la dot de Blanche de Monferrat, sur quoi les Ducs de Savoie & de Mantouë plaidoient depuis si long-temps. Les autres articles regloient que les prisonniers faits, & les places prises de part & d'autre seroient rendues, & que chacun des deux Princes donneroit une amnistie à ceux de ses sujets qui avoient servi contre lui.

Charles Emmanuel signa volontiers; trop content de n'avoir point de satisfaction à faire, ni de pardon à demander au Roi d'Espagne. Mais le Marquis de Ram-  
 bouillet fut blâmé d'avoir trop précipité sa négociation. Les Espagnols l'accusoient de s'être laissé gagner par le Duc de Savoie; d'autres disoient qu'il avoit eu trop d'impatience de s'en retourner à la Cour de France. Le Cardinal Duc de Mantouë devoit s'accommoder du Traité selon toutes les apparences: car enfin, pouvoit-il se dispenser de payer la dot, & de rendre les pierreries de la veuve de son frere? Pour ce qui est de la dot de Blanche de Monferrat, il prétendoit que la Maison de Mantouë s'en étoit acquitée. Ferdinand pouvoit donc répondre lors qu'on l'auroit exigée, que ses Prédécesseurs avoient déjà satisfait à cette dette. Mais il s'étoit tellement dévoué aux Espagnols

Siri *Memo-*  
*rie Recondi-*  
*te.* Tom. III.  
 Pag. 293.  
 294. &c.

Nani *Histo-*  
*ria Veneta.*  
 Lib. I. 1614.

Mercur  
 François.  
 1614.



1614. pour obtenir leur protection , qu'il n'o-  
 soit rien accepter sans leur consentement.  
 Voiant donc qu'ils rejettoient fièrement  
 le Traité d'Ast , quoique le Pape & la Ré-  
 publique de Venise le trouvaient raison-  
 nable , le Cardinal Duc protesta qu'il  
 mourroit plutôt que d'y consentir. L'Em-  
 pereur trouvoit fort étrange qu'on n'eût  
 pas seulement fait mention de lui dans un  
 accommodement qui concernoit un fief  
 considérable de l'Empire en Italie. Mais  
 on ne se mettoit pas fort en peine de ses  
 plaintes. Le Roi d'Espagne son parent  
 avoit moins d'égards qu'aucun autre au  
 droit de l'Empire en Italie. Pour ce qui  
 est de la Cour de France , les sentimens y  
 furent partagez sur le Traité d'Ast. Marie  
 de Médicis qui menageoit le Roi d'Es-  
 pagne , & qui avoit mille sujets de chagrin  
 contre le Duc de Savoie , n'étoit pas fort  
 contente de ce que Rambouillet avoit fait.  
 Elle eût été bien-aïse de donner à Charles  
 Emmanuel la mortification de s'humilier  
 devant le Roi d'Espagne, comme il avoit  
 fait quelques années auparavant. Mais le  
 Duc avoit ses amis en France. Bien des  
 gens y crioient contre l'orgueil & la fierté  
 des Espagnols , qui ne vouloient pas que  
 Charles Emmanuel en fût quitte pour  
 désarmer quinze ou vingt jours avant le  
 Gouverneur de Milan. Ils prétendoient  
 qu'on obligeât un Prince souverain que  
 le Duc de Lerme haïssoit mortellement ,  
 à se mettre à la discretion du Roi d'Es-  
 pagne & de son Favori , & à demander par-  
 don

don à Sa Majesté, de ce qu'il n'avoit pas obéi aux ordres de la Cour de Madrid sans repliquer. Vit-on jamais une pareille arrogance?

Inojosa répondit froidement à ceux qui portèrent le Traité d'Ast à signer, que le Roi son maître lui avoit défendu tout nouvellement de faire la paix avec le Duc de Savoie. Les Médiateurs surpris de ce refus inopiné, lui demanderent du moins une suspension d'armes pour quarante jours, en attendant qu'on eût réponse de Madrid. Le Gouverneur de Milan la refusa: mais il donnoit à entendre que l'hiver aiant déjà commencé, la mauvaise saison l'obligeoit assez à faire ce qu'on demandoit de lui. Le Marquis de Bedmar Ambassadeur d'Espagne à Venise, y faisoit grand bruit. *C'est une injustice criante, disoit-il au Sénat, que le Duc de Savoie ne soit pas puni de son entreprise contre le repos de l'Italie. Tous les Potentats qui ont intérêt de le conserver, ne devoient-ils pas s'unir avec le Roi son maître pour châtier la témérité du Duc de Savoie?* Carleton Ambassadeur d'Angleterre tenoit un autre langage. Il sollicitoit de toute sa force que le Sénat déclarât aux Espagnols que le Traité d'Ast étoit raisonnable, & que toutes les Puissances désintéressées croient que Sa Majesté Catholique s'en devoit contenter. Bedmar soutenoit contre Carleton que le Roi de la Grande Bretagne n'en étoit pas d'avis, & qu'il s'en étoit expliqué à l'Ambassadeur d'Espagne à

1614.

Londres. Les Venitiens voioient fort bien que le Traité donnoit au Roi Catholique tout ce qu'il pouvoit raisonnablement demander. Cependant, pour ne pas irriter davantage les Espagnols qui leur vouloient déjà beaucoup de mal, ils gardoient tous les ménagemens possibles dans leurs réponses au Marquis de Bedmar. *Nous sommes bien fâchez, disoient-ils, que la conduite du Duc de Savoie ait contraint le Roi Catholique d'en venir à de si grandes extrémités. Mais nous espérons que Dieu lui inspirera des sentimens plus doux, & que Sa Majesté voudra bien sacrifier une partie de son ressentiment, & se contenter de la justification que le Duc de Savoie ne sera jamais éloigné de lui faire.* Ces honnêtetez & ces complimens chagrinoient les Espagnols, qui s'apercevoient bien qu'on n'étoit pas disposé à leur laisser la liberté de se venger du Duc de Savoie à leur fantaisie, ni de l'humilier autant qu'il leur plairoit.

Qu'il me soit permis de réfléchir un peu sur tout ce détail. De quoi s'agit-il dans l'affaire de Savoie & de Mantouë qui fait tant de bruit depuis deux ans entiers? Peu s'en fallut qu'elle ne mit l'Italie & peut-être l'Europe en feu. Presque toutes les Puissances y prirent quelque intérêt. Il n'est question dans le fonds que d'une somme d'argent assez modique, & tout au plus de quelques châteaux que les Ducs de Savoie prétendoient contre la Maison de Mantouë. Voilà surquoi Char-  
les

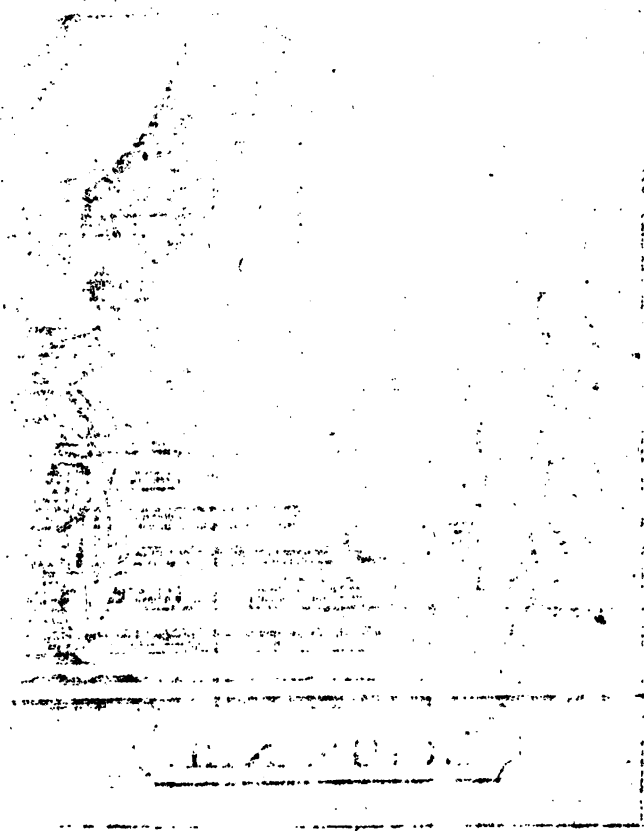
les Emmanuel prend les armes, accable ses sujets, porte la desolation dans le Montferrat qui devient le theatre de la guerre. Le Cardinal Duc de Mantoue, qu'on nous représente comme un Prince assez inhabile & conduit par des Ministres intéressés, a pourtant l'adresse de mettre l'Espagne de son côté, quoi qu'elle lui eût été contraire d'abord. Soit que ce fût un coup de son habileté, soit que ce fût un effet du hazard, son affaire particuliere devint celle du Roi Catholique. Mais sur quel fondement Philippe, ou plutôt ses Ministres, rejettent-ils le Traité d'Ast, & se croient en droit d'allumer une guerre, & de ruiner le Piémont? Sur une veltelle, sur je ne sai quel point d'honneur. Est-ce donc que les Princes Chrétiens s'imaginent qu'ils sont dispensés de garder les premières règles de l'humanité, d'observer les commandemens les plus exprès de Jesus-Christ? Malheureuse condition des hommes, s'il faut qu'ils souffrent que ceux qu'ils ont mis à leur tête, afin qu'ils s'appliquent au bonheur & à la conservation des autres, desolent les Provinces, ruinent leurs sujets & leurs voisins, fassent perdre la vie à une infinité de gens, pour contenter leur vanité, & pour suivre leurs caprices.

Tous les Ministres du Roi d'Espagne Le Roi d'Es-  
 en Italie se remuoient d'une étrange ma-  
 nière, afin d'engager le Gouverneur de  
 Milan à faire une nouvelle irruption dans  
 le Piémont. Ils se flatoient que cet  
 effort de Milan.

pagne n'est  
 pas content  
 de la con-  
 duite du  
 Gouverneur

1614.

effort rendroit le Duc de Savoie plus soumis & plus traitable. Inojosa pressé par les reproches que ceux de sa nation lui faisoient de tous côtez, se prépara donc à quelque mouvement. Mais ce fut avec tant de lenteur, que le Prince Thomas fils de Charles Emmanuel eut le temps de prévenir les Espagnols, & d'entrer lui-même dans le Milanois. La ville de Candie fut prise en cette occasion, & mise à feu & à sang : l'Armée Savoiarde revint chargée d'un butin considérable. Les Médiateurs se plaignent de cette entreprise, mais le Duc de Savoie desavoué son fils. On tâcha de l'excuser, en disant que le Prince n'avoit rien su de ce qui s'étoit négocié. Les Espagnols se dedommagerent ensuite par la prise de quelques petites places de Piémont. Charles Emmanuel surprit peu de temps après une lettre du Roi d'Espagne au Gouverneur de Milan. On y voioit que certaines gens avoient rendu de fort mauvais offices à Inojosa auprès de Sa Majesté : elle paroissoit fort mécontente de la conduite du Gouverneur. On lui ordonnoit de faire prendre à son Armée des quartiers d'hyver en Piémont, & de ne consentir à aucun accord avec le Duc de Savoie, à moins qu'il ne fût préalablement soumis à tout ce que Sa Majesté avoit prescrit avant ces derniers mouvemens. Charles Emmanuel ne manqua pas de rendre la lettre publique. Il y trouvoit un double avantage ; en mortifiant l'orgueil d'Inojosa  
que





LOUIS. XIII.

que cette lettre cenfuroit fortement , & en faifant voir aux Puiffances qui s'entremettoient pour la paix, que Philippe prétendoit commander auffi abfolument aux Princes d'Italie, qu'à fes Grands d'Efpagne. 1614.

Dans le temps que le Marquis de Ram- Majorité de  
bouillet commençoit fa négociation en Louis XIII.  
Italie, Louis XIII. entra dans la quator-  
zième année de fon âge. Le voilà donc  
majeur conformément à l'Edit du Roi  
Charles V. donné à Vincennes en 1374. Mercuré  
François.  
1614.  
& enregistré au Parlement de Paris avec  
grande folennité l'année fuivante. On  
peut être furpris que celui des Rois de  
France, qui a mérité le furnom de Sage, Recherches  
de Pasquier.  
Liv. II.  
chap. 18.  
ait jugé qu'un Prince pouvoit être ca-  
pable de gouverner par lui-même dans  
un âge fi peu avancé. Les Hiftoriens  
difent que Charles crut qu'il étoit im-  
portant que la minorité des Rois durât  
le moins qu'il fe pourroit, de peur qu'un  
Régent du Roiaume ne devînt affez puis- Mezerai  
dans la vie  
de Charles  
V.  
fant pour détrôner fon pupille, ou du  
moins pour lui enlever une grande partie  
de fon bien & de fon autorité. Le bon  
Roi penfoit plus à fa famille en cette oc-  
cafion, qu'à toute autre chofe. Sa fanté  
n'étoit pas fort bonne, & fes deux fils de-  
voient demeurer mineurs felon toutes les  
apparences. De trois freres que Charles  
avoit, deux ne manquoient ni de har-  
dieffe, ni d'ambition. Pour affurer la  
Couronne à fes enfans, il étoit impor-  
tant que le Roi avançât le temps de leur



1614. majorité. Les oncles avoient moins de temps pour entreprendre ; le jeune Roi étant en droit de dire plutôt, qu'il veut gouverner par lui-même : celui des Princes dont on se feroit défié, pouvoit être reculé des affaires par les autres mieux intentionnez, sous le prétexte plausible du Roi devenu majeur. Ce qu'il y a de singulier dans cette nouvelle Loi, c'est que celui en faveur duquel son pere la fit, eut besoin de Tuteur & de Régent la plus grande partie de sa vie. Il devint fou & imbécille : & ce fâcheux accident causa en France tous les grands maux que ~~Charles~~ V. avoit eu dessein de prévenir.

Ce même Edit nous prouve qu'il y a long-temps que le Conseil de France s'est mis sur le pied de mettre des préfaces assez pitoiables à la tête des Ordonnances les plus solennelles. Charles V. disoit dans la sienne, que les Fils de France ont de si excellens Maîtres, de si bons Gouverneurs pour les former, qu'ils deviennent capables de se conduire & de prendre l'administration de leurs affaires, beaucoup plutôt que les autres enfans. On a vû deux minoritez sous les deux derniers Regnes. Les Régentes ont-elles eu soin de donner une éducation extraordinaire à leurs fils ? La France étoit-elle si fort dépourvue de Gentilshommes de mérite, que Souvré & Villeroi fussent les plus capables de bien instruire un jeune Roi ? Charles V. apportoit encore une autre raison qui ne

ne vaut pas mieux que celle-ci. Dieu, disoit-il, *qui donne la souveraine puissance aux Rois, ne manque pas de les enrichir au plutôt des qualitez necessaires pour en faire un bon usage.* Helas! Voions-nous que Dieu fasse des miracles pour rendre les jeunes Princes plus éclairez & plus sages que les autres enfans? Seduits de bonne heure par la flaterie, emportez par leurs passions qui ne trouvent pas de grands obstacles, ces Messieurs commencent ordinairement plus tard que les autres à devenir raisonnables. Et souvent par un juste jugement de Dieu sur les peuples qu'il veut punir, un Roi ne connoît jamais les premiers principes de la raison & du bon sens.

Selon l'Edit de Charles V, le Roi ne devoit être sacré & couronné qu'après sa minorité. Mais on passa sur cette formalité, en faveur du fils de celui qui avoit publié la Loi. Charles VI. étoit mineur quand son pere mourut, & ses oncles contesterent entr'eux pour la Régence. Louis Duc d'Anjou la prétendoit, comme aîné des freres du feu Roi. Les Ducs de Berri & de Bourgogne vouloient y avoir part. Le Duc de Bourbon oncle maternel du jeune Charles, soutint de son côté qu'il devoit être appelé à l'administration des affaires aussi-bien que les oncles paternels. Quelques Seigneurs choisis de part & d'autre, furent les arbitres du différend. On jugea que Charles VI. seroit sacré & couronné nonobstant la Loi de son Pere, que les affaires s'expedieroient en

1614. son nom & sous son sceau, que les Ducs de Berri, de Bourgogne, & de Bourbon prendroient soin de l'éducation du Roi, & de Louis Duc d'Orleans son frere, que le Duc d'Anjou auroit le nom & les honneurs de Régent; mais qu'il ne feroit rien que de concert avec les trois autres Princes. Depuis ce temps-là, on prit la coutume de sacrer les Rois mineurs, & d'expédier les affaires à leur nom & sous leur sceau.

Premier  
acte de ma-  
jorité du  
Roi.

Mercur  
François.  
1614.

Le premier acte de majorité qu'on fit faire au jeune Louis, parut un acte de Religion & de justice. Je ne sai si la politique & la dissimulation n'en furent pas les motifs secrets. On vouloit en imposer au peuple qui croit facilement ce qu'il souhaite avec ardeur. Sa Majesté tint Conseil le 1. jour d'Octobre. La Déclaration qu'elle vouloit faire enregistrer le lendemain y fut expédiée & sellée. Louis promettoit d'abord de s'appliquer à tout ce qui est convenable à un Roi Très-Chrétien, jaloux de la gloire de Dieu, amoureux de la paix & de la tranquillité de ses sujets, de veiller à l'observation des bonnes & saintes loix publiées par ses Prédécesseurs d'en faire de nouvelles sur les avis qu'on lui donneroit dans l'assemblée prochaine des Etats Généraux du Roiaume. On confirmoit ensuite l'Edit de Nantes dans tous ses articles, tous les Reglemens faits, tous les Arrêts donnez, & tout ce qui avoit été accordé depuis en interpretation, ou bien en exécution du même Edit, qu'on vouloit,

loit, disoit - on, *garder inviolablement.* 1614.  
 Après avoir défendu à ses sujets de prendre des liaisons contraires au bien de l'Etat avec les Princes étrangers, & de recevoir d'eux des pensions secretes, le Roi confirmoit les Edits de son pere contre les duels, & les Ordonnances de ses Prédécesseurs contre les juremens & les blasphêmes. Je ne refuserois pas à une Déclaration si pieuse & si équitable en apparence les justes louanges qu'elle semble mériter, si le Fils de celui qui l'a donnée, n'avoit pas solennellement déclaré que ni son Pere, ni son Grand-pere n'ont jamais eu intention de faire subsister un Edit qu'ils ont promis tant de fois de maintenir exactement comme *une Loi perpetuelle & irrevocable.* Quoi donc? Ces deux Rois auxquels on a donné les surnoms magnifiques de *Grand* & de *Juste* étoient de l'aveu de leur Fils, des hommes sans conscience, sans probité. La posterité croira-t-elle jamais une chose de cette nature? Pour moi, j'aurai toujours meilleure opinion d'Henri IV. & de Louis XIII. Je ne puis pas me persuader qu'ils aient été aussi corrompus que Louis XIV. nous les represente.

Le lendemain 2.<sup>e</sup> jour d'Octobre, le Roi Le Roi tient  
 alla tenir son lit de justice au Parlement de son lit de  
 Paris. La marche & la séance furent accom- justice au  
 pagnées de toute la pompe imaginable. Parlement  
 Marie de Médicis y fit un petit discours, de Paris.  
 par lequel Sa Majesté déclaroit qu'elle François.  
 avoit remis l'administration des affaires. 1614.  
 entre

1614. entre les mains du Roi son fils, devenu majeur depuis quelques jours. Louis fit de grands remerciemens à sa mere, & il finit en déclarant qu'il vouloit que la Reine continuât toujours à prendre soin de lui, & à gouverner l'Etat. C'est ce que la bonne Princesse avoit menagé avec beaucoup d'aplication. Elle conservoit son autorité, sans se rendre responsable de ce qui se feroit désormais. Trop heureuse, si le Favori qui commençoit déjà de s'insinuer dans l'esprit du jeune Roi, ne l'eût pas bannie de la Cour, & si le premier Ministre qu'elle établit elle-même à la place du Favori mort, ne l'eût pas chassée du Roiaume.

Silleri Chancelier, & Verdun Premier President haranguèrent sur la majorité des Rois de France. Le discours de Servin Avocat Général fut plus remarquable par les sages & religieuses remontrances qu'il fit au jeune Roi. On y trouva seulement à redire qu'un si grave Magistrat eût donné lui-même dans cette basse flatterie qui s'introduisoit déjà dans le Parlement, & qui s'y est depuis si honteusement établie. Servin combla d'éloges excessifs l'administration de Marie de Médicis. Parmi les bons conseils qu'il donnoit à Louis avec une liberté Chrétienne & Françoisé, devoit-il insérer celui de se conduire par les avis d'une mere qui pensoit plus à maintenir son autorité, & à élever ses favoris & ses creatures, qu'à former son fils à la Religion & à la vertu, & à rendre le  
peuple

peuple heureux & content de son administration? La cérémonie finit par la lecture & par l'enregistrement de la Déclaration expédiée le jour précédent. 1614.

En recherchant le plus soigneusement Education qu'il m'a été possible, ce qui regarde l'Histoire de la minorité de Louis XIII. je me Roi Louis XIII. suis souvent étonné de trouver si peu de choses de l'éducation du jeune Roi. Son Père lui avoit donné pour Gouverneur Gilles de Souvré. Mais il semble que dans cette occasion, Henri IV. pensa moins à choisir un Gentilhomme qui eût les qualités que cet emploi important demande, qu'à récompenser la fidélité d'un ancien serviteur. Je trouve bien que Souvré se donna du mouvement pour établir sa famille & pour procurer au Marquis de Courtenvaux son fils une Charge considérable à la Cour. Mais je n'ai rien appris de ce qu'il fit pour donner à Louis une éducation Royale. La Maison de Souvré que celui-ci a illustrée, n'a pas duré long-temps après sa mort. L'héritière en a porté les biens dans celle d'un Ministre d'Etat, dont le pere d'une naissance obscure, s'est élevé à la première dignité de la Robe.

Vauquelin des Yvetaux fut le premier Mémoires Précepteur du Roi. Un homme de qualité de la Régence dont nous avons les Mémoires dit que ce de Marie de Médicis. Vauquelin avoit beaucoup de mérite & de Mémoires qu'il étoit fort capable d'instruire un Prince : mais la peinture qu'un Auteur vient d'Histoire & de nous faire des amours extravagans & de Littérature par Vie romanesques, de la vie & de la mort gneul-Marville. tout-ville.

1614. tout-à-fait Epicurienne de ce personnage, est une preuve certaine qu'Henri IV. n'étoit pas bon connoisseur en gens de mérite. Le Cardinal du Perron s'étoit fort intrigué pour faire avoir la place de Précepteur à son frere. Il offroit de prendre lui-même le soin & la direction des études du Dauphin. Mais Henri IV. choisit Vauquelin de son propre mouvement. Il ne demeura pas long-tems dans l'emploi. L'envie & la jalousie de certaines gens le lui firent ôter un an après la mort d'Henri IV. Nicolas le Févre lui succéda. C'étoit un homme distingué par sa science & par sa piété. Le feu Roi l'avoit mis auprès du Prince de Condé, qui voulut récompenser le Févre en lui faisant obtenir une place que Vauquelin remplissoit avec assez d'aprobation. Le Févre mourut un an après, & Fleurance Rivaut, habile Mathématicien, dit-on, monta de la Charge du Sous-Précepteur à celle de Précepteur en chef. Un jeune homme qui passe par tant de mains différentes, ne devient pas ordinairement fort habile.

Louis XIII. aprit fort peu de Latin. La Fauconnerie & l'exercice de la Chasse lui plaisoient plus que l'étude. Il dressoit fort bien des oiseaux pour voler, & il devint un des bons piqueurs de son Roiaume. Sa Majesté *parloit aux chiens en perfection*, dit un Historien. N'étoit-il pas plus à propos qu'on la formât à bien parler aux hommes ? On remarque encore que Louis n'étoit pas mauvais Canonier, & qu'il

qu'il entendoit assez bien les fortifications. Ces qualitez qui peuvent être de quelque utilité à un cadet de Noblesse qui doit chercher à faire fortune, ne sont point convenables à un Roi, si vous en exceptez l'intelligence des fortifications. Il peut se divertir à la chasse & au vol de l'oiseau : mais il doit employer son temps à quelque chose de meilleur, qu'à se rendre expert dans la Fauconnerie & dans la Venerie. Je ne trouverois pas à redire que Louis eût acquis quelque connoissance de l'Artillerie. Cela est nécessaire à un Roi qui doit se rendre capable de commander ses Armées quand le bien public l'exige. Mais n'est-ce pas une chose ridicule qu'on lui laisse charger sa mémoire du nom & de l'usage de la plus petite chose de l'Artillerie ? On devoit l'accoutumer à mettre dans sa tête des choses utiles & importantes pour bien gouverner. *Il connoissoit par nom tous les chiens de ses mutes.* Apprendre à connoître les hommes, à distinguer des autres ceux qui sont les plus capables de bien remplir les premières dignitez de l'État, à récompenser ceux qui servent utilement le public, c'est une occupation plus digne d'un Souverain. Louis XIII. eut toujours d'assez bonnes inclinations, & des principes de vertu & d'équité. Les Courtisans n'osoient pas dire des ordures, ni jurer en sa presence. Il craignoit Dieu, il aimoit la justice, il vouloit faire du bien à son peuple. Si Souvré & les autres eussent voulu s'appliquer



1514

quer à bien former & à cultiver comme il faut, ce que Dieu lui avoit donné de jugement, & de droiture, ils auroient rendu un service considerable à leur Prince & à leur Patrie. Louis n'auroit pas été dans la malheureuse necessité de laisser tout faire à un Favori, ou bien à un Ministre, qui ne pensoient qu'à mieux établir leur crédit & leur fortune, en suscitant aujourd'hui une guerre civile, & demain une guerre étrangere.

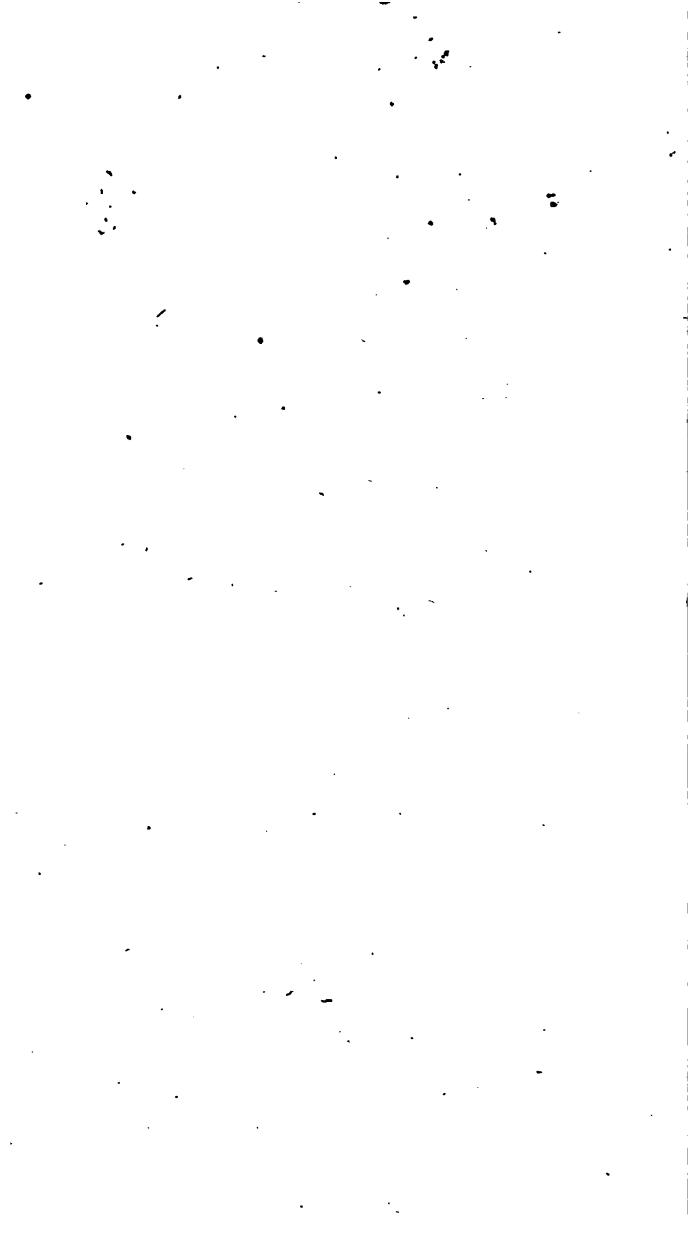
*Fin du premier Tome.*

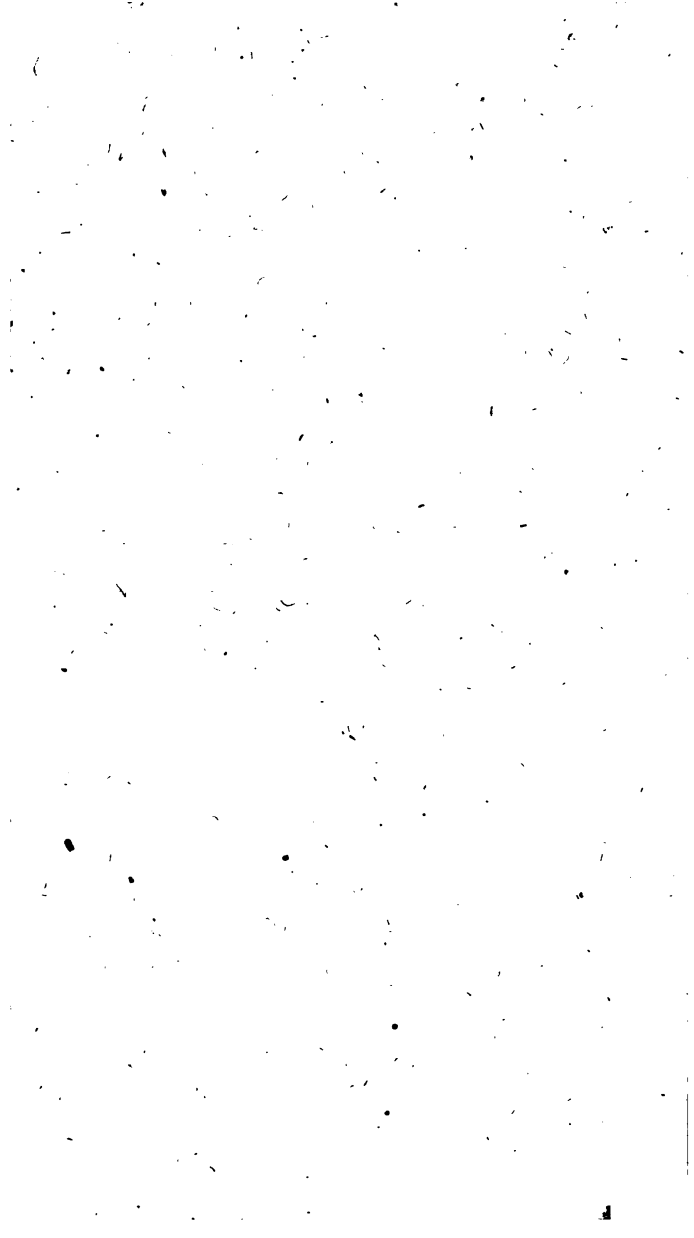












10 v. 211

